HAL
open science

La langue de la coopération internationale. Pratiques discursives des ONG espagnoles de développement.

Ana Escartin Arilla

To cite this version:

Ana Escartin Arilla. La langue de la coopération internationale. Pratiques discursives des ONG espagnoles de développement.. Linguistique. Université de Perpignan, 2020. Français. NNT : 2020PERP0032 . tel-03167429

HAL Id: tel-03167429

https://theses.hal.science/tel-03167429v1

Submitted on 12 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

Pour obtenir le grade de

Docteur

Délivré par

UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA

Préparée au sein de l'école doctorale INTERMED
ED544
Et de l'unité de recherche CRESEM UR 7397

Spécialité : Études ibériques et latinoaméricaines

Présentée par Ana ESCARTIN ARILLA

La langue de la coopération internationale.

Pratiques discursives des ONG espagnoles de développement.

Soutenue le 18 décembre devant le jury composé de

M. Christian BOIX, professeur émérite, Université de Pau et des Pays de l'Adour	Rapporteur
Mme. Isabel GARCIA IZQUIERDO, professeur, Universitat Jaume I, Castelló	Co-directrice
Mme. Bertha GUTIERREZ RODILLA, professeur, Universidad de Salamanca	Membre
M. Christian LAGARDE, professeur émérite, Université de Perpignan-Via Domitia	Co-directeur
Mme. Mercè PUJOL BERCHÉ, professeur, Université de Perpignan-Via Domitia	Présidente

TABLE DE MATIÈRES

INTRODUCTION 11

1. La langue de la coopération, un terrain inexploré 13

2. Comment décrire la langue de la coopération : Délimitation de l'objet d'étude 17

3. Objectifs du travail et questions de recherche 20

4. Les phases du travail : Construction du cadre théorique, constitution des corpus et choix de la méthodologie 22

5. Plan 24

PARTIE I. FONDEMENTS THÉORIQUES

Chapitre 1. LANGUE DE SPÉCIALITÉ, DISCOURS PROFESSIONNEL ET GENRES ÉCRITS : CONCEPTUALISATION ET MODÈLES D'ANALYSE 27

1. Langues de spécialité et discours professionnel 27

1.1. Les langues de spécialité : Délimitation conceptuelle 27

1.2. La dimension sociohistorique des langues de spécialité 33

1.3. Le rôle de la communication dans les communautés spécialisées 35

1.4. Les pratiques discursives en milieu spécialisé 38

2. Les genres de spécialité 44

2.1. Définition et caractérisation 44

2.1.1. Perspective statique 45

2.1.2. Perspective dynamique 47

2.2. Relations entre les genres 48

2.2.1. Hiérarchie des genres et fonctions communes 49

2.2.2. Genres en interaction 51

2.2.3. Phénomènes d'hybridation et de déplacement 53

2.2.4. Phénomènes de croisement 53

3. L'analyse du discours professionnel : Dimensions et modalités 55

3.1. Instruments de recherche : Analyse du discours et approche par genres 56

3.2. L'analyse des genres discursifs : Dimensions et modèles 59

3.2.1. Dimension linguistique et dimension communicative 62

3.2.2. Dimension cognitive 65

3.3. Niveaux d'analyse textuelle 67

3.3.1. Aspects lexico-grammaticaux 68
3.3.2. Structure 72

Chapitre 2. LA LANGUE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET LES PRATIQUES DISCURSIVES DU SECTEUR NON GOUVERNEMENTAL 76
1. Délimitation du domaine spécialisé : La coopération internationale au développement 76
1.1. Définition de l'activité 76
1.2. Le système institutionnel 79
1.3. La langue de la coopération 82
1.3.1. Naissance et diffusion de la terminologie : Le processus de normalisation 82
1.3.2. Le discours du développement 87
2. La coopération non gouvernementale 92
2.1. Caractérisation du secteur 92
2.2. La coopération non gouvernementale en Espagne 95
2.2.1. Évolution historique 95
2.2.2. Cadre régulateur et système de travail 97
3. Le rôle du discours dans les ONG 101
3.1. La communauté discursive 101
3.2. Fonctions opératives de la communication : Régulation et exercice de l'activité 106
3.2.1. Fonction de régulation 107
3.2.2. Fonction d'opération 109
3.3. Discours et construction de la profession 112
3.3.1. Les facteurs de l'indéfinition 113
3.3.2. La relation avec le système institutionnel : Reproduction ou critique 120
3.3.3. La relation avec le système socioéconomique : Collaboration, coexistence ou affrontement 126

Chapitre 3. LE RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS. FONDEMENTS POUR LA CARACTÉRISATION DU GENRE 132
1. Le genre « rapport annuel d'activités » des ONG 133
1.1. Caractérisation initiale 133
1.2. Cadre normatif 136
2. Fonctions du rapport : Pratiques professionnelles et pratiques discursives 140
2.1. Transparence et discours informatif 141
2.2. Relations publiques et construction de l'image 147

2.3. Captation de fonds et discours publicitaire 153
2.4. Le discours de la sensibilisation et la communication éducative 156
3. Le rapport annuel et la langue de la coopération 158

PARTIE II. MÉTHODOLOGIE

Chapitre 4. FONDEMENTS MÉTHODOLOGIQUES, CORPUS ET PROCÉDURES D'ANALYSE 161
1. Approche globale : Une analyse multifocale du genre « rapport annuel » 161
2. Les fondements de la linguistique de corpus 163
3. Descriptions des corpus 167
3.1. Corpus général (« MEM ») 168
3.2. Corpus restreint (« MEM-2 ») 175
3.3. Corpus complémentaire : Textes de présentation (« PRES ») 177
4. Procédures d'analyse 179
4.1. Analyse contextuelle 179
4.2. Analyse macro-textuelle 181
4.3. Analyse micro-textuelle 182
4.3.1. Analyse du corpus PRES 185
4.3.2. Analyse du corpus MEM2 185
5. Du texte au contexte 187

PARTIE III. RÉSULTATS EMPIRIQUES ET ANALYSE

Chapitre 5. LA SITUATION COMMUNICATIVE. LES PROCESSUS D'ÉLABORATION ET DE PUBLICATION DES RAPPORTS ANNUELS 191
1. Le processus d'élaboration et la question de l'auteur 191
2. Le processus de diffusion 197
2.1. Format de diffusion 197
2.2. Section de publication 200
3. Le dialogue avec les destinataires : Les textes de présentation 210
3.1. Le texte de présentation comme guide de lecture 210
3.2. La relation avec les destinataires 216
3.3. La logique discursive 217

Chapitre 6. LA MACROSTRUCTURE. CONSTRUCTION FORMELLE ET LOGIQUE RHÉTORIQUE. 221

1. Construction formelle du document 221

1.1. Intitulé 221

1.2. Catégories formelles 222

1.3. Catégorie formelle et finalités du rapport 231

2. Logique rhétorique 233

2.1. Contenus essentiels 233

2.2. Structure rhétorique 238

3. Modalités de présentation de l'information 243

3.1. Introduction 244

3.1.1. Lettre de présentation 244

3.1.2. Bilan synthétique de l'année 245

3.1.3. Présentation synthétique de l'ONG 245

3.2. Identité de l'ONG 246

3.2.1. Présentation d'informations identitaires 246

3.2.2. Explication de la cause 249

3.2.3. Quantification de la base sociale et description du réseau 250

3.2.4. Présentation de références 256

3.3. Actions réalisées 260

3.3.1. Description des projets 261

3.3.2. Quantification et visualisation des résultats 268

3.3.3. Présentation d'autres actions 271

3.4. Gestion des fonds 278

3.4.1. Quantification des ressources 278

3.4.2. Attestation des bonnes pratiques 279

3.5. Clôture 281

3.5.1. Remerciements 281

3.5.2. Projection sur l'avenir 282

3.5.3. Invitation à l'action 284

4. Le rapport annuel comme macro-genre 286

5. Pratiques divergentes 289

Chapitre 7. LE LEXIQUE. DENSITÉ INFORMATIVE, TERMINOLOGIE ET PROCÉDURES DE NOMINATION. 300

1. Densité informative et variété lexicale 300
2. Fréquences lexicales et contenus essentiels du rapport 304
3. Lexique de spécialité 314
   3.1. Saillance lexicale 314
   3.2. Segments répétés 316
   3.3. Notions proches 318
      3.3.1. La désignation du domaine : le terme « cooperación » 318
      3.3.2. La notion de « développement » 320
      3.3.3. Le jargon institutionnel 328
      3.3.4. Les centres d'intérêts : « género », « pobreza » et « empoderamiento » 334
      3.3.5. Les acteurs sur le terrain : « cooperante », « agente » et autres dénominations 337
4. Pratiques discursives 342
   4.1. Adoption du langage inclusif 342
   4.2. Adhésion au cadre international 344
   4.3. Le développement comme objet de réflexion 345
   4.4. Approche réformiste *vs.* approche maximaliste 347
   4.5. Néologismes et proposition de nouveaux modèles 349
   4.6. Anciennes et nouvelles représentations du Sud 351
   4.7. L'expression des relations horizontales 353
   4.8. L'accès aux droits comme principe d'action 356
   4.9. Banalisation de la langue de la solidarité 359
   4.10. Adoption du discours de l'entreprise 361
   4.11. Utilisation ciblée du lexique évaluatif 364
   4.12. Le discours de dénonciation 368

CONCLUSIONS 371

1. Le genre « rapport annuel » dans le secteur non gouvernemental 372
2. Pratiques discursives : Conventions et divergences 377
3. Discours et rôle social des professions : Réflexion finale 383

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE 387

ANNEXES 417

TABLE DES TABLEAUX

1. Domaines communicatifs des organisations
2. Types de discours des organisations
3. Fiche d'analyse du groupe GENTT
4. Coopération internationale et disciplines connexes
5. Acteurs de la coopération internationale
6. Acteurs de la coopération espagnole
7. Parties prenantes et base sociale des ONG
8. Parties prenantes des ONG et rapports discursifs
9. Fonctions de la communication dans l'exercice de la coopération
10. Discours caritatif et discours transformateur
11. Normes communicatives du Code de Conduite de la CONGDE
12. Le rapport annuel dans les procédures d'accréditation des ONG espagnoles
13. Discours de la publicité commerciale *vs.* discours du *fundraising* philanthropique
14. Modalité des rapports disponibles sur les sites web
15. Description synthétique du corpus MEM
16. Documents des corpus MEM et MEM-SITE
17. Description synthétique du corpus MEM-2
18. Description détaillée du corpus MEM-2
19. Description synthétique du corpus PRES
20. Description détaillée du corpus PRES
21. Répertoire des rapports contenant une page des crédits
22. Répertoire des rapports contenant une table de contenus
23. Responsables internes et externes dans l'élaboration du rapport
24. Responsables internes de l'élaboration du rapport
25. Responsables internes des contenus
26. Départements techniques responsables des contenus
27. Annualité du premier rapport accessible
28. Sections web de publication des rapports (itinéraires complets)
29. Sections web de publication des rapports (catégories de contenus)
30. Fréquences lexicales dans les textes de présentation (corpus PRES)
31. Segments répétés dans les textes de présentation (corpus PRES)
32. Fréquences des champs sémantiques (corpus PRES)
33. Nombre de pages des rapports (corpus MEM)
34. Descriptif et présence dans le corpus des catégories formelles
35. Produits éditoriaux et caractéristiques visuelles
36. Classement des rapports par contenus
37. Contenus des produits éditoriaux
38. Ressources discursives de base
39. Nombre de mots des rapports (corpus MEM-2)
40. Nombre de mots par page (corpus MEM-2)
41. Pourcentage de chiffres (corpus MEM-2)
42. Données par catégories formelles (corpus MEM-2)
43. Fréquences lexicales dans les rapports (corpus MEM-2)

44. Liste lemmatisée de mots fréquents (corpus MEM-2)
45. Fréquences des champs sémantiques (corpus MEM-2)
46. Collocations fréquentes (corpus MEM-2)
47. Termes complexes et champs thématiques (corpus MEM-2)

TABLE DES FIGURES

1. Niveaux de réalisation discursive dans le domaine professionnel
2. Fonctions du système de coopération
3. Modèle normalisé de rapport pour déclaration d'utilité publique
4. Proposition de contenu du rapport de relations publiques
5. Structure rhétorique complexe du rapport annuel
6. Sphères de communication et relation entre les genres

ANNEXES

1. Article de presse : « ONG, ¿de qué estás hablando? »
2. Parcours sites web
3. Chronologie des rapports
4. Corpus MEM : Description formelle
5. Corpus MEM-2 : Description formelle
6. Tables de contenus
7. Index filtré
8. Corpus PRES : Liste de termes (Résultats AntConc)
9. Corpus PRES : Liste de termes avec index filtré (Résultats AntConc)
10. Corpus PRES : Liste lemmatisée de termes (Résultats AntConc)
11. Corpus PRES : Segments répétés (Résultats AntConc)
12. Corpus MEM-2 : Liste de termes (Résultats AntConc)
13. Corpus MEM-2 : Liste de termes avec index filtré (Résultats AntConc)
14. Corpus MEM-2 : Liste lemmatisée de termes (Résultats AntConc)
15. Corpus MEM-2 : Liste de mots-clés (Résultats AntConc)
16. Corpus MEM-2 : Segments répétés (Résultats AntConc)
17. Corpus PRES : Classement termes fréquents-champs sémantiques
18. Corpus MEM-2 : Classement termes fréquents-champs sémantiques

REMERCIEMENTS (*AGRADECIMIENTOS*)

En el año 2004 asistí a un curso de verano en Salamanca en el que oí hablar por primera vez de la noción de género textual, en una sesión impartida por Isabel García Izquierdo. Más de una década después, escribí a aquella profesora con la esperanza de que aceptara acompañarme en un proyecto que apenas empezaba a delinear: convertir en una tesis doctoral algunas de las preguntas a las que tenía que dar respuesta cada día como profesora de español de especialidad. Y, para mi sorpresa, Isabel dijo que sí. Y también dijo que sí Christian Lagarde, a quien llegué gracias a Jean-François Carcelén y cuyo entusiasmo ante la propuesta de una completa desconocida me dio el impulso que necesitaba. A los dos les quiero agradecer su disponibilidad constante a lo largo de estos años, sus respuestas amables y el rigor con el que han seguido mis pasos.

Desde aquel verano, he tenido la fortuna de poder dedicarme por entero a mis dos pasiones profesionales, la traducción y la enseñanza –cuando los astros se alinean, las dos reunidas–. Recuerdo con especial cariño a mis profesores y después colegas de la facultad de Traducción e Interpretación de Soria y a mis compañeros de la Escuela de Idiomas de Calatayud. De entonces conservo la amistad de Rocío Anguiano, Susana Álvarez, Ana Pérez, Marta Fernández y Chabier García, con quienes pasé momentos inolvidables que espero pronto poder repetir. De mi primera escapada a Francia guardo el recuerdo imborrable de las tardes con Sole y Franck en aquella colina de Marsella, y la amistad de Agus y Jero, revivida en aquel encuentro en La Plata.

Y después vine de nuevo a Francia, al parecer para quedarme. El destino es caprichoso, y al llegar aquí volvieron a mis oídos los evocadores nombres de las ciudades que había visitado con asombro adolescente en un viaje de instituto: Chamonix, Valence, Annecy. Y acabé viviendo en una ciudad, Grenoble, que me hizo volver de un salto a aquel libro delicioso, *Un agujero en la alambrada*, que leímos de niños en la escuela. Solo tengo palabras de agradecimiento para todas las personas del departamento de español de la entonces llamada Universidad Stendhal: aquellas que desde el principio confiaron en mí y aprecian mi trabajo, Lucía Gómez, Sandrine Rol, Thierry Nallet, Alice Carette, Sara Álvarez, Cécile Frérot, Anne Cayuela, Almudena Delgado, Raúl Caplan y Sonia Kerfa, y aquellas con las que compartía conversaciones de pasillo, de despacho e incluso de sofá antes de las máscaras, Luz Martínez,

Dianelys Darna, Federico Bellido, Aurélien Talbot, Franck Gaudichaud y Olga Lobo. Aquí, en Saint-Egrève, muchas personas me han hecho sentir que estoy en casa: Fede y Elisa, Lucía y Marie, Sophie y Pierre, Marc y Nathalie, Valérie y Albert.

En mi otra casa están, por supuesto, Sara –que está en aquella lectura de colegio, en ese viaje de instituto y en tantos otros momentos– y Clemens, Bárbara, Pilatxo, Eva, Marta, Carlos, Sergio y Sandra, Carlos y Ana, Eva, Carmen, Olga e Isabel. Mi familia grande, la molinera y la canaria. Y mi familia pequeña: mi madre, Isabel, que escucha mis andanzas como si se las siguiera contando en la cocina al volver del colegio, mi padre, Leo, cuya presencia silenciosa echo tanto de menos, mi hermano, Javi, y mis sobrinas, Leire y Marina, con quienes hemos construido un nuevo pequeño mundo, Arturo y Jacqueline, con quienes debería haber compartido este momento. Y Nico, con quien la conversación y la vida siempre me reservan algo especial, y Nuria y Candela, mis dos lucecitas.

Pour mon père

INTRODUCTION

Una nueva realidad ha llamado a nuestras puertas
y decidimos ponernos manos a la obra

(Lettre de présentation du rapport annuel 2017 de CESAL)

Le 8 janvier 2013, la journaliste Lydia Molina signait pour le journal en ligne *Eldiario.es* un article intitulé « ONG, ¿de qué estas hablando ? »[1], qui exprimait une gêne provoquée par l'utilisation sans filtre du lexique spécialisé dans la communication des Organisations non gouvernementales (ONG) avec le grand public :

> Empoderamiento, fortalecimiento, intervención, terreno, confluencia, rendición de cuentas, tejido social, acompañamiento, capacitación. Estas son solo algunas de las palabras que habitualmente utilizan las ONG. **Forman parte de su ADN**. Están en la justificación de sus proyectos y en los materiales internos, pero también en los mensajes que lanzan diariamente a través de sus canales de comunicación con la sociedad. Solo hay que consultar las webs donde describen su trabajo. Un ejemplo al azar: "logramos impactos sostenibles a medio plazo en las zonas donde actuamos, con una gestión eficiente de los recursos, la participación activa de la comunidad y la implicación de las instituciones públicas". Existen formas más sencillas de explicarlo, seguro.

Ces lignes rendent compte de l'existence d'un langage propre aux ONG, ou du moins conçu comme tel par les citoyens, qui ferait « partie de leur ADN ». D'autre part, au-delà de la critique ouverte à l'opacité de ce langage et des explications au phénomène proposées plus tard dans le texte, cette réflexion met également en lumière un désir de la part de la population de connaitre l'activité des ONG, ainsi que l'existence d'une conscience et d'une réflexion dans la société sur l'effet social des logiques communicatives des organisations.

[1] https://www.eldiario.es/desalambre/lenguaje-ong_132_5546650.html (consulté le 13/09/20). Intégralement reproduit à l'annexe 1.

Illustration 1

Source : Lydia Molina, *Eldiario.es*

Un bref regard sur les titres de journaux espagnols des cinq dernières années montre globalement un intérêt certes limité mais croissant pour la coopération internationale au développement et pour l'action des ONG[2]. Ces titres font la preuve d'un intérêt pour les actions menées par les ONG (« Open Arms pide un puerto para desembarcar a 73 inmigrantes rescatados, pues la situación es "crítica" »[3]), mais aussi d'une surveillance de leurs pratiques sur le terrain (« Los implicados en el escándalo sexual de Oxfam en Haití amenazaron a testigos »[4]) et de leur fonctionnement interne (« Casi la mitad de las ONG españolas ya están dirigidas por mujeres »[5]), ainsi qu'une attention portée au système institutionnel de la coopération au développement et à ses modèles d'intervention (« La cooperación del futuro: de beneficiarios a socios del desarrollo »[6] ; « Cooperación al desarrollo y palomitas »[7] ; « Seis

[2] Tous les sites concernés ont été consultés le 14/09/20.
[3] *El Mundo* (édition numérique), 24/11/19 (https://www.elmundo.es/internacional/2019/11/24/5dda6bb1fc6c83d40c8b4645.html)
[4] *La Vanguardia* (édition numérique), 20/02/18 (https://www.lavanguardia.com/internacional/20180219/44916593154/implicados-escandalo-sexual-oxfam-haiti-amenazaron-testigos.html).
[5] *ABC* (édition numérique), 14/01/20 (https://www.abc.es/familia/mujeres/abci-casi-mitad-espanolas-estan-dirigidas-mujeres-202001120206_noticia.html).
[6] *El País* (édition numérique), 04/08/16 (https://elpais.com/elpais/2016/08/03/planeta_futuro/1470237730_936075.html).
[7] *Eldiario.es*, 14/05/18 (https://www.eldiario.es/opinion/tribuna-abierta/fonprode-cooperacion-desarrollo-palomitas_129_2118594.html).

preguntas clave ante la reforma de la cooperación española »[8]). Ils réfléchissent également sur la perception sociale de l'activité (« Ni eres un salvador, ni un aventurero: los tópicos del voluntariado »[9]) et donnent la parole aux organisations, qui ont l'occasion de s'exprimer à la première personne (« Las ONG se preparan para el pico en los países en desarrollo: "Puede ser absolutamente devastador" »[10]). Autant d'aspects du domaine qui méritent une exploration dans la perspective des langues de spécialité.

1. La langue de la coopération, un terrain inexploré

Les langues de spécialité font l'objet d'une attention toute particulière depuis plusieurs décennies. En réponse aux besoins croissants d'enseignement d'une langue étrangère dans des contextes professionnels et académiques, l'approche des langues sur objectifs spécifiques s'est consolidée, ouvrant la voie à la description et à l'analyse de la langue employée dans les différents secteurs d'activité, tels que les sciences, la médecine, l'économie, le droit, le journalisme, le tourisme, la publicité, la politique, etc. (Alcaraz Varó, Mateo Martínez et Yus Ramos, 2006 ; Gómez de Enterría, 2009 ; Aguirre Beltrán, 2012). Le présent travail naît sous l'impulsion de cette dynamique, et se propose d'analyser de près les caractéristiques de la langue d'un domaine d'activité encore inexploré de ce point de vue, la coopération internationale au développement.

La coopération internationale est une activité reconnue, définie et encadrée au niveau institutionnel, académique et professionnel depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Elle met en place des rapports de longue portée entre les communautés du monde entier et mobilise des ressources matérielles et humaines colossales. Elle possède des règles opératives, des techniques, des principes de conduite et une terminologie qui lui sont propres, et se développe de façon plus ou moins institutionnalisée sur différents niveaux territoriaux et avec le concours de toute une panoplie d'acteurs de nature diverse. Elle est

[8] *El País* (édition numérique), 12/02/19 (https://elpais.com/elpais/2019/02/11/planeta_futuro/1549883846_792714.html).
[9] *El País* (édition numérique), 20/08/18 (https://elpais.com/elpais/2018/08/07/planeta_futuro/1533634592_600579.html).
[10] *ABC* (édition numérique), 15/05/20 (https://www.abc.es/sociedad/abci-coronavirus-preparan-para-pico-paises-desarrollo-puede-absolutamente-devastador-202005150124_noticia.html).

relativement connue du grand public et elle suscite, de par sa nature même, une forte implication des non spécialistes dans l'exercice même de l'activité.

En Espagne, la coopération internationale fait l'objet d'une politique d'État – intégrée, comme pour tous les pays qui l'entourent, dans le cadre institutionnel international et européen –, elle fait partie des compétences spécifiques d'un ministère et d'un secrétariat d'État, ainsi que de plusieurs organismes spécialement dédiés, elle opère aux niveaux national, régional et local et elle fonctionne à travers un réseau complexe d'organisations de toute sorte, officielles, non gouvernementales, de formation, religieuses, corporatives, etc. (Gómez Torres, 2010). La coopération officielle espagnole met en place des actions et déploie son personnel dans 33 pays d'Amérique Latine, d'Afrique du Nord et subsaharienne ainsi qu'au Moyen Orient[11] ; selon les chiffres disponibles les plus récents, en 2018, l'Aide officielle espagnole (Ayuda Oficial al Desarrollo, AOD) s'est élevée à 2 milliards 500 millions d'euros[12]. Les universités espagnoles proposent actuellement 26 masters officiels spécialisés en coopération au développement[13]. Ce domaine d'activité est à l'origine de la production, traduction et publication de documents écrits de toute sorte (normatifs, opératifs, informatifs, etc.) et bénéficie d'une présence importante dans les média. À titre illustratif, deux des principaux journaux espagnols, *El País* et *Eldiario.es*, comptent des sections spécifiquement consacrées à des questions de solidarité internationale, « Planeta Futuro »[14] et « Desalambre »[15], où la coopération occupe une place importante. Celle-ci fait l'objet de débats internes et externes (rapports de forces et interdépendance Nord-Sud, discours du sous-développement, agressivité des campagnes de communication, bonnes et mauvaises pratiques sur le terrain, transparence économique, etc.) et elle est source de mobilisation citoyenne, sous forme de bénévolat, de collaboration économique ou d'adoption de pratiques de consommation telles que le commerce équitable ou la décroissance. Pour sa part, l'espagnol a sa propre présence internationale, en tant que langue officielle et langue de travail à l'Organisation des Nations unies, et la troisième à y être effectivement utilisée après l'anglais et le français (Fernández Vítores, 2014).

[11] http://www.cooperacionespanola.es/es/prioridades-geograficas (consulté le 11/09/20).
[12] https://www.aecid.es/ES/la-aecid/transparencia (consulté le 11/09/20).
[13] https://www.educacion.gob.es/ruct/consultaestudios.action?actual=estudios (consulté le 11/09/20).
[14] https://elpais.com/elpais/planeta_futuro.html (consulté le 11/09/20).
[15] https://www.eldiario.es/desalambre/ (consulté le 11/09/20).

Malgré l'importance indiscutable de ce domaine d'activité, les caractéristiques particulières de la « langue de la coopération internationale » n'ont pas été décrites de manière systématique. En effet, aucune référence explicite à une possible langue de spécialité du domaine n'a été retrouvée, que ce soit en espagnol, en français ou en anglais. Pour l'espagnol en particulier, la seule dénomination qui pourrait garder une certaine relation avec elle serait la « lengua de la diplomacia », évoquée par Gómez de Enterría (2009 : 63) et abordée par Andrade Godina (2010) sous l'approche de la didactique des langues de spécialité. Dans la perspective traductologique, Verguer Aguilar (2014) explicite la référence à la « terminología de la cooperación internacional », matérialisée par une liste de 31 paires de termes espagnol/anglais propres au domaine, et signale la langue anglaise comme source initiale dans la construction des notions centrales du secteur.

Des études provenant de domaines autres que la linguistique appliquée décrivent de façon indirecte ou parcellaire quelques-unes des pratiques discursives observées dans le secteur. Ainsi, de l'intérieur même du système institutionnel naissent des réflexions sur des notions du domaine et leur matérialisation par des termes spécifiques, qui font l'objet de débats théoriques dans des revues professionnelles et scientifiques. C'est le cas de l'échange entre Chianca (2008) et Eggers (2009) autour des critères d'évaluation de l'aide au sein de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE). D'autre part, depuis longtemps une réflexion critique a également lieu au sein du domaine autour du « discours du développement », illustrée en langue espagnole, entre autres, par les travaux de Chaparro Escudero (2009 et 2013) et de Tapia Gutiérrez (2018). La politique communicative de l'un des acteurs de la coopération, les ONG, a été étudiée selon un point de vue technique et stratégique par Erro Sala et Ventura (2002), González Luis (2006), Herranz de la Casa (2010), Soria Ibáñez (2011) et Arroyo Almaraz et Martín Nieto (2010 et 2011), entre autres. Sur un autre plan, la notion de « publicité sociale » (des institutions sociales et des ONG, essentiellement) a été théorisée, entre autres, par Feliu García (2004) et Alvarado López (2005). Cependant, aucun de ces travaux n'aborde la langue de la coopération comme objet d'étude multidimensionnel.

Un peu plus près de notre domaine de travail, dans la perspective de la linguistique appliquée, la dimension rhétorique et pragmatique des lettres commerciales d'appel à collaboration a été abordée par Bhatia (1998 ; [2004] 2014), qui a identifié le schéma

rhétorique du genre, repris à son tour pour des exemplaires en espagnol par Bosch Abarca (2001) et pour les appels à dons publiés sur les sites web des ONG par Escartín Arilla (2018c, 2019). Fuentes Rodríguez et Alcaide Lara (2002) et Alcaide Lara (2011) ont pour leur part étudié les stratégies pragmatiques utilisées dans la publicité des ONG et des institutions publiques dans des campagnes de communication sociale. D'autres travaux d'analyse du discours, comme Benet (2003) et Nos Aldás (2003), se fondent sur la méthodologie de l'étude de cas, le premier se focalisant sur un exemplaire de lettre commerciale, la deuxième sur les pratiques discursives d'une ONG spécifique identifiées dans certaines de ses productions écrites et audiovisuelles ; pour sa part, Iranzo (2017) se sert de la linguistique de corpus pour explorer les modèles communicatifs prédominant sur les sites web de dix-sept ONG de développement de Catalogne. Ces analyses adoptent pour la plupart une approche critique et, disons, militante, en ce sens qu'elles se positionnent en faveur d'une ligne communicative de type « transformateur » et qu'elles évaluent les productions des organisations en fonction de leur degré de conformité à celle-ci. Elles naissent en quelque sorte de l'intérieur même de la communauté spécialisée de la coopération au développement, et en réponse à la constatation de la reproduction de pratiques discursives de type « assistentiel », considérées comme allant à l'encontre des finalités de l'activité. En ce sens, une attention toute particulière est portée sur des modèles alternatifs de communication dans le secteur non gouvernemental, sous des dénominations en espagnol telles que « comunicación para el desarrollo » ou « comunicación para el cambio social » ; c'est le cas, entre autres, de Nos Aldás (2007, 2009, 2019), Marí Sáez (2011, 2017) et Erro Sala (2003, 2010, 2017).

Face à ces explorations « au microscope », nécessairement fragmentaires, et à celles qui dépassent le cadre de la coopération internationale, comme c'est le cas de la communication pour le changement social, un travail exhaustif et systématique de répertoriage de la terminologie et des pratiques discursives associées à la coopération internationale, fondé sur les principes de la linguistique de corpus et de l'approche par genres, peut contribuer à établir une caractérisation initiale de cette langue de spécialité, sur la base de laquelle il sera ensuite possible – et souhaitable – d'effectuer des interprétations plus ou moins critiques.

2. Comment décrire la langue de la coopération : Délimitation de l'objet d'étude

La première question à laquelle il a fallu répondre pour entamer ce travail touchait à la pertinence même de l'objet d'étude et de la conception de la recherche : Existe-t-il une « langue (espagnole) de la coopération internationale » ? Si l'expérience du monde et la pratique professionnelle nous amenaient à répondre affirmativement à cette interrogation, il fallait tout de même justifier cette réponse sur la base de fondements théoriques solides. Le « protocole de description des langues de spécialité » proposé par Van der Yeught (2016a) nous a fourni cette base initiale, qui nous a conduite à tracer la chronologie de la langue du domaine (chapitre 2).

Le deuxième défi rencontré pour mener à bien ce travail était l'ampleur du domaine, la variété d'acteurs concernés et la multiplicité de situations communicatives susceptibles d'être analysées, une diversité soulignée de façon récurrente par les théoriciens de la coopération. Cámara, Galán et Sainz (2008 : 24) l'expliquent ainsi :

> Los actores que forman parte del sistema de cooperación y ayuda al desarrollo constituyen un reflejo de la naturaleza plural y descentralizada de la sociedad internacional. La cooperación [...] conforma un sistema sumamente variado y complejo, en el que [...] interviene un conjunto amplísimo, muy diverso y enormemente heterogéneo de actores de naturaleza pública, semipública y privada, política y/o técnica, gubernamental y no gubernamental, de tamaño grande y pequeño, con funciones de sensibilización, orientadoras, reguladoras o ejecutoras, pertenecientes a diferentes sectores, con roles, intereses, perspectivas, clientelas y modelos de intervención muy diversos.

Parmi les agents du domaine, ces auteurs mentionnent les agences bilatérales des gouvernements (du Nord et du Sud), les organismes régulateurs, les organismes multilatéraux (financiers et non financiers), les organismes supranationaux et intergouvernementaux, les ministères sectoriels et unités spécialisées, les gouvernements régionaux et locaux, les organisations non gouvernementales, les fondations, les groupes communautaires, les syndicats, les partis politiques, les universités, les organisations professionnelles, les collectifs indigènes, les organisations religieuses et les entreprises (Cámara, Galán et Sainz, 2008 : 24-25).

Aborder la langue de la coopération internationale comme un ensemble monolithique semblait ainsi tout à fait inapproprié, raison pour laquelle nous avons jugé pertinent de placer

la loupe sur un acteur en particulier et d'explorer les particularités d'un genre spécifique. Le choix des ONG espagnoles parmi les différents acteurs de la coopération répond à plusieurs critères. En premier lieu, les ONG sont le véhicule qui permet à la société de s'intégrer dans le système de la coopération internationale, qui depuis les années 1960 n'est plus une affaire exclusivement intergouvernementale : ces organisations fournissent un modèle propre de coopération, qui se traduit, selon certains auteurs, par une démocratisation des relations entre les pays, une diversité d'approches et de formes d'action et un poids plus important de la solidarité face aux intérêts géopolitiques et commerciaux des gouvernements (Gómez Galán et Sanahuja, 1999 : 217-218).

D'un point de vue quantitatif, ces organisations ont une importance considérable dans la gestion et la distribution des fonds. À titre illustratif, selon le dernier rapport publié par la Coordinadora de ONG para el Desarrollo de España (CONGDE : 2017), en 2017 ses organisations associées (74 ONG et les 17 organismes régionaux de coordination) ont encaissé 563 millions d'euros, dont près de 445 ont été destinés à des projets de développement et d'aide humanitaire. À ce moment-là elles employaient plus de 7 600 personnes, recevaient le soutien de 20 000 bénévoles et comptaient plus de 2 millions de collaborateurs individuels stables (donateurs et parrains) et 172 000 collaborateurs ponctuels, qui ont généré près de 60% de leurs recettes totales[16].

Les ONG bénéficient d'une image globalement positive et, comme nous le voyons, d'une base sociale non négligeable, et elles sont la face visible de la coopération vis-à-vis de la population. Elles sont présentes dans les médias et ont une importante activité sur internet, à travers leurs sites web et leurs réseaux sociaux, d'où l'impact notable de leurs messages sur l'ensemble de la société, et sur l'image que la population se fait des activités du secteur. Pour reprendre les termes de Martín Pérez et Martín Cruz (2017 : 165) :

> Mención especial merecen las ONGD, como organizaciones más dinámicas del tercer sector [...] y que mayor progresión han experimentado en los últimos 20 años –al consolidarse como agentes canalizadores de una gran parte de los fondos públicos destinados a la ayuda oficial al desarrollo–, en el impulso de iniciativas de control, tanto externas como internas, para reducir asimetrías informativas e incrementar su legitimidad ante la sociedad, aumentando así tanto el conocimiento de lo que hacen como el apoyo que reciben.

[16] Voir la version en ligne du rapport (https://informe2017.coordinadoraongd.org/reportaje-visual-de-datos/, consultée le 4/02/20) et le résumé téléchargeable (CONGDE, 2017).

Pour ces raisons, il nous semble fondé d'analyser le langage utilisé par les ONG basées en Espagne comme représentatif de la langue espagnole de la coopération.

Afin d'explorer les pratiques discursives de ces organisations, nous avons décidé d'adopter l'approche fondée sur les genres, qui permet d'expliquer les choix discursifs effectués sur la base du caractère *situé* des productions observées, c'est-à-dire d'explorer « la communication réelle dans un contexte socio-culturel institutionnalisé » (Bhatia, 1993 : 4). En particulier, les auteurs signalent la pertinence de l'approche par genres dans l'étude de la communication spécialisée. Comme l'affirme García Izquierdo (2011 : 14) :

> the notion [of genre] is specially significant in the fields of specialised communication [...]. This is because there are certain variables which determine the way genres are organised that are more specific to this type of communication. Such variables refer essentially to the discipline involved, the degree of conceptualisation and abstraction and the scope of the communication.

Pour une première incursion dans le domaine, il nous a semblé opportun de focaliser notre étude sur les genres écrits, qui sont facilement accessibles et traçables, qui se prêtent à une analyse approfondie sur la base de la linguistique de corpus et ont un effet de long terme sur la communauté professionnelle et sur d'autres parties prenantes. Les genres écrits publiés sur Internet – qu'ils soient natifs ou numérisés – présentent pour leur part un intérêt majeur en raison de leur disponibilité, aussi bien pour leurs destinataires naturels que pour les analystes des différentes disciplines.

Une analyse initiale des besoins de communication écrite et des dynamiques de circulation des documents produits et utilisés par les professionnels (Escartín Arilla, 2018a, 2018b) nous a amenée à choisir comme objet privilégié d'étude un genre que nous considérons comme suffisamment illustratif des dynamiques du domaine : le rapport annuel d'activités. Ce choix répond à des raisons multiples. En premier lieu, de par son propos communicatif immédiat, le rapport fournit une vue d'ensemble directe de l'activité effective dans le domaine (types d'interventions, secteurs prioritaires), raison pour laquelle il peut être considéré comme une photographie actualisée de l'organisation. D'autre part, il nous expose de façon directe à la langue actuellement utilisée par les ONG espagnoles, et offre une voie d'exploration, entre autres, des termes qui sont aujourd'hui utilisés par la communauté discursive ainsi que des mécanismes visibles de création de néologismes, ce qui permet également d'extraire des conclusions sur les orientations actuelles de la discipline dans son ensemble. De plus, la

plupart des rapports publiés sont construits comme de véritables « macro-genres » rassemblant l'essentiel des textes écrits qui décrivent les organisations, leurs activités et leur vision (lettre de présentation, document « Misión, visión, valores », fiches de projet, témoignages, bulletin de collaboration, rapport d'audit), rendant ainsi compte de pratiques discursives internes comme externes.

En ce qui concerne sa dimension communicative, le rapport se trouve à mi-chemin entre les pratiques internes des ONG (réalisation de projets, gestion des fonds, etc.) et leurs besoins de communication externe dans le cadre de leurs relations avec les différentes parties prenantes (transparence, accréditation, autolégitimation, obtention de fonds, consolidation de la base sociale, sensibilisation, etc.). Dans le cadre de cette deuxième dimension, le rapport se débat également entre l'obligation de transparence et le besoin de légitimation des ONG. L'analyse des traces discursives de cette nature complexe passe, entre autres, par l'identification du poids relatif de l'intentionnalité informative et de l'intentionnalité promotionnelle dans la conception des textes. En effet, le rapport est élaboré par l'ONGD elle-même ou, en tout cas, sous sa responsabilité et en son nom, et il transmet les informations que l'organisation souhaite communiquer à l'ensemble des intéressés, présentées d'ailleurs sous des formules choisies par ses responsables. Il peut être ainsi analysé comme instrument de construction de l'image corporative, qui joue un rôle dans la stratégie communicative de l'organisation. On ne peut pas oublier qu'en tant que photographie actualisée de l'organisation, le rapport est beaucoup moins une instantanée volée qu'une photo de studio ou, mieux dit, un *selfie*.

3. Objectifs du travail et questions de recherche

Ce travail a pour but de décrire le genre « rapport annuel d'activités » du point de vue formel et communicatif, en soulignant les traits distinctifs dus à la nature particulière de ses auteurs, les ONG. Cet objectif répond à la volonté d'entreprendre une caractérisation systématique des genres écrits de la coopération internationale qui peut produire des résultats selon trois axes de travail, notamment. En premier lieu, cette description est nécessaire à l'établissement de fondements solides pour un enseignement de qualité de la langue de spécialité (langue maternelle) et de la langue sur objectifs spécifiques (langue étrangère ou langue seconde)

dans le parcours formatif des professionnels de la coopération et des rédacteurs de spécialité (masters universitaires, ateliers, stages, etc.). Nous suivons ici la proposition de Swales (2009 : 14-15) selon laquelle :

> [p]art of the work of [...] genre analysts with applied aspirations would [...] be to refashion these findings so that [...] they can become more transparent to those who would wish or need to become better consumers or producers of textual exemplars in the targeted genre or genres.

En deuxième lieu, la description exhaustive de corpus en espagnol peut devenir plus tard le point de départ pour une analyse contrastive avec d'autres langues, indispensable à la formation et à l'exercice professionnel des traducteurs spécialisés. Cette ligne rejoint celle du groupe de recherche GENTT (Géneros Textuales para la Traducción/Textual Genres for Translation)[17], qui souligne parmi ses objectifs principaux « to provide translators and writers with text models and patterns that hey can use for textual, conceptual, linguistic and terminological reference » (García Izquierdo et Borja Albi, 2008 : 1).

Et pour finir, elle fournit des données systématisées et comparables qui peuvent fonder et nourrir les débats internes sur la place de la communication dans la réalisation des objectifs de l'activité et sur l'effet des pratiques discursives des ONG dans les sociétés du Nord. En particulier, cette systématisation peut contribuer à répondre à une demande formulée, entre autres, par Ballesteros García (2002 : 105-106) :

> Es necesario saber y analizar qué tipos de mensajes se están emitiendo para conocer hasta qué punto el objetivo de educar para el desarrollo se está llevando a cabo o si tan sólo se está compitiendo por el mercado de donantes.

Cet objectif complexe se décline en quatre questions de recherche :

1) Quels traits macrostructurels sont partagés par la plupart des rapports et peuvent, par conséquent, être identifiés comme prototypiques du genre ? Quelle est la logique rhétorique privilégiée ?
2) Au-delà de son propos communicatif immédiat, quelle est la finalité attribuée par les ONG au rapport annuel d'activités ? Quel est le poids relatif de la dimension informative et de la dimension promotionnelle dans les rapports ? Quelle réponse est attendue de la part de ses destinataires ?

[17] www.gentt.uji.es (consulté le 02/05/20).

3) Quelles sont les unités lexicales les plus fréquentes ? Dans quelle mesure peut-on parler d'une terminologie spécialisée ? Quels sont les néologismes présents et quel est leur poids relatif ?
4) À la lumière des fréquences lexicales, quels sont les intérêts et les inquiétudes du secteur à l'heure actuelle ? Quelle conception de l'activité est projetée par le choix des termes ?

L'approche ici présentée permet de faire converger les intérêts des spécialistes de la linguistique et ceux des professionnels de la coopération internationale et de la communication sociale.

Une dernière question, qui ne fait pas partie des objectifs de notre recherche, doit malgré tout être explicitée, dès lors qu'elle sous-tend tout examen de la langue des ONG : à quel point les pratiques discursives mises en œuvre sont-elles le reflet direct du modèle de travail adopté par les organisations, autrement dit, de leur conception particulière de la coopération et du développement ? Même si notre recherche ne se propose pas de fournir une réponse à cette interrogation, nos observations nous amèneront nécessairement à une réflexion à cet égard.

4. Les phases du travail : Construction du cadre théorique, constitution des corpus et choix de la méthodologie

Pour la construction du cadre théorique qui allait guider notre travail de recherche nous avons dû faire face à l'absence de travaux préalables de linguistique appliquée qui se soient explicitement intéressés au domaine de la coopération internationale, comme nous l'avons signalé plus haut. Ainsi, une fois étudiées les sources fondamentales de la sociolinguistique, de l'analyse du discours, de l'étude des discours professionnels et de l'approche fondée sur genres (chapitre 1) ainsi que les descriptions générales de l'activité spécialisée (chapitre 2), nous sommes allée puiser dans les descriptions des pratiques discursives dans des champs proches de l'objet de notre étude afin de construire un corpus théorique cohérent et éloquent fondé sur les apports de plusieurs disciplines. Ainsi, nous avons pris en compte des études sur le discours corporatif, le discours institutionnel, le discours de l'action sociale, le

discours de la philanthropie et la communication pour le développement, qui allaient nous servir comme points de repère pour identifier dans nos textes des points de confluence et de divergence (chapitres 2 et 3). Le dernier ensemble de ressources bibliographiques utilisées est constitué des textes normatifs applicables aux organisations non lucratives, notamment en ce qui concerne les pratiques de transparence informative, et des matériels professionnels d'orientation – à visée plus instructive qu'informative mais adaptés aux objectifs de notre recherche – destinés à guider l'élaboration de documents techniques et corporatifs, et en particulier des rapports annuels (chapitre 3).

Une fois le genre objet d'étude choisi, nous avons procédé à la constitution des corpus (chapitre 4). La construction du corpus intégral, composé de 160 rapports annuels correspondant à l'année 2017 et disponibles sur les sites internet des ONG en 2018, a occupé une bonne partie de la première phase de notre travail, au cours de laquelle il a fallu établir les critères de sélection des organisations objet d'étude, retrouver les documents sur leurs sites web et les filtrer sur la base d'une caractérisation préétablie du genre, fondée notamment sur la désignation attribuée par les organisations, et sur la section de publication du document. Ensuite, nous avons procédé à la construction du corpus restreint, qui est le résultat de la transformation de 50 de ces rapports au format txt, ce qui allait nous permettre de les analyser au moyen d'outils de traitement automatique. Au fur et à mesure de notre recherche nous avons trouvé convenable de construire un corpus complémentaire, correspondant aux textes de présentation du rapport publiés sur le site web, afin de systématiser l'étude et de clarifier les références.

Comme nous le verrons plus tard (chapitre 4), notre recherche est une combinaison d'observation, de lecture et d'analyse, d'une part, et de traitement systématique des données, par des moyens manuels et automatiques, de l'autre. En ce qui concerne l'exploration initiale, nous avons fait en sorte qu'elle soit autant que possible dépourvue d'apriorisme, surtout dans le sens que nous avons considéré comme appartenant au genre « rapport annuel » tout document ainsi identifié par l'ONG concernée, sous la désignation « memoria » (notamment « memoria anual » et « memoria de actividades ») et, plus rarement, « informe » ou « balance », en faisant abstraction de la forme adoptée. Cette exploration a également pris en compte l'écologie du genre, c'est à dire, son « habitat » de publication sur une section particulière du site web et à côté d'autres documents de nature

diverse. Pour l'étude des deux corpus principaux (intégral et restreint), nous avons appliqué des procédures d'observation adaptées, manuelle dans le premier cas et automatique dans le deuxième, avec des mesures de correction que nous préciserons le moment venu. Cette méthodologie nous a permis de porter un double regard quantitatif et qualitatif à notre objet d'étude, que nous considérons indispensable dans cette première phase d'observation de la langue espagnole de la coopération.

5. Plan

Notre travail compte trois grandes sections. Comme nous venons de l'annoncer, nous allons en premier lieu exposer les fondements théoriques de notre recherche, organisés à leur tour en trois chapitres qui reprennent les différents ensembles de ressources documentaires utilisés. Le premier chapitre présente une synthèse des réflexions menées depuis des décennies autour de la langue de spécialité et du discours professionnel et des approches conceptuelles et méthodologiques proposées pour l'analyse des manifestations linguistiques des communautés discursives, en notamment des pratiques écrites. Le chapitre 2 a pour but, d'une part, de montrer l'existence d'une « langue de la coopération internationale » historiquement construite et, d'autre part, de souligner les enjeux communicatifs du secteur non gouvernemental, objet de notre étude. Le troisième chapitre est spécifiquement consacré au genre « rapport annuel », abordé selon deux points de vue : pour commencer nous allons présenter le cadre normatif qui s'applique à la production et diffusion des rapports par les organisations non lucratives et de développement, puis nous allons faire état des recherches effectuées dans l'optique de la linguistique appliquée et de l'analyse du discours sur plusieurs domaines proches (action sociale, secteur corporatif privé, publicité commerciale, exercice de la transparence, etc.), ce qui nous permettra d'encadrer notre analyse par comparaison avec des pratiques déjà décrites.

La deuxième partie est destinée à expliquer en détail la méthodologie appliquée (chapitre 4). Dans un premier temps, nous allons expliquer les fondements méthodologiques de notre recherche et expliciter leurs sources. Ensuite, nous allons documenter les corpus de travail, ce qui passe par le retracement du processus de construction et de sa chronologie et

l'explicitation des critères de sélection, d'une part, et par la présentation synthétique des informations essentielles correspondant à chacun d'entre eux, en termes notamment de taille et de représentativité, de l'autre. En dernier lieu, nous allons décrire en profondeur les différents types de traitement auxquels nous avons soumis chacun de ces corpus ainsi que les buts poursuivis dans chaque cas.

Les trois derniers chapitres présentent les résultats empiriques obtenus grâce à l'examen des corpus, organisés selon une séquence logique allant du contextuel au micro-textuel, ainsi que l'interprétation qualitative de ces données. Ainsi, le chapitre 5 décrit les éléments constitutifs de la situation communicative, en se focalisant sur les processus de production et de publication des rapports et sur les destinataires visés. Le chapitre 6 aborde les aspects macro-structurels des documents : conception formelle (extension, format, langage visuel, etc.), contenus et structure rhétorique. Après une description détaillée des différentes catégories identifiées en raison des traits visuels et macro-structurels des rapports, nous allons nous arrêter sur la modalité privilégiée, qui prend la forme, comme nous allons le montrer, d'un genre complexe abritant différents types de discours. Ces observations seront mises en relation avec les pratiques et les enjeux professionnels préalablement soulevés. Enfin, le chapitre 7 est consacré aux aspects lexicaux, et présente les principaux résultats obtenus grâce au traitement automatique du corpus restreint. En particulier, l'analyse des fréquences nous amènera à caractériser plus précisément le genre en termes de contenus privilégiés et à identifier les priorités de la communauté spécialisée en ce qui concerne les matières d'intervention et les modalités d'action. Dans ce dernier chapitre nous présenterons aussi quelques réflexions issues de l'observation du lexique et de son traitement contextuel, au-delà des termes récurrents, qui nous conduiront à rendre compte de pratiques discursives significatives.

Il ne nous reste qu'à conclure cette introduction comme pourrait le faire une lettre de présentation dans les premières pages d'un rapport d'activités : « Feliz lectura ».

PARTIE I.

FONDEMENTS THÉORIQUES

Chapitre 1. LANGUE DE SPÉCIALITÉ, DISCOURS PROFESSIONNEL ET GENRES ÉCRITS : CONCEPTUALISATION ET MODÈLES D'ANALYSE

Todos debemos implicarnos en el mantenimiento y difusión de estos valores y principios.
Ya que todos, desde el presidente al último voluntario o colaborador incorporado, todos somos MADRE CORAJE.

(Lettre de présentation du rapport annuel 2017 de Madre Coraje)

Le présent travail repose sur la conviction que la description et l'interprétation des genres discursifs propres à une communauté discursive particulière contribuent à la fois à une caractérisation rigoureuse de la langue de spécialité d'un domaine d'activité et à une meilleure compréhension de l'activité elle-même. Dans ce chapitre, nous allons exposer les fondements théoriques qui sous-tendent la définition de la « langue de spécialité » et la caractérisation du discours professionnel et des genres de spécialité, puis présenter les modèles d'analyse qui permettent de transférer les observations faites sur les genres vers une réflexion plus globale sur les pratiques discursives et professionnelles dans un domaine d'activité donné.

1. Langues de spécialité et discours professionnel

1.1. Les langues de spécialité : Délimitation conceptuelle

La notion de « langue de spécialité » semble résister à une définition claire et largement acceptée. L'une des difficultés rencontrées à l'heure de sa délimitation est la multiplicité de critères utilisés pour la détermination de l'objet d'étude, et plus précisément pour circonscrire le sens du terme « spécialisé ». Ainsi le montre, entre autres, la définition proposée par Cabré (1993 : 74) pour les « langues spéciales », identifiées comme « *conjuntos especializados* bien por la temática, la experiencia, el ámbito de uso o los usuarios ». Petit (2010 : §12) donne plusieurs exemples de cette disparité de critères, en distinguant notamment entre les « discours manifestement spécialisés » et d'autre types de discours. Les « discours manifestement spécialisés » (scientifique, médical, juridique) sont ainsi définis comme :

> [ceux] dont au moins le contenu référentiel [...] et certaines caractéristiques formelles (terminologiques et phraséologiques notamment) sont immédiatement reconnus par la grande majorité des membres du corps social comme étrangers à leur expérience commune.

D'autres discours, plus accessibles du point de vue référentiel et possédant une terminologie moins spécifique, sont considérés comme relevant du spécialisé du fait d'être « affaire de spécialistes », comme les discours sociologique ou historique (Petit, 2010 : §12), ce qui soulève une deuxième difficulté (Petit, 2010 : §13) :

> si l'on paraît s'accorder à reconnaître comme spécialisé le discours de communication entre spécialistes – mais qu'entend-on par spécialistes ? –, il reste la question de savoir si le discours des spécialistes est nécessairement spécialisé et s'il est le seul à être spécialisé.

Un dernier critère, les « techniques rhétoriques » mises en œuvre, conduisent à qualifier comme spécialisés d'autres discours qui ne rentrent pas dans les modalités précédentes, tels que le discours journalistique ou le discours politique (Petit, 2010 : §12), qui rend compte de la complexité de la caractérisation.

Plusieurs auteurs ont fourni des réponses à cette indéfinition. Cabré (2004 : 23) affirme que ce n'est pas le thème qui est spécialisé en soi, mais le traitement qui lui est accordé. Le traitement spécialisé d'un thème est fondé sur « un control conceptual sobre un campo de conocimiento », et est directemente lié aux questions terminologiques. Les langues de spécialité présentent deux axes complémentaires (Cabré, 2004 : 26) : « uno, vertical, basado en la temática ; y otro, horizontal, basado en el estilo y grado de abstracción en que puede presentarse un contenido ». Cette proposition concerne le « saber descriptivo y procedural » propre à des « parcelas específicas de conocimiento » (Cabré, 2004 : 23), dans le sens retenu par Lerat (1995 : 20) pour définir la « langue spécialisée » comme « une langue naturelle considérée en tant que vecteur de connaissances spécialisées », mais ne rend pas compte des manifestations linguistiques autres que celles destinées à la transmission de connaissances. Parodi (2009 : 70) conçoit les « discours spécialisés » comme agissant dans un *continuum* qui met en relation le « discours scolaire », le « discours académique universitaire », le « discours professionnel » et le « discours scientifique » et définit le « spécialisé » comme une question de degré, avec « un exponente máximo de alta especialización y un exponente máximo de máxima divulgación » (Parodi, 2009 : 71).

Pour sa part, Gutiérrez Rodilla (1998 : 15-20), qui met en évidence les insuffisances des critères de registre de langue et de degré de conscience linguistique dans la caractérisation des « technolectes », identifie son objet d'étude sur la base du « domaine » (« ámbito ») en question, en l'occurrence le domaine des sciences, ce qui lui permet de faire abstraction de la situation de communication et de la relation entre les interlocuteurs[18]. Dans cette ligne, Petit (2010 : §20) adopte comme critère d'identification le « domaine spécialisé », décrit comme :

> tout secteur de la société constitué autour et en vue de l'exercice d'une activité principale qui, par sa nature, sa finalité et ses modalités particulières ainsi que par les compétences particulières qu'elle met en jeu chez ses acteurs, définit la place reconnaissable de ce secteur au sein de la société [...] et détermine sa composition et son organisation spécifiques.

Chaque domaine d'activité développe, selon cet auteur (Petit, 2010 : §22), trois fonctions qui se conjuguent dans l'exercice de son activité : fonction d'opération, qui « correspond à la réalisation des actes constitutifs du domaine » ; fonction de régulation, qui « concerne l'organisation du fonctionnement du domaine conçu comme système complexe » ; fonction de formation, qui « concerne l'organisation des dispositifs d'acquisition et de mise à jour des compétences nécessaires aux acteurs du domaine ». Van der Yeught (2016b : §38) précise à cet égard que ce n'est pas l'activité qui détermine un domaine spécialisé, mais son objectif (« purpose »), car « cognitive and volitive specialised intentional states determine activities and not the other way around ». En ce sens, « [a]ctivities are largely subject to time and space determinations and remain attached to persons while purposes transcend local situations and are better suited to the establishment of objective knowledge ». Par conséquent, les domaines spécialisés sont, selon cet auteur, « sets of knowledge and/or practices which [...] are harnessed to the service of one particular purpose or set of purposes ».

En ce sens, la langue de spécialité peut être associée aux différentes disciplines scientifiques et aux professions socialement reconnues et identifiées par des désignations conventionnelles. Ainsi, pour l'espagnol, Calvi (2010) analyse « la lengua del turismo », Juste Vidal et Muñoz Miquel (2011 : 575) « la comunicación en dos comunidades socioprofesionales distintas, la judicial [...] y la médico-hospitalaria » et Gutiérrez Rodilla (2005), dans un sens plus vaste, « el lenguaje de las ciencias », pour ne donner que quelques

[18] « [...] vamos a considerar que el lenguaje científico es *todo* mecanismo utilizado para la comunicación, cuyo universo se sitúa en cualquier ámbito de la ciencia, ya se produzca esta comunicación excluisvamente entre especialistas, o entre ellos y el gran público, sea cual sea la situación comunicativa y el canal elegido para establecerla » (Gutiérrez Rodilla, 1998 : 20).

exemples. Mais il est aussi possible de prendre en compte un degré d'abstraction plus important, en observant les éléments communs qui caractérisent un ensemble de domaines ou d'activités, regroupés sous une catégorie supérieure. Ainsi, pour définir le « discours académique » et le « discours professionnel », Bolívar et Parodi (2015 : 463) prennent comme point de départ l'« objectif social » des institutions ou des organisations où une langue spécialisée est utilisée. Le discours académique concerne en particulier les organisations ayant « an educational goal and a commitment with the advancement of scientific research », en l'occurrence l'université (Bolívar et Parodi, 2015 : 463). Et ce même critère institutionnel est retenu par Regueiro Rodríguez et Sáez Rivera (2015 : 15-16) pour proposer une définition du « langage académique » comme celui utilisé par la « communauté universitaire »[19].

Le discours professionnel est pour sa part associé à des organisations « that deal with the production and distribution of goods and services of varied nature ». Ces auteurs (Bolívar et Parodi, 2015 : 459) définissent ainsi le discours professionnel comme celui qui concerne « language and discourse interactions at the workplace ». Ces « discours en situation de travail » se caractérisent, selon Boutet, Gardin et Lacoste (1995 : 15) par « leur intrication avec le monde des objets techniques, leur insertion dans des relations sociales, des espaces et des temporalités qui les contraignent fortement ». Cette approche permet de dépasser les difficultés de délimitation de l'objet d'étude évoquées plus haut, comme l'expriment Bolívar et Parodi (2015 : 464) :

> PD [professional discourse] covers a wide range of interactions in a variety of settings, from spoken to written communication between co-workers, professionals, and other specialized and non-specialized interlocutors. This means that in PD a variety of texts are produced by an expert professional aimed at another expert professional with the same degree of specialization, but also to other professionals from other disciplinary domains, other non-professionals or learners, or even lay people (with varying degrees of specialization).

D'autres approches adoptent directement comme objet d'analyse les « organisations » de nature diverse. Ces approches mettent l'accent sur les traits constitutifs des organisations en tant qu'acteurs collectifs ou communautés discursives. En effet, selon Cassany (2004 : 49),

[19] « Entendemos por lenguaje académico el que se emplea en los textos orales y escritos característicos de la vida universitaria, elaborados por los miembros de la comunidad académica –profesores, investigadores y alumnos–, que se constituyen en comunidad discursiva [...] por un amplio conjunto de objetivos comunes, como la transmisión y la creación de conocimiento, y el desarrollo de mecanismos de intercomunicación y de participación a través de varios géneros discursivos, los géneros académicos » (Regueiro Rodríguez et Sáez Rivera, 2015 : 15-16).

une organisation se définit comme « agrupación estructurada de personas que desarrollan actividades específicas para conseguir propósitos que no podrían alcanzarse individualmente », au sein de laquelle « la interacción verbal entre estos individuos es uno de los elementos constitutivos [...] y una de sus herramientas para conseguir los objetivos ». Fairclough (1993 [1992]) souligne les spécificités des processus de production et de consommation des textes au sein des organisations, où aussi bien les auteurs que les récepteurs peuvent être collectifs. En effet, « [pr]oducers within sophisticated organizations [...] produce texts in ways which anticipate their distribution, transformation, and consumption, and have multiple audiences built into them ». En lien avec cela, cet auteur (Fairclough, 1993 [1992] : 78) met en évidence la complexité du concept « text producer », qui doit, à son avis, être déconstruit dans des fonctions différentes. Il propose en particulier les termes « animator » (« the person who actually makes the sounds, or the marks on paper »), « author » (« the one who puts the words together and is responsible for the wording ») et « principal » (« the one whose position is represented by the words »). Les publics, parfois multiples, sont également décomposés par Fairclough (1993 [1992] : 79-80) en plusieurs catégories. Il définit ainsi les « adressees » comme les destinataires directement visés, les « hearers » comme ceux auxquels les auteurs ne s'adressent pas directement mais qui sont censés faire partie du public récepteur et les « overhearers » comme ceux qui ne sont pas le public « officiel » mais sont considérés comme « consommateurs *de facto* ».

Deux types d'organisations ont notamment attiré l'attention des analystes : les entreprises commerciales (ou corporations) et les institutions publiques, entendues comme des communautés discursives. Ainsi, Breeze (2015 : 21) conçoit les « corporations » comme des systèmes sociaux, c'est-à-dire, comme « a specific patterning of social relations across time and space, usually understood to being maintained through the reproduction of social practices » et caractérise leurs dynamiques discursives comme suit (2015 : 22) :

> The production and reproduction of systems through action, particularly discursive action, involve the participation of individual and institutional agents, with interaction between them, and with other entities and systems outside the institution itself. This interaction may result in stability and reproduction of the existing system, or it may generate change –change that is possible within the framework of internal or external constraints operating on the agents at that time.

Cette auteur (Breeze, 2015 : 19) définit le discours corporatif comme « the set of messages that a corporation chooses to send to the world at large, and to its target markets or existing customers [and] messages who are intended for internal consumption only [...] or those intended for a predefined set of stakeholders », identifiant ainsi un ensemble large de parties prenantes. Pour rendre compte de la complexité du phénomène, elle propose d'adopter la notion de « discourse system » (Breeze, 2015 : 23) :

> Such a discourse system is self-sufficient, in that it comprises everything that can be said or talked about within a particular domain, and supposes acceptance of a common ideological position, a process of socialization of members, a set of preferred discourse forms (genres, strategies, lexicon) that act as symbols of membership and a structured system of relationships, both inside the domain and with outsiders.

Pour sa part, les contextes institutionnels se caractérisent, selon Carranza (2015 : 477), par la relation entre les structures sociales et l'action humaine :

> Our understanding of structures may cover a range of social realities that can be thought of as including, among others, societal stratification, the structure of a social field, the social organization of a particular institution, situation types, the prescribed distribution of languages, and norms of language use. The individual subjects may be conceived as having a certain position in a social structure and as applying resources as means to pursue their personal or group objectives. Their actions are enabled as well as conditioned by their social positions.

Ces caractérisations mettent explicitement en avant le rôle central des communautés spécialisées. La « communauté spécialisée » est definie par Van der Yeught (2016a : §18) comme l'« [e]nsemble des personnes qui œuvrent à la finalité d'un domaine spécialisé ». Elle est marquée, selon cet auteur (Van der Yeught, 2016a : §19) par la langue qu'elle parle (« communauté linguistique ») et par le cadre territorial dans lequel elle opère (« communauté nationale »). Cette distinction est importante « car une même LSP [langue de spécialité] peut présenter des différences nationales au sein de la même langue ». Dans la tradition des études des langues de spécialité, une distinction est également établie à l'intérieur de chaque activité entre sa dimension pratique –le domaine de l'action– et sa dimension scientifique –le domaine de la réflexion et de la transmission des savoirs–, qui oppose également la « communauté disciplinaire ou scientifique » (concernée par le développement des connaissances) et la « communauté professionnelle » (consacrée à l'action et à la pratique), définies par Van der Yeught (2016b : §34) en termes fonctionnels :

> When the predominant intentional state is a mind-to-world direction of fit, the cognitive purpose of specialisation aims at the development of knowledge and produces disciplinary or scientific communities. When world-to-mind directions of fit dominate, volition-driven specialised action and practice prevail and form professional communities.

C'est donc le fait qu'elle soit mise au service d'une finalité particulière par une communauté donnée qui permet de parler d'une « langue spécialisée », et non sa complexité intrinsèque ou le degré d'éloignement par rapport à ce qui est considéré comme accessible pour la majorité (Van der Yeught, 2016b : §42) :

> Specialised languages need not be highly technical or abstruse to qualify as such, the major criterion is that their communicative capacities are not deployed for communication's sake, but are harnessed to the service of the purpose of the domain.

Van der Yeught (2016b : §42) parle de la langue spécialisée comme « an "intentionalised" form of a natural language that puts its communicative function at the service of the purpose of the domain among specialised communities ». Sur la base de ces prémisses, nous définissons la *langue de spécialité* comme le comportement linguistique propre à une communauté ou organisation construite autour d'une activité donnée ou d'un objectif spécifique.

1.2. La dimension sociohistorique des langues de spécialité

Le comportement discursif d'une communauté est en grande partie le résultat d'une évolution historique dans laquelle interviennent des facteurs multidimensionnels. Dans notre travail, la langue de spécialité est conçue comme une réalité reconnaissable, associée à un domaine d'activité particulier et retraçable dans le temps. Comme l'affirme Van der Yeught (2016a : §28),

> [d]ans les sciences humaines, aucun objet n'existe en dehors du temps humain. Les LSP ne font pas exception à cette règle et les approches purement synchroniques sont fondamentalement lacunaires car elles traitent de phénomènes sans origine historique identifiée.

Les langues de spécialité ont donc un « moment d'émergence », qui peut en partie être identifié, selon cet auteur (Van der Yeught, 2016a : §28-29), en analysant le « processus de dictionnarisation ». La consolidation terminologique semble ainsi être le premier signe de l'existence d'une langue de spécialité quelconque. À partir de ce moment inaugural, les

langues suivent des parcous spécifiques parallèle à l'évolution de la discipline elle-même (Gutiérrez Rodilla, 1998 : 87) ainsi qu'un processus de développement au cours duquel elles rajoutent progressivement à leur base terminologique deux autres dimensions, discursive et culturelle, qui marquent une progression vers la pleine maturité (2016a : §26). Ainsi,

> il semble que seules les LSP [langues de spécialité] parvenues à maturité au cours d'une longue période d'évolution présentent des développements significatifs dans ces trois dimensions. Les LSP plus récentes ou émergentes se limitent généralement à la dimension linguistique et parfois discursive.

Le degré de maturité d'une langue de spécialité serait donc identifiable par référence au stade d'acquisition des dimensions discursive et, surtout, culturelle, qu'elle présente. Cela est fonction, selon cet auteur (Van der Yeught, 2016a : §27), de l'« ancienneté » de la langue, que nous venons de voir, et de ses « relations avec le grand public ». Ce dernier facteur est un élément clé dans l'identification du degré de développement tridimensionnel des langues de spécialité (Van der Yeught, 2016a : §31) :

> Le développement d'une LSP, en particulier son déploiement dans les trois dimensions évoquées, est largement influencé par ses relations avec le grand public. En bref, certains domaines spécialisés, et donc les communautés spécialisées correspondantes, présentent des relations limitées avec le grand public parce que les disciplines ou les métiers concernés disposent d'interfaces restreintes avec le contexte social non spécialisé. D'autres, en revanche, sont, par leur finalité même, en contact étroit avec le grand public et les interfaces sociale et linguistique entre le spécialisé et le non-spécialisé sont nombreuses et actives.

Ces relations sont mesurées en fonction de l'ampleur de ces « interfaces », qui donne des relations plus ou moins « étoffées » avec le grand public (Van der Yeught, 2016a : §32) et aussi en fonction de la qualité des relations, qui peuvent être « harmonieuses ou tendues » (Van der Yeught, 2016a : §33). Cet ensemble de paramètres a une importance particulière dans la description de la langue, dans la mesure où « l'ampleur des relations entre les LSP et le grand public enrichit la langue elle-même, diversifie les discours qu'elle produit et élargit son rayonnement socioculturel » (Van der Yeught, 2016a : §33).

La contribution du discours à la construction progressive de la spécialité est soulignée par les auteurs socioconstructivistes, qui se demandent « how the use of language and discourse in the professions shapes social reality, and reproduces and maintains social activities and relations » (Gunnarsson, Linell et Nordberg, 1997 : 3).

Un dernier élément de nature sociohistorique est, selon Van der Yeught (2016a : §38), la « valeur civilisationnelle » d'une langue de spécialité donnée, qui est inversement proportionnelle à son « universalité » :

> Autrement dit, plus les discours exprimés dans cette LSP sont universellement accessibles et univoques pour tous les membres d'une communauté spécialisée linguistique quelle que soit leur nation, moins elle participe à l'identité durable et distincte d'une nation donnée. Inversement, plus les discours exprimés dans cette LSP dépendent d'une communauté spécialisée nationale, plus ils ont partie liée avec l'identité durable et distincte de la nation en question.

Le critère qui permet de déterminer le degré d'universalité ou non-universalité d'une langue de spécialité est l'influence mutuelle entre la langue et la civilisation, de sorte que « la valeur civilisationnelle d'une LSP est liée à la contribution de la LSP à l'expérience d'une nation et à la construction de son identité et/ou inversement à l'impact de la civilisation sur la LSP » (Van der Yeught, 2016a : §39).

1.3. Le rôle de la communication dans les communautés spécialisées

Les communautés spécialisées, qu'elles soient disciplinaires ou professionnelles, comme nous l'avons vu plus haut (Van der Yeught, 2016b : §34), sont conceptualisées dans la perspective de la langue de spécialité comme « communautés discursives ». Elles sont définies par Swales (1990 : 24) comme « sociorhetorical networks that form in order to work towards sets of common goals » ; leur comportement linguistique est, par conséquent, essentiellement déterminé par des facteurs fonctionnels. En effet, « [i]t is communicative purpose that drives the language activities of the discourse community » (Swales, 1990 : 10). Ces communautés sont « centrifuges », dans la mesure où « they tend to separate people into occupational or speciality-interest groups » (Swales, 1990 : 24), et elles possèdent des caractéristiques spécifiques : une maîtrise des contenus et du discours propres à leur activité, des mécanismes de participation ou « intercommunication » et un lexique spécifique (Swales, 1990 : 25-26). Un autre trait qui caractérise les communautés spécialisées, et qui se manifeste dans leurs pratiques discursives, est le fait de réaliser dans la plupart des cas une activité de nature collective. En ce sens, en décrivant l'exemple du discours oral en milieu hospitalier, Boutet,

Gardin et Lacoste (1995 : 27) caractérisent la communauté des soignants comme un « collectif éclaté », c'est-à-dire un collectif :

> [...] où chaque agent accomplit une partie de l'activité, réparti entre des lieux distants et soumis à des contraintes organisationnelles variées [...], écartelé entre des temporalités diverses et parfois contradictoires [...]. Il y a là, pour la réflexion linguistique, une réalité jusqu'ici peu vue : la coordination effective des discours, qui met en œuvre d'autres faits dialogiques que ceux de la polyphonie. Parole de regroupement, de résumé, reprise du discours des autres, mise en compatibilité de perspectives multiples en vue d'une effectuation.

Outre ces éléments communs aux communautés discursives, les conventions propres aux différents domaines d'activité semblent imposer des caractéristiques spécifiques à chacune d'entre elles. Ainsi, Paltridge (2006 : 25) évoque les différents degrés d'« appartenance », et signale la distinction entre « close-knit networks of members such as poetry and their readers » et « loose-knit groups of members such as advertising producers, consumers and contributors to online discussion boards ». Swales (1990 : 30), pour sa part, souligne que les communautés discursives diffèrent les unes des autres « in the degree to which they impose a world-view ». Autant de composants d'un comportement linguistique distinctif en fonction de l'activité réalisée.

La communication au sein des communautés professionnelles est, comme l'affirme Van der Yeught (2016b : §42), essentiellement instrumentale, en ce sens qu'elle est mise au service des objectifs du domaine. À cet égard, Petit (2010 : §27) a établi une distinction dans le rôle que la communication joue dans les différents domaines, qui « apparaît [...] plus ou moins centrale, en fonction de la spécificité de chaque domaine ». Il illustre ce propos grâce à deux exemples : la musique et le journalisme. Ainsi, dans le domaine de la musique la communication a une « utilité fonctionnelle » :

> elle permet notamment aux acteurs de communiquer entre eux et avec le reste du corps social à propos de leur activité (fonction d'opération), d'organiser et de réguler cette activité (fonction de régulation), de contribuer à la formation des acteurs du domaine (fonction de formation).

En revanche, comme l'affirme cet auteur, « l'activité du journaliste consiste largement à produire de l'information à travers la production de discours », raison pour laquelle « la production de discours [...] constitue un élément essentiel de réalisation de l'activité principale du journalisme ».

Outre ces observations initiales, un grand nombre de situations communicatives variées peut être observé à l'intérieur de chaque domaine. La description et classement de ces situations peuvent se réaliser selon des critères multiples. Une distinction classique différencie, comme nous le savons, la communication interne et la communication externe. La communication interne a une fonction nettement opérative, mais elle joue aussi un rôle fondamental dans la cohésion des membres de la communauté professionnelle, comme nous le verrons plus tard. Parmi les pratiques de communication interne, Cassany (2004 : 51) propose un classement hiérarchique des types de communication par paires opposées : formelle / informelle ; horizontale / verticale ; descendante / ascendante. Ainsi, la communication formelle est, selon cet auteur, celle qui résulte de l'exercice d'une fonction professionnelle, contrairement aux échanges informels qui sont le fruit des relations personnelles existantes entre les membres de la communauté. Comme l'affirme Cassany (2004 : 51-52), « [e]n principio, la actividad organizativa se basa en los intercambios formales, aunque recientemente se está reconociendo la aportación relevante de los intercambios informales » ; par ailleurs, « [l]a implantación de las nuevas tecnologías (correo electrónico, foros, sitios web, etc.) está borrando la distinción entre ambos tipos y desarrollando sistemas más abiertos, informales y ágiles de comunicación ». D'autre part, la communication formelle peut être horizontale, lorsqu'elle se produit « entre sujetos o unidades de un mismo nivel jerárquico [...] y de perfil profesional parecido », ou verticale, « entre sujetos de distinto nivel y perfil », auquel cas elle peut être descendante, « de la organización a la base », et ascendante, « de los empleados a la dirección » (Cassany, 2004 : 52). Pour sa part, la communication externe, adressée à des destinataires n'appartenant pas à l'organisation, « es la que ofrece una *imagen* social del organismo y, en algunos casos, la que vehicula su actividad comercial » (Cassany, 2004 : 51).

Cassany (2004 : 53-54) identifie ainsi quatre « domaines communicatifs » dans les organisations determinés par leur fonction et les interlocuteurs qui y interviennent, tel que nous le synthétisons dans le tableau suivant :

Tableau 1. Domaines communicatifs des organisations

	Technique-scientifique	Organisatif	Commercial	Protocolaire
Objectifs	Transmettre des informations objectives et précises	Organiser et réglementer l'activité	Influencer l'opinion et le comportement des destinataires	Préserver et consolider les relations avec les destinataires
Emetteurs	Responsables techniques	Responsables de direction, gestion, etc.	Responsables de publicité, marketing, communication, ventes, etc.	Responsables de communication, relations publiques, etc.

Source : Cassany (2004)

Ces domaines ne sont pas pour autant des sphères étanches d'action et de communication : l'intéraction est permanente entre eux, et dans cet échange le langage joue à son tour un rôle central.

1.4. Les pratiques discursives en milieu spécialisé

Les pratiques discursives sont, suivant la définition de Fairclough ([1992] 1993 : 78), les processus de production, distribution et consommation des textes (oraux et écrits) à l'intérieur d'une communauté donnée, et se matérialisent, selon Bhatia ([2004] 2014 : 64) par l'utilisation de genres propres aux différents domaines d'activité. Par souci de clarté, dans notre travail, la notion de pratiques discursives est assez large, et regroupe tous les éléments que Bhatia ([2004] 2014 : 147-148) décompose en deux catégories différentes : les « pratiques discursives », qui « include information about the choice of appropriate genres to achieve professional objectives in specific professional contexts » et « knowledge about what modes of communication are appropriate to what kind of professional action », et les « procédures discursives », qui concernent, plus spécifiquement, trois types de facteurs :

> *'who'* contributes *'what'* to the construction and interpretation of specific generic actions; 'participatory mechanisms' which indicate *'at what stage'* and *'by which means'* does one participate in the genre construction and interpretation activities; and 'contributing genres' which allow one to choose the appropriate and relevant generic knowledge and information to make the genre in question possible.

Les pratiques discursives se matérialisent par les textes utilisés et produits par la communauté spécialisée, la plupart d'entre eux appartenant, comme nous le verrons plus

tard, à des catégories conventionnelles ou « genres ». Hatim et Mason (1997 : 15) établissent à cet égard un modèle sur trois niveaux, à savoir texte, genre et discours :

> Texts involve the language user in focusing on a given rhetorical purpose (arguing, narrating, etc.). Genres reflect the way in which linguistic expression conventionally caters for a particular social occasion (the letter to the editor, the news report, etc.). Finally, discourses embody attitudinal expression, with language becoming by convention the mouthpiece of societal institutions (sexism, feminism, bureaucratism, etc.).

Les pratiques discursives sont à leur tour source et produit des *pratiques professionnelles*, qui relèvent directement de l'exercice des activités du domaine (Bhatia, 2010 : 48). Elles se déroulent à l'intérieur de domaines spécifiques d'activité régis par des *cultures disciplinaires et professionnelles*, qui déterminent, entre autres, les objectifs de la profession, les conventions concernant les genres et les identités professionnelles (Bhatia, 2010 : 35-36). Pour illustrer ce réseau dynamique, nous proposons de mettre en parallèle deux plans, celui de l'exercice d'une activité (que nous pouvons appeler « plan opératif ») et celui du discours (« plan discursif »), qui entretiennent des relations bidirectionnelles et qui se développent sur plusieurs niveaux également interconnectés (voir fig. 1).

Figure 1. Niveaux de réalisation discursive dans le domaine professionnel

PLAN OPÉRATIF		PLAN DISCURSIF
Domaine d'activité	↔	Culture professionnelle
↕		↕
Pratiques professionnelles	↔	Pratiques discursives
↕		↕
Actes professionnels conventionnels	↔	Genres
↕		↕
Actes professionnels particuliers	↔	Textes

Source : Élaboration propre

Pour expliquer le rapport entre les pratiques discursives et les cultures professionnelles, il est possible de faire appel aux « effets constructifs du discours » signalés par Fairclough ([1992] 1993 : 64), c'est-à-dire sa contribution à la construction des identités sociales, des relations sociales et des systèmes de savoir et de pensée. Comme l'affirme Breeze (2015 : 7) pour le cas des entreprises commerciales, « it is primarily through discourse that corporations construct their self-understanding and their relationships with other agents », ce qui est applicable à tous les domaines spécialisés. Ainsi, Gunnarson (1997 : 99) identifie trois dimensions d'interaction, qu'elle appelle « cognitive », « sociétale » et « sociale ». La

dimension *cognitive* est associée à la construction d'une vision professionnelle de la réalité. Comme l'explique cette auteur (Gunnarson, 1997 : 100), « each profession has a certain way of viewing reality, a certain way of highlighting different aspects of the world around it », ainsi qu'un ensemble d'attitudes et ces normes qui déterminent ce qui est pertinent et significatif du point de vue de la profession ; en ces sens, « professional language has developed a means of expressing this professional view of reality ». La dimension *sociétale* concerne pour sa part la construction du rôle social de la profession. En ce sens, « each professional group [...] stands in a particular relationship to the society in which it operates; it performs certain functions and is given a certain place within that society ». Cette fonction sociétale est également exercée par les groupes à travers le langage. La dimension *sociale* est liée à la construction de la communauté spécialisée (Gunnarson, 1997 : 101), qui se construit à travers « the establishment of an internal role structure, group identity, group attitudes and group norms ». En ce sens, « [t]he need for a professional identity, for a professional we-feeling, for separation from the out-group, has of course played an important role in the construction of professional group language ».

Dans les organisations hiérarchisées, comme c'est le cas des compagnies commerciales, les échanges individuels et institutionnels sont entre autres conditionnés par les relations de pouvoir propres aux organisations, qui confèrent plus d'importance, de prestige ou d'autorité aux discours des « puissants » (Breeze, 2015 : 22). En ce sens, « the discourse of the board members is a constitutive discourse which shapes the reality of that company », et il sert des fonctions telles que « creating and controlling the internal and external perceptions of the company and what it does ». Ces perceptions correspondent respectivement aux notions d'« identité » et d'« image » (Breeze, 2015 : 10-17), la première étant une conceptualisation de la compagnie par elle-même, « a matter of self-understanding », et la deuxième faisant référence au « social consensus as to how that company is perceived ». Aussi bien l'identité que l'image sont le fruit d'un processus de construction, dans lequel le discours joue le rôle central. La construction de l'identité passe par la définition et la transmission de la culture et du système de valeurs de la compagnie, dans un processus contrôlé et vertical de « construction des employés » fondé sur des procédures de persuasion. Pour sa part, l'image n'est pas seulement le résultat de la projection vers l'extérieur telle qu'elle est guidée par l'entreprise ; elle est également constituée d'autres perceptions externes conjuguées, comme

celles relayées par les média, entre autres. En rapport étroit avec l'image des compagnies, cette auteur aborde d'autres notions (Breeze, 2015 : 13-24) : la « réputation », associée au degré de confiance suscitée par la compagnie ; la « construction de marque », conçue comme « a network of associations in the mind of the consumer, a set of positive or negative associations at symbolic language », autour de laquelle un sens de communauté peut finir par émerger ; et les « discours de légitimation », qui sont utilisés « as corporations have to justify their actions or account for their very existence ».

Les analyses focalisées sur les institutions publiques (d'éducation, de santé, de services sociaux, de droit, etc.) soulignent généralement l'asymétrie des participants et les stratégies d'exercice du pouvoir (Carranza, 2015 : 478-479). Cette auteur signale également la centralité du discours dans le travail exercé par ces institutions et l'importance de deux éléments qui en relèvent : les catégories et le procédures. Les catégories sont « useful abstractions through which the massive heterogeneity of individuals' actual attributes are dealt with and standardized » ; en ce sens, « [a] case identified by a given institutional label is fundamentally a social construction rather than the manifestation of a certain essence that constitutes it unequivocally as a case that fits into a clar-cut pigeonhole » (Carranza, 2015 : 480). Cela rejoint la réflexion de Hall, Sarangi et Slembrouck (1997 : 268) sur les pratiques discursives des institutions publiques d'action sociale : « for a situation to become a case, it is necessary that it is created as such by a responsible professional ». En effet, ces auteurs ont constaté que les descriptions très détaillées des situations sur lesquelles ces institutions interviennent font partie d'un important effort discursif déployé pour légitimer leur propre raison d'être. Les procédures sont, quant à elles, « the basic means to exercise control over information or record-keeping and over access to service » (2015 : 480).

Une question qui se pose à cette égard à traits aux motivations qui conduisent les agents des institutions à faire certains choix discursifs. Selon Bhatia (1993 : 24), ces décisions sont très souvent inconscientes :

> […] the rules and conventions (linguistic, social, cultural, academic, professional) that govern the use of language in such institutional settings […] are most often implicitly understood and unconsciously followed by the participants in that communicative situation.

Pour Hall, Sarangi et Slembrouck (1997 : 281), également, ce phénomène est davantage lié à la reproduction de pratiques discursives réitérées au sein de la communauté qu'à des choix strictement stratégiques :

> This does not imply that we subscribe to a view of discursive practice as intentionally employed strategies. Instead, we believe that social work stories are constrained by the kind of discourse practices that are accessible to them and are currently used.

Ainsi, Orts et Breeze (2017 : 16) parlent du « répertoire » de techniques discursives conventionalisées et disponibles dans chaque profession, dont les locuteurs extraieraient les usages particuliers. Ce qui est alors intéressant est de comprendre les raisons du « succès » de ces stratégies discursives répétées et héritées, et l'effet que cette réitération provoque sur les réalités, ainsi que de vérifier à quel point – et, le cas échant, par quels moyens – de tels choix sont mis en question par les membres de la communauté discursive.

Dans ce travail, nous nous intéressons tout particulièrement aux pratiques discursives écrites, et à la façon dont elles contribuent à l'exercice des professions et dont celles-ci se voient, en même temps, conditionnées par celui-ci, en vertu des dynamiques que nous venons de présenter. Comme l'affirment Bazerman et Paradis (1991 : 8), « written discourse is produced by a complex of social, cognitive, material, and rhetorical activities; in return, written texts dialectically precipitate the various contexts and actions that constitute the professions ». Une caractérisation très exhaustive des pratiques écrites est celle proposée par Candlin et Hyland (1999 : 2) :

> Every act of writing is [...] linked in complex ways to a set of communicative purposes which occur in a context of social, interpersonal and occupational practices. Equally, of course, each act of writing also constructs the reality that it describes, reproducing a particular mode of communication and maintaining the social relationships which that implies. Writing is also a personal and socio-cultural act of identity whereby writers both signal their membership in what may be a range of communities of practice, as well as express their own creative individuality.

Cette caractérisation souligne les éléments centraux associés à la pratique sociale de l'écriture et, par conséquent, aux genres écrits, à savoir :

- la dimension fonctionnelle des pratiques écrites ;
- leur caractère situé ;
- la double fonction du discours, de représentation et de construction de la réalité ;
- l'intervention de facteurs individuels et socioculturels ;

– la coexistence entre le respect des conventions et la divergence.

Certes, les études ont montré que le discours oral possède aussi ses propriétés, en particulier dans des contextes conventionnalisés comme les professionnels, mais il est évident que la communication écrite laisse une empreinte plus durable et plus persistante sur les pratiques sociales, et que même les genres oraux doivent une bonne part de leur stabilité à des genres écrits destinés à assurer leur standardisation (protocoles, manuels, instructions). Ainsi, les pratiques écrites ont une force performative singulière, et jouent un rôle particulier au sein des communautés professionnelles. Elles servent, avant tout, à la réalisation des activités propres au domaine : elles permettent aux professionnels d'accomplir leurs rôles sociaux et occupationnels (Candlin et Hyland, 1999 : 10), exerçant ainsi une *fonction opérative* ou, selon la formulation de Bazerman (1994), rendant possible « the enactment of social intentions ». Cette fonction opère, comme l'expliquent Bazerman et Paradis (1991 : 8), selon une logique « transactionnelle », en vertu de laquelle « the expertise originating within the more narrowly defined research processes is rhetorically transformed into broader terms of socially operative texts that guide human actions » (Bazerman et Paradis, 1991 : 8).

Au-delà de cette fonction primaire, les pratiques écrites ont leur propre façon de contribuer à la « construction de la profession » (Bazerman et Paradis, 1991 : 5) sur les trois niveaux identifiés par Gunnarson (1997 : 99-101) et évoqués plus haut. Ainsi, elles accomplissent une *fonction cognitive*, en passant l'expérience humaine au crible d'un domaine d'activité particulier. En effet, « texts help shape professional perspectives of human experience [...], giving shape and stability to the versions of reality located in the subject matter » (Bazerman et Paradis, 1991 : 5). Les textes écrits, et les versions de la réalité qu'ils construisent, ont également un *rôle régulateur* à l'intérieur du domaine, dans la mesure où ils servent à « instantiate the norms, beliefs, value systems and epistemological understandings of particular disciplines or professional communities » (Candlin et Hyland, 1999: 12). Du point de vue de la dimension *sociétale*, ces pratiques ont pour fonction l'*implantation sociale de la profession*. Comme l'explique Gunnarson (1997 : 99), « [p]rofessionals try to create a space for their field within society ». Cela passe, selon Bazerman et Paradis (1991 : 7), par un processus de « construction de consensus par adhésion » (« enrollment »), qui est nécessaire à la préservation des intérêts d'une profession ; les pratiques discursives sont ainsi « a means of inducting or enrolling outsiders into an insider's views and commitments ». Finalement, les

pratiques écrites présentent également une dimension *sociale*, puisqu'elles sont en rapport étroit avec la *construction de la communauté*. Comme l'affirment Candlin et Hyland (1999 : 10), « individuals write as community members and the specific properties of writing are seen as reflecting, and in part constituing, the interactions between members of social groups ». Ces auteurs signalent ainsi le rôle des pratiques discursives comme véhicule de participation au sein des institutions et de construction des identités professionnelles. En ce sens, ils affirment que les commaunautés « are defined and demarcated by their discursive practices, which enable them consensually to construct and justify their knowledge and beliefs » (Candlin et Hyland, 1999 : 16).

2. Les genres de spécialité

Comme nous l'avons déjà signalé, les genres sont les formes conventionnalisées à travers lesquelles les pratiques discursives exercent leur force performative, laquelle se matérialise par les phénomènes que nous venons de décrire. Nous allons maintenant explorer en détail la notion de « genre », qui permet de rendre compte de bon nombre des facteurs qui jouent dans les pratiques discursives, avec lesquelles ils partagent certaines propriétés. Cette caractérisation adopte des notions issues des trois courants théoriques qui ont traditionnellement abordé ce concept (Johns, 2002 ; Bhatia, [2004] 2014 : 11) : l'École de Sydney, l'école américane ou New Rhetorics et l'approche ESP (English for Specific Purposes).

2.1. Définition et caractérisation

Dans ce travail, nous définissions les genres comme des catégories théoriques de productions discursives potentielles répondant à des besoins de communication propres à des situations d'échange social récurrentes et prévisibles, qui se sont consolidées comme constructions socioculturelles, reconnaissables à l'intérieur d'un domaine particulier d'activité par leur objectif communicatif et par leurs traits compositionnels, formels (lexicaux et morphosyntaxiques) et pragmatiques prototypiques. Il s'agit, pour reprendre les termes de García Izquierdo et Borja Albi (2008 : 3), de « 'convencionalized forms of texts' which reflect

the functions and goals involved in particular social occasions as well as the purposes of the participants ». Le caractère situé est, comme nous le voyons, un trait essentiel du genre, aussi bien du point de vue de la production que de la réception. Comme l'explique Bhatia (2017 : 142) :

> [...] genres are conventionalized discursive actions, in which participating individuals or institutions have shared perceptions of communicative purposes and other constraints operating on their construction, interpretation and conditions of use. In this sense, genres are socially constructed, interpreted and used in specific academic, social, institutional and professional contexts.

Pour expliquer en détail la nature complexe des genres, nous allons reprendre la dichotomie établie par Hatim et Mason (1997 : 24) entre « static or dynamic uses of language », reprise par Montalt (2005 : 30). Selon ce dernier, la dimension statique a trait aux « convenciones formales que hacen del texto un objeto semiótico socialmente reconocible: estructura, extensión, tratamiento del lector, tratamiento de los términos, grado de formalidad, etc. », alors que la dimension dynamique rend compte du genre comme « espacio comunicativo en el que se desarrollan determinadas relaciones socio-profesionales, se llevan a cabo determinadas tareas, funciones sociales, propósitos individuales, etc. ». Dans la même ligne, García Izquierdo et Borja Albi (2008 : 3) soulignent la double dimension du genre comme « produit » et comme « processus ». En tant que produit, ces auteurs définissent le genre comme « a succesful achievement of a specific communicative purpose » ou « a recognizable response to the demands of the situation », caractérisé par sa conventionnalité, ses restrictions et sa typicalité. En tant que « processus », ils mettent en évidence la nature sociale et historique du genre, conçu comme « a social construct that gradually emerges, evolves and disappears depending on communicative needs ».

2.1.1. Perspective statique

Les genres, en tant que réponse à une situation donnée, sont une forme d'action sociale (Miller, 1984 ; Swales, 1990 : 18). Ils naissent pour faire face à des besoins communicatifs prévisibles ayant pour origine des situations récurrentes, de sorte qu'ils permettent de « stabilize experience and give it coherence and meaning » (Berkenkotter et Huckin, 1995 : 4). En ce sens, Coutinho et Miranda (2009 : 38) caractérisent le genre comme un « agent of

stability and even of standardness ». Swales (1990 : 58) souligne à cet égard la présence de schémas de similitude (« patterns of similarity ») en termes de structure, style, contenu et de public visé ; ces caractéristiques récurrentes sont le résultat d'une « fusion située de forme et de substance » (Miller, 1984 : 153).

Ce qui met en relation la tâche à réaliser avec le contenu et la forme adoptés par les genres est l'objectif communicatif, qui s'érige en « critère prototypique » de l'identité de chaque genre (Swales, 1990 : 10). L'« objectif communicatif » peut ainsi être identifié comme l'élément explicatif (« rationale ») des traits observés dans les textes (Swales, 1990 : 58) :

> [Communicative] purposes are recognized by the expert members of the parent discourse community, and thereby constitute the rationale for the genre. This rationale shapes the schematic structure of the discourse and influences and constrains choice of content and style.

À cet égard, Bhatia (1999 : 24-25) souligne aussi bien la centralité que la complexité de l'objectif communicatif :

> A genre is identified by reference to the typicality of the communicative purpose that it tends to serve. However, [...] professional genres serve a variety of real corporate purposes, often associated with novel, flexible and changing contexts. Although many of the genres employed in well-established professional contexts serve a recognisable and somewhat standardised set of communicative purposes, they rarely, if ever, serve a single purpose. If nothing else, they almost always combine the more immediate single purpose with the more standardised ones of maintenance and continuance of goodwill and a mutually beneficial professional relationship.

Ces catégories se matérialisent par des productions discursives effectives orales ou écrites (textes) qui respectent – à des degrés variables – les conventions du genre. La récurrence des traits discursifs est l'élément visible des textes appartenant à un genre donné et l'un des premiers aspects à être mis en avant par les spécialistes. Ainsi, Bakhtine (1986 : 64), dans la première théorisation des « genres du discours »[20], caractérise ces derniers comme « relatively stable thematic, compositional, and stylistic types of utterances ». Nous parlons ainsi du caractère « typifié » (Miller, 1984 : 151) ou « prototypique » du genre. Bhatia a introduit à cet égard le terme d'« integrité générique » pour désigner cette propriété centrale du genre (Bhatia, 1999 : 22-23), qui est « a reflection of the form-function relationship that so

[20] Selon Holquist (1986 : xv), Bakhtine a rédigé cette théorisation (dans la version dont nous nous servons dans le présent travail) en 1952-1953. Cependant, les réflexions de cet auteur n'ont commencé à avoir un écho dans la communauté spécialisée internationale que quelques décennies plus tard (Holquist, 1986 : ix-x).

often characterises a generic construct » et présente trois indicateurs principaux : « the rhetorical context in which the genre is situated, the communicative purpose(s) it tends to serve, and the cognitive structure that it is meant to represent ». L'intégrité est ainsi la propriété d'un genre qui le rend dans chaque cas « reconnaissable et suffisamment standardisé » (Bhatia, [2004] 2014 : 132-133) :

> In general terms, a typical instance of a specific genre looks like the one intended, in the sense that the members of the discourse or professional community with which it is often associated tend to recognize it as a typical or valid instance of the genre in question. Most successful constructions of professional genres have recognizable generic integrity.

Les genres se situent ainsi dans un « espace socio-pragmatique » (Bhatia, 2010 : 37) qui leur est propre et auquel ils répondent de façon pertinente, en vertu d'une propriété qu'il désigne comme « intégrité territoriale » (Bhatia, 2017 : 145) : « [...] genres often operate within their own territorial boundaries, displaying their individually recognizable integrity, which is accessible not only to established members of the professional community, but to discourse analysts too ».

2.1.2. Perspective dynamique

À côté de leur nature prototypique, les genres sont également une « catégorie dynamique » (García Izquierdo, 2005 : 121), soumise à la « diversité » et à la « mutabilité » (Coutinho et Miranda, 2009 : 36). En premier lieu, en tant que constructions historiques, ils évoluent dans le temps (Berkenkotter et Huckin, 1995 : 4 ; Parodi, 2008b : 24), en fonction des changements subis par les « exigences cognitives et sociales » du domaine, du groupe professionnel et de la société dans son ensemble (Gunnarson, Linnel et Nordberg, 1997 : 3). Ils se transforment notamment en vertu de l'évolution des conventions professionnelles auxquelles ils sont soumis, déterminées par « a discourse community's norms, epistemology, ideology, and social ontology » (Berkenkotter, 1995 : 4). Ils suivent ainsi un cycle de vie, « from creative beginnings, to distinguished products, to tired replicas [...] and various kinds of revival » (Swales, 2009: 14), qui est déterminé par des facteurs sociaux. Comme l'affirment Gunnarson, Linnel et Nordberg (1997 : 5), « [t]he abandoning of old genres and the creations of new ones certainly are a social act with a social meaning ». Tout au long de leur cycle de vie, les genres

sont soumis à des transformations de toute sorte. Celles-ci peuvent être liées, par exemple, aux conditions socioprofessionnelles de production et/ou de réception (remplacement d'une source de production par une autre, élargissement ou réduction du public récepteur, changement dans les moyens de diffusion, etc.). Elles peuvent aussi concerner la construction interne des textes appartenant à un genre particulier, les choix discursifs et la conception formelle et les relations et croisements entre les différents genres, comme nous le verrons ci-après.

D'autre part, les genres font partie d'un processus de construction, « the result of a combination of a number of discursives practices that professionnals are routinely engaged in » (Bhatia, 1999 : 22). Ce processus est très souvent collectif, de sorte que les genres sont « collective co-operative endeavours, rather than individually undertaken discourse activities », ce qui leur assigne une « *multiple authorship* » ou « paternité multiple » (Bhatia, 1999 : 22) et leur impersonnalité (Bhatia, 1999 : 24) :

> The emerging textual products, whichever generic form(s) they may finally take, are the outcomes of a range of diverse discursive processes and consultations engaged in by several professionals, rather than just the person who ultimately has the privilege or authority to claim the sole authorship. That may be one of the reasons why so many of these professional genres have a somewhat predominant impersonal quality.

Lors de ce processus de construction, les auteurs établissent un lien communicatif avec leur public récepteur, qui peut être collectif (« multiple or corporate, rather than individually identifiable ») et auquel ils adaptent leur choix discursifs (Bhatia, 1999 : 26) :

> Audience characteristics in professional contexts can hardly be over-emphasised. It makes a good deal of difference if the document is written for subordinates rather than for superiors. It makes a lot more crucial difference if it is written for outside clients rather than for insiders. It is an entirely different matter if one were to write to an established corporate client as against an individual non-specialist client [...]. Expert and established genre writers are well aware of the constraints that the nature, background knowledge, disciplinary expertise or immediate concerns of the intended readership may impose on the process of genre construction.

2.2. Relations entre les genres

Les genres existent et se comportent de façon pertinente dans un milieu particulier, et dans la plupart des cas ils accomplissent leur fonction en tant qu'appartenant à une catégorie

déterminée et/ou en interaction avec d'autres genres. À cet égard, García Izquierdo (2001 : 18) rappelle le terme « genres ecologies » pour désigner « the fact that, like an organism in an ecological community, genres have effects on each other and sometimes depend on each other for their effectiveness ». Les différents types de relations que les genres entretiennent entre eux fournissent ainsi une vision précise de leur fonctionnement sur le terrain et du fonctionnement de leur « communauté écologique ». Nous allons présenter ici un ensemble de notions proposées par différents auteurs dans le but de rendre compte, de la façon la plus exhaustive possible, de ces relations complexes.

2.2.1. Hiérarchie des genres et fonctions communes

Bhatia ([2004] 2014 : 65) propose une hiérarchie des genres sur trois niveaux (« super-genre », « genre » et « sous-genre ») qui, malgré les difficultés de délimitation, permet une description plus précise du phénomène. Comme il l'affirme, « [j]ust as genres can be identified at a very specific individual level [...], at the same time they can also be identified at levels above these in the form of super genres, or below these as sub-genres ».

Les sous-genres sont le résultat de divergences présentes dans un genre dues à l'action des différentes disciplines et/ou des différentes pratiques discursives et professionnelles. En effet, selon Bhatia (1993 : 13), « [a]ny major change in the communicative purpose(s) is likely to give us a different genre; however, minor changes or modifications help us distinguish sub-genres ». Cet auteur (Bhatia, 1999 : 27) parle ainsi de certains facteurs participant à la « versatilité » des genres, dont les différences entre les organisations et le niveau de connaissance spécialisée. Plus spécifiquement, Borja Albi, García Izquierdo et Montalt Ezpeleta (2009) signalent la distinction entre « genre » et « sous-genre », le premier étant « the conventional denomination of the genre in the different working languages (agreement/contrato/contrat, etc.) » et le deuxième « a sub-classification of the first (genre: agreement; subgenre 1: sales agreement; subgenre 2: licence agreement; subgenre 3: franchising agreement…) ».

La notion de « super-genres » est quant à elle mise en relation par Bhatia ([2004] 2014 : 66) avec les « colonies de genres », identifiées comme catégorie supérieure intersectorielle caractérisée par un objectif communicatif commun :

> [A] grouping of closely related genres, which to a large extent share their individual communicative purposes, although most of them will be different in a number of other respects, such as their disciplinary and professional affiliations, contexts of use and exploitations, participant relationships, audience constraints and so on.

Comme l'explique cet auteur (Bhatia, [2004] 2014 : 65), « [m]ost of these super genres can be more appropriately regarded as 'colonies' of related genres, with members not necessarily respecting disciplinary or domain boundaries ». La notion de « colonie » peut ainsi être également mise en relation avec celle de « pratiques discursives », qui peuvent partager des traits parmi les différentes communautés spécialisées. En effet, des pratiques professionnelles comme celles identifiées par Bhatia (2010 : 48) – « managing professional activities such as corporate disclosures, public relations, negotiating investor confidence, selling corporate performance, conducting arbitration negotiations, raising funds » – sont communes à plusieurs domaines d'activité, et on peut vraisemblablement penser que les pratiques discursives qui leur sont associées partageront certaines caractéristiques « suprasectorielles », ce qui se traduira par la construction de genres « comparables », avec peut-être des divergences imposées par l'activité particulière.

Calvi (2010 : 16) utilise la notion de « familles de genres » pour rendre compte également d'un « niveau supérieur » de classement qui se définit en même temps par la communauté professionnelle qui les produit et par la finalité communicative qu'ils partagent. Elle parle ainsi des genres éditoriaux, institutionnels, commerciaux, organisationnels, légaux, scientifiques / académiques et informels (Calvi, 2010 : 22), dont l'élaboration est prise en charge par des acteurs de domaines différents mais qui convergent tous autour de la réalisation d'une même activité, en l'occurrence le tourisme. La notion de « communauté discursive » passe ici avant celle de « domaine professionnel ». En ce sens, nous pouvons retenir ce que García Izquierdo (2005 : 121) définit comme « approche systémique », en vertu de laquelle :

> [...] los componentes de un campo determinado están más vinculados entre sí que con los componentes de otros campos y existen una serie de relaciones internas evidentes (por

> ejemplo, los componentes del campo de actuación jurídico, administrativo, comercial o médico, tienen una entidad propia y reconocida socialmente).

2.2.2. Genres en interaction

Comme le souligne Paltridge (2006 : 89), « [a] key issue [...] is the way the use of one genre may assume, or depend on the use of a number of other interrelated genres ». En ce sens, deux notions proches ont été mises en avant pour souligner l'interdépendance entre plusieurs genres à l'intérieur d'un même domaine d'activité. La désignation « genre set », traditionnellement traduite en français comme « système » ou « répertoire », est incorporée par Devitt (1991 : 340-341) pour faire référence à l'ensemble complexe de genres utilisés par un professionnel ou un département spécialisé afin d'accomplir ses tâches spécifiques. La proposition de Devitt, fondée sur l'exemple des experts-comptables, permet de comprendre les interactions et les relations d'intertextualité qui rendent possible, en fin de compte, l'action effective des genres :

> In examining the genre set of a community, we are examining the community's situations, its recurring activities and relationships. The genre set accomplishes its work. This genre set not only reflects the profession's situations; it may also help to define and stabilize those situations. The mere existence of an established genre may encourage its continued use, and hence the continuation of the activities and relations associated with that genre. [...] The existence and stabilizing function of this intertextuality both within and across genres are demonstrated by the similarity of the genre sets and all instances of a genre across all of the accounting firms.

Également à l'intérieur d'un domaine d'activité, chaque genre fait partie d'un « système de genres » (Bazerman, 1994 : 82), une chaîne logique qui donne son sens à chacun des manifestations discursives qui la conforment :

> [Systems of genre] are interrelated genres that interact with each other in specific settings. Only a limited range of genre may appropriately follow upon another in particular settings, because the success conditions of the actions of each require various states of affairs to exist. [...] The intervention of each of the follow-up genres with its attendant macro-speech act, if successful, will have consequences for other genres and speech acts to follow.

Ces chaînes logiques sont à leur tour le fruit de systèmes et de processus extra-textuels dont les conventions établissent le cadre qui permet de construire et d'interpréter correctement chaque genre. Bazerman (1994 : 81) analyse le cas particulier du brevet industriel, et décrit le

réseau légal dans lequel opère ce genre comme illustration d'un système de genres. Il s'agit ainsi de :

> [...] a complex web of interrelated genres where each participant makes a recognizable act or move in some recognizable genre, which then may be followed by a certain range of appropriate generic responses by others. The sequence of generic responses results at particular junctures in certain laws, rulings, declarations, etc. that offer stabilized meanings that can then be used to assign values, punishments, obligations, etc. with impact on extra-legal life.

La différence entre les notions de « set » et de « système » est signalée par Bazerman lui-même (1994 : 83), qui explique que la première « represents [...] only the work of one side of a multiple person interaction » tandis que la deuxième concerne « the full set of genres that instantiate the participation of all parties », c'est-à-dire « the full interaction, the full event, the set of social relations as it has been enacted [...], the full history of speech events as intertextual occurrences ».

Paltridge (2006 : 89-90) présente trois notions proches du système de genres : « réseau », « chaîne » et « répertoire ». Comme exemple de réseau, cet auteur propose l'essai académique (qui puise sur d'autres textes et possède des liens avec nombre d'évènements communicatifs différents) ou tout l'ensemble de genres avec lesquels les étudiants universitaires doivent être familiarisés (Paltridge, 2006 : 93-94). Une chaîne de genres est à son tour une séquence logique qui peut s'inscrire à l'intérieur d'un réseau, comme c'est le cas de l'entretien d'embauche, qui est précédé par l'annonce du poste et la lettre de motivation et suivi par la proposition d'emploi et la négociation (Paltridge, 2006 : 93-94). En ce sens, on pourrait assimiler la notion de chaîne (ou de réseau) à celle de système. Cependant, l'autre exemple présenté de chaine de genres, le courrier des lecteurs (Paltridge, 2006 : 90), rend compte d'une relation entre les genres moins conventionnalisée, plus accidentelle. En fait, on pourrait affirmer que le courrier des lecteurs est par nature íntertextuel, dans la mesure où il est produit en réponse à une manifestation préalable, mais les types de genres susceptibles d'être incorporés dans la chaîne sont apparemment plus variés et moins prévisibles que dans le cas des systèmes. Le répertoire de genres Paltridge (2006 : 90) correspond enfin à l'ensemble de genres nécessaires à la réalisation d'une tâche particulière. En revenant à l'exemple de l'entretien d'embauche, cet auteur mentionne les actes communicatifs

accomplis par un recruteur dans le but de se renseigner sur un candidat en particulier à travers des moyens divers (appels téléphoniques, courriels, conversations, etc.)

2.2.3. Phénomènes d'hybridation et de déplacement

Ces phénomènes naissent de la mise en contact entre plusieurs domaines d'activité par l'effet d'un genre. En premier lieu, le groupe GENTT met en lumière un phénomène d'hybridation qui se produit lorsqu'un genre peut relever de plusieurs domaines professionnels, en fonction de l'utilisation qui en est faite (García Izquierdo et Borja Albi, 2008 : 4). Comme illustration, ces auteurs proposent le genre « testament de vie », qui peut être considéré comme médical et légal à la fois. D'autre part, Parodi, Boudon et Julio (2014 : 138) appellent « genres importés » ceux qui sont utilisés dans des domaines différents de ceux auxquels ils appartiennent naturellement. Ces auteurs fournissent comme exemple l'utilisation de rapports techniques produits en milieu professionnel comme ressource didactique dans des formations universitaires, qui sont ainsi transférés à de nouveaux scénarios. Ces genres subissent ainsi un processus de « recontextualisation » (Bolívar et Parodi, 2015 : 464).

2.2.4. Phénomènes de croisement

Des genres appartenant à des domaines, des colonies et des systèmes différents peuvent établir d'autres types de relations à travers des croisements internes, en vertu des phénomènes d'« intertextualité » et d'« interdiscursivité », que Bhatia (2010 : 35) distingue nettement :

> [...] intertextuality refers to the use of prior texts transforming the past into the present often in relatively conventionalized and somewhat standardized ways. Interdiscursivity, on the other hand, refers to more innovative attempts to create various forms of hybrid and relatively novel constructs by appropriating or exploiting established conventions or resources associated with other genres and practices. [...] Appropriations across texts thus give rise to intertextual relations, whereas appropriations across professional genres, practices, and cultures constitute interdiscursive relations.

Un des résultats de ces croisements, relevant à la fois de l'intertextualité et de l'interdiscursivité, est ce que l'on pourrait désigner comme « genre complexe » ou, dans la terminologie de García Izquierdo et Monzó Nebot (2003 : 88), comme « macro-genre », qui fait référence aux produits discursifs qui intègrent plusieurs genres mais dont l'entité finale n'est pas égale à la somme de ceux-ci. Si nous reprenons l'exemple donné par ces auteurs, le catalogue publicitaire, ou d'autres proposés par Calvi (2010 : 23-24), comme le guide de voyage, le magazine touristique ou le catalogue de voyages, nous pouvons rajouter que ces macro-genres peuvent également intégrer des textes difficilement identifiables comme genres ou qui n'auraient pas d'existence matérielle en dehors de ce « récipient » (comme des petits textes d'introduction, d'accompagnement o d'information), ou encore adapter à des nouveaux besoins des textes existant ailleurs (comme les fiches descriptives des produits). Dans ces genres complexes, différents objectifs communicatifs et différents critères discursifs peuvent gouverner chacun des textes et/ou genres qui les composent.

Ces deux phénomènes de croisement sont rendus possibles par le caractère historique des genres. Comme l'affirme Fairclough ([1992], 1993 : 85), « [i]n terms of production, an intertextual [and interdiscursive] perspective stresses the historicity of texts: how they always constitute addition to existing "chains of speech communication' (Bakhtine, 1986 : 94) consisting of prior texts to which they respond ». Si nous revenons à l'exemple du catalogue publicitaire, cette historicité est également à mettre en relation avec la notion de système de genres. En effet, le catalogue se construit en grande partie en incorporant ou en se référant – par intertextualité –, à un ensemble de textes et de genres qui sont produits au long de la séquence de commercialisation des produits, de leur « exhibition » à travers des descriptions techniques à leur acquisition par les consommateurs (parfois via le catalogue même), en passant entre autres par l'explicitation des conditions de vente, de livraison, de garantie et d'après-vente, qui font office de contrat.

Dans les analyses focalisées sur les genres et les pratiques discursives, la notion d'« interdiscursivité » revêt une importance toute particulière, en tant que « appropriation of semiotic resources (which may include textual, semantic, socio-pragmatic, generic, and professional) across [...] different levels, especially those of genre, professional practice and professional culture » (Bhatia, 2010 : 35), entraînant aussi bien des rapports supra- et intrasectoriels. Cette appropriation se matérialise par des genres que Bathia (2017 : 142)

appelle « hybrides » (ou « mixtes »), c'est-à-dire, combinant « socially accepted communicative purposes conventionally served by two different genres ». À grande échelle, ces procédés donnent lieu à un phénomène de « colonisation » ou, autrement dit, d'« invasion de l'intégrité territoriale » des genres (Bhatia, [2004] 2014 : 66) :

> Colonization as a process [...] involves invasion of the integrity of one genre by another genre or genre convention, often leading to the creation of a hybrid form, which eventually shares some of its genre characteristics with the one that influenced it in the first place.

Ce phénomène de colonisation est très présent de nos jours, et dans certains cas il peut entrainer, comme nous le verrons plus tard (chapitre 2), la rencontre entre objectifs communicatifs ou pratiques discursives contradictoires (Bhatia, 2017 : 158). Breeze (2015 : 26) précise l'intérêt d'une analyse focalisée sur ce phénomène :

> By classifying discourse into broad categories defined by their general purpose, we will run the risk of missing what is genuinely interesting about each manifestation of corporate communication, because the interest lies precisely in the adaptation and fine-tuning of general discourse types to connect with different adressees, and in the blending or hybridization of discourse types in the attempt to make a particular effect on the target audience.

3. L'analyse du discours professionnel : Dimensions et modalités

Dans la ligne du modèle de Fairclough ([1992] 1993 : 71), qui identifie trois niveaux de manifestation de la langue : les textes, les pratiques discursives et les pratiques sociales, la plupart des auteurs coïncident pour reconnaitre ces trois dimensions aux langues de spécialité et aux discours professionnels. Ainsi, Van der Yeught (2016a : §44) parle de trois « modalités d'expression d'une spécialité dans la langue » (linguistique, discursive et culturelle) qui font chacune « l'objet d'une étude spécifique qui constitue une 'approche' de la LSP [langue de spécialité] considérée par cet accès particulier » (Van der Yeught, 2016a : §48).

En ce sens, dans notre approche, la description du discours professionnel consiste à identifier les traits formels de la langue utilisée par une communauté spécialisée dans un domaine particulier d'activité, et à les expliquer en raison des facteurs contextuels qui interviennent dans les processus communicatifs. Bhatia (1993 : 1) formule à cet égard la question que nous

considérons centrale dans l'étude des langues de spécialité : « *Why do members of a specialist community write the way they do?* ». Dans les lignes qui suivent nous allons présenter certains instruments et modèles d'analyse qui, selon plusieurs perspectives, tentent de fournir une réponse à cette question.

3.1. Instruments de recherche : Analyse du discours et approche par genres

L'étude de la langue spécialisée a subi depuis sa naissance formelle dans les années 1960 (Hutchinson et Waters, 1897 : 9) un élargissement conceptuel et méthodologique qui est en grande partie le résultat des contributions apportées par l'analyse du discours. L'analyse du discours a pour paticularité majeur le fait de « rapporter la structuration des textes aux lieux sociaux qui les rendent possibles et qu'ils rendent possibles » (Maingueneau, 2014 : 43). Cette approche théorique et méthodologique est décrite par Paltridge (2006 : 2) dans les termes suivants :

> *Discourse analysis* focuses on knowledge about language beyond the world, clause, phrase and sentence that is needed for successful communication. It looks at patterns of language across texts and considers the relationship between language and the social and cultural contexts in which it is used. Discourse analysis also considers the ways that the use of language presents different views of the world and different understandings. It examines how the use of language is influenced by relationships between participants as well as the effects the use of language has upon social identities and relations. It also considers how views of the world, and identities, are constructed through the use of discourse.

Bhatia ([2004] 2014 : 21) synthétise comme suit la chronologie de l'incorporation progressive de l'approche discursive dans l'étude de l'écrit[21] :

> The story of written discourse analysis [...] has been a journey through several conceptualizations of space: beginning in the early 1960s with the textual space; and then, under the influence of speech act theory, ethnography of communication, conversational analysis, pragmatics and cognitive psychology, and also because of interest in the teaching and learning of (ESP) and professional communication, moving into what could be identified broadly as socio-cognitive (tactical as well as professional) space; and finally, because of the increasing influence of socio-critical concerns, moving into social space.

En effet, un « discursive turn » a eu lieu dans les années 70 et 80, incarné entre autres par Van Dijk (1977) et Widdowson (1979), qui s'est également manifesté, comme l'expliquent Bolívar et Parodi (2015 : 460) dans les organisation professionnelles elles-mêmes, « that

[21] Pour un panorama complet de cette évolution, voir Bhatia, [2004] 2014 : 3-13.

realized that talk was important in professional discourse at the workplace and in the professions ». Cette évolution se traduit notamment, du point de vue des analystes, par une prise en compte progressive de la relation entre le texte et les facteurs extra-textuels. Les auteurs signalent ainsi de plus en plus la multidimensionnalité du phénomène et la multiplicité de perspectives d'analyse possibles, et essaient d'élargir les limites de la notion « langue de spécialité ». Comme l'affirme Blanco Canales (2010 : 74-75) :

> [...] al hablar de lengua específica estamos, en realidad, refiriéndonos a un concepto mucho más amplio que lo que tradicionalmente se ha venido entendiendo, y que es el de *comunicación específica*. La caracterización debe atender, por lo tanto, a todos los factores que intervienen en el proceso de comunicación: es necesario definir sociológicamente al emisor/receptor, explicitar el contexto y la situación, determinar el canal, acotar el universo referencial, analizar los condicionantes sociocognitivos, describir el código.

Dans ce même sens, Bolívar et Parodi (2015 : 463) soulignent la multiplicité de critères à faire entrer dans l'analyse, dont les thèmes, le degré de spécialisation, les contextes d'interaction et les relations entre les participants, les pratiques discursives, les objectifs poursuivis et les rôles adoptés par les participants. Cette approche exige notamment l'intégration du contexte dans la réflexion, défini par Bhatia ([2004] 2014 : 11), comme :

> [...] both the immediate context in the form of what surrounds a particular text, and also context in a much broader sense in the form of "what makes a particular text possible" and "why most of the professionals from the same disciplinary culture construct, interpret and use language more or less the same way in specific rhetorical situations".

Texte et contexte sont, selon les aanalystes du discours, des réalités inséparables. Comme l'explique Maingueneau (2014 : 43-44), « [l]'objet de l'analyse du discours, ce n'est […] ni les fonctionnements textuels, ni la situation de communication, mais ce qui les noue à travers un dispositif d'énonciation qui relève à la fois du verbal et de l'institutionnel ». Dans l'analyse de la relation entre texte et contexte, les auteurs mettent en lumière la double fonction du discours, représentationnelle et constructive de la réalité (Wodak, 1997 : 173 ; Paltridge, 2006 : 9). En ce sens, Bolívar et Parodi (2015 : 462-463) expliquent en particulier comment l'étude du discours professionnel est allée au-delà des phénomènes textuels :

> [...] in order to understand social aspects such as how institutional norms and regulations affect the behaviour of the people who work in them and how these people, in turn, contribute with the construction of the identity and style of the institution or organization.

La dimension constitutive se déploie à son tour sur deux voies opposées d'action, conventionnelle ou créative (Fairclough, 1993 [1992] : 65), c'est-à-dire de perpétuation ou de transformation de la réalité. Comme l'affirme Wodak (1997 : 173), qui reprend Fairclough, « [di]scourse is constitutive both in the sense that it helps to sustain and reproduce the social status quo and that it contributes to transforming it ». Cette logique prend souvent une perspective critique, que Fairclough (1993 : 12) explique de la manière suivante :

> Critical approaches differ from non-critical approaches in not just describing discursive practices, but also showing how discourse is shaped by relations of power and ideologies, and the constructive effects discourse has upon social identities, social relations and systems of knowledge and belief, neither of which is normally apparent to discourse participants.

Or, comme l'explique Maingueneau (2014 : 58), toute analyse du discours a par définition une « force critique », notamment parce que :

> l'étude du discours possède une force critique par le seul fait qu'elle conteste un ceratin nombre de convictions enracinées dans l'idéologie spontanée des locuteurs : que le discours reflète une réalité déjà là, que le langage est un instrument qui permet d'« exprimer » la pensée des Sujets, que le sens est enfermé dans les énoncés, etc. Une analyse du discours […] ne se contente pas d'étudier des textes : elle les rapporte au fonctionnement des institutions qui les produisent et les gèrent.

Dans cette évolution, marquée par une prise en compte de la relation complexe entre le texte, la notion de genre a été cruciale. En particulier, l'approche par genres s'est révélée spécialement fructueuse comme instrument conceptuel et méthodologique pour la description des langues de spécialité (García Izquierdo, 2011 : 14). En effet, cette approche est utile à un conceptualisation multidimensionnelle des textes produits par les communautés professionnelles (Bolívar et Parodi, 2015 : 463) et, par conséquent, à une meilleure connaissance des dynamiques – aussi bien discursives qu'opératives – de ces communautés. Pour reprendre les termes de Calvi (2010 : 11) :

> [...] la noción de género ofrece un marco de análisis para los elementos lingüísticos y metadiscursivos, englobando las aportaciones tradicionales del análisis léxico y textual. Al mismo tiempo, permite situar el evento comunicativo dentro de una configuración de prácticas sociales, teniendo en cuenta las convenciones y las restricciones impuestas por el contexto, el estatus de los interlocutores, etc.

Cette approche permet également d'expliquer les processus de production et de réception (Bhatia, 2014 [2004] : 23) :

> *Discourse as genre* [...] extends the analysis beyond the textual product to incorporate context in a broader sense to account for not only the way the text is constructed, but also the way it is often interpreted, used and exploited in specific institutional or more narrowly professional contexts to achieve specific disciplinary roles.

3.2. L'analyse des genres discursifs : Dimensions et modèles

Comme nous l'avons signalé, toutes les dimensions du discours évoquées plus haut peuvent être approchées selon la perspective des genres discursifs, qui sont, comme nous l'avons vu, les formes conventionnelles permettant d'établir le lien entre les textes – produits individuels, singuliers –, et les pratiques discursives, hautement conventionnelles. La dualité entre la prototypicité des genres et la variété des textes se traduit pour les analystes par deux types de tâches opposées et complémentaires (Coutinho et Miranda, 2009 : 40-41) :

> [In relation to the plan of the generic shape], the task is to identify the foreseeable characteristics that constitute the identity of the genre –those characteristics we assign as parameters of genre. Characteristics [...] are only predictabilities [...]. [In relation to the plan of the organization of the singular texts], the task is to identify the way the text (each text) assumes the predictabilities that are determined by the genre.

En ce sens, la caractérisation d'un genre passe en premier lieu par la formulation de l'hypothèse de son existence, sur la base notamment des genres « de facto » (Miller, 1984 : 155), ceux qui possèdent un nom ; en effet, l'existence d'une nomenclature globalement acceptée dans un domaine d'activité particulier devient « an important source of insight » (Swales, 1990 : 54). Outre la dénomination explicite, Coutinho et Miranda (2009 : 41-42) signalent la présence de « marqueurs du genre », définis comme « a semiotic mechanism [...] that functions like any clue or indication of the updating of a generic parameter with distinct value ». Ces marqueurs peuvent être « auto-référentiels » (explicitant la dénomination du genre dans le péritexte ou dans le corpus du texte) ou « inférentiels » (implicites, comme les formules initiales et finales des contes traditionnels). Dans le sens inverse, il est possible de classer intuitivement les différents textes rencontrés comme appartenant à un genre particulier. Comme l'expliquent García Izquierdo et Borja Albi (2008 : 3-4), « as members of a cultural community, we are capable of recognizing that a certain text belongs to a genre (from a particular socio-professional domain) thanks to the features of prototypicality and recurrence, which are displayed in different micro- and macrostructural categories ». Du

point de vue de l'analyste, cela se traduit par une analyse exhaustive des textes (intuitivement) associés à un genre particulier afin de relever et de systématiser les conventions qui permettent de caractériser ce dernier de façon objective. C'est ainsi qu'il est possible d'accéder, à partir des données fournies par les textes, aux degrés supérieurs d'abstraction, à savoir le genre et le discours (Hatim et Mason, 1997 : 15 ; Parodi, 2008b : 34). En ce sens, Coutihno et Miranda (2009 : 40) affirment que « the same model of analysing will be able to [...] be applied to both individual empirical texts and to abstract genres ». Ainsi, l'analyse fondée sur les genres adopte très souvent une double perspective, inductive et déductive. Le groupe de recherche GENTT explique cette combinaison dans les termes suivants (García Izquierdo et Borja Albi, 2008 : 8) : « We go from the hypothesis in search of confirmation that genres exist, and from proof that genres exist to their classification ». De même, la Escuela Lingüística de Valparaíso adopte une méthodologie « de corte inductivo-deductiva, a través de la cual complementamos categorías pre-existentes en la mente de los investigadores junto a información proveniente del análisis de los datos mismos » (Parodi, Ibáñez et Venegas, 2009 : 76).

Parmi les différentes formes que peut prendre l'approche par genres, celle qui nous intéresse plus particulièrement est celle que Bhatia ([2004] 2014 : 25) appelle « perspective générique » et qu'il décrit comme suit :

> [Generic perspective] will look at discourse essentially as genre within a socio-cognitive space, and will pay some attention to textual features of language use, especially to textualization of some specific features of lexico-grammar, and textual organization, on the one hand, and to certain features of social practices, especially those related to professional practices, on the other.

Selon cet auteur, cette approche assure notamment un équilibre entre l'attention portée à la forme adoptée par les genres et aux pratiques discursives, professionnelles et sociales, permettant ainsi de rendre compte de façon rigoureuse des relations dynamiques qu'entretiennent les différents niveaux de réalisation discursive.

Breeze (2015 : 25) propose pour sa part un modèle intégrateur qui permet de rendre compte, en même temps, des genres, des destinataires et des types de discours. Ainsi, une analyse fondée sur les genres peut poursuivre, entre autres, les objectifs suivants : 1) « explore how each genre is the instantiation of a particular social function that is realized through discourse » ; 2) « map the corporate genre system, taking account of all the different genres

that might be used in a particular company » ; et 3) « document the 'natural history' of discourse through a range of material instantiations in genres ». L'analyse fondée sur les destinataires consiste à regrouper les genres « in terms of who they are intended for », ce qui permet d'éviter la fragmentation inhérente aux analyses exclusivement focalisées sur les genres. Les « types de discours » sont finalement des abstractions qui permettent de classer le discours sur la base de la fonction qu'il accomplit. Elle parle ainsi de fonctions telles que l'information, la promotion, la légitimation ou le contrôle. Voici le schéma qu'elle présente pour l'analyse du discours corporatif (Breeze, 2015 : 26) :

Tableau 2. Types de discours des organisations

Destinataires	Employés	Clients	Investisseurs	Public général
Genres	Manuel, site web destiné aux employés, entretien d'embauche	Annonce, site web destiné aux clients	Rapport annuel, site web destiné aux investisseurs	Site web corporatif, communiqué de presse, activités de *sponsoring*
Types de discours	Promotion Information Contrôle	Promotion Information	Information Promotion	Promotion Information Légitimation

Source : Breeze (2015)

Le type d'analyse auquel les textes et les genres sont soumis dépend de plusieurs facteurs, dont notamment le stade actuel de connaissance du comportement linguistique propre à chaque domaine d'activité, fruit des études préalablement menées sur un sujet particulier, qui détermine en grande mesure les aspects du phénomène que l'on souhaite mettre en avant ou que l'on est en mesure d'explorer. En particulier, les auteurs ont identifié une triple dimension des genres : linguistique ou formelle, sociale ou communicative et cognitive (García Izquierdo, 2000 ; García Izquierdo et Borja Albi, 2008 ; Parodi, 2008b). Selon Montalt Resurrecció, Ezpeleta Piorno et García Izquierdo (2008, en ligne), la perspective formelle concerne « the conventional elements that correspond to the readers' expectations generated by the socio-communicative context guiding the processes of creating and understanding the text », la perspective socio-communicative « considers the space around the participants, the relationships that are established between them and the actions they carry out » et la perspective cognitive est liée aux « ways each community understands, organises and transforms the reality that surrounds them ».

3.2.1. Dimension linguistique et dimension communicative

Un bon nombre de recherches portent essentiellement sur la relation entre la dimension linguistique et la dimension communicative des genres. En effet, comme l'affirme Bhatia (1993 : 1), « discourse analysis as explanation goes beyond [a surface] description to rationalize conventional aspects of genre construction and interpretation ». Cet auteur (Bhatia, 1993 : 22-36) propose un des premiers modèles d'analyse et caractérisation de nouveaux genres, inscrit dans cette perspective. Le modèle suit les étapes suivantes :

1) situer le genre dans son contexte situationnel, ce qui se fait de manière intuitive, sur la base des connaissances disponibles concernant la discipline et les conventions communicatives ;
2) étudier la littérature existante ;
3) affiner l'analyse situationnelle/contextuelle, en définissant les participants, la communauté discursive, le réseau de genres et de traditions linguistiques associés et la thématique abordée ;
4) construire le corpus ;
5) étudier le contexte institutionnel, c'est-à-dire le système dans lequel le genre est utilisé et les conventions propres à ce système, et tout particulièrement dans le cas des organisations ;
6) analyser les textes, ce qui entraîne l'identification des traits lexico-grammaticaux, le repérage des procédures de textualisation ou « corrélations forme-fonction » et l'interprétation structurale (cf. plus bas) ;
7) recueillir les informations des spécialistes afin de vérifier les résultats obtenus.

Le groupe GENTT, pour sa part, propose également un modèle qui dans un premier temps se focalise sur les aspects formels du genre puis adopte une perspective socio-professionnelle pour développer sa dimension communicative (García Izquierdo et Borja Albi, 2008 : 3). Ce modèle se matérialise par une « fiche d'analyse » qui permet de caractériser de façon synthétique chaque genre étudié. Le tableau 3 reproduit la dernière version de cette fiche[22] :

[22] http://www.gentt.uji.es/ficha-genero/ (consulté le 29/09/20).

Tableau 3. Fiche d'analyse du groupe GENTT

GENRE / SOUS-GENRE	Désignation
SITUATION COMMUNICATIVE	Registre : domaine socio-professionnel, mode, niveau de formalité ; participants : émetteur(s), récepteur(s) ; et fonction.
ASPECTS FORMELES	Cohésion grammaticale (connecteurs, éléments métadiscursifs, collocations, déictiques, ellipse, etc.) et cohésion lexicale (terminologie, phraséologie, champs sémantiques, etc.).
MACROSTRUCTURE	Identification des parties fondamentales du texte.
RELATION AVEC D'AUTRES GENRES	Système de genres (Bazerman)

Source : Groupe GENTT

Ce modèle d'analyse est décrit par García Izquierdo (2001 : 19) de la façon suivante :

> The aim is to go beyond traditional research on semiautomatic classification ([...] essentially focused on morphosyntactic issues) and to incorporate other attributes, [...] that allow us to perform an analysis that is more closely adapted to the texts. This refers to [...] categories that have to do with the author, the source, the publisher, the year of publication, the language, the text type or the subject field, but also with the discipline that it belongs to and the context of production, all of which are aspects that could be considered to be more or less permanent attributes.

L'association entre la dimension formelle et la dimension communicative, présente dans les deux modèles que nous venons d'évoquer, passe essentiellement par deux opérations, que l'on peut appeler de « textualisation » et de « contextualisation ». La notion de « textualisation » est proposée par Widdowson (1979 : 57) pour désigner la procédure qui permet la transition d'une approche quantitative focalisée sur la forme du discours à une exploration qualitative qui identifie ces rapports entre forme et fonction :

> From an approach which focuses on text we now turn to one which focuses on textualization. Whereas the first indicates only how the language system is formally manifested, the second indicates how it is functionally realized. Whereas the first is quantitative and tells us what linguistic forms occur and how frequently, the second is qualitative and tells us what the forms count as communication, how they express elements of discourse.

Dans ce même sens, Bhatia (1993 : 27) affirme que, au-delà de la quantification et des analyses de fréquences, « a particular linguistic feature in a specific genre [...] becomes more

significant if it is possible to say what aspect of the genre it textualizes », ce qui passe par une référence aux pratiques discursives. Puisqu'il s'agit d'un instrument central de notre approche, nous allons exposer plus spécifiquement les procédés de textualisation ci-après (cf. 3.3).

L'opération de « contextualisation du discours » (Bhatia, [2004] 2014 : 13) vise à accéder aux niveaux suivants d'abstraction, c'est-à-dire les pratiques discursives et les pratiques sociales. Fairclough ([1992], 1993 : 73) parle à cet égard des procédures d'« interprétation » des pratiques discursives et des pratiques sociales face à la « description » des textes. Selon cet auteur (Fairclough, 1993 [1992] : 80),

> [a] major feature of the three-dimensional framework for discourse analysis is that it attempts [...] to make explanatory connection between the nature of the discourse processes in particular instances, and the nature of the social practices they are part of.

Pour les textes écrits, en particulier, ce schéma se traduit par un modèle également tripartite (Candlin et Hyland, 1999 : 1), qui inclut « the description and analysis of texts, the interpretation of the processes involved in writing, and the exploration of the connections between writing and the institutional practices which in large measure are constituted and sustained through writing ». Malgré tout, ces niveaux ne sont pas complètement dissociables les uns des autres ; la frontière entre la description et l'interprétation n'est pas nette (Fairclough [1992], 1993 : 73). C'est ce qu'affirment Candlin et Hyland pour le discours écrit (1999 : 2) :

> Writing as text is [...] not usefully separated from writing as process and interpretation, and neither can easily be divorced from the specific local circumstances in which writing takes place nor from the broader institutional and socio-historical contexts which inform those particular occasions of writing.

La prise en compte du contexte passe, comme nous l'avons vu, par une réflexion autour de ses relations bidirectionnelles avec le texte. D'une part, les textes portent des traces des processus multidimensionnels de construction et d'interprétation dans lesquels ils s'insèrent (Santander, 2011 : 211). Dans la perspective de l'observateur, ces traces deviennent des indices qui permettent, par voie spéculative, de mieux comprendre ces pratiques (Candlin et Hyland, 1999 : 13). En ce sens, Gunnarson, Linnel et Nordberg (1997 : 5) signalent que les genres « are a reflection of the political ideologies and power structures within the studied society as well as of the actual knowledge level of the field and of the social patterns of the

professional group ». Dans la même ligne, Breeze (2015 : 19) affirme que « the text bears witness to major conflicts that are going on behind the scenes, often without addressing them directly ». Par conséquent, l'analyse des textes permet de comprendre « how the professions constitute themselves and carry out their work through texts » (Bazerman et Paradis, 1991 : 3).

D'autre part, comme nous l'avons déjà souligné, les textes participent à la construction de ces processus. Ainsi, les analystes socioconstructivistes cherchent à identifier « ways in which the lexico-grammatical, semantic and textual-discursive […] options available to and chosen by individuals serve to construct, reinforce, perhaps question, social roles and social behaviour » (Candlin et Maley, 1997 : 202).

3.2.2. Dimension cognitive

La dimension cognitive est liée, en premier lieu, à la nature « dialogale » des genres. L'échange communicatif se matérialise au niveau discursif par ce que Bakhtine (1986 : 95-96) désigne comme « addressivity », c'est-à-dire le fait de s'adresser à quelqu'un et de tenir compte, par conséquent, des réactions prévisibles des destinataires, qui adoptent à leur tour une attitude de réponse ou « responsive understanding » (Bakhtin, 1986 : 68). Cette relation est caractérisée par Swales (1990 : 62) comme « réciprocité de l'effort sémantique » :

> [W]riters, at least competent ones, are trying to second-guess both their readers' general state of background knowledge and their potential immediate processing problems. At the same time (competent) readers are interrogating authors on their present positions as well as trying to predict where the authors' lines of thought or description will lead. There is, as it were, a reciprocity of semantic effort.

En ce sens, Candlin et Hyland (1999 : 8) mettent en avant le poids des attentes des récepteurs dans les choix discursifs :

> Understanding the rich diversity of cognitive processes involved in professional writing critically depends on appreciating the purposes for which readers will use the text. Decisions about appropriate wording, structure, layout, graphics, materials, the representation of self and other, and how the reader is likely to interpret and act on the text, all play a critical role in writing in professional, workplace and academic contexts.

Ainsi, selon ces auteurs (Candlin et Hyland, 1999 : 9), l'analyse des phénomènes de nature cognitive liés aux pratiques écrites doit privilégier, « the degree of reciprocity holding between writer and reader, how writers come to construct their audience, and the effect this has on the text ».

Un deuxième aspect lié à la dimension cognitive des genres est l'individualité des sujets-auteurs. Parodi (2008b : 27) souligne à cet égard l'intérêt de « la participación de sujetos conscientes de su rol activo en la interacción comunicativa y de la búsqueda del cumplimiento de los propósitos que persiguen ». Ainsi, à côté de l'objectif communicatif, « socialement objectivisé » (Miller, 1984 : 157), dans les processus de construction des genres intervient un autre facteur, les « intentions privées » (Bhatia, 2017 : 142), qui jouent un rôle important dans les phénomènes de divergence par rapport aux conventions, et tout particulièrement d'interdiscursivité. Comme l'explique Bathia (Bhatia, 1999 : 25-26) :

> Established genre participants, both writers and readers, are like skilful players, who succeed by their manipulation and exploitation of, rather than a strict compliance with, the rules of the game. This is what gives expert professional writers some freedom to exploit the tactical space available within the boundaries of conventional behaviour, pushing out the boundaries of the genre. [...] [T]hey often use this tactical space to mix private intentions with socially recognised communicative purposes, often giving rise to mixed genres.

Malgré tout, les analyses focalisées sur les processus cognitifs ne peuvent pas négliger les conditionnements sociaux des décisions individuelles. Comme l'affirment Candlin et Hyland (1999 : 9), « any cognitive perspective on writing must locate the writer within a given social context of writing practices, rather than isolated in the confines of psychological processes ».

C'est dans cette perspective qu'il est possible d'envisager une observation comparative des textes destinée à identifier les convergences et les divergences des produits individuels par rapport aux conventions du genre auquel ils appartiennent. En effet, la nature prototypique des genres s'oppose – sans contradiction – à la singularité de chaque texte. Comme le soulignent Coutinho et Miranda (2009 : 35), la notion de genre présente une dualité entre « the common plan that guarantees 'a family pattern' [...] and [...] the plan of singularity that makes any text unique ». Les textes sont, comme l'affirme Parodi (2008b : 26), les manifestations concrètes et dynamiques des « potentialités » que sont les genres du discours. Chaque texte effectivement construit présente, comme nous l'avons signalé, un niveau déterminé de respect des conventions du genre (Coutinho et Miranda, 2009). Les choix

discursifs faits par les auteurs des textes, qui les conduisent ainsi à se rapprocher ou s'éloigner de l'idéal prototypique, peuvent être expliqués en fonction de critères individuels mais aussi sociaux. Une des lignes explorées à cet égard est celle qui met en relation les différents degrés de prototypicité des textes avec le potentiel constitutif du discours. Il est ainsi possible d'associer, à grands traits, le respect des conventions du genre avec la fonction de « reproductrice » du discours et les divergences avec sa fonction « transformatrice ». Les genres combinent ainsi « a principle of identity (centripetal), oriented for the repetition and the reproduction, performing a normative role; and a principle of difference (centrifugal), oriented for the innovation and the variation » (Coutinho et Miranda, 2009 : 40). Si, comme l'affirme Bhatia ([2004] 2014 : 142), les genres sont « négociables » et parfois « contestés », certaines divergences peuvent être interprétées comme l'empreinte d'une remise en question du genre lui-même ou d'une réalité associée.

3.3. Niveaux d'analyse textuelle

Fairclough ([1992] 1993 : 71, dans le modèle tridimensionnel déjà mentionné, caractérise les textes comme les manifestations linguistiques, orales ou écrites, des pratiques discursives, qui sont à leur tour une forme de pratique sociale, et comme l'objet d'étude qui permet d'explorer ses dimensions supérieures. Ainsi, l'opération essentielle dans la caractérisation d'un genre est l'étude des textes appartenant à cette catégorie. Comme l'affirment Coutinho et Miranda (2009: 41), « the movement starts from the real texts ». Cette étude peut porter sur plusieurs aspects et niveaux ; ce qui est significatif – la contribution principale de la perspective générique – est l'incorporation de la visée fonctionnelle dans l'observation, c'est-à-dire la réflexion autour des « corrélations forme-fonction » (Bhatia, 1993 : 29) à travers les procédures de textualisation (voir 3.2.1 plus haut).

Inscrit dans la logique de la textualisation, le modèle d'analyse textuelle de Fairclough (1993 [1992] : 75) non seulement établit quatre éléments formels observables, disposés sur une échelle ascendante (vocabulaire, grammaire, cohésion et structure textuelle) mais identifie aussi trois éléments liés à ces traits formels permettant de rendre compte des pratiques discursives engagées : la force des énoncés (les types de actes de parole utilisés), la cohérence et l'intertextualité. Bhatia parle pour sa part de la « textualisation des ressources

lexico-grammaticales », dont il souligne les « valeurs fonctionnelles » et les dimensions « sémantiques et pragmatiques » (Bhatia, [2004] 2014 : 7-8), et d'« organisation du discours », dont les récurrences ou « patterns » fournissent des clés interprétatives du contexte (Bhatia, [2004] 2014 : 10). Le modèle de GENTT (García Izquierdo et Borja Albi, 2008 : 12) distingue également la « macro-structure » des genres et leurs « traits formels », qui incluent les phénomènes de cohésion lexicale (terminologie, phraséologie, champs sémantiques, etc.) et de cohésion grammaticale (connecteurs, éléments métadiscursifs, collocations, déictiques, ellipse, etc.). Paltridge (2006 : 127) choisit la désignation « discourse grammar » pour rendre compte des approches qui abordent les aspects grammaticaux depuis la perspective discursive. Sous cette désignation, il introduit un ensemble de phénomènes variés, dont la cohésion et la structure informationnelle des textes. Coutinho et Miranda (2009: 39) identifient à leur tour trois dimensions différentes : les « mécanismes de textualisation », dans lesquels s'inscrivent les phénomènes de connexion, de cohésion verbale et de cohésion nominale ; les « mécanismes d'énonciation », liés aux « responsabilités et modalités énonciatives » et la « substructure générale », qui comprend « text plan, types of discourse, sequences and other forms of planning ». Nous allons conjuguer ces différents modèles pour rendre compte globalement des différents foyers d'attention susceptibles d'être abordés lors de l'analyse textuelle.

3.3.1. Aspects lexico-grammaticaux

a) Cohésion lexicale

La cohésion lexicale a trait selon Paltridge (2006 : 133) aux « relationships in meaning between lexical items in a text and, in particular, content words and the relationship between them ». Elle comprend, selon cet auteur, la répétition, la synonymie, l'antonymie, l'hyponymie, la méronomie et les collocations, et selon García Izquierdo et Borja Albi (2008 : 12), comme nous l'avons vu, des phénomènes tels que la terminologie, la phraséologie et les champs sémantiques, entre autres. D'autres mécanismes, comme la référence anaphorique et cataphorique (Paltridge, 2006 : 131-132), la substitution et l'ellipse (Paltridge, 2006 : 141-142), contribuent également à la cohésion lexicale. Dans le cadre des langues de spécialité, la

terminologie revêt une importance particulière. Son étude peut notamment prendre deux formes : le répertoriage des mots propres au domaine (termes) et l'analyse des procédures de formation de ces mots et de leur degré de spécialisation. En ce sens, Gutiérrez Rodilla (1998 : 106) établit le classement suivant :

- lexique spécialisé banalisé, utilisé par tous les locuteurs d'une langue en tant que producteurs ;
- lexique spécialisé de tronc commun, utilisé par les locuteurs d'une langue en tant qu'usagers, mais non en tant que producteurs ;
- lexique spécialisé fondamental ou basique, qui est illustré par les termes qui sont appris par les étudiants du secondaire dans une matière particulière ;
- lexique ultraspécialisé, « de uso exclusivo de los profesionales en situaciones en que se refieren a su propia área de especialización ».

Du point de vue de l'analyse du discours, le répertoriage et le classement des termes et des collocations utilisés par les différentes communautés discursives, qui est déjà une fin en soi, fournit en outre des informations significatives sur le domaine d'activité en question. Cabré (1999) propose à cet égard une approche socio-communicative de la terminologie, et Gaudin (2005 : 85-86) développe la « socio-terminologie », qui repose sur une « vision dynamique des termes, lesquels ne doivent plus être conçus comme des étiquettes de concepts, mais resitués dans le cadre des échanges langagiers au sein desquels ils apparaissent et se maintiennent ». Les termes sont ainsi conçus « non seulement comme des signes linguistiques, mais comme des formes prises dans des échanges langagiers réels et donc liés à des types d'interactions » ; en ce sens, « il n'y pas de mot juste en soi. Il n'y a que des mots appropriés à des interactions définies » (Gaudin, 2005 : 86).

Les aspects terminologiques des langues de spécialité, qui avaient été en quelque sorte déplacés au profit des aspects plus strictement « discursifs », présentent malgré tout une importance toute particulière, que nous souhaitons souligner ici. En effet, comme l'affirment Boutet, Gardin et Lacoste (1995 : 18),

> [l]es lieux de travail sont des usines à mots. De par la position qu'ils occupent dans la structure de l'activité générale, dans les différentes hiérarchies, de par leurs autres appartenances [...] les différents acteurs nomment de manière différente objets, processus, agents. Cette variation constamment produite, évaluée, négociée, discutée dans les interactions de travail,

> reflète et exprime le caractère social et socialisant du travail, sa profondeur, la diversité des enjeux identitaires qu'il comporte, les projets des acteurs, en même temps qu'elle manifeste la composante langagière de toute activité productrice.

Ces « opérations de nomination » accomplissent des fonctions variées et produisent des effets multiples dans leur entourage. Elles doivent, en premier lieu, « assurer un fonctionnement référentiel adéquat permettant l'action, l'opération de référenciation devant parfois s'effectuer dans un cadre de contraintes situationnelles fortes » (Boutet, Gardin et Lacoste, 1995 : 20), mais elles participent aussi à d'autres processus et relations. En particulier, elles « manifestent la présence d'enjeux identitaires complexes dans le travail (identités professionnelles, hiérarchiques, sexuels, linguistiques) » et « sont partie prenante des évolutions et conflits socioprofessionnels de toute échelle » (Boutet, Gardin et Lacoste, 1995 : 19). D'autre part, la sélection terminologique rend compte de ce que Van der Yeught (2016b : §47) appelle « the directness of the domain, its intentionality, its objects and their aspectual shapes and its related background abilities ». En ce sens, il est pertinent d'analyser les processus intervenant dans le choix des formes lexicales et dans leur abandon, ainsi que dans l'usage de formulations alternatives. Tel que l'explique Fairclough (1993 [1992] : 77), « processes of wording (lexicalizing, signifying) the world […] happen differently in different times and places and for different groups of people ». C'est dans ce même sens que s'exprime Bazerman (1997 : 52) lorsqu'il affirme :

> Discovering the procedures by which terms gain weight and meaning within a system will tell us [...] about the way in which different social systems are bound together and held accountable to each other, as well as to the way certain discourses become self-contained and self-perpetuating.

Cette perspective adopte très naturellement la forme d'une vision critique du discours et des relations de pouvoir qui le sous-tendent (Fairclough, 1993 [1992] : 77) :

> One focus for analysis is upon alternative wordings and their political and ideological significance, upon such issues as how domains of experience may be 'reworded' as pan of social and political struggles […] or how certain domains come to be more intensively worded than others. [...] I shall suggest that particular structuring of the relationships between words and the relationships between the meanings of a word are forms of hegemony.

b) Cohésion grammaticale

Nous retenons sous cette rubrique un ensemble varié de mécanismes supraphrastiques. À cet égard, Fuentes Rodríguez (2009 : 70) distingue entre les « connecteurs », c'est-à-dire les « mecanismos relacionantes de enunciados », et les « opérateurs », qui agissent « marcando argumentación, enunciación, modalidad o información ». Les premiers sont également regroupés par Paltridge (2006 : 139) sous la désignation de « conjonction », qui se définit comme l'ensemble de mots grammaticaux « that join phrases, clauses or sections of a text in such a way that they express the 'logical-semantic' relationship between them ». Les opérateurs, quant à eux, accomplissent des fonctions multiples dont les contours sont difficiles à cerner. En ce sens, Hyland fournit un modèle intégrateur d'analyse du « métadiscours » qui met en rapport cet ensemble de mécanismes avec la nature « dialogique » du discours, déjà évoquée. Ce phénomène présente deux dimensions, interactive et interactionnelle.

Le métadiscours interactif sert notamment à orienter la lecture et à préciser les propos en prenant compte du profil des destinataires (Hyland, 2005 : 49). Les ressources interactives permettent, en particulier, d'exprimer les relations entre les phrases (« transition markers »), d'encadrer les actes de parole et les séquences (« frame markers »), de renvoyer à d'autres parties du texte (« endophoric markers »), de renvoyer à d'autres textes ou sources d'information (« evidentials ») et de réélaborer des propos (« code glosses »). L'analyse du métadiscours interactif nous permet ainsi de préciser le profil des destinataires auxquels s'adressent les auteurs d'un texte (Hyland, 2005 : 50). Cette dimension est en autres liée au degré de symétrie que présente la relation entre l'auteur et le récepteur d'un texte. Comme l'explique Trosborg (1997 : 56) :

> The sender/receiver relations are defined as « symmetrical » vs. « asymmetrical » according to the relative authoritative status of the interlocutors, taking into account the extent to which the parties may be said to be insiders or outsiders of the domain/subdomain involved.

Les mécanismes interactionnels, quant à eux, permettent à l'auteur d'expliciter sa présence dans le texte et d'engager le lecteur dans le texte (Hyland, 2005 : 49-50). En particulier, ils servent à atténuer une affirmation (« hedges ») ou à la renforcer (« boosters »), à exprimer l'attitude de l'auteur par rapport à son énoncé (« attitude markers »), à expliciter la référence à l'auteur (« self markers ») et à établir des relations explicites avec le récepteur

(« engagement markers »). Cette caractérisation correspond très précisément avec celle que Gray et Biber (2012 : 19) proposent de la notion de « stance », qui concerne, selon eux, deux types de mécanismes : ceux qui « indicate a speaker/writer's personal attitudes, emotions and assessments » et ceux qui « comment on the epistemic status of an entity or, more commonly, a proposition containing a piece of information ». Ces mécanismes relèvent tous les deux de l'expression de la « voix » de l'auteur, reconnue par la communauté. Tardy (2012 : 34) offre une caractérisation de cette notion qui complète en quelque sorte les aspects envisagés par Hyland, en lui accordant une triple dimension : individuelle, sociale et dialogique. Pour ce qui est de la dimension individuelle, cette auteur (Tardy, 2012 : 35) affirme que « individualized voice is often described as a writer's unique and recognizable imprint, associated with authenticity, resonance, authoritativeness, and authorial presence within a text ». La caractérisation sociale de la voix (Tardy, 2012 : 39), est étroitement liée à la notion d'image, présentée plus haut :

> voice relates to self-representation and authorial presence but always taking into account the social worlds for and out of which a text is produced. [...] [A]ll texts have voice, and the voice expressed (or perceived) is not simply the property of the author but constructed by the social worlds that the author works within.

La dimension dialogique permet enfin de relier ces deux perspectives, individuelle et sociale, de prendre en compte le rôle joué par les destinataires des textes et « the ways in which writer and reader interact, co-constructing voice at a particular space and time » (Tardy, 2012 : 40).

3.3.2. Structure

Adam (1990 : 87-89) s'intéresse aux séquences d'articulation du contenu textuel, identifiées comme narrative, injonctive-instructionnelle, descriptive, argumentative, explicative et conversationnelle-dialogale, et repérables à travers les temps et modes verbaux, les relations logiques exprimées par les connecteurs et les liens de subordination ; une proposition qui permet de clarifier la notion classique de « types de texte ». Parodi, Ibáñez et Venegas (2009 : 85) parlent à cet égard de « modos de organización del discurso », caractérisés comme « tipos básicos de enunciados que expresan diferentes formas de organizar el discurso, los

cuales permiten la secuenciación de los contenidos y definen al género como predominantemente descriptivo, narrativo o argumentativo ». Ainsi, la modalité descriptive « presenta tres tipos de componentes: nombrar, localizar-situar y calificar », qui « permiten caracterizar objetos, personas, situaciones o procesos » ; la modalité narrative « dispone las acciones y los acontecimientos en un orden temporal integrador, dando unidad y orientando la acción hacia un fin » ; et la modalité argumentative « dispone la información en un orden lógico, demostrativo o persuasivo » et se développe autour d'une thèse à travers des arguments destinés à la défendre ou à la réfuter (Parodi, Ibáñez et Venegas, 2009 : 86).

Du point de vue de l'analyse du discours, les séquences ne sont pas seulement recensées, mais analysées dans leur dimension fonctionnelle, c'est-à-dire en relevant l'objectif communicatif qu'elles poursuivent, d'où la dénomination généralement adoptée de « mouvements rhétoriques ». Ainsi, comme l'affirme Bhatia, [2004] 2014 : 10-11) :

> [Those involved in the analysis of text as genre] interpreted such structures not simply in terms of schematic patterns of individual readers, but more narrowly in terms of the socio-cognitive patterns that most members of a professional community use to construct and interpret discourses specific to their professional cultures. Quite appropriately, these regularities were seen in terms of "moves", rather than schematic structures.

Les mouvements rhétoriques sont définis par Parodi (2010 : 46) comme l'« unidad discursiva que desempeña una función específica en un texto », et dont chacun « tiene un propósito comunicativo particular y contribuye al propósito comunicativo global del género ». Suivant cette logique, un « macro-mouvement rhétorique » est une « unidad discursiva de mayor jerarquía » fondée sur « una mirada de mayor abstracción en la determinación del propósito comunicativo », d'où la notion de « macro-propósito », défini comme « el objetivo último para el cual un género discursivo es utilizado en un intercambio comunicativo » (Parodi, Ibáñez et Venegas, 2009 : 83). C'est dans ce même sens que Van Dijk (1977 : 11) affirmait que les différentes parties du discours sont responsables de la réalisation de « macro-actes de parole » et concourent à la construction de la « macro-structure », conçue comme le plus haut niveau de description sémantique du texte. Ainsi, l'analyse des segments textuels permet, selon cet auteur, de « define the meaning of parts of a discourse and of the whole discourse on the basis of the meanings of the individual sentences ». Adam (1990 : 24-25) caractérise également le texte comme l'« accomplissement d'un macro-acte de langage » et l'approche globale d'analyse comme celle qui tient compte des « structures séquentielles ».

Nous devons a Swales (1990) le modèle classique d'analyse de la strucuture rhétorique dans la perspective des genres (appliqué en particulier au discours académique), un modèle qui, comme l'explique Parodi (2010 : 45), « busca la operacionalización de un texto en segmentos específicos e identifica propósitos comunicativos particulares ». Ce modèle se distingue, comme l'affirment Bolívar et Parodi (2015 : 467) parce qu'il est capable de retracer la démarche suivie par les auteurs dans la construction de leurs textes, décomposée en « functional steps ». Depuis, de nombreux spécialistes ont développé cette approche, dont notamment Bhatia pour le discours professionnel en langue anglaise et Parodi pour le discours académique en langue espagnole. Comme l'explique le premier (Bhatia, 1993 : 30), « [j]ust as each genre has a communicative purpose that it tends to serve, similarly, each move also serves a typical communicative intention which is always subservient to the overall communicative purpose of the genre », l'objectif étant d'interpréter « the regularities of organization in order to understand the rationale for the genre ». Autrement dit, l'étude des mouvements rhétoriques permet d'explorer en détail le « macro-objectif communicatif » des genres et des textes, et, par conséquent, de leur place dans le système de genres dans lequel ils s'inscrivent, ainsi que leurs effets attendus. D'autre part, comme l'affirme Fairclough (1993 [1992] : 77-78), « such structuring conventions can give a lot of insight into the systems of knowledge and belief and the assumptions about social relationships and social identities that are built into the conventions of texts types ». Par ailleurs, la forme adoptée par le texte donne enfin forme, selon Miller (1984: 159), à la réponse du récepteur, et cela « by provinding instruction [...] about how to perceive and interpret; this guidance disposes the audience to anticipate, to be gratified, to respond in a certain way ».

L'analyse des mouvements rhétoriques prend une dimension particulière dans le cas des documents longs et complexes, qui, en tant que genres, peuvent être considérés, d'après Bazerman (1994 : 75), comme actes de discours en soi et, par conséquent, comme vecteurs d'une « action sociale reconnaisable » :

> […] what the sum of the various acts of a text amounts to is unclear. However, if the text is distinctly identifiable as of a single genre, it can gain a unified force, for it is now labelled as of a single kind instantiating a recognizable social action. […] The various smaller speech act within the larger document contribute to the macro-speech act of the text.

En somme, la caractérisation des genres, fondée sur l'observation des régularités observées dans les textes apparentant à chaque catégorie – à l'aide des principes méthodologiques de la

linguistique de corpus et d'une réflexion théorique prenant appui sur l'analyse du discours –, conduit à une compréhension plus approfondie des motivations et des attentes de la communauté que les utilise.

Chapitre 2. LA LANGUE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET LES PRATIQUES DISCURSIVES DU SECTEUR NON GOUVERNEMENTAL

Los Objetivos de Desarrollo Sostenible, con sus limitaciones y contradicciones, pueden llegar a ser una de las palancas del cambio global.

(Lettre de présentation du rapport annuel 2017 de Amycos)

Pour notre travail, nous avons choisi d'explorer la langue de la coopération à travers l'étude des pratiques discursives de l'un des acteurs emblématiques du domaine : les Organisations non Gouvernementales (ONGD). Dans ce chapitre, nous allons présenter le domaine d'activité et décrire le chemin qu'il a suivi vers sa propre définition, en prêtant attention à certains aspects de la langue spécialisée qui permettent de mieux le comprendre. Dans un deuxième temps, nous allons offrir une caractérisation sociohistorique du secteur non gouvernemental et souligner les particularités opératives des organisations qui l'intègrent, avec un regard spécifiquement porté sur le cas espagnol. Finalement nous allons caractériser la communauté discursive qui le compose, réfléchir sur le rôle spécifique de la communication dans le domaine, présenter quelques-uns des processus communicatifs qui y ont lieu, en évoquant les connexions qui s'établissent entre les différents genres et souligner les enjeux discursifs que soulève l'activité de ces organisations, afin d'ouvrir une voie vers l'identification des pratiques communicatives dans les ONGD.

1. Délimitation du domaine spécialisé : La coopération internationale au développement

1.1. Définition de l'activité

La coopération internationale et les Organisations non Gouvernementales sont connues comme telles et officiellement reconnues depuis la fondation de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et la rédaction de sa Charte, où ces deux désignations apparaissent pour la

première fois[23]. Les éléments essentiels de la « Coopération internationale » (« international co-operation » en anglais ; « cooperación internacional » en espagnol) sont formulés dans l'article 1.3 de la Charte[24], qui reconnait comme l'un des objectifs de l'organisation :

> Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

La Charte donne aussi le coup d'envoi à la constitution progressive du système international de la coopération, fondé sur des « institutions spécialisées » qui seront « créées par accords intergouvernementaux et pourvues [...] d'attributions internationales étendues dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes » (article 57). Le Conseil économique et social des Nations unies a pour attribution, entre autres, de « coordonner l'activité des institutions spécialisées en se concertant avec elles, en leur adressant des recommandations » (article 63)[25]. Le document fait enfin entrer dans le système d'autres organismes, qu'il désigne, sans les définir, comme des « organisations non gouvernementales » (article 71)[26] : « [l]e Conseil économique et social peut prendre toutes dispositions utiles pour consulter les organisations non gouvernementales qui s'occupent de questions relevant de sa compétence ». Depuis ces moments inauguraux, le système de coopération s'est progressivement élargi et complexifié. Avec le temps, les systèmes nationaux et d'autres niveaux de coordination (supra- et infranationaux) ont vu le jour, dont celui de l'Union européenne, et tout un ensemble d'accords internationaux ont peu à peu constitué le canon normatif du domaine. Le système de coopération au développement est ainsi régi par ces accords internationaux, ainsi que par des règles internes généralement acceptés, qui à l'heure actuelle opèrent autour des Objectifs de développement durable de l'ONU[27]. Aujourd'hui, les politiques des différents pays sont autonomes, mais se conforment également aux accords multilatéraux, et tout particulièrement au cadre établit par l'Agenda 2030. Au niveau européen, elles se soumettent aussi au cadre dicté par les traités et accords signés par les pays membres.

---

[23] Pour un panorama de la « coopération technique *avant la lettre* », voir LOPES, 1996 : 70-71.
[24] https://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-i/index.html (consulté le 15/03/2019).
[25] https://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-x/index.html (consulté le 15/03/2019).
[26] https://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-x/index.html (consulté le 15/03/2019).
[27] https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable (consulté le 05/06/2020).

Depuis ses origines au milieu du XXe siècle, la coopération internationale, sous des dénominations différentes en fonction du moment historique et de la perception de la discipline (« coopération internationale », « aide au développement »), a subi un processus d'institutionnalisation et de complexification qui est allé de pair avec une redéfinition incessante des principes et des objectifs du domaine. Les différents acteurs de la coopération ont constamment renégocié les bases de l'activité, notamment autour de la définition des notions clés du domaine. En particulier, la coopération a évolué au gré de la réflexion autour de la notion de « développement ». Cette circonstance rend difficile une définition qui soit largement acceptée et qui rende compte de toute la complexité du domaine. Gómez et Sanahuja (1999 : 17) proposent la caractérisation suivante :

> La Cooperación al Desarrollo comprende al conjunto de actuaciones, realizadas por actores públicos y privados, entre países de diferente nivel de renta, con el propósito de promover el progreso económico y social de los países del Sur, de modo que sea más equilibrado en relación con el Norte y resulte sostenible. A través de la cooperación al desarrollo, se pretende también contribuir a un contexto internacional más estable, pacífico y seguro para todos los habitantes del planeta[28].

À partir de cette définition, on peut affirmer que la coopération pour le développement trouve sa raison d'être dans le déséquilibre économique et social existant entre deux communautés différenciées que beaucoup d'auteurs s'accordent aujourd'hui à appeler les « pays du Sud » et les « pays du Nord »[29]. Il s'agit ainsi d'un système d'activité qui met en rapport un minimum de deux acteurs collectifs, appartenant à des pays différents, qui œuvrent ensemble pour améliorer les conditions de vie de l'un d'entre eux et, par extension, de l'ensemble de la population. Pour atteindre ce but, des actions dans le Sud (notamment sous forme de programmes et projets) et dans le Nord (sensibilisation) sont mises en place.

Les fondements scientifiques de la coopération trouvent leurs sources dans des disciplines diverses, telles que les sciences politiques, la sociologie, l'anthropologie, l'économie et l'éthique. Ses pratiques, très variées, sont modulées par toute une série de paradigmes théoriques et de besoins et intérêts multidimensionnels (économiques, politiques, sociaux)

---

[28] CORREA (2010 : 21) attribue la première partie de cette définition à l'OCDE, mais le document n'est plus disponible sur internet (consulté le 15/03/2019) et cette référence n'a pas pu être confirmée.

[29] Face à la difficulté de trouver une désignation précise et non controversée de ces réalités interconnectées, nous adoptons ici les termes retenus par le Code de Conduite de la CONGDE (Coordinadora de ONG de Desarrollo de España) et dans le même esprit que celui-ci (CONGDE, 2014 : 11, note 1) : « no desde un punto de vista geográfico sino para reflejar al conjunto de pueblos y grupos sociales del mundo que participa o está excluido, respectivamente, del bienestar económico y social ».

qui évoluent avec le temps. Ainsi, plusieurs dénominations ont été utilisées au cours du temps et restent en concurrence, en raison de la complexité de ses sources et de ses manifestations. La *Nomenclature de l'Unesco dans les domaines de la science et de la technologie*[30] nous donne une idée de cette complexité, telle que nous pouvons l'observer dans le tableau suivant :

Tableau 4. Coopération internationale et disciplines connexes

CHAMP	DISCIPLINE	SOUS-DISCIPLINE	CONCEPT RELATIF
Science politique (59)[31]	Relations internationales (5901)	**Coopération internationale** (5901.01)	Éthique transnationale (7105.05)
Sciences économiques (53)[32]	Économie internationale (5310)	Aide extérieure (5310.02) Aide internationale	
Sociologie (63)[33]	Changement social et développement (6307)	Pays en développement (6307.02) Politique sociale (6307.03) Développement socio-économique (6307.06)	

Source : *Nomenclature de l'Unesco dans les domaines de la science et de la technologie*

Ainsi, outre le concours évident de plusieurs disciplines (politique, économie, sociologie, éthique), nous voyons cohabiter les termes « coopération » et « aide », d'un côté, et la notion de « développement », de l'autre, avec des références territoriales d'ordre géopolitique (« transnationale », « extérieure », « internationale »).

1.2. Le système institutionnel

Les activités du domaine se déroulent dans le cadre d'un système international consolidé, dont on souligne souvent l'absence d'un organisme régulateur unique, la complexité organisationnelle et fonctionnelle et la multiplicité d'approches, interprétées comme un « reflejo de la naturaleza plural y descentralizada de la sociedad internacional » et comme

[30] https://skos.um.es/unesco6/?l=fr (consulté le 18/03/2019).
[31] http://skos.um.es/unesco6/5901/html?l=fr (consulté le 18/03/2019).
[32] http://skos.um.es/unesco6/5310/html?l=fr (consulté le 18/03/2019).
[33] http://skos.um.es/unesco6/6307/html?l=fr (consulté le 18/03/2019).

l'« expresión de la diversidad de opciones y percepciones que existen en la sociedad internacional respecto al desarrollo y a las relaciones Norte-Sur » (Gómez et Sanahuja, 1999 : 22). Ainsi, le système est constitué d'un ensemble hétèrogène d'acteurs et caractérisé par des espaces d'interaction très complexes, des intérêts multiples – voire contradictoires – une multiplicité d'instruments d'intervention et un énorme flux d'information (Cámara López, Gómez Galán et Sainz Ollero, 2008 : 25-26). À grands traits, nous pouvons affirmer que les actions de coopération internationale sont mises en œuvre par un réseau complexe d'acteurs publics et privés des pays du Nord et du Sud (Boni Aristizábal, 2010 : 10) :

Tableau 5. Acteurs de la coopération internationale

ACTEURS PUBLICS (Nord et Sud)	Organismes multilatéraux
	États
	Administrations régionales et locales
	Universités et autres
ACTEURS PRIVÉS (Nord et Sud)	Organisations non Gouvernementales
	Entreprises
	Syndicats et autres organisations sociales

Source : Boni Aristizábal (2010)

À l'intérieur de ce réseau coexistent le secteur public et le secteur privé et se superposent plusieurs niveaux et fonctions (régulation, coordination, opération, évaluation, financement). Les acteurs, interdépendants, présentent, malgré tout, des intérêts et des approches variés, même parfois contradictoires (Cámara, Gómez et Sainz, 2008 : 25). Face à cette complexité, Cámara López, Gómez Galán et Sainz Ollero (2008 : 31-32) soulignent un ensemble de traits caractéristiques des organisations intégrant le système de coopération :

- elles sont au service de l'intérêt général/collectif ;
- leur vocation, leurs valeurs et leurs objectifs sont associés à la transformation de la réalité ;
- elles s'orientent vers des groupes vulnérables, généralement attachés à un territoire ;
- elles ont une projection essentiellement externe et un haut degré d'interaction avec d'autres organisations ;
- elles font partie d'un système plus vaste d'acteurs ;
- la négociation a un poids important dans leur gestion ;
- elles gèrent des ressources financières externes ;

- leur influence dérive, dans une grande mesure, de leur capacité à attirer et gérer des fonds de façon efficace et transparente ;
- leur légitimité est fondée sur le soutien social et/ou leur base sociale, ainsi que sur les résultats/apports qu'elles génèrent ;
- elles peuvent remplir des fonctions de financement/régulation ou de coordination/prestation de services ;
- leur projection externe conditionne leur structure : elles disposent souvent d'« antennes » dans les pays où elles interviennent/obtiennent leur ressources.

Aujourd'hui, comme pour tous les pays d'Europe, le système espagnol de coopération internationale est autonome, mais il est en même temps soumis aux règles du système international et opère en coordination avec les politiques de l'UE en la matière. Son cadre régulateur[34] est ainsi constitué, au niveau supranational, par le Traité de l'Union européenne, et notamment par son article 3.5, ainsi que par la Charte des Nations Unies, et au niveau national, par le préambule de la Constitution espagnole de 1978 – qui manifeste la volonté de la nation espagnole de « colaborar en el fortalecimiento de unas relaciones pacíficas y de cooperación entre todos los pueblos de la Tierra »[35] –, et tout particulièrement par la Loi de coopération espagnole (*Ley 23/1998, de 7 de julio, de Cooperación Internacional para el Desarrollo*)[36]. Ce texte, dans son article 1er, définit la politique nationale en la matière comme :

> el conjunto de recursos y capacidades que España pone a disposición de los países en vías de desarrollo, con el fin de facilitar e impulsar su progreso económico y social, y para contribuir a la erradicación de la pobreza en el mundo en todas sus manifestaciones.

Cette loi établit aussi les « instruments » de la coopération espagnole, qui sont la coopération technique, la coopération économique et financière, l'aide humanitaire et d'urgence et l'Éducation au Développement.

Le système espagnol de coopération internationale se partage, comme pour les autres pays, entre la sphère institutionnelle (coopération officielle, relevant des organismes publics,

[34] Voir https://www.cooperacionespanola.es/es/marco-de-actuacion-de-la-cooperacion-espanola (consulté le 05/05/20).
[35] https://app.congreso.es/consti/constitucion/indice/titulos/articulos.jsp?ini=1&tipo=1 (consulté le 06/06/2020).
[36] BOE nº 168 du 8 juillet 1998 [https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-1998-16303 (consulté le 29/03/2019)].

caractérisée par un important degré de décentralisation) et la sphère non institutionnelle, qui regroupe un vaste ensemble d'acteurs, dont les ONG (coopération non gouvernementale), les universités (coopération universitaire) et les entreprises (à travers notamment les actions de responsabilité sociale corporative). Le tableau 6 présente un aperçu des différentes organisations concernées[37] :

Tableau 6. Acteurs de la coopération espagnole

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES		SOCIÉTÉ CIVILE ET AUTRES ACTEURS		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'ÉTAT	COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE	COOPÉRATION NON GOUVERNEMENTALE	COOPÉRATION UNIVERSITAIRE	SECTEUR PRIVÉ
Ministères Secrétaires d'État AECID*	Communautés autonomes Entités locales	ONG	Universités	Fondations Entreprises Syndicats

* AECID : Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo

Source : www.cooperacionespanola.es

1.3. La langue de la coopération

1.3.1. Naissance et diffusion de la terminologie : Le processus de normalisation

La naissance de la langue de la coopération peut être située, comme nous venons de le voir, en 1945, avec comme coup d'envoi les premières références présentes dans la Charte des Nations Unies. À partir de ce moment, la terminologie spécialisée est créée et relayée à travers les différents les documents-cadre (accords, déclarations, plans, etc., issus notamment des organismes multilatéraux), les documents législatifs (en l'occurrence, les normes européennes, nationales et infranationales) et les documents méthodologiques (guides, manuels, orientations...). Elle se développe essentiellement en réponse à la pratique de la discipline, qui fait naître les termes associés aux modalités et aux instruments de la coopération, aux méthodologies et aux critères d'évaluation, et comme fruit de la réflexion théorique, qui donne lieu aux notions abstraites liées aux différents paradigmes et approches

[37] https://www.cooperacionespanola.es/es/actores-cooperacion-espanola-al-desarrollo (consulté le 05/05/2020).

en vigueur, notamment les conceptions changeantes autour du sens du terme « développement ».

Les premiers textes à répertorier les termes du domaine sont les documents-guide publiés dans les années 1990 par le Comité d'Aide au développement (CAD), comme résultat d'un processus de consultation et de collaboration avec la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI) et le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD). Ces textes, neuf au total, ont été réunis en 1992 dans le livre *DAC Principles for Effective Aid*, qui peut être caractérisé comme étant le porte-parole de la communauté institutionnelle du moment. En effet, il réunit les orientations explicitement reconnues par les États membres du CAD comme valables pour leurs politiques en matière de coopération, « as a guidance for the orientation of their own aid policies » (CAD, 1992 : 5), caractérisé par ses auteurs comme « a manifestation of the determination of aid agencies to work together towards common high standards of effectiveness in their efforts to assist developing countries to achieve decent conditions of life for their citizens » (CAD, 1992 : iii). Comme résultat d'un processus indissociable d'élaboration/formulation de la norme et de création de la terminologie associée, ces textes proposent les premières dénominations et les premières définitions des termes centraux de la discipline. Ainsi, les définitions entre autres de « sustainability » et d'« evaluation », ainsi que les critères d'évaluation (« relevance », « efficiency », « effectiveness », « impact » et « sustainability »), reprises d'un document antérieur[38], deviendront classiques au sein de la communauté professionnelle et seront systématiquement reprises dans les textes postérieurs[39]. Ce document peut donc être considéré comme l'un des textes inauguraux de la terminologie de la coopération pour le développement. Le CAD est aussi à l'origine d'une grande partie des outils spécifiquement lexicographiques du domaine : *Glossary of Terms Used in Evaluation*, inclus dans *Methods and Procedures in Aid Evaluation* (1986) ; *Glossary of Evaluation and Results Based Management (RBM) Terms* (2000) et, tout particulièrement, le *Glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats* (2002), publié en version trilingue (anglais, français et espagnol), et qui reste actuellement le texte de référence de la discipline. Cette

[38] OCDE (1989) : *Sustainability in Development Programmes: A Compendium of Evaluation Experience*.
[39] Le terme « sustainability » est defini dans *DAC Principles for Project Appraisal* (1988) et « evaluation » dans *Principles for the Evaluation of Development Assistance* (1991). Voir CAD, 1992 : 36 (pour « sustainability ») et 132 (pour « evaluation » et les critères associés).

publication nait en réponse à une constatation décrite dans l'avant-propos du texte (OCDE, 2002 : 5) :

> L'évaluation est un domaine où les partenaires au développement – souvent de cultures et de langues différentes – sont conduits à collaborer et doivent donc utiliser un vocabulaire commun. Or, au fil des ans, des notions nouvelles n'ont cessé de voir le jour à tel point qu'on ne compte plus les faux amis, les ambivalences et les ambiguïtés. Il était en conséquence devenu urgent de clarifier et d'affiner la terminologie employée et de lui donner une base commune, harmonisée.

Nous avons identifié ici une première référence à la langue partagée par la communauté spécialisée du domaine de la coopération (les « partenaires au développement »), bien que réduite au niveau terminologique (« un vocabulaire commun ») ; une langue qui s'est complexifiée au cours du temps en raison de l'apparition de « notions nouvelles », c'est-à-dire, de réalités et d'approches théoriques différentes, et qui continuera de le faire « sous l'effet des innovations intervenant dans les pratiques et les instruments de gestion de l'aide ». L'existence d'une terminologie commune n'est pas une simple question technique. Selon les auteurs du document, cette « harmonisation » permettrait en effet de « faciliter et améliorer, par une meilleure compréhension mutuelle, le dialogue entre tous ceux qui sont appelés à intervenir dans les activités de développement et dans leur évaluation ». L'avant-propos du document nous fournit aussi des informations très pertinentes pour comprendre le processus de construction « par le haut » d'une terminologie, avec la contribution centrale d'experts appartenant, d'une part, à la sphère politique (les responsables des États auprès du CAD), et d'autre part, au domaine académique (les universitaires). Le texte rend également compte d'une sensibilité particulière au sein de la communauté au principe de concertation, puisqu'il s'efforce de décrire le processus d'élaboration du glossaire comme s'étant produit « dans un esprit de collaboration et de compromis, motivé par le souci des principaux organismes et banques de développement de ne pas imposer aux autres leur propre vocabulaire » (OCDE, 2002 : 5). Au cours du temps, d'autres documents issus des accords internationaux ont petit à petit constitué la terminologie fondamentale du domaine. En particulier, la Déclaration de Paris (OCDE, 2005) définit le principe centrale de l'« efficacité de l'aide » et quelques-unes des notions qui guident encore aujourd'hui les actions des différents agents du domaine : « appropriations », « alignement », « harmonisation », « gestion axée sur les résultats » et « responsabilité mutuelle ».

Au niveau européen, une des principales sources lexicographiques est le manuel de référence pour la gestion de projets, *Manuel de gestion du cycle de projet. Approche intégrée et cadre logique* (1993), avec ses actualisations et développements successifs : *Manuel Gestion du cycle de projet* (versions de 2001 et de 2002) et *Lignes directrices Gestion du cycle de projet* (2004). Ces documents formulent des définitions spécifiques pour les termes associés au cycle de gestion, depuis les étapes de la procédure jusqu'aux critères d'évaluation, en passant par les outils méthodologiques, et fournissent un glossaire final qui prend progressivement du volume, d'une édition à l'autre, au fur et à mesure que les centres d'intérêt se précisent et se complexifient.

À grands traits, la mise en place de mécanismes de standardisation de la langue va de pair avec les processus progressifs d'homogénéisation des pratiques professionnelles. En effet, le processus en vertu duquel, selon Cámara López, Gómez Galán et Sainz Ollero (2008 : 26) « [p]aulatinamente, se va avanzando hacia un escenario en el que se encuentra un mayor nivel de regulación de las relaciones interinstitucionales, los criterios de intervención, los protocolos de actuación y los procedimientos de trabajo » passe en partie, et peut-être surtout, par le contrôle de la terminologie. Les institutions internationales ayant des compétences en matière de coopération sont ainsi, en même temps, des « organismes de terminologie » dans le sens retenu par Gaudin (2005 : 20), c'est-à-dire « des instances normatives ayant pour but de gérer polysémie et synonymie ».

Pour ce qui est de la langue espagnole de la coopération, la terminologie est logiquement héritière des textes élaborés par les instances internationales, notamment en langue anglaise. En ce sens, les *DAC Principles for Effective Aid* (CAD, 1992) sont traduits en espagnol en 1995, sous le titre *Principios del CAD para una Ayuda Eficaz* (OCDE, 1995) et, comme nous l'avons déjà signalé, en 2002 est aussi disponible en espagnol le *Glosario de los principales términos sobre evaluación y gestión basada en resultados* (OCDE, 2002). Les accords internationaux, tels l'Accord de Paris, sont quant à eux publiés simultanément en espagnol et dans les autres langues officielles des institucions. D'autre part, la terminologie institutionnelle est créée et véhiculée par les textes législatifs espagnols (et notamment la *Ley de Cooperación* de 1998) et les documents normatifs (*Plan director*, *Plan estratégico*), ainsi que par les manuels de gestion et d'évaluation, qui fournissent les premières définitions des termes de spécialité. Ainsi, en 1998, la *Metodología de gestión de proyectos de la Cooperación Española* (Antoranz Ortiz,

2001) et la *Metodología de evaluación de la Cooperación española* (MAE-SECIPI, 2001) présentent une dénomination et une définition propres des phases de la gestion des projets, en les distinguant explicitement de celles de l'Union européenne ; pour ce qui ressort du domaine spécifique de l'évaluation, la *Metodología de evaluación* reprend en revanche les termes et les définitions proposés par le CAD.

Dans le secteur non gouvernemental, le Código de Conducta de la Coordinadora de ONG de Desarrollo de España (CONGDE, 2014)[40], dont la première version a été approuvée en 1998, est considéré comme l'un des documents guide du secteur en Espagne, à travers lequel la plateforme la plus représentative du secteur à l'heure actuelle, qui rassemble 78 organisations et toutes les fédérations régionales espagnoles[41], édicte les principes qui doivent guider le travail des organisations adhérentes et élabore sa propre conceptualisation du domaine. En effet, ce texte affirme répondre au besoin de « clarificar algunos conceptos y consensuar algunos principios » (CONGDE, 2014 : 8). En particulier, ce document définit les concepts clés de l'activité : « développement », « pauvreté » et « coopération », théorise sur les causes des inégalités et défend une approche horizontale de l'activité (CONGDE, 2014 : 11). De façon explicite ou implicite, le Code de Conduite établit les lignes d'adhésion et de divergence de la coopération gouvernementale espagnole – ou d'une bonne partie du secteur – par rapport aux définitions dictées par le cadre international. En 2000, Hegoa, institut d'études sur la coopération d'origine universitaire, publie le *Diccionario de Acción Humanitaria y Cooperación al Desarrollo*, actuellement en ligne[42], et fournit également un glossaire espagnol-anglais / anglais-espagnol[43]. Pour sa part, Intermón Oxfam, sur le site web dédié à son projet « La realidad de la ayuda », met aussi à disposition des internautes un glossaire[44] organisé en trois catégories : « clasificación de la ayuda » (types ou instruments de l'aide), « eficacia de la ayuda » (termes liés à qualité de l'aide) et « gestión de la ayuda » (mécanismes et acteurs de la gestion des fonds).

Depuis, les dictionnaires se sont spécialisés sur des secteurs thématiques plus restreints, ce qui témoigne de la naissance de nouveaux besoins et de nouveaux intérêts au sein de la

[40] https://coordinadoraongd.org/coordinadora/codigo-de-conducta/ (consulté le 06/06/2020).
[41] https://coordinadoraongd.org/coordinadora/socias-de-la-red/ (consulté le 27/05/20).
[42] http://www.dicc.hegoa.ehu.es/ (consulté le 01/04/2019).
[43] http://www.dicc.hegoa.ehu.es/glosario/list - http://www.dicc.hegoa.ehu.es/glosario/list_english (consulté le 01/04/2019).
[44] http://www.realidadayuda.org/glossary (consulté le 01/04/2019).

discipline. L'AECID (Agencia Española de Cooperación Internacional y Desarrollo) propose depuis quelques années sur son site web et sous format téléchargeable un *Glosario de Términos de Eficacia en la Cooperación Española* élaboré par le Grupo de Trabajo de Eficacia y Calidad de la Ayuda (GTEC)[45]. Hegoa, pour sa part, a publié en 2007 un *Diccionario de Educación para el Desarrollo*. En outre, plusieurs dictionnaires et glossaires publiés plus récemment présentent des propos que l'on pourrait qualifier de « militants », dans la mesure où ils essaient de mettre en évidence le rôle des choix terminologiques dans la pratique de la discipline et de justifier et diffuser certains usages en particulier, notamment dans les situations de communication externe. Nous pouvons ainsi mentionner le *Diccionario de campaña* (Hegoa, 2009), le glossaire inclus dans le document *La cooperación en sus términos. Guía para profesionales de la cooperación* (Farmamundi, 2011) ou le *Manual de estilo* de la Federación Aragonesa de Solidaridad (2012).

1.3.2. Le discours du développement

La notion de « développement » a profondément évolué avec le temps. Depuis sa naissance, elle fait l'objet de réflexions théoriques et de critiques qui produisent à chaque période des effets sur l'exercice effectif de l'activité. Comme l'affirme González Luis (2006 : 16), « tanto el concepto de desarrollo como el modo de lograrlo han ido evolucionando ». La conception « institutionnelle » du développement a notamment été dictée par les Nations Unies. Un grand nombre d'auteurs coïncident pour affirmer, comme Wagner (2013 : 330), que « le développement fut dès le début limité à sa seule dimension économique ». En effet, la croissance économique était, dans les mots de cette auteur, le « but suprême » de la première Décennie pour le développement, proclamée par l'Assemblée Générale de l'ONU en 1961[46]. Ainsi, la proclamation, fondée sur l'importance du « développement économique et social des pays économiquement peu développés », est une réponse à une constatation de nature essentiellement économique, à savoir,

[45] http://www.aecid.es/ES/Paginas/La%20AECID/Eficacia%20y%20calidad/glosario99.aspx (la versión téléchargeable du document est vraissemblablement apparue autour de l'année 2016, bien que la date exacte n'ait pas pu être confirmée : http://bibliotecadigital.aecid.es/bibliodig/es/consulta/resultados_ocr.cmd).
[46] Les textes des Décennies de l'ONU sont disponibles sur https://www.un.org/fr/sections/observances/international-decades/ (consulté le 12/02/2019).

> […] que l'écart entre les revenus par habitant des pays économiquement développés et ceux des pays peu développés s'est accru, et que le rythme du progrès économique et social dans les pays en voie de développement est encore loin d'être satisfaisant [Préambule].

L'essentiel de la décennie pour le développement consiste ainsi à mette en œuvre les mesures nécessaires pour :

> […] accélérer le progrès vers la croissance auto-entretenue des divers pays et leur progrès social, de manière à parvenir dans chaque pays sous-développé à une augmentation sensible du taux de croissance, [...] en prenant comme but un taux minimum de croissance annuelle du revenu national global de 5 p. 100 à la fin de la décennie [Article 1].

Des notions telles que « pays (économiquement) peu développés », « en voie de développement » ou « sous-développés », figurant dans ces citations, renvoient à une conception du développement comme un stade supérieur à atteindre, qui est mesuré en termes strictement économiques. D'autres mesures encouragées plus loin, telles que « l'élimination de l'analphabétisme, de la faim et de la maladie », le sont exclusivement dans la mesure où ces problèmes « affectent gravement la productivité des habitants des pays peu développés » (Article 3.d). En cohérence avec cette logique verticale et focalisée sur la dimension économique, la notion de « développement » est associée à celle d'« aide » (« assistance » en anglais). L'expression « pays en voie de développement », pour sa part, s'est notamment consolidée comme alternative à celle de « Tiers monde » après la chute du mur de Berlin, lorsque « [l]a llamada coexistencia pacífica y la guerra fría pasaban a la historia, y el concepto de Tercer Mundo, acuñado para los pobres y no alineados con ninguno de los dos grandes bloques (capitalista y comunista) cayó en desuso » (Villena, 2017 : 29).

Une nouvelle approche sur le développement prend forme officielle avec la publication du premier *Rapport sur le développement humain* du PNUD en 1990. Le développement humain y est défini comme l'élargissement des potentialités des individus, qui « ne sauraient être réduits à leur seule dimension d'*homo economicus* » (PNUD, 1990 : iii). En effet, comme souligné plus tard (PNUD, 1990 : 10) :

> [l]e développement humain est un processus qui conduit à l'élargissement des possibilités offertes à chacun. Vivre longtemps et en bonne santé, être instruit et avoir accès aux ressources nécessaires pour jouir d'un niveau de vie convenable sont les plus importantes. S'y ajoutent la liberté politique, la jouissance des droits de l'homme et le respect de soi.

L'intérêt de ce document est le fait de construire tout son argumentaire autour du rapport non automatique entre développement économique et développement humain, puisque

« l'important c'est d'analyser comment cette croissance se traduit – ou ne se traduit pas – en développement humain dans différentes sociétés » (PNUD, 1990 : iii). L'une des grandes contributions du Rapport est la proposition de l'Indicateur de développement humain (IDH), qui tient compte, entre autres, « de l'espérance de vie, du niveau d'alphabétisation et de ressources permettant de jouir de conditions de vie décentes » (PNUD, 1990 : 1). Une coopération internationale orientée vers le développement humain passe, selon le rapport, par un « renforcement de l'efficacité des capacités nationales de développement » (RDH, 1990 : 6). Le concept de « développement humain » se traduit, à l'échelle internationale, par un consensus général autour de l'importance de la réduction de la pauvreté et de la défense des droits humains.

L'année 2000 constitue un tournant symbolique et pratique sur la scène internationale, avec notamment l'adoption par résolution de l'Assemblée générale de l'ONU des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), à atteindre en 2015[47]. L'Agenda 2015 est désormais présent dans les politiques des organismes responsables de l'Aide publique au développement (Boni Aristizábal, 2010 : 7). Le *Rapport sur le développement humain* publié en 2000 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, 2000 : 12) souligne en particulier le rôle que doit jouer la coopération (internationale) pour le développement en matière de défense des droits humains, et les voies qu'elle doit emprunter à cet égard :

> Development cooperation can contribute directly to realizing human rights in poor countries in three ways. The first is to increase support to capacity building for democracy and the promotion of civil and political rights. The second is to increase support for the eradication of income and human poverty. And the third is to introduce an explicit rights-based approach to programming.

On observe cette même évolution dans le cas de l'Union européenne, dont les objectifs en matière de coopération, selon Corral Suárez (2010 : 204),

> han ido cambiando y evolucionando al ritmo que lo ha hecho el concepto de desarrollo en el marco internacional, desde una idea de desarrollo medido en términos de crecimiento exclusivamente económico hasta llegar al actual concepto de desarrollo humano.

Les réflexions et les événements qui se sont produits depuis l'année 2000 font l'objet d'un nouveau bilan depuis 2015, année qui apparait comme le point de départ d'un nouveau

[47] http://www.un.org/fr/millenniumgoals (consulté de 15/03/2019).

scénario, à la lumière duquel il faut interpréter les pratiques actuelles de la coopération pour le développement. Au niveau international, l'année 2015 marque la date butoir pour la réalisation des ODM et le début d'un nouveau programme, les Objectifs de développement durable (ODD) ou Agenda 2030, fondé sur le principe intégrateur de la lutte contre la pauvreté[48] :

> [M]ettre fin à la pauvreté doit aller de pair avec des stratégies qui développent la croissance économique et répondent à une série de besoins sociaux, notamment l'éducation, la santé, la protection sociale et les possibilités d'emploi, tout en luttant contre le changement climatique et la protection de l'environnement (*sic*).

Deux qualificatifs sont ainsi inséparablement liés à la conception actuelle du développement : « humain » et « durable ». Le « développement humain » est fondé, selon González Luis (2006 : 16, note 3), sur le principe selon lequel « el ser humano es el auténtico motor y receptor del proceso » et « el factor económico es un elemento necesario, pero en ningún caso suficiente para conseguir el desarrollo ». D'autre part, la notion de « durable » concerne la capacité du développement « para mantenerse en el tiempo de forma armónica con el sistema ecológico » (González Luis, 2006 : 16, note 4). À l'heure actuelle, un degré important de consensus semble s'être instauré au sein de la communauté à cet égard (González Luis, 2006 : 16) :

> [a] pesar de los diversos enfoques asumidos por cada uno de los organismos, en este momento existe un consenso casi unánime sobre la necesidad de que el desarrollo responda a los calificativos de humano y sostenible, si realmente quiere ser una solución eficaz para reducir la pobreza.

Nous voyons ainsi comment la conception initiale d'un développement strictement économique laisse peu à peu la place à une vision élargie qui tient compte d'autres facteurs qui contribuent au bien-être des sociétés.

En espagnol, le terme « desarrollo » est progressivement associé à la politique de coopération internationale. Il est déjà introduit dans l'intitulé de la loi fondatrice espagnole de 1998 (*Ley de Cooperación Internacional para el Desarrollo*), et la Agencia Española de Cooperación Internacional (AECI) a été remplacée en 2007 par la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID)[49]. La dénomination même des ONG de coopération

[48] https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/ (consulté le 11/04/2019).
[49] Décret royal 1403/2007, du 26 octobre (BOE nº 283, du 26/11/2007 : https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-2007-20275, consulté le 01/04/19).

espagnoles incorpore peu à peu le terme, pour se consolider comme ONGD[50], ce qui est interprété au sein du secteur comme une revendication de rupture avec les visions verticales et d'assistance. Ainsi, lorsque la CONGDE explique la différence entre les ONG, qui opèrent dans des sphères diverses, et les ONGD, elle met l'accent sur la signification particulière que ce terme acquiert dans son approche[51] :

> "D" de Desarrollo. Un desarrollo que respete el planeta que habitamos y garantice que las personas tengan los mismos derechos, independientemente de su género, identidad sexual, etnia, edad o del lugar en el que nazcan o vivan. Un desarrollo que garantice que las personas son protagonistas de sus propios procesos y construyen colectivamente sus propias propuestas [...]. Creemos profundamente en los derechos humanos, la dignidad de las personas y en la enorme capacidad que tenemos como humanidad de cuidar de nuestros entornos y cuidarnos como personas. Fomentamos la cultura de paz, la educación responsable como ciudadanos y ciudadanas de un planeta cuyos rincones están interconectados.

Le Code, et avec lui une partie importante du secteur non gouvernemental espagnol, adhère implicitement au cadre international établi par les Nations Unies en soulignant sa défense du développement humain et durable. En effet, selon González Luis, parmi les différents acteurs de la coopération, « [l]as organizaciones no gubernamentales de desarrollo (ONGD) han sido de las instituciones que más se han implicado y más han trabajado para conseguir que el desarrollo cumpla esas condiciones ».

Cependant, les approches les plus critiques mettent en question le terme même de « développement », qu'elles considèrent comme étant l'expression du modèle occidental capitaliste, et recherchent des formules alternatives qui permettent de véhiculer d'autres manières d'appréhender la réalité. Voyons, par exemple, l'argumentation proposée à cet égard par Marí et Enghe (2014 : 14-15) :

> Los sustantivos, el pensamiento nuclear, duro, fuerte, lo ponen los términos dominantes construidos por aquellos que dominan –*desarrollo*, *democracia*– y, desde el punto de vista crítico, solo queda la posibilidad de adjetivar los sustantivos impuestos a fin de intentar limitar su fuerza destructiva: desarrollo *humano* o *sostenible*, democracia *participativa.* No obstante, [...] empiezan a emerger conceptos alternativos, nacidos de imaginarios de matriz indígena, diferentes a los occidentales. Es el caso del término Buen Vivir o *Sumak Kawsay* (en quechua), el Vivir Bien o *Suma Qamaña* (en aimara). [Esta propuesta] abre la posibilidad de tender puentes entre los aportes de imaginarios y cosmovisiones indígenas (como la quechua o aimara) y las tradiciones teóricas críticas occidentales que también toman distancia de las

[50] En Espagne, l'acronyme « *ONGD* » (*Organización no Gubernamental de Desarrollo*) a été spécialement créé pour distinguer ces organisations de celles consacrées à l'action sociale sur le territoire espagnol (Cuesta Fernández et Calabuig Tormo, 2010 : 92).
[51] https://coordinadoraongd.org/faq/que-es-una-ong/ (consulté le 15/05/20).

versiones economicistas, eurocéntricas y patriarcales del desarrollo y del cambio social, a los efectos de construir visiones alternativas a las concepciones dominantes del desarrollo.

La langue de la coopération a, comme nous l'avons vu, un peu plus de 70 ans d'existence. Elle est relativement récente, comme l'est le domaine d'activité lui-même, mais elle a développé ses propres mécanismes de standardisation et de diffusion, elle a acquis un degré considérable de spécialisation, dans le sens d'« appropriation » par la communauté professionnelle concernée, et elle fait l'objet d'un réflexion théorique intense, autant de signes qui nous permettent d'affirmer qu'elle présente un haut degré de consolidation, et qu'elle a pleinement développé sa triple dimension : terminologique, discursive et culturelle (Van der Yeught, 2016a : 26). Or, les pratiques discursives du domaine, et notamment la terminologie, sont constamment mises en question, du fait notamment de leur impact plus ou moins direct sur les communautés destinataires des actions de coopération.

2. La coopération non gouvernementale

2.1. Caractérisation du secteur

Parmi les différents acteurs de la coopération internationale, les Organisations non Gouvernementales (ONG) présentent des caractéristiques particulières. Elles ont essentiellement pour but de « canalizar el impulso solidario de la ciudadanía » (Cuesta Fernández et Calabuig Tormo, 2010 : 91), c'est-à-dire qu'elles constituent des plateformes permettant aux citoyens de participer à la vie sociale de façon organisée et ciblée. Ce type d'organisations opèrent dans un secteur qui leur est propre, une sphère d'activité dont les frontières varient en fonction des territoires et des cultures (Palencia-Lefler, 2001 : 13 ; Laville, 2010 : 243), et qui est généralement connu par sa désignation en anglais, *Third Sector*. Alexander (2010 : 213) définit ce secteur comme « a space for social, economic and political activities that offer an alternative to both state command and free market economies » et qui est caractérisé par trois élements : « it is not part of the government, any profits are usually reinvested for social, environmental or cultural aims, and participation is largely voluntary »[52].

[52] En France, c'est plutôt le secteur désigné comme « économie sociale et solidaire » qui remplit cette fonction sociale. Alexander (2010 : 213) signale l'une des différences centrales de conception entre le *Third Sector* et

Les auteurs soulignent la difficulté de délimitation d'un secteur qui se définit essentiellement « par la négative » (Laville, 2010 : 243) en tant qu'activité « à buts non lucratifs » conformé entre autres par des organisations « non gouvernementales » (Palencia-Lefler, 2001 : 30). En Espagne, le terme adopté est également « Tercer Sector », et la conception est similaire à celle proposée par Alexander, en soulignant le caractère non lucratif du secteur (CONGDE, 2008 : 9) mais lui conférant des objectifs clairement identifiés. Ainsi, le « Tercer Sector Social » se définit ainsi comme « aquel conjunto de entidades privadas, formalmente organizadas y sin ánimo de lucro cuyo objetivo es impulsar el reconocimiento y el ejercicio de los derechos sociales individuales y colectivos y lograr la cohesión y la inclusión social » (Fundación PwC, 2018 : 8).

Les ONG opèrent essentiellement sur deux lignes de travail : l'action sociale, au niveau national, et la coopération internationale, auquel cas elles s'intègrent à des degrés divers dans le système institutionnel que nous venons de décrire. En ce sens, la désignation « ONG de développement » est utilisée pour distinguer celles qui sont spécialement ou exclusivement consacrées à la coopération internationale. Il est également important de souligner que nous parlons ici des « ONG du Nord », héritières de celles qui sont nées au milieu du XXe siècle dans les pays puissants avec pour but de contribuer au « développement » d'autres territoires, plus vulnérables, au sein d'un modèle vertical fondé sur l'aide, essentiellement économique. Aujourd'hui, les relations entre les pays et les modèles de coopération ont beaucoup évolué, et les ONG « du Nord » coexistent et collaborent avec les ONG des pays dans lesquels elles travaillent. Les ONG « du Sud », de par leur nature et leur contexte, ont des logiques et de modes de fonctionnement différents (Cuesta Fernández et Calabuig Tormo, 2010 : 93, note 3), que nous n'allons pas aborder dans ce travail. À cet égard, la dichotomie valeur civilisationnelle / universalité mise en avant par Van der Yeught (2016a : §38, voir chap. 1) acquiert dans ce domaine d'activité un intérêt tout particulier qui relève des relations singulières que celui-ci met en place entre les pays du Nord et les pays du Sud. En effet, nous affirmons que la langue de la coopération a une très forte valeur civilisationnelle, dans la mesure où les pratiques discursives des acteurs du Nord

---

d'autres modalités proches : « What marks the third sector out from other alternative economies is that it includes organizations with links to government, the market and communities, whether these relationships are conceived of as intermediary or oppositional ». Pour une révision de la double conception du secteur, nord-américaine et européenne, voir Alexander (2010).

portent forcément l'empreinte du système institutionnel né à leur initiative après la Seconde Guerre mondiale, et qu'elles sont essentiellement différentes de celles des acteurs du Sud. Nous voulons ainsi souligner que la perspective analysée ici est celle des sociétés du Nord, dans le but précisément de comprendre comment elles développent et expriment leur rapport avec les pays du Sud.

Du point de vue opératif et philosophique, les ONG du Nord ont vécu depuis les moments inauguraux un processus profond de transformation, déterminé, entre autres, par l'évolution de la conception du développement. En effet, comme l'affirment Cuesta Fernández et Calabuig Tormo (2010 : 95), « [l]a evolución de la noción de la idea de desarrollo y en el concepto de cooperación para el desarrollo no se dio únicamente a nivel gubernamental, sino que también tuvo su paralelo en la génesis y formas de actuación de las organizaciones no gubernamentales de desarrollo ». Depuis l'œuvre classique de Korten (1987), un classement par « générations » successives est largement retenu par les différents spécialistes. Korten (1987 : 147-149) identifiait à l'époque trois générations (« relief and welfare » pour les toutes premières ; « small-scale self-reliant local development » à partir de la fin des années 1970 ; et « sustainable systems development » pour les ONG de la fin des années 1980). Les auteurs postérieurs ont complété le modèle en rajoutant les générations successives. Ainsi, Cuesta Fernández et Calabuig Tormo (2010 : 101) identifient à leur tour cinq générations, caractérisées par des approches particulières :

1) « Asistencialista » (urgence, assistance et actions humanitaires) ;
2) « Desarrollo local y sensibilización » (approche « développementaliste ») ;
3) « Partenariado y denuncia causal » (développement autonome, conception politique) ;
4) « Empowerment y presión política » (développement équitable et durable) ;
5) « Empowerment, presión política y gobernanza local y global » (démocratisation et bonne gouvernance)

Pour sa part, Rodríguez Gil (2002 : 21) signale aussi la présence de certaines ONG de petite taille, minoritaires, qui participent des mouvements sociaux anticapitalistes et adoptent une position critique avec les pratiques généralisées dans le secteur non gouvernemental. Dans une perspective critique, Gómez Gil (2005 : 19-20) signale une dernière évolution, en vertu de laquelle

> […] las generaciones o grupos de ONG tradicionales (asistencialistas, desarrollistas, críticas y de empoderamiento) han dado paso a otras nuevas, relacionadas con las nuevas funciones que cumplen en las sociedades neoliberales (subsidiarias, instrumentales, de oportunidad y altermundialistas).

Il faut néanmoins prendre en compte que les descriptions du secteur présentées par les spécialistes du domaine sont souvent très marquées par leurs positionnements sur ce qui est acceptable ou non en coopération. Quoi qu'il en soit, il est possible d'identifier dans cette évolution quelques-unes des lignes vers lesquelles le secteur tend dans l'actualité – au moins dans son discours public –, avec une nette orientation vers une coopération plus horizontale et participative et une importance croissante accordée à la transformation des attitudes et des modes de vie dans le Nord. À grands traits, nous pouvons dire que les ONG de développement s'occupent aujourd'hui de la mise en œuvre des actions de coopération et qu'elles travaillent essentiellement sur deux axes simultanés : les pratiques de développement proprement dit (sur le terrain) et les pratiques de sensibilisation, Éducation au Développement (EAD), information, plaidoyer, recherche et commerce équitable dans leur environnement proche (González Luis, 2006 : 16 ; Cuesta Fernández et Calabuig Tormo, 2010 : 102-103).

2.2. La coopération non gouvernementale en Espagne

2.2.1. Évolution historique

Les premières ONG en Espagne sont nées en pleine dictature franquiste, essentiellement associées à la hiérarchie catholique ou aux mouvement chrétiens de base, et dans les premières années de la transition démocratique, parfois liées à des courants politiques (Cuesta Fernández et Calabuig Tormo, 2010 : 96), dans le cadre de la naissance du système institutionnel : le *Fondo Español de Ayuda al Desarrollo (FAD)* est créé en 1976[53] ; l'Espagne sort de la liste des pays récepteurs d'APD en 1983 ; elle intègre la Communauté européenne en 1986 et le CAD en 1991. Les organismes centraux de la Coopération espagnole voient le jour dans les deux dernières décennies du siècle : la *Secretaría de Estado para la Cooperación*

[53] Real Decreto-ley 16/1976, du 24 août, article 7 (BOE nº 204, du 25 août 1976 : https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1976-16223 (consulté le 29/03/2019).

Internacional y para Iberoamérica (SECIPI) en 1985, la *Agencia Española de Cooperación al Desarrollo (AECI)* en 1988 et le *Consejo de Cooperación al Desarrollo* en 1995 (Gómez Torres, 2010 : 77-79). Entre 1985 et 1988, le secteur non gouvernemental vit un « boom », où une trentaine d'ONG ont été créées, presque autant qu'au cours de toute la période précédente. Pendant les années 1990 on assiste à une étape de « stabilisation » et de consolidation institutionnelle, accompagnée d'un important mouvement populaire en faveur du célèbre 0,7% du PIB. La *Ley de Cooperación Internacional para el Desarrollo*, approuvée, comme nous l'avons vu, en 1998, établit le premier cadre régulateur de la politique nationale dans le domaine. Pour les ONG s'ouvre alors une période de « consolidation », notamment à partir de l'année 2000 (Cuesta Fernández et Calabuig Tormo, 2010 : 96-97)[54]. Plus tard, la crise économique de 2008 impacte profondément le secteur, qui voit le budget provenant des administrations publiques se réduire considérablement, ce qui provoque des changements importants, comme la disparition d'organisations et des processus de fusion ou de réorganisation (Villena, 2017 : 24).

À grand traits, au long de son histoire, il est possible d'observer une évolution du secteur sur trois niveaux interconnectés. D'une part, les ONG ont progressivement abandonné –à des degrés divers – les logiques d'assistance des premières décennies (Villena, 2017 : 23, 29), héritées notamment des organisations religieuses, en faveur de modèles plus réflexifs et plus critiques. En deuxième lieu, elles ont subi une transformation importante dans leur rôle social, qui s'est manifestée par un processus d'institutionnalisation au cours duquel les organisations sont devenues « interlocutores de los gobiernos, ganando así cierta capacidad de influencia sobre las políticas institucionales » (Cuesta Fernández et Calabuig Tormo, 2010 : 91). Cela a été notamment dû à un mouvement progressif de fédération et de coordination entre les ONG, qui a donné lieu à la création de plateformes, telles que la CONGDE (Coordinadora de ONG de Desarrollo de España)[55] et d'autres réseaux de niveau régional[56]. La CONGDE, créée en 1986, s'est érigée en « una potencia como instrumento de la sociedad civil organizada » et est aujourd'hui « la mayor plataforma estatal de organizaciones sociales dedicadas a la cooperación internacional, la lucha contra la pobreza y la ayuda humanitaria »

[54] Pour un panorama historique du secteur depuis 1986, voir Villena (2017) : 27-48.
[55] https://coordinadoraongd.org/ (consulté le 06/05/20).
[56] Voir entre autres https://coordinadoraongd.org/coordinadora/socias-de-la-red/red-coordinadoras-autonomicas/ (consulté le 06/05/20).

(Villena, 2017 : 30). Enfin, en grande mesure grâce à ces deux processus combinés, ces organisations ont progressivement gagné en prestige et en soutien social, qui se sont consolidés au tournant du siècle (Villena, 2017 : 23) :

> Las ONG españolas despertaron el interés, e incluso el entusiasmo, de las generaciones más jóvenes entre la década de 1990 y los primeros años de la década de 2000, y se convirtieron en una alternativa de la sociedad civil a unos partidos políticos o unos sindicatos ya entonces muy burocratizados y alejados de las nuevas realidades.

Cette place dans la société semble avoir résisté face à la violence de la crise de 2008-2010, de sorte que, aujourd'hui, « su penetración social, sus acciones en multitud de países y su diversidad de cometidos y de proyectos convierten a las oenegés en el actor más importante de la cooperación internacional » (Villena, 2017 : 30).

2.2.2. Cadre régulateur et système de travail

Les ONGD sont définies par la Loi de coopération (article 34) comme :

> [...] aquellas entidades de Derecho privado, legalmente constituidas y sin fines de lucro, que tengan entre sus fines o como objeto expreso, según sus propios Estatutos, la realización de actividades relacionadas con los principios y objetivos de la cooperación internacional para el desarrollo.

Également, selon le Code de Conduite de la CONGDE (CONGDE, 2008 : 9), les ONGD sont des organisations à but non lucratif, stables et dotées de personnalité et de capacité juridique, qui travaillent dans la coopération internationale et la solidarité internationale. Les ONG sont ainsi identifiées par leur domaine d'action, et non par une forme juridique ou organisationnelle particulière. Du point de vue de leur statut, elles peuvent naître de façon naturelle, à l'initiative d'une personne individuelle ou d'un groupe de personnes, surgir au contraire comme section ou délégation d'une ONG internationale ou professionnelle, ou encore être créées dans le cadre d'une instance particulière : parti politique, syndicat ou institution religieuse[57], établissement universitaire, entreprise[58], etc. (Cuesta Fernández et

[57] Gómez Gil (2005 : 39) expose une réflexion critique sur la création d'ONG par les partis politiques, les syndicats et les organisations religieuses : « Nos encontramos [...] con unas instituciones fuertemente arraigadas [...] que deciden ampliar su influencia adoptando para ello la fórmula de ONG. Es evidente que eso les permite acceder a fuentes de financiación nuevas, ampliando su marco de intervención hacia otras iniciativas de carácter social, al tiempo que [...] obtienen de inmediato una simpatía inicial del conjunto de la población, muy superior de la que gozan sus instituciones matriz ». Cet auteur (Gómez Gil, 2005 : 41) affirme également que « [e]n modo

Calabuig Tormo, 2010 : 99-100). Elles peuvent par ailleurs adopter des formes juridiques différentes, notamment association ou fondation[59], mais aussi d'autres, comme fédération ou coopérative. La différence entre les associations et les fondations, les formes nettement majoritaires, est importante, dans la mesure où, comme l'expliquent Cuesta Fernández et Calabuig Tormo (2010 : 98-99) :

> [...] en una fundación las decisiones vinculantes las toman los patronos, quienes muchas veces no participan directamente de las acciones de cooperación; y en una asociación, las decisiones se toman en la asamblea de socios o en una junta directiva, en el plano más operativo; son los miembros activos los que dan vida y hacen que funcione la asociación mientras que en la fundación no existe la figura de 'miembros'.

Pour ce qui est de leurs voies d'intervention, le Code de Conduite (CONGDE, 2008 : 12-14) identifie six domaines d'action : les projets de développement ; l'aide humanitaire et d'urgence ; la sensibilisation et l'Éducation au Développement ; le recherche et la réflexion ; le plaidoyer ; le commerce équitable. La voie classique d'intervention dans le Sud est le projet, qui peut se définir comme « una estructura de actuación puesta en marcha a partir de un problema o necesidad concreta, a la que pretende dar una respuesta adecuada en un periodo de tiempo » (Gómez Galán, M. et Sáinz Ollero, H. 2013 : 25), dont la finalité est, plus particulièrement, « transformar la realidad de modo que un colectivo humano determinado pueda mejorar su situación y expandir en el futuro sus posibilidades, contribuyendo así a su progreso y al de su entorno » (Gómez Galán, M. et Sáinz Ollero, H. 2013 : 20). Dans une perspective horizontale, le Code de Conduite (CONGDE, 2008 : 12) affirme que ces projets doivent être le fruit d'une « colaboración con las contrapartes del Sur [...] basada en la reciprocidad y el respeto para emprender objetivos comunes ». Certaines ONG travaillent également, de façon exclusive ou non, dans le domaine de l'aide humanitaire et d'urgence (CONGDE, 2008 : 13), qui consiste à fournir « apoyo a poblaciones afectadas por desastres o catástrofes que provocan daños [...] en medida suficiente para exigir una respuesta excepcional ».

---

alguno podemos hablar de que esas instituciones sean una expresión de la sociedad civil de la que nacen, sino que deben entenderse [...] como un cauce privilegiado de sectores dominantes del Estado del que forman parte ».

[58] En ce qui concerne la création d'ONG par les entreprises, Gómez Gil (2005 : 120) signale que cette coopération leur permet de « presentarse a la sociedad como organizaciones humanitarias, aprovechándose del apoyo social que han construido a su alrededor durante décadas y al mismo tiempo concurrir ante las administraciones públicas como entidades solidarias para poder obtener subvenciones y fondos públicos, dedicándolos a los intereses de las empresas que los promueven ».

[59] Pour une analyse critique de ces deux modalités juridiques, voir Gómez Gil, 2005 : 47-61.

Dans le Nord, les actions ont généralement pour but de sensibiliser les populations et de promouvoir des changements à long terme dans les relations Nord-Sud et dans les attitudes des citoyens de ces sociétés. Les deux stratégies qui visent l'ensemble des citoyens du Nord sont la sensibilisation et l'Éducation au Développement. La CONGDCAR (Coordinadora de ONGD de la Comunidad Autónoma de La Rioja) signale sur son site web[60] que la sensibilisation consiste à « promover el apoyo de la CIUDADANÍA de los países del Norte a la lucha por la erradicación de la pobreza [...] partiendo del CONOCIMIENTO y la REFLEXIÓN [...], para concluir en una acción social coherente ». La modalité appelée Éducation au Développement, particulièrement encouragée aujourd'hui par les instances officielles de la coopération, est caractérisée par Ortega Carpio (2008 : 16) comme « un proceso educativo [...] encaminado a promover una ciudadanía global, a través de conocimientos, actitudes y valores capaces de generar una cultura de la solidaridad ». À travers les activités de réflexion théorique, les ONG doivent, selon le Code de Conduite (CONGDE, 2008 : 13) « buscar, junto con sus contrapartes del Sur, la creación de un pensamiento solidario a partir de la profundización en la realidad, del análisis científico de la misma y de su propia experiencia ». Ces activités se traduisent par des projets de recherche, publications, formations, ateliers, forums de débat et conférences internationales entre autres. Le plaidoyer (« incidencia política ») vise notamment les décideurs politiques et économiques et a pour but de « influir de forma positiva en las relaciones entre los pueblos y en defensa de los colectivos más vulnerables de todo el mundo » (CONGDE, 2008 : 14). Une dernière voie d'action est la création ou la participation dans des initiatives de commerce équitable, destiné à « establecer relaciones comerciales internacionales justas e igualitarias que posibiliten condiciones laborales dignas a los trabajadores y trabajadoras del Sur » (CONGDE, 2008 : 14). Les différentes ONG de développement travaillent sur une ou plusieurs de ces lignes d'action, en fonction notamment de leur conception de la coopération internationale et du rôle qu'elles entendent jouer dans le domaine.

Le travail à l'intérieur des ONGD est essentiellement effectué par des coopérants professionnels et par des bénévoles, séparés par des frontières parfois floues. En ce sens, un processus important de professionnalisation a eu lieu dans le secteur, qui s'est traduit entre autre par une meilleure qualification des travailleurs (Villena, 2017 : 31). En 2006, un texte

[60] https://congdcar.org/es/sensibilizacion.html (consulté le 20/05/20).

légal, l'« Estatuto del Cooperante », a été approuvé en Espagne pour aligner leurs droits sur ceux des salariés d'autres secteurs (Villena, 2017 : 42). Les ONG obtiennent leurs ressources économiques de subventions publiques (locales, régionales, nationales, européennes) et d'apports privés (contributions fixes des associés, dons ponctuels de particuliers ou d'entreprises), dans des proportions très variables en fonction de leur nature et fonctionnement. Au sein du secteur, les ONG s'organisent en réseaux et plateformes et sont régies par leurs propres organismes d'autorégulation, comme la CONGDE. Elles sont également soumises aux normes du système institutionnel de coopération, dont elles obtiennent une bonne partie de leurs ressources.

Les organisations du secteur non lucratif fondent essentiellement leur légitimité sur leur présence et leur soutien social. Selon le Code (CONGDE, 2008 : 10), elles doivent

> [...] gozar de un comprobado apoyo en la sociedad, así como de una presencia activa en medio de ella. Este respaldo social se manifiesta de diversas formas: el apoyo económico mediante donaciones o cuotas, la capacidad de movilizar trabajo voluntario, la participación activa en redes con presencia social, el contacto con otras organizaciones locales, etc.

En ce sens, comme l'affirme González Luis (2006 : 16), « [l]La ciudadanía es para estos movimientos un valioso instrumento. De ella obtienen, fundamentalmente, parte de su financiación, sus voluntarios, su autoridad y la capacidad de presión que pueden ejercer ». Pour cette raison, si les ONGD espagnoles semblent bénéficier globalement d'un soutien considérable de la part des citoyens, elles sont d'autant plus dans la ligne de mire de la population. Les normes essentielles qu'elles doivent respecter, selon le Code (CONGDE, 2008 : 10), sont les suivantes :

- être indépendantes, c'est-à-dire, « poseer capacidad de fijar libremente sus objetivos, estrategias, elección de contrapartes » et, dans le cas où elles relèveraient d'autres entités, « mantener una capacidad de decisión propia sin interferencias » ;
- disposer de leurs propres ressources humaines et économiques ;
- utiliser des mécanismes transparents et participatifs pour la désignation des responsables ;
- être transparentes en ce qui concerne leur politique, leurs pratiques et leur budget, ce qui entraîne « la obligación de publicar documentación cuantitativa y cualitativa, así como facilitar el control externo de sus actividades y recursos » ;

– mener des pratiques cohérentes avec les finalités de la solidarité internationale et de la coopération.

3. Le rôle du discours dans les ONG

Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, le discours, et plus particulièrement les pratiques écrites, contribuent, d'une part, à l'exercice de l'activité et à sa régulation et, d'autre part, à la « construction » de la profession, à travers l'édification de son identité, la constitution de sa communauté spécialisée et son implantation dans la société (Bazerman et Paradis, 1991 ; Gunnarson, 1997 ; Candlin et Hyland, 1999). Dans cette rubrique, nous allons présenter la communauté discursive des ONG, signaler les principales fonctions opératives de la communication et les genres écrits associés et, finalement, réfléchir sur le rôle du discours dans la construction de la profession.

3.1. La communauté discursive

Les ONG sont des acteurs collectifs de la coopération internationale. Elles sont essentiellement constituées de ses membres fondateurs et/ou associés et du personnel salarié ou bénévole, qui occupent des fonctions diverses (gouvernement, représentation, gestion, exécution, collecte de fonds, mobilisation, recherche, communication, etc.). Du point de vue discursif, il s'agit en même temps d'une communauté discursive (composée d'acteurs qui partagent une même finalité mais qui accomplissent des fonctions différentes au sein de l'organisation) et d'un organisme unique qui opère comme « énonciateur collectif », responsable de ses productions discursives et présentant une « voix » sociale, dans le sens retenu par Tardy (2012 : 39). Les principes de fonctionnement et de conduite des ONG partent des instances régulatrices internes et sont verticalement transmis à la communauté professionnelle, constituée par le personnel salarié et/ou bénévole. En ce sens, nous pouvons caractériser le discours des « cadres » comme constitutif de la réalité des organisations, de façon similaire aux compagnies privées (Breeze, 2015 : 22). Cependant, dans le cas des ONG, la forme juridique adoptée (fondation et association, notamment) impose des mécanismes

particuliers de prise de décisions. En effet, l'esprit de l'association est précisément d'assurer un certain degré de participation de ses membres, à travers notamment l'assemblée des membres, ce qui présente une réalité différente de celle qui met en rapport les cadres et les employés des entreprises ; toutefois, comme nous l'avons vu, les ONG adoptent très souvent la forme de fondations, où les décisions sont essentiellement prises par le conseil d'administration (Instituto de Consejeros-Administradores, 2018 : 66-70). Malgré tout, la correspondance entre forme juridique et mécanismes de négociation interne n'est pas univoque (Marí Sáez, 2017 : 29-30).

Quoi qu'il en soit, le discours de l'organisation est, au moins d'un point de vue théorique, facilement acceptable par l'ensemble de la communauté, dès lors que celle-ci est construite sur la base du volontariat autour de valeurs partagées par tous ces membres et autour d'une « mission » qui lui donne sens. Comme l'affirme Perea Arias (2010 : 22) :

> Los valores de la organización proporcionan un sistema para el establecimiento de políticas organizativas que faciliten una guía para los miembros de la organización, supongan la descripción del código de comportamiento (en relación a los miembros, grupos de interés y sociedad en general) al que una organización se adhiere o aspira. Una declaración de valores debe identificar cómo la organización se conduce a sí misma y bajo qué sistema de valores desea actuar con sus grupos de interés internos y externos. Dichos valores deben ser conocidos por todos los miembros de la organización, colaboradores y simpatizantes, incluso deberían considerarse como públicos y accesibles para cualquier persona que se interese por la organización.

Ainsi, alors que, comme l'affirme Breeze (2015 : 23), le discours corporatif est « underpinned by a cohesive, though not explicit, ideological system », c'est précisément le fait d'avoir un système idéologique précisé et explicite qui donne leur sens aux organisations sociales. L'identification va de soi, au moins pour les membres et les bénévoles, qui présentent un haut degré d'appartenance (Paltridge, 2006 : 25), et même si des processus de négociation de la mission et des valeurs ont sans doute lieu, il est raisonnable de penser que l'effort de persuasion est moins important dans les ONG que celui qui a été observé dans le secteur privé (Breeze, 2015 : 15-16).

Les membres présentent un profil particulier dû aux très différents degrés d'engagement qu'ils peuvent adopter vis-à-vis de l'organisation (de la simple contribution économique périodique à la participation active dans la réflexion et la prise de décisions à travers l'assemblée ou les réseaux sociaux, en passant par un suivi plus ou moins soutenu des actions

menées et des actualités de l'ONG) ; pour cette raison, on peut se poser la question de leur appartenance à la communauté discursive de l'organisation, ou du moins de la caractériser comme une appartenance « instable » ou « imprécise ». En tout cas, ils participent du discours des ONG en tant que parties intéressées, mais aussi parfois en tant que commentateurs. En effet, les technologies numériques, qui ont contribué à diffuser les messages des organisations à une échelle inédite, ont aussi permis une ouverture qui s'est en même temps traduite par un « éclatement » de la « voix » de l'organisation ; en effet, celle-ci n'est plus en mesure de contrôler toutes les manifestations discursives (positives ou négatives) associées à elle, et qui vont contribuer à la constitution progressive de son image extérieure. Albaigès (2012 : 65) explique ce nouveau phénomène comme :

> [...] la pérdida de control en un sentido amplio por parte de los portavoces clásicos, particularmente en cuanto a capacidad de fijación del mensaje. Cuando los canales eran unidireccionales y limitados en número, el control era relativamente posible. Cuando cualquier persona puede hablar, publicar o comentar, dicha capacidad se debilita enormemente. Por eso se habla cada vez más de gestionar la comunidad en detrimento del mensaje.

En ce sens, cet auteur défend, comme beaucoup d'autres, le besoin de « descentralizar la gestión comunicativa y transferir a la base social la legitimidad para hablar como parte de la organización » (Albaigès, 2012 : 65) La communauté discursive s'élargit ainsi, entre autres, aux associés (très souvent éloignés de l'exercice effectif de l'activité) mais aussi aux sympathisants (dont le lien avec l'organisation est encore plus imprécis et instable que celui des associés) et même aux détracteurs.

Une autre particularité des organisations du Tiers secteur est la construction « horizontale » à travers l'élargissement de la base sociale, en encourageant la participation des citoyens du Nord et leur adhésion aux objectifs et aux valeurs du domaine. Cela passe par deux types de processus : la sensibilisation aux principes de la solidarité et à des causes particulières, d'une part, qui se traduirait par un engagement individuel, un changement d'attitude, etc., et la mobilisation à travers une ONG particulière, en devenant bénévole, membre ou collaborateur plus ou moins permanent. Ces deux processus se fondent non seulement sur des stratégies discursives communes, d'information et de persuasion, mais également sur des pratiques divergentes (que nous pouvons appeler de sensibilisation et d'adhésion) reposant sur des logiques et des arguments différents.

Un des rôles classiques des ONGD a été d'agir en porte-parole des communautés du Sud, traditionnellement réduites au silence dans les sociétés aisées. Cette fonction devrait normalement perdre progressivement son sens, à mesure que les communautés du Sud accèdent progressivement à leurs propres instruments d'expression et acquièrent leur propre « voix ». Cette dynamique s'est notamment approfondie comme résultat des nouveaux paradigmes du domaine (et notamment des théories de l'*empowerment*), mais aussi grâce à l'expansion des nouvelles technologies de la communication, beaucoup plus accessibles, et aujourd'hui exige des transformations dans les fonctions des ONG (Rodríguez-Alarcón, 2012 : 75) :

> [...] las ONG, que antes eran un intermediario indispensable en la transmisión de la información y la creación de la imagen, ahora tienen que redefinirse y adaptar su rol ya que gracias a las herramientas 2.0 el Sur ya puede decidir qué imagen quiere proyectar de sí mismo. [Ahora] están surgiendo nuevos modelos de trabajo en los que la labor de la selección de la información está en manos directamente de los implicados y las ONG tienen por labor la difusión adecuada de la misma.

Malgré cela, dans leurs actes de communication, aussi bien dans les média qu'à travers leurs propres instruments (site web, rapport annuel, dossier projet, etc.), les ONG sont constamment amenées à décrire les situations sur lesquelles elles interviennent et les communautés avec lesquelles elles travaillent. Ces communautés sont en quelque sorte des « interlocuteurs tierces », représentés à la troisième personne. En ce sens, les ONG se situent dans une position de pouvoir qui leur permet de « nommer » ces interlocuteurs étrangers à leur communauté. Comme l'affirment Pujol Berché et Rámila Díaz (2018 : §5), « [t]odos los grupos no tienen la misma autoridad para nombrar y para nombrarse. El poder de identificación depende del sistema de relaciones que los grupos establecen entre ellos ».

Il reste enfin à se demander si la notion de communauté discursive peut être élargie à l'ensemble des parties prenantes des organisations. La notion de « parties prenantes » est diffuse, et sa délimitation dépend de la perspective empruntée. Ainsi, par exemple, Perea Arias (2010 : 22) affirme, comme nous l'avons vu, que les valeurs d'une ONG servent à guider ses relations avec les membres, les groupes d'intérêt et la société en général, et parle par ailleurs de groupes d'intérêt internes et externes. Un peu plus tard, il identifie comme parties prenantes les membres, les volontaires, les bénéficiaires, les financeurs, les fournisseurs et la société en général (Perea Arias, 2010 : 22). Si l'on adopte la perspective de la transparence, les ONG sont redevables, selon le guide élaboré par l'Instituto de Consejeros-Administradores

(Instituto de Consejeros-Administradores, 2018: 19), auprès de l'assemblée (dans le cas des associations) et de l'organe de surveillance correspondant (dans le cas des fondations) et d'autres *stakeholders* : « financiadores / aportadores de fondos », « beneficiarios », « proveedores », « competidores », « empleados », « sociedad civil ».

Dans le cas des ONG, une notion également imprécise mais incontournable est celle de « base sociale », définie par Oficialdegui (2009 : 23) comme :

> Conjunto de personas, colectivos y entidades que por identificación con la visión, misión, valores y principios de una ONGD, se implican para contribuir a cumplir sus objetivos de forma activa, consciente y con voluntad de continuidad. Identificación y compromiso son valorados como imprescindibles por la ONGD, dotándola de un carácter social representativo, a la vez que otorgan legitimidad social a su misión y a las acciones que desarrolla.

Cette auteur présente les résultats d'un travail de réflexion collective effectué avec un groupe d'ONG, qui a entre autres fourni un classement des parties prenantes des organisations en fonction de leur appartenance ou non à la base sociale des organisations. Voici une synthèse de ces résultats (Oficialdegui, 2009 : 26) :

Tableau 7. Parties prenantes et base sociale des ONG

Parties appartenant à la base sociale	Membres, bénévoles, donateurs habituels, travailleurs de l'organisation
Parties non appartenant à la base sociale	AECID, gouvernements régionaux et locaux, partenaires dans le Nord, bénéficiaires et partenaires dans le Sud, boursiers et stagiaires, sympathisants et intéressés
Doute sur leur appartenance	Collaborateurs économiques, collaborateurs techniques et experts, financeurs corporatifs
Base sociale potentielle	Activistes, ciber-activistes, clients du commerce équitable et acheteurs des produits des ONG

Source : Oficialdegui (2009)

Pour faire face à cette difficulté conceptuelle, nous proposons de distinguer dans notre travail la « communauté discursive » d'une ONG, composée par les responsables de gouvernement, l'équipe de travail et les membres, de ses « interlocuteurs », c'est-à-dire ses groupes d'intérêt externes.

Tableau 8. Parties prenantes des ONG et rapports discursifs

COMMUNAUTÉ DISCURSIVE	INTERLOCUTEURS
- responsables de gouvernement - équipe de travail (employés et bénévoles) - membres	- bailleurs de fonds (donateurs publics et privés) - organismes de contrôle et d'accréditation - bénéficiaires (communautés du Sud) - partenaires du Sud - autres ONG et plateformes - sympathisants - autres membres de la société civile

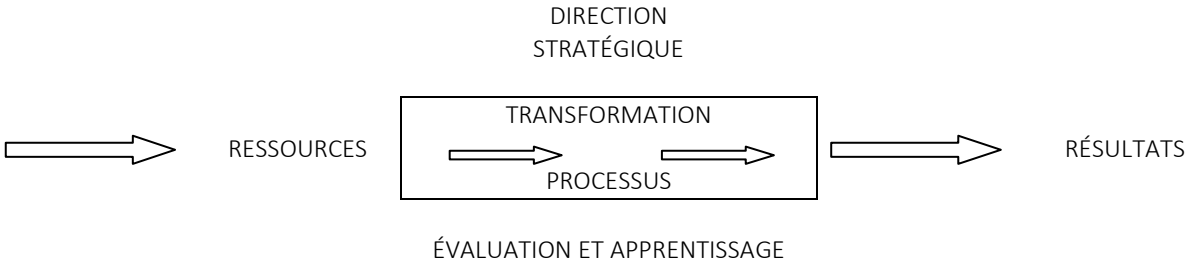
Source : Élaboration propre

Ainsi, lorsque l'on parle des « destinataires » des messages, il faut prendre en compte la distinction signalée au tout début de cette réflexion : si les destinataires sont internes, c'est-à-dire, membres de la communauté discursive, c'est parce que l'on assimile le discours de l'ONG au discours de ses dirigeants ; au contraire, si les destinataires sont les interlocuteurs externes, alors c'est à l'organisation comme collectif que l'on attribue la responsabilité de l'énonciation.

3.2. Fonctions opératives de la communication : Régulation et exercice de l'activité

Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, les auteurs ont proposé différents modèles de description des fonctions que le discours accomplit dans les domaines spécialisés. Ainsi, Cassany (2004) identifie les domaines scientifique-technique, organisationnel, commercial et protocolaire, Petit (2010) parle des fonctions d'opération, de régulation et de formation, et Breeze (2015) associe à quatre catégories de destinataires (employés, clients, investisseurs et public général) différentes fonctions de la communication : information, promotion, contrôle et légitimation. Pour tenter d'appliquer ces modèles au réseau communicatif des ONG, nous allons tout d'abord décrire l'organisation globale de l'activité de coopération. Ainsi, selon Cámara López, Gómez Galán et Sáinz Ollero (2008 : 37), le système de coopération internationale répond au le schéma suivant :

Figure 2. Fonctions du système de coopération



Source : Cámara López, Gómez Galán et Sáinz Ollero (2008)

Si nous prenons le cas particulier des ONG comme l'un des acteurs de ce système, sur la base de ce schéma nous pouvons affirmer qu'elles réalisent les activités de transformation propres à leur domaine de spécialité (dans le Sud et dans le Nord) à travers différentes procédures et outils d'intervention, en respectant un cadre régulateur et évaluateur (externe et interne), en s'appuyant sur un ensemble de ressources (équipes humaines, fonds économiques et matériels, savoirs et compétences, réseaux de soutien et interlocuteurs), dans le but d'obtenir un résultat, en l'occurrence un changement plus ou moins profond dans la réalité d'un ensemble de personnes que la communauté discursive appelle généralement « développement ». Si nous laissons de côté la communauté scientifique ou disciplinaire et si nous nous focalisons sur la communauté strictement professionnelle (Van der Yeught, 2016b : §34), nous pouvons signaler deux grandes fonctions de la communication : la *régulation* (qui concerne essentiellement les aspects liés à la « direction stratégique » et à l'« évaluation » dans le schéma ci-dessus) et l'*opération* (qui va de l'obtention de ressources à l'obtention de résultats).

3.2.1. Fonction de régulation

La fonction de régulation se développe sur une succession de niveaux, en partant du cadre normatif établit par les instances internationales. Elle est encadrée, au niveau supra-organisationnel, par les textes législatifs et les documents normatifs (conventions et accords internationaux, législation nationale et territoriale), des documents-cadre de la coopération officielle (qui en Espagne reçoivent le nom de *plan director*, *estrategia país, plan de evaluación*, etc.) et par les normes établies par le secteur (codes de conduite, procédures

d'évaluation et d'accréditation), qui sont à leur tour diffusées et vulgarisées à travers des manuels et des guides (de gestion de projets, d'évaluation, d'organisation interne) et d'autres instruments pratiques (grilles d'autoévaluation).

À l'intérieur de l'organisation, cette fonction est codifiée dans les documents statutaires (*estatutos*), de programmation (*plan estratégico, plan anual, plan de comunicación*, etc.) et de conduite (*código ético, de buenas práticas, de transparencia*, etc.). Ceux-ci déterminent, entre autres, les buts de l'ONG, ses lignes globales de travail, ses priorités sectorielles ou géographiques, ainsi que les principes éthiques et de fonctionnement qui guident son activité. Dans leur ensemble, elles édictent et développent ce que les ONG espagnoles désignent généralement comme la « declaración de misión, visión y valores »[61]. La « misión » peut être définie comme la raison d'être de l'organisation, sa conception initiale, son objectif primaire, en somme, la marque de son identité (Perea Arias, 2010 : 32). La « visión » correspond à une représentation de l'avenir envisagé par l'organisation (Perea Arias, 2010 : 34), un horizon à atteindre à long terme. Les valeurs, enfin, sont la base de la « philosophie organisationnelle » de l'ONG et définissent la relation entre l'organisation et ses parties prenantes (Perea Arias, 2010 : 22). Ces éléments constituent le cadre global auquel les organisations doivent s'en tenir.

De par leur nature, les organisations non lucratives sont censées avoir un comportement éthique exemplaire, et elles sont d'autant plus censurées en cas de manquement, raison pour laquelle elles doivent constamment faire preuve de bonnes pratiques. En ce sens, tout un ensemble de documents sont générés depuis des décennies dans le but de préserver une image favorable du secteur et de rassurer, non seulement les organes de régulation mais la société tout entière : code de conduite, outils d'autoévaluation, rapports annuels, labels de qualité et sections dédiés des sites web, entre autres. Un des genres écrits emblématiques du domaine est sans aucun doute le « code de conduite » (*código de conducta*). Les codes résultent de « la necesidad de regular el sector, de establecer unos parámetros comunes y homologables de obligado cumplimiento que impidan actuaciones espúreas y poco éticas, contrarias a la propia naturaleza de estas organizaciones » (Gómez Gil, 2005 : 100). En

[61] En français il est fréquent pour les ONG d'utiliser le terme « mandat » (« mandate » en anglais), à l'image des organisations internationales (https://dictionnaire-droit-humanitaire.org/content/article/2/mandat/, consulté le 25/05/20). La formulation « Misión Visión Valores », très consolidée en Espagne, trouve ses origines dans le domaine de la communication commerciale.

Espagne, certaines ONG possèdent leur propre code de conduite, mais un bon nombre d'entre elles souscrivent à celui élaboré par la CONGDE, déjà mentionné. La souscription au code et le respect de ses principes est une des conditions requises aux ONG de développement pour bénéficier du statut de membre adhéré à la CONGDE. Le respect des principes de bonnes pratiques est récompensé dans le secteur par la délivrance de certifications (ou « labels ») qui attestent de la qualité, l'efficacité ou la transparence des organisations.

3.2.2. Fonction d'opération

La fonction d'opération met en relation l'ensemble des parties prenantes à travers les différentes actions qui permettent l'exercice de l'activité de coopération. Elle concerne les pratiques professionnelles déjà évoquées, notamment l'obtention de fonds et l'élaboration et exécution des interventions et activités, dans le Sud et dans le Nord.

a) Obtention de fonds

Les ONG se financent par des moyens divers, et leurs pratiques de recherche de fonds varient considérablement en fonction de la nature de la source. Les mécanismes d'obtention de financement public sont fortement réglementés et se font très souvent à travers la participation aux appels des administrations des différents niveaux, pour lesquels des documents spécifiques et des versions variées du dossier projet sont requis. La collaboration avec les entreprises privées se fait souvent sous forme de conventions et prend des formes multiples. Une dernière source de financement, très importante, est constituée des « fonds propres », ceux que l'organisation peut se procurer par elle-même. Il s'agit, d'une part, des contributions périodiques des membres et, d'autre part, des apports ponctuels obtenus à travers différents types d'activités (marchés, courses, événements culturels solidaires, etc.) mais, surtout, à travers des appels à dons, qui apparaissent souvent dans une rubrique dédiée du site web des ONG ou qui sont au contraire spécifiquement élaborés et publiés pour faire face à un événement catastrophique qui demande une aide en urgence. L'appel à dons peut

être considéré comme le genre emblématique de l'obtention de fonds des ONG auprès des citoyens et une pièce centrale de leur image publique.

b) Exécution d'actions de développement

Dans le cadre des interventions directes dans le Sud, les différents outils documentaires de régulation sont utilisés comme sources de référence, et toute une série de documents spécifiques sont produits, notamment au fur et à mesure du processus de gestion des projets (Naiaretti, C., Sagramoso, A. et Solaro del Borgo, A., 2010). La conception des projets suit des méthodologies spécifiques, dont la plus répandue est la « gestion du cycle de projet » (Gómez Galán, M. et Sáinz Ollero, H., 2013 : 25-28), avec le « Cadre Logique » comme approche généralement associée (Gómez Galán, M. et Sáinz Ollero, H., 2013 : 17-20). Ce processus est à l'origine d'un « système de genres » (Bazerman, 1994) cohérent et prévisible : phase d'identification (matrices d'analyse, arbre de problèmes, matrice SEPO, documentation relative au contexte), de formulation (arbre d'objectifs, matrice du cadre logique, chronogramme, budget), de financement (dossier projet), de réalisation (convention de partenariat, contrat de volontariat, documentation de gestion, fiche de suivi) et d'évaluation (matrice d'évaluation, documents de diffusion de résultats d'évaluation). La conception de projets dans une approche participative exige la construction d'outils spécifiques permettant l'échange avec les communautés du Sud (Acedo Núñez, Domínguez Narváez et Justo Villalobos, 2011). Pour l'obtention de financement public, ces projets doivent être conçus et décrits suivant des règles de formulation et de rédaction très précises, dictées par chaque organisme financeur.

c) Exécution d'actions de transformation dans le Nord

Le travail de transformation dans le Nord prend des formes diverses et beaucoup moins standardisées que les interventions dans le Sud. Comme nous l'avons signalé, c'est à travers l'Éducation au Développement que les instances officielles tentent en quelque sorte d'encadrer cette pratique, mais elle échappe à la normalisation. Les « activités » et les « campagnes » sont les modalités les plus habituellement adoptées en matière de

sensibilisation, qui a pour but de faire connaitre certaines réalités ou de promouvoir un changement dans les attitudes ou les comportements face à une communauté ou à une situation particulières. Les campagnes prennent souvent la forme d'annonces publicitaires classiques transmises par les média (presse écrite, radio, télévision, affichage public, internet). Les campagnes sont aussi le moyen privilégié pour encourager un engagement plus important de la part des individus sous forme de mobilisation. Parfois cette mobilisation est canalisée à travers les ONG elles-mêmes, et c'est ce que recherchent les campagnes de promotion du bénévolat ou du commerce équitable, entre autres.

Une dernière ligne d'action des objectifs des ONG est l'exercice de la critique. Les organisations expriment publiquement leur position vis-à-vis de certaines situations politiques ou socio-économiques ou de certains comportements des acteurs de la coopération à travers des documents de positionnement, tels que les communiqués de presse ou de radio et les manifestes. Les manifestes, déclarations qui engagent l'institution sur une position publique clairement définie, sont souvent accompagnées de pétitions ou d'actions de collecte de signatures, destinées à prouver le soutien social obtenu et, parfois, à faire valoir une demande auprès de certains organismes officiels. Il s'agit de documents écrits, souvent relayés à travers des réseaux sociaux et les plateformes spécifiques de pétitions en ligne, ou oralement à l'occasion de manifestations civiques dans les rues. L'expression la plus importante du positionnement est le plaidoyer, qui consiste à exiger explicitement des actions concrètes à des organismes dotés de capacité d'actions, publics ou privés.

Le tableau 9 synthétise et précise les aspects que nous venons d'énumérer, suivant un schéma qui représente une conception de la coopération dans laquelle les interventions dans le Sud et dans le Nord sont sur un pied d'égalité en tant que stratégies valables en vue de la réalisation des objectifs de l'activité.

Tableau 9. Fonctions de la communication dans l'exercice de la coopération

	Régulation et évaluation	Obtention de fonds	Opération	
			Exécution de projets de développement	Sensibilisation et positionnement
Destinataires	Équipe interne	Administrations publiques / Entreprises / Société civile du Nord	Équipe interne / Bénéficiaires du Sud	Société civile du Nord / Décideurs politiques et économiques
Genres	Statuts, plan, code de conduite, rapport annuel	Dossier projet, conventions, appels à dons	Documents d'élaboration, dossier projet, documents d'évaluation	Campagne, communiqué, manifeste, pétition

Source : Élaboration propre

À partir de cette synthèse, et si nous reprenons la réflexion proposée par Petit (2010 : §27) autour des différents degrés de centralité de la communication dans les domaines spécialisés, nous sommes en mesure d'affirmer que la communication dans les ONG n'a pas seulement une fonction instrumentale ; au contraire, une bonne partie des actions sont de nature essentiellement discursive, notamment dans les relations que ces organisations établissent avec les sociétés du Sud et du Nord. La communication est, en quelque sorte, une modalité d'intervention, du moins pour celles qui ont été appelées « ONG de cuarta generación », c'est-à-dire, « las que hacen su trabajo desde la sensibilización y la labor política en el Norte » et qui représentent, selon un partie du secteur, « el modelo a conseguir » (Ballesteros García, 2002 : 102).

3.3. Discours et construction de la profession

Dans l'étude du rôle du discours dans la construction du domaine de spécialité, nous croyons indispensable prendre en compte le fait que, malgré l'important degré d'institutionnalisation du secteur, les ONG se caractérisent par une indéfinition d'origine de leur rôle et de leur place sociale, tel que nous allons le préciser dans les lignes qui suivent, ce qui se traduit par un certain nombre de particularités discursives.

3.3.1. Les facteurs de l'indéfinition

a) Le caractère non gouvernemental

Les ONG se définissent depuis leurs origines par la négation (Palencia-Lefler, 2001 : 30 ; Laville, 2010 : 243). Leur propre désignation nait d'une formulation négative par opposition aux organismes institutionnels du système international, d'où leur besoin de trouver leur place à l'intérieur du réseau (Cuesta Fernández et Calabuig Tormo, 2010 : 93) :

> Esta definición a partir de una formulación negativa (lo que no es gubernamental) ha condicionado el propio ser de estas organizaciones y ha influido en la conquista de su lugar en la sociedad. De un concepto que ponía su empeño en el carácter internacional de las organizaciones, se ha pasado a un replanteamiento que posicione a las organizaciones, en ese contexto internacional, pero desde ámbitos de actuación locales, de menor envergadura.

Ainsi, face à la coopération institutionnelle, les ONG ont dû se positionner comme organisations complémentaires au système, auquel cas elles contribuent à la reproduction de celui-ci et, par conséquent, de son discours, ou, au contraire, comme protagonistes d'une activité fondée sur une conception différente de l'activité, véhiculée et en même temps construite par un discours alternatif. En ce sens, les ONG ont traditionnellement contribué au système à travers des actions réduites ou localisées, et jouent un rôle important dans la mise en œuvre de projets, en coordination ou non avec les administrations, dont elles dépendent souvent économiquement et logistiquement, en apportant surtout l'expérience sur le terrain et en assurant le contact avec les populations destinataires des actions et, comme l'affirme Palencia-Lefler (2001 : 99-100) en faisant en sorte que celles-ci deviennent protagonistes de leurs propres stratégies d'action. Une deuxième fonction traditionnellement assumée par les ONG est la promotion de la transformation dans les sociétés du Nord, à travers la sensibilisation et la mobilisation des citoyens, d'une part, et la réflexion, le positionnement public et le plaidoyer, d'autre part.

En lien avec cette ligne d'action, certaines ONG adoptent également un rôle critique vis-à-vis du système même de coopération, en s'érigeant en acteurs contestataires et en rapprochant leur fonction de celle des mouvements sociaux ; pour certains d'entre elles, la dénonciation du système économique dominant va de pair avec la dénonciation du système même de coopération, et entraine parallèlement une contestation du discours institutionnel.

L'action des ONGD est souvent critiquée, même de l'intérieur du secteur, pour son efficacité limitée et notamment pour le caractère excessivement localisé et court-termiste des projets, leur moyen privilégié d'intervention (Ferrero y De Loma-Osorio, 2009 : 4 ; Cuesta Fernández et Calabuig Tormo, 2010 : 110). Ainsi, comme l'explique Ferrero y De Loma-Osorio (2009 : 4-5) :

> [...] los proyectos de cooperación [...], aun siendo positivos (en el mejor de los casos) para las comunidades beneficiarias y siendo una imprescindible fuente de diálogo entre las sociedades y comunidades del Norte y del Sur, no son la solución real al problema de la pobreza. [...] Puesto que las soluciones al problema global pasan por cambios globales y estructurales de gran magnitud, incluidos un profundo cambio en la situación de las relaciones internacionales actuales, en el estilo de vida del mundo "desarrollado" y en las políticas que éste desarrolla para mantenerlo, debe resaltarse la importancia de las otras estrategias (Educación para el Desarrollo, Incidencia Política, promoción del Comercio Justo...) y considerarlas tan fundamentales o más que los Proyectos de Cooperación.

Les projets « classiques » d'intervention sont ainsi considérés comme signe de la persistance du modèle d'assistance, au détriment de la sensibilisation et des activités de plaidoyer dans le Nord (Cuesta Fernández et Calabuig Tormo, 2010 : 100) :

> [...] casi todas las ONGD de España se dedican a ejecutar proyectos y muy pocas a realizar labores de incidencia en el Norte. Desgraciadamente, hay un número considerable de ONGD que dirigen sus actuaciones a aliviar las consecuencias de la pobreza, en vez de remover las causas que la originan. Estos planteamientos impregnan también los métodos de difusión de información y las formas a través de las cuales buscan obtener recursos.

Par ailleurs, plusieurs auteurs soulignent la capacité limitée de mobilisation que présentent les ONGD face notamment aux mouvements sociaux, moins bureaucratisés, plus spontanés et dynamiques, de plus en plus considérés comme la véritable expression de l'état d'esprit de la population. Cette vision critique conduit, dans son expression maximale, à une remise en question des fondements mêmes de la coopération.

En ce sens, selon Sampedro, Jerez Novara et López Rey (2002 : 254), on peut distinguer deux modèles opposés, les ONG « de gestion » et les ONG « de conflit », selon qu'elles reposent sur un modèle plus orienté vers les changements localisés (« reformas incrementales a corto plazo ») ou qu'elles proposent des approches plus transformatrices et plus critiques (« demandas maximalistas »). Ces deux modalités ne sont pas absolues, mais elles se situent sur un *continuum* entre deux extrêmes, dans « un espacio intermedio en el que se combinan distintos elementos de ambas lógicas, según las coyunturas del propio Tercer Sector y de la política nacional » (Sampedro, Jerez Novara et López Rey, 2002 : 255).

b) Le rôle de la communication : instrumental ou central

Comme nous le voyons, la fonction transformatrice reste anecdotique ou complémentaire pour certaines ONG, alors que pour d'autres elle devient centrale, ou même exclusive. En effet, il y a un nombre réduit d'ONG espagnoles qui ne font pas de projets de développement dans le Sud, mais exclusivement des actions de sensibilisation et dénonciation dans le Nord. L'incorporation graduelle des modèles d'horizontalité, de participation et de transformation s'accompagne d'un déplacement progressif de la communication vers le centre de l'activité des organisations. De la même manière, dans ce processus, les ONG amplifient leur besoin ou leur volonté d'imposer une certaine vision du monde (Swales, 1990 : 30). En ce sens, nous avons déjà signalé le caractère essentiellement discursif d'une bonne partie des actions des ONG. Mais il y a plus : bon nombre d'auteurs insistent sur le rôle central que la communication occupe dans la réalisation des objectifs des ONG (González Luis : 18), mais dans des sens très particuliers au domaine. Burgui et Erro (2010 : 8) affirment à cet égard que « el papel de la comunicación es clave en todos los procesos de intervención y transformación social » ; l'activité possède ici un « estatuto comunicacional », puisque « la acción social se despliega en forma de servicios, pero [...] éstos son peculiares, porque tienen una alta intensidad relacional y producen bienes relacionales ». Erro Sala (2002 : 50) synthétise cette singularité en soulignant trois dimensions de la communication :

- la communication *sur* le développement (qui regroupe les actions informatives, formatives et scientifiques destinées à faire connaitre l'activité et sa complexité) ;
- la communication *pour* le développement, qui « se materializa en la práctica de una serie de actitudes, valores, habilidades y herramientas que permiten la construcción de una personalidad reflexiva, crítica y solidaria » ;
- la communication *comme* développement, en vertu de laquelle « [e]l acto mismo de comunicarse, el proceso participativo, la toma de decisiones colectiva, la autoorganización, generan un proceso de aprendizaje que en sí mismo ya se constituye en desarrollo (personal y colectivo) ».

Trois modalités d'action, donc, qui passent essentiellement par le discours. La première correspond aux pratiques conventionnelles utilisées dans tous les domaines, pour diffuser les

connaissances produites en leur sein et les informations que les acteurs souhaitent transmettre à la société. La deuxième est propre aux ONG de coopération internationale et a trait aux stratégies communicatives destinées à la sensibilisation, à la mobilisation et à l'engagement des citoyens du Nord dans les directions défendues par les ONG. Le Code de Conduite de la CONGDE (CONGDE, 2014 : 18) l'explique dans les termes suivants :

> Las ONGD somos entidades educadoras para una ciudadanía global; fomentamos una pedagogía permanente que promueve la reflexión para la acción; contribuimos a una "cultura de la solidaridad" apostando por la transformación social y política. En este sentido, la comunicación para las ONGD es un instrumento para el cambio social y político [...] y debe fomentar la movilización y la participación social para el desarrollo.

La troisième est liée à la communication interne, mais aussi et surtout à la communication avec les communautés du Sud, dans le cadre de l'approche participative ; en effet, le travail collectif, participatif, lors de la construction des projets est en soi un chemin vers le développement, conçu comme autonomisation. Ainsi l'affirment Acedo Núñez, Domínguez Narváez et Justo Villalobos (2011 : 9) :

> Si queremos acompañar procesos de transformación de la realidad desde un enfoque de cooperación inclusiva, transformadora, integradora y participativa, la población tiene que conocer las causas de su vulnerabilidad para que ellas mismas sea la agente transformadora de su realidad y protagonista de su propio desarrollo. Esto se podrá conseguir a través del empoderamiento y la capacitación de las poblaciones destinatarias. Los proyectos son un medio para conseguir este objetivo ya que deben incorporar estrategias que posibiliten ese empoderamiento que se consigue a través de la participación y la organización.

En ce sens, Marí Sáez (2017 : 14-15) suggère qu'il existe une relation directe entre le modèle de communication d'une organisation, son modèle organisationnel et le projet de société qu'elle vise. Pour cette raison,

> [...] pensar la comunicación desde el Tercer Sector y desde los movimientos sociales es un proyecto de un calado más hondo que el mero aprendizaje de unas técnicas de diseño de campañas, de construcción de mensajes o de manejo de redes sociales virtuales. Todo esto hay que hacerlo, y muchas cosas más, claro está. Pero lo que realmente está en juego es la capacidad de dar un salto cualitativo en el lugar estratégico que se le da a la comunicación en las organizaciones. [...] [L]la comunicación no es un acto aislado desvinculado de lo que una organización es y hace. Al contrario, la comunicación es una clave hermenéutica, una clave de lectura: de nosotros/as, de la realidad, y del modo en el que nos relacionamos con la realidad para transformarla.

Cette perception s'insère dans la logique défendue entre autres par Nos Aldás (2003 : 83) selon laquelle « toda comunicación, y no sólo las campañas de sensibilización, transmite una idea determinada sobre las realidades sociales que representa » (Nos Aldás, 2003 : 83). Cette

auteur propose ainsi de prendre en compte le « style de communication » des ONG comme un ensemble et ses conséquences (Nos Aldás, 2003 : 90) :

> [el « estilo de comunicación »] desvela cómo concibe la ONGD a su público objetivo (como sociedad civil y opinión pública o, al contrario, como donantes) y qué concepto de cooperación al desarrollo tiene (es decir, si caen en la fallida concepción de « desarrollo » desde la perspectiva capitalista y occidental que fomentó las imposiciones culturales y el desequilibrio de los diferentes estilos de vida, o por el contrario la superan), y en consecuencia, qué relación establece con sus socios del Sur. En otras palabras, cada una de sus elecciones discursivas (términos, tiempos verbales, deícticos, imágenes, colores, perspectivas...) representa la concepción que el emisor tiene de la realidad de la que habla, de su relación con la misma y de la reacción que busca en la sociedad civil.

Les effets de ces représentations sont synthétisés par cette auteur (Nos Aldás, 2003 : 84) lorsqu'elle affirme que « cualquier mensaje emitido por estos agentes sociales tiene una capacidad potencial para 'educar' o 'deseducar' sobre sus contenidos ».

c) Le caractère non lucratif

Les ONG travaillent, comme nous l'avons vu, dans une sphère qui se définit elle aussi par la négation : le secteur non lucratif. Ainsi, au-delà de leurs finalités communes, les acteurs de ce secteur partagent comme trait spécifique le fait de s'opposer sur de nombreux points aux entreprises commerciales. Cette opposition réside dans la culture-même qui sous-tend et donne sens à l'activité. Ainsi, comme l'explique Breeze (2015 : 23-24) :

> Western corporate discourse [...] / is a voluntary discourse system grounded in utilitarian ideology [...], based on individualism, empiricism and rationalism, but which accomodates a democratic view or organizational relations [...]. At the same time, corporate language incorporates features of technologism, scientific materialism and consumerism. As in other discourse systems where membership is voluntary, members express their identity by showing that they participate in its ideology.

En revanche, l'idéologie partagée par les ONG de développement, au-delà de leurs visions et intérêts particuliers, est désintéressée et collaborative et s'oppose par principe au consumérisme. Selon les termes de Bhatia (2017 : 148) :

> The culture of philanthropy essentially reflects a love for humankind, voluntary contributions to charities and a desire to be part of social participation by joining community action. People connect with charitable institutions and organizations not only by donating money, but also by getting involved through social media, volunteering, community participation, activism, etc., thus developing a relationship with them through engagement with the mission of such organizations.

Pour cette raison, les ONG doivent, encore une fois, déterminer leur position face au système économique et aux corporations commerciales, c'est-à-dire décider si elles optent pour la collaboration, la coexistence ou l'opposition frontale. Du point de vue organisationnel et opérationnel, les ONG sont des organisations privées qui partagent avec les entreprises commerciales l'objectif d'offrir un service ou un produit (de nature très différente, bien entendu) et le besoin d'obtention de ressources économiques, entre autres. À des degrés divers, les ONG adoptent par conséquent des pratiques professionnelles et/ou discursives propres au secteur lucratif. L'adoption de la logique de l'entreprise se produit, selon Rodríguez Gil (2002 : 14), sur quatre lignes principales :

- l'utilisation de techniques publicitaires pour l'obtention de fonds ;
- l'acceptation de techniques d'organisation et d'action propres aux entreprises ;
- la recherche de ressources provenant des grandes entreprises ;
- la réalisation de projets communs ONGD-entreprises.

Cela fait partie d'un phénomène global qui affecte bon nombre de domaines, que Fairclough (1995 : 19) appelle « marketization » et qu'il définit comme « the reconstruction on a market basis of domains which were once relatively insulated from markets, economically, in terms of social relations, and in terms of cultural values and identities ». Les domaines ou institutions ainsi « marketized », comme les institutions éducatives, sont par-là même intégrées à la société et la culture de la consommation (Fairclough, 1995: 231).

Ce phénomène provoque, dans le cas des ONG, des contradictions internes et peut avoir, selon bon nombre d'auteurs, des effets contreproductifs. En particulier, ces dynamiques se traduisent souvent par une priorité donnée à la solvabilité économique (Cuesta Fernández et Calabuig Tormo, 2010 : 99) et par l'utilisation d'outils de gestion peu adaptés au secteur non lucratif (Cuesta Fernández et Calabuig Tormo, 2010 : 113). Elles provoquent également l'extension d'un système de concurrence entre les organisations pour l'obtention de ressources (Gómez Gil, 2005 : 37), incohérent avec les principes de la solidarité. Au plus fort de ces critiques, les ONGD sont accusées, de l'intérieur comme de l'extérieur, d'être les complices et les instruments du système socioéconomique actuel[62], considéré comme

[62] Selon Gómez Gil (2005 : 18), les ONG font en effet partie des instruments du système néolibéral dans son processus d'expansion : « las instituciones multilaterales que surgen en estas décadas [después de la II Guerra mundial] reconocen progresivamente a las ONG como agentes de importancia para sus actuaciones,

intrinsèquement injuste, un système qui « en el Norte, desmantela cada vez más el estado del bienestar, y que, en el Sur, desincentiva que el Estado asuma sus obligaciones en la provisión de bienes públicos a la ciudadanía » (Cuesta Fernández et Calabuig Tormo, 2010 : 111).

Rodríguez Gil (2002) identifie trois modèles d'action, en fonction de la relation que les ONG entretiennent avec les entreprises, qui ont également des manifestations discursives particulières. Il parle ainsi d'un premier secteur constitué d'ONG qui considèrent « que es legítimo e imprescindible acercarse a las técnicas empresariales, obtener fondos de las empresas y hacer proyectos conjuntos [...] » et qui opèrent « siguiendo criterios de 'eficiencia' y racionalidad empresarial » (Rodríguez Gil, 2002 : 16). Ces ONGD (notamment les plus grandes et les plus puissantes) contribueraient ainsi à la perpétuation des situations qu'elles sont censées affronter (Rodríguez Gil, 2002 : 17) :

> Podemos hablar así de un sector de las ONG que acepta plenamente el sistema y su lógica y cuya actuación lo refuerza, en el terreno ideológico y práctico. ONGD que contribuyen a hacer más viable el sistema por el doble camino de convencer a mucha gente de la generosidad de la sociedad, del Estado y del capital, y de realizar actuaciones paliativas de la miseria, complementarias a la explotación y la dependencia. [...] Este tipo de ONGD acepta en la práctica y en la teoría la existencia de la pobreza y las 'buenas intenciones' del sistema, en el que están perfectamente integradas.

Un deuxième secteur, intermédiaire, « plantea que tiene que haber una relación entre fines y medios, que es necesario aceptar algunas técnicas empresariales, obtener recursos de las empresas y establecer colaboraciones con ellas, pero evitando caer en contradicciones flagrantes con los objetivos proclamados por las ONGD » (Rodríguez Gil, 2002 : 18). Selon cet auteur (Rodríguez Gil, 2002 : 20-21), cette position, adoptée par la majorité des organisations ou, du moins, défendue par la CONGDE

> [...] se mueve en un terreno contradictorio en su relación con la lógica mercantil. La aceptan en unos aspectos y en otros no. Algo parecido a lo que es su relación con el sistema capitalista. Lo critican, aunque evitando llamarlo por su nombre, pero su planteamiento subyacente es la necesidad de reformarlo, es decir de mantenerlo con algunos cambios.

Le troisième secteur, représenté essentiellement par les mouvements sociaux anticapitalistes et par quelques ONG de petite taille, est radicalement critique avec les pratiques généralisées dans le secteur, et défend que « los diferentes grados de aceptación de la lógica mercantil que éstas [las ONG] practican son la consecuencia lógica de su modelo de actuación y de

---

reacomodando sus pautas de intervención para implicar de forma creciente a éstas en sus políticas y objetivos de expansión del proyecto liberal ».

organización, y de la trayectoria crecientemente sumisa y conservadora que han ido recorriendo » (Rodríguez Gil, 2002 : 21).

Face à cette indéfinition quant aux moyens et aux modèles d'action et quant au rapport avec d'autres acteurs du système socioéconomique et professionnel, les ONG essaient de trouver une place dans la société et de justifier leurs choix, ce qui se traduit par un ensemble de phénomènes discursifs interdépendants, que nous allons essayer de synthétiser.

3.3.2. La relation avec le système institutionnel : Reproduction ou critique

a) Le discours de l'efficacité

Le système international de la coopération est caractérisé, entre autres, par le rapport de forces entre différents auteurs présentant des intérêts divers. Comme l'affirment Cámara, Gómez et Sainz, 2008 : 25) :

> [...] es preciso reconocer la naturaleza política y asimétrica de las relaciones entre los actores que integran los sistemas de cooperación, algunos de los cuales ejercen niveles de poder – derivados de la jerarquía que les otorga su rol rector, de su acceso a recursos, de su influencia política, de su conocimiento o especialización, etc. – que les permiten condicionar las orientaciones y normas de funcionamiento del sistema.

Le système public de financement de la coopération à travers l'Aide officielle au développement, pleinement consolidé, entraine néanmoins certaines dynamiques qui sont considérées comme nuisibles pour le secteur, dont l'imposition de contraintes à l'action des ONG en fonction des intérêts politiques, économiques et diplomatiques du pays ou des administrations et la tendance à la technification des actions, au détriment d'autres critères (Gómez Gil, 2005 : 47) :

> [La financiación institucional] obligó a estas organizaciones a asumir un mayor grado de especialización técnica para dar respuesta a las exigencias burocráticas de las administraciones convocantes, al tiempo que también ha generado una progresiva orientación [...] hacia aquellos espacios de intervención que han sido considerados como prioritarios para los responsables gubernamentales, en función de sus criterios políticos al dotarles de mayor financiación.

Cette dépendance peut également se traduire par une limitation de la capacité critique ou de dénonciation des organisations (Gómez Gil, 2005 : 61).

Comme nous l'avons déjà signalé, les principes de la coopération ont traditionnellement été édictés par les grandes institutions du système international, à travers notamment des accords, instruments et documents ayant pour but d'harmoniser les pratiques des différents membres de la communauté. Ces mécanismes de normalisation (opérative et discursive) n'échappent pas aux critiques, qui concernent notamment le modèle de coopération promu et exigé. Comme nous l'avons vu, elles soulignent que les procédures jouent un rôle central dans l'exercice du contrôle institutionnel (Carranza, 2015 : 480). En particulier, certains auteurs dénoncent la technification progressive imposée par les organismes financeurs aux instances inférieures, qui se traduit entre autres par « le recours à des indicateurs de résultats et de performance, le plus souvent quantitatifs » dans la mise en place des interventions (Gabas et al., 2014 : 13). Ces processus ont des effets importants sur l'activité, tels que l'excès de standardisation de l'activité, « gommant les spécificités des situations complexes dans lesquelles l'aide agit » (Gabas et al., 2014 : 18), et sa dépolitisation, dès lors que « la technicisation des procédures semble consacrer la primauté du technique sur le politique, et confère à l'aide au développement un apolitisme de façade » (Gabas et al., 2014 : 13). Cela se traduit, comme l'expliquent ces auteurs (Gabas et al., 2014 : 18), par un surdimensionnement du « discours sur l'efficacité » qui n'est pas sans conséquences :

> cette technicisation croissante […] participe d'un discours sur l'efficacité de l'aide tendant à laisser de côté la question des choix politiques nécessaires à l'élaboration des politiques de développement et des formes de coopération qui vont les accompagner.

Du point de vue de la linguistique, ces procédés ont des liens évidents avec le phénomène de « technologisation du discours » mis en avant par Fairclough (1995) et défini comme « a specifically contemporary form of top-down intervention to change discursive practices and restructure hegemonies within orders of discourse » (Fairclough, 1995 : 87) qui constitue « an important resource in attempts by dominant social forces to direct and control the course of the major social and cultural changes » (Fairclough, 1995 : 91). Face à ces procédés de technologisation, les acteurs concernés peuvent répondre par des stratégies d'accommodation, de compromis ou de résistance (Fairclough, 1995 : 88) qui se manifestent, évidemment, dans les productions discursives. Ainsi, selon le point de vue de l'analyse du discours, l'analyse de ces manifestations « can show how technologization of discourse is received and appropriated by those who are subjected to it, through various forms of

accomodation and resistance which produce hybrid combinations of existing and imposed discursive practices » (Fairclough, 1995 : 92).

À l'intérieur du système, le secteur non gouvernemental peut être considéré comme ayant une place subordonnée face aux grands organismes internationaux, et il adopte des attitudes variées (d'acceptation ou de refus) face aux normes édictées par les instances supérieures. Ces réponses sont parfois collectives, à travers des organes de représentation et de coordination, comme les plateformes, mais aussi individuelles : chacune de ONG décide d'adhérer ou non aux principes non seulement du système international, mais aussi du cadre édicté par les représentants plus ou moins acceptés du secteur, comme la CONGDE. En ce sens, si les choix discursifs d'une organisation ne sont pas forcément l'expression sans équivoque d'un exercice conformiste ou non conventionnel de l'activité, ils peuvent néanmoins offrir des indices sur les approches théoriques des ONG actuelles.

b) Discours de gestion *vs.* discours de conflit

Les deux modèles de travail identifiés par Sampedro, Jerez Novara et López Rey (2002), de gestion et de conflit, se traduisent selon ces auteurs par des modèles communicatifs spécifiques et reçoivent un traitement différent dans les médias. Le discours des ONG de gestion est caractérisé comme suit (Sampedro, Jerez Novara et López Rey, 2002 : 255) :

> Las ONG "gestoras" [...] reemplazan las demandas maximalistas por reformas incrementales a corto plazo que faciliten sus actividades y mejoren la competitividad en la búsqueda de recursos en el *mercado de la beneficencia* [...]. No sufren el peligro de la marginación institucional, incluida la mediática [...] porque asumen la lógica de la cooptación: trabajan con, o dentro de, otras organizaciones políticas (sobre todo, partidos), económicas (sobre todo, fundaciones) o sociales (por ejemplo, las instituciones religiosas), que les prestan poderosos recursos para ampliar su capacidad comunicativa interna y externa. El acceso a los medios de estas ONG busca no sólo promocionar una imagen corporativa que les permita captar más financiación o socios. También las instituciones madre buscan a través de ellas una proyección pública propia, muy cercana en ocasiones a la propaganda política, empresarial o religiosa.

Pour ce qui est des ONG de conflit, ces mêmes auteurs (Sampedro, Jerez Novara et López Rey, 2002 : 254-255) affirment que celles-ci :

> [...] priman mensajes que interpelan a los representantes políticos y a los ciudadanos, formulando demandas maximalistas a largo plazo. [...] De hecho, las ONG "de conflicto" no suelen encontrar espacio mediático, o, cuando lo hacen, se enfrentan a estereotipos y etiquetas que les marginan como grupos extremistas, minoritarios e irresponsables. De ahí

que hagan un uso preferente de sus medios internos y de canales de comunicación horizontales.

En ce sens, on peut affirmer que les ONG peuvent se projeter comme « portadores de ayuda y desarrollo » ou comme « puros agentes interculturales, [...] preparados para la lectura global de la realidad y para la mediación » (Burgui et Erro, 2010 : 19). À grands traits, ces deux approches se manifestent par des « styles de communication » opposés, auxquels les auteurs ont donné des désignations variées, en fonction des caractéristiques qu'ils souhaitent mettre en avant : « instrumentalidad » *vs.* « educación » et « enfoque promocional » *vs.* « enfoque social » (Benet et Nos Aldás, 2003) ; « communicación mercadeada » *vs.* « comunicación social educativa » (Erro Sala, 2003) ; « racionalidad publicitaria » *vs.* « racionalidad comunicativa » (Nos Aldás, 2009) ; « marco hegemónico caritativo » *vs.* « marco alternativo transformador » (Iranzo, 2017). Ce dernier (Iranzo, 2017 : 71) propose un ensemble de paramètres qui permettent d'associer les messages des ONG à chacun de ces deux modèles, qui ne sont pas pour autant que des abstractions théoriques. Le tableau suivant est une adaptation de cette proposition :

Tableau 10. Discours caritatif et discours transformateur

Cadre hégémonique caritatif	Cadre alternatif transformateur
Forte composante d'autolégitimation	Réalité des pays du Sud au centre de la communication
Responsabilité du développement attribuée aux pays du Nord – Rôle actif du Nord / passif du Sud	Responsabilité du développement attribuée à la société concernée – Rôle actif du Nord et du Sud
Omission des causes des situations évoquées – Omission de la responsabilité du Nord dans les situations évoquées	Explication des causes des situations évoquées – Explicitation de la responsabilité du Nord
Omission des voix du Sud	Apparition des voix du Sud, sans intermédiaires
Actions destinées à atteindre des objectifs quantifiables et à court terme – Logique quantitative et technicisée	Actions destinées à provoquer des changements à long terme dans le Nord pour modifier les relations Nord-Sud – Logique qualitative
Solidarité comme objet de consommation accessible et simple	Solidarité fondée sur l'engagement à long terme

Source : Adapté d'Iranzo (2017)

Le consensus actuel dans le secteur se produit clairement autour de cette deuxième orientation, aussi bien au niveau international que national, et au sein de la communauté professionnelle qu'au sein de la communauté scientifique. Les codes de communication, à commencer par celui intégré dans le Code de Conduite de la CONGDE, défendent un discours transformateur face aux approches d'assistance. Nous reproduisons ci-dessous des extraits du

Code qui synthétisent les principales normes discursives (« pautas comunicativas ») à respecter (CONGDE, 2008 : 18-21) :

Tableau 11. Normes communicatives du Code de Conduite de la CONGDE

La pobreza y la injusticia no son hechos aislados o inevitables. Por eso es importante, explicar y denunciar las causas multidimensionales de la pobreza, señalar sus posibles soluciones y mostrar la interdependencia de las situaciones de pobreza que se producen en todo el mundo.
Se propiciará el conocimiento objetivo de las distintas realidades y circunstancias, reflejando la diversidad de situaciones y los obstáculos con los que se enfrenta el desarrollo, los esfuerzos desplegados a su favor y los progresos alcanzados.
Los obstáculos internos y externos al desarrollo aparecerán claramente analizados, subrayándose la dimensión de interdependencia y co-responsabilidad global.
Se explicarán las causas (políticas, estructurales, económicas, comerciales, etc.) que generan y mantienen la pobreza, analizando las relaciones de poder, de injusticia y los intereses internacionales que las condicionan.
La pobreza y sus consecuencias deben ser denunciadas como violaciones de los Derechos Humanos.
Situar de manera preferente, como protagonistas de la comunicación a las personas implicadas en los acontecimientos narrados.
Se mostrará absoluto respeto por la dignidad de las personas y de los pueblos evitando en todo momento lanzar mensajes e imágenes catastrofistas, discriminatorias, estereotipadas o idílicas que atenten contra su dignidad.
Se evitarán mensajes e imágenes que expresen relaciones jerárquicas entre donantes y receptores y se destacará el rol activo de las organizaciones, instituciones o personas socias en el trabajo conjunto.
Se pondrá de relieve la capacidad de las personas para construir y trabajar sus propias propuestas y alternativas.
Se evitará la contraposición de los países ricos como países desarrollados y los países empobrecidos como países subdesarrollados.
Promover los valores radicales, es decir, valores que están en la esencia de las ONGD, como son el respeto a las personas y los pueblos, la dignidad, la equidad, la solidaridad y la justicia, especialmente en situaciones de emergencia y con colectivos vulnerables.
Los mensajes denunciarán las desigualdades de género como fruto de un sistema patriarcal que viola los Derechos Humanos y sitúa a mujeres y hombres en posiciones inequitativas.
La comunicación ha de servir no sólo para dar a conocer los obstáculos para el desarrollo sino también los resultados positivos que tiene el trabajo de las ONGD.

Source : *Código de Conducta de las ONGD* (CONGDE, 2008)

Les ONG semblent en général avoir accepté cette vision et faire des efforts communicatifs en conséquence. Ainsi, une bonne partie du secteur, surtout les organisations axées sur l'assistance, ont dû renouveler leur culture ou, du moins, construire un discours conforme aux critères actuels d'acceptabilité, qu'il soit ou non le reflet d'un changement réel, dans une dynamique comparable à celle constatée par Breeze (2015 : 24) pour les entreprises commerciales :

> One example [...] has been observed recently in the area of corporate discourse concerning social responsibility towards environment and the human community. Changes in social expectations regarding issues such as public safety, environmental awareness and social responsibility [...] have meant that Western companies have come to recognize the need for a change in their primary culture or at least, a change in the image of this culture that is projected to employees and the general public.

Comme nous le voyons, Breeze laisse entendre que les changements dans le discours ne font pas la preuve d'un véritable changement dans la culture professionnelle, et cela peut également être appliqué aux ONG.

c) Le discours du déficit et la légitimation de l'action des ONG

De façon globale, tous les acteurs du Nord doivent concevoir une situation comme problématique pour envisager d'y intervenir dans le cadre de la coopération internationale, puis la décrire (discursivement) comme problématique pour expliquer ou justifier une telle intervention. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, c'est à travers le travail discursif des professionnels qu'une situation donnée devient un « cas » qui nécessite une action de nature sociale (Hall, Sarangi et Slembrouck, 1997 : 268). Le caractère problématique de ces situations peut être unilatéralement établi par ces organismes, de façon verticale et sur la base de paramètres qui lui sont propres, ou identifié et reconnu par les deux parties en contact. L'action mise en place peut également être déterminée par l'acteur du Nord ou, au contraire, être à l'initiative de la communauté concernée ou résulter d'un accord entre les deux.

Les actions et le discours des ONG sont fondés sur une problématisation qui renvoie généralement à ce que Candlin et Crichton (2011 : 4) théorisent comme le « discours du déficit ». Selon ces auteurs, dans certains domaines, les personnes sont « discursively constructed as deficient in ways that may affect their life chances ». Ces personnes sont en effet présentées comme manquant de certains attributs ou capacités qui sont à leur tour « 'normalised' against what is expected or required of persons in given circumstances ». En ce sens, « deficit is construed negatively, implicating certainly loss and lack, and in particular contexts, failure, but with an implicit invoking of potential *repair* ». Traditionnellement, le caractère problématique des situations, celui qui justifiait une intervention dans le cadre de la coopération internationale, a été discursivement fondé sur la notion du sous-développement. Le sous-développement est théorisé, nous l'avons vu, comme l'absence d'un développement qui représente, pour sa part, la situation idéale que toutes les communautés doivent et aspirent à atteindre. Même si cette conception du développement est en quelque sorte dépassée ou, du moins, nuancée, le discours garde encore les traces de cette vision. À l'heure

actuelle, c'est le manque d'accès à un droit (la nourriture, la santé/les médicaments, la liberté d'expression, la non-discrimination, etc.) qui est notamment avancé par les ONG comme motivation pour l'intervention, qui vient ainsi réparer une injustice. Dans les manifestations linguistiques des ONG, il est ainsi important de noter comment se manifeste le « discours du déficit » et, l'on pourrait ajouter, le « discours de la réparation », qui peuvent offrir des indices sur la conception que les ONG ont de leur propre rôle social.

En ce sens, il convient de rappeler ici que la principale critique adressée aux ONG est l'effet limité de leurs actions. Ainsi, les ONG se retrouvent face au paradoxe de devoir justifier leur persistance dans le temps et leur projection sur l'avenir, ce qui en quelque sorte revient à reconnaitre leur incapacité à résoudre à long terme les situations qu'elles se sont donné pour mission de faire disparaitre. En quelque sorte, les types d'arguments proposés par les ONG afin de neutraliser cette contradiction varient en fonction du modèle de travail adopté, et il semble que le discours du sous-développement résiste moins à l'épreuve du temps que le discours de l'injustice du système, qui exigerait une lutte soutenue et une vigilance constante, et où les ONG retrouveraient leur raison d'être.

3.3.3. La relation avec le système socioéconomique : Collaboration, coexistence ou affrontement

Comme nous l'avons vu, Rodríguez Gil (2002) identifie différents niveaux de proximité entre les ONG et le secteur commercial, qui se manifestent par des degrés variés d'adoption du discours des entreprises. Ainsi, selon cet auteur (Rodríguez Gil, 2002 : 16), les ONG du premier secteur :

> [...] utilizan sin prejuicios las técnicas empresariales en los principales aspectos de su actuación. […] En su proyección exterior no dudan en contratar consultoras de marketing para que les hagan estudios de mercado, les ayuden a diseñar estrategias y les mejoren, o les creen, una 'imagen de marca' que les permita una táctica de 'diferenciación del producto' que ofrecen.

Le deuxième secteur présente, à son avis, une position plus « scrupuleuse » (Rodríguez Gil, 2002 : 19-20) :

> Este sector de las ONGD suelen (*sic*) recoger en sus líneas de actuación la importancia de la sensibilización y de la labor política en el Norte, y en sus textos suelen señalar las

> responsabilidades históricas y cotidianas del sistema económico en la miseria y la dependencia. En esta lógica, se supone que su publicidad no puede tener como objetivo único obtener donaciones o suscripciones, sino que tiene que estar en relación con los objetivos de sensibilización que plantean.

Malgré tout,

> [...] gran parte de las ONGD que proclaman la necesidad de la sensibilización, recurren a la 'eficacia' publicitaria para captar fondos, rozando a veces el código de ética que han suscrito […]. También recurren a las consultoras de marketing y a las agencias de publicidad para que les diseñen estrategias de marca, campañas publicitarias, acciones de marketing directo […], etc.

Les ONG proches des mouvements sociaux, quant à elles, se construisent « desde la ruptura con la lógica, las estructuras, la 'ética' y el lenguaje del sistema » et utilisent un discours essentiellement critique, « hacia la denuncia y el enfrentamiento con el capitalismo » (Rodríguez Gil, 2002 : 27).

a) La terminologie économique

L'adoption du « langage expressif » de l'entreprise (Gómez Gil, 2005 : 112), qui semble découler de ce processus progressif d'assimilation de la logique du secteur privé, se manifeste en premier lieu par l'utilisation de termes propres à l'entreprise privée pour expliquer l'identité et les objectifs d'une ONG, ce qui est souvent le reflet d'un modèle d'activité très proche de celles-ci. Gómez Gil (2005 : 115) en fournit les exemples suivants :

> Las ONG han llegado a asumir así una terminología estrictamente económica de forma rutinaria, haciendo suyas expresiones tan duras como *lobbying*, mecenazgo, *fundraising*, marketing con causa, captación, segmentación, posicionamiento, maximización, fidelización, tasa de retorno, *mailing* o patrocinio, que se pueden encontrar habitualmente en las memorias y documentos públicos de la mayor parte de estas organizaciones, especialmente en las más grandes y potentes.

De cette réalité participe également l'intégration du « discours de l'efficacité », dont nous avons déjà parlé. En ce sens, les auteurs constatent une tendance à évaluer les résultats des actions en termes d'efficacité économique au détriment, comme l'affirme Gómez Gil (2005 : 59), de critères qualitatifs tels que :

> la participación real de sus bases, la implicación efectiva de sectores a los que se dirigen sus actuaciones, su labor de crítica y denuncia pública [...], la elaboración de materiales analíticos o divulgativos, el fortalecimiento de redes de solidaridad alternativas o la realización de actividades conjuntas.

b) Le discours promotionnel

Les ONG de développement possèdent, comme nous le voyons, une « identité » précise et explicite. Par ailleurs, elles cherchent logiquement à se faire connaitre par la société, à être reconnues et à justifier leur existence et leur rôle au sein de la société, ce qui passe par des pratiques d'information et de légitimation, en somme, de construction d'une « image », comme pour les organisations de toute sorte (Breeze, 2015 : 13). Dans les organisations du Tiers secteur, identité (interne) et image (externe) ont par principe un haut degré de cohérence, dans la mesure où le système idéologique des ONG est, comme nous l'avons signalé, l'élément qui motive l'adhésion de la base sociale. Leur légitimité est ainsi essentiellement fondée sur leur propre finalité solidaire. Cependant, cette légitimité doit être constamment nourrie et amplifiée, notamment face aux nombreuses remises en cause dont les ONG et la coopération internationale font l'objet, notamment à la suite de scandales dénoncés par la presse (Cuesta Fernández et Calabuig Tormo, 2010 : 113), liés au manque de transparence ou aux mauvaises pratiques concernant l'origine et la gestion des fonds et aux doutes sur le comportement moral du personnel, notamment des coopérants sur le terrain.

Dans la logique de la légitimation, et comme une évolution de la logique de « markétisation », on peut constater une tendance progressive vers l'hybridation entre le discours informatif et le discours promotionnel. Ainsi, comme l'explique Fairclough (1995 : 19), « [marketization] is partly constituted through colonization by the discursive practices of market domains, such as advertising ». Dans le même sens, Bhatia affirme (2017 : 142) que « [o]ne of the most interesting characteristics of discourse development in recent years has been the invasion of promotional values in most forms of discourse », notamment en raison de l'accessibilité aux technologies de communication et de l'information, de la « nature compulsive » des activités publicitaires et promotionnelles et du caractère essentiellement compétitif de bon nombre d'activités professionnelles et académiques (Bhatia, 2017 : 143).

Ce phénomène est particulièrement visible dans les pratiques de transparence. Comme l'affirme Bhatia (2017 : 145), « informative functions are more likely to be colonised by promotional functions rather than any other ». Ainsi, selon Breeze (2015 : 16-17), les actes de communication adressés aux investisseurs, censés être essentiellement « factuels », subissent un processus croissant de complexification et d'hybridation avec le discours promotionnel, et Bhatia ([2004] 2014 : 108) souligne que certains genres essentiellement informatifs, et tout

particulièrement le rapport, sont toujours exploités à des fins promotionnelles. L'amalgame de ces deux types de discours dans les domaines autres que le commercial est pour le moins problématique. En effet, Fairclough (1995 : 107) met en lumière la contradiction existante entre « a traditional professional (or producer)-orientated relationship [...] and a 'consumer-orientated' relationship ».

Le discours du secteur lucratif est aussi très visible dans la publicité sociale, et dans une bonne partie des stratégies communicatives des ONG, qui présentent très souvent les traits classiques de la publicité commerciale. Gómez Gil (2005 : 113) affirme que « [l]os propios objetivos de las ONG, sus campañas y lemas, los principios esenciales que han movido su actuación se han ido acomodando al imaginario específicamente económico ». En ce sens, de nombreux auteurs signalent que la course aux fonds privés conduit souvent les ONGD à produire des messages simplistes et artificieux qui cherchent une réponse rapide sous forme de contributions économiques ponctuelles, en se servant d'un discours et d'une imagerie qui perpétuent dans le Nord les stéréotypes sur les communautés du Sud (Cuesta Fernández et Calabuig Tormo, 2010 : 100) et qui sont considérés comme contreproductifs en vue de l'accomplissement même des objectifs de la coopération, comme nous l'avons vu pour le discours caritatif et le discours du déficit. Pujol Berché et Rámila Díaz (2018 : §1) soulignent précisément le rôle des stéréotypes dans la persistence des réalités :

> El estereotipo no es sino una caracterización simbólica y esquematizada de un grupo, que se basa en prejuicios e imágenes fijas. Estas representaciones nos permiten, ciertamente, aprehender rápidamente la realidad, pero dificultan su cambio.

Cette compréhension de la réalité est en plus partielle ou erronnée et relève d'une ignorance qui, comme le signale Lagarde (2008 : 48), « sur la base de préjugés, de stérétotypes, joue essentiellement de l'imprécision et de l'amalgame », autant de facteurs qui vont à l'encontre d'une prise de conscience informée.

Une autre manifestation de la logique commerciale et promotionnelle dans le discours des ONG est la « construction de marque », un processus qui, comme l'explique Marí Sáez (2017 : 23), relève du discours de la persuasion, dans la mesure où il « moviliza las emociones y los deseos profundos de los consumidores con el objetivo de venderles unos estilos de vida ». Cet auteur dénonce que « [e]n el campo de la solidaridad hay algunas organizaciones que

llegan a naturalizar este lenguaje mercantil de la marca para hablar de su trabajo comunicativo […] sin el suficiente distanciamiento crítico ».

Bhatia (2017 : 158) affirme que cette colonisation de la publicité dite « philanthropique » par le discours de la publicité commerciale est problématique, du moment que l'hybridation a lieu entre deux domaines qui servent des objectifs différents, voire qui présentent « contentious or contradictory concerns, ideologies or cultures ». En particulier, « the two social actions differ basically in that philanthropic fundraising is essentially viewed as a form of moral action, whereas corporate advertising is seen as a business proposition » (Bhatia, 2017 : 150). De ce fait, en adoptant le langage expressif du secteur privé, la publicité sociale risque de se dénaturer (Bhatia, 2017 : 158) :

> in addition to appropriating genre conventions, and in some respects even corporate practices of marketing, philanthropic fundraising discursive practice is also, though unwittingly, compromising on cultural integrity, and there is a danger that ultimately it may lead to a blurring of typical philanthropic cultural boundaries.

Les conséquences de cette perte d'intégrité sont majeures (González Luis, 2006 : 17). En premier lieu, les messages simplifiés déforment la réalité, perpétuent les stéréotypes et victimisent les communautés du Sud. Les messages, surtout ceux qui prennent la forme de campagnes, représentent « un esfuerzo intensivo en el *corto plazo*, dirigido a obtener resultados *fácilmente medibles*, por lo general en términos *cuantitativos*, de modo que se pueda comprobar la *eficacia* de la propuesta comunicativa » (Marí Sáez, 2017 : 24). D'autre part, le recours à la « cultura de la llaga » (Cuesta Fernández et Calabuig Tormo, 2010 : 110), fondée sur un sentiment de culpabilité, et non sur une volonté de justice (Gómez Gil, 2005 : 115), encourage une solidarité « individual e indolora » face à la « solidaridad colectiva, que contribuye mucho más a crear una conciencia vertebrada, reivindicativa y sin duda con voluntad de cambio » (Cuesta Fernández et Calabuig Tormo, 2010 : 110). Autrement dit, ces messages découragent un engagement à long terme qui est indispensable à la résolution définitive des inégalités. Dans cette même logique, les auteurs signalent, en outre, la construction d'un imaginaire magnifié, destiné à légitimer le rôle des organisations dans la société. Les pratiques de transparence et de construction de confiance, tout à fait légitimes, peuvent cependant faire appel à des stratégies fallacieuses destinées à surdimensionner l'impact de l'activité Rodríguez Gil (2002 : 16), à monopoliser les valeurs solidaires et à construire un « espace acritique » (Gómez Gil, 2005 : 169) autour des ONG. Burgui et Erro

(2010 : 19) signalent une dernière conséquence de ce modèle communicatif de « discoursos planos y blancos », qui, selon eux, « ha simplificado o limitado los mensajes de carácter político, e invisibilizado buena parte de las causas, pero también muchos procesos en marcha en el Sur ». Pour les auteurs les plus critiques, ces dynamiques sont le signe de la complicité avec le système économique dominant, « reduciendo las causas de la pobreza, el subdesarrollo, las injusticias socioeconómicas y ecológicas en el mundo a un simple problema de recaudación de limosnas » (Gómez Gil, 2005 : 115).

Cet ensemble de questions complexes et interdépendantes peut être analysé du point de vue de l'analyse du discours. Selon Ballesteros García (2002 : 106-107), il s'agit de « saber y analizar qué tipos de mensajes se están emitiendo para conocer hasta qué punto el objetivo de educar para el desarrollo se está llevando a cabo o si tan sólo se está compitiendo por el mercado de donantes ». Dans le même sens, et à titre de synthèse, Erro (2003 : 54) affirme qu'il faut se demander

> [...] por qué y para qué se comunican las ONGD. Para que la sociedad se desplace hacia ellas (en forma de recursos económicos, humanos o simbólicos) o para educar en una dirección transformadora y contribuir así a la construcción de una ciudadanía global activa, solidaria y responsable en términos sostenibles.

La difficulté est cependant majeure, à la hauteur de l'enjeu, puisque, comme l'explique Rodríguez Gil (2002 : 20) :

> [...] es muy difícil transmitir […] mensajes diferentes y a la vez obtener fondos. La eficacia de la imagen tremendista y la petición simplista se mide en llegada de fondos y socios, mientras que el mensaje sensibilizador y politizado necesita de más tiempo, es más complejo de transmitir y de captar, y no suele dejar muchos rendimientos económicos, ni simpatías de los poderes que deciden las subvenciones, ni en los medios.

Cette contradiction discursive, comme toutes celles que nous avons évoquées ici, est en fin de compte une manifestation de la nature complexe et paradoxale de l'activité des ONG de coopération.

Chapitre 3. LE RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS. FONDEMENTS POUR LA CARACTÉRISATION DU GENRE.

Si echas un vistazo encontrarás transparencia, porque publicamos información sobre los resultados de nuestro trabajo, la situación de nuestras cuentas y las personas y organizaciones con las que colaboramos. Pero sobre todo el compromiso y el orgullo de quienes forman ONGAWA – personas socias y voluntarias, instituciones colaboradoras, socios locales – por lo que somos y lo que hacemos.

(Texte de présentation en ligne du rapport 2017 de ONGAWA)

Sur la base des premières observations effectuées sur l'espagnol de la coopération internationale, que nous avons systématisées dans le chapitre 2, notre travail a pour but de mieux comprendre les pratiques discursives de la communauté non gouvernementale espagnole à partir de l'analyse d'une des manifestations écrites de cette langue de spécialité, le rapport annuel d'activités publié par les ONG. Ce genre fournit, comme nous l'avons signalé, une photographie actualisée de l'activité réalisée dans toutes les sphères du secteur ainsi que des pratiques discursives choisies pour rendre compte de cette activité et pour établir un lien de communication avec les parties prenantes.

Pour comprendre la fonction du rapport dans son domaine de spécialité, nous allons reprendre la proposition d'« analyse institutionnelle » du genre élaborée par Bhatia (1993 : 24), qui consiste à caractériser « the system and/or methodology, in which the genre is used and the rules and conventions [...] that govern the use of language in such institutional settings » ainsi que « the organizational context, if that is seen to have influenced the genre construction in any way ». Comme nous l'avons exposé dans le chapitre 2, nous considérons que la nature singulière des ONG de coopération imprime des particularités aux pratiques discursives de la communauté, et par conséquent aux genres qu'elle produit. En ce sens, cette analyse institutionnelle nous semble une démarche indispensable. Dans ce chapitre, nous allons donc présenter le cadre normatif et institutionnel dans lequel le rapport prend forme, ce qui nous permettra de mettre en évidence les enjeux discursifs auxquels il répond et d'établir les fondements pour l'analyse empirique des corpus, dont les résultats sont présentés dans les chapitres 5 à 7.

1. Le genre « rapport annuel d'activités » des ONG

1.1. Caractérisation initiale

Le rapport annuel existe dans plusieurs domaines d'activités. Il est tout particulièrement associé aux pratiques de transparence et de redevabilité, et peut être considéré comme « the key genre used in corporate practices because of the statutary requirement of reporting corporate performance through annual, or in some context periodical, declaration of corporate performance » (Bhatia, 2017 : 90). Il se matérialise généralement par des documents complexes qui présentent une combinaison de discours propres à différents domaines d'action, tels que la comptabilité et les finances, les relations publiques et le droit (Bhatia, 2017 : 91).

Dans le secteur de la coopération non gouvernementale espagnole, le rapport annuel d'activités (« memoria anual de actividades ») est un genre « de facto » (Miller, 1984 : 155), reconnu et ainsi nommé par la communauté professionnelle qui le produit et l'utilise. Ainsi, la désignation « memoria anual » est largement partagée, aussi bien par les organisations elles-mêmes (intitulé des documents, textes de présentation, titre des sections ou des rubriques des sites web qui les publient) que par les organismes de régulation du secteur (CONGDE, Fundación Lealtad) et par les agents externes de gestion et d'élaboration (agences de communication, auteurs de guides…). Il s'agit d'un document écrit, rédigé et publié selon une périodicité annuelle par une ONG – ou en son nom –, considérée par défaut comme auteur collectif du texte, qui a pour propos communicatif immédiat de « proporcionar la información anual más relevante sobre la organización a una selección [...] de públicos internos y externos » (Palencia-Lefler, 2008 : 365). Ainsi, le rapport décrit notamment les projets et autres types d'actions mis en œuvre au long de l'année, et il intègre souvent des informations précises sur l'origine et la destination des fonds disponibles pendant l'année ainsi que sur l'organisation elle-même (principes d'action, équipe de travail et base sociale, collaborateurs, etc.).

Au niveau interne, ce document est utilisé dans certaines procédures administratives et, au niveau externe, envoyé aux groupes d'intérêt ou publiquement diffusé, notamment à travers

le site web des ONG. Si nous reprenons le répertoire des parties prenantes des ONG présenté au chapitre 2 (voir tableau 8), nous pouvons signaler comme destinataires éventuels les collectifs suivants :

- les bailleurs de fonds (donateurs publics et privés, associés) ;
- les organismes de contrôle et d'accréditation ;
- les bénéficiaires et ONG partenaires du Sud ;
- les autres ONG ;
- l'équipe de travail de l'ONG (employés et bénévoles) ;
- la société civile.

Le processus technique d'élaboration peut être une tâche individuelle confiée à un membre de l'ONG ou une construction collective, et il est fondé sur la collecte et le traitement de la documentation disponible. À titre d'exemple de cette deuxième modalité, Borrás et Vidal (2014 ? : 13-14) recommandent une collecte de matériels au long de l'année (contenus, textes, données empiriques, photographies, témoignages) par les différentes sections de l'organisation puis un travail spécifique d'élaboration qui se prolongerait pendant quatorze semaines, dont deux pour la planification, cinq pour la récupération des matériaux et la rédaction des contenus, quatre pour la mise en page, deux pour l'impression (le cas échéant) et une pour la transmission (au format papier ou numérique). Ce processus peut dans certains cas être vécu par les équipes internes comme une occasion d'introspection et d'apprentissage, qui permettrait à l'organisation de s'améliorer dans ses pratiques. Ainsi, le guide élaboré par la Plataforma del Voluntariado (2009 : 4) affirme que le rapport peut être utilisé comme moyen de réflexion, d'autocritique et, par conséquent, de pensée prospective (de planification), et signale aussi sa contribution possible à la cohésion interne de l'équipe de travail ainsi que la possibilité d'y inclure des témoignages permettant de « dar voz a las personas protagonistas de esa situación, al voluntariado, a la comunidad, etc. ». L'élaboration du rapport peut ainsi donner l'occasion d'améliorer la gestion de l'ONG et ses dynamiques de travail, et de renforcer la représentativité des groupes qui, d'une manière ou d'une autre, en font partie. En ce sens, au-delà de sa finalité informative, le rapport serait en soi un moyen d'amélioration de la qualité et, en fin de compte, de transformation.

Dans d'autres cas, un professionnel ou une agence externe à l'organisation intervient dans le processus, et cela à différents degrés : depuis la simple conception graphique et la mise en page jusqu'à la sélection et rédaction de l'ensemble des contenus. Dans ce dernier cas, les entretiens avec les équipes et les personnes qui constituent l'organisation sont une source essentielle d'information (Castrejana, 2009). Le récit de l'élaboration du rapport annuel de l'AECID 2015 par l'agence responsable, SocialCo[63], rend compte de l'utilisation de deux méthodologies complémentaires, l'entretien en face à face pour les équipes en Espagne et le questionnaire écrit pour assurer la participation du personnel déplacé, les ONG partenaires et les bénéficiaires :

> Así, la primera etapa consistió en la toma de datos a través de entrevistas a los equipos de trabajo por direcciones de la Agencia. Más de 50 horas de grabaciones que nos permiten extraer los hitos principales y diferenciales del año, y saber qué es lo que el propio personal de la entidad considera relevante contar de su labor. Las entrevistas se complementan con cuestionarios a personas relacionadas con proyectos destacados de la agencia en el exterior (trabajadores, socios, beneficiarios….).

Dans l'accomplissement de sa fonction au sein de la communauté discursive, le rapport entretient des liens avec d'autres genres écrits à l'intérieur de différents « systèmes de genres » (Bazerman, 1994). Pour commencer, le processus de construction du rapport est jalonné d'une série d'évènements communicatifs (entretiens avec les acteurs concernés, activités de documentation, rédaction des textes à intégrer, etc.) dont certains laissent une trace spécifique dans le document écrit (textes signés, rapport d'audit, etc.). Dans une perspective plus globale, le rapport peut être compris comme le genre qui met fin à une séquence longue correspondant à la fonction opérationnelle d'une ONG (de la planification à l'évaluation), qui trouve ses origines dans le plan stratégique (pluriannuel) et le plan opératif (annuel) de l'organisation et se déroule ensuite à travers les documents variés associés aux différentes interventions (cycle de gestion de projets, agendas d'activités, etc.) ainsi qu'aux procédures d'évaluation (comptes annuels, rapport d'audit, labels de qualité). En tant que document de bilan, le rapport non seulement rend compte de tous ces aspects de l'activité de l'ONG, mais il intègre d'une façon ou d'une autre les genres textuels qui leur correspondent, constituant ainsi, dans bon nombre de cas, un « macro-genre » (García Izquierdo et Monzó Nebot, 2003 : 88). Il est ainsi possible d'affirmer que le rapport reproduit à petite échelle le

[63] https://www.socialco.es/trabajos/memoria-anual-aecid-2015/ (consulté le 12/06/2020).

système de genres qui naît de la mise en œuvre des activités centrales des organisations. Finalement, aussi bien dans sa logique que dans ses manifestations discursives, le rapport met en relation les bonnes pratiques (et leurs genres associés : déclaration de MVV, code de conduite, etc.) et l'évaluation de la qualité et l'efficacité (comptes annuels, accréditations et labels, etc.), avec la transparence comme pratique discursive axiale.

1.2. Cadre normatif

Le cadre normatif espagnol dont relève l'élaboration et la diffusion des rapports par les organisations non lucratives comprend, d'une part, la législation relative à la gestion des associations et des fondations et, d'autre part, les normes spécifiques d'autorégulation, établies par des organismes du secteur de la coopération internationale. Du point de vue diachronique, le rapport annuel nait comme un document interne, destiné à un meilleur suivi des activités et de la gestion des fonds par les organisations elles-mêmes et par les instances de contrôle. Dans le cas espagnol, son élaboration est initialement encadrée par les textes législatifs du début des années 2000 concernant les organisations non lucratives, focalisés notamment sur la gestion des associations et des fondations et sur leur obligation de rendre compte auprès des instances internes et externes de contrôle et d'accréditation (*Ley Orgánica 1/2002, de 22 de marzo, reguladora del Derecho de Asociación*[64] ; *Ley 50/2002, de 26 de diciembre, de Fundaciones*[65] ; *Decreto 1740/2003, de 19 de diciembre, sobre procedimientos relativos a asociaciones de utilidad pública*[66]). Pour les fondations, le rapport a un caractère exclusivement économique ; il fait partie des comptes annuels, qui ont pour but de « llevar una contabilidad ordenada y adecuada a su actividad, que permita un seguimiento cronológico de las operaciones realizadas » (*Ley 50/2002*, article 5). Dans le cas des associations il s'agit d'un document lié à l'obligation de redevabilité auprès d'un organe externe dans le cadre de la procédure de déclaration de « utilidad pública » (*Decreto 1740/2003,* articles 2 et 3 pour la demande de déclaration et articles 4 et 5 pour son renouvellement). Comme le signale le guide de la Fundación Hazloposible (Pérez, 2017 : 16), « el objetivo de [la] memoria es explicar que la asociación dispone de los medios humanos y

[64] https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-2002-5852 (consulté le 10/01/20)
[65] https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-2002-25180 (consulté le 10/01/20)
[66] https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-2004-615 (consulté le 10/01/20)

materiales, además de experiencia para cumplir sus fines ». L'ONG doit donc faire preuve de compétence et de solvabilité. En 2013, en réponse notamment aux polémiques soulevées par les nombreux cas de corruption découverts à tous les niveaux, une loi spécifique de transparence a été approuvée, la *Ley 19/2013, de 9 de diciembre, de transparencia, acceso a la información pública y buen gobierno*, qui lie non seulement les organismes publics, mais aussi les organisations privées bénéficiant d'un certain degré de financement public, dont une partie importante des associations et des fondations du secteur de la coopération. Cette loi exige notamment la publication de données de nature corporative et financière (article 6 : « Información institucional, organizativa y de planificación » ; article 8 : « Información económica, presupuestaria y estadística »). Même si le rapport n'est pas explicitement évoqué, il est sans aucun doute l'un des outils documentaires privilégiés pour la diffusion de ces informations.

Mais au-delà de la rédaction du rapport et de sa présentation auprès des instances de contrôle, on peut constater une orientation croissante dans le sens d'une diffusion publique du document, notamment à travers le site web des organisations, selon un processus sans doute influencé à l'origine par la Déclaration de Paris (2005) et le Programme d'Action d'Accra (2008), qui mettent l'accent sur le principe de transparence de l'aide. Cette tendance est particulièrement encouragée en Espagne par les organismes du secteur non lucratif, en particulier à travers des procédures d'accréditation. Ainsi, par exemple, l'appartenance à la Coordinadora de ONGD de España (CONGDE) est conditionnée à l'adhésion à son Code de Conduite (CONGDE : 2008), qui depuis sa première édition en 1998 établit, dans sa rubrique 4 (« Transparencia y gestión »), que « las ONGD publicarán anualmente una memoria con información sobre sus actividades, programas, recursos y órganos de gobierno »[67]. En 2008, la Fundación Española de Fundraising publie son code de conduite (AEFr : 2008), qui établit entre autres l'obligation de « [a]segurarse de que los materiales utilizados en la captación de fondos sean exactos, reflejen adecuadamente la misión de la organización y el proyecto o acción para los que son solicitados, y respeten y preserven, en todo momento, la dignidad de los beneficiarios » (article 2) et de « [p]roporcionar información precisa y veraz, y garantizar que la rendición de cuentas a los donantes, a través de informes de seguimiento, memorias y reportes sobre actividades y resultados, reflejen fehacientemente la realidad de la gestión de

[67] CONGDE, 2008 : 17 [éd. de 2014, mais vérifié pour 1998 : www.jerez.es › Participacion_Ciudadana › Cooperacion › otros_documentos (consulté le 10/01/20)].

los fondos recaudados » (article 4). Depuis 2012 (Martín Pérez et Martín Cruz, 2017 : 176, note 4), toutes les organisations associées à la CONGDE doivent se soumettre à une procédure d'évaluation, la « Herramienta de Transparencia y Buen Gobierno », donnant accès au label « ONGD evaluada »[68], basé sur des indicateurs de transparence et de bonne gouvernance, qui exige, entre autres, la diffusion publique de la « memoria social de actividades » (CONGDE : 2019)[69]. Le rapport d'activités fait aussi partie des documents administratifs nécessaires à l'obtention et au renouvellement de l'accréditation accordée depuis 2013 par l'Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID), en vertu de la *Resolución de 17 de septiembre de 2013, de la Presidencia de la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo, por la que se establece el procedimiento para la obtención, revisión y revocación de la calificación por las organizaciones no gubernamentales de desarrollo* (alinéas I.3.2 y I.7)[70]. Ce label « ONG calificada » permet notamment aux ONG d'accéder à des modalités spécifiques de financement de la part de cette agence. La procédure d'accréditation (AECID, 2017 : 66) encourage par ailleurs la diffusion du rapport, dans la mesure où elle accorde un meilleur score à l'organisation si le document « se envía anualmente a los socios y colaboradores (al menos financiadores públicos y privados y contrapartes) ». Enfin, pour les organisations du Tiers Secteur dans leur ensemble, la Fundación Lealtad accorde depuis 2015[71] son propre label, « Sello ONG Acreditada »[72]. Il tient compte de neuf « Principios de Transparencia y Buenas prácticas », dont le quatrième, « Comunicación e Imagen fiel en la información », établit que « la organización pondrá a disposición de quien lo solicite la memoria anual de actividades y las cuentas anuales » et que « la memoria anual de actividades y las cuentas anuales con su correspondiente informe de auditoría serán accesibles a través de la web »[73]. Aussi bien la procédure de la CONGDE que celle de la Fundación Lealtad sont accompagnées d'outils

[68] https://webtransparencia.coordinadoraongd.org/herramienta-de-transparencia-y-buen-gobierno/ (consulté le 29/12/19).
[69] Martín Pérez et Martín Cruz (2017 : 176, note 4) signalent qu'en 2012 des arrêts judiciaires ont été rendus publics concernant de grandes ONG accusées de délits économiques, ce qui a profondément affecté le secteur et renforcé « el convencimiento del propio sector de la necesidad de contar con mecanismos que dieran garantia de buen hacer a sus múltiples *stakeholders* ».
[70] https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-2013-10921 (consulté le 10/01/20).
[71] https://elpais.com/elpais/2015/02/16/planeta_futuro/1424088950_955465.html (16/02/2015, consulté le 10/01/20).
[72] https://www.fundacionlealtad.org/sello-ong-acreditada/ (consulté le 13/01/20).
[73] https://www.fundacionlealtad.org/principio/principio-de-comunicacion-e-imagen-fiel-en-la-informacion/ (consulté le 13/01/20).

d'autoévaluation qui permettent aux ONG de vérifier leur degré de réalisation des paramètres conseillés et/ou requis et, le cas échéant, d'opérer les modifications nécessaires dans leur mode de fonctionnement pour les satisfaire. Selon Martín Pérez et Martín Cruz (2017 : 165), l'objectif de ces efforts d'autorégulation est de :

> promover el buen gobierno en las ONG, es decir, impulsar un conjunto de buenas prácticas que garanticen una adecuada organización, un funcionamiento eficaz, eficiente y éticamente correcto […], al tiempo que responsabilidad en sus actuaciones y transparencia en el uso de los fondos recibidos.

Le tableau 12 synthétise la place accordée au rapport dans les différentes procédures d'accréditation actuellement en vigueur.

Tableau 12. Le rapport annuel dans les procédures d'accréditation des ONG espagnoles

ORGANISME	DÉSIGNATION ACCRÉDITATION	CONDITIONS
Ministère de l'Intérieur	« Entidad de utilidad pública »	Intégration du rapport au dossier de demande
CONGDE	« ONGD evaluada »	Diffusion publique du rapport
AECID	« ONGD calificada »	Envoi du rapport aux parties intéressées
Fundación Lealtad	« ONG acreditada »	Mise du rapport à disposition des intéressés

Source : Élaboration propre

À côté de ces procédures, les ONG ont développé des mécanismes internes de diffusion volontaire d'information, notamment à travers leurs sites web[74], « para proporcionar información que los donantes y socios, actuales o potenciales, puedan utilizar para evaluar sus donaciones o pertenencia » (Martín Pérez et Martín Cruz, 2017 : 165).

Pour accompagner ces processus, et afin de guider les organisations dans l'accomplissement de leurs obligations de gestion et de transparence, un ensemble de documents systématisent et reformulent les fondements légaux et administratifs que les responsables de l'élaboration des rapports doivent respecter. Parmi les guides les plus récents recueillant les normes les plus actuelles, nous pouvons en souligner deux : *Guía práctica para mejorar la gestión diaria de tu ONG*, réalisé par la fondation Hazloposible – plateforme en ligne de conseil pour les organismes à but non lucratif – (Pérez, 2017), et *Guía práctica de Buen Gobierno para las ONG: Asociaciones de Utilidad Pública y Fundaciones*, publié par l'Instituto de Consejeros-Administradores (Instituto de Consejeros-Administradores, 2018). Le premier document, dans

[74] La loi espagnole n'exige pas aux ONG de diffuser des informations sur internet (Martín Pérez et Martín Cruz (2017 : 165).

une approche neutre, fournit aux ONG des indications « para optimizar su gestión diaria y resolver las dudas que puedan surgir durante la realización de su trabajo » (Peréz, 2017 : 4) ; le second, dans une optique plus analytique, s'interroge sur des notions telles que « buenas prácticas », « buen gobierno », « rendición de cuentas » y « transparencia », et se présente comme une « herramienta de análisis de su funcionamiento y como una referencia para la evaluación y, en su caso, modificación de las prácticas existentes en el seno del mismo, desde la voluntariedad » (Instituto de Consejeros-Administradores, 2018 : 4). Ces matériels ne sont pas destinés à édicter les normes institutionnelles du genre, mais à les faire respecter par les organisations.

Un autre ensemble de matériels est constitué par les guides d'élaboration de rapports, parmi lesquels nous pouvons en particulier signaler le guide « Algunas notas sobre elaboración de memorias en ONG », publié par la Plataforma del voluntariado de España (2009), et deux opuscules élaborés par deux spécialistes en communication sociale, Irene Borrás y Pau Vidal : « Memorias que generen confianza », publié par l'Asociación Española de Fundraising (Borrás et Vidal, 2014 ?), et « Instrucciones de Uso: cómo hacer la Memoria de tu Organización » (Borrás et Vidal, 2015 ?)[75], publié par l'Observatorio del Tercer Sector.

2. Fonctions du rapport : Pratiques professionnelles et pratiques discursives

La finalité initiale du rapport annuel est, comme nous l'avons vu, l'accomplissement des conditions légales et administratives de contrôle et d'accréditation, notamment à des fins de facilitation du financement et d'adhésion aux conventions du secteur. Cependant, les objectifs et la logique du genre restent imprécis pour la communauté professionnelle. Ce n'est pas par hasard si les guides d'élaboration soulignent d'emblée le sentiment de désorientation qui entoure le processus de création, qui semble réduit à la reproduction irréfléchie d'automatismes : « Se va acercando el cierre del año y lo único que tienes claro es que debes hacer la memoria. Porque toca » (Borrás et Vidal, 2015 : 1) ; « Muy a menudo [...] producir estos documentos se convierte en una práctica rutinaria que realizamos sin

[75] Ces documents ne sont pas datées, mais à partir de sources indirectes nous avons pu établir 2014 et 2015, respectivement, comme année approximatives de publication.

plantearnos concienzudamente desarrollar una memoria que además cumpla otro tipo de fines » (Plataforma del Voluntariado : 2009 : 2) ; « La mayoría de entidades ya suelen realizar memorias. A veces, resulta que es algo histórico que no se sabe a ciencia cierta por qué se hace de una determinada forma y se sigue haciendo año tras año de la misma manera » (Borrás et Vidal, 2014 ? : 5). Dans ce même sens, un haut degré d'indétermination semble exister par rapport aux destinataires des documents. Ainsi, selon les auteurs du guide de la Plataforma del Voluntariado (2009 : 2), « pueden surgir algunos cuestionamientos: ¿quién lee las memorias realmente?, ¿podemos ampliar el número de personas que las lee?, ¿están pensadas con la lógica [de] quien las emite o con la lógica de quien las recibe?, ¿están pensadas para gente voluntaria, gente del barrio o [para] las personas a las que se dirigen nuestras acciones? ». Ces réflexions suggèrent que ce genre a peu à peu évolué dans ses fonctions, sans qu'un consensus ne se soit instauré sur les motivations qui conduisent actuellement à son élaboration et à sa diffusion.

Cette évolution est sans doute due à une combinaison de facteurs. En effet, la diffusion de plus en plus large des rapports, encouragée, comme nous l'avons signalé, par les organismes d'autorégulation du secteur, et notamment leur publication sur les sites web des organisations, qui les rend accessibles à tous, a conféré de nouveaux sens au genre, qui vont nettement au-delà de cette finalité initiale de contrôle des bonnes pratiques économiques et financières. Le rapport est ainsi en train de devenir un instrument de communication, mais sa place dans la stratégie communicative des ONG est encore incertaine. À grands traits, le rapport apparait lié à quatre pratiques professionnelles spécifiques, qui présentent une nature essentiellement discursive : la transparence, les relations publiques, la captation de fonds et la sensibilisation.

2.1. Transparence et discours informatif

Le rapport annuel est l'un des maillons centraux dans la chaîne de transparence des organisations. Le principe de transparence est définit par le Code de Conduite de la CONGDE (CONGDE, 2008 : 41) comme suit :

> La transparencia es la actitud de gestionar la información relevante e importante de la organización de tal manera que pueda ser fácilmente conocida por aquellos colectivos o grupos de interés a los que la organización debe rendir cuentas.

Selon cette définition, il s'agirait pour les organisations de sélectionner des informations pertinentes et de les rendre facilement accessibles aux destinataires concernés. En ce sens, Murtaza (2012) identifie quatre types de transparence (ascendante, descendante, interne et horizontale) en fonction des parties concernées :

> upward accountability to donors and home and host governments (legal basis with governments controlling the terms and conditions), inward accountability to their boards (administrative basis), "downward" accountability to communities (moral and in rare cases political and market basis), staff and partners (legal basis but with NGO controlling the terms and conditions), and sideward accountability to NGO bodies (professional basis).

Les informations fournies concernent, selon Martín Pérez et Martín Cruz (2017 : 164, 168), les questions économiques et financières, juridiques, opératives, organisationnelles et de communication, et poursuivent, entre autres, les objectifs suivants :

- accès au financement ;
- facilitation du contrôle interne ;
- amélioration des niveaux de performance ;
- renforcement de l'engagement des associés et des collaborateurs ;
- diffusion publique des bonnes pratiques du secteur ;
- réduction des asymétries informatives entre les ONG de taille grande et petite.

Globalement, il apparaît que c'est le premier objectif qui s'impose dans les pratiques de transparence des ONG (Martín Pérez et Martín Cruz, 2017 : 164) :

> El sentir general de la literatura es que la transparencia informativa ha sido, mayoritariamente, ascendente, centrándose en los donantes y patrocinadores […] en detrimento de los receptores de la ayuda, aquellos hacia quienes se dirige o en cuyo nombre se gasta […], en gran medida por la necesidad de mantener la financiación en un entorno cada vez más competitivo.

Les pratiques de transparence ascendante sont notamment encadrées, comme nous l'avons vu, par les procédures administratives d'accès au financement public et à l'accréditation officielle. Les pratiques discursives exigées dans ce cadre relèvent essentiellement du discours informatif, défini par Breeze (2015 : 26) comme « fundamentally concerned with conveying information, facts or news ». À titre illustratif, nous présentons le modèle de formulaire à

remplir par les organismes qui candidatent à la déclaration d'« utilité publique », fournit par la *Orden INT/1089/2014*[76] :

Figure 3. Modèle normalisé de rapport pour déclaration d'utilité publique

AÑO DE EJERCICIO
1. DATOS DE LA ENTIDAD
    A. Identificación (denominación, régimen jurídico, número y fecha de registro)
    B. Domicilio
2. FINES ESTATUTARIOS
3. NÚMERO DE SOCIOS (número de personas físicas, número y naturaleza de personas jurídicas, número total de socios)
4. ACTIVIDADES DESARROLLADAS, RESULTADOS Y BENEFICIARIOS
    A. Identificación de la actividad (denominación, servicios comprendidos, breve descripción)
    B. Recursos humanos asignados (número y tipo)
    C. Coste y financiación (importe total de gastos, identificación pormenorizada de gastos, importe total de financiación, origen de la financiación)
    D. Beneficiarios (número, clase, requisitos exigidos, grado de atención recibida)
    E. Resultados obtenido y grado de cumplimiento de los fines estatutarios
5. MEDIOS
    A. Medios personales (número, tipo, categoría)
    B. Medios materiales (centros, equipamiento)
    C. Subvenciones públicas (origen, importe, aplicación)
6. RETRIBUCIONES DE LA JUNTA DIRECTIVA
8. ORGANIZACIÓN DE SERVICIOS, CENTROS O FUNCIONES
FIRMA

Source : *Orden INT/1089/2014*

Ce formulaire offre une vue globale des éléments dont les ONGD doivent rendre compte auprès des organismes de contrôle et prescrit une organisation spécifique des contenus. Ce type d'instruments d'encadrement de la transparence ascendante a entre autres pour but de restreindre la marge d'action discursive des organisations au plan strictement informatif. La transparence entraine également l'exercice de l'autoévaluation : comme nous le voyons, le formulaire exige de préciser le « degré de réalisation des fins statutaires ». D'autres auteurs vont bien au-delà dans leur conception de l'autoévaluation. Ainsi, selon le guide de la Plataforma del Voluntariado (2009 : 3), le rapport doit, entre autres, « aportar datos y comentarios que den una visión real de cuáles son los éxitos de la entidad, qué retos tiene, qué cosas tiene que mejorar » et « describir las actividades [y] evaluarlas ».

Or, le discours informatif n'échappe pas pour autant à un traitement contrôlé des données de la part de ces responsables dans le but d'obtenir le résultat communicatif souhaité. Les pratiques de transparence relèvent ainsi en grande mesure de questions stratégiques propres

[76] https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-2014-6728 (consulté le 11/10/20).

à chaque organisation et au secteur dans son ensemble, et soulève des questions relatives au principe de sincérité. En ce sens, le rapport annuel est considéré par Palencia-Lefler (2008 : 366, note 4) comme « el momento de máxima sinceridad, donde se transmite el mensaje corporativo. Incluso cuando el ejercicio no ha sido bueno, el hecho de tratar los problemas con sinceridad y franqueza hacen ganar en credibilidad a toda la organización ». Mais, comme l'affirme Milgrom (1981 : 381), selon l'un des principes essentiels de l'économie de l'information, « the interested party reports the information that is most favorable to his case, while withholding less favorable information ». Pour essayer de comprendre la gestion de ce principe dans le rapport, on peut reprendre la réflexion de Bazerman (1994 : 79) concernant le brevet industriel : « in forwarding the application the inventor must present himself or herself as sincere in theses representations. It is up to the patent examiner to evaluate these representations as accurate or inaccurate ». De la même manière, l'ONG va naturellement présenter ses propos comme sincères, et c'est au lecteur – ou à l'analyste – de lui accorder ou non son crédit. Dans ce même sens, Breeze (2015 : 13) rappelle que « what the corporate communication experts say is always shaped by their point of view: they write from a standpoint that is firmly located inside the company's boundaries. As discourse analysts, we know that it is not appropriate to take such statement at face value ». Dans la logique de transmission d'information, l'utilisation massive d'internet n'est pas sans conséquences, dès lors que les documents publiés sont disponibles à tous. Ainsi, Martín Pérez et Martín Cruz (2017 : 169) soulignent que :

> [….] la divulgación a través de la web está controlada por la propia organización, por lo que es un mecanismo más propenso a manipulación [...] que los mecanismos controlados por organizaciones externas […], como los sellos o acreditaciones. No obstante, dado que las páginas web permiten que la información de las organizaciones sin fines de lucro esté disponible para una gran variedad de *stakeholders* a un coste relativamente bajo, el posible engaño sería fácilmente detectado, por lo que las consecuencias negativas en términos de reputación y disminución de subvenciones y donaciones recibidas, no compensan los beneficios que podría lograr en el corto plazo por intentar transmitir una imagen mejor que la que corresponde a su realidad.

En ce sens, on peut distinguer deux mécanismes discursifs proches mais non équivalents : persuasion et manipulation. Comme l'expliquent Fuentes Rodríguez et Alcaide Lara (2002 : 19), tandis que la « persuasion » est fondée sur le respect du principe de la sincérité des interventions discursives, la « manipulation » est « un intento de convencer al otro con argumentos engañosos, insinceros, de una tesis que también lo es ». La manipulation passe,

selon Orts et Breeze (2017 : 16) par des processus tels que « the deliberate distortion or withholding of information » et « the appropriation of discourses from other spheres ».

Une autre question relative à la transparence et à la gestion de l'information et de la sincérité a trait au « discours des puissants », tel qu'il est décrit, comme nous l'avons vu, par Breeze (2015 : 22), et plus particulièrement en ce qui concerne l'expression des éléments constitutifs de l'identité des organisations. En effet, comme l'explique cette auteur (Breeze, 2015 : 12), « [t]he paradigmatic expressions of corporate identity, such as the corporate mission statement or the company website, are generally maintained strictly under management control ». En ce sens, il faut se demander si le rapport est la manifestation de la « voix » des cadres de l'ONG ou de l'ensemble de la communauté qui la compose. Cela dépend en grande mesure des méthodologies plus ou moins participatives adoptées dans le processus d'élaboration. En ce sens, il est intéressant d'évoquer la réflexion suivante, exprimée par une spécialiste en communication sociale (Castrejana, 2009, en ligne) sur le blog de son agence :

> Más allá de la misión, visión, valores, y los hitos estratégicos que hayan sucedido durante el año y que te vendrán dados por la dirección, a mí siempre me ha resultado de gran utilidad entrevistarme con gente de la entidad […] sobre todo, porque siempre me han dado la clave para saber qué es aquello que el ciudadano no puede dejar de saber sobre su labor. Y generalmente es sobre lo que he acabado articulando los resúmenes, titulares, o infografías centrales del informe.

De cet aperçu on peut dégager quelques pratiques habituelles dans la construction du rapport, notamment la transmission verticale de certains éléments invariables (mission, vision et valeurs) et incontournables (les moments forts de la période) par les responsables de l'organisation. Cette spécialiste préconise une construction collective du document, qui permet, d'après l'intitulé de l'article, de « retrouver la voix de l'organisation » (entendue comme celle des personnes qui y travaillent, et non celle de l'institution), et de sélectionner les contenus autour desquels devra s'organiser le rapport, qui ne sont forcément pas ceux édictés, justement, par les cadres. En définitive, nous pouvons affirmer que discours informatif n'est pas nécessairement synonyme de discours non biaisé ni de discours consensuel.

Un dernier élément à soulever est l'évolution de la notion de transparence et l'élargissement des parties envers lesquelles les ONG sont redevables. En effet, aujourd'hui la notion de transparence dépasse la frontière du contrôle de la gestion par des organismes du secteur et

s'élargit à toute une variété de destinataires (Instituto de Consejeros-Administradores, 2018 : 22) :

> La obligación legal de transparencia y de rendición de cuentas llega de los órganos formales de Supervisión y no alcanza, en general, como requisito legal a los distintos grupos de *Stakeholders*. Sin embargo, la realidad de hoy en día es que es necesario ir un poco más allá del estricto concepto de supervisión impuesto por la ley y extenderlo, de forma voluntaria, para involucrar a los diferentes grupos que se ven afectados por las actividades de la entidad, tanto directa como indirectamente.

Dans cette évolution du principe ont joué un rôle central les dynamiques internes du secteur et la pression de la société, de plus en plus exigeante vis-à-vis des bonnes pratiques des institutions. L'utilisation massive des technologiques numériques peut être considérée à la fois comme un moyen nécessaire à la transparence et comme un facteur d'amplification de la dynamique d'élargissement des publics des organisations. Les observations empiriques du secteur montrent, selon Martín Pérez et Martín Cruz (2017 : 181), la « creciente importancia que estas organizaciones conceden a la transparencia y la divulgación de información sobre su estructura de gobierno, funcionamiento, financiación, actividades y resultados a través de sus páginas web ». En effet, le site web est actuellement l'une des voies privilégiées de transmission des informations, en raison de sa flexibilité, de son accessibilité et de son coût réduit (Martín Pérez et Martín Cruz, 2017 : 169). Plus particulièrement, comme le signalent ces auteurs (Martín Pérez et Martín Cruz, 2017 : 182) :

> Las páginas web aparecen como un canal idóneo puesto que permiten poner a disposición de los *stakeholders* una información completa y actualizada sin que se consuman demasiados recursos en su obtención y difusión que haya que detraer de las actuaciones que permiten alcanzar los objetivos fijados en la misión de la organización.

Comme résultat de ces processus interconnectés, nous pouvons affirmer que la transparence poursuit très souvent des objectifs autres que l'information stricte, et est en rapport étroit avec la pratique des relations publiques et la construction de l'image des organisations.

2.2. Relations publiques et construction de l'image

L'évolution de la logique du rapport annuel est un reflet direct de la relation de plus en plus étroite entre transparence et relations avec les parties prenantes. Palencia-Lefler (2008 : 365) s'exprime dans ce sens lorsqu'il présente sa recherche sur les rapports annuels corporatifs :

> Cuando se habla de Memoria Anual algunas organizaciones entienden que se trata de esa publicación casera que se hace una vez al año, de pocos ejemplares y de uso interno, que detalla la contabilidad de la organización y las actividades más destacadas, y que debe depositarse ante las instancias administrativas que así lo exigen por ley. Pero la Memoria Anual que aquí se va a tratar es aquella publicación de prestigio y de múltiples usos que, a la postre, se convierte en una de las publicaciones que mejor refleja lo que es y pretender ser la organización.

Dans la même ligne, Moraleda (2019, en ligne), directrice d'une agence en ligne de communication sociale, refuse explicitement la modalité exclusivement informative du « rapport technique » :

> en muchas ocasiones, las memorias o informes anuales no son percibidos como herramientas de comunicación, sino más bien como informes técnicos de las actividades llevadas a cabo en el año anterior. Es necesario poner en valor la memoria como herramienta de comunicación de las entidades sin ánimo de lucro.

En effet, la poussée croissante de la perspective « communicative » est visible, entre autres, dans la prolifération de blogs, de sections de sites web et de guides fournissant des conseils pour l'élaboration des rapports annuels et dans l'offre croissante de services de rédaction, de mise en page ou d'accompagnement dans la production des documents par les agences de communication. Les acteurs de ce processus soulignent la dimension communicative du rapport annuel et encouragent les organisations à en extraire un maximum de fonctionnalités, telles que la gestion des relations avec les parties prenantes, le renforcement des liens avec la population et le recrutement de collaborateurs et obtention de fonds (Borrás et Vidal, 2014 ? : 4) :

> Una buena memoria es la primera piedra de las acciones de transparencia y rendición de cuentas de una organización no lucrativa, siendo una herramienta eficaz para gestionar la relación con las personas y colectivos involucrados en la entidad, y consolidar los recursos de todo tipo que la organización recibe de la sociedad.

Ainsi, l'intervention des experts et des agences externes contribue sans doute à la consolidation progressive du rapport comme l'un des instruments de leur stratégie communicative, face à une conception exclusivement informative et technique du genre.

Dans ce même sens, il semble raisonnable de penser que les organisations peuvent essayer de tourner à leur avantage l'exigence de transparence et, en faisant de nécessité vertu, construire des produits destinés à établir un lien avec la société, dans des buts divers. C'est dans ce sens que s'oriente la réflexion d'Albaigès (2012 : 67) :

> ¿Cuáles son los espacios y los momentos naturales en los que las ONGD entran en contacto con su base social? El caso de la rendición de cuentas puede sernos de utilidad como ejemplo ilustrativo. Existe un amplio consenso sectorial sobre la necesidad de retornar a los diferentes actores sociales involucrados información de interés acerca de los recursos invertidos, de los resultados obtenidos, etc. Para ello se elaboran, entre otros recursos, memorias que se distribuyen electrónicamente y en papel, se publicitan en los webs corporativos, etc. ¿Se puede ir más allá? ¿Puede convertirse una exigencia como la rendición de cuentas en una oportunidad para estrechar lazos? ¿Por qué no convertir esta acción tradicionalmente unidireccional en un espacio para la conversación y, en definitiva, para una acción mucho más genuina?

La logique du document, tel qu'il est présenté par ces spécialistes, est très différente de la modalité informative qui sous-tend les procédures administratives. Prenons comme exemple la structure proposée par Borrás et Vidal (2014 ? : 12), que nous présentons dans la figure ci-dessous, par comparaison à celle du formulaire de déclaration d'utilité publique (voir fig. 3.1.) :

Figure 4. Proposition de contenu du rapport de relations publiques

– Lettre de la direction
– Mission-Vision-Valeurs
– Histoire de l'organisation
– Communauté destinataire – Cause
– Résultats obtenus
– Programmes et activités
– Reconnaissances, prix
– Équipe de travail et de gouvernement
– Réseaux
– Informations économiques
– Remerciements : équipe, bénévoles, donateurs, collaborateurs...
– Coordonnées de contact et réseaux sociaux
– Appel à l'action

Source : Borrás et Vidal (2014 ?)

Le caractère dialogal de ce document est visible dans des éléments tels que la lettre de présentation, les remerciements et l'appel à l'action. D'autre part, cette proposition souligne la dimension qualitative du rapport face au caractère essentiellement quantitatif de l'autre modalité, et encourage une description plus analytique de la philosophie, du parcours et des objectifs de l'organisation. En même temps, cette proposition accorde plus de marge à la

subjectivité et à l'utilisation tactique du discours que les formulaires strictement focalisés sur les chiffres.

Les ressources discursives recommandées par les guides suivent cette logique du rapprochement vers la société et de mise en avant du qualitatif. Ainsi, par exemple, le guide de la Plataforma del Voluntariado (2009) conseille aux organisations de rédiger leur rapport « con un lenguaje sencillo, de manera amena y sincera » (2009 : 4) et de le construire sous forme de récit : « la memoria –por así decirlo– es un relato. Tenemos que contar la historia de un proyecto » (2009 : 8). Borrás et Vidal (2014 ? : 15-16) recommandent à leur tour de « traduire » les chiffres en résultats qualitatifs :

> En general, cuando se piensa en los contenidos de la memoria de entrada se piensa en actividades, en "lo que se ha hecho" [...]. El reto es cambiar el chip y explicar qué "se ha conseguido". [...] Es necesario realizar un trabajo de "traducción" y ser capaces de construir una nueva forma de transmitir qué somos y qué hacemos.

Ainsi, nous voyons se dessiner une dualité entre la transmission unidirectionnelle d'informations, qui relève de la transparence, et une intentionnalité communicative, de construction d'image et de communauté, qui correspond à la pratique des relations publiques. Les relations publiques sont, selon Palencia-Lefler (2001 : 20), la discipline qui s'occupe de la communication entre l'organisation et ses publics. Cette relation est un élément central dans la démarche propre à tous les secteurs d'activité, mais revêt une importance toute particulière dans le cas des organisations du Tiers Secteur – ou, du moins, occupe une place privilégiée dans leur discours public –, et cela pour plusieurs raisons (Instituto de Consejeros-Administradores, 2018 : 22) :

> En el caso de las Asociaciones y Fundaciones, la relación con los "Stakeholders" adquiere un carácter aún más importante, si cabe. Estas entidades reciben fondos de donantes que los aportan de forma desinteresada y sin que ello implique la adquisición de ningún derecho político. Muchos aportan su trabajo sin que medie una retribución significativa. Sus actividades y sus beneficiarios, se sitúan con frecuencia en temas de gran sensibilidad social y la medición de su impacto real suele ser difícil de efectuar. Por todo ello, estas entidades deben prestar una atención especial a la forma en que se comunican con estos grupos y cómo pueden inspirar confianza de forma sostenible.

La relation entre l'ONG et ses parties prenantes est fondée, comme nous le voyons, sur le principe recteur de la confiance. La construction de la confiance est un principe complexe qui passe notamment par la démonstration de la compétence, de la solvabilité et de la crédibilité de l'organisation, qui permet en fin de compte l'accomplissement des objectifs des

organisations (CONGDE, 2014 : 41), grâce notamment à l'acquisition de la légitimité nécessaire dans l'espace social et à l'obtention de ressources. C'est ce que signalent, entre autres, Borrás et Vidal (2014 : 3-4) :

> La confianza social, que es el verdadero motor de las organizaciones, permite conseguir una base social involucrada y unos financiadores estratégicamente comprometidos. En definitiva, es lo que les da legitimidad para poder hacer incidencia política y construir una ciudadanía comprometida y activa.

Palencia-Lefler (2008 : 365), entre autres, inscrit le rapport annuel au cœur de la pratique des relations publiques, dont il est la « pierre angulaire » et la technique la plus reconnue par la communauté :

> Seguramente es la técnica de relaciones públicas más aceptada en el entorno de las organizaciones, una de las más representativas de la disciplina [...] y representa [...] la piedra angular del programa de relaciones con los socios y accionistas, aunque su utilidad va mucho más allá de esos públicos concretos. La Memoria Anual puede ser, sin duda, la tarjeta de presentación más exhaustiva con la que cuenta la organización para presentarse ante los públicos externos, por ejemplo, los clientes potenciales, los bancos y las cajas, los posibles donantes, las autoridades públicas, los grupos de presión o los medios de comunicación, entre otros.

En ce sens, selon cet auteur (Palencia-Lefler, 2008 : 366), une organisation poursuit, avec l'élaboration et la publication du rapport, deux objectifs. Il s'agirait, en premier lieu, de « reafirmar, frente a todos los públicos de la organización – presentes y futuros – que la entidad ha estado bien gestionada a lo largo de ese período », c'est-à-dire, de témoigner des bonnes pratiques de l'ONGD. Le deuxième objectif consisterait à « promover la confianza entre los inversores de la organización – y en el caso de las ONLs [organizaciones no lucrativas], entre los posibles donantes – mediante informaciones ciertas y contrastadas » (Palencia-Lefler, 2008 : 366).

Le processus de construction de la confiance passe, du point de vue du discours, par la configuration d'une image publique positive du secteur de la coopération en général et de chaque organisation en particulier. Et c'est précisément ce type de phénomène qui peut expliquer l'évolution constatée pour les rapports des entreprises commerciales vers une approche promotionnelle et, par conséquent, vers une présence de plus en plus importante des stratégies de persuasion. Breeze (2015 : 26) relie ces deux notions en définissant le *discours promotionnel* comme celui dont l'objectif primaire est de « presenting its object in a positive light and persuading the audience to accept or perhaps purchase it ». Et

effectivement, Breeze (2015 : 86) et Bhatia (2007 : 147) ont caractérisé le rapport annuel comme un genre « hybride » en ce qui concerne les objectifs communicatifs, à mi-chemin entre l'intentionnalité informative qui lui a conféré à l'origine sa raison d'être et une intentionnalité promotionnelle qui semble s'imposer progressivement. Selon Bhatia (2017 : 88) :

> In recent years [...], the function of corporate annual disclosure documents, as in many other corporate genres, seems to have undergone a gradual shift from informing and reporting to increasingly promoting the companies to their stakeholders by mystifying corporate weaknesses through a subtle *bending* of socially accepted communicative norms of corporate disclosure genres.

En ce sens, « [Annual Reports] are increasingly being viewed as promotional documents which are intended to spread a positive image of the company and its products, in addition to providing reliable information about its performance » (Breeze, 2015: 84). À grands traits, les auteurs observent que « [the Annual Report] seeks to inform readers about financial performance, but also, more subtly to persuade readers to maintain or increase their investment, use the company's products, support its actions and ascribe to its worldview » (Breeze, 2015 : 87). Cela exige, selon Bhatia (2017 : 87) :

> the use of linguistic resources that often makes it possible for corporate writers to persuade and convince a range of diverse audiences of stakeholders, in particular the minority shareholders, to accept their accounts, estimates and projections of the future performance of the corporation in question.

Ces ressources sont destinées, selon cet auteur, à minimiser les aspects négatifs et à maximiser les aspects positifs afin de renforcer l'image de la compagnie. L'utilisation de ces ressources peut même se traduire, comme nous l'avons signalé, par le détournement (« bending ») des conventions discursives, ce qui revient à « promoting corporate interests against the background of established corporate disclosure procedures, especially in the context of statutory requirements » (Bhatia, 2017 : 88).

Cette double dimension se manifeste en premier lieu, selon ces auteurs, dans la structure du genre, qui incorpore des sections d'origines différentes et présentant des propos divers, auxquels sont consacrées des stratégies discursives spécifiques, destinées d'une part à informer et d'autre part à persuader (Breeze, 2015 : 87 ; Hyland, 2005 : 73). Breeze (2015 : 88) observe ainsi que la plupart des documents présentent deux parties nettement différenciées qui sont le reflet de cette nature qu'elle appelle « hybride » :

> The abundance of images, colours and visual information in the first half is indicative of the 'public relations' purpose underlying these sections of the Report. But the lack of images and visual dullness of the second half [the financial sections] also stress the 'hard' and 'dry' nature of the material that is presented, adding to the air of seriousness and authenticity created by the technical language and numerical data. The 'visual rhetoric' of this second part of the report emphasizes its dryness, its factuality, and, by implication, its reliability.

Dans la première partie des documents, Breeze (2015 : 88-89) constate l'utilisation de stratégies multimodales destinées à l'« autopromotion » :

- Images : pour construire l'image de marque (notamment à travers la couverture du document) ; pour représenter des attributs associés à la compagnie (métaphores) ; pour montrer les activités réelles (iconicité), les personnes ou les objets concernés, l'équipe de gouvernement, etc. ;
- Format « magazine » (photographies couleur, graphiques, titres, style collage, etc.) ;
- Soulignage d'informations clés (formats spéciaux, détachements, combinaison avec les images, etc.) ;
- Affichage de chiffres.

Une deuxième manifestation de ce caractère complexe est l'organisation des documents en sections, souvent élaborées par responsables différents et présentant des finalités et des traits discursifs particuliers. Ainsi, comme l'expliquent Kohut et Segard (1992 : 8),

> While financial portions such as the income statement, balance sheet, and changes in financial position are subject to the scrutiny of the firm's auditors, the narrative portions of the document are a direct consequence of corporate communication decisions.

En lien avec cette organisation, les rapports se caractérisent par la combinaison, déjà évoquée, de plusieurs types de discours. En ce sens, la finalité promotionnelle se manifesterait, selon Bhatia (2017 : 90), dans le fait que ces différents discours « are cleverly exploited to 'bend' the norms and conventions of 'reporting' to favour a positive image of the company ». La stratégie principale de détournement est, selon cet auteur, la « recontextualisation » des différents discours dans un seul « espace discursif » qui est le document complexe, « perhaps to give the impression that one is a true representation of the other, and hence a true interpretation of the other » (Bhatia, 2017 : 91-92). Cet auteur (Bhatia, 2017 : 102) analyse entre autres la relation entre le discours comptable/financier et le discours des relations publiques, placés dans un ordre déterminé à l'intérieur du document, et il en extrait la conclusion suivante :

> The real motivation for placing the two discourses within the boundaries of the same corporate annual report is that such discursive proximity is likely to lend marketing and public relations discourse the same factual reliability and hence credibility that is often presupposed in the use of statistical data.

En dernier lieu, l'analyse des questions lexico-grammaticales invite les auteurs à confirmer l'importance du choix des termes dans la présentation d'une image positive de l'organisation et de projection sur l'avenir. En particulier, Breeze (2015 : 97) affirme que « corporate language is resolutely positive and, true to the principles of positive thinking, presents difficulties as challenges ». Bhatia (2017 : 99) constate à son tour l'importante incidence de deux traits formels : l'utilisation du « present perfect tense » et le choix de nominaux appartenant au champ des affaires et de certaines combinaisons lexicales « that form the basis for forward-looking trends, including ones associated with positive attributes leading to higher expectations of future performace ». Selon cet auteur, ces pratiques discursives sont typiques du domaine des affaires, « which always thrives on building positive relations between various participants, in this case, the organization, the employees, and the shareholder ». Tous ces éléments jouent pour confirmer le poids considérable du discours promotionnel dans le rapport corporatif. Il reste à vérifier à quel point c'est également le cas pour les rapports publiés par les ONG ; ce sera en effet l'un des objectifs de l'analyse de notre corpus (chapitres 5 à 7).

2.3. Captation de fonds et discours publicitaire

Outre la transparence et la construction de l'image de l'ONG, certains auteurs, dont Borrás et Vidal (2014 ? : 4), signalent la fonctionnalité du rapport dans la pratique du *fundraising*. Comme l'explique Palencia-Lefler (2001 : 149), cette notion peut être conçue de manière étroite comme « una acción directa de 'captar fondos' o 'procurar fondos' para una causa filantrópica » ou de manière plus large comme « un proceso de transmitir la importancia de un proyecto al donante », autrement dit « de tratar de involucrar a personas en una causa que responde a necesidades humanas y que vale la pena apoyar con donativos » (Palencia-Lefler, 2001 : 152)[77]. Si le rapport suit la logique de la conception large, il sera construit

[77] Une approche encore plus ambitieuse est celle défendue par l'Asociación Española de Fundraising (AEFr, 2008 : 2), selon qui « la captación de fondos no es un concepto que se refiera exclusivamente a términos relacionados con ingresos dinerarios, sino a la construcción de relaciones y al fomento de valores, a la mejora de

comme un véhicule de relations publiques entre l'ONG et ces financeurs ou futurs financeurs fondé, encore une fois, sur la construction de la confiance. S'il adopte la logique étroite, il fera plutôt appel au *discours publicitaire*. Celui-ci est défini par Bhatia (2017 : 143) comme « the most traditional form of promotional discourse, which includes any form of non-personal proportion of ideas, goods or services in order to persuade a selected group of potential buyers » ; en somme, il véhicule la « fonction de persuasion à visée mercantile » (Boix, 2007 : 80). Selon ce point de vue, le rapport peut être inclus dans la catégorie des « philanthropic fundraising genres »[78] (Bhatia, [2004] 2014 : 108). Le discours du *fundraising* se caractérise, selon cet auteur (Bhatia, [2004] 2014 : 116), par « the assumption that the society has self-interest in the establishment and maintenance of community values », c'est-à-dire par la présupposition d'un consensus sur la nature intrinsèquement bénéfique de la culture professionnelle mise en avant.

À notre connaissance, cette conception du rapport annuel des organisations non lucratives n'a pas été analysée du point de vue du discours. Pour cette raison, nous allons prendre comme point de comparaison les observations faites par les spécialistes sur d'autres genres, et plus particulièrement sur le comparatif établi par Bhatia ([2004] 2014 : 116) entre publicité commerciale et discours du *fundraising* sur la base de l'analyse du genre « lettre commerciale » dans les deux domaines, qui partagent un bon nombre de traits superficiels ([2004] 2014 : 110). Le tableau ci-dessous reproduit ces observations :

Tableau 13. Discours de la publicité commerciale *vs.* discours du *fundraising* philanthropique

DISCOURS DE LA PUBLICITÉ COMMERCIALE	DISCOURS DU *FUNDRAISING*
ÉTABLISSEMENT DE RÉFÉRENCES Besoins individuels Service expérimenté Gratitude pour le soutien passé Soutien de personnes célèbres	ÉTABLISSEMENT DE RÉFÉRENCES Besoins communautaires Cause de longue durée Gratitude pour le soutien passé Soutien de personnes célèbres Déclaration de mission Références des responsables Soutien de longue durée de la communauté
PRÉSENTATION DE L'OFFRE Proposition de produit/service Description de l'offre Indication de la valeur de l'offre	PRÉSENTATION DE LA CAUSE Présentation de la cause Préparation pour le soutien Description de la cause/du service

la calidad de vida de las personas y al cambio social ». Du point de vue discursif, les pratiques que l'on pourrait associer à cette logique seraient celles de la sensibilisation (voir 3.3).

[78] Il faut noter, comme l'explique Palencia-Lefler (2001 : 33, 36), que la notion de « philanthropie », très discréditée en espagnol en tant qu'associée à la pratique de la charité, présente en anglais des connotations positives, dérivées d'une approche communautaire.

	Valeur du soutien
PROPOSITION D'AVANTAGES Remises spéciales	PROPOSITION D'AVANTAGES Avantages fiscaux
INCLUSION DE DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES Détails de l'offre Formulaires de commande	INCLUSION DE DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES Brochures, déclarations de mission Formulaire d'engagement/de donation
DEMANDE DE RÉPONSE	DEMANDE DE SOUTIEN
UTILISATION DE TACTIQUES DE PRESSION	(très rare)
CLÔTURE POLIE	EXPRESSION DE GRATITUDE

Source : Bhatia ([2004] 2014)

L'intérêt principal de cette comparaison réside dans les divergences existantes entre les deux cultures professionnelles en contact, comme nous l'avons déjà signalé (chapitre 2). En ce sens, au-delà des similarités rhétoriques, Bhatia ([2004] 2014 : 117-118) identifie un certain nombre de facteurs qui assurent l'« intégrité générique » des genres du *fundraising*, à savoir :

- « Community participation ». Le succès de l'action est mesuré en termes de participation de la communauté et la donation est identifiée comme une action morale.
- « Framework of social consciousness ». La motivation de la collaboration est l'adhésion à un système de pensée et l'accomplissement d'une responsabilité sociale.
- « Voluntary action ». La donation est une action volontaire, qui demande un certain degré de persuasion mais ne laisse pas de place aux tactiques de pression.
- « Non-competitiveness stance ». Même si les organisations sont en concurrence pour la collaboration des donateurs, la « différentiation du produit » ou d'autres formes d'expression de la rivalité sont rarement présentes dans le discours du *fundraising*.

Pour élargir ces réflexions aux rapports annuels, il faudrait en premier lieu vérifier s'ils s'inscrivent dans la logique du *fundraising*, soit explicitement, soit implicitement à travers l'utilisation de mouvements rhétoriques propres à ce discours. Si la logique publicitaire est confirmée, il serait également intéressant de vérifier si les pratiques discursives sont propres à l'approche commerciale ou à l'approche philanthropique. Nous allons aborder ces aspects dans notre analyse empirique.

2.4. Le discours de la sensibilisation et la communication éducative

Comme nous l'avons vu au chapitre 2, dans la culture du secteur non gouvernemental, les relations avec leurs interlocuteurs externes vont au-delà du besoin de promotion et de captation de fonds. En effet, l'un des objectifs des organisations, parfois le seul, est la sensibilisation et la transformation, et une partie du secteur non gouvernemental souscrit au principe que toutes les manifestations communicatives de ces acteurs doivent servir d'une manière ou d'une autre cette finalité supérieure (Nos Aldás, 2003, 2007, 2009). C'est ce que Erro (2010 : 144) synthétise au moyen de l'expression « todo comunica ». Ainsi, comme le propose le guide de la Plataforma del Voluntariado (2009 : 3), « una memoria podría describir la situación del colectivo atendido, explicar las causas de exclusión y sensibilizar así a quien la lea para provocar un cambio transformador en la sociedad ». Cet aspect n'a pas non plus reçu une attention spécifique dans l'analyse des rapports annuels, puisqu'il concerne exclusivement le domaine de l'action sociale et de la coopération internationale. Il est donc nécessaire de se tourner vers les pratiques discursives associées aux campagnes de sensibilisation. Nos Aldás (2007 : 269) définit la « sensibilisation » comme une « forma consciente de fomentar unos compromisos e ideas » et l'identifie comme un processus, une phase à court terme du processus d'« éducation », définie à son tour comme :

> objetivo y consecuencia última de un entramado de diferentes discursos y acciones que persiguen el cambio de creencias por medio de la adquisición de nuevos valores que promueven conductas responsables y solidarias a largo plazo.

Parmi ces différents « discours et actions » il est possible de considérer l'ensemble de genres à visée communicative produits par les ONG, dont le rapport annuel, tel qu'il est actuellement conçu. Du point de vue discursif, Nos Aldás (2007 : 281-282) propose une redéfinition de la notion de « persuasion » comme ressource essentielle à la sensibilisation. Il s'agit, ainsi, de :

> la capacidad de la retórica para destacar cada información, cada argumento, cada propuesta, y hacer que interesen a la sociedad [...], una creatividad que más que caer en la tentación de convencer de manera forzada, de influir desde un enfoque unilateral e impositivo [...], promueve una pedagogía inductiva [...] que invita a participar.

Cette conceptualisation de la persuasion est fondée sur ce que Boix (2007 : 85) appelle la « création des conditions d'adhésion à un propos ». Comme l'explique cet auteur :

> [l]'adhésion relève d'une démarche plus profonde (inconsciente ?) de la part du sujet ; elle est liée à son "libre-sentir" et représente la résultat d'une attraction exercée par l'ensemble des composants d'un dispositif global, le résultat d'une intériorisation.

Pour accomplir leurs objectifs, poursuit Boix (2007 : 86), « l'argumentation et la persuasion doivent désormais privilégier la cible du "sentir" et du "ressentir" pour atteindre l'efficacité ». Dns une ligne similaires, Nos Aldás (2007 : 281) affirme que :

> es necesaria la combinación entre las razones y los sentimientos para lograr una *sensibiliza*ción (motivación) que alcance una *conciencia*ción (implicación estable, conocimiento) que derive en la puesta en funcionamiento de mecanismos de cambio de conducta.

En ce sens, la « communication éducative » fait appel, entre autres, aux mécanismes suivants (Nos Aldás, 2007 : 282-301) :

- « référentialité anti-utopique », qui répond au besoin de faire connaitre les situations à affronter et leur complexité ;
- création d'espaces de réponse, formulation de propositions précises ;
- dialogue entre dénotation et connotation ;
- discours du témoignage, qui permet de transmettre l'humain face à l'abstrait et qui est en lien avec le langage de la mémoire, du quotidien et de l'oralité ;
- « rhétorique de l'invitation », qui encourage la délibération et la participation ;
- répétition, comme moyen d'adaptation aux rythmes de compréhension des récepteurs ;
- inclusion de voix différentes pour exprimer la complexité ;
- comparaison : entre le présent et l'absent, entre le neuf et le vieux, entre le connu et l'inconnu ;
- jeux avec le temps et l'espace ;
- ironie et dépaysement (« extrañamiento »).

Certes, ces mécanismes ne sont pas tous automatiquement transférables à l'ensemble des manifestations discursives des ONG, mais certains d'entre eux peuvent précisément contribuer à intégrer cette dimension éducative aux genres non essentiellement publicitaires.

3. Le rapport annuel et la langue de la coopération

Sur la base de ces prémisses, il reste à systématiser les possibles apports que l'analyse du rapport annuel peut faire à la compréhension et à la description des pratiques discursives des ONG espagnoles de coopération internationale. Ainsi, si du point de vue de la dimension opérative, les pratiques de redevabilité et de transparence sont « the pulse of corporate realities » (Bhatia, 2017 : 88), du point de vue discursif, le rapport est, avant tout, un échantillon valable de la langue utilisée à chaque moment par la communauté spécialisée. De plus, le rapport annuel se situe à la croisée des différentes fonctions des ONG. En effet, il rend compte des actions menées sur le plan opératif, dans le but de répondre aux normes internes d'autoévaluation, aux exigences d'information et d'évaluation édictées par les organismes régulateurs du secteur et aux impératifs de transparence envers les différents interlocuteurs de l'organisation, c'est-à-dire les parties prenantes et l'ensemble de la société, auprès desquels elle doit établir la preuve des « bonnes pratiques » de l'organisation ; en même temps, il sert les intérêts des organisations en matière de relations publiques et peut par ailleurs être utilisé comme instrument de sensibilisation, comme nous l'avons signalé plus haut. Pour cette raison, aussi bien la terminologie que les pratiques discursives observées peuvent être considérées comme représentatives de l'activité des ONG dans son ensemble.

Comme nous l'avons signalé, le répertoriage de la terminologie utilisée est une fin en soi. L'utilisation des rapports annuels pour l'extraction terminologique est pleinement justifiée, en raison de l'actualité des documents et de leur caractère synthétique des processus mis en pratique dans les organisations. Les unités lexicales repérées, au-delà de constituer la terminologie du domaine, donnent également des indices sur les lignes d'action et les approches privilégiées dans l'exercice de l'activité. D'autre part, une analyse de la terminologie du point de vue des « processus de nomination » (Fairclough, 1993 [1992] : 77) et de la « socio-terminologie » (Gaudin, 2005) permet d'identifier des tendances globales des ONG espagnoles en ce qui concerne leur conception du « développement » et les finalités de la coopération elle-même, ainsi que leur positionnement sur l'axe « discours de gestion » / « discours de conflit » (Sampedro, Jerez Novara et López Rey, 2002 : 254) vis-à-vis du système institutionnel de la coopération et/ou du système socioéconomique dominant. Ainsi, le traitement accordé au « discours du développement », le choix – plus ou moins net – entre le

« discours caritatif » et le « discours transformateur », le degré d'incidence du « discours du déficit » et du « discours de l'efficacité » et la présence plus ou moins importante du lexique de l'entreprise et des affaires peuvent fournir des éléments objectifs à cet égard. L'utilisation de termes peu fréquents pour faire référence aux communautés destinataires ou aux formes d'action, peut, par ailleurs, être le signe d'une vision alternative ou contestataire de l'activité. L'analyse du lexique peut aussi porter sur le discours de la « pensée positive » (Breeze, 2015 : 97), ce qui donnerait des indices sur le poids de la logique promotionnelle dans les rapports.

La logique organisationnelle du rapport peut à son tour être considérée comme un reflet des priorités de chaque ONG en ce qui concerne ses activités, et peut visualiser l'importance accordée, respectivement, aux projets classiques de développement dans le Sud et aux actions de transformation dans le Nord. L'analyse des différentes sections et des ressources textuelles et discursives choisies (lettre des responsables, témoignages des destinataires, rapport d'audit, etc.) rend compte entre autres du degré de participation des différents acteurs dans la construction du rapport et peut indirectement refléter des conceptions particulières de l'activité. En outre, les stratégies de reformulation et de « recontextualisation » (Bhatia, 2017 : 91) peuvent suggérer une volonté plus ou moins importante d'adapter le langage technique aux besoins d'un public élargi et aux intérêts qui guident cette relation avec la société (information, obtention de ressources, modification de comportements). D'autre part, puisque l'analyse de la structure rhétorique permet de préciser les objectifs communicatifs du rapport (Swales, 1990 ; Bhatia, 1993) au-delà de sa fonction primaire ou institutionnelle, c'est-à-dire l'action sociale qu'il instaure (Bazerman, 1994 : 75), elle peut mettre en évidence dans ce cas le poids relatif accordé dans les documents à chacune des pratiques professionnelles signalées plus-haut (transparence, relations publiques, captation de fonds et sensibilisation). Le traitement accordé aux différents types de discours identifiés (informatif, promotionnel, publicitaire, éducatif) offre également des informations sur l'utilisation plus ou moins respectueuse ou détournée des conventions du genre, et peut soulever des questions sur les motivations de telles pratiques (expression de la critique, détournement à des fins promotionnelles, etc.). En définitive, une analyse des rapports selon les points de vue ici proposés peut contribuer à comprendre le type de solidarité pratiquée et encouragée aujourd'hui par les ONG du Nord.

PARTIE II.

MÉTHODOLOGIE

Chapitre 4. FONDEMENTS MÉTHODOLOGIQUES, CORPUS ET PROCÉDURES D'ANALYSE

El deseo de aprender mueve al ser humano. Lo vemos sobre todo en los niños y las niñas,
el interés que muestran en descubrir el mundo que les rodea.
Cómo experimentan, tocan, intentan, fallan,
vuelven a intentar, dan un paso tras otro hasta conseguir avanzar.

(Lettre de présentation du rapport annuel 2017 de EDUCO)

Dans les lignes suivantes nous allons présenter les fondements méthodologiques de notre recherche, qui puisent essentiellement dans les travaux scientifiques présentés au chapitre 1, décrire les corpus de travail et préciser les procédures appliquées à l'analyse du contexte de production et de diffusion, de la macro-structure et du lexique, dont les résultats sont présentés, respectivement, aux chapitres 5, 6 et 7 de ce travail.

1. Approche globale : Une analyse multifocale du genre « rapport annuel »

Notre travail correspond, comme nous l'avons signalé, à la première phase d'exploration d'une langue de spécialité, en l'occurrence celle de la coopération internationale, ce qui a constitué le critère central dans le choix des approches et des outils méthodologiques à mettre en œuvre. La recherche a ainsi adopté une procédure déductive puis inductive, et cela dans un double sens. En premier lieu, nous avons examiné le domaine de la coopération internationale à la recherche des enjeux linguistiques et communicatifs qui le traversent, pour ensuite identifier un genre écrit capable de nous éclairer sur les pratiques discursives des professionnels par rapport à de tels enjeux. Comme nous l'avons expliqué, le rapport annuel s'est avéré après cet examen être un exemple significatif et éloquent des manifestations linguistiques de la communauté spécialisée. Cette première phase d'analyse, fondée sur des sources bibliographiques relatives au cadre international et au cas espagnol (manuels, articles scientifiques et articles de réflexion notamment) et sur l'analyse des sites web des ONG espagnoles, a nourri les fondements théoriques de notre travail, qui ont été présentés dans les trois premiers chapitres.

En deuxième lieu, pour le travail spécifiquement porté sur le genre, que nous allons présenter dans les chapitres 5 à 7, nous nous sommes guidée selon une approche descendante puis ascendante, allant des conventions établies par la communauté spécialisée aux textes, puis des textes à une interprétation plus complexe de ces conventions. Pour cela, nous avons tout d'abord emprunté la voie proposée par le groupe de recherche GENTT (García Izquierdo et Borja Albi, 2008 : 8) consistant à vérifier par déduction l'existence d'un genre donné et à le caractériser par induction sur la base des observations empiriques (voir chapitre 1). Comme nous l'avons montré au chapitre 3, l'existence du genre est confirmée sur la base du principe de la désignation (Swales, 1990 : 54) : le rapport annuel est un genre « de facto » (Miller, 1984 : 155), désigné généralement comme « memoria anual » (ou des formulations proches) par les ONG responsables de son élaboration et de sa publication. Les marqueurs auto-référentiels (Coutinho et Miranda, 2009 : 41), notamment les titres des sections de publication du rapport sur le site web et les désignations figurant dans les textes de présentation, ont ainsi été pris en compte.

Une fois le genre sélectionné et identifié, nous avons entamé son examen détaillé, en adaptant à nos besoins le schéma de travail proposé par Bhatia (1993 : 22-36) pour l'analyse de genres non connus. Ainsi, nous avons parcouru les étapes suivantes :

1) Étude de la bibliographie existante (voir chapitres 2 et 3) ;
2) Identification et analyse du contexte institutionnel (voir chapitre 3) ;
3) Sélection et construction des corpus principaux (voir ci-dessous) ;
4) Analyse des textes des corpus (voir chapitres 5, 6 et 7).

Dans la phase d'analyse des textes, que nous allons expliquer en détail ci-dessous, nous avons soumis les documents regroupés sous la catégorie « rapport annuel » à des examens destinés à identifier leurs traits partagés, qui constituent l'élément-clé pour la caractérisation du genre tel qu'il est effectivement construit et utilisé au sein de la communauté des spécialistes. Dans la sélection de nos centres d'intérêt parmi les multiples éléments susceptibles d'analyse, nous avons pris comme modèle la fiche descriptive des genres proposée par le groupe GENTT (voir chapitre 1)[79], sur la base de laquelle nous avons également organisé la présentation de nos

[79] http://www.gentt.uji.es/ficha-genero/ (consulté le 29/09/20).

résultats. En raison de l'absence de travaux précédents et de l'ampleur du projet, nous avons décidé de nous concentrer sur trois dimensions, à savoir :

- Situation communicative : Processus d'élaboration, support de publication, destinataires, finalités explicitées, relations avec d'autres genres.
- Macro-structure : Identification des différentes catégories sur la base des caractéristiques visuelles des documents du corpus général et description du schéma rhétorique prototypique, fondé sur des contenus essentiels.
- Aspects lexicaux[80] : Répertoriage des termes associés au domaine et exploration de leur usage en contexte.

Ces trois objets d'analyse se sont révélés suffisamment éloquents pour nous conduire à une description rigoureuse du genre sur la base de ses traits prototypiques, objectif primaire de notre étude. À partir de ces observations empiriques sur les caractéristiques linguistiques des textes, nous avons en dernier lieu élargi la réflexion au niveau immédiatement supérieur, celui des pratiques discursives. Cette approche rejoint celle du groupe GENTT, qui combine dimension linguistique et dimension communicative : « the research concentrates on studying the formal aspects of genre, and analyzing it as a linguistic transaction, but it also applies a sociological or socio-professional approach that attempts to develop the communicative aspect of the concept » (García Izquierdo et Borja Albi, 2008 : 3). Les résultats obtenus sur chacun de ces volets sont présentés aux chapitres 5, 6 et 7 respectivement.

2. Les fondements de la linguistique de corpus

Les résultats que nous allons présenter dans ce travail sont le fruit de l'observation d'un ensemble de corpus qui ont été constitués en respectant les principes de la linguistique de corpus. Avant de documenter ces corpus, nous allons signaler ici quelques éléments essentiels de cette méthodologie, qui est devenue centrale dans notre démarche.

[80] Dans l'approche de GENTT, le lexique fait partie, avec les traits grammaticaux, des « aspects formels » du genre (voir tableau 3).

Les corpus sont des collections de textes réunis dans des buts de recherche, et leur analyse a pour objectif de trouver les occurrences et ré-occurrences de certains traits linguistiques ainsi que leur place dans le discours (Paltridge, 2006 : 156). La construction doit suivre un certain nombre de critères, dont les différents auteurs soulignent :

- l'authenticité
- l'écologie
- la représentativité
- la taille

La propriété principale des corpus est le fait d'être composés de textes authentiques, dès lors que cette méthodologie est précisément destinée à fournir un appui à l'étude de la langue en usage (Parodi, 2008a : 95). Un texte authentique « is an example of real 'live' language and consists of a genuine communication between people going out about their normal business. In other worlds, it is naturally occurring » (Bowker et Pearson, 2002 : 9). Ces textes doivent être intégraux, dans la mesure du possible, et recueillis dans leur milieu naturel d'utilisation, c'est-à-dire en respectant les « principes écologiques » (Parodi, 2008a : 107). D'autre part, la sélection des textes doit respecter des critères explicites « in order to be used as a representative sample of a particular language or subset of that language » (Bowker et Pearson, 2002 : 10). La question de la représentativité est quand même problématique, ou du moins relative, dans la mesure où elle dépend de l'objectif en vue duquel le corpus est construit et utilisé ainsi que des éléments qui sont observés. Comme le souligne Saldanha (2009 : 1), « [g]enerally, corpora are intended to be long-term resources and to be used for a variety of studies, so representativeness cannot be ensured at the design stage ». Quoi qu'il en soit, la représentativité statistique est importante pour garantir la fiabilité des résultats. En ce qui concerne la taille, si aucun paramètre particulier n'est applicable, les spécialistes s'accordent pour affirmer, évidemment, que les résultats obtenus sont d'autant plus fiables et reproductibles que le volume du corpus est important. Pour reprendre les mots de Paltridge (2006 : 155), « [l]arger sets of data, analysed from a corpus perspective, can make […] findings of discourse studies more generalizable ».

La question du volume des corpus est en rapport étroit avec le traitement automatique des textes. Certes, le fait d'être recueillis au format électronique n'est pas en soi un trait

définitoire des corpus, mais il est en revanche un principe indissociable de la méthodologie telle qu'elle est conçue actuellement. Les textes au format électronique sont faciles à stocker et à traiter manuellement, mais surtout ils peuvent être soumis à des outils automatiques d'analyse des corpus qui facilitent et fiabilisent l'obtention de résultats (Bowker et Pearson, 2002 : 10). Le traitement automatique rend également possible le travail sur des volumes considérables de textes et de mots. Les corpus électroniques contribuent par ailleurs au développement de la recherche, car ils garantissent l'accessibilité et la visibilité, « de modo que se posibilite su uso en diversas investigaciones con el fin de asegurar acumulación de conocimientos e integración de la investigación de una lengua particular o en comparación con otra » (Parodi, 2008a : 106).

Les genres écrits se prêtent très bien à la constitution de corpus électroniques, le critère essentiel de sélection étant précisément dans ce cas l'appartenance des textes à une catégorie préétablie. En ce sens, comme l'affirme García Izquierdo (2011 : 17), « genre is considered the central category of the analysis for the semiautomatic retrieval of information ». La linguistique de corpus permet notamment une caractérisation du genre fondée sur des quantités considérables de données quantitatives, provenant d'un corpus représentatif de la catégorie et soumises à des observations automatiques, autant de garanties de la fiabilité et de la comparabilité des résultats.

En ce qui concerne le travail spécifique avec les corpus, une distinction classique est établie entre une approche « fondée sur corpus » (*corpus-based*) et une approche « guidée par corpus » (*corpus-driven*). Dans le premier cas, le corpus est utilisé comme preuve pour la description linguistique (Tognini-Bonelli, 2001 : 78), et dans le deuxième comme source d'informations pour établir des théories sur les phénomènes linguistiques : « observation leads to hypothesis leads to generalisation leads to unification in theoretical statement » (Tognini-Bonelli, 2001 : 84). Notre travail se place nettement dans cette deuxième perspective. Sur la base de cette dichotomie, d'autres auteurs ont signalé l'existence de deux perspectives possibles, inductive et déductive, définies comme suit par Saldanha et O'Brien (2013 : 15) :

> Induction involves the development of theories and hypotheses from the data collected (it moves from particular instances to general statements), whereas deduction involves the testing of existing theories or hypothesis through data (it moves from general statements to specifics instances).

Dans la pratique, les deux approches sont non seulement compatibles, mais complémentaires et, en quelque sorte, indissociables. Dans notre travail, nous avons essayé d'observer comment se manifestent dans les textes les dynamiques propres au domaine d'activité, identifiées préalablement, mais nous avons aussi laissé de l'espace pour la découverte de réalités et de pratiques non repérées ou prévues. Comme l'expliquent Williams et Chesterman (2002 : 58), la recherche empirique « seeks for data, new information derived from the observation of data and from experimental work; it seeks evidence which supports or disconfirm hypotheses, or generate new ones », et c'est aussi valable pour les questions de recherche, comme celles qui fondent notre travail de recherche.

Cette démarche met en relation deux approches méthodologiques, l'analyse du contenu, qui est essentiellement quantitative et garantit la reproductibilité des résultats, et l'analyse du discours, de nature essentiellement qualitative et visant « el desenmascaramiento de las lógicas que operan bajo el lenguaje » (Vicente Mariño, 2009). En ce sens, la linguistique de corpus permet une combinaison fructueuse entre ces deux procédures (Parodi, 2008a : 101) :

> […] la LC [lingüística de corpus] no está exclusivamente comprometida con una aproximación analítica cuantitativa, sino que una mirada cualitativa de los hechos lingüísticos es perfectamente posible y una integración entre ambos tipos de análisis resulta más que saludable y oportuna, siendo muy posiblemente el aporte en su conjunto lo que enriquezca el análisis.

Dans notre travail, qui adopte cette double approche, nous partons par ailleurs d'une conception large de la linguistique de corpus, qui ne se limite pas à l'analyse linguistique des textes par traitement automatique, mais qui s'intéresse, comme nous allons le préciser, aux niveaux contextuel et macro-textuel, également observables sur des corpus. En ce sens, il faut souligner le renouvellement de la notion de corpus sous l'effet d'Internet. Comme l'affirme Maingueneau (2014 : 177),

> [l]a multimodalité est poussée au paroxisme par le développement du Web qui […] a une incidence profonde non seulement sur les pratiques verbales […], mais su la conception même que nous pouvons avoir de la discursivité, et en particulier des genres du discours.

En particulier, les cybertextes sont situés dans un cadre, que nous pouvons appeler « habitat », qui les met en relation avec d'autres manifestations discursives et qui rend immédiatement visible cette connexion. Tel n'est pas le cas pour les documents professionnels analogiques, auxquels les destinataires spécifiques ou les observateurs

externes, comme les linguistes, accèdent de manière isolée. L'examen des corpus publiés sur Internet peut ainsi prendre en compte des informations précieuses sur la conception que les auteurs ont d'un genre en particulier et de l'utilisation qu'ils envisager d'en faire.

3. Descriptions des corpus

Notre travail de construction du corpus a commencé par la détermination de quatre critères qui allaient nous permettre de sélectionner l'ensemble d'ONG susceptibles d'être soumises à analyse, à savoir :

- Ce sont des ONG de développement, c'est-à-dire qui travaillent spécifiquement ou prioritairement dans ce domaine et en contexte international[81] ;
- Ce sont des organisations espagnoles ou des sections espagnoles d'organisations internationales, selon leurs statuts ;
- Elles communiquent en espagnol (et non dans les autres langues officielles de l'Espagne, ou du moins non prioritairement) ;
- Elles possèdent un site web actif et actualisé.

Pour être reconnues comme ONG, les organisations de toute nature (associations, fondations, coopératives) et de tout domaine (d'action sociale ou de coopération internationale) doivent être inscrites au registre de l'Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID)[82]. Sur la base de ce registre, qui était constitué à la date du 27/05/2019 de 720 organisations, nous avons établi la liste de toutes les organisations dédiées à la coopération internationale (un peu plus de 50% du total), puis nous en avons extrait celles qui remplissaient aussi les trois autres critères prédéterminés. Pour confirmer ces informations, nous avons complété cette requête par la consultation de quatre autres répertoires : en premier lieu, celui des associations membres de la Coordinadora de ONGD de España

[81] Cela veut dire que l'on ne prend pas en compte les organisations dont l'activité principale concerne l'action sociale avec des collectifs vulnérables sur le territoire espagnol, comme par exemple Cáritas ou Cruz Roja española.
[82] Disponible sur le site web de l'AECID : https://www.aecid.es/ES/Paginas/La%20AECID/Nuestros%20Socios/ONGD/Registro/Buscador.aspx (consulté le 27/05/19).

(CONGDE) et celui de la Fundación Lealtad, disponibles sur leurs portails web[83] ; en deuxième lieu, deux autres sites qui présentent des catalogues exhaustifs[84]. Le répertoire définitif, arrêté le 27/05/2019, est ainsi constitué par les 360 ONG de développement officiellement reconnues, basées en Espagne, communiquant en espagnol et possédant un site web actif, c'est-à-dire le catalogue le plus rigoureux, exhaustif et actualisé possible. Sur la base de ce répertoire, nous avons constitué nos corpus de travail, que nous allons maintenant documenter en détail.

Notre travail d'analyse empirique est tout d'abord conçu autour d'un corpus général constitué de rapports annuels publiés par les ONG espagnoles (corpus « MEM ») et d'un corpus restreint (« MEM-2 ») composé d'une sélection de ces rapports mis au format txt et soumis au traitement automatique. Au cours de notre recherche, la création d'un corpus complémentaire s'est avérée nécessaire pour les textes de présentation accompagnant certains rapports dans la section correspondante du site web (corpus « PRES »).

3.1. Corpus général (« MEM »)

Sur la base de la liste d'organisations établie selon les paramètres que nous venons de préciser, nous avons tout d'abord construit notre corpus principal, avec comme critère central un haut degré de représentativité statistique. Au moment de sa constitution, le corpus le plus récent et le plus complet auquel nous pouvions accéder était celui des rapports correspondant à l'année 2017 ; en effet, à la date du 27/05/19, 50% des ONG du répertoire initial avaient publié leur rapport de 2017 – et en raison du temps écoulé il est vraisemblable que les autres n'allaient pas le faire – et 55% n'avaient pas publié celui de 2018 – mais il était trop tôt dans l'année pour être sûrs qu'elles ne comptaient pas le faire plus tard. Nous avons ainsi identifié 181 rapports annuels rédigés en espagnol, non traduits[85], correspondant à 2017 et disponibles sur le site web des ONG espagnoles de développement, généralement dans une section ou rubrique nommée « Memoria de actividades ». Parmi ceux-ci, nous avons

[83] https://coordinadoraongd.org/organizaciones/ ; https://www.fundacionlealtad.org/ong/ (consultés le 27/05/19).
[84] https://www.guiaongs.org/directorio/ ; http://ong.consumer.es/desarrollo/ (consultés le 27/05/19).
[85] Ce qui nous a conduite à écarter notamment le rapport de Acción Contra el Hambre, qui inclut une partie considérable du rapport international, vraisemblablement traduit.

extrait un total 160 documents qui allaient constituer notre corpus définitif, et cela en fonction de plusieurs critères. En premier lieu, nous avons écarté dix documents internes qui peuvent être considérés comme correspondant à des genres à part entière, répondant aux désignations de « formulario de solicitud de declaración pública » et de « memoria abreviada ». Parmi les 171 documents restants, 9 étaient accessibles uniquement en lecture en ligne et 2 présentaient un format exclusivement interactif, alors que 160 (94% du total) étaient des documents téléchargeables au format pdf – « replicated genres » (Shepherd et Watters, 1998 : 98) –[86], constituant ainsi la modalité nettement majoritaire. Ce format a été choisi en raison de sa prééminence numérique et de son adaptabilité au traitement automatique.

Tableau 14. Modalité des rapports disponibles sur les sites web

MODALITÉ	QTÉ.	%
Document téléchargeable	146	85%
Document téléchargeable + Accessible en lecture en ligne	11	7%
Document accessible en lecture en ligne exclusive	9	5%
Interactif (en ligne) + **Document téléchargeable**	3	2%
Interactif (exclusivement en ligne)	2	1%
TOTAL	**171**	**100%**

Source : Élaboration propre

Notre corpus général est ainsi constitué de 160 rapports annuels d'ONG espagnoles de coopération internationale, rédigés en espagnol, correspondant à l'année 2017 et publiés sur les sites web des organisations et sous format téléchargeable ; il contient un total de 5 447 pages (voir annexe 4), soit 34 pages en moyenne par document. Notre corpus général est pleinement représentatif du genre « rapport annuel d'activités » tel qu'il est conçu aujourd'hui dans le domaine professionnel de la coopération non gouvernementale, et fournit une vue d'ensemble assez précise de l'activité des ONG qui sont aujourd'hui opératives.

Tableau 15. Description synthétique du corpus MEM

Nombre de documents	Nombre de pages	Moyenne pages/doc.
160	5 447	34

Source : Élaboration propre

[86] À l'exception d'un format powerpoint (AMIGOSINHA) et un format image (SINTIENDO), aussi téléchargeables, qui ont également été inclus dans le corpus.

Parallèlement, nous avons répertorié les sites webs où les rapports sont publiés et constitué un corpus complémentaire (« SITE ») qui fait l'objet de certaines observations. Le tableau 16 présente le répertoire complet du corpus « MEM » et de son corrélat « SITE ».

Tableau 16. Documents des corpus MEM et MEM-SITE

CODE RAPPORT	NOM DE L'ONG	CODE SITE	SITE
ACCIONMAR	Acción Marianista para el Desarrollo	ACCIONMAR-SITE	https://accionmarianista.org/datos-de-interes/
ACODEA	Agencia Española de Cooperación al Desarrollo (ACODEA)	ACODEA-SITE	http://www.acodea.es/libreria/
ACOEC	Asociación para la Cooperación entre Comunidades (ACOEC)	ACOEC-SITE	https://acoecongd.org/conocenos/transparencia/memorias-actividades/
ACPP	Asamblea de Cooperación por la Paz	ACPP-SITE	https://www.acpp.com/about-us/memoria/
AFRICAV	África Avanza	AFRICAV-SITE	http://africaavanza.org/#
AIDA	Ayuda, Intercambio y Desarrollo (AIDA)	AIDA-SITE	https://www.ong-aida.org/que-hacemos/rendicion-de-cuentas/
AIETI	Asociación de Investigación y Especialización sobre Temas Iberoamericanos (AIETI)	AIETI-SITE	http://aieti.es/memoria-y-evaluaciones/
AKSHY	Akshy	AKSHY-SITE	http://akshy.org/home/memorias/
ALBIHAR	Albihar	ALBIHAR-SITE	https://www.fundacionalbihar.org/somos/transparencia/#1464689639347-1a95af75-36f6
ALIANXSOL	Alianza por la Solidaridad	ALIANXSOL-SITE	https://www.alianzaporlasolidaridad.org/nosotros/transparencia
ALMACIGA	Almaciga	ALMACIGA-SITE	https://almaciga.org/documentos/
ALMENARA	Almenara	ALMENARA-SITE	https://www.fundacionalmenara.org/memoria-de-actividades
AMANECER	Amanecer Solidario	AMANECER-SITE	https://www.amanecersolidario.org/quienes-somos/memoria-de-actividades.php
AMBALA	Ambala	AMBALA-SITE	https://www.ambalaong.org/memorias-anuales-ambala
AMIGOSHINA	Amigos de Inharrime	AMIGOSHINA-SITE	https://amigosdeinharrime.es/memorias-de-actividades/
AMIGOSOL	Amigos Solidarios	AMIGOSOL-SITE	https://amigosolidarios.com/memorias/
AMREF	Amref Salud África	AMREF-SITE	https://www.amref.es/quienes-somos/transparencia/
AMYCOS	Amycos	AMYCOS-SITE	https://amycos.org/amycos/memoria-de-actividades/
ANESVAD	Anesvad	ANESVAD-SITE	https://www.anesvad.org/es/transparencia/rendicion-de-cuentas/
APY	APY Solidaridad en Acción	APY –SITE	http://apysolidaridad.org/memorias-anuales/
ASA	Acción Solidaria Aragonesa	ASA-SITE	http://www.asazaragoza.org/
ASFES	Arquitectos Sin Fronteras de España (ASFES)	ASFES-SITE	http://asfes.org/transparencia/
ATELIER	Atelier	ATELIER-SITE	http://ongdatelier.org/atelier-ongd-info/memoria-de-actividades/
AYUDACC	Ayuda En Acción	AYUDACC-SITE	https://ayudaenaccion.org/ong/sobre-nosotros/memorias-anuales/
AYUDEMOS	Ayudemos a un@ Niñ@	AYUDEMOS-SITE	https://www.ayudemosaunnino.org/Informate/publicaciones.html
BALMS	Fundación Balms para la Infancia	BALMS-SITE	https://www.fundacionbalms.org/es/informate/documentacion#categoria-3

BATA	Centro de Iniciativas para la Cooperación Batá (CIC-BATÁ)	BATA-SITE	http://www.cicbata.org/quienes_somos
BOSQUE	Bosque y Comunidad	BOSQUE-SITE	http://www.bosqueycomunidad.org/que-hacemos/
CERAI	Centro de Estudio Rurales y de Agricultura Internacional (CERAI)	CERAI-SITE	https://cerai.org/transparencia/
CESAL	Cesal	CESAL-SITE	https://www.cesal.org/publicaciones/memoria
CIC	Consejo Interhospitalario de Cooperación (CIC)	CIC-SITE	http://www.ciccooperacion.org/memoria-social/
CIDEAL	Cideal	CIDEAL-SITE	https://www.cideal.org/transparencia/
CIM	Colaboración con la Infancia y la Mujer en Burkina Fasso (CIM Burkina)	CIM-SITE	https://www.cim-burkina.com/es/pagina/memorias-anuales
CODEPRO	Asociación para la Cooperación, el Desarrollo y la Promoción (CODEPRO)	CODEPRO-SITE	http://asociacioncodepro.org/category/memorias/
CODESPA	Codespa	CODESPA-SITE	https://www.codespa.org/conocenos/transparencia/
COMISDH	Comisión de Derechos Humanos Hispano Guatemalteca	COMISDH-SITE	http://www.cdhhg.org/
CONCORDIA	Concordia Solidaria	CONCORDIA-SITE	http://fundacionconcordia.org/memorias/
CONEMUND	Conemund	CONEMUND-SITE	https://www.conemund.org/que-hacemos-conemund/#memoria
CONLEON	Hermanamiento León-Zaragoza	CONLEON-SITE	http://zaragozaconleon.org/quienes-somos/#mision
CONSTRUYE	Construye Mundo	CONSTRUYE-SITE	http://www.construyemundo.org/publicaciones/memorias
COOPERA	Coopera	COOPERA-SITE	https://cooperaong.org/memorias-de-actividades/
COOPINT	Cooperación Internacional	COOPINT-SITE	https://www.ciong.org/quienesSomos.php?fam=9
COPADE	Comercio para el Desarrollo (COPADE)	COPADE-SITE	https://copade.es/memorias-y-publicaciones/
CUME	Cume	CUME-SITE	http://fundacioncume.org/documentacion/
DELWENDE	Delwende	DELWENDE-SITE	http://delwende.es/quienes-somos/transparencia/
DILAYA	Dilaya	DILAYA-SITE	https://www.fundaciondilaya.org/quienes-somos/memorias/
DONBOSCO	Solidaridad Don Bosco	DONBOSCO-SITE	https://solidaridaddonbosco.org/memoria-anual/
ECOGAYA	Ecodesarrollo Gaya	ECOGAYA-SITE	https://ecodesarrollogaia.org/transparencia
ECOSOL	Ecosol	ECOSOL-SITE	http://www.ongd.es/ecosolwp/#evaluaciones
EDIFICANDO	Edificando Comunidad de Nazaret	EDIFICANDO-SITE	http://www.edificandocn.com/
EDUCO	Educo	EDUCO-SITE	https://www.educo.org/QUIENES-SOMOS/Rendicion-de-cuentas
ENERFRON	Energía sin Fronteras	ENERFRON-SITE	https://energiasinfronteras.org/proyectos/trasparencia/memorias
ENTRECULT	Entreculturas	ENTRECULT-SITE	https://www.entreculturas.org/es/publicaciones/informe-anual-entreculturas-2017
ESPERALE	Esperanza y Alegría	ESPERALE-SITE	https://fundacionesperanzayalegria.org/transparencia/
FABRE	Fabre	FABRE-SITE	https://www.fundacionfabre.org/nuestro-trabajo/
FAMILUNI	Familias Unidas	FAMILUNI-SITE	https://www.fundacionfamiliasunidas.org/publicaciones/memorias/
FARMAFRON	Farmacéuticos sin Fronteras	FARMAFRON-SITE	https://www.farmaceuticossinfronteras.org/transparencia
FARMAMUN	Farmacéuticos Mundi (Farmamundi)	FARMAMUN-SITE	https://farmaceuticosmundi.org/publicaciones/

FASFI	Fundación Ayuda Solidaria Hijas de Jesús (FASFI)	FASFI-SITE	http://www.fasfi.org/que-hacemos/memorias/
FOAL	Fundación Once América Latina	FOAL-SITE	https://www.foal.es/es/paginas/transparencia
FUDEN	Fundación para el Desarrollo de la Enfermería (FUDEN)	FUDEN-SITE	http://www.fuden.es/la-fundacion/nuestro--trabajo/3-memorias-anuales
FUNDEBE	Fundación para el Desarrollo de Benín (FUNDEBE)	FUNDEBE-SITE	https://fundebe.org/descargas/
FUNDEO	Fundación Enrique de Ossó (FUNDEO)	FUNDEO-SITE	http://www.fundeo.org/Memorias.69.0.html?&no_cache=1 / http://www.fundeo.org/Detalle-memoria.83.0.html?&no_cache=1&tx_fundeoweb_pi1%5BidPublicacion%5D=81
GEOLOMUN	Geólogos del Mundo	GEOLOMUN-SITE	http://www.icog.es/geologosdelmundo/index.php/memorias/
GLOBAL	Global Humanitaria	GLOBAL-SITE	https://www.globalhumanitaria.org/sobre-nosotros/transparencia/memorias
HOLAGHA	Hola Ghana	HOLAGHA-SITE	http://www.holaghana.org/transparencia
HUAUQUI	Huauquipura	HUAUQUI-SITE	http://huauquipura.org/memorias/
HUMADEMO	Humanismo y Democracia	HUMADEMO-SITE	http://hmasd.org/transparencia/
IBO	Ibo	IBO-SITE	http://www.fundacionibo.org/proyectos/memoria/
ICID	Iniciativas de Cooperación Internacional para el Desarrollo (ICID)	ICID-SITE	https://asociacionicid.org/index.php/quienes-somos/memorias
IDEAS	Iniciativas de Economía Alternativa y Solidaria (IDEAS)	IDEAS-SITE	https://ideas.coop/que-hacemos/banco-de-recursos/
INCIDEM	Instituto de Cooperación Internacional y Desarrollo Municipal (INCIDEM)	INCIDEM-SITE	https://www.incidem.es/qui%C3%A9nes-somos/transparencia/
INFANFRON	Infancia sin Fronteras	INFANFRON-SITE	https://infanciasinfronteras.org/transparencia/
INSPIRACT	InspirAction	INSPIRACT-SITE	https://www.inspiraction.org/publicaciones/memorias/memoria-2016-2017/
INTERED	InteRed	INTERED-SITE	https://www.intered.org/es/recursos/memorias
ISCOD	Instituto Sindical de Cooperación al Desarrollo (ISCOD)	ISCOD-SITE	http://www.iscod.org/node/15 http://www.iscod.org/MEMORIAS/2017a
ISFAST	Ingenieros sin Fronteras Asturias	ISFAST-SITE	https://asturias.isf.es/publicaciones/memoria-de-actividades/
ISFCAN	Ingenieros sin Fronteras Cantabria	ISFCAN-SITE	https://cantabria.isf.es/memoria-de-actividades/
ITWILLBE	It Will Be	ITWILLBE-SITE	http://it-willbe.org/impacto#1474890305023-6ea162d2-2c60
JOVENDES	Jóvenes y Desarrollo	JOVENDES-SITE	https://www.jovenesydesarrollo.org/contenidos/memorias-anuales-y-cuentas-auditadas
JUANCIU	Juan Ciudad	JUANCIU-SITE	https://www.juanciudad.org/
JUNTOS	Juntos Mejor	JUNTOS-SITE	http://fundacionjuntosmejor.com/memorias/
JUSTALE	Justalegría	JUSTALE-SITE	http://justalegria.org/quienes-somos/#transparencia
JUSTIALIM	Justicia Alimentaria	JUSTIALIM-SITE	https://justiciaalimentaria.org/memorias-institucionales
KARIT	Karit Solidarios por la Paz	KARIT-SITE	https://www.karitsolidarios.es/comunicacion/
KELELE	Kelele África	KELELE-SITE	http://www.keleleafrica.org/quienes-somos/memoria-de-actividades-y-estatutos/
KIRIRA	Kirira	KIRIRA-SITE	http://www.fundacionkirira.es/memoria-anuales
KORIMA	Korima Claretianas	KORIMA-SITE	http://www.korimaclaretianas.org/#
KUBUKA	Kubuka	KUBUKA-SITE	https://www.kubuka.org/transparencia/

MADRECOR	Madre Coraje	MADRECOR-SITE	https://www.madrecoraje.org/conocenos/nuestras-publicaciones/memorias/
MADRESEL	Madreselva	MADRESEL-SITE	http://madreselvaongd.net/memorias-anuales/
MANABI	Manabí	MANABI-SITE	https://www.asociacionmanabi.com/documentos-de-inter%C3%A9s/
MANOSUNI	Manos Unidas	MANOSUNI-SITE	https://www.manosunidas.org/memorias-datos-economicos
MASVIDA	Más Vida	MASVIDA-SITE	https://www.fundacionmasvida.org/memorias/
MEDICOSFRON	Médicos sin Fronteras	MEDICOSFRON-SITE	https://www.msf.es/actualidad/publicaciones?document=3541
MEDICOSMUN	Médicos del Mundo	MEDICOSMUN-SITE	https://www.medicosdelmundo.org/quienes-somos/memorias
MEDICUS	Medicus Mundi	MEDICUS-SITE	http://www.medicusmundi.es/es/quienes-somos/transparencia/memorias-de-actividades
MENNI	Benito Menni	MENNI-SITE	https://www.fbmenni.org/que-hacemos/memorias
MICROFIDES	Microfides	MICROFIDES-SITE	https://microfides.com/memoria-y-cuentas-anuales/
MIRADAS	Miradas al Mundo	MIRADAS-SITE	https://www.miradasalmundo.org/memorias/
MISIONAM	Misión América	MISIONAM-SITE	https://misionamerica.org/memorias/
MOZAMB	Mozambique Sur	MOZAMB-SITE	https://fundacionmozambiquesur.org/quienes-somos
MPDL	Movimiento por la Paz (MPDL)	MPDL-SITE	http://www.mpdl.org/nuestra-ong/transparencia#sthash.4UB2MIF5.dpbs
MUJERESZC	Mujeres en Zona de Conflicto (MZC)	MUJERESZC-SITE	http://www.mzc.es/memorias/
MUNDO	Mundo Cooperante	MUNDO-SITE	https://www.mundocooperante.org/memorias-de-actividades/
MUSOL	Municipalistas por la Solidaridad y el Fortalecimiento Institucional (MUSOL)	MUSOL-SITE	http://www.musol.org/es/como-comunicamos/memorias.html
NEPAL	Nepal Sonríe	NEPAL-SITE	https://nepalsonrie.org/documentos/
NIÑIND	Niños de la India	NIÑIND-SITE	https://www.ninosdelaindia.org/nosotros
NUESTROS	Nuestros Pequeños Hermanos	NUESTROS-SITE	https://www.nph-spain.org/actualidad/documentos/
NUEVOSCA	Nuevos Caminos	NUEVOSCA-SITE	https://nuevoscaminos.org/quienes-somos/transparencia-2/memorias-de-actuacion/
NUTRIFRON	Nutrición sin Fronteras	NUTRIFRON-SITE	http://www.nutricionsinfronteras.org/las-cuentas-claras/
OAN	Oan International	OAN-SITE	http://www.oaninternational.org/transparencia.html
ONGAWA	Ongawa	ONGAWA-SITE	https://ongawa.org/somos/#transparentes / https://ongawa.org/memoria-2017-esto-es-lo-que-hemos-conseguido/
OXFAM	Oxfam Intermón	OXFAM-SITE	https://www.oxfamintermon.org/es/informate/publicaciones/memoria-anual
PABLOHORST	Pablo Horst	PABLOHORST-SITE	http://www.fundacionpablo.org/index.php/home/patronato-cuentas
PAZDESAR	Paz y Desarrollo	PAZDESAR-SITE	http://www.pazydesarrollo.org/informate/publicaciones/
PAZDIGN	Paz con Dignidad	PAZDIGN-SITE	http://www.pazcondignidad.org/quienes-somos/memorias/
PETJADES	Petjades	PETJADES-SITE	http://www.ongd.es/petjadeswp/rendicion-de-cuentas/
PROCLADE	Proclade	PROCLADE-SITE	https://www.fundacionproclade.org/hacemos/memoria-anual
PROFES	Profesores Cooperantes	PROFES-SITE	http://www.profesorescooperantes.org/2006.html
PROKARDE	Prokarde	PROKARDE-SITE	https://prokarde.org/es/c/?iddoc=1571
PROMOSOC	Promoción Social	PROMOSOC-SITE	https://promocionsocial.org/somos-transparentes/
PROYDE	Promoción y Desarrollo (PROYDE)	PROYDE-SITE	https://www.proyde.org/index.php/proyde-menu/memoria-social

PROYECSOL	Proyecto Solidario por la Infancia	PROYECSOL-SITE	https://www.proyectosolidario.org/transparencia/
PSICOFRON	Psicólogas y Psicólogos sin Fronteras	PSICOFRON-SITE	https://www.psicologossinfronteras.org/transparencia/memorias-anuales/
PUEBLOS	Pueblos Hermanos	PUEBLOS-SITE	https://pueblosh ermanos.org.es/content/memorias-anuales-0
REACH	Reach Internacional España	REACH-SITE	http://www.reachspain.org/informes/
RECOVER	Recover Hospitales para África	RECOVER-SITE	https://fundacionrecover.org/transparencia/ / https://fundacionrecover.org/memoria-recover-2017/mobile/index.html
REGALOS	Regalos de Amor	REGALOS-SITE	http://www.regalosdeamor.org/dat.php?memorias&1&ultimas
RELIGIOSOS	Religiosos para la Salud	RELIGIOSOS-SITE	https://www.fundacionfrs.es/?menu=1
RESCATE	Rescate Internacional	RESCATE-SITE	https://www.ongrescate.org/memoria-anual
RINALDI	Felipe Rinaldi	RINALDI-SITE	http://www.fundacionrinaldi.org/conocenos/publicaciones.html
SAL	Solidaridad con América Latina (SAL)	SAL-SITE	https://www.ongsal.org/memoria-actividades
SAVECHILD	Save the Children	SAVECHILD-SITE	https://www.savethechildren.es/quienes-somos/transparencia-y-buen-gobierno / https://www.savethechildren.es/publicaciones/memoria-anual-2017
SED	Solidaridad Educación Desarrollo (SED)	SED-SITE	http://www.sed-ongd.org/quienes-somos/memorias-anuales/
SEGUNMON	Segundo y Santiago Montes	SEGUNMON-SITE	http://www.fundacionsegundoysantiagomontes.es/#
SEMG	Semg Solidaria	SEMG-SITE	https://www.semg.es/index.php/semgsolidaria
SETEMAND	Setem Andalucía	SETEMAND-SITE	http://www.setem.org/site/es/andalucia/cuentas-claras-y-memorias/
SETEMEUS	Setem Euskadi	SETEMEUS-SITE	http://www.setem.org/site/es/euskadi/memoria-de-actividades/
SETEMMAD	Setem Madrid	SETEMMAD-SITE	http://www.setem.org/site/es/mcm/cuentas-claras-y-memorias/
SINTIENDO	Sintiendo el Sur	SINTIENDO-SITE	http://www.sintiendoelsur.org/index.php/2012-04-07-13-11-02/donde-actuamos
SODEPAZ	Solidaridad para el Desarrollo y la Paz (SODEPAZ)	SODEPAZ-SITE	http://www.sodepaz.org/index.php/80-economia-solidaria/comercio-justo/2621
SOLIDINTAN	Solidaridad Internacional Andalucía	SOLIDINTAN-SITE	http://www.solidaridadandalucia.org/transparencia/
SOLIDINTVAL	Solidaridad Internacional País Valenciano	SOLIDINTVAL-SITE	https://sipv.org/transparencia/
SOLMAN	Solidaridad Manchega (SOLMAN)	SOLMAN-SITE	http://www.solman-ongd.org/index.php/index.php/documentacion-memorias
SONRIBOM	Sonrisas de Bombay	SONRIBOM-SITE	https://www.sonrisasdebombay.org/transparencia/
SOTERMUN	Sotermun	SOTERMUN-SITE	https://www.sotermun.es/balances-solidarios2/
TALLER	Taller de Solidaridad	TALLER-SITE	https://tallerdesolidaridad.org/que-decimos/publicaciones/
TIERRAESP	Tierra de Esperanza	TIERRAESP-SITE	https://landofhope.org/weblog/
TIERRAHOM	Tierra de Hombres	TIERRAHOM-SITE	https://www.tierradehombres.org/quienes-somos/transparencia/memorias
TIERRASIN	Tierra sin Males	TIERRASIN-SITE	https://tierrasinmales.org/transparencia
TRABDIG	Trabajo y Dignidad	TRABDIG-SITE	https://trabajoydignidad.org/
VALLE	Fundación del Valle	VALLE-SITE	https://www.fundaciondelvalle.org/quienes-somos/datos-economicos/ / https://fundaciondelvalle.org/memorias/MEM17CAS_FLI

			P/mobile/index.html
VERAPAZ	Acción Verapaz	VERAPAZ-SITE	http://www.accionverapaz.org/index.php/documentos/memorias
VFERRER	Vicente Ferrer	VFERRER-SITE	https://fundacionvicenteferrer.org/es/publicaciones?field_document_category_tid=9
VIDES	Voluntariado Internacional para el Desarrollo, la Educación y la Solidaridad (VIDES)	VIDES-SITE	https://www.vides.es/quienes-somos/transparencia/
VIDESUR	Vides Sur	VIDESUR-SITE	http://www.videssur.org/memorias.html
VIHDA	Vihda	VIHDA-SITE	http://www.vihda.org/2013-04-06-11-57-08/memorias
WORLD	World Vision	WORLD-SITE	https://www.worldvision.es/nosotros/donde-va-tu-dinero
XALEY	Xaley	XALEY-SITE	https://xaley.org/transparencia/

Source : Élaboration propre

Ce corpus a servi de base à l'analyse du contexte de production et de diffusion, à l'identification des formats adoptés par les documents et à l'examen des contenus et de l'organisation de l'information qui caractérisent le genre (voir plus bas).

3.2. Corpus restreint (« MEM-2 »)

Notre corpus restreint est constitué de 50 rapports extraits du corpus général, près d'un tiers du total (31%), qui ont été mis au format texte (.word et .txt) pour faire l'objet d'un traitement automatique, notamment grâce à l'outil AntConc (voir 4.3 plus bas). Il rend compte de la variété des formats adoptés – qui seront décrits aux chapitres 5 et 6 –, ce qui fait de lui un échantillon représentatif de toutes les conceptions existantes, permettant en même temps d'établir quelques éléments de comparaison. Au-delà du critère de la représentativité relative au format adopté, le choix a été aléatoire, à deux exceptions près : nous avons écarté les textes trop longs (de plus de 80 mots, d'ailleurs très minoritaires), car leurs traits seraient sur-réprésentés dans l'échantillon, ainsi que les textes dont la conversion au format texte, nécessaire pour l'analyse automatique, s'avérait, pour des raisons techniques, trop chronophage. Malgré le biais que toute sélection introduit dans les résultats, nous estimons que ce corpus restreint remplit les critères indispensables de représentativité statistique. Les tableaux 17 et 18 présentent une description synthétique du corpus et une description détaillée des documents, respectivement.

Tableau 17. Description synthétique du corpus MEM-2

Nombre de documents :	50	Pourcent. de documents sur le corpus intégral :	31%		
Nombre total de pages :	1.667	Pourcent. de pages sur le corpus intégral :	31 %	Nombre moyen de pages/doc :	33
Nombre total de mots :	404 014	Nombre moyen de mots/doc :	8 080	Nombre moyen de mots/page :	242
Nombre de tokens :	382 767	Nombre de types :	23 517	Ratio types/ tokens :	0.06

Source : Élaboration propre

Tableau 18. Description détaillée du corpus MEM-2

CODE	Nombre de pages	Nombre de mots	Moyenne mots/page	Nombre de tokens	Nombre de types	Ratio types/ tokens
AIDA-2	54	10 688	198	10 448	2 356	0.23
AIETI-2	46	7 937	173	7 651	1 603	0.21
ALIANXSOL-2	47	6 494	138	6 033	1 791	0.30
ALMACIGA-2	34	5 997	176	5 459	1 263	0.23
ALMENARA-2	26	2 954	114	2 832	822	0.29
AMIGOSOL-2	32	2 538	79	2 465	864	0.35
ANESVAD-2	20	5 146	257	4 863	1 434	0.29
APY-2	32	11 437	357	11 147	2 111	0.19
ASA-2	16	4 603	288	4 322	1 268	0.29
ASFES-2	49	22 434	458	21 775	3 666	0.17
AYUDACC-2	4	2 404	601	1 860	799	0.43
BATA-2	34	8 362	246	8 048	1 702	0.21
CESAL-2	70	24 886	356	23 727	4 348	0.18
CIDEAL-2	28	5 732	205	5 299	1 375	0.26
CODESPA-2	50	14 544	291	13 758	2 985	0.22
CONSTRUYE-2	17	2 158	127	2 050	729	0.36
DILAYA-2	23	3 906	170	3 710	1 228	0.33
ECOSOL-2	23	6 750	293	6 432	1 576	0.25
EDIFICANDO-2	14	1 590	114	1 445	552	0.38
EDUCO-2	80	12 331	154	11 736	2 406	0.21
FARMAMUN-2	20	7 555	378	7 296	2 034	0.28
FUDEN-2	8	1 940	243	1 892	562	0.30
GLOBAL-2	49	13 717	280	12 593	2 784	0.22
ICID-2	24	8 031	335	7 807	1 768	0.23
INTERED-2	28	13 566	485	12 095	2 295	0.19
ISCOD-2	31	6 836	221	6 426	1 301	0.20
ISFCAN-2	31	4 852	157	4 537	1 299	0.28
ITWILLBE-2	26	2 764	106	2 617	868	0.33
JUSTALE-2	29	1 137	39	1 070	410	0.38
JUSTIALIM-2	47	11 460	244	10 875	2 419	0.22

KIRIRA-2	55	6.404	116	6 219	1 662	0.27
MADRESEL-2	28	3 052	109	2 949	878	0.30
MANABI-2	29	4 229	146	4 109	1 077	0.26
MEDICUS-2	62	22 772	367	20 671	3 944	0.19
MICROFIDES-2	10	1 873	187	1 791	644	0.36
MIRADAS-2	17	3 049	179	2 950	916	0.31
MPDL-2	48	15 196	317	14 455	2 949	0.20
MUSOL-2	58	20 015	345	19 030	3 069	0.16
NUEVOSCAM-2	10	3 553	355	3 424	1 129	0.33
ONGAWA-2	20	3 582	179	3 326	1 053	0,32
OXFAM-2	20	6 479	324	6 020	1 944	0.32
PAZDESAR-2	26	3 574	137	3 468	1 102	0.32
PROCLADE-2	67	18 377	274	17 738	3 347	0.19
RESCATE-2	35	9 036	258	8 616	1 888	0.22
SAVECHILD-2	34	6 387	188	6 161	1 618	0.26
SETEMEUS-2	39	11 648	299	11 311	2 397	0.21
SOLIDINTAN-2	28	6 273	224	5 901	1 718	0.29
SOLMAN-2	60	7 957	133	7 413	1 947	0.26
TRABDIG-2	20	4 430	222	4 251	1 219	0.29
VERAPAZ-2	36	11 379	316	10 696	2 461	0.23

Source : Élaboration propre

Ces rapports ont essentiellement servi de base à l'analyse du lexique et des pratiques discursives associées, en suivant les principes que nous avons présentés au chapitre 1, notamment.

3.3. Corpus complémentaire : Textes de présentation (« PRES »)

Au cours de notre analyse des sections du site web où les rapports sont publiés, nous avons constaté l'importance informative et discursive des textes complémentaires qui y figurent parfois, destinés à présenter le document aux lecteurs. Au total, nous avons trouvé 62 textes, ce qui correspond à près de 40% du total des rapports objet d'étude. Il s'agit généralement de textes courts (84 mots en moyenne), ce qui donne un corpus d'un peu plus de 5 000 mots. Les tableaux 19 et 20 présentent les informations correspondantes.

Tableau 19. Description synthétique du corpus PRES

Nombre de documents :	62	Pourcent. de documents sur le corpus intégral :	39%		
Nombre total de mots :	5 219	Nombre moyen de mots/doc :	84		
Nombre total de tokens :	5 148	Nombre total de types :	1 070	Ratio types/ tokens :	0.21

Source : Élaboration propre

Tableau 20. Description détaillée du corpus PRES

CODE	Nombre de mots	CODE	Nombre de mots
ACODEA-PRES	23	INTERED-PRES	76
ACPP-PRES	53	ISFAST-PRES	60
AKSHY-PRES	30	ISFCAN-PRES	125
ALIANXSOL-PRES	30	JUSTIALIM-PRES	42
ALMACIGA-PRES	31	KARIT-PRES	164
ALMENARA-PRES	53	KIRIRA-PRES	46
AMANECER-PRES	30	MANOSUNI-PRES	39
AMBALA-PRES	34	EDICUSMUN-PRES	236
AMYCOS-PRES	41	MICROFIDES-PRES	26
ANESVAD-PRES	41	MIRADAS-PRES	40
AYUDACC-PRES	65	MISIONAM-PRES	120
AYUDEMOS-PRES	59	MUNDO-PRES	22
BOSQUE-PRES	29	NUESTROS-PRES	28
CERAI-PRES	37	NUEVOSCAM-PRES	108
CESAL-PRES	262	ONGAWA-PRES	70
CONEMUND-PRES	35	OXFAM-PRES	171
COOPERA-PRES	50	PAZDIGN-PRES	674
COOPINT-PRES	28	PLAN-PRES	51
DELWENDE-PRES	29	PROCLADE-PRES	452
EDUCO-PRES	31	PSICOFRON-PRES	31
ENTRECULT-PRES	173	RECOVER-PRES	8
FABRE-PRES	147	REGALOS-PRES	95
FARMAMUN-PRES	25	RESCATE-PRES	20
FASFI-PRES	60	SAVECHILD-PRES	60
FOAL-PRES	28	SETEMAND-PRES	23
FUDEN-PRES	107	SETEMEUS-PRES	24
GEOLOMUN-PRES	155	SOLIDINTAN-PRES	67
GLOBAL-PRES	87	SOTERMUN-PRES	26
HOLAGHA-PRES	31	TALLER-PRES	148
HUMADEMO-PRES	25	VIDES-PRES	83
INSPIRACT-PRES	268	VIHDA-PRES	29

Source : Élaboration propre

Ces textes, dont le contenu complet est disponible sur les sites web, à l'adresse indiquée dans le tableau 16 (sauf pour les sections qui ont subi des modifications depuis le mois de mai 2019), nous ont fourni des informations très utiles sur les finalités du genre, comme nous le détaillons au chapitre 5.

4. Procédures d'analyse

4.1. Analyse contextuelle

La première phase de notre examen a porté sur la section de publication des rapports annuels sur le site web, ce que nous pouvons appeler leur « habitat », qu'ils partagent avec d'autres textes et documents (corpus « SITE »). Lors de la première exploration visuelle nous avons identifié l'intitulé de la section et sa localisation sur le site web, afin de comprendre la place que les ONG attribuent au rapport annuel parmi leurs sphères d'activité. La table qui recueille les résultats obtenus figure à l'annexe 2. Nous avons ensuite identifié les documents qui accompagnent le rapport dans cette section, ce qui nous a permis d'affiner les constatations précédentes et d'observer également les relations existantes entre les genres, qui, comme nous l'avons signalé au chapitre 1, opèrent généralement en interaction. Finalement, nous avons étudié la séquence des rapports correspondants aux années précédentes, lorsqu'ils étaient disponibles sur la même section. En particulier, nous avons élaboré une chronologie des rapports annuels et des formats adoptés (voir annexe 3) qui nous a permis d'émettre des hypothèses sur la présence historique du genre et de réfléchir sur son rôle dans la construction de l'identité visuelle des organisations. La section de publication a été par ailleurs globalement analysée comme un genre à part entière présentant une logique discursive et un propos communicatif spécifique.

Dans un deuxième temps, nous avons abordé les textes de présentation, qui ont été analysés selon deux points de vue complémentaires. D'une part, en raison de leur taille réduite, nous avons pu effectuer une lecture intégrale des textes dans le but de relever les informations significatives qu'ils fournissent sur les rapports, notamment concernant les finalités du genre et les contenus essentiels. Cette lecture offre des indices sur l'orientation des rapports, et de

ce point de vue elle sert en partie à compenser l'impossibilité de les lire en entier. D'autre part, au cours de notre examen, les textes sont devenus eux-mêmes objet d'analyse discursive, en tant que représentations condensées des rapports. Pour cette raison, nous réservons pour plus tard cette explication, qui relève par ailleurs des techniques de l'analyse automatique (voir 4.3, ci-dessous).

Pour l'analyse de la situation communicative, et tout particulièrement du processus d'élaboration des rapports, nous avons étudié une deuxième source d'information, les pages de crédits présentes dans 40 rapports (25% du total). Voici la liste des rapports concernés :

Tableau 21. Répertoire des rapports contenant une page des crédits

ACPP	DELWENDE	INTERED	OXFAM
AMBALA	DONBOSCO	JUSTALIM	PAZDESAR
AMYCOS	ENERFRON	MADRECOR	PAZDIGN
ANESVAD	ENTRECULT	MADRESELVA	PROYECSOL
ASFES	FABRE	MEDICOSFRON	REACH
CESAL	FARMAMUN	MEDICUSMUN	RECOVER
CODESPA	FUNDEO	MPDL	SED
COMISDH	GEOLOMUN	MUSOL	TRABDIG
COOPINT	GLOBAL	NUEVOSCAM	VERAPAZ
CUME	HUAUQUI	ONGAWA	VFERRER

Source : Élaboration propre

Les crédits des rapports rendent compte des responsables de l'édition au sens large, mais parfois ils reconnaissent également la contribution de spécialistes ou départements des différentes sphères d'activité de l'organisation (finances, communication, projets, etc.) au développement des différents contenus du rapport. Ils signalent également, le cas échéant, l'intervention d'une agence externe de communication dans l'élaboration ou la mise en page du document. Les informations fournies, qui concernent certes une modalité spécifique de rapports et ne peuvent par conséquent pas être automatiquement extrapolées au genre, sont tout de même éloquentes en ce qui concerne les centres d'intérêts des rapports et les personnes ou services engagés dans leur construction.

L'ensemble de ces observations, qui sont présentées au chapitre 5 de ce travail, ont contribué à explorer la dimension diachronique du rapport annuel et à préciser la place du genre parmi les logiques du domaine, notamment la transparence, la gestion financière et la communication externe.

4.2. Analyse macro-textuelle

Les documents intégrant notre corpus général ont été étudiés dans leur facture externe pour obtenir un panorama global du genre à un moment précis de son évolution historique, et notamment en ce qui concerne la conception visuelle, la construction rhétorique globale et d'autres aspects macro-structuraux (chapitre 6). Comme nous l'avons signalé, les rapports qui composent ce corpus sont généralement désignés comme « memoria », mais présentent toutefois des factures diverses, raison pour laquelle nous avons établi un classement par modalités en fonction des traits visuels qui les caractérisent : poids relatif du contenu verbal et visuel, extension, organisation globale, etc. (voir tableau 34). L'établissement de ces paramètres a eu lieu après l'observation exhaustive des formats adoptés par les documents et l'identification de traits partagés par un nombre considérable de rapports qui justifiaient leur regroupement sous une catégorie.

En faisant abstraction des différents formats, nous avons recherché les contenus présents dans tous les documents – identifiés comme essentiels au genre – et leur ordre d'apparition. L'observation manuelle de tous les documents nous a permis d'établir des conclusions fiables à cet égard. Cependant, pour objectiver ces observations, nous avons choisi de les présenter sur la base des tables de matières figurant dans 102 rapports, soit 63% du total. Les tables de contenus, intégralement reproduites à l'annexe 6, correspondent aux documents suivants :

Tableau 22. Répertoire des rapports contenant une table de contenus

ACODEA	ASFES	ENERFRON	ISFAST	MUSOL	SEMG
ACOEC	AYUDEMOS	ENTRECULT	ISFCAN	NUESTROS	SETEMMAD
ACPP	BALMS	ESPERALE	ITWILLBE	OAN	SODEPAZ
AFRICAVAN	BATA	FABRE	JOVENDES	OXFAM	SOLIDINTAN
AIDA	CERAI	FARMAMUN	JUSTIALIM	PABLOHORST	SOLIDINTVAL
AIETI	CESAL	FOAL	KELELE	PAZDESAR	SOLMAN
AKSHY	CIDEAL	FUNDEBE	KUBUKA	PAZDIGN	SONRIBOM
ALBIHAR	CODEPRO	FUNDEO	MADRECOR	PROCLADE	TIERRAESP
ALIANXSOL	CODESPA	GEOLOMUN	MADRESELVA	PROYECSOL	TIERRAHOM
ALMACIGA	COMISDH	GLOBAL	MANOSUNI	PSICOFRON	TIERRASIN
ALMENARA	CONEMUND	HOLAGHA	MASVIDA	REACH	TRABDIG
AMANECER	CONSTRUYE	HUAUQUI	EDICOSFRON	RECOVER	VALLE
AMBALA	COPADE	IBO	MEDICUSMUN	REGALOS	VERAPAZ
AMIGOSINHA	DELWENDE	IDEAS	MISIONAM	RELIGIOSOS	VFERRER
AMIGOSOL	DILAYA	INCIDEM	MOZAMB	RESCATE	VIDES
AMYCOS	DONBOSCO	INTERED	MPDL	RINALDI	VIHDA
ANESVAD	EDUCO	ISCOD	MUJERESZC	SED	XALEY

Source : Élaboration propre

Comme nous l'avons dit, nos conclusions sont néanmoins fondées sur l'observation de la totalité des documents, y compris ceux qui ne comportent pas de table de matières et ceux pour qui celle-ci ne rend pas compte de façon précise de tous les contenus présents dans le document en question.

L'étude de l'organisation des contenus a donné lieu à l'identification d'un schéma rhétorique prototypique, c'est-à-dire reproduit dans un nombre suffisamment important de documents pour ne pas être considéré comme le fruit du hasard. Afin de rendre visibles nos conclusions par rapport à ce schéma rhétorique global, nous avons pris comme exemple des documents qui illustrent l'ensemble des traits identifiés comme prototypiques, sans vouloir pour autant dire que les autres documents respectent scrupuleusement ce modèle. Par ailleurs, afin de compléter la description formelle du genre nous avons cherché dans les documents les formes adoptées dans les textes par les différents contenus, c'est-à-dire les modalités discursives à travers lesquelles les différentes informations sont transmises. En ce sens, nous nous sommes intéressée entre autres aux ressources multimodales, pour vérifier s'ils jouent un rôle dans les pratiques de promotion des ONG, tel que l'a montré Breeze (2015) pour les rapports des entreprises privées. L'identification de la logique rhétorique et des moyens expressifs utilisés nous a conduite à une réflexion sur les objectifs primaires et secondaires du genre et sur les motivations des choix opérés par les responsables de l'élaboration des rapports.

4.3. Analyse micro-textuelle

L'analyse micro-textuelle, focalisée sur les aspects lexicaux, a été effectuée au moyen du logiciel AntConc, en libre accès sur internet (Anthony, 2018)[87]. Cet outil d'aide à l'analyse de corpus permet d'en extraire des données telles que les mots fréquents, les segments répétés et les concordances, entre autres (Navarro Clorado, 2015 : 2).

Pour notre travail, nous avons utilisé en premier lieu la fonction *WordList* pour obtenir le répertoire des fréquences lexicales des corpus. Dans notre travail, nous avons choisi d'appliquer un index filtré (ou *stop list*) afin d'éliminer des observations les mots-outils ou

[87] https://www.laurenceanthony.net/software/antconc/ (consulté le 29/09/20).

fonctionnels (verbes auxiliaires, numéraux, déterminants, pronoms, prépositions et conjonctions) et de rendre exclusivement compte des mots lexicaux (verbes à sens plein, noms, adjectifs et adverbes). Notre index filtré (voir annexe 7) a été créé par adaptation de trois listes disponibles en libre accès sur internet[88]. La liste des mots fréquents, qui fournit seulement les résultats bruts, sert tout de même à offrir une vue d'ensemble éloquente des principaux contenus des textes. Pour affiner ces observations, nous avons eu recours à un index lemmatisé (ou *lemma list*) préétabli[89], avec vérification et correction manuelle des résultats[90]. Cette option prend en compte la variation morphologique (formes fléchies des verbes et accords en genre et en nombre des noms et des adjectifs) et la fonction grammaticale des mots, fournissant ainsi des résultats plus précis concernant les fréquences réelles et par conséquent une compréhension plus approfondie des centres d'intérêts des textes étudiés et des termes du domaine, entre autres. À côté des fréquences lexicales, nous nous sommes également intéressée aux segments répétés (ou *n-grams*), qui nous éclairent sur les termes complexes et les collocations de spécialité, ainsi que sur leur rôle dans la création du lexique spécialisé. Nous avons obtenus les listes de ces fréquences grâce à la fonction *Clusters/N-Gramms* de AntConc, appliquée dans notre cas à des segments de longueur 2-5, qui recouvrent à notre avis l'ensemble des combinaisons significatives dans nos corpus de travail. Aussi bien les unités isolées que les composées ont été également soumises à la fonction *Concordance*, qui permet de vérifier le contexte d'utilisation des mots.

D'autre part, nous avons effectué des analyses de spécificité lexicale à travers la fonction mots-clés (*Keywordlist)*, qui compare les fréquences dans la liste des mots de notre corpus à celle d'un corpus de référence, définit par la Real Academia de la Lengua Española comme « aquel que está diseñado para proporcionar información exhaustiva acerca de una lengua en un momento determinado de su historia y, por tanto, ha de ser lo suficientemente extenso

[88] https://googleseo.marketing/lista-de-stop-words-o-palabras-vacias-en-espanol/, https://www.ranks.nl/stopwords/spanish et https://countwordsfree.com/stopwords/spanish (consultés les 29/09/20).
[89] Disponible sur http://www.laurenceanthony.net/software/antconc/ (consulté le 29/09/20).
[90] Les difficultés rencontrées par les systèmes de lemmatisation, et notamment pour le cas de l'espagnol, sont importantes (Navarro Colorado, 2015 : 20-21), raison pour laquelle nous avons décidé de corriger manuellement les déviations possibles dans l'identification des lemmes par le logiciel AntConc, afin de réduire autant que possible la marge d'erreur. Cela explique les éventuels écarts existant entre les résultats bruts (disponibles en annexe) et les tableaux de synthétisation des résultats élaborés par nos soins (présentés dans les chapitres 5 pour le corpus PRES et 7 pour le corpus MEM2).

para representar todas las variedades relevantes de la lengua en cuestión »[91]. Cela permet d'identifier les mots qui sont significativement sur-employés dans notre corpus (valeur de saillance lexicale ou de spécificité) et qui sont par conséquent considérés comme « candidats termes » dans le cadre de l'étude d'une langue de spécialité. Comme méthode d'extraction nous avons choisi la vraisemblance logarithmique (*log-likelihood*), conseillée par le concepteur d'AntConc (Le Floch, 2013 : 87). Pour notre travail, nous avons utilisé le corpus de référence CREA de la Real Academia de la Lengua[92], en prenant comme source la liste totale de fréquences[93].

En dernier lieu, le système de quantification des unités repérées dans les corpus nous a par ailleurs permis d'effectuer des vérifications liées à la densité et à la richesse lexicale. Rappelons tout d'abord que les *tokens* correspondent au nombre total de mots et les *types* au nombre de mots différents dans un texte. Le « ratio types/tokens » offre ainsi le chiffre correspondant à la variété ou richesse lexicale (mots non répétés) : plus ce chiffre s'approche de 1, plus le lexique est riche, ce qui varie considérablement en fonction de la longueur des textes. D'autre part, la densité lexicale correspond à la différence entre mots grammaticaux et mots lexicaux, calculée par la comparaison entre le nombre de *tokens* avant et après application de la *Stoplist*. Finalement, nous avons considéré comme éloquente la différence observée entre le nombre le nombre de mots (vérifié dans les documents sous format word grâce à la fonction de comptage) et le nombre de *tokens* (vérifié au moyen d'Antconc avant application de la *Stoplist*). Cette différence correspond essentiellement aux caractères numériques, non reconnus par AntConc[94]. Cette opération nous permet ainsi de déduire le pourcentage représenté par les chiffres du total d'unités présentes dans les textes. Dans un genre comme le rapport annuel, cette information revêt une importance notable.

[91] https://www.rae.es/recursos/banco-de-datos/crea (consulté le 14/10/20).
[92] http://corpus.rae.es/creanet.html (consulté le 13/10/2020). Le corpus CREA est composé de textes écrits et oraux d'origines diverses (livres, journaux, revues, etc.), appartenant à plus de cent matières différentes et produits dans les pays hispanophones entre 1975 et 2004, et comporte plus de 160 millions de formes (https://www.rae.es/recursos/banco-de-datos/crea, consulté le 14/10/20).
[93] http://corpus.rae.es/lfrecuencias.html (consulté le 13/10/2020).
[94] Ce calcul est approximatif. En effet, il existe aussi des différences de critère entre les logiciels Word et AntConc dans le découpage des mots complexes (mots composés avec tiret, liens d'internet, etc.) ; malgré tout, de tels cas sont très rares, ce qui nous permet de mettre la plupart des écarts sur le compte des caractères numériques, non retenus par AntConc.

L'analyse micro-textuelle a été effectuée sur les corpus MEM2 et PRES (chapitres 5 et 7, respectivement), avec des objectifs et des particularités propres à chaque cas, raison pour laquelle nous allons préciser un peu plus les détails de l'examen de chacun d'entre eux.

4.3.1. Analyse du corpus PRES

Comme signalé plus haut, les textes de présentation ont été pour nous une source d'information explicite sur le rapport (finalités, destinataires, conception globale), mais ils ont aussi été spécifiquement étudiés comme genres discursifs, dans la perspective de l'analyse du discours. De ce point de vue, nous avons en premier lieu analysé leur logique globale et leur objectif communicatif, qui sont à notre avis interprétables comme une corrélation de la conception globale du rapport. D'autre part, nous les avons soumis au logiciel AntConc, et tout particulièrement à trois examens. En premier lieu, nous avons utilisé la fonction *WordList* avec application de l'index filtré pour obtenir les listes des fréquences lexicales (voir annexe 9) et en extraire la liste des mots les plus fréquents (voir tableau 30), afin d'identifier les centres d'intérêts mis en avant. En deuxième lieu, nous avons observé les segments répétés pour préciser ces observations sur les éléments privilégiés dans les présentations (voir annexe 11 et tableau 31). Finalement, après application de l'index lemmatisé, nous avons obtenu des résultats plus précis sur le lexique utilisé (voir annexe 10), à partir desquels nous avons notamment élaboré un classement par champs sémantiques (annexe 17), reproduit dans le tableau 32. Cette analyse nous a permis d'aller au-delà des observations faites à l'œil nu et nous a aidée à mieux comprendre les textes de présentation en soi, ce qui nous renseigne indirectement sur la conception que les ONG ont des rapports annuels.

4.3.2. Analyse du corpus MEM2

L'analyse du lexique des 50 rapports du corpus restreint (« MEM2 ») est fondée sur l'ensemble des fonctions du logiciel AntConc décrites plus haut. Elle a commencé par l'étude de la densité et de la richesse lexicale sur la base des fonctions de quantifications mentionnées (différence mots-*tokens*, écart des chiffres avant et après application de l'index

filtré et ratio *tokens*-types), ce qui offre une vision globale du niveau d'informativité et de réitération qui caractérisent le genre.

Pour ce qui est de l'analyse du lexique à proprement parler, l'examen des fréquences a donné deux ensembles de résultats, avant et après l'application de l'index lemmatisé (voir annexes 13 et 14 respectivement). Le premier ensemble est synthétisé dans le tableau 43 et rend compte des contenus essentiels du genre. Pour la construction de ce tableau, nous avons repris les 100 premiers termes de la liste tels qu'ils sont récupérés par la fonction *WordList*, qui, comme nous l'avons dit, n'établit pas de différences entre les types de mots et ne tient compte ni des accords des noms et des adjectifs ni de la conjugaison des verbes. Le deuxième ensemble de résultats est destiné à explorer de façon plus approfondie et plus précise les fréquences, afin de mieux comprendre les choix lexicaux, les centres d'intérêts, les éléments privilégiés, etc. Pour l'élaboration du tableau 44, qui reprend les 100 premiers résultats une fois le corpus lemmatisé, nous avons vérifié manuellement l'attribution des fonctions grammaticales (par exemple, « mejora » comme nom ou comme forme verbale) et l'appartenance de certains mots à des locutions verbales (par exemple « formar parte ») ou adverbiales (par exemple « en el fondo »), ce qui nous a conduite à ignorer certains mots de la liste des résultats bruts. Pour mieux analyser les pratiques discursives, nous avons aussi ignoré dans ce tableau les anthroponymes, les homonymes et les désignations l'organismes et d'ONG. Les pourcentages qui apparaissent dans les deux tableaux correspondent à la présence relative de ces mots par rapport aux *tokens* totaux du corpus après application de l'index filtré (222 273).

Sur la base de la liste lemmatisée des fréquences, nous avons élaboré un tableau de classement des champs sémantiques (voir annexe 18 et tableau 45), en suivant la même procédure que pour les textes de présentation, expliquée ci-dessus. D'autre part, les mots de la liste ont été analysés dans leur contexte, grâce à la fonction *Concordance*, afin de visualiser leur usage effectif et d'écarter d'éventuelles erreurs d'interprétation des résultats isolés.

Une fois les mots les plus fréquents identifiés, nous avons exploré les termes propres à la spécialité de la coopération. La première étape de cette analyse s'est fondée sur l'application de la fonction *Keywordlist*, qui a extrait 3 286 mots ou « candidats termes » (voir annexe 15). Après son dépouillement manuel, nous avons obtenu une liste initiale de termes du domaine,

que nous avons étudiée du point de vue du degré de spécialisation. Nous nous sommes ensuite intéréssée à l'analyse des segments répétés (voir annexe 16), qui nous a fournit la liste des termes composés fréquents (voir tableau 46) et nous a éclairée sur le recours à la collocation[95] comme procédure de construction de termes de spécialité. La dernière phase a adopté une approche essentiellement qualitative, prenant comme point de départ notre analyse préalable des enjeux discursifs du secteur. Ainsi, nous avons analysé à travers plusieurs fonctions du logiciel AntConc (et notamment *Concordance* et *Clusters/N-grams*) les termes qui ressortaient comme centraux dans le domaine, suite au travail réalisé sur la documentation relative au domaine de spécialité et sur les rapports eux-mêmes. Dans ce cas, même si le nombre d'occurrences était évidemment pris en compte, d'autres critères, comme l'appartenance à des champs sémantiques significatifs, ont été également considérés, raison pour laquelle les occurrences ne sont pas toujours explicitées dans le texte. Par ailleurs, nous avons pris en compte le critère de « dispersion », c'est-à-dire, la présence d'un élément dans des textes différents du corpus, ce qui nous renseigne sur le degré de généralisation d'une pratique. Suite à la systématisation des termes, nous avons pu réfléchir sur le degré de spécialisation du lexique du domaine, en tenant compte, logiquement, des contraintes imposées par le genre. L'étude qualitative des contextes d'utilisation a mis par ailleurs en lumière un aspect des textes qui n'est pas repérable par analyse exclusivement métrique, les pratiques discursives, notamment celles qui ont trait aux opérations de nomination et au traitement discursif des termes.

5. Du texte au contexte

À travers les analyses que nous venons de décrire, concernant le contexte de publication, la macro-structure et le lexique des textes de nos corpus, nous avons essentiellement essayé de trouver les régularités qui permettaient d'identifier des traits précis comme prototypiques du genre sur la base de leur présence importante dans le corpus, raison pour laquelle nous avons cherché à quantifier autant que possible nos observations. Dans notre recherche des pratiques réitérées, nous avons essayé de trouver la modalité visuelle et le schéma rhétorique

[95] Nous reprenons la définition des « collocations » proposée par Tutin (2013 : 47) comme « des associations lexicales privilégiées et sémantiquement compositionnelles ».

prototypiques (en raison de leur présence relative dans le corpus) ainsi que les termes les plus fréquemment utilisés (en termes de nombre total mais aussi de dispersion dans le corpus). Nous avons ainsi franchi la frontière du texte pour arriver au niveau supérieur, celui du genre, sur la base de l'observation du langage en usage.

Par ailleurs, les observations empiriques liées à ces trois aspects ont été systématiquement interprétées dans un point de vue fonctionnel, c'est-à-dire mises en lien avec les pratiques des spécialistes dans l'exercice de leur activité. En particulier, pour ce qui est de l'organisation des contenus, nous nous sommes basée sur les modèles d'opérationnalisation des segments rhétoriques pour l'attribution d'objectifs et macro-objectifs communicatifs (Swales, 1990 ; Bhatia, 1993 ; Parodi, 2010) et, en ce qui concerne le lexique, sur les procédures de textualisation ou corrélation forme-fonction (Widdowson, 1979 : 57 ; Bhatia, 1993 : 27). Ces constatations ont à leur tour été reliées aux pratiques professionnelles à travers les mécanismes de contextualisation, dans l'optique socio-communicative de la terminologie (Cabré, 1999 ; Gaudin, 2005) et de l'analyse du discours (Fairclough, [1992], 1993 ; Bhatia, [2004] 2014 : 13).

En plus des pratiques récurrentes, à savoir celles qui sont observables dans un nombre significatif de rapports, il nous a semblé important, en sens inverse, de repérer les écarts par rapport à ces conventions. Or, les divergences étant plus difficiles à retrouver par des procédures de traitement automatique, c'est l'observation des textes, le contact direct avec eux, qui nous a permis d'aller au-delà des résultats numériques et d'observer des phénomènes qui échappent précisément aux conventions. La réflexion sur les motivations de ces pratiques prend également comme point de départ les enjeux professionnels et discursifs préalablement identifiés. Globalement, nous avons interprété les écarts comme la marque d'une approche discursive alternative ou, du moins, non consensuelle.

En ce sens, nous souhaitons insister sur une question méthodologique qui s'est posée au cours de notre recherche. En effet, si l'analyse des fréquences, des réitérations et des pratiques partagées est une source d'information hautement fiable pour la description d'une langue de spécialité, il faut également prendre en compte que la pensée complexe échappe à la quantification, que plus les locuteurs sont alternatifs ou créatifs dans leurs propositions – qu'ils soient nombreux ou non en termes absolus –, moins ils sont visibles dans les examens

fondés sur des chiffres. L'analyse qualitative et contextualisée est donc indispensable pour faire ressortir toutes les subtilités, parfois significatives, des pratiques discursives spécialisées.

C'est dans cette logique que s'insère le modèle d'analyse ici présenté, fondé aussi bien sur l'observation que sur la quantification et nous ayant ainsi permis d'obtenir une vue d'ensemble des pratiques discursives des spécialistes et de les illustrer par des exemples significatifs.

PARTIE III.

RÉSULTATS EMPIRIQUES ET ANALYSE

Chapitre 5. LA SITUATION COMMUNICATIVE. LES PROCESSUS D'ÉLABORATION ET DE PUBLICATION DES RAPPORTS ANNUELS

En CESAL creemos que debemos mantener la máxima transparencia en nuestra actividad y gestión
y deseamos compartir nuestro trabajo y darlo a conocer,
ya que pensamos que es ésta la manera de crear lazos de relación y confianza con todos.

(Texte de présentation en ligne du rapport 2017 de CESAL)

Dans ce chapitre nous allons explorer le processus d'élaboration et de diffusion des rapports annuels sur la base de l'analyse de notre corpus intégral, afin d'aller au-delà du panorama général dessiné au chapitre 3, ce qui nous amènera à formuler des réflexions relatives à la paternité du genre, au profil de ses destinataires, à ses finalités multiples et, en fin de compte, à sa place dans la stratégie communicative globale des ONG. Pour cela, nous avons étudié, comme signalé au chapitre 4, les sections du site web où les rapports sont publiés ainsi que les « méta-données » du genre, fournies d'une part par les crédits qui figurent parfois dans les documents et d'autre part par les textes de présentation qui accompagnent certains d'entre eux.

1. Le processus d'élaboration et la question de l'auteur

Le rapport d'activités est un genre reconnu au sein du secteur non gouvernemental comme un document élaboré avec une fréquence annuelle[96], généralement publié sur le site web, qui reçoit globalement le nom de « Memoria », invariablemente affiché sur la couverture ou la première page. En effet, 149 documents de notre corpus présentent cette désignation en tête, avec des variantes mineures (« Memoria anual », « Memoria de actividades », « Memoria 2017 », etc.), les alternatives étant « Informe » et « Balance »[97].

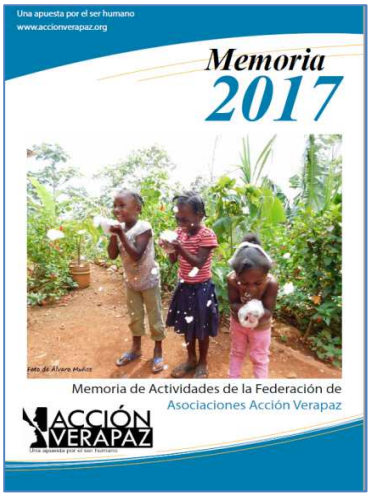
Ce document est produit au nom de chaque ONGD, qui est responsable de son contenu et identifiable par son nom et son logo, premiers éléments visibles du document. En ce qui

[96] Dans le passé, il n'était infréquent de retrouver des rapports s'étendant sur plusieurs années, et notament des documents biennaux (voir annexe 3). Actuellement, les rapports affichant 2016-2017 correspondent généralement à un calendrier qui va de la mi-2016 à la mi-2017, s'etendant ainsi sur une durée d'un an.
[97] Les intitulés sont détaillés dans la rubrique « Sources primaires » de la section « Sources et bibliographie ».

concerne sa paternité effective, il peut être élaboré et présenté soit comme un document anonyme de gestion (exemple [1]) soit comme étant l'œuvre d'une équipe de travail, avec parfois tout l'appareillage d'un produit éditorial : couverture et quatrième de couverture, crédits, table des matières (exemple [2]). L'élaboration du document peut par ailleurs être réalisée à l'intérieur de l'organisation, par un ou plusieurs responsables ou départements, ou confiée, partiellement ou intégralement, à un professionnel ou agence extérieure spécialisée en communication.

[1] Document anonyme de gestion (couverture et dernière page) [ECOGAIA]

[2] Document à format éditorial (couverture, première page et quatrième de couverture) [VERAPAZ]



La paternité du rapport et l'identité de ses responsables sont explicitées à travers des crédits dans 40 documents du corpus intégral, qui adoptent des formats variés mais reconnaissables.

[3] Page de crédits [GEOLOMUN / COOPINT]

Foto portada: ***Exposición de trabajos de un taller de educación ambiental en centros escolares de Intibucá, Honduras, tema "El agua, fuente de vida. Consecuencias de su contaminación"*** .

Foto portada interior: **Toma de agua y filtrado. Portillo del Norte, Honduras.**

© Geólogos del Mundo—World Geologists 2018

Edita: **Geólogos del Mundo.**

Fotografías: **Geólogos del Mundo.**

www.icog.es/geologosdelmundo/
geologosdelmundo@icog.es

Les informations fournies par les crédits prennent en compte 4 catégories principales : 1) édition ; 2) coordination ; 3) documentation, rédaction et révision de contenus ; 4) conception visuelle et mise en page, photographie et iconographie. Le tableau 23 recense l'ensemble de documents présentant des crédits et précise le type d'informations fournies dans chacun des cas.

Tableau 23. Responsables internes et externes dans l'élaboration du rapport

PRODUCTION EXCLUSIVEMENT INTERNE				
CODE	ÉDITION	COORDINATION	CONTENUS	MISE EN PAGE
ACPP	ONG	-	-	interne
ASFES	ONG	-	-	interne
COMISDH	-	-	interne	interne
CUME	ONG	-	-	-
DELWENDE	ONG	-	-	-
DONBOSCO	-	-	interne	interne
ENTRECULT	ONG	-	-	-
FUNDEO	-	-	-	interne
GEOLOMUN	ONG	interne	interne	interne
HUAUQUI	-	-	interne	interne
MADRESEL	ONG	-	-	interne
PAZDESAR	-	-	interne	interne
PROYECSOL	interne	-	-	-
SED	ONG	-	interne	interne
VERAPAZ	-	interne	ONG	ONG
VFERRER	ONG	-	interne	interne
INTERVENTION EXTERNE				
CODE	ÉDITION	COORDINATION	CONTENUS	MISE EN PAGE
AMBALA	-	-	-	externe
AMYCOS	ONG	-	-	externe
ANESVAD	ONG	-	int/externe	externe
CESAL	ONG	interne	-	externe

CODESPA	ONG	-	-	externe
COOPINT	-	interne	-	externe
ENERFRON	ONG	-	-	externe
FABRE	ONG	-	ONG	externe
FARMAMUN	interne	-	-	externe
GLOBAL	interne/externe	-	-	externe
INTERED	ONG	interne	interne	externe
JUSTIALIM	-	-	-	externe
MADRECOR	-	-	-	externe
MEDICOSFRO	interne	interne	interne	externe
MEDICUSMUN	ONG	-	interne	externe
MPDL	-	ONG	ONG	externe
MUSOL	interne	-	-	externe
ONGAWA	-	-	-	externe
OXFAM	-	interne	interne	interne/externe
PAZDIGN	-	-	-	externe
REACH	-	-	-	externe
RECOVER	-	interne	interne/externe	externe
SOLIDINTAN	-	-	-	externe
TRABDIG	-	-	-	externe

Source : Élaboration propre

Les informations fournies par les crédits et les catégories prises en compte nous permettent de comprendre la distribution de tâches dans le processus d'élaboration du rapport. Comme nous pouvons le constater, 21 documents attribuent l'édition à l'ONG concernée ou à une équipe interne à celle-ci, faisant ainsi correspondre la responsabilité de l'élaboration du texte et la responsabilité énonciative. D'autre part, 16 documents ont été intégralement construits par des responsables ou équipes internes à l'ONG (« interne »), de la rédaction des contenus à la mise en page, alors que dans 24 cas il y a eu l'intervention d'un spécialiste ou d'une agence de communication (« externe »)[98]. Cette intervention semble s'être limitée à la conception graphique dans 20 documents, alors que dans 3 cas elle concerne aussi les contenus (en particulier, des photographes professionnels ont participé à l'édition ou à la rédaction dans le cas d'Anesvad et de Global Humanitaria, et une agence spécialisée en communication financière s'est chargée de la révision de contenus pour Recover). Malgré tout, il est difficile de préciser quel est le degré d'intervention des professionnels de la communication dans la conception profonde du document et dans la sélection et la rédaction

[98] D'autres ONG ont peut-être confié l'élaboration du document à des professionnels externes, sans que cela soit explicité par des crédits. C'est par exemple le cas de NUEVOSCAM, qui ne comporte pas de référence mais qui a été élaboré par une agence online de communication sociale, Socialco (https://www.socialco.es/trabajos/revista-y-memoria-de-nuevos-caminos/, consulté le 22/06/2020). Les informations fournies par les crédits sont, donc, partielles, et nous servent exclusivement à rendre compte de certaines tendances.

des contenus. D'autre part, l'intervention d'un responsable ou service interne de communication ou d'une agence externe spécialisée ne dépend pas seulement de la stratégie d'une ONG en matière de communication, mais aussi de sa capacité financière et de ses priorités dans la distribution des ressources.

En explorant de plus près les précisions fournies par les crédits sur les responsables internes des rapports, nous constatons l'intervention d'acteurs de trois domaines d'action (voir tableau 24) : 1) responsables de gouvernement (« gouv ») ; 2) responsables de communication (« comm ») ; 3) responsables techniques : projets, gestion économique, fundraising, etc. (« tech »).

Tableau 24. Responsables internes de l'élaboration du rapport

CODE	ÉDITION	COORDINATION	CONTENUS
ANESVAD	-	-	comm / tech
CESAL	-	comm	-
COOPINT	-	comm	-
DONBOSCO	-	-	tech
FARMAMUN	comm	-	-
GEOLOMUN		comm	comm / gouv
GLOBAL	comm	-	-
HUAUQUI	-	-	conseil réd.
INTERED	-	comm	com / tech / gouv
MEDICOSFRON	comm	comm	com / tech / gouv
MEDICUSMUN	-	-	com / tech / gouv
MUSOL	comm	-	-
OXFAM	-	comm / tech	comm / tech
PAZDESAR	-	-	tech / gouv
PROYECSOL	comm	-	-
RECOVER	-	gouv	comm
SED	-	-	com / tech / gouv
VERAPAZ	-	gouv	-
VFERRER	-	-	comm / tech

Source : Élaboration propre

La première observation que l'on peut extraire de ces données est le rôle central des départements de communication dans l'élaboration des rapports. En effet, ils sont responsables exclusifs de l'édition ou de la coordination du document dans 9 cas (Cesal, Coopeación Internacional, Farmamundi, Geólogos del Mundo, Global Humanitaria, Intered, Médicos sin Fronteras, Musol y Proyecto Solidario) et participent à la documentation, la rédaction ou la révision des contenus dans 9 cas également (Anesvad, Geólogos del Mundo, Intered, Médicos sin Fronteras, Medicus Mundi, Oxfam Intermón, Recover, Sed, Vicente

Ferrer). Si nous prenons globalement en compte le nombre d'ONG qui ont fait appel aux services de professionnels externes spécialistes en communication (24, comme nous l'avons vu plus haut) et le poids considérable des responsables internes de ce domaine dans l'élaboration du document (présents dans les équipes d'édition ou de rédaction de 15 rapports), nous pouvons confirmer la conception du rapport comme un instrument de communication pour un nombre important d'ONG.

D'autre part, si nous nous intéressons particulièrement à la rédaction des contenus, nous observons la distribution des tâches suivante :

Tableau 25. Responsables internes des contenus

DEPARTEMENTS RESPONSABLES	QTÉ.
Responsables de gouvernement + R. techniques + R. de communication	4
Responsables techniques + Responsables de communication	3
Responsables de communication	2
Responsables de gouvernement + Responsables de communication	2
Responsables de gouvernement	1
Responsables techniques + Responsables de gouvernement	1
Responsables techniques	1
Conseil de rédaction	1

Source : Élaboration propre

Le tableau ci-dessus montre que, au-delà de l'importance des spécialistes en communication, les membres des organes de direction ou de coordination de l'ONGD font une contribution dans 8 cas et que l'élaboration du rapport annuel est en partie confiée à des équipes techniques de l'ONGD dans 9 cas.

Finalement, si nous explorons en détail cette dimension technique, nous constatons la contribution à l'élaboration des rapports de spécialistes dans les domaines suivants :

Tableau 26. Départements techniques responsables des contenus

DÉPARTEMENTS RESPONSABLES	QTÉ.
Gestion de projets et programmes	9
Gestion économique	7
Financement	4
EpD, sensibilisation et plaidoyer	4
Qualité et bonne gouvernance	2
Gestion administrative	1
Collaboration avec les entreprises	1

Source : Élaboration propre

Le poids relatif des différentes spécialités dans l'élaboration du rapport rend compte des contenus privilégiés (projets, gestion de fonds et, dans une moindre mesure, incidence dans le Nord), des principes que l'ONGD veut mettre en avant et/ou de l'image qu'elle veut transmettre (bonnes pratiques et transparence) et des destinataires visés (financiateurs individuels et collectifs).

D'autre part, ces données, que l'on peut vraisemblablement extrapoler à l'ensemble du corpus, suggèrent que le rapport est le résultat d'un processus de documentation et de construction collective, comme le proposent les guides d'élaboration (voir chapitre 3). Et, comme nous le verrons au chapitre suivant, la contribution de différents responsables est visible dans la forme adoptée par les rapports complexes, qui intègrent certains textes signés (notamment la lettre de présentation) et reproduisent des documents créés en dehors du rapport (tels que les comptes annuels, élaborés par les responsables de la gestion, ou le rapport d'audit, rédigé par une agence externe), donnant lieu à un genre multithématique et polyphonique.

2. Le processus de diffusion

2.1. Format de diffusion

Comme nous l'avons montré au chapitre 4, un nombre très important d'ONG espagnoles de coopération internationale (autour de 360 en 2019) sont présentes sur Internet et possèdent un site web en langue espagnole comme l'un des principaux moyens de communication avec leurs parties prenantes. Le rapport annuel est très souvent publié sur le site, et cela sous des formats divers : produit interactif, lecture en ligne et/ou document téléchargeable. Ce dernier, qui correspond à la modalité majoritaire, est dans la plupart des cas le résultat de la dématérialisation sous format pdf du document conventionnel qui était traditionnellement imprimé sur papier, ce que Shepherd et Watters (1998 : 98) appellent « replicated genres » (« género digital replicado », selon les termes de Posteguillo Gómez et Piqué-Angordans, 2007 : 171 et de García Izquierdo, I., 2009 : 91). Une observation des séquences historiques des rapports de notre corpus (voir annexe 3) conduit à constater que le format

téléchargeable commence à confirmer sa présence sur les sites web des ONG à partir de la fin des années 2000[99]. Entre 2005 et 2008 appparaissent autour des 22% des séquences des rapports qui constituent notre corpus actuel de publications, ouvrant la voie à une tendance soutenue dans laquelle chaque année entre 10 et 15 ONG supplémentaires publient pour la première fois leur rapport sur Internet. Au total, 64% des rapports de notre corpus sont nés sous le même format entre 2009 et 2016, l'année 2014 apparaissant comme un tournant.

Tableau 27. Annualité du premier rapport accessible

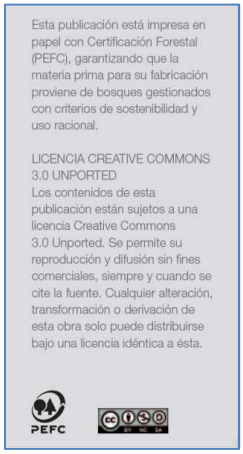
ANNUALITÉ	QTÉ.	POURCENTAGE	ANNUALITÉ	QTÉ.	POURCENTAGE
1994-2000	3	1,9%	2009	10	6,3%
2001	3	1,9%	2010	10	6,3%
2002	4	2,5%	2011	13	8,1%
2003	4	2,5%	2012	12	7,5%
2004	4	2,5%	2013	15	9,4%
2005	6	3,8%	2014	12	7,5%
2006	7	4,4%	2015	17	10,6%
2007	9	5,6%	2016	13	8,1%
2008	9	5,6%	2017	9	5,6%

Source : Élaboration propre

Le format « classique » à télécharger semble assez consolidé pour le moment, d'autant plus que les rapports de l'année 2018 que nous avons pu consulter reprennent encore cette modalité. Une explication possible est la versatilité du format téléchargeable, qui se prête aussi bien à l'impression sur papier qu'à la lecture sur écran et qui présente bon nombre des fonctionnalités des documents numériques natifs, aussi bien pour les producteurs que pour les destinataires. Outre l'intérêt de la facilité de diffusion pour élargir le public lecteur, et peut-être la large acceptation par le public récepteur des fichiers à télécharger, faciles à consulter et à conserver, il faut aussi souligner l'adhésion de nombreuses ONG au principe de la publication en libre accès sur Internet comme stratégie de démocratisation. Ces informations sont parfois présentes dans la page de crédits (exemple [3]), accompagnées ou non d'autres indications, comme l'utilisation de papier recyclé ou d'origine garantie pour les documents imprimés, ou d'autres signes d'engagement social, comme les accréditations.

[99] Il faut souligner que ces séquences ne correspondent qu'aux documents appartenant à notre corpus et disponibles sur le site web à la date de récupération des données (27/05/2019) ; cependant, des rapports correspondant à d'autres annualités ont pu disparaitre au fil du temps, remplacés par les plus actuels. Les informations qui nous servent de base pour cette réflexion diachronique sont, par conséquent, exclusivement orientatives.

[4] Crédits d'adhésion au libre accès [ANESVAD]


Esta publicación está impresa en papel con Certificación Forestal (PEFC), garantizando que la materia prima para su fabricación proviene de bosques gestionados con criterios de sostenibilidad y uso racional.

LICENCIA CREATIVE COMMONS 3.0 UNPORTED
Los contenidos de esta publicación están sujetos a una licencia Creative Commons 3.0 Unported. Se permite su reproducción y difusión sin fines comerciales, siempre y cuando se cite la fuente. Cualquier alteración, transformación o derivación de esta obra solo puede distribuirse bajo una licencia idéntica a ésta.

PEFC

Cela dit, on peut sans doute envisager une évolution progressive, quoique lente, vers les formats interactifs et audiovisuels (« novel cybergenres », selon la désignation proposée par Shepherd et Watters, 1998 : 98, ou « natifs numériques »). En effet, si les rapports interactifs sont encore très minoritaires pour l'année 2017 (cinq au total, dont trois complétés par un document téléchargeable), les rapports classiques qui composent notre corpus sont souvent publiés en même temps sous la modalité de lecture en ligne, et parfois accompagnés d'autres produits audiovisuels, principalement des vidéos, en guise de rapport synthétique. Les illustrations suivantes présentent deux exemples de double modalité : le document pdf téléchargeable (couverture), la vidéo sur le canal *youtube* pour Entreculturas et le rapport interactif pour Ayuda en Acción (capture d'écran).

[5] Modalités variées de rapport (écrite et audiovisuelle) [ENTRECULT / ENTRECULT-SITE]

[6] Modalités variées de rapport (écrite et interactive) [AYUDACC / AYUDACC-SITE]

2.2. Section de publication

À l'intérieur du site web, il semble exister une difficulté considérable à trouver une place spécifique pour le rapport. Contrairement, entre autres, à la déclaration mission-vision-valeurs ou aux appels à collaboration, qui sont immédiatement repérables sur une page donnée et qui possèdent dans la plupart des cas une rubrique propre, le rapport ne dispose pas d'un espace plus ou moins fixe et prévisible. Cela peut être dû entre autres à la place incertaine qu'occupe ce genre dans la logique communicative des ONG, en raison notamment de ses multiples finalités. Cela étant, la section où le rapport est publié par chaque ONG peut nous fournir une première idée de la finalité qui lui est attribuée par ses responsables[100]. Nous présentons dans le tableau 28 les itinéraires permettant d'accéder aux rapports présents dans les 160 sites web consultés, avec des intitulés qui rendent compte des types de contenus rencontrés, et nous synthétisons dans le tableau 29 les catégories thématiques auxquelles les rapports sont associés de par leur situation parmi les sections du site. Ensuite, nous fournissons un exemple d'itinéraire au moyen d'une illustration.

[100] Les itinéraires complets sont disponibles dans le tableau descriptif du corpus des rapports (voir chapitre XX), qui fournit le lien d'accès à la section correspondante à chacune des ONG.

Tableau 28. Sections web de publication des rapports (itinéraires complets)

SECTION WEB	QTÉ.	%
Quiénes somos > Transparencia	40	25%
Publicaciones	37	23%
Quiénes somos	32	20%
Qué hacemos	15	9,5%
Transparencia	14	9%
Memorias	10	6%
Quiénes somos > Publicaciones	4	2,5%
Qué hacemos > Transparencia	3	2%
Quiénes somos > Cuentas	3	2%
Quiénes somos > Qué hacemos	2	1%
TOTAL	160	100%

Source : Élaboration propre

Tableau 29. Sections web de publication des rapports (catégories de contenus)

SECTION WEB	QTÉ.	%
Quiénes somos	81	51%
Transparencia	60	38%
Publicaciones	41	26%
Qué hacemos	18	11%
Memorias	10	6%

Source : Élaboration propre

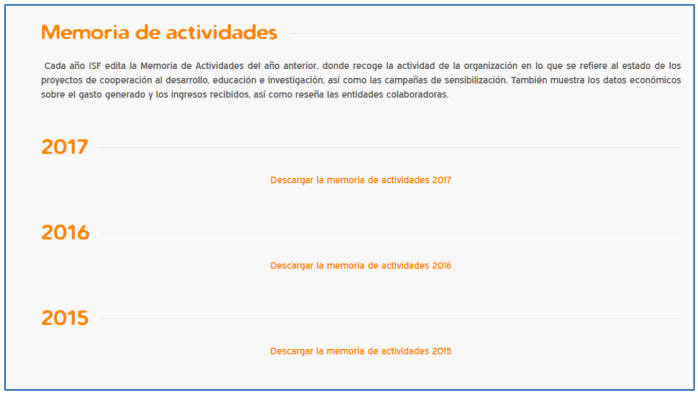
[7] Exemple d'itinéraire d'accès au rapport [AMIGOSHINA-SITE]

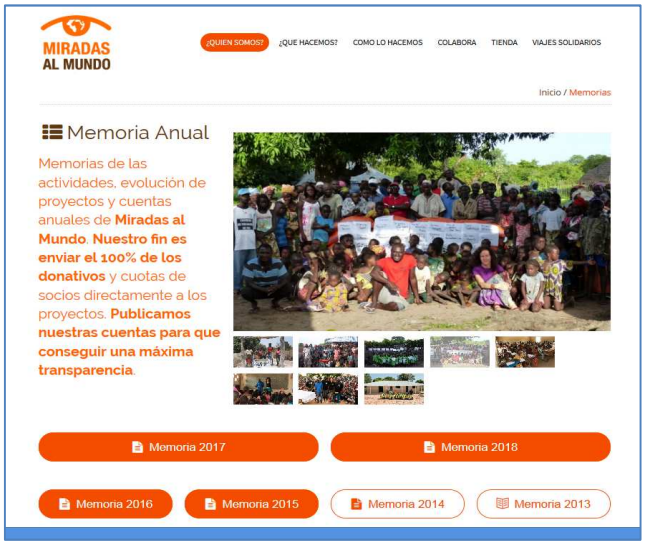
Comme nous pouvons le constater grâce aux tableaux 28 et 29, les documents correspondant à l'année 2017 étaient pour la plupart publiés dans les sections du site web décrivant les caractéristiques de l'ONGD, sous une rubrique de type « ¿Quiénes somos? » (51%), et très souvent associés au principe de « transparence » ou à des notions voisines (38%), telles que « rendición de cuentas » et « cuentas claras », cette dernière renvoyant exclusivement à la dimension économique de la recevabilité. Si le lien avec la transparence semble aller de soi, il est intéressant de noter l'association généralisée entre le rapport annuel – c'est aussi le cas

de la transparence – et l'identité de l'ONGD, laissant ainsi entendre que ce principe est au cœur de l'organisation. En effet, seul un nombre réduit des documents (11%) sont publiés dans la section consacrée aux projets ou aux activités de l'ONGD (« ¿Qué hacemos? »), qui pourrait sembler être la place naturelle pour un document qui rend compte justement des actions récemment réalisées. Cela nous amène à situer le rapport parmi les instruments communicatifs servant à la construction de l'image des organisations. D'autre part, 26% environ des rapports apparaissent dans la section généraliste qui recueille l'ensemble des publications (textes statutaires, communiqués, manuels, etc.) toutes situées au même niveau de priorité, alors qu'au contraire, 6% leur accordent une place de choix en proposant un accès direct au rapport à partir de la page d'accueil, ou une section spécifiquement dédiée à ce document, dont l'importance est par là même mise en avant.

Malgré cette imprécision initiale, les sections consacrées à la publication du rapport sont très souvent des produits communicatifs soignés, comme le montrent les illustrations ci-dessous :

[8] Section « Rapport annuel » [ISFAST-SITE / MIRADAS-SITE]





Les sections les plus complètes intrègent, outre le document lui-même, des petits textes de présentation, des images, les rapports des années précédentes et les différentes modalités du rapport de l'année correspondante, telles que les documents audiovisuels (exemples [5] et [6] et les versions réduites (exemple [9]), ainsi que, parfois, des traductions du texte original en anglais, en français ou dans les autres langues de l'État espagnol (exemple [10]). Ainsi, autour d'un genre « nodal », d'autres genres sont créés, dont les versions numériques, déjà évoquées, mais aussi les versions réduites, généralement sous forme de brochure ou de dépliant, qui constituent une sorte de « genre subordonné » ou « dérivé » [101].

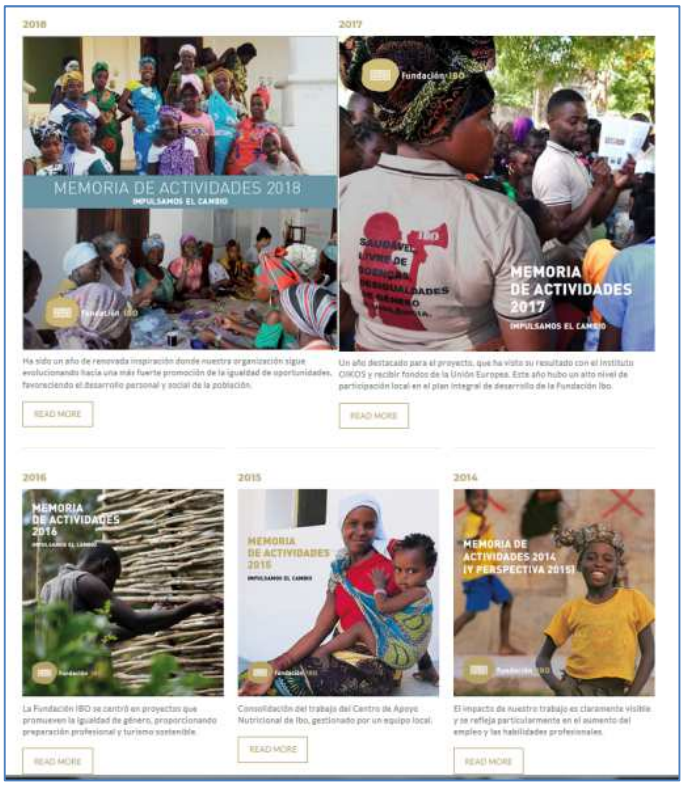
[9] Versions réduites du rapport annuel [PROCLADE-SITE]

[101] Ces modalités soulèvent notamment la question de leur adscription au genre, ou même de la caractérisation du genre en soi même. En ce sens, pour notre corpus nous avons pris en compte les versions étendues, considérant qu'il s'agit du genre « source » à l'origine des autres. Cela dit, comme nous allons l'expliciter au chapitre 6, certains rapports adoptent comme seule modalité (non subordonnée) une forme très réduite, également de type brochure ou dépliant, auquel cas ils ont bien été pris en compte dans le corpus, en tant que matérialisation du genre source pour certaines ONG. Et inversement, dans certains cas les versions réduites présentent une extension similaire à des rapports intégraux présentés par d'autres ONG.

[10] Illustration 6.10. Traductions du rapport annuel [RECOVER-SITE]

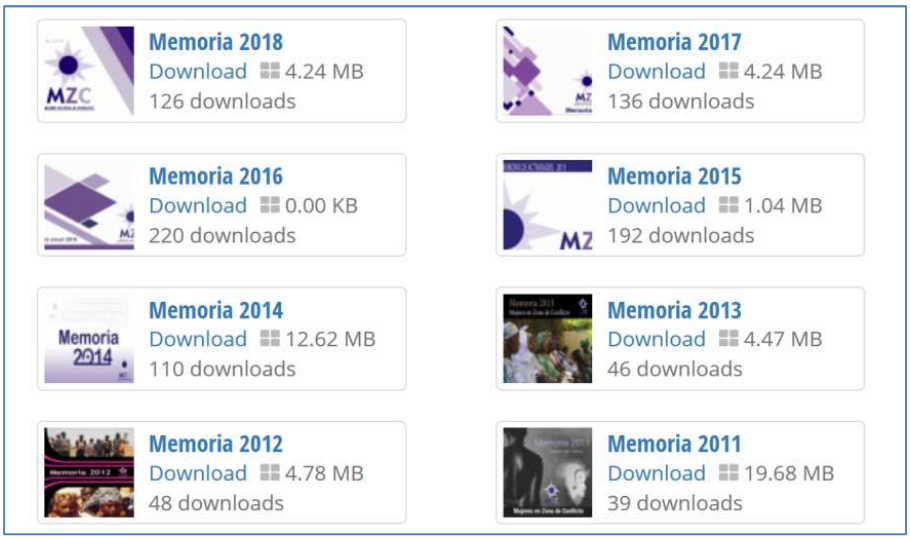
Comme nous l'avons signalé, le document est aussi très souvent accompagné des rapports correspondant aux années précédentes, s'insérant ainsi dans une séquence plus ou moins longue qui est rendue visible au lecteur. Une telle séquence permet au destinataire de reconstruire le parcours intégral de l'organisation, aide à renforcer l'image de l'ONG en tant qu'organisation expérimentée et stable et contribue, par l'adoption de l'identité visuelle de l'organisation (logo, couleurs, typographies), à la consolidation de la « marque ». L'analyse diachronique offre en effet des indices sur le rôle du rapport dans la diffusion d'une identité visuelle propre à chaque ONGD.

[11] Reproduction de l'identité visuelle corporative [MASVIDA-SITE / IBO-SITE]



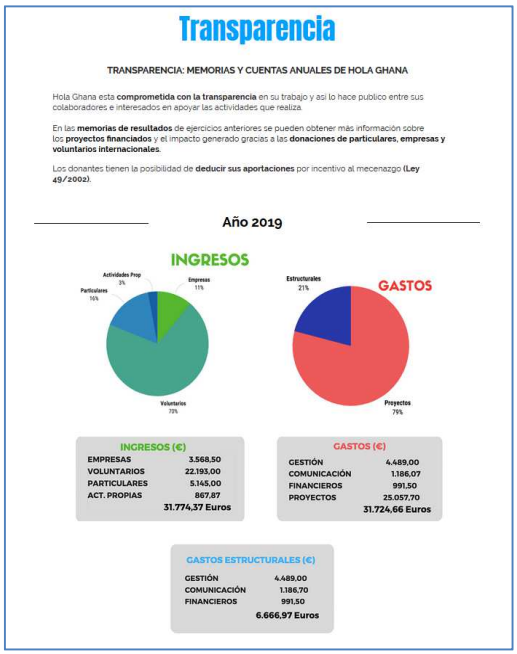
Ainsi, l'on observe beaucoup de cas d'unification visuelle totale pendant des périodes plus ou moins prolongées, certains des changements apparaissant comme la matérialisation formelle de moments particuliers de réflexion ou de changement au sein des organisations, notamment avec l'arrivée d'un nouveau/nouvelle président-e, ce qui témoigne peut-être d'un désir de laisser son empreinte. La reproduction de modèles visuels identiques au long des quatre ou cinq dernières années fait penser à une certaine consolidation globale des images corporatives, en raison entre autres de l'intervention des spécialistes en communication.

[12] Consolidation récente de l'identité corporative [IDEAS-SITE / MUJERESZC-SITE]



Comme nous l'avons vu, 60 sites web possèdent une section spécifique consacrée à la transparence (sous des dénominations telles que « Transparencia », « Rendición de cuentas », « Somos transparentes » ou « Las cuentas claras ») qui accueille le rapport annuel. De par sa fréquence d'apparition et ses traits formels, cette section « Transparence » peut, à notre avis, être considérée comme un genre à part entière, si tant est que l'on puisse appliquer ce terme aux différentes rubriques des sites web. Même si cette réflexion s'inscrit au-delà des objectifs de notre étude, nous allons souligner quelques éléments de ces sections qui aident à préciser notre caractérisation du rapport annuel. Ainsi, comme nous pouvons le voir dans les illustrations suivantes, dans cette section, le rapport partage l'espace avec de nombreux autres documents et ressources discursives (textes de présentation, labels de qualité, documents statutaires, rapports d'audit, graphiques sur la gestion des fonds, etc.) qui concourent à la démonstration de l'adhésion de chaque ONG au principe de transparence.

[13] Section « Transparence » [CIDEAL-SITE / HOLAGHA-SITE]



Transparencia

TRANSPARENCIA: MEMORIAS Y CUENTAS ANUALES DE HOLA GHANA

Hola Ghana esta **comprometida con la transparencia** en su trabajo y así lo hace publico entre sus colaboradores e interesados en apoyar las actividades que realiza.

En las **memorias de resultados** de ejercicios anteriores se pueden obtener más información sobre los **proyectos financiados** y el impacto generado gracias a las **donaciones de particulares, empresas y voluntarios internacionales**.

Los donantes tienen la posibilidad de **deducir sus aportaciones** por incentivo al mecenazgo **(Ley 49/2002)**.

Año 2019

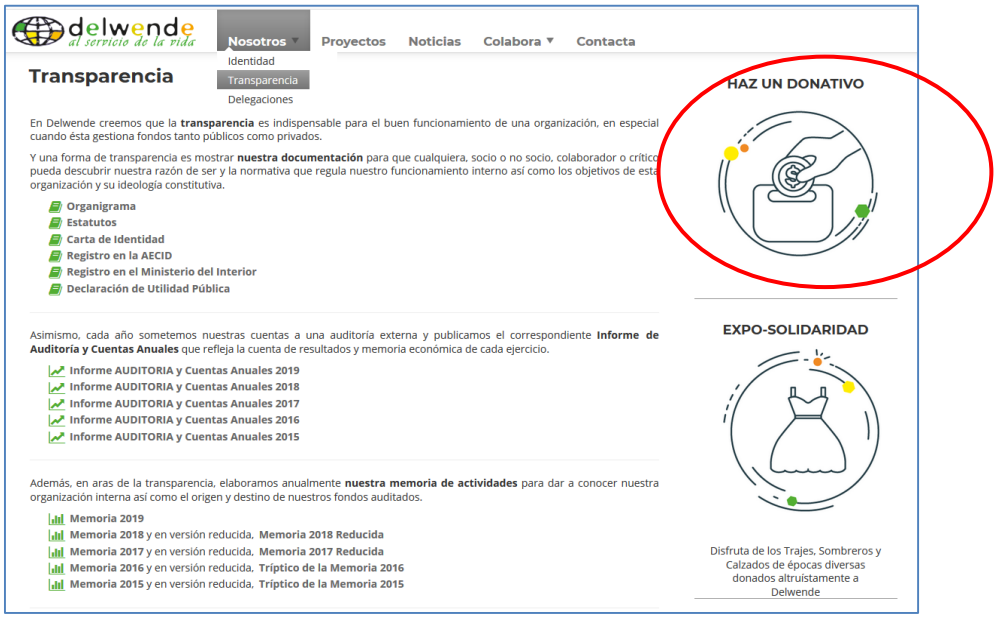
INGRESOS (€)	
EMPRESAS	3.568,50
VOLUNTARIOS	22.193,00
PARTICULARES	5.145,00
ACT. PROPIAS	867,87
	31.774,37 Euros

GASTOS (€)	
GESTIÓN	4.489,00
COMUNICACIÓN	1.186,07
FINANCIEROS	991,50
PROYECTOS	25.057,70
	31.724,66 Euros

GASTOS ESTRUCTURALES (€)	
GESTIÓN	4.489,00
COMUNICACIÓN	1.186,70
FINANCIEROS	991,50
	6.666,97 Euros

Dans certains cas, selon une logique persuasive implicite, ces sections incorporent des coordonnés de contact de l'organisation et des appel à dons, en établissant une relation argumentative directe entre la génération de confiance et l'invitation à la collaboration.

[14] Logique persuasive de la section « Transparence » [DELWENDE-SITE / FARMAFRON]



delwende al servicio de la vida

Nosotros | Proyectos | Noticias | Colabora | Contacta

Identidad
Transparencia
Delegaciones

Transparencia

En Delwende creemos que la **transparencia** es indispensable para el buen funcionamiento de una organización, en especial cuando ésta gestiona fondos tanto públicos como privados.

Y una forma de transparencia es mostrar **nuestra documentación** para que cualquiera, socio o no socio, colaborador o crítico pueda descubrir nuestra razón de ser y la normativa que regula nuestro funcionamiento interno así como los objetivos de esta organización y su ideología constitutiva.

- **Organigrama**
- **Estatutos**
- **Carta de Identidad**
- **Registro en la AECID**
- **Registro en el Ministerio del Interior**
- **Declaración de Utilidad Pública**

Asimismo, cada año sometemos nuestras cuentas a una auditoría externa y publicamos el correspondiente **Informe de Auditoría y Cuentas Anuales** que refleja la cuenta de resultados y memoria económica de cada ejercicio.

- **Informe AUDITORIA y Cuentas Anuales 2019**
- **Informe AUDITORIA y Cuentas Anuales 2018**
- **Informe AUDITORIA y Cuentas Anuales 2017**
- **Informe AUDITORIA y Cuentas Anuales 2016**
- **Informe AUDITORIA y Cuentas Anuales 2015**

Además, en aras de la transparencia, elaboramos anualmente **nuestra memoria de actividades** para dar a conocer nuestra organización interna así como el origen y destino de nuestros fondos auditados.

- **Memoria 2019**
- **Memoria 2018** y en versión reducida, **Memoria 2018 Reducida**
- **Memoria 2017** y en versión reducida, **Memoria 2017 Reducida**
- **Memoria 2016** y en versión reducida, **Tríptico de la Memoria 2016**
- **Memoria 2015** y en versión reducida, **Tríptico de la Memoria 2015**

HAZ UN DONATIVO

EXPO-SOLIDARIDAD

Disfruta de los Trajes, Sombreros y Calzados de épocas diversas donados altruistamente a Delwende

D'autre part, les documents qui intègrent la section où apparait le rapport annuel constituent des ensembles plus ou moins stables qui renvoient à des sphères différentes de leur activité. Ainsi, il est fréquent de trouver le rapport associé au bilan et au compte de résultats – avec lesquels il constitue un dossier complexe, les « comptes annuels » – ou au rapport d'audit (exemple [15]), ce qui montre une conception focalisée sur la gestion interne et le contrôle financier de l'organisation, sans doute héritée des textes législatifs (voir chapitre 3). Dans d'autres cas, il est publié à côté de textes corporatifs contenant les normes de base de l'ONG, tels que statuts internes, plan stratégique, codes de conduite (exemple [16]), s'érigeant ainsi en témoin de l'identité de l'organisation et en preuve du respect des principes qu'elle a adoptés. C'est dans cette logique que les labels sont très visibles dans ces sections. Il peut enfin être associé à des genres à visée nettement communicative, comme les communiqués, les revues ou les informations d'actualités (exemple [17]). Ces différentes associations de genres peuvent en quelque sorte être la manifestation de conceptions différentes de la transparence.

[15] Transparence comme gestion financière [JOVENDES-SITE]

[16] Transparence comme régulation interne [NUEVOSCAM-SITE]

Más información

- Estatutos de la Asociación Nuevos Caminos
- Código de Conducta – CONGDE
- Códi Ètic – LAFEDE
- Criterio de trazabilidad de fondos finalistas
- Procedimiento de gestión de quejas y sugerencias
- Informe sobre la prevención de riesgos laborales
- Política de conflicto de intereses
- Tablas salariales 2019
- Listado de financiadores 2018
- Proyectos convocatoria 2018
- Memoria Social de Actividades 2017
- Memoria Social de Actividades 2018
- Plan Estratégico 2016-2018

[17] Transparence comme communication externe [KARIT-SITE]

Dans tous les cas, nous pourrions parler de « sets de genres », dans le sens attribué par Devitt (1991 : 340-341), si l'élaboration des documents de chaque groupe est confiée à un seul responsable ou à un seul département dans l'exercice de ses compétences, qu'elles soient liées à la gestion financière, à la régulation interne ou à la communication externe.

Le dernier élément figuant dans ces sections est le texte de présentation (exemple [18]), qui met en relation les auteurs des rapports et leurs destinataires.

[18] Texte de présentation [AIETI-SITE]

En raison de leur intérêt aussi bien du point de vue du contenu que du discours, nous allons analyser en détail ces textes, qui, comme nous l'avons vu (chapitre 4), ont été constitués en corpus.

3. Le dialogue avec les destinataires : Les textes de présentation

3.1. Le texte de présentation comme guide de lecture

Les textes de présentation sont, en premier lieu, la manifestation explicite et à la première personne de la finalité que chaque ONG attribue au rapport. Ils adoptent des formats divers et, comme nous le voyons dans le tableau descriptif du corpus (voir méthodologie), ils présentent des extensions très variées, qui vont de la phrase de 8 mots de l'ONG Recover invitant à la lecture du document au long exposé de 672 mots de Paz con Dignidad, les deux cas extrêmes (voir tableau 20). À grands traits, les textes répondent à quatre modalités différentes : a) invitation à la lecture ; b) description ou synthèse du contenu du document ; c) réflexion globale sur la transparence et sur l'adhésion de l'organisation à ce principe ; d) bilan de l'année, parfois adapté ou extrait du rapport lui-même.

[a] Descubre todo lo que hemos realizado durante 2017 en Farmamundi a través de nuestra Memoria anual. 20 páginas llenas de información para conocer nuestra labor [FARMAMUN-PRES].

[b] En la memoria anual puedes conocer todas las actividades puestas en marcha el último tanto en España como en los más 50 países en los que trabaja impulsando programas de desarrollo junto a los niños, niñas y sus comunidades. Además, también puedes consultar el informe anual de cuentas de la organización [PLAN-PRES].

[c] En un ejercicio de compromiso pleno con la ciudadanía, con las personas socias y con aquellas instituciones que financian nuestro trabajo, consideramos que la transparencia debe ser una herramienta clave para informar sobre cómo se gestionan y a dónde se dirigen los fondos recibidos. Para ello, publicamos anualmente nuestra memoria de actividades, donde puedes consultar nuestro trabajo [SOLIDINTAN-PRES].

[d] Como cada año, VIDES ha desarrollado actividades en el ámbito de la formación, tanto impartiendo cursos de preparación para campos de trabajo, como asistiendo a eventos formativos impartidos por otras instituciones, la difusión de nuestras actividades y valores, a través de eventos solidarios, talleres con jóvenes y participación en mesas redondas o programas de radio y la cooperación internacional, en la que hemos continuado apoyando proyectos de desarrollo e iniciando nuevas iniciativas [VIDES-PRES].

De plus, une modalité singulière, nettement éloignée de ces formes plus ou moins conventionnelles, est adoptée par seulement deux textes, ceux des ONG Inspiraction et Paz con Dignidad, qui consacrent cet espace discursif à la présentation d'un bilan critique de nature politique de l'année écoulée, sur un ton clairement dénonciateur. À titre d'illustration, nous reproduisons deux extraits de ces textes, qui sont, par ailleurs, parmi les plus longs du corpus :

[e] Las organizaciones que trabajamos por la Justicia Fiscal, vamos consiguiendo grandes pasos contra la evasión tanto en la Unión Europea como en el marco de la OCDE, pero aún es demasiada la impunidad de grandes fortunas y multinacionales ante tamaño expolio de nuestro recursos y derechos [INSPIRACT-PRES].

[f] somos conscientes de que las políticas neoliberales, depredadoras del medio ambiente, patriarcales, armamentistas y generadoras de desigualdades, son hegemónicas en el mundo y pretenden consolidarse como la única alternativa posible para el ser humano [PAZDIGN-PRES].

Ces textes s'inscrivent dans des modèles communicatifs intégraux qui, comme nous l'avons vu au chapitre 2, placent la sensibilisation, le positionnement et la dénonciation en tête de leurs efforts discursifs. Or, ces exemples étant anecdotiques, le texte de présentation n'est généralement pas conçu en dehors des pratiques de transparence et des relations publiques.

Pour mieux comprendre la finalité globale des textes de présentation, nous présentons dans le tableau 30 la liste des 15 noms et adjectifs les plus fréquents (voir chapitre 4)[102]. Nous constatons ainsi, au-delà du métalangage propre au genre (« memoria », « año », dans les positions 1 et 2 respectivement, « anual » / « anuales »), une importante incidence de termes neutres liés à l'exercice de l'activité (« actividades », « proyectos », « trabajo », « desarrollo », « cooperación ») et à l'identité statutaire de l'ONG (« organización », « fundación »), ainsi que l'apparition fréquente des termes « información » et « transparencia » (10 et 9 occurrences, respectivement). L'association de ce document aux pratiques de contrôle économique est mise en évidence par la fréquence d'apparition du terme « cuentas » (16 occurrences). En ce qui concerne les actions effectuées, outre les interventions classiques sous forme de « projets » (38 occurrences) et associées à la notion de « desarrollo » (19 occurrences), les textes de présentation soulignent nettement les domaines présentant une visée transformatrice (« educación » / « sensibilisation », 10 et 9 occurrences, respectivement) et les actions destinées aux femmes (« mujeres », 10 occurrences).

[102] Voir annexe 9 pour les résultats complets.

Tableau 30. Fréquences lexicales dans les textes de présentation (corpus PRES)

POSITION	TERME(S)	OCCURRENCES
1	memoria	56
2	año	50
3	actividades	43
4	proyectos	38
5	personas	30
6	trabajo	24
7	desarrollo	19
8	cooperación	18
9	cuentas	16
10	memorias, mundo	14
11	organización	13
12	años	12
13	anuales, educación, socios	11
14	fundación, información, internacional, mujeres, organizaciones, países	10
15	anual, gracias, sensibilización, transparencia	9

Source : Élaboration propre

De la même manière, la liste des segments répétés[103] les plus fréquents confirme cette échelle de priorités : le rapport en soi, les activités réalisées, les parties prenantes, l'organisation et la gestion des fonds.

Tableau 31. Segments répétés dans les textes de présentation (corpus PRES)

SEGMENTS RÉPÉTÉS	OCCURRENCES
la memoria	23
memoria de actividades	21
los proyectos	19
las personas	14
nuestra memoria	13
las actividades	12
cada año	11
la fundación	10
gracias a, nuestro trabajo	8
este año, la organización, nuestras cuentas, un mundo	7

Source : Élaboration propre

De plus, ces données montrent la présence importante du possessif « nuestro/a/s », en toute cohérence avec la logique du genre, l'insistance sur l'engagement annuel d'élaboration et de publication du document (« cada año »), l'expression de la reconnaissance envers les

[103] Voir annexe 11 pour les résultats complets.

collaborateurs (« gracias a ») et la manifestation d'une vision, d'une réalité à atteindre (« un mundo »).

L'analyse lemmatisée des mots pleins nous permet d'affiner un peu plus cette observation (voir tableau 32)[104]. En particulier, près de 16% des termes utilisés dans les textes de présentation traduisent des métadonnées sur le rapport (sur le document en soi : 7,5% ; sur sa dimension temporelle : 5,5% ; et sur sa finalité informative : 2,9%) et autour de 20% concernent l'activité de l'organisation (actions : 13% ; objectifs et résultats : 3,7%, principes d'action, ressources et moyens d'action : 3%). Un troisième élément privilégié dans les textes correspond aux parties prenantes au sens large, sous forme de collectifs humains et non humains (près de 9%). Les autres centres d'intérêt sont les problématiques affrontées (3,1%), l'ONG et son fonctionnement interne (2,6%) et la gestion des fonds (1,8%). Autour de 2% des termes peuvent être considérés comme exprimant la présence de l'énonciateur dans les textes.

Tableau 32. Fréquences des champs sémantiques (corpus PRES)

CHAMP SÉMANTIQUE	POURCENTAGE
Actions	**19,8%**
termes génériques, types d'activité	9,3%
modalités d'action	3,8%
transformation et effets	3,7%
principes, motivations	1,5%
ressources et moyens d'action	1,5%
rapport	**15,9%**
document	7,5%
temporalité	5,5%
information, connaissance	2,9%
collectifs	**8,6%**
groupes humains	5,8%
territoires	1,5%
organismes	1,3%
situation d'origine	**3,1%**
organisation	**2,6%**
gestion des fonds	**1,8%**
marques d'énonciation	**1,8%**

Source : Élaboration propre

[104] Le tableau 32 représente l'importance relative des différents champs sémantiques identifiés dans le corpus, avec indication du pourcentage par rapport au répertoire de mots du corpus une fois soumis à la *Stoplist*, c'est-à-dire sur la base de 2 654 tokens (voir chapitre 4). Ce tableau est fondé sur l'analyse lemmatisée (annexe 10) et sur le tableau de classement sémantique des termes (annexe 17).

Les textes de présentation ont donc pour objectif communicatif immédiat de synthétiser le contenu du rapport, en soulignant sa dimension informative. De façon globale, ils identifient comme contenu principal les actions menées et, moins souvent, l'état des comptes et l'identité ou le fonctionnement de l'organisation. Voyons un exemple qui reproduit cet ordre de priorités :

[g] La Memoria de Actividades de CERAI resume las actividades realizadas en materia de Cooperación Internacional, Educación para el Desarrollo y Comunicación. Además incluye los datos económicos de cada ejercicio y una descripción del funcionamiento de la organización [CERAI-PRES].

Cependant, les textes de présentation sont destinés non seulement à faciliter et à encourager la lecture, en soulignant les points essentiels du document, mais aussi à la guider, en proposant au lecteur un cadre interprétatif. En premier lieu, les textes inscrivent la dimension informative des rapports dans l'exercice de la transparence, qui se confirme comme la pratique professionnelle qui donne sens à l'élaboration et à la publication du genre. Dans certains cas, la transparence est associée aux processus d'autoévaluation (exemples [h] et [i]) et de construction de la communauté interne (exemple [j]), comme le recommande la Plataforma del Voluntariado (2009 : 4) :

[h] Nuestras memorias anuales suponen un gran esfuerzo de reflexión y autoanálisis [AYUDACC-PRES].

[i] Cada año, tanto NPH Internacional como NPH España, redactan un informe anual que resume y valora nuestros proyectos en Latino América y el uso de las donaciones recibidas [NUESTROS-PRES].

[j] Si echas un vistazo encontrarás [...] sobre todo el compromiso y el orgullo de quienes forman ONGAWA –personas socias y voluntarias, instituciones colaboradoras, socios locales– por lo que somos y lo que hacemos [ONGAWA-PRES].

Or, dans la plupart des cas, la transparence semble plutôt liée à l'exercice des relations publiques, en tant que fondement nécessaire de la construction de confiance, qui est à son tour indispensable pour que les ONG obtiennent le soutien social dont elles ont besoin :

[k] En CESAL creemos que debemos mantener la máxima transparencia en nuestra actividad y gestión y deseamos compartir nuestro trabajo y darlo a conocer, ya que pensamos que es ésta la manera de crear lazos de relación y confianza con todos [CESAL-PRES].

La notion de transparence est identifiée comme un engagement pris par l'organisation, comme nous avons pu le voir dans les exemples [c] et [k], et nous pouvons le confirmer grâce aux exemples suivants :

[l] En Bosque y Comunidad estamos realmente comprometidos/as con la transparencia y rendición de cuentas tanto técnica como económica, publicando información sobre nuestros fondos y la implementación de nuestras acciones [BOSQUE-PRES].

[m] Cumpliendo con nuestro compromiso de transparencia, compartimos públicamente los resultados y las acciones realizadas en cada ejercicio del año [AKSHY-PRES].

[n] Como cada año publicamos nuestra memoria de actividades con el fin de dar cumplimiento a nuestros principios basados en la comunicación, claridad y compromiso adquirido con las personas e instituciones que colaboran con Ayudemos a un@ Niñ@ [AYUDEMOS-PRES].

Comme nous le voyons, ces textes signalent, d'une part, le rôle du rapport comme véhicule de transparence et, au-delà, ils établissent un lien entre ce principe et la nature même de chaque organisation, dont l'image ressort ainsi renforcée.

En qualité de guide de lecture, les textes servent également à équilibrer les nombreuses informations numériques contenues dans le rapport par une interprétation quantitative, ce qui se traduit généralement par le recours à des stratégies d'argumentation destinées à persuader les lecteurs des qualités de l'ONG.

[o] las cifras no son más que eso, números que no reflejan las historias de cambio de las personas ni el efecto transformador que se ha generado en algunos territorios [CESAL-PRES].

[p] Estas cifras demuestran que en Entreculturas no renunciamos a transformar a gran escala. Que, junto a otras personas, organizaciones y movimientos, no renunciamos a creer en un bienestar que puede y debe llegar a todos y todas [ENTRECULT-PRES].

[q] Si echas un vistazo encontrarás transparencia, porque publicamos información sobre los resultados de nuestro trabajo, la situación de nuestras cuentas y las personas y organizaciones con las que colaboramos [ONGAWA-PRES].

[r] [Nuestra memoria] incluye varios ejemplos que certifican el cumplimiento de los estándares de conducta de las ONG establecidos por la Carta de Responsabilidades de las ONG Internacionales a la que están suscritas 24 ONG de alcance mundial [OXFAM-PRES].

Ces pratiques discursives confirment le rôle des textes de présentation dans la construction de l'image des organisations. De plus, nous pouvons affirmer qu'en réduisant le contenu du rapport à un petit nombre d'idées, les textes de présentation prennent le relais d'une argumentation développée dans le document long. Autrement dit, ce texte s'inscrit dans la séquence discursive et argumentative du rapport et poursuit les mêmes fins. En ce sens, les textes suggèrent une conception du rapport comme véhicule central des relations publiques et, plus particulièrement, de la stratégie de génération de confiance et de construction de l'image. Cela est cohérent avec la double dimension, informative et persuasive, qui, comme

nous l'avons vu au chapitre 3, caractérise le rapport annuel des corporations privées. Ainsi, le rapport annuel d'activités, présenté par ces textes comme une réponse aux exigences de transparence de la part des collaborateurs des ONG, sert en même temps les intérêts communicatifs des organisations, en particulier comme moyen de construction d'image.

3.2. La relation avec les destinataires

Au-delà de l'information explicite que ces textes fournissent sur les contenus et les propos du rapport, leur intérêt réside dans le fait qu'ils établissent le premier lien direct entre l'ONG responsable du rapport et ses éventuels lecteurs. Ainsi, les textes donnent en quelque sorte le ton de la relation et déterminent parfois la réponse que l'ONG attend de ses parties prenantes. Ce n'est pas par hasard que, parmi les 62 textes du corpus, 28 se construisent – du moins partiellement – comme un dialogue avec les destinataires, en utilisant la deuxième personne, généralement au singulier, et invariablement par la formule du tutoiement. Ce dialogue prend deux formes différentes : soit il concerne l'ensemble du texte, en adoptant un format proche de la lettre de présentation, comme l'exemple [s], soit il est réservé à la dernière partie, dans laquelle les destinataires sont invités à lire ou à télécharger le rapport, comme dans l'extrait [t] :

[s] En Misión América nos encanta contarte lo que estamos haciendo y por ello te presentamos una memoria anual. Queremos compartir contigo el trabajo, los proyectos e ilusiones que desde nuestra ONGD Misión América se han llevado a cabo en los últimos años [MISIONAM-PRES].

[t] Anualmente editamos nuestro Balance Solidario que recoge las actividades desarrolladas a lo largo del año anterior para darlas a conocer. Puedes descargar los archivos aquí abajo [SOTERMUN-PRES].

Il faut cependant souligner que les destinataires des rapports sont très rarement explicités dans les textes de présentation, en raison sans doute de l'indéfinition de départ, déjà évoquée, mais aussi de la volonté d'atteindre un public le plus vaste et varié possible. Dans les rares cas de mention directe, les destinataires sont identifiés comme les « collaborateurs » de l'organisation au sens large :

[u] Cada año elaboramos una completa Memoria de las actividades que hemos desarrollado durante el año. De esta forma, los socios, colaboradores, voluntarios y donantes están informados del destino de cada una de sus colaboraciones [AMBALA-PRES].

[v] Amycos presenta a todos sus socios, colaboradores y amigos la memoria de actividades del ejercicio 2017. En ella se recogen las actividades y principales desafíos encarados por la institución a lo largo de este año [AMYCOS-PRES].

Les remerciements, présents dans les textes prenant la forme de dialogue, confirment que ces textes sont essentiellement adressés aux collaborateurs :

[w] Gracias a todas y a todos los que habéis colaborado en nuestros proyectos, en nombre de las personas que se han podido beneficiar de ellos [MEDICUSMUN-PRES].

[x] Un año más te damos las gracias por continuar con nosotros, por ser parte de CESAL y por ser parte de este compromiso que cambia vidas [CESAL-PRES].

Ces exemples, et la familiarité du traitement, illustrent clairement l'obligation de redevabilité et de reconnaissance envers les collaborateurs immédiats, mais font aussi penser à une vision prospective et à une volonté, de la part des organisations, de consolider la confiance de leurs collaborateurs et d'encourager d'autres lecteurs à collaborer avec elles par des moyens divers. La mobilisation de ressources semble ainsi être une des finalités principales du rapport.

Seuls deux textes élargissent explicitement le profil des destinataires :

[y] Cada año publicamos aquí nuestra memoria de actividades para que pueda ser consultada, de forma que la sociedad, los beneficiarios y las contrapartes de los países en los que actuamos pueden conocer nuestro trabajo, recursos y la forma en que los empleamos [COOPERA-PRES].

[z] En un ejercicio de compromiso pleno con la ciudadanía, con las personas socias y con aquellas instituciones que financian nuestro trabajo, consideramos que la transparencia debe ser una herramienta clave para informar sobre cómo se gestionan y a dónde se dirigen los fondos recibidos [SOLIDINTAN-PRES].

Comme nous le voyons, ces organisations (Coopera et Solidaridad Internacional Andalucía) identifient comme destinataires les communautés du Sud (bénéficiaires et organisations partenaires) ou du Nord (« la sociedad », « la ciudadanía »), faisant ainsi preuve d'une vision large de la redevabilité et des potentialités du rapport.

3.3. La logique discursive

Si nous acceptons que le rapport et le texte de présentation partagent la même logique argumentative, nous pouvons également imaginer qu'ils partagent également certains traits

discursifs. En ce sens, l'analyse lexicale (voir tableau 30 plus haut et annexes 8 à 11) peut nous offrir des indices sur les pratiques discursives qui vont être trouvées à l'intérieur du document complet[105]. Pour ce qui est du lexique relatif à l'information, nous constatons que, au-delà des termes généraux, tels que « dar a conocer », « describir » ou « resumir », un effort notable est fait pour souligner la véracité des informations fournies (« transparencia », « rendición de cuentas », « certificar », « comprobar », « demostrar », « constatación »). La notion de transparence est également observable dans les références à la gestion des fonds, qui visent généralement à mettre en avant les pratiques d'évaluation des bonnes pratiques dans cette matière (« auditoría », « balance », « controles »).

En ce qui concerne les modalités d'action mises en avant, nous observons la prééminence des logiques conventionnelles, avec 42 occurrences du terme « proyecto », 18 de « coopération » et 7 de « programa », qui coexistent avec des modalités plus orientées vers la transformation : « sensibilización » (9 occurrences), « formación » (4 occurrences), « comercio justo » et « Educación para el Desarrollo » (3 occurrences), « incidencia política » et « investigación » (1 occurrence). Les objectifs, les moyens d'action et les résultats sont essentiellement exprimés dans les textes par des termes associés à deux notions centrales : la transformation et la convergence des forces. Les termes exprimant la transformation sont parfois neutres (« cambio », « evolución », « generar », « resultados », « impacto », « efecto ») ou polyvalents, en fonction du contexte (« contribuir », « aumentar »), mais bon nombre d'entre eux expriment un sens intrinsèquement positif, aussi bien pour les noms (« logros », « avances », « éxito », « victoria ») que pour les verbes (« conseguir », « hacer realidad », « mejorar », « dignificar », « solucionar », « superar »). Certains parmi ceux-ci soulignent la force motrice des acteurs, et notamment de l'ONG (« alentar », « estimular », « favorecer », « promover », « fomento », « impulso »). Pour ce qui est de la convergence des forces, nous observons une présence relativement limitée de termes exprimant une relation asymétrique (« apoyar », « atender », « ayudar ») et l'importance conséquente des notions de collaboration (« colaborar », « participar », « participación », « sumarse »), d'horizontalité et de partage (« organizarse », « aunar », « consensuar », « coordinación », « sumar », « red », « acuerdo », « alianzas », « lazos », « sinergias »). On constate aussi une certaine présence du lexique des mouvements sociaux et de la logique de la lutte partagée (« movilización »,

[105] L'analyse du lexique des textes de présentation sert à complémenter celle que nous allons présenter au chapitre 7, qui concerne le genre object de notre étude, le rapport (voir chapitre 4).

« resistencia », « luchar por », « movilizarse », « resistir »). Les valeurs explicitement évoquées dans les textes sont l'engagement éthique, la solidarité et l'effort (« compromiso », « esfuerzo », « solidaridad », « cumplimiento », « conciencia ciudadana », « deber ético », « empeño », « obligación »), ce qui renvoie directement aux principes d'action traditionnellement associés aux ONG ; c'est aussi le cas pour des motivations plus spirituelles liées en quelque sorte aux souhaits des acteurs (« esperanza », « corazón », « ilusiones », « sueños »).

Les parties prenantes, quant à elles, sont soit reprises sous le terme générique « personas » (32 occurrences) soit identifiées de façon plus précise. Nous retrouvons ainsi des groupes humains, désignés globalement (« ciudadanía », « comunidades », « colectivos ») ou classés en fonction de leur profil (« socios », « mujeres », « profesorado », « familia ») et non humains (« países », « instituciones », « empresas »). Les personnes et les institutions proches de l'association sont les plus présentes dans les textes, avec une importance conséquente des collaborateurs : « socios » (18 occurrences), « voluntarios » et « voluntariado » (14 occurrences), « colaboradores » (8 occurrences), « donantes » (4 occurrences), « amigos » (2 occurrences), « seguidores » et « simpatizantes » (1 occurrence). Les destinataires sont désignés de façon globale (« beneficiarios », « comunidades », « el Sur », etc.) ou en fonction de leur profil (« niñas », « juventud », « población inmigrante », « los pobres »). Une certaine incidence du langage inclusif est observable dans le choix des termes (« infancia », « alumnado », « profesorado », etc.) et, surtout, une grande importanceest accordée à la distintion des genres à l'intérieur des groupes (« mujeres » / « hombres » ; « niñas » / « niños »). Finalement, une volonté d'éviter des désignations stigmatisantes pour les communautés du Sud est perceptible, avec une recherche d'options plus consensuelles, comme le contraste « Nord » / « Sud » ou les termes proposés par les Nations Unies (« países menos adelantados »).

Dans la description des situations à l'origine des interventions, l'inéquité et la pauvreté sont les difficultés les plus fréquemment évoquées, de façon plus ou moins explicite (« desigualdad », « inequidad », « pobreza », « pobres », « hambre », « carencias », « vulnerabilidad », « vulnerable »). Au-delà de ce diagnostic immédiat, des références aux causes profondes sont aussi présentes (« cambio climático », « guerras », « conflictos »), avec parfois une identification précise des responsabilités (« carrera armamentística », « evasión »,

« grandes fortunas », « violencia machista », « políticas migratorias », « políticas neoliberales », « políticas patriarcales »). En ce sens, même si la comparaison entre les pratiques des différentes ONG dépasse les objectifs de notre étude, il faut inévitablement observer que ce lexique dénonciateur, à caractère nettement politique, est presque exclusivement présent dans les textes des ONG Interaction et Paz con Dignidad qui, comme nous l'avons déjà signalé, adoptent une approche discursive nettement minoritaire.

Ce bref tour d'horizon lexical nous permet de constater une volonté d'éviter l'utilisation de formulations qui pourraient être associées au discours du sous-développement et aux visions caritatives de la coopération, mais l'analyse globale ici présentée montre que les textes de présentation et, plus largement, les sections de publication des rapports sont loin de constituer un espace destiné à l'encouragement de la transformation à long terme. La section de publication et le texte de présentation, portes d'entrée au rapport, doivent plutôt être interprétés comme grille de lecture du rapport, comme maillon dans la chaine de construction de l'image et comme déclaration d'intentions de l'organisation.

Chapitre 6. LA MACROSTRUCTURE. CONSTRUCTION FORMELLE ET LOGIQUE RHÉTORIQUE.

Detrás de esta memoria llena de números, estadísticas y cantidades
hay mucha vida, muchos rostros y muchos sueños compartidos.

(Lettre de présentation du rapport annuel 2017 de Don Bosco)

Dans les pages qui suivent nous allons présenter en premier lieu un catalogage des différentes modalités formelles adoptées par le rapport dans les différentes ONG, résultat de l'étude des caractéristiques visuelles des documents constituant notre corpus intégral. Ensuite nous allons montrer les traits prototypiques du genre en ce qui concerne sa structure logique globale, et en particulier les grandes sections qui composent les rapports, les principaux contenus intégrés et leur ordre de présentation ainsi que les formes dans lesquels ils se matérialisent, ce qui nous amènera ensuite à proposer une caractérisation globale du rapport annuel en tant que «macro-genre » et une réflexion sur les conventions observées. En dernier lieu, nous allons signaler quelques-unes des divergences saillantes par rapport aux conventions repérées dans le corpus et essayer de les expliquer sur la base des pratiques socioprofessionnelles de la communauté spécialisée.

1. Construction formelle du document

1.1. Intitulé

Avant de rentrer dans la description des traits visuels des rapports, nous allons signaler un élément dans la construction des documents qui établit des différences notables entre eux. Nous avons signalé au chapitre 5 que la plupart des rapports présentent un titre neutre qui rend compte tout simplement de la nature du document : « Memoria 2017 », « Memoria anual » ou « Memoria de actividades », néanmoins certains d'entre eux présentent un complément évaluatif au titre – généralement un sous-titre –, qui a pour but d'attribuer un

sens global à l'année précédente, en guise de bilan[106], ce qui les éloigne de la sobreté des documents de gestion. Ainsi, nous retrouvons des formulations telles que «#porelderechoalasalud. Memoria 2017 » (MEDICUS) ou « Memoria 2017. Tú lo haces posible » (EDUCO), qui sont la marque d'un document destiné à la diffusion publique et d'une certaine volonté de mobilisation, plutôt que d'un simple document informatif de gestion. D'autres complément de titre sont destinés à signaler une caractéristique particulière de l'ONG responsable, en soulignant notamment sa persistence au long du temps par la commémoration des anniversaires : « Memoria de actividades 2017. 30 años trabajando por las personas » (PROMOSOC) ET « 10 años de grandes experiencias. Memoria 2017 » (RECOVER)[107].

[19] Titre neutre [CUME] *vs*. titre complémentaire évaluatif [PROMOSOC]

1.2. Catégories formelles

L'analyse externe de notre corpus intégral rend tout d'abord visible l'existence de modalités formelles différentes, mises en évidence d'emblée par la disparité dans la longueur des documents, qui vont, dans les cas extrêmes, d'une seule page (SINTIENDO) à 181 (PROYDE)[108],

[106] Les intitulés sont détaillés dans la rubrique « Sources primaires » de la section « Sources et bibliographie ».
[107] Nous retrouvons également un exemple qui ne porte pas la désignation du genre, remplacée par un titre évaluatif : *Una mirada global al 2017. Una apuesta por la igualdad* (TALLER).
[108] PROYDE fournit également un rapport synthétique de 8 pages, sous forme de brochure (https://www.proyde.org/index.php/proyde-menu/memoria-social, consulté le 09/07/20).

ce qui exige de se poser la question de leur appartenance à un même genre. En ce sens, comme nous l'avons signalé au chapitre 4, nous avons intégré dans notre corpus tous les documents que les ONG responsables désignent comme rapport annuel, que ce soit dans la section de publication en ligne ou dans l'en-tête du document lui-même, indépendamment de leur matérialisation formelle, afin d'éviter une sélection biaisée par des critères formels. En fin de compte, il s'agit précisément d'analyser comment les ONG conçoivent et utilisent ce genre. Malgré cette hétérogénéité, il convient également de signaler que 45% des documents présentent entre 20 et 39 pages, et que la moyenne par document est de 34 pages. Par ailleurs, moins de 10% des documents comptent un nombre de pages inférieur à 10 et seulement 20% ont 50 pages ou plus.

Tableau 33. Nombre de pages des rapports (corpus MEM)

Nombre de pages	Quantité	Pourcentage
1-9	13	8%
10-19	27	17%
20-29	42	26%
30-39	31	19%
40-49	21	13%
50-59	7	4%
60-69	7	4%
70-79	4	3%
80-89	4	3%
Plus de 90	4	3%

Source : Élaboration propre

Au-delà du nombre de pages, les documents présentent un ensemble de caractéristiques formelles partagées. En effet, il s'agit, comme nous l'avons dit, de documents téléchargeables, qui peuvent être diffusés sur papier ou par voie numérique. Ils présentent le nom et le logo de l'ONG concernée et, dans la plupart des cas, l'indication du genre et de l'année correspondante, généralement sous la formule « Memoria 2017 ». Si l'on prend en compte les documents présentant plus de 10 pages (soit plus de 90% du corpus), ils sont pour la plupart organisés en différentes sections informatives portant un titre distinctif, ils combinent le langage verbal et le langage visuel et présentent des ressources discursives et visuelles propres à la synthèse (énumérations, tableaux, graphiques, infographies, encadrés). Ces éléments seront détaillés plus tard dans ce chapitre. Or, malgré ces traits partagés, la diversité formelle entre les documents est évidente. Ainsi, nous avons identifié six catégories qui, tout en partageant certains traits externes, peuvent être situées au long d'un continuum

entre deux extrêmes, en fonction de l'importance des éléments visuels dans la construction du document. Le tableau 34 synthétise les caractéristiques des différentes catégories, il énumère les rapports correspondant à chacune d'entre elles et indique leur présence absolue et relative dans le corpus.

Tableau 34. Descriptif et présence dans le corpus des catégories formelles

CATÉGORIE	CARACTÉRISTIQUES FORMELLES	RAPPORTS	QUANTITÉ
0 Catégories *sui generis*	- Document très court - Modalité unique, sans lien avec les autres catégories	BOSQUE, CIM, PROFES, SINTIENDO, SEGUNMON	5 (3,1%)
1 Rapport non illustré	- Document semi-long (20-30 p.) - Document sans couverture ou avec une couverture exclusivement indicative (nom et logo de l'ONG, mention « Memoria 2017 ») - Contenu organisé par rubriques / Succession de fiches de projet - Lecture linéaire, sans particularités formelles - Non illustré	APY, HUMADEMO, ISCOD (catalogue) CIDEAL, ECOSOL, PETJADES (rapport)	6 (3,8%)
2 Rapport illustré linéaire	- Document long, longueur très variable (moyenne entre 30 et 40 p.) - Couverture simple ou illustrée - Absence de 4ème de couverture ou clôture minimale (logo ou adresses) - Images complémentaires, insérées au long du texte ou galerie de photos - Lecture linéaire, typographie standard	ACODEA, AFRICAVAN, AMANECER, ATELIER, BATA, COMISDH, ECOGAIA, FARMAFRON, FUNDEBE, ICID, ISFCAN, KIRIRA, MICROFIDES, PROKARDE, PROYDE, PROYECSOL, REGALOS, SAL, SEMG, SETEMAND, SETEMEUS, SODEPAZ, SOLMAN, TIERRAESP, VIHDA	25 (15,6%)
3 Rapport mis en page (format portrait)	- Document long, longueur très variable (moyenne entre 30 et 40 p.) - Document illustré fermé (couverture illustrée et 4ème de couverture) - Lecture linéaire ou en colonnes - Composante visuelle soignée mais sobre (images métaphoriques, traitement formel des textes)	ALMACIGA, CERAI, CONLEON, EDIFICANDO, GEOLOMUN, INCIDEM, KORIMA, MANABI, MEDICOSMU, MEDICUSMU, MISIONAM, REACH, RESCATE, SED, SOLIDINTAN, SOLIDINTVAL, SOTERMUN, VERAPAZ	18 (11,3%)
4 Rapport mis en page (format paysage)	- Document long, longueur très variable (moyenne entre 30 et 40 p.) - Document illustré fermé (couverture illustrée et 4ème de couverture) - Format adapté à la lecture en ligne (double page, lecture en paysage...) - Lecture en colonnes ou sous format de fiches monographiques - Composante visuelle soignée mais sobre (photographies, infographies, traitement formel des textes)	ACCIONMAR, ALIANXSOL, ALMENARA, AMIGOSINHA, ASA, ASFES, CESAL, CODEPRO, CONSTRUYE, COOPERA, DONBOSCO, EDUCO, ENTRECULT, FABRE, FOAL, INFANFRON, ISFAST, ITWILLBE, JOVENDES, JUSTALE, MIRADAS, MPDL, MUJERESZC, MUNDO, NIÑIND, NUEVOSCAM, ONGAWA, PABLOHORST, PAZDESAR, PROCLADE, PROMOSOC, PSICOFRON, RELIGIOSOS, SETEMMAD, TIERRAHOM	35 (21,9%)
5 Magazine illustré	- Document long, longueur très variable	ACOEC, ACPP, AIDA, AIETI, AKSHY, ALBIHAR, AMBALA, AMIGOSOL, AMREF, AMYCOS, ANESVAD,	60 (37,5%)

	(moyenne entre 30 et 40 p.) - Document illustré fermé (couverture et 4ème de couverture illustrés) - Format portrait - Sections visuellement différenciées - Lecture non linéaire, format « collage » - Composante visuelle très soignée (typographie et graphisme choisi, photos artistiques ou pleine page, chromatisme soigné, rôle important des images dans l'organisation textuelle)	AYUDEMOS, BALMS, CODESPA, CONCORDIA, CONEMUND, COOPINT, COPADE, CUME, DELWENDE, DILAYA, ENERFRON, ESPERALE, FARMAMUN, FASFI, FUNDEO, GLOBAL, HOLAGHA, HUAUQUI, IBO, IDEAS, INSPIRACT, INTERED, JUNTOS, JUSTIALIM, KELELE, KUBUKA, MADRECOR, MADRESELVA, MANOSUNI, MASVIDA, MEDICOSFRO, MOZAMB, MUSOL, NEPAL, NUESTROS, OAN, OXFAM, PAZDIGN, RECOVER, RINALDI, SAVECHILD, SONRIBOM, TIERRASIN, TRABDIG, valle, VFERRER, VIDES, WORLD, XALEY	
6 Brochure	- Document court, synthétique (4-9 p.) - Sections visuellement différenciées - Rôle central de l'image (photographies, infographies, typographie et chromatisme soignés)	AMIGOSOL, AYUDACC, CIC, FAMILUNI, FUDEN, IBO, JUANCIU, KARIT, MENNI, NUTRIFRON, PUEBLOS, TALLER, VIDESUR	11 (6,9%)

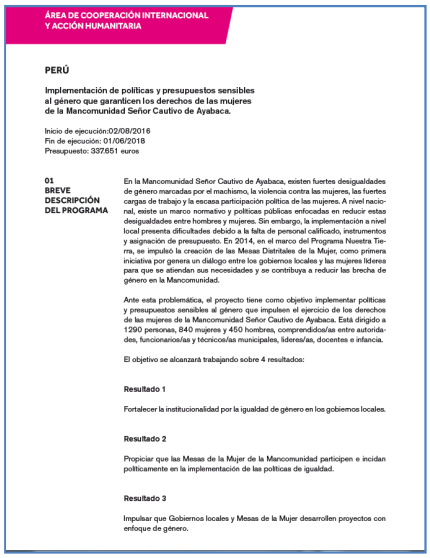
Source : Élaboration propre

a) Le rapport non illustré

Outre cinq documents présentant des modalités formelles *sui generis*, en ce sens qu'ils ne trouvent pas d'écho dans l'ensemble du corpus (SINTIENDO, un poster illustré ; SEGUNMON, un agenda illustré d'événements ; PROFES, un tableau synthétique de projets ; BOSQUE et CIM, deux rapports brefs non illustrés)[109], nous pouvons identifier la présence d'une modalité « de base » constituée par des documents non illustrés (catégorie 1), qui représente 4% du corpus et regroupe d'une part des catalogues longs de projets, présentés sous forme de fiches (exemple [20]), et des rapports complets contenant des contenus variés organisés en rubriques (exemple [21]). Il s'agit de documents de longueur moyenne (20-30 pages), sans images, présentant une facture sobre et une disposition linéaire du contenu textuel.

[109] Ces documents partagent avec les autres leur désignation et leur contenu central : une énumération des actions menées.

[20] Catalogue de projets (fiche non illustrée de projets) [APY]



ÁREA DE COOPERACIÓN INTERNACIONAL
Y ACCIÓN HUMANITARIA

PERÚ

Implementación de políticas y presupuestos sensibles al género que garanticen los derechos de las mujeres de la Mancomunidad Señor Cautivo de Ayabaca.

Inicio de ejecución:02/08/2016
Fin de ejecución: 01/06/2018
Presupuesto: 337.651 euros

01 BREVE DESCRIPCIÓN DEL PROGRAMA

En la Mancomunidad Señor Cautivo de Ayabaca, existen fuertes desigualdades de género marcadas por el machismo, la violencia contra las mujeres, las fuertes cargas de trabajo y la escasa participación política de las mujeres. A nivel nacional, existe un marco normativo y políticas públicas enfocadas en reducir estas desigualdades entre hombres y mujeres. Sin embargo, la implementación a nivel local presenta dificultades debido a la falta de personal calificado, instrumentos y asignación de presupuesto. En 2014, en el marco del Programa Nuestra Tierra, se impulsó la creación de las Mesas Distritales de la Mujer, como primera iniciativa por genera un diálogo entre los gobiernos locales y las mujeres líderes para que se atiendan sus necesidades y se contribuya a reducir las brecha de género en la Mancomunidad.

Ante esta problemática, el proyecto tiene como objetivo implementar políticas y presupuestos sensibles al género que impulsen el ejercicio de los derechos de las mujeres de la Mancomunidad Señor Cautivo de Ayabaca. Está dirigido a 1290 personas, 840 mujeres y 450 hombres, comprendidos/as entre autoridades, funcionarios/as y técnicos/as municipales, líderes/as, docentes e infancia.

El objetivo se alcanzará trabajando sobre 4 resultados:

Resultado 1

Fortalecer la institucionalidad por la igualdad de género en los gobiernos locales.

Resultado 2

Propiciar que las Mesas de la Mujer de la Mancomunidad participen e incidan políticamente en la implementación de las políticas de igualdad.

Resultado 3

Impulsar que Gobiernos locales y Mesas de la Mujer desarrollen proyectos con enfoque de género.

[21] Rapport non illustré (couverture et description de projets) [CIDEAL]

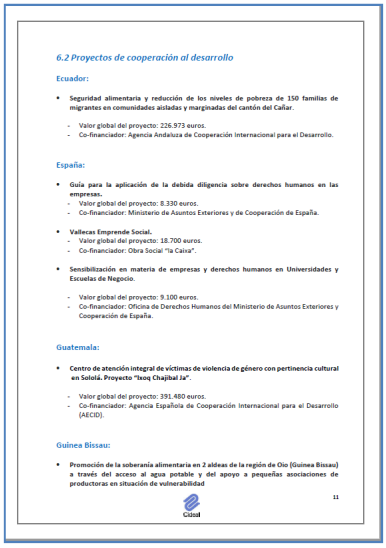
Fundación Cideal
de cooperación e investigación

MEMORIA DE ACTIVIDADES

2017

1

Fundación CIDEAL
Calle Guzmán el Bueno 133. Edificio Germania, planta 10
28003 Madrid (España)
Tel.: 00 34 91 553 84 00 | Correo-e: cideal@cideal.org
www.cideal.org



6.2 Proyectos de cooperación al desarrollo

Ecuador:

- **Seguridad alimentaria y reducción de los niveles de pobreza de 150 familias de migrantes en comunidades aisladas y marginadas del cantón del Cañar.**
  - Valor global del proyecto: 226.973 euros.
  - Co-financiador: Agencia Andaluza de Cooperación Internacional para el Desarrollo.

España:

- **Guía para la aplicación de la debida diligencia sobre derechos humanos en las empresas.**
  - Valor global del proyecto: 8.330 euros.
  - Co-financiador: Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación de España.
- **Vallecas Emprende Social.**
  - Valor global del proyecto: 18.700 euros.
  - Co-financiador: Obra Social "la Caixa".
- **Sensibilización en materia de empresas y derechos humanos en Universidades y Escuelas de Negocio.**
  - Valor global del proyecto: 9.100 euros.
  - Co-financiador: Oficina de Derechos Humanos del Ministerio de Asuntos Exteriores y Cooperación de España.

Guatemala:

- **Centro de atención integral de víctimas de violencia de género con pertinencia cultural en Sololá. Proyecto "Ixoq Chajibal Ja".**
  - Valor global del proyecto: 391.480 euros.
  - Co-financiador: Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID).

Guinea Bissau:

- **Promoción de la soberanía alimentaria en 2 aldeas de la región de Oio (Guinea Bissau) a través del acceso al agua potable y del apoyo a pequeñas asociaciones de productoras en situación de vulnerabilidad**

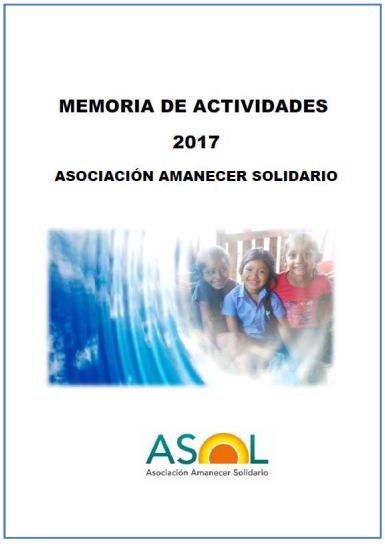
Cideal

11

b) Le rapport illustré

Les versions illustrées et longues de cette modalité de base (catégories 2 à 4) représentent 50% de l'ensemble. Le rapport linéaire (catégorie 2) est un document qui se présente comme « fait maison » de par sa facture (exemple [22]) : sections consécutives à lecture linéaire, sans distinction formelle entre elles, et typographie et graphisme de base. Les images, généralement des photographies, s'insèrent au long du texte comme ressource complémentaire à vocation illustrative.

[22] Rapport illustré linéaire (couverture et description de projets) [AMANECER]



MEMORIA DE ACTIVIDADES DE AMANECER SOLIDARIO 2017

3. SALUD PREVENTIVA DE LA MUJER EN ZONAS DE EXTREMA POBREZA EN EL SALVADOR.

Este proyecto está subvencionado por el Ayuntamiento de Amorebieta, Euskadi.

Cuantía subvencionada: 6.000,00€.

El proyecto es parte del programa de Atención Integral de Salud en 3 grupos de mujeres compuestos en su mayoría de adultas mayores, tanto a nivel individual como colectivamente; en 3 comunidades del país (Comunidad de San Ramón Municipio de Mejicanos, La Mora Municipio de Santa Ana y Las Flores Municipio de Jayaque).

El objetivo del Proyecto es la mejora de las condiciones de salud de las mujeres vulnerables, con enfoque de equidad y derechos.

PRINCIPALES RESULTADOS:

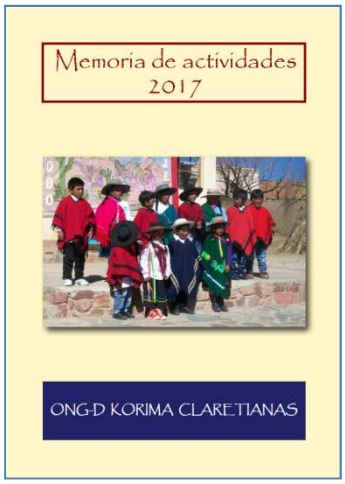
1. Los comités de salud de 3 comunidades han desarrollado acciones de gestión y coordinación con instituciones locales y municipales.

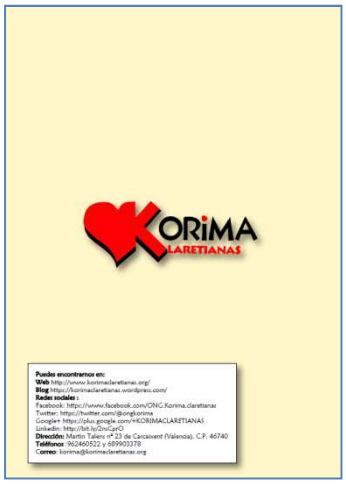
2. Participación de un total de 200 mujeres de tres comunidades, consolidando, de esta manera, la organización por medio del empoderamiento del liderazgo comunitario por parte de las mujeres que conforman los comités de salud para la Promoción de la salud

12

Les documents qui résultent d'un processus de formatage plus ou moins intense de cette modalité ont été désignés comme « rapport mis en page » (catégories 3 et 4), et sont des documents fermés (avec couverture et 4ème de couverture), présentant une facture soignée mais sobre et une attention considérable à la dimension visuelle : disposition du texte en colonnes ou sous forme de fiches, illustrations et graphiques nombreux, sections nettement différenciées par des moyens graphiques. Parmi ces rapports, une distinction a été établie entre le format « portrait » classique (exemple [23]) et le format « paysage » (exemple [24]). Cette séparation, qui pourrait d'emblée être jugée superflue, nous semble pourtant justifiée. En effet, nous avons en premier lieu observé que le choix du format « paysage » – dans lequel nous incluons aussi le format « carré » –, semble répondre à une volonté délibérée de mieux adapter le document à la lecture du numérique ; d'autre part, les documents de cette catégorie, bien que divers dans leur facture, se trouvent pour la plupart à mi-chemin entre la sobriété formelle de la modalité « portrait » et la puissance visuelle des deux catégories suivantes. Parmi eux, une sous-catégorie particulière, qui n'a pas pour autant fait l'objet d'une caractérisation à part, est celle des documents construits comme une succession de fiches monographiques et synthétiques qui défilent sur l'écran en guise de diaporama, plutôt que comme un produit éditorial à imprimer (exemple [25]).

[23] Rapport mis en page : Format portrait (couverture, description de projets et 4ème de couverture) [KORIMA]





[24] Rapport mis en page : Format paysage (couverture, description de projets et 4ème de couverture) [ASFES]

[25] Rapport mis en page : Format diaporama (couverture, description de projets et 4ème de couverture) [JUSTALE]

c) Magazine et brochure

Les deux dernières catégories, qui regroupent près de 45% des documents, se caractérisent par leur exubérance visuelle, matérialisée par une mise en page créative, par le rôle central des photographies, souvent artistiques et pleine page, ou combinées avec le texte à travers des techniques de « collage », et par l'utilisation d'une variété de ressources graphiques sophistiquées (infographies, effets typographiques, etc.). La différence entre ces deux modalités est fondée sur l'extension. Les « magazines » (exemple [26]) sont des documents longs, exhaustifs et fermés, construits à l'image des documents classiques sur papier, alors que les « brochures » (exemple [27]) ont une visée nettement synthétique, se développent sur un nombre réduit de pages, adoptent les formats traditionnels de la communication écrite promotionnelle (comme le « dépliant ») et présentent une variété notable de micro-sections, chacune d'entre elles étant soumise à un traitement graphique spécifique et très soigné.

[26] Magazine (couverture, description de projets et 4ème de couverture) [FARMAMUN]

[27] Brochure [MENNI]

1.3. Catégorie formelle et finalités du rapport

Ces différentes modalités visuelles rendent compte à leur tour des multiples visions existant parmi les ONG en ce qui concerne la finalité du rapport. Ainsi, autour de 4% des rapports (catégorie 1) accordent une priorité presque absolue au contenu textuel. Il s'agit, pour ainsi dire, de textes « nus », avec peu ou pas de ressources visuelles, l'expression maximale de la neutralité informative. Pour les autres, une volonté d'aller au-delà de cette fonction primaire semble évidente. Ainsi, les images constituent la première ressource destinée à établir un lien avec les destinataires et à faciliter la lecture des textes. Pour les 16% correspondant aux rapports linéaires (catégorie 2), cette tendance « communicative » reste modérée : à quelques exceptions près – où les galeries de photos prennent la place centrale, comme pour REGALOS –, ils peuvent être vus comme des documents de production interne, destinés essentiellement à une diffusion au sein de l'organisation ou adressés aux organismes de contrôle, transférés simplement sur la scène publique à travers leur publication sur le site web dédié. Les documents appartenant aux autres catégories (3 à 6), qui représentent près du 78% du corpus, sont des « rapports de diffusion » explicitement construits pour être publiés sur le site web et lus aisément par un large public, jouant ainsi un rôle dans la construction de l'image de l'organisation. Ces documents se situent à leur tour sur un continuum où le poids de la composante visuelle s'accroît progressivement. Sur ce continuum, un groupe important en nombre (33% du total, appartenant aux catégories 3 et 4) semble rechercher un équilibre entre la dimension strictement informative et la logique des relations publiques, alors que les modalités 5 et 6, qui représentent 44% du total, adoptent des stratégies graphiques qui les rapprochent du document publicitaire.

Pour tenter d'approfondir cette réflexion, nous avons vérifié s'il existe des tendances particulières à cet égard dans les rapports pour lesquels nous avons des informations concernant les responsables d'édition grâce aux crédits, c'est-à-dire, qui sont construits quasiment comme des produits éditoriaux. Le tableau 35 regroupe les données correspondant, d'une part, aux rapports dont la responsabilité d'édition est interne et, d'autre part, à ceux dans lesquels il y a eu une intervention externe.

Tableau 35. Produits éditoriaux et caractéristiques visuelles

PRODUCTION INTERNE			INTERVENTION EXTERNE		
CODE	CATÉGORIE	NOMBRE PAGES	CODE	CATÉGORIE	NOMBRE PAGES
ACPP	5	46	AMBALA	5	68
ASFES	4	49	AMYCOS	5	72
COMISDH	2	40	ANESVAD	5	20
CUME	5	25	CESAL	4	70
DELWENDE	5	40	CODESPA	5	50
DONBOSCO	4	30	COOPINT	5	32
ENTRECULT	4	68	ENERFRON	5	24
FUNDEO	5	36	FABRE	4	80
GEOLOMUN	3	36	FARMAMUN	5	20
HUAUQUI	5	28	GLOBAL	5	49
MADRESEL	5	28	INTERED	5	28
PAZDESAR	4	26	JUSTIALIM	5	47
PROYECSOL	2	13	MADRECOR	5	44
SED	3	105	MEDICOSFRO	5	16
VERAPAZ	3	37	MEDICUSMUN	3	62
VFERRER	5	40	MPDL	4	48
			MUSOL	5	58
			ONGAWA	4	20
			OXFAM	5	20
			PAZDIGN	5	24
			REACH	3	16
			RECOVER	5	36
			SOLIDINTAN	3	28
			TRABDIG	5	20

Source : Élaboration propre

Ces documents sont relativement longs (la plupart d'entre eux ont 25 pages ou plus) et prennent nettement en compte la composante visuelle, avec comme formats privilégiés le rapport mis en page (35%) et, surtout, le magazine (60%). Une distinction est perceptible entre les rapports de production interne, où la variété formelle est importante, et les cas d'intervention externe, où la priorité est donnée au format magazine (17 documents sur 24, soit 71%). Ces données suggèrent une corrélation entre la vocation « communicative » du rapport et le besoin de le reconnaître comme l'œuvre d'un auteur, qu'il soit individuel ou, plus généralement, collectif ; si, dans le cas des agences externes, la question du droit d'auteur s'impose, la présentation des crédits pour reconnaitre le travail des responsables internes rend compte de cette conception du genre comme un produit éditorial. Dans le sens inverse, il existe une correspondance, tout à fait logique, entre l'intervention d'une agence ou d'une équipe de communication et l'importance accordée à la dimension formelle et visuelle. Le choix parmi ces différentes modalités, et la décision même de confier le rapport à des

experts en communication – qu'ils soient internes ou externes –, peut répondre à une décision délibérée, fondée sur une conception déterminée du rôle du rapport d'activités et/ou sur des critères de stratégie communicative, mais aussi à d'autres considérations, comme celles liées aux ressources disponibles.

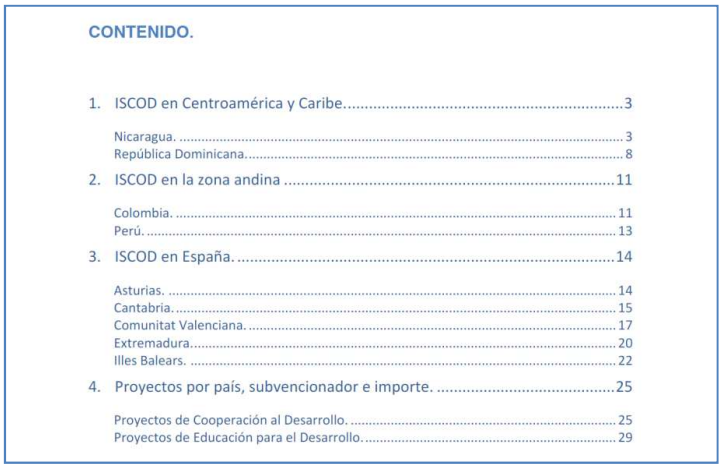
2. Logique rhétorique

2.1. Contenus essentiels

Les rapports annuels présentent trois types de contenus plus ou moins développés, visibles d'emblée grâce aux tables de contenus des rapports : 1) identité de l'organisation/cause et principes ; 2) projets et/ou activités réalisés ; 3) gestion des fonds. En fonction de l'attention portée aux différents éléments, nous pouvons distinguer plusieurs modalités de rapports, qui peuvent à leur tour être interprétées à la lumière des catégories formelles repérées (tableau 34).

Si nous prenons comme base les tables de contenus (annexe 6), nous pouvons observer que seul un document (ISCOD) se limite à la présentation des projets réalisés, sous forme de catalogue non illustré.

[28] Exemple de schéma du catalogue de projets [ISCOD]



CONTENIDO.

1. ISCOD en Centroamérica y Caribe....3
   Nicaragua....3
   República Dominicana....8
2. ISCOD en la zona andina....11
   Colombia....11
   Perú....13
3. ISCOD en España....14
   Asturias....14
   Cantabria....15
   Comunitat Valenciana....17
   Extremadura....20
   Illes Balears....22
4. Proyectos por país, subvencionador e importe....25
   Proyectos de Cooperación al Desarrollo....25
   Proyectos de Educación para el Desarrollo....29

Cet exemple nous permet d'observer la logique centrale des rapports, avec une présentation détaillée des actions de l'ONG par territoires, dans le Sud (rubriques 1 et 2) et en Espagne

(rubrique 3), et une synthèse finale par lignes de travail. Dans ce cas particulier, aucune rubrique spécifique n'est consacrée à l'identité de l'organisation ni à la gestion des fonds. Un autre rapport présentant cette même facture, mais sans table de contenus, est celui d'APY. Un autre rapport, celui de SODEPAZ, inclut aussi ses actions comme seul contenu, mais, du fait qu'il est constitué de textes descriptifs exhaustifs et qu'il présente une longue introduction, il ne peut pas être considéré comme un catalogue de projets. D'autres documents contiennent essentiellement des listes de projets (BOSQUE et PROFES) ou, très exceptionnellement, d'activités (SEGUNMON et SINTIENDO), sans autres informations significatives ; ils correspondent aux catégories formelles 0 et 1, ce qui est cohérent avec leur caractère marginal.

En deuxième lieu, 13 rapports (ALMENARA, FARMAMUN, FUNDEBE, HUAUQUI, IBO, ITWILLBE, MEDICOSFRON, MUJERESZC, PAZDIGN, SOLIDINTAN, VERAPAZ, VIHDA, XALEY) n'explicitent pas les informations sur l'identité de l'ONG. Néanmoins, tous les documents de cette modalité –à l'exception de celui de l'ONG Vihda– intègrent en tête un texte d'introduction ou une lettre de présentation, qui est la représentantion par excellence de l'institution[110]. Ces documents sont globalement un peu plus élaborés du point de vue formel que les précédants, plus de la moitié appartenant aux catégories 4, 5 et 6. Seulement quatre autres documents (FASFI, INFANFRON, PROYDE et SOTERMUN) appartiennent à cette catégorie et ne possèdent pas de table de contenus.

[29] Exemple de schéma de la modalité réduite (sans section d'identité de l'ONG) [ALMENARA]

Índice

Mensaje de la presidenta
Actividad en 2017
Proyectos de Cooperación Internacional
Proyecto Becas de Atención Terapéutica a Discapacitados sin Recursos en España
Iniciativas de Educación Para el Desarrollo
Colaboraciones con Empresas
Cuentas Anuales 2017
Balance
Cuenta de Resultados
Origen y Destino de los Fondos
Informe de Auditoría 2017

[110] Pour le cas de Farmamundi et de Médicos sin Fronteras, les tables de contenus respectives n'en rendant pas compte, la présence des lettres de présentation a été vérifiée par observation directe du rapport.

Dans le troisème groupe, constitué de 12 rapports (ACODEA, AMIGOSHINA, AIDA, BATA, CIDEAL, CONEMUND, OAN, RECOVER, SEMG, SETEMMAD, SOLMAN et TIERRAESP), les documents ne réservent pas d'espace dédié à l'information sur la gestion des fonds. Celle-ci est cependant présente dans la plupart des rapports, quoique sous forme très réduite, généralement dans les fiches de description des projets. Il s'agit de documents variés, mais qui présentent pour la plupart une construction sobre et linéaire (5 d'entre eux sont des rapports linéaires illustrés, catégorie nº 2).

[30] Exemple de schéma de la modalité réduite (sans section d'information économique) [BATA]

INDICE

1. ¿Quiénes somos?

2. Áreas de trabajo:

- Educación, Comunicación y Cultura para el Desarrollo
- Formación, Empleo e Inclusión Digital
- Cooperación Internacional al Desarrollo y Derechos Humanos
- Administración

3. Incidencia política y participación en redes y plataformas

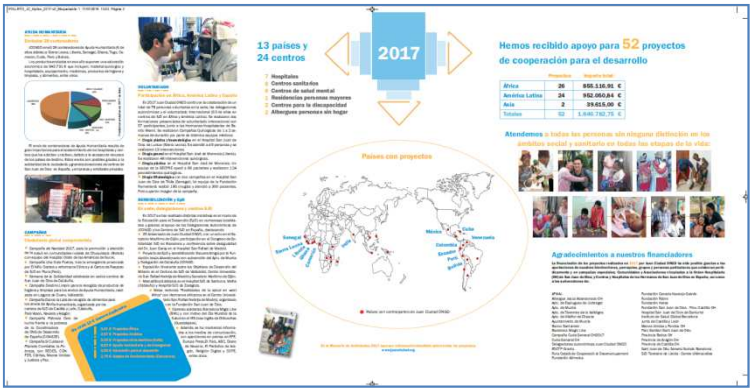
4. Delegaciones

Cette catégorie est cependant plus nourrie ; en effet, précisément de par leur conception sobre, ces documents ne présentent pas toujours de table de contenus. Ainsi, ATELIER, CIM, COOPERA, CUME, DILAYA, ECOGAIA, ECOSOL, FARMAFRON, FUDEN et ICID correspondent également à ce groupe.

La modalité privilégiée est constituée de 75 rapports (plus 39 sans table de contenus) qui présentent les trois contenus de façon distincte, au moyen de sections spécifiques qui reçoivent des intitulés révélateurs, tels que « Quiénes somos », « Actuaciones » et « Resumen económico ». À cette catégorie appartiennent non seulement des documents longs (correspondant généralement aux catégories formelles nº 4 et 5, exemple [31]) mais aussi les formats synthétiques de type brochure (catégorie 6) qui, même s'ils ne présentent pas toujours de rubriques à proprement parler, incluent néanmoins les trois contenus essentiels (exemple [32]). Comme nous le voyons, il s'agit pour la plupart de documents très élaborés du point de vue formel.

[31] Exemple de schéma de la modalité complexe (document long) [ALBIHAR]

[32] Exemple de schéma de la modalité complexe (brochure) [JUANCIU]



Le tableau suivant synthétise les informations présentées.

Tableau 36. Classement des rapports par contenus

CONTENUS	RAPPORTS	QUANTITÉ	CATÉGORIE FORMELLE DOMINANTE
Actions	APY, BOSQUE, ISCOD, PROFES, SEGUNMON, SINTIENDO, SODEPAZ	7 (4%)	0 (57%)
Actions	ALMENARA, FARMAMUN, FASFI, FUNDEBE, HUAUQUI, IBO,	17 (10%)	5 (35%)

+ Gestion des fonds	INFANFRON, ITWILLBE, MEDICOSFRON, MUJERESZC, PAZDIGN, PROYDE, SOLIDINTAN, SOTERMUN, VERAPAZ, VIHDA, XALEY		
Identité + Actions	ACODEA, AIDA, AMIGOSHINA, ATELIER, BATA, CIDEAL, CIM, CONEMUND, COOPERA, CUME, DILAYA, ECOGAIA, ECOSOL, FARMAFRON, FUDEN, ICID, OAN, RECOVER, SEMG, SETEMMAD, SOLMAN, TIERRAESP	22 (13%)	2 (40%)
Identité + Actions + Gestion des fonds	ACCIONMAR, ACOEC, ACPP, AFRICAVAN, AIETI, AKSHY, ALBIHAR, ALIANXSOL, ALMACIGA, AMANECER, AMBALA, AMIGOSOL, AMREF, AMYCOS, ANESVAD, ASA, ASFES, AYUDACC, AYUDEMOS, BALMS, CERAI, CESAL, CIC, CODEPRO, CODESPA, COMISDH, CONCORDIA, CONLEON, CONSTRUYE, COOPINT, COPADE, DELWENDE, DILAYA, DONBOSCO, EDIFICANDO, EDUCO, ENERFRON, ENTRECULT, ESPERALE, FABRE, FAMILUNI, FOAL, FUNDEO, GEOLOMUN, GLOBAL, HOLAGHA, IDEAS, INCIDEM, INSPIRACT, INTERED, ISFAST, ISFCAN, JOVENDES, JUANCIU, JUNTOS, JUSTALE, JUSTIALIM, KARIT, KELELE, KIRIRA, KORIMA, KUBUKA, MADRECOR, MADRESEL, MANABI, MANOSUNI, MASVIDA, MEDICOSMUN, MEDICUSMUN, MENNI, MICROFIDES, MIRADAS, MISIONAM, MOZAMB, MPDL, MUNDO, MUSOL, NEPAL, NIÑOSIND, NUESTROS, NUEVOSCAM, NUTRIFRON, ONGAWA, OXFAM, PABLOHORST, PAZDESAR, PETJADES, PROCLADE, PROKARDE, PROMOSOC, PROYECSOL, PSICOFRON, PUEBLOS, REACH, REGALOS, RELIGIOSOS, RESCATE, RINALDI, SAL, SAVECHILD, SED, SETEMAND, SETEMEUS, SOLIDINTVAL, SONRIBOM, TALLER, TIERRAHOM, TIERRASIN, TRABDIG, VALLE, VFERRER, VIDES, VIDESUR, WORLD	114 (71%)	5 (40%)

En ce sens, si nous établissons une correspondance entre les contenus présents dans les rapports et leur conception formelle, nous pouvons constater une corrélation entre le nombre d'éléments pris en compte et le soin apporté à la composante visuelle dans la construction des rapports. D'autre part, la correspondance entre les informations fournies par les crédits (tableau 23) et les contenus inclus dans les rapports (tableau 36), offre les résultats suivants :

Tableau 37. Contenus des produits éditoriaux

	Production interne	Production externe
Actions	0	0
Identité + Actions	1	1
Actions + Gestion des fonds	2	4
Identité + Actions + Gestion des fonds	13	19

Source : Élaboration propre

Nous voyons ainsi que la quasi-totalité des rapports conçus comme des produits éditoriaux présentent explicitement les trois contenus essentiels (80%, aussi bien pour la production interne qu'externe). La gestion de fonds est une composante spécifiquement soulignée dans 95% des documents. En ce qui concerne l'identité de l'ONG, il faut rappeler que, même

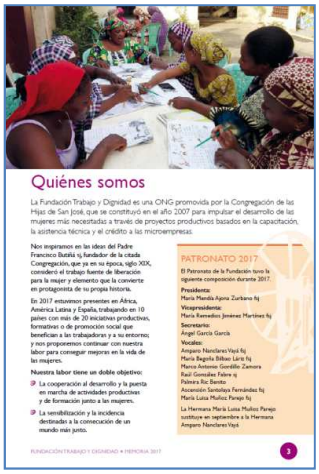
lorsqu'elle ne possède pas de rubrique dédiée, un texte initial vient remplacer cette section, et qu'elle est donc directement ou indirectement présentée dans tous les exemplaires.

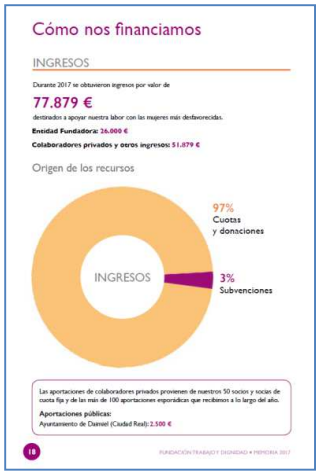
2.2. Structure rhétorique

Comme venons de le montrer, le rapport est caractérisé par la présence de trois contenus essentiels, l'identité de l'ONG, les actions réalisées et la gestion des fonds. En tenant compte de l'ordre de présentation de ces trois éléments, très souvent organisés dans des sections spécifiques (exemple [33]), l'analyse du corpus intégral nous a permis d'identifier une organisation logique nettement dominante, respectée dans 109 documents, soit près de 70% du total :

1) Identité de l'ONG
2) Actions réalisées
3) Gestion des fonds

[33] Rubriques différenciées des contenus essentiels [TRABDIG]

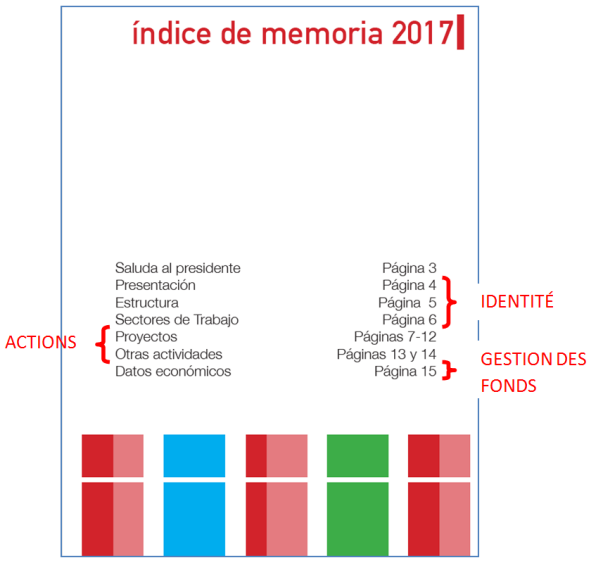




Comme nous pouvons le constater dans l'exemple [34], dans sa version minimale, cette organisation globale correspond de façon très précise au schéma fourni par le formulaire de déclaration d'utilité publique (voir chapitre 3, figure 3) qui, comme nous l'avons vu, est destiné à recueillir des informations objectives et précises sur les actions menées et les ressources disponibles, dans un processus focalisé sur la pratique de la transparence. Ce schéma élémentaire présente une logique argumentative non explicitée : la finalité communicative étant de prouver les bonnes pratiques de l'ONG, le rapport se construit

comme une succession de données qui amènent le lecteur à la conclusion logique que l'ONG responsable du rapport a atteint ses objectifs pour l'année en matière de transformation sociale et s'est conduite conformément aux normes du secteur.

[34] Exemple du schéma prototypique du rapport annuel [SOLIDINTVAL]



Dans la plupart des rapports, beaucoup de rubriques autres que celles consacrées aux contenus essentiels viennent « saupoudrer » le document, en le complexifiant. Nous voyons dans l'exemple précédent l'intégration d'une lettre de présentation (« Saluda el presidente »), qui peut entre autres incorporer une argumentation explicite. En prenant en compte l'ensemble des rapports présentant les trois contenus essentiels, nous pouvons identifier, à grands traits, la structure rhétorique suivante :

Figure 5. Structure rhétorique complexe du rapport annuel

1) Introduction

- Lettre de présentation
- Bilan synthétique de l'année
- Présentation synthétique de l'ONG

2) Identité de l'ONG

- Présentation d'informations de base
- Explication de la cause
- Quantification de la base sociale et description du réseau
- Présentation de références

3) Actions réalisées

- Description des projets de coopération
- Quantification et visualisation des résultats
- Présentation d'autres actions

4) Gestion des fonds

- Quantification des ressources
- Attestation des bonnes pratiques

5) Clôture

- Remerciements
- Projection sur l'avenir
- Invitation à l'action

Source : Élaboration propre

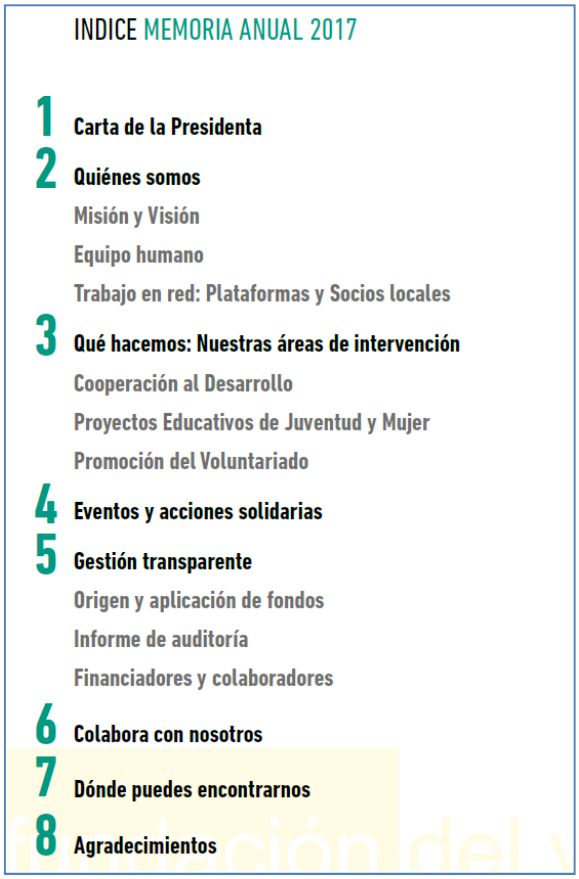
Même si ces mouvements rhétoriques ne sont pas tous présents dans l'ensemble des rapports, et que cet ordre n'est pas toujours respecté, ce schéma rend compte de la logique globale observée dans notre corpus. Les rapports présentent au moins la combinaison des macro-mouvements 2, 3 et 4, et les plus complexes d'entre eux les intègrent tous. À grands traits, nous pouvons dire que les rapports complexes répondent aux questions suivantes, qui se situent sur différents plans temporels :

- Présent : Qui nous-sommes ? Que faisons-nous ? Comment le faisons-nous ?
- Passé : Qu'avons-nous fait ? Comment l'avons-nous fait ? Quels résultats avons-nous obtenu ?
- Futur : Qu'allons-nous faire ? Que pouvez-vous faire ?

Ce schéma est très proche des pratiques recommandées par les guides d'élaboration de rapports annuels, comme celui de Borrás et Vidal (2014 ? : 12), qui s'inscrit, comme nous l'avons vu, dans l'exercice des relations publiques (voir chapitre 3, figure 4). Il se traduit, à grands traits, par une logique particulière par rapport aux modalités d'organisation du discours (Parodi, Ibáñez et Venegas, 2009 : 85) : la modalité argumentative prédomine au début et à la fin du document, alors que le corps central est essentiellement constitué de séquences descriptives et explicatives et, dans une moindre mesure, narratives.

L'exemple [35] nous permet de visualiser cette logique et d'observer un ensemble de pratiques communes aux rapports les plus complexes.

[35] Exemple de schéma complexe du rapport annuel [VALLE]


INDICE MEMORIA ANUAL 2017

1 Carta de la Presidenta
2 Quiénes somos
Misión y Visión
Equipo humano
Trabajo en red: Plataformas y Socios locales
3 Qué hacemos: Nuestras áreas de intervención
Cooperación al Desarrollo
Proyectos Educativos de Juventud y Mujer
Promoción del Voluntariado
4 Eventos y acciones solidarias
5 Gestión transparente
Origen y aplicación de fondos
Informe de auditoría
Financiadores y colaboradores
6 Colabora con nosotros
7 Dónde puedes encontrarnos
8 Agradecimientos

Ce rapport commence par une lettre de présentation, qui est l'un des moyens privilégiés de présentation du bilan synthétique de l'année. La première rubrique (« Quiénes somos ») est consacrée à la présentation initiale de l'ONG et rend compte des principes de l'organisation ainsi que de ses ressources humaines et institutionnelles. Or, l'identité de l'ONG est progressivement construite au long du document, à travers d'autres sections (« Financiadores y colaboradores » et « Dónde puedes encontrarnos ») mais aussi à travers des choix discursifs. Ainsi, la lettre de présentation est la manifestation de la voix institutionnelle, et la première personne est visible dans les intitulés des sections (« Qué hacemos: Nuestras áreas de intervención »). L'énoncé de titres tels que « Gestión transparente » (comparé à « Datos económicos » dans le cas de SOLINTVAL, exemple [34]), est clairement choisi pour contribuer à la construction d'une image positive de l'organisation.

Vient ensuite la présentation des actions, qui inclut la présentation des lignes d'action de l'ONG (« áreas de intervención ») et la description précise des actions effectivement réalisées au long de l'année (« proyectos »). Dans ce cas précis, le rapport distingue les actions de coopération internationale (interventions dans le Sud : « cooperación al desarrollo ») de celles d'action sociale (intervention dans l'environnement proche : « proyectos educativos de juventud y mujer »), et présente aussi un programme propre, en l'occurrence de promotion du bénévolat.

Le quatrième volet du rapport est constitué par la gestion des fonds et organisé en trois parties nettement différenciées. En premier lieu, le rapport fournit des informations quantitatives destinées à justifier l'origine et la destination des fonds obtenus ; en deuxième lieu, il intègre un document externe, le rapport d'audit (« informe de auditoría »), élaboré par un responsable ou une agence indépendant, qui atteste des bonnes pratiques financières de l'organisation dans l'exercice concerné ; finalement, il reconnait la contribution des financeurs, en mettant en même temps en lumière le soutien social dont bénéficie cette ONG.

La dernière partie vient clôturer le dialogue entamé par la lettre de présentation en interpellant directement les destinataires du rapport. Deux profils de destinataires sont repérables : les collaborateurs habituels de l'organisation, qui sont remerciés de leur contribution, et les collaborateurs ou sympathisants potentiels, qui sont invités à contacter l'organisation et à contribuer à ses actions, à qui l'on s'adresse à la deuxième personne du singulier et sous la formule du tutoiement (« Colabora con nosotros » et « Dónde puedes encontrarnos »).

Comme nous pouvons le constater, ce schéma rhétorique complexe va au-delà de la démonstration des qualités opératives et éthiques de l'ONG. Il se construit, nous l'avons vu, comme un dialogue, ce qui fait de lui un véhicule de communication directe de l'ONG avec ses parties prenantes. Cette dimension communicative est intégrée dans les rapports au moyen notamment des mouvements rhétoriques non essentiels (1 et 5), introduits généralement en début et en fin du document, à forte composante argumentative. Au total, toutes catégories confondues, 98 des documents de notre corpus (61%) intègrent une lettre

de présentation et 45 d'entre eux (près du 30%) se terminent par une invitation à la collaboration.

Ces éléments communicatifs possèdent une forte charge argumentative, dans la mesure où ils explicitent le rapport établi avec les destinataires du rapport et la réponse attendue de ceux-ci. En ce sens, l'invitation à la collaboration est la manifestation la plus explicite de cette réponse attendue, et situe le rapport ouvertement dans la pratique de l'élargissement de la base sociale et de l'obtention de fonds. Ce n'est pas un hasard si le schéma rhétorique de ces rapports présente des similitudes évidentes avec le « discours du fundraising », tel qu'il a été caractérisé par Bhatia ([2004] 2014 : 16), propre aux lettres commerciales produites par les organisations non lucratives (voir chapitre 3, tableau 13). Ce type de discours est caractérisé, comme nous l'avons vu, par la séquence suivante : 1) Établissement de références ; 2) Présentation de la cause ; 3) Proposition d'avantages ; 4) Inclusion de documents complémentaires ; 5) Demande de soutien ; 6) Expression de gratitude. En somme, sont déployés dans ces lettres un ensemble d'arguments visant à persuader les lecteurs que leur collaboration est la réponse appropriée. Dans le cas des rapports, la logique s'avère plus complexe. Comme nous l'avons signalé, le rapport ne se construit pas ouvertement comme un texte argumentatif, où la conclusion est explicitement liée aux arguments préalables (comme c'est le cas pour les lettres publicitaires), mais comme une séquence d'éléments (qui peuvent individuellement être plus ou moins argumentatifs) qui sert à construire une image de l'ONG permettant au lecteur d'extraire une conclusion, à savoir que l'ONG est efficace et digne de confiance. L'invitation à la collaboration vient s'ajouter de façon circonstancielle à cette conclusion « primaire » et offre au lecteur une voie possible de réponse en cas de succès de l'argumentation.

3. Modalités de présentation de l'information

Une fois identifié le schéma rhétorique prototypique du rapport, nous allons montrer les ressources visuelles et discursives utilisées pour présenter les différents éléments qui

composent le rapport, en suivant la logique du modèle complexe présenté ci-dessus (voir figure 5)[111].

3.1. Introduction

Bon nombre de rapports complexes proposent un élément d'introduction qui établit un premier lien avec les lecteurs du document, et qui vient s'ajouter aux impressions visuelles fournies par les images présentes sur la couverture.

3.1.1. Lettre de présentation

Les rapports commencent dans bon nombre de cas par une lettre de présentation, comme celle qui figure dans les rapports annuels corporatifs (Hyland, 2005 ; Breeze, 2015), signée par un haut responsable de l'organisation, qui apparait généralement en photo.

[36] Lettre de présentation [ALIANXSOL]

CARTA DEL PRESIDENTE

El año 2017 ha sido de nuevo un año lleno de retos y nuevos proyectos. El trabajo con las refugiadas sirias en el norte de Jordania, el apoyo al proceso de paz en Colombia o la respuesta humanitaria ante los efectos del huracán Mathew han sido algunos de los proyectos más importantes de Alianza y que más impacto han tenido en mejorar las condiciones de vida y los derechos de más de 60.000 personas. Además hemos continuado recabando apoyos y firmas para nuestras campañas, en especial TIeRRRa, en cuyo marco el año pasado conseguimos presionar a la empresa española ACS con la entrega de más de 25.000 firmas solicitándoles su salida del proyecto RENACE, que afecta muy negativamente a más de 29.000 personas del pueblo indígena Qeqchi' en Guatemala. En España hemos continuado con nuestros proyectos de juventud y de mujeres migrantes, llegando a más de 1.000 personas entre ambos colectivos. En clave de financiación es la primera vez en que más del 55% de nuestro presupuesto estará financiado por donantes internacionales como la Unión Europea, la cooperación suiza o agencias de Naciones Unidas. Ha sido muy importante también en 2017 el apoyo y los proyectos financiados por gobiernos autonómicos como la Generalitat Valenciana o la Junta de Andalucía y por gobiernos locales como el Ayuntamiento de Madrid. Finalmente queremos agradecer a nuestros más de 4.000 soci@s donantes, a nuestros más de 40.000 seguidores en redes sociales y a nuestras decenas de voluntarios la confianza depositada en Alianza y el apoyo valioso que nos dan.

¡Gracias a tod@s!

Santiago de Torres
Presidente de Alianza

[111] Même si nous prenons comme guide le schéma rhétorique complexe, qui, comme nous l'avons signalé, est représentatif du genre, les exemples que nous présentons dans les pages qui suivent sont extraits de l'ensemble du corpus, indépendamment de la modalité du rapport en question. Ces exemples ont été choisis en raison de leur capacité à visualiser les phénomènes signalés dans chaque cas, ainsi que de questions formelles (notamment leur adaptabilité à la mise en page).

À l'image des textes de présentation (voir chapitre 5), la plupart de ces lettres présentent un résumé des actions menées et/ou une synthèse des résultats obtenus, établissant le lien entre les actions et l'identité de l'ONG, soulignant certains éléments du rapport qu'ils précèdent et guidant en quelque sorte sa lecture. Plus rarement, elles fournissent une interprétation du contexte socioéconomique et politique ou une réflexion sur l'actualité de la coopération internationale. Globalement, la lettre ou, dans certains cas, le texte de présentation sert à établir le ton général du document et à lui donner un sens global selon une approche qualitative.

3.1.2. Bilan synthétique de l'année

Certains rapports présentent un bilan initial de l'année au moyen de ressources visuelles sophistiquées, telles que des infographies reprenant les chiffres clés de l'année, en termes d'impact quantitatif, ou des cartes de projets, qui permettent à la fois de présenter et de situer géographiquement les interventions et de montrer la portée des actions, notamment dans le cas des grandes ONG.

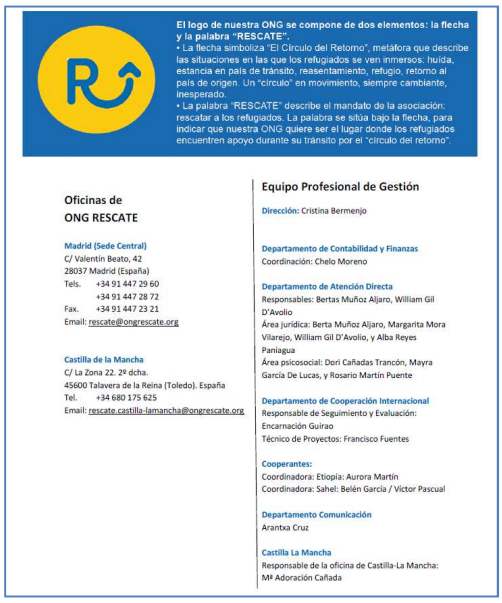
[37] Bilan quantitatif et bilan synthétique des actions de l'année [EDUCO / INTERED]

3.1.3. Présentation synthétique de l'ONG

Parfois, un texte bref est intégré à la première page du document – accompagnant souvent les crédits, mais en tout cas situé avant la première section à proprement parler –, destiné à

offrir un portrait initial de l'ONG. Il s'agit parfois d'informations administratives, mais d'autres fois ce texte vise à souligner un ou plusieurs traits de l'ONG, en la singularisant. Les citations et les slogans sont fréquemment utilisés.

[38] Présentation synthétique de l'ONG [RESCATE / COOPINT]



El logo de nuestra ONG se compone de dos elementos: la flecha y la palabra "RESCATE".
• La flecha simboliza "El Círculo del Retorno", metáfora que describe las situaciones en las que los refugiados se ven inmersos: huída, estancia en país de tránsito, reasentamiento, refugio, retorno al país de origen. Un "círculo" en movimiento, siempre cambiante, inesperado.
• La palabra "RESCATE" describe el mandato de la asociación: rescatar a los refugiados. La palabra se sitúa bajo la flecha, para indicar que nuestra ONG quiere ser el lugar donde los refugiados encuentren apoyo durante su tránsito por el "círculo del retorno".

Oficinas de ONG RESCATE

Madrid (Sede Central)
C/ Valentín Beato, 42
28037 Madrid (España)
Tels. +34 91 447 29 60
+34 91 447 28 72
Fax. +34 91 447 23 21
Email: rescate@ongrescate.org

Castilla de la Mancha
C/ La Zona 22. 2º dcha.
45600 Talavera de la Reina (Toledo). España
Tel. +34 680 175 625
Email: rescate.castilla-lamancha@ongrescate.org

Equipo Profesional de Gestión

Dirección: Cristina Bermenjo

Departamento de Contabilidad y Finanzas
Coordinación: Chelo Moreno

Departamento de Atención Directa
Responsables: Bertas Muñoz Aljaro, William Gil D'Avolio
Área jurídica: Berta Muñoz Aljaro, Margarita Mora Villarejo, William Gil D'Avolio, y Alba Reyes Paniagua
Área psicosocial: Dori Cañadas Trancón, Mayra García De Lucas, y Rosario Martín Puente

Departamento de Cooperación Internacional
Responsable de Seguimiento y Evaluación: Encarnación Guirao
Técnico de Proyectos: Francisco Fuentes

Cooperantes:
Coordinadora: Etiopía: Aurora Martín
Coordinadora: Sahel: Belén García / Víctor Pascual

Departamento Comunicación
Arantxa Cruz

Castilla La Mancha
Responsable de la oficina de Castilla-La Mancha: Mª Adoración Cañada

SUMARIO

3 CARTA DEL PRESIDENTE
4 NUESTRO OBJETIVO
6 QUIÉNES SOMOS
8 DÓNDE TRABAJAMOS
9 QUÉ HACEMOS
28 TRANSPARENCIA Y RENDICIÓN DE CUENTAS
30 DANOS LAS GRACIAS
31 DÓNDE ESTAMOS

"Nos asomamos a los próximos 25 años con ilusión por seguir trabajando para facilitar a los jóvenes esa cercanía con las situaciones de necesidad y abrirles cauces y herramientas para participar en su solución"

Cooperación Internacional ONG, Cruz de Oro de la Orden Civil de la Solidaridad Social y declarada Entidad de Utilidad Pública, es miembro de:
- Coordinadora Española de ONG para el Desarrollo (CONGDE)
- Federación de ONG de Desarrollo de la Comunidad de Madrid (FONGDCAM)
- Coordinadora Valenciana de ONGD (CVONGD)
- Coordinadora Gallega de ONG de Desarrollo
- Plataforma del Voluntariado de Aragón
- Coordinadora de ONG de Desarrollo de Castilla y León
- Federación de Voluntarios de la Comunidad de Madrid (FEVOCAM)
- Fundador de la Red ICNET (Organización Internacional de Juventud reconocida por la Unión Europea)
- Red Euro-Árabe de Desarrollo e Integración (READI)

Asentamiento informal de refugiados. Abdelkar. Libanos

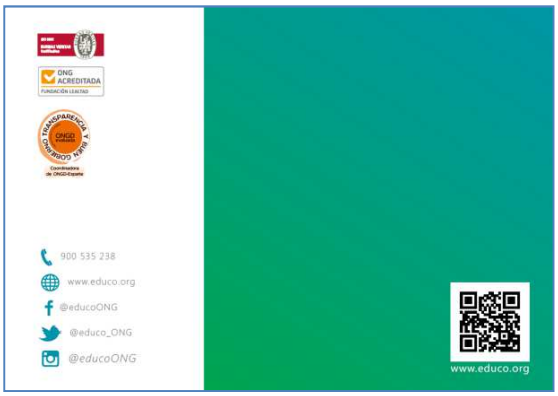
3.2. Identité de l'ONG

L'identité de l'ONG est présentée de manière fractionnée, au long du document. Généralement, trois espaces principaux lui sont consacrés. Au début du document sont fournies les informations essentielles concernant le statut, le fonctionnement interne et les finalités de l'ONG ; une rubrique postérieure (située, soit après la description des projets, soit après le résumé économique) rend compte des ressources humaines et institutionnelles dont elle dispose et de sa présence sociale (collaborateurs, réseaux, partenaires, activité dans les réseaux sociaux, etc.) ; et dans les dernières pages du document (dans une rubrique dédiée ou bien sur le 4ème de couverture) sont fournies les informations de contact et/ou l'annuaire d'adresses. Nous allons à présent montrer les stratégies privilégiées de présentation.

3.2.1. Présentation d'informations identitaires

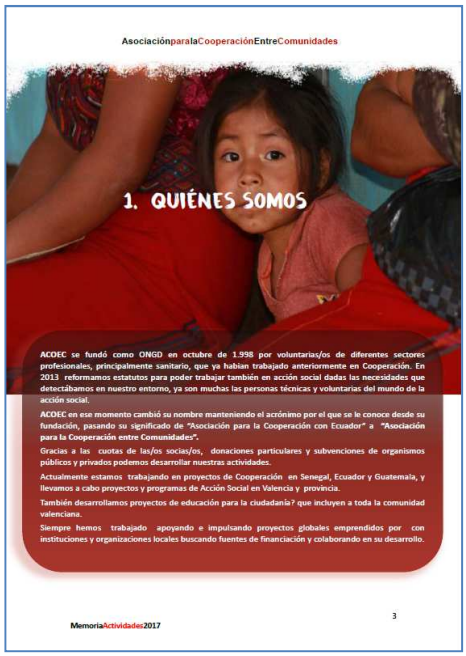
L'expression minimale de l'identité de l'ONG (exemple [39]) est la présence de son nom et de son logo, avec parfois un slogan, notamment sur la couverture et très souvent sur la 4ème de couverture, ou même sur chacune des pages du rapport, ainsi que l'indication de certaines informations de nature administrative : siège social, adresses de contact, numéro d'enregistrement, statut juridique, etc. Comme le montre cette illustration, le format du rapport, sa conception graphique, le chromatisme et la sélection d'images contribuent à la fixation de l'identité visuelle de l'organisation responsable.

[39] Expression minimale de l'identité de l'ONG [EDUCO]



L'identité est explicitement développée dans des rubriques présentant des contenus tels que l'histoire de l'organisation, sa philosophie et ses lignes d'action, des informations qui sont regroupées dans certains cas dans une section spécifique, intitulée « ¿Quiénes somos? » ou « Misión, Visión, Valores », à l'image du site web. Ces rubriques traduisent ce que Breeze (2015 : 12) appelle l'« expression paradigmatique de l'identité corporative » et sont, comme l'affirme cette auteur, sous le contrôle strict des hauts responsables de l'organisation.

[40] Rubriques « Quiénes somos » et « Misión Visión Valores » [ACOEC / BALMS]



AsociaciónparalaCooperaciónEntreComunidades

1. QUIÉNES SOMOS

ACOEC se fundó como ONGD en octubre de 1.998 por voluntarias/os de diferentes sectores profesionales, principalmente sanitario, que ya habían trabajado anteriormente en Cooperación. En 2013 reformamos estatutos para poder trabajar también en acción social dadas las necesidades que detectábamos en nuestro entorno, ya son muchas las personas técnicas y voluntarias del mundo de la acción social.

ACOEC en ese momento cambió su nombre manteniendo el acrónimo por el que se le conoce desde su fundación, pasando su significado de "Asociación para la Cooperación con Ecuador" a "Asociación para la Cooperación entre Comunidades".

Gracias a las cuotas de las/os socias/os, donaciones particulares y subvenciones de organismos públicos y privados podemos desarrollar nuestras actividades.

Actualmente estamos trabajando en proyectos de Cooperación en Senegal, Ecuador y Guatemala, y llevamos a cabo proyectos y programas de Acción Social en Valencia y provincia.

También desarrollamos proyectos de educación para la ciudadanía? que incluyen a toda la comunidad valenciana.

Siempre hemos trabajado apoyando e impulsando proyectos globales emprendidos por con instituciones y organizaciones locales buscando fuentes de financiación y colaborando en su desarrollo.

MemoriaActividades2017

3

04 MISIÓN, VISIÓN Y VALORES

MISIÓN

Mejorar la calidad de vida de cada niño y niña en situación de vulnerabilidad y desprotección, a través del desarrollo de proyectos y de las acciones necesarias para enfrentarse a las necesidades de las comunidades más desfavorecidas.

VISIÓN

- Sensibilizar y actuar a favor de los derechos de la infancia, buscando que los menores crezcan en un entorno respetuoso, cariñoso, sano y seguro.

- Formar y educar en valores que garanticen un compromiso futuro, para el empoderamiento de la infancia y su conversión en agentes sociales dentro de las comunidades.

- Promover el desarrollo sostenible adaptándose a las necesidades reales de las comunidades y promoviendo su continuidad en el tiempo.

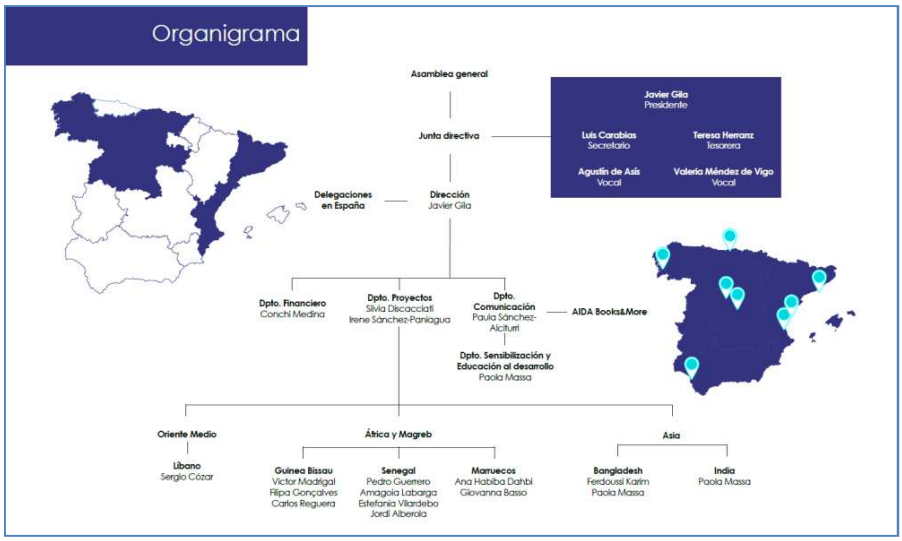
NUESTROS VALORES

Los valores de la Fundación Balms para la Infancia pivotan sobre los siguientes ejes:

Compromiso, transparencia, eficacia, proximidad, humanismo, ilusión, dinamismo, positivismo, respeto y mejora continua.

L'ONG est aussi définie à travers la représentation graphique de son équipe interne et de son fonctionnement au moyen d'un organigramme, qui rend compte entre autre du degré de complexité de l'organisation et de la taille de sa structure.

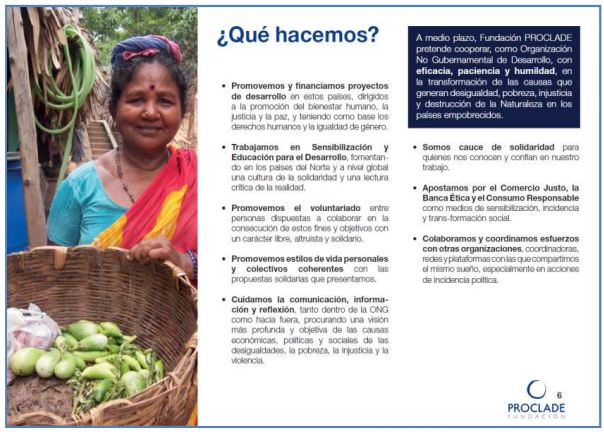
[41] Rubrique « Organigrama » [AIDA]



3.2.2. Explication de la cause

Certains documents développent une rubrique consacrée aux lignes d'action de l'organisation, présentant en détail, entre autres, leur plan stratégique, leurs voies d'intervention (projets, parrainage, commerce équitable), leurs zones d'action et leur cause, à travers des textes explicatifs, des énumérations, des fiches synthétiques et des cartes qui donnent réponse à la question « Que faisons-nous ? ».

[42] Rubrique « ¿Qué hacemos ? » [PROCLADE]



¿Qué hacemos?

- **Promovemos y financiamos proyectos de desarrollo** en estos países, dirigidos a la promoción del bienestar humano, la justicia y la paz, y teniendo como base los derechos humanos y la igualdad de género.
- **Trabajamos en Sensibilización y Educación para el Desarrollo**, fomentando en los países del Norte y a nivel global una cultura de la solidaridad y una lectura crítica de la realidad.
- **Promovemos el voluntariado** entre personas dispuestas a colaborar en la consecución de estos fines y objetivos con un carácter libre, altruista y solidario.
- **Promovemos estilos de vida personales y colectivos coherentes** con las propuestas solidarias que presentamos.
- **Cuidamos la comunicación, información y reflexión**, tanto dentro de la ONG como hacia fuera, procurando una visión más profunda y objetiva de las causas económicas, políticas y sociales de las desigualdades, la pobreza, la injusticia y la violencia.

A medio plazo, Fundación PROCLADE pretende cooperar, como Organización No Gubernamental de Desarrollo, con **eficacia, paciencia y humildad**, en la transformación de las causas que generan desigualdad, pobreza, injusticia y destrucción de la Naturaleza en los países empobrecidos.

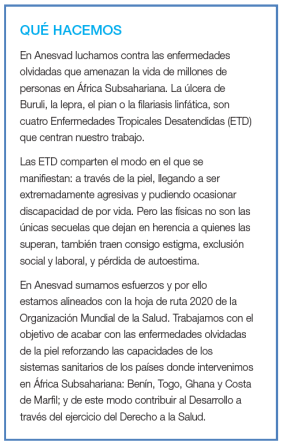
- **Somos cauce de solidaridad** para quienes nos conocen y confían en nuestro trabajo.
- **Apostamos por el Comercio Justo, la Banca Ética y el Consumo Responsable** como medios de sensibilización, incidencia y trans-formación social.
- **Colaboramos y coordinamos esfuerzos con otras organizaciones**, coordinadoras, redes y plataformas con las que compartimos el mismo sueño, especialmente en acciones de incidencia política.

6

PROCLADE FUNDACIÓN

Cette rubrique, qui sert à caractériser indirectement l'ONG, se prête également à devenir, comme le propose le guide de la Plataforma del Voluntariado (2009 : 3), un espace de sensibilisation, soit en faisant connaitre une situation qui affecte les populations du Sud (exemple [43]), soit en encourageant l'adoption d'une pratique ou une mobilisation active parmi les citoyens du Nord (exemple [44]).

[43] Rubrique « ¿Qué hacemos ? » et sensibilisation à la cause [ANESVAD]



QUÉ HACEMOS

En Anesvad luchamos contra las enfermedades olvidadas que amenazan la vida de millones de personas en África Subsahariana. La úlcera de Buruli, la lepra, el pian o la filariasis linfática, son cuatro Enfermedades Tropicales Desatendidas (ETD) que centran nuestro trabajo.

Las ETD comparten el modo en el que se manifiestan: a través de la piel, llegando a ser extremadamente agresivas y pudiendo ocasionar discapacidad de por vida. Pero las físicas no son las únicas secuelas que dejan en herencia a quienes las superan, también traen consigo estigma, exclusión social y laboral, y pérdida de autoestima.

En Anesvad sumamos esfuerzos y por ello estamos alineados con la hoja de ruta 2020 de la Organización Mundial de la Salud. Trabajamos con el objetivo de acabar con las enfermedades olvidadas de la piel reforzando las capacidades de los sistemas sanitarios de los países donde intervenimos en África Subsahariana: Benín, Togo, Ghana y Costa de Marfil; y de este modo contribuir al Desarrollo a través del ejercicio del Derecho a la Salud.

[44] Rubrique « ¿Qué hacemos ? » et promotion de la mobilisation active [TRABDIG]

¿Qué es el Comercio Justo?

Es una alternativa al comercio convencional que se basa en ofrecer productos con la máxima calidad respetando los derechos de las personas trabajadoras y el medio ambiente. Hay muchas, pero si tuviésemos que resumirlas, éstas son 10 buenas razones para consumir Comercio Justo >>

El Comercio Justo es una línea estratégica de trabajo en la Fundación. Con su difusión buscamos dos cosas. Por un lado, dar a conocer las causas de las desigualdades. Por el otro, ofrecer productos de alta calidad elaborados respetando los derechos laborales y el medio ambiente.

Durante el año 2017 participamos activamente, como miembros de la Coordinadora Estatal de Comercio Justo, en la comisión de servicios a miembros, organización y participación; y en la de estudios, sensibilización y movilización social.

1. Por su gran calidad.
2. Porque no existe explotación laboral infantil.
3. Porque los trabajadores y trabajadoras reciben un salario digno.
4. Porque ellos y ellas reciben el mismo sueldo por la misma tarea.
5. Porque su producción es respetuosa con el medio ambiente.
6. Porque se mantienen relaciones comerciales a largo plazo.
7. Porque se prefinancia parte de la producción.
8. Porque las organizaciones funcionan de manera democrática.
9. Porque parte de los beneficios se destinan a proyectos de desarrollo para toda la comunidad.
10. Porque se respeta la identidad cultural.

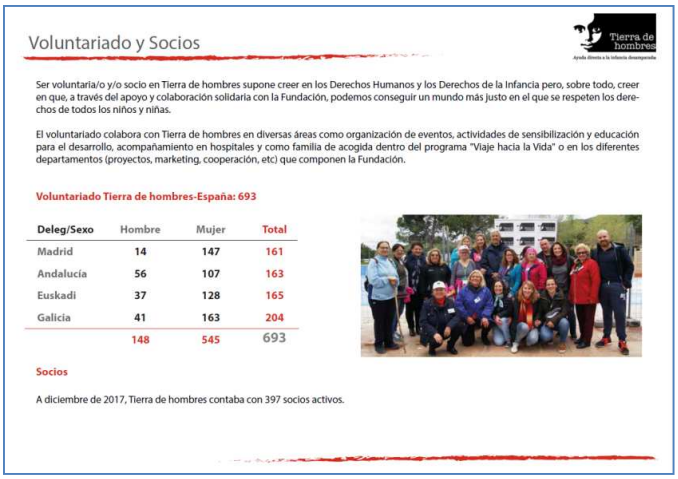
3.2.3. Quantification de la base sociale et description du réseau

Si l'équipe interne de l'organisation est presque toujours présentée au tout début du document – au moment où l'ONG montre sa « carte d'identité » –, les informations relatives aux collaborateurs (bénévoles, parrains, donateurs) apparaissent généralement plus tard, très souvent après la description des actions, ce qui peut être interprété comme une volonté de marquer discursivement cette appartenance plus circonstancielle. Ce partage entre les sections montre bien la difficulté à établir les contours de la base sociale des ONG.

Parmi les collaborateurs, une distinction est observée entre ceux qui participent directement aux actions de l'organisation et ceux qui y contribuent économiquement. Ainsi, les bénévoles et, le cas échéant, les parrains, reçoivent une attention très particulière : ils sont explicitement visualisés au moyen de graphiques et d'infographies qui quantifient leur présence – avec généralement une explicitation des chiffres par sexe – et leur contribution

(exemple [45]), ou de textes explicatifs des programmes qui les encadrent au sein de l'organisation (exemple [46]).

[45] Présentation de la base sociale : Quantification des collaborateurs [TIERRAHOM]



Voluntariado y Socios

Tierra de hombres

Ser voluntaria/o y/o socio en Tierra de hombres supone creer en los Derechos Humanos y los Derechos de la Infancia pero, sobre todo, creer en que, a través del apoyo y colaboración solidaria con la Fundación, podemos conseguir un mundo más justo en el que se respeten los derechos de todos los niños y niñas.

El voluntariado colabora con Tierra de hombres en diversas áreas como organización de eventos, actividades de sensibilización y educación para el desarrollo, acompañamiento en hospitales y como familia de acogida dentro del programa "Viaje hacia la Vida" o en los diferentes departamentos (proyectos, marketing, cooperación, etc) que componen la Fundación.

Voluntariado Tierra de hombres-España: 693

Deleg/Sexo	Hombre	Mujer	Total
Madrid	14	147	161
Andalucía	56	107	163
Euskadi	37	128	165
Galicia	41	163	204
	148	545	693

Socios

A diciembre de 2017, Tierra de hombres contaba con 397 socios activos.

[46] Présentation de la base sociale : Programmes de bénévolat et de parrainage [ALIANXSOL / FUNDEO]

MEMORIA 2017

31

VOLUNTARIADO

Este año, Alianza por la Solidaridad se ha convertido en *punto focal* de la iniciativa europea de asistencia técnica y construcción de capacidades como ONG encargada de formar a otras organizaciones para que tengan un sistema de despliegue y acogida de voluntarios humanitarios de calidad y conforme a lo exigido por la normativa europea. Hemos formado, durante el 2017, a organizaciones europeas de Reino Unido, España, Italia, Croacia, Hungría,

Apadrinamientos

En FundEO favorecemos los APADRINAMIENTOS porque creemos firmemente que la educación es el medio privilegiado que puede transformar la sociedad. Cuando apadrinamos un niño, un adolescente, un joven que vive en condiciones socioeconómicas desfavorecidas estamos contribuyendo no solo a la formación de un alumno para que pueda tener un futuro más próspero. Estamos aportando nuestro granito de arena para que una familia, un pueblo, un país avance y camine hacia una realidad más favorable, más digna y más justa para todos.

En la historia de FundEO hay escritos muchos nombres de personas generosas, solidarias que con sus aportaciones, sus donativos, grandes o pequeños, a veces fruto de renuncias personales, de planteamientos personales de vida, han hecho posible que niños, adolescentes y jóvenes hayan llegado a tener una preparación y una oportunidad para cambiar de vida y trabajar por el bien de su comunidad.

Hoy los apadrinamientos de FundEO llegan a Angola, Burkina Faso, Mozambique, Colombia, Uruguay y Venezuela: un total de 232 alumnos. Son muchas más las solicitudes que nos llegan de realidades verdaderamente necesitadas y que nos conmueven. En estos momentos, la realidad de Venezuela nos pide acrecentar los ahijados en aquel país. Hacen falta más padrinos. Nuestro deseo es poder dar a conocer esta dimensión de FundEO, ofrecer cauces de solidaridad y llegar a más.

En las comunidades educativas de los colegios de la FET están surgiendo iniciativas que son expresión de su sensibilidad ante las situaciones de pobreza de hermanos nuestros y de conciencia de compromiso solidario: alumnos que, motivados por sus profesores, se comprometen con apadrinamientos por grupos o clases, profesores y personal del PAS de algún centro, las AMPAS, etc. Contamos también con la colaboración de grupos vinculados a la Familia Teresiana y de una Escuela Teresiana de Italia que con ilusión y generosidad canalizan sus aportaciones para apadrinar niños de FundEO. En Pamplona, sigue trabajando con mucho interés, dedicación y entusiasmo el grupo de voluntarios de apoyo o apoderamientos consiguiendo con sus trabajos de artesanía fondos para cubrir los ahijados que quedan sin padrinos.

¡Gracias! a las madrinas, a los padrinos, a todas las personas que colaborais con FundEO en el programa de APADRINAMIENTOS ¡Gracias! a todos los que habéis hecho posible que este año 2017 llegáramos a 232 ahijados. ¡Gracias en nombre de los 232 ahijados y de sus familias! A todos vosotros os reconocemos hoy en las palabras de Jesús «lo que hicisteis por uno de mis hermanos más pequeños, a Mí me lo hicisteis».

2017 ahijados 232

•88• ANGOLA — Cubal ..... 69; Lubango/Viana ..... 13; Fatalanga ..... 3; Lubango ..... 4; Huambo 7

•12• COLOMBIA — Bogotá 12

•24• URUGUAY — Rocha 24

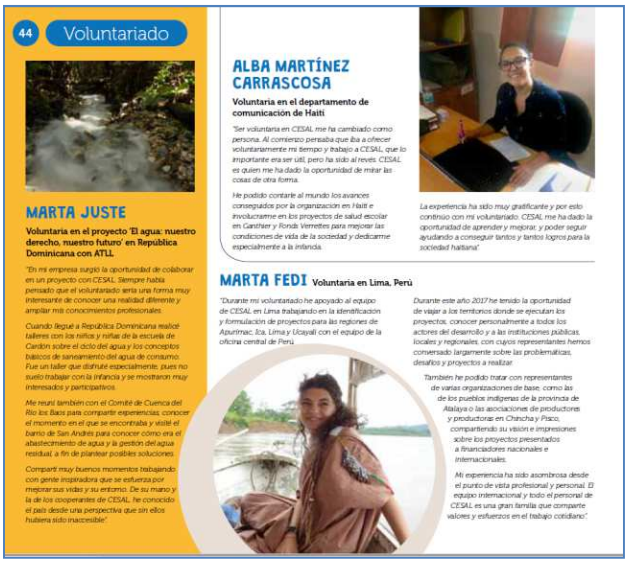
•6• BURKINA FASO — Gourcy 6

•38• MOZAMBIQUE — Lichinga ..... 14; Mtwanda 24

•64• VENEZUELA — Campo Mata ..... 4; Ciudad Bolívar ..... 22; Guacara 38

Les membres de la base sociale prennent parfois la parole dans les rapports, grâce à des fiches de présentation d'un cas illustratif ou des témoignages à la première personne qui leur confèrent un rôle prépondérant :

[47] Présentation de la base sociale : Témoignages de bénévolat [CESAL]



44 Voluntariado

MARTA JUSTE

Voluntaria en el proyecto 'El agua: nuestro derecho, nuestro futuro' en República Dominicana con ATLL

"En mi empresa surgió la oportunidad de colaborar en un proyecto con CESAL. Siempre había pensado que el voluntariado sería una forma muy interesante de conocer una realidad diferente y ampliar mis conocimientos profesionales.

Cuando llegué a República Dominicana realicé talleres con los niños y niñas de la escuela de Cardón sobre el ciclo del agua y los conceptos básicos de saneamiento del agua de consumo. Fue un taller que disfruté especialmente, pues no suelo trabajar con la infancia y se mostraron muy interesados y participativos.

Me reuní también con el Comité de Cuenca del Río los Baos para compartir experiencias, conocer el momento en el que se encontraba y visité el barrio de San Andrés para conocer cómo era el abastecimiento de agua y la gestión del agua residual, a fin de plantear posibles soluciones.

Compartí muy buenos momentos trabajando con gente inspiradora que se esfuerza por mejorar sus vidas y su entorno. De su mano y la de los cooperantes de CESAL, he conocido el país desde una perspectiva que sin ellos hubiera sido inaccesible."

ALBA MARTÍNEZ CARRASCOSA

Voluntaria en el departamento de comunicación de Haiti

"Ser voluntaria en CESAL me ha cambiado como persona. Al comienzo pensaba que iba a ofrecer voluntariamente mi tiempo y trabajo a CESAL, que lo importante era ser útil, pero ha sido al revés. CESAL es quien me ha dado la oportunidad de mirar las cosas de otra forma.

He podido contarle al mundo los avances conseguidos por la organización en Haití e involucrarme en los proyectos de salud escolar en Ganthier y Rondi Vernettes para mejorar las condiciones de vida de la sociedad y dedicarme especialmente a la infancia.

La experiencia ha sido muy gratificante y por esto continúo con mi voluntariado. CESAL me ha dado la oportunidad de aprender y mejorar, y poder seguir ayudando a conseguir tantos y tantos logros para la sociedad haitiana".

MARTA FEDI Voluntaria en Lima, Perú

"Durante mi voluntariado he apoyado al equipo de CESAL en Lima trabajando en la identificación y formulación de proyectos para las regiones de Apurímac, Ica, Lima y Ucayali con el equipo de la oficina central de Perú.

Durante este año 2017 he tenido la oportunidad de viajar a los territorios donde se ejecutan los proyectos, conocer personalmente a todos los actores del desarrollo y a las instituciones públicas, locales y regionales, con cuyos representantes hemos conversado largamente sobre las problemáticas, desafíos y proyectos a realizar.

También he podido tratar con representantes de varias organizaciones de base, como las de los pueblos indígenas de la provincia de Atalaya o las asociaciones de productores y productoras en Chincha y Pisco, compartiendo su visión e impresiones sobre los proyectos presentados a financiadores nacionales e internacionales.

Mi experiencia ha sido asombrosa desde el punto de vista profesional y personal. El equipo internacional y todo el personal de CESAL es una gran familia que comparte valores y esfuerzos en el trabajo cotidiano".

Ces témoignages servent entre autres à réaffirmer une adhésion de la part de l'équipe de travail aux valeurs de l'organisation qui, en principe, va de soi, et permet en quelque sorte de s'éloigner de la logique de la construction contrôlée et verticale de la communauté (Breeze, 2015 : 15-16).

Indirectement, le personnel, aussi bien salarié que bénévole (de l'organisation ou des partenaires du Sud), est également visible grâce aux photographies qui accompagnent la description des actions au long du document, les présentant en situation de travail ou, dans les versions les plus conventionnelles, sous format de portrait collectif, entourés des membres des communautés concernées, ce qui est très fréquent dans le corpus.

[48] Visualisation du personnel [MIRADAS / REGALOS]

Memoria de actividades. Ejercicio 2017

MIRADAS AL MUNDO

NUESTRA MISIÓN

Es promover el desarrollo de las comunidades más desfavorecidas.

En contacto directo con la comunidad, buscamos un modelo de desarrollo que sea autosostenible, en el que sean ellos con su trabajo e implicación el motor de este cambio.

Nuestros proyectos son diseñados con la participación de la población local, verdaderos protagonistas del cambio; sumando esfuerzos para restar necesidades. Haciendo a su vez hincapié en la juventud, infancia y empoderamiento de la mujer.

Por medio de acciones de sensibilización trabajamos para concienciar a la opinión pública sobre las desigualdades existentes. Acercamos la realidad de países del Sur con actividades solidarias, información, testimonios y ofreciendo la oportunidad de realizar viajes solidarios a nuestros proyectos.

VISIÓN

- Llegar a conseguir que las comunidades más desfavorecidas de países del Sur tengan oportunidades para su desarrollo y al acceso a los derechos humanos básicos.
- Conseguir que las comunidades con las que trabajamos sean autosuficientes.
- Convertirnos en una organización autosostenible.

EQUIPO

Miradas al Mundo es una asociación de Cooperación al Desarrollo inscrita en el registro nacional de asociaciones nº 1 Sección I número 590959 con Sede Social en La Coruña y Delegaciones en Madrid y Logroño.

DIRECTIVA

Presidenta: María Martínez Rodríguez.
Vicepresidenta: Susana Lorenzo Garrido.
Secretaria: Cristina Lodos Pazos.
Coordinadora de proyectos educativos: Soledad Suarez Gonzalez y Auxiliadora Blázquez Rojas.
Delegaciones:
- **La Rioja:** Susana Lorenzo Garrido.
- **Madrid:** Susana Sanz.

El equipo de Miradas al Mundo lo formamos voluntarios concienciados con las necesidades del sur, que trabajamos de manera desinteresada, motivamos por la pasión, el entusiasmo, la solidaridad y el compromiso para mejorar su derecho al acceso de lo más básico.

B. CAMPAÑA LUZ EN TUS OJOS

Kaiss Tahery, graduado en Óptica y optometría por la Universidad de Murcia, ha realizado la revisión oftalmológica de la campaña "Luz en tus ojos".

Numerosas personas de los poblados más cercanos se acercaron a la sala habilitada para poder revisar la vista y beneficiarse de la Campaña "Luz en tus ojos". Gracias a nuestro voluntario Kaiss Tahery Mahmoud más de 160 personas con problemas de vista se han beneficiado de esta iniciativa para revisarse la vista y más de 100 han vuelto a su casa con unas gafas que le daban la oportunidad de ver con una mayor claridad y hasta 150 gafas de sol fueron repartidas para poder protegerse de los rayos del sol. Algunas personas no daban crédito a lo que veían con sus "nuevos ojos", llenos de gozo daban gracias a Dios porque eran capaces de ver con nitidez lo que antes era borroso. También

Regalos de Amor – Memoria 2017 19

Une observation intéressante par rapport au bénévolat est le positionnement de la rubrique correspondante parmi les lignes d'action de l'ONG, visible dans plusieurs cas.

[49] Bénévolat comme ligne d'action de l'ONG [DONBOSCO]

Índice

Saludo 3
Quiénes somos 4
Nuestros fines 5
Organigrama 6
Educación para el Desarrollo 7
Voluntariado 15
Cooperación Internacional 18
Campañas Solidarias 26
Balance económico 27
Agradecimientos 29

Dans ces cas, le bénévolat ne se présente pas comme l'une des ressources dont l'ONG dispose pour effectuer son travail mais, au contraire, comme une modalité d'action en elle-même. Être bénévole (au sein de l'ONG en question) est ainsi l'une des formes de mobilisation citoyenne privilégiées dans les rapports. Ces rubriques doivent donc être interprétées comme des invitations à l'action, qui passe en particulier par l'intégration à l'équipe d'organisation et la collaboration directe avec celle-ci.

D'autre part, les financeurs collectifs (institutions publiques, entreprises, organisations de nature diverse) sont généralement présentés sous forme de listes reprenant leurs dénominations, ou de compositions graphiques avec leurs logos (exemple [50]), qui permettent de les reconnaitre. C'est aussi le cas pour les ONG partenaires dans le Sud et les organisations alliées du Nord qui constituent le réseau de l'organisation (exemple [51]).

[50] Reconnaissance aux financeurs [VFERRER]

[51] Visualisation des réseaux [TIERRAHOM]

Cet ensemble de ressources va également dans le sens de la construction de communauté. Certains rapports présentent des rubriques spécialement conçues dans cette optique, comme celui de l'exemple ci-dessous, où les textes, les intitulés et le graphisme contribuent à mettre

en avant une approche intégrale des actions de l'organisation fondée sur les notions de « réseau » et de « communauté ».

[52] Rubrique « Comunidad » [VFERRER]

En quelque sorte, la constitution de réseaux est présentée dans ce cas comme une ligne d'action de l'ONG, destinée à la consécution des objectifs de l'ONG. Autrement dit, le réseau n'est pas seulement quantifié, mais présenté comme une source de synergies nécessaires à la transformation sociale. Cette approche est explicite dans l'exemple suivant :

[53] Alliances et actions de transformation [HUAUQUI]

3.2.4. Présentation de références

Comme nous l'avons souligné plus haut, certains titres choisis pour les rapports sont destinés à souligner une qualité particulière de l'ONG ; c'est le cas, entre autres, de « Informe 2017. Manteniendo estructuras y compromiso » (REACH) ou de « Memoria de actividades 2017. Impulsamos el cambio » (IBO). Mais plus généralement les références sont intégrées au long du texte, et servent notamment à construire une image de l'organisation fondée sur les notions de compétence, d'expérience et de fiabilité ; en somme, d'une ONG digne de confiance. L'une des références les plus fréquemment utilisées sont les labels de qualité et de conduite, ainsi que d'autres marques d'accréditation, généralement intégrés aux crédits ou aux informations administratives de l'organisation fournies au début du document.

[54] Marques d'accréditation de la qualité [AMYCOS / OXFAM]

L'efficacité et les bonnes pratiques sont également mises en avant à travers des rubriques destinées, le cas échéant, à faire état des reconnaissances accordées à l'organisation, normalement sous forme de prix, située normalement après la présentation des actions.

[55] Rubrique « Premios » [COOPERA]

Premios por nuestro trabajo

Ganadores del Fin de Semana Solidario de Navarrete (La Rioja).

De nuevo el proyecto de Asistencia a las niñas víctimas de violencia sexual mereció, a juicio del público asistente, ser el ganador de este evento en el cual la ONG ganadora recibe la recaudación conseguida en los eventos organizados en la localidad.

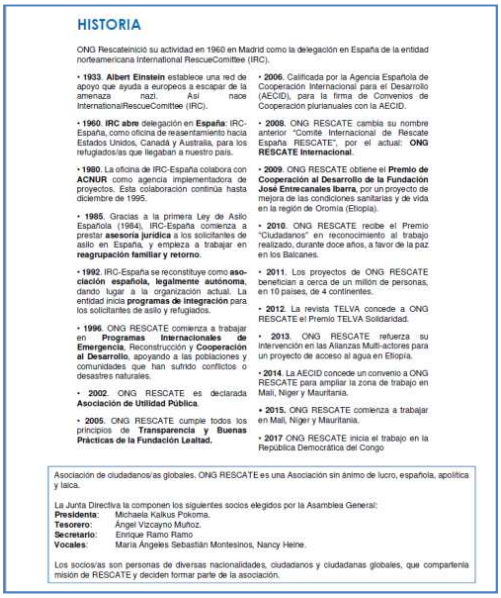
Premio Marisol de Torres.

Coopera recibió el Premio de la Fundación Marisol de Torres por el proyecto de ayuda a las niñas víctimas de violencia sexual, otro reconocimiento al excelente trabajo de nuestras compañeras, Lorena e Itsaso, en la R.D. del Congo.

www.cooperaong.org

Une autre des qualités mises en avant dans les rapports est l'expérience, qui est soulignée à travers des rubriques spécifiques (« Nuestra historia », « Trayectoria », exemple [56]) mais également par la commémoration d'anniversaires : pas moins de 10 rapports rendent compte de cette célébration sur la couverture du document ou par un espace dédié (exemple [57]) qui sert à la fois à faire valoir les réussites de l'organisation et à reconnaitre l'importance de la base sociale pour son existence.

[56] Démonstration de l'expérience : Rubrique « Historia » [RESCATE]



HISTORIA

ONG Rescateinició su actividad en 1960 en Madrid como la delegación en España de la entidad norteamericana International RescueComittee (IRC).

• **1933**. **Albert Einstein** establece una red de apoyo que ayuda a europeos a escapar de la amenaza nazi. Así nace InternationalRescueComittee (IRC).

• **1960**. **IRC abre** delegación en **España**: IRC-España, como oficina de reasentamiento hacia Estados Unidos, Canadá y Australia, para los refugiados/as que llegaban a nuestro país.

• **1980**. La oficina de IRC-España colabora con **ACNUR** como agencia implementadora de proyectos. Esta colaboración continúa hasta diciembre de 1995.

• **1985**. Gracias a la primera Ley de Asilo Española (1984), IRC-España comienza a prestar **asesoría jurídica** a los solicitantes de asilo en España, y empieza a trabajar en **reagrupación familiar y retorno**.

• **1992**. IRC-España se reconstituye como **asociación española, legalmente autónoma**, dando lugar a la organización actual. La entidad inicia **programas de integración** para los solicitantes de asilo y refugiados.

• **1996**. ONG RESCATE comienza a trabajar en **Programas Internacionales de Emergencia**, Reconstrucción y **Cooperación al Desarrollo**, apoyando a las poblaciones y comunidades que han sufrido conflictos o desastres naturales.

• **2002**. ONG RESCATE es declarada **Asociación de Utilidad Pública**.

• **2005**. ONG RESCATE cumple todos los principios de **Transparencia y Buenas Prácticas de la Fundación Lealtad.**

• **2006**. Calificada por la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID), para la firma de Convenios de Cooperación plurianuales con la AECID.

• **2008**. ONG RESCATE cambia su nombre anterior "Comité Internacional de Rescate España RESCATE", por el actual: **ONG RESCATE Internacional**.

• **2009**. ONG RESCATE obtiene el **Premio de Cooperación al Desarrollo de la Fundación José Entrecanales Ibarra**, por un proyecto de mejora de las condiciones sanitarias y de vida en la región de Oromía (Etiopía).

• **2010**. ONG RESCATE recibe el Premio "Ciudadanos" en reconocimiento al trabajo realizado, durante doce años, a favor de la paz en los Balcanes.

• **2011**. Los proyectos de ONG RESCATE benefician a cerca de un millón de personas, en 10 países, de 4 continentes.

• **2012**. La revista TELVA concede a ONG RESCATE el Premio TELVA Solidaridad.

• **2013**. ONG RESCATE refuerza su intervención en las Alianzas Multi-actores para un proyecto de acceso al agua en Etiopía.

• **2014**. La AECID concede un convenio a ONG RESCATE para ampliar la zona de trabajo en Malí, Níger y Mauritania.

• **2015.** ONG RESCATE comienza a trabajar en Malí, Níger y Mauritania.

• **2017** ONG RESCATE inicia el trabajo en la República Democrática del Congo

Asociación de ciudadanos/as globales. ONG RESCATE es una Asociación sin ánimo de lucro, española, apolítica y laica.

La Junta Directiva la componen los siguientes socios elegidos por la Asamblea General:
Presidenta: Michaela Kalkus Pokorna.
Tesorero: Ángel Vizcaynо Muñoz.
Secretario: Enrique Ramo Ramo
Vocales: María Ángeles Sebastián Montesinos, Nancy Heine.

Los socios/as son personas de diversas nacionalidades, ciudadanos y ciudadanas globales, que comparteia misión de RESCATE y deciden formar parte de la asociación.

[57] Démonstration de l'expérience : Commémoration d'anniversaires [RECOVER]

10º Aniversario

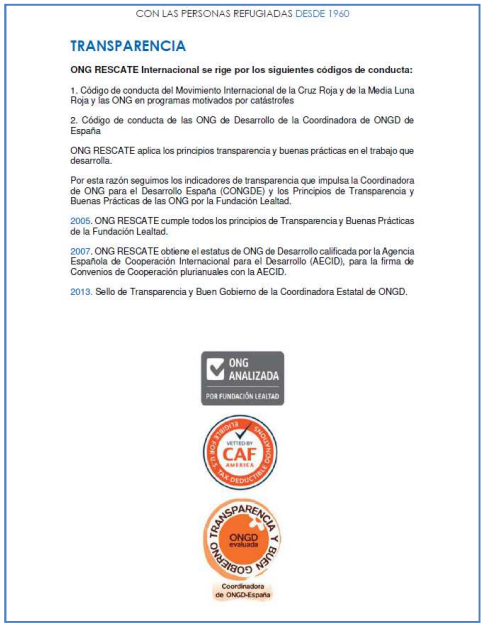
"En 2018 se cumplen cuatro años desde que empezamos a colaborar con el proyecto de la Fundación Recover, a quién brindamos nuestro apoyo en las diferentes acciones de comunicación que se llevan a cabo en la organización. Nos consta que todo el equipo que forma la familia Recover trabaja incansablemente para mejorar el acceso a una sanidad de calidad y accesible en África, y, por este motivo, desde Deva Comunicación Financiera esperamos poder seguir acompañándolos en su ilusionante proyecto. Aprovechamos asimismo la ocasión para felicitarles por todo lo conseguido hasta el momento."

El equipo de Deva Comunicación Financiera en octubre de 2017

	2008	2017
CENTROS EN RED RECOVER	1 centro	6 centros conectados en red
PACIENTES	80 consultas/día	600.000 pacientes
SALUD 2.0	0	30 hospitales
PACIENTES EN ESPAÑA	11	134
BECADOS	7	70 personas, con 113 becas
PLANTILLA EN CENTROS RED RECOVER	17 médicos	600 profesionales

Enfin, après la justification de la gestion économique, un ensemble de stratégies sont destinées à souligner la transparence de l'organisation, notamment, comme nous le verrons plus tard, la reproduction du rapport d'audit et la mise en avant des labels de transparence accordés. Dans certains cas, un ensemble de textes d'origines diverses ou de références intertextuelles (codes de conduite, bilan économique, remerciements, etc.) sont réunis dans un seul espace afin de souligner l'importance des bonnes pratiques pour l'ONG en question.

[58] Rubrique « Transparencia y buen gobierno » [RESCATE / INTERED]



CON LAS PERSONAS REFUGIADAS DESDE 1960

TRANSPARENCIA

ONG RESCATE Internacional se rige por los siguientes códigos de conducta:

1. Código de conducta del Movimiento Internacional de la Cruz Roja y de la Media Luna Roja y las ONG en programas motivados por catástrofes

2. Código de conducta de las ONG de Desarrollo de la Coordinadora de ONGD de España

ONG RESCATE aplica los principios transparencia y buenas prácticas en el trabajo que desarrolla.

Por esta razón seguimos los indicadores de transparencia que impulsa la Coordinadora de ONG para el Desarrollo España (CONGDE) y los Principios de Transparencia y Buenas Prácticas de las ONG por la Fundación Lealtad.

2005. ONG RESCATE cumple todos los principios de Transparencia y Buenas Prácticas de la Fundación Lealtad.

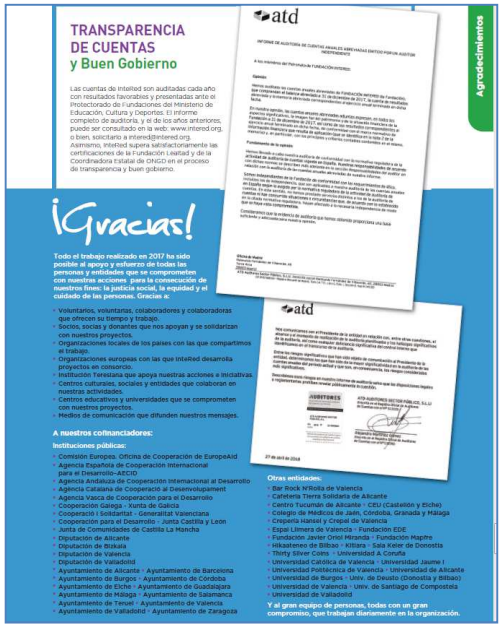
2007. ONG RESCATE obtiene el estatus de ONG de Desarrollo calificada por la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID), para la firma de Convenios de Cooperación plurianuales con la AECID.

2013. Sello de Transparencia y Buen Gobierno de la Coordinadora Estatal de ONGD.

ONG ANALIZADA POR FUNDACIÓN LEALTAD

VETTED BY CAF AMERICA

TRANSPARENCIA Y BUEN GOBIERNO ONGD evaluada Coordinadora de ONGD-España



TRANSPARENCIA DE CUENTAS y Buen Gobierno

Las cuentas de Intered son auditadas cada año con resultados favorables y presentadas ante el Protectorado de Fundaciones del Ministerio de Educación, Cultura y Deportes. El informe completo de auditoría, y el de los años anteriores, puede ser consultado en la web: www.intered.org, o bien, solicitarlo a intered@intered.org. Asimismo, InterRed supera satisfactoriamente las certificaciones de la Fundación Lealtad y de la Coordinadora Estatal de ONGD en el proceso de transparencia y buen gobierno.

atd

Agradecimientos

¡Gracias!

Todo el trabajo realizado en 2017 ha sido posible al apoyo y esfuerzo de todas las personas y entidades que se comprometen con nuestras acciones para la consecución de nuestros fines: la justicia social, la equidad y el cuidado de las personas. Gracias a:

- Voluntarios, voluntarias, colaboradores y colaboradoras que ofrecen su tiempo y trabajo.
- Socios, socias y donantes que nos apoyan y se solidarizan con nuestros proyectos.
- Organizaciones locales de los países con las que compartimos el trabajo.
- Organizaciones europeas con las que InterRed desarrolla proyectos en consorcio.
- Institución Teresiana que apoya nuestras acciones e iniciativas.
- Centros culturales, sociales y entidades que colaboran en nuestras actividades.
- Centros educativos y universidades que se comprometen con nuestros proyectos.
- Medios de comunicación que difunden nuestros mensajes.

A nuestros cofinanciadores:

Instituciones públicas:

- Comisión Europea. Oficina de Cooperación de EuropeAid
- Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo-AECID
- Agencia Andaluza de Cooperación Internacional al Desarrollo
- Agència Catalana de Cooperació al Desenvolupament
- Agencia Vasca de Cooperación para el Desarrollo
- Cooperación Gallega - Xunta de Galicia
- Cooperació i Solidaritat - Generalitat Valenciana
- Cooperación para el Desarrollo - Junta Castilla y Leon
- Junta de Comunidades de Castilla La Mancha
- Diputación de Alicante
- Diputación de Bizkaia
- Diputación de Valencia
- Diputación de Valladolid
- Ayuntamiento de Alicante - Ayuntamiento de Barcelona
- Ayuntamiento de Burgos - Ayuntamiento de Córdoba
- Ayuntamiento de Elche - Ayuntamiento de Guadalajara
- Ayuntamiento de Málaga - Ayuntamiento de Salamanca
- Ayuntamiento de Teruel - Ayuntamiento de Valencia
- Ayuntamiento de Valladolid - Ayuntamiento de Zaragoza

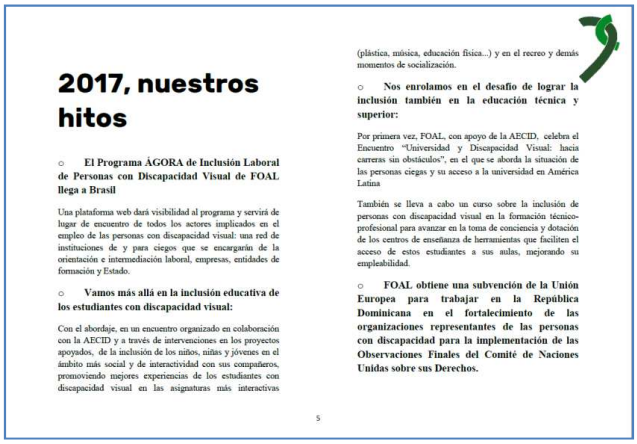
Otras entidades:

- Bar Rock N'Rolla de Valencia
- Cafetería Tierra Solidaria de Alicante
- Centro Tucumán de Alicante - CEU (Castellón y Elche)
- Colegio de Médicos de Jaén, Córdoba, Granada y Málaga
- Crepería Iranaid y Crepal de Valencia
- Espai Llimera de Valencia - Fundación EDE
- Fundación Javier Oriol Miranda - Fundación Mapfre
- Hikaalemeo de Bilbao - Kilitara - Sala Keler de Donostia
- Thirty Silver Coins - Universidad A Coruña
- Universidad Católica de Valencia - Universidad Jaume I
- Universidad Politécnica de Valencia - Universidad de Alicante
- Universidad de Burgos - Univ. de Deusto (Donostia y Bilbao)
- Universidad de Valencia - Univ. de Santiago de Compostela
- Universidad de Valladolid

Y al gran equipo de personas, todas con un gran compromiso, que trabajan diariamente en la organización.

D'autre part, au long du rapport, à l'intérieur des différentes sections, les intitulés de certaines rubriques viennent souligner les qualités de l'organisation, avec l'utilisation du possessif « nuestro » ou le choix de termes tels que « logros » ou « hitos » pour établir le bilan de l'année.

[59] Présentation des références : Choix lexicaux [FOAL]



2017, nuestros hitos

- **El Programa ÁGORA de Inclusión Laboral de Personas con Discapacidad Visual de FOAL llega a Brasil**

Una plataforma web dará visibilidad al programa y servirá de lugar de encuentro de todos los actores implicados en el empleo de las personas con discapacidad visual: una red de instituciones de y para ciegos que se encargarían de la orientación e intermediación laboral, empresas, entidades de formación y Estado.

- **Vamos más allá en la inclusión educativa de los estudiantes con discapacidad visual:**

Con el abordaje, en un encuentro organizado en colaboración con la AECID y a través de intervenciones en los proyectos apoyados, de la inclusión de los niños, niñas y jóvenes en el ámbito más social y de interactividad con sus compañeros, promoviendo mejores experiencias de los estudiantes con discapacidad visual en las asignaturas más interactivas (plástica, música, educación física...) y en el recreo y demás momentos de socialización.

- **Nos enrolamos en el desafío de lograr la inclusión también en la educación técnica y superior:**

Por primera vez, FOAL, con apoyo de la AECID, celebra el Encuentro "Universidad y Discapacidad Visual: hacia carreras sin obstáculos", en el que se aborda la situación de las personas ciegas y su acceso a la universidad en América Latina

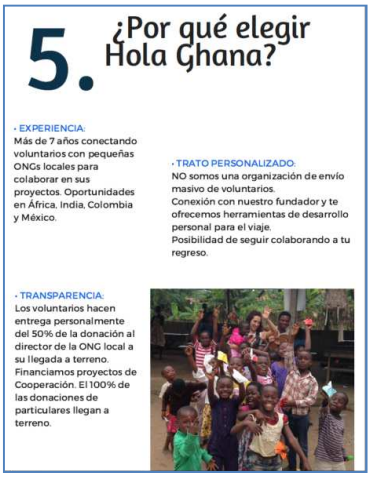
También se lleva a cabo un curso sobre la inclusión de personas con discapacidad visual en la formación técnico-profesional para avanzar en la toma de conciencia y dotación de los centros de enseñanza de herramientas que faciliten el acceso de estos estudiantes a sus aulas, mejorando su empleabilidad.

- **FOAL obtiene una subvención de la Unión Europea para trabajar en la República Dominicana en el fortalecimiento de las organizaciones representantes de las personas con discapacidad para la implementación de las Observaciones Finales del Comité de Naciones Unidas sobre sus Derechos.**

5

Si la présentation des références sert indirectement à distinguer l'ONG responsable du rapport des autres, l'explicitation de la différenciation semble en quelque sorte aller à l'encontre de l'esprit non concurrentiel du secteur non lucratif. Cependant, cette pratique n'est pas absente de notre corpus. En effet, plusieurs rapports présentent une rubrique qui traduit cette volonté de façon explicite, à travers des intitulés tels que « ¿Por qué elegir Hola Ghana? » (HOLAGHA), « ¿Qué hace diferente a Inspiraction? » (INSPIRACT), « Lo que nos hace diferentes » (OAN), ou encore « Musol Excelente » (MUSOL) et « La ONG de las oportunidades » (CODESPA).

[60] Expression de la différenciation [HOLAGHA]



5. ¿Por qué elegir Hola Ghana?

- EXPERIENCIA:
Más de 7 años conectando voluntarios con pequeñas ONGs locales para colaborar en sus proyectos. Oportunidades en África, India, Colombia y México.

- TRATO PERSONALIZADO:
NO somos una organización de envío masivo de voluntarios.
Conexión con nuestro fundador y te ofrecemos herramientas de desarrollo personal para el viaje.
Posibilidad de seguir colaborando a tu regreso.

- TRANSPARENCIA:
Los voluntarios hacen entrega personalmente del 50% de la donación al director de la ONG local a su llegada a terreno.
Financiamos proyectos de Cooperación. El 100% de las donaciones de particulares llegan a terreno.

Dans une ligne similaire, l'ONG Ideas explicite son statut juridique (coopérative) comme marque de différenciation. Dans ce cas, cependant, il semble que l'intention, au-delà de la présentation de références positives, soit la sensibilisation à des modes de fonctionnement alternatifs[112].

[61] Expression de la différenciation et sensibilisation [IDEAS]

Source : MEM.17.IDEAS

C'est sans doute dans cette même logique, entre la sensibilisation et la construction d'image, que sont créées des rubriques telles que « Por qué lo hacemos » (MANOSUNI) ou « Cómo funciona Reach Internacional España » (REACH).

3.3. Actions réalisées

Le corps central du rapport est formé par la description des actions réalisées au long de l'année précédente. Les rapports présentent très souvent une distinction entre les « projets » et les « activités » et beaucoup d'entre eux sont essentiellement construits autour de ces deux axes. Le traitement discursif accordé à ces deux éléments a beaucoup à nous dire sur la conception que les ONG ont de la coopération internationale et de leur rôle dans le domaine.

[112] Rappelons que la plupart des ONG espagnoles sont juridiquement constituées comme associations ou comme fondations.

En particulier, il nous permet de comprendre quel est le poids relatif que possèdent les actions dans le Sud et dans le Nord dans l'approche adoptée par les ONG.

3.3.1. Description des projets

Les projets sont l'élément le plus développé dans les documents. Sous cette dénomination, les rapports regroupent généralement les interventions dans le Sud, celles qui répondent à la logique primaire de la coopération internationale. La modalité minimale de présentation de l'information est la simple liste de projets ou le tableau synthétique avec des informations de base (nom du projet, objectifs, destinataires, financement accordé, origine du financement), expression suprême de l'objectivité.

[62] Liste et tableau synthétique de projets [PROFES / AMBALA / MISIONAM]

Jul 2017	Paneles solares en escuelas - Ruanda
Localización	Aldeas de Gasagara (30 km de Kigali y región norte) y Mugera (100 km de Kigali y región este)
Población Afectada	2 escuelas públicas de las aldeas indicadas de Ruanda. Más de 1.000 alumnos entre las dos escuelas.
Objetivo	Dotación de electricidad en las 2 escuelas con una batería, alternador, cableado, interruptores y luces de bajo consumo.
Realización	2017
Importe	**1.312,51 €**
Jul 2017	**Aula escuela 2ª oportunidad en Koumantou - Mali**
Localización	Koumantou
Población Afectada	90 nuevos alumnos
Objetivo	Construcción de una nueva aula para acoger a 90 nuevos alumnos que perdieron la posibilidad en su momento de ir a la escuela.
Realización	2017
Importe	**3.838,31 €**
Jul 2017	**Cooperativa de apicultura - Mali**
Localización	Aldeas de Tinko y Mpebougoula en la sabana de Malí
Población Afectada	1.400 habitantes en las dos aldeas
Objetivo	Capacitación de los jóvenes de las dos aldeas para la formación, extracción, procesamiento, envasado y venta de miel. Proyecto autosostenible que evita la migración de la juventud a la capital.
Realización	2017
Importe	**2.318,3 €**

PERÚ

1. PARTICIPACIÓN DE MUJERES Y VARONES EN EL PROCESO DE DESARROLLO DE LA COMUNIDAD DE MANZANAPATA, APURIMAC.

SOCIO LOCAL: Caritas Abancay
FINANCIADORES:
AACID Convocatoria 2013: 300.000 €.
Socio local: 6.982,40 €.
Municipalidad Pacobamba: 10.196,46 €.
PERSONAS BENEFICIARIAS: 214 personas (130 mujeres, 084 hombres).

2. PARTICIPACIÓN DE MUJERES Y VARONES EN EL DESARROLLO INTEGRAL Y SOSTENIBLE DE LA COMUNIDAD CAMPESINA DE OCCORURO.

SOCIO LOCAL: Caritas Cusco
FINANCIADORES:
AACID Convocatoria 2013: 300.000 €.
Socio local: 18.234,38 €.
Municipalidad San Salvador: 28.827,44 €.
PERSONAS BENEFICIARIAS: 253 personas (124 mujeres, 129 hombres).

3. MITIGAR RIESGOS POR BAJAS TEMPERATURAS Y APLICACIÓN DE TECNOLOGÍAS DE ADAPTACIÓN AL CAMBIO CLIMÁTICO EN LA COMUNIDAD DE CHILLIHUA-PAMPACHIRI-APURIMAC.

SOCIO LOCAL: Caritas Abancay
FINANCIADORES:
AACID Convocatoria 2013: 190.00€.
Contraparte Local: 18.449,63 €.
Municipalidad Pampachiri: 29.609,38 €.
PERSONAS BENEFICIARIAS: 363 (188 mujeres y 162 hombres).

PROYECTOS FINANCIADOS*

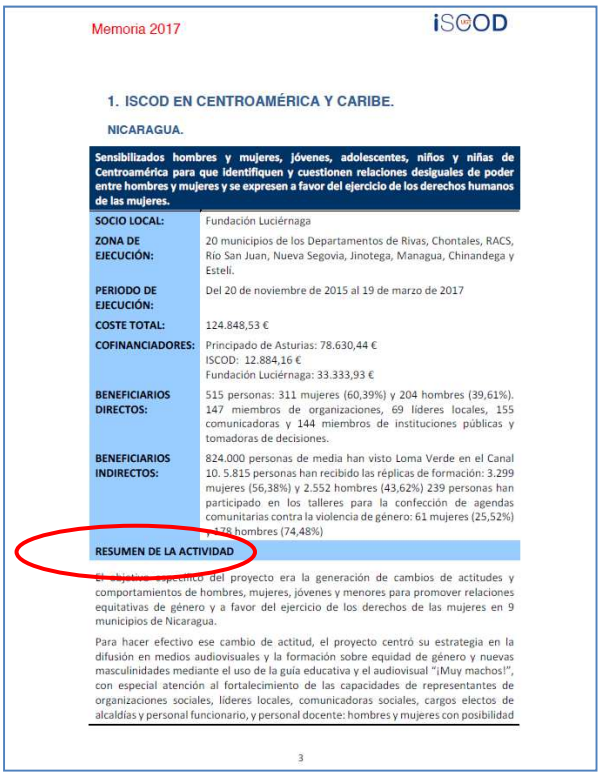
PROYECTOS FINANCIADOS POR INSTITUCIONES PÚBLICAS, PRIVADAS Y MISIÓN AMÉRICA

	Proyecto	Contraparte	País	Cantidad**	Financiador
1	Construcción de un aula de educación primaria	Parroquia de Soarka	BURKINA FASSO	9.684,00	Ayuntamiento de Palencia
2	Construcción de un pozo artesanal en Clock Tower	Parroquia S. Kizito Nakaseke	UGANDA	3.300,00 1.000,00	Fundación Conchita Regojo UMAS
3	300 butacas salón multiuso, en San Ramón	Parroquia San Ramón	PERÚ	21.438,33 2.861,67	Ayto. Burgos Misión América
4	Electrificación Escuela en zona rural en Kazenze	Religiosas Pureza de María	R.D. CONGO	16.713,50	Misión América
5	Atención Centro Educativo de Cité Soleil	Hijas de la Caridad de San Vicente de Paul	HAITI	15.000,00	Arzobispado de Santiago de Compostela
6	Rehabilitación personas discapacitadas en Huasco	Parroquia de Huolmay	PERÚ	4.000,00	Parroquia Fuente del Fresno
7	Moto		PERÚ	2.657,00	Misión América
8	Mejora de cocinas domesticas en dos comunidades	ONG HAREN ALDE	PERÚ	4.023,00 7.746,30 4.500,00	Ayto de Salamanca Diputación de Palencia Misión América
9	Equipamiento para centro de rehabilitación en Huascar	Fundación "Hermano Carlos de Foucauld"	PERÚ	17.991,00	Diputación de Burgos
10	Construcción muro de protección	Misioneras Salesianas de Oyem	GABÓN	20.000,00	Cooperación salesiana para los jóvenes del mundo
11	Equipamiento Centro Social San Javier	Parroquia San Francisco Javier	COLOMBIA	5.000,00	Misión América
12	Equipamiento de un aula de Educación Primaria	Parroquia de Arbindo	BURKINA FASSO	1.715,00	Misión América
13	Orientación para la inclusión de personas con discapacidad	Fundación social Uramanta	BOLIVIA	10.000,00	Diputación de Albacete
				Total: 147.629,80	

*Incluyen costes directos e indirectos.
**Las cantidades financiadas no siempre coinciden con el año natural.

Une deuxième formule de présentation, construite sur ce même principe d'objectivité, est la fiche de projet, illustrée ou non, qui ajoute aux informations minimales un bref résumé de l'intervention permettant d'apporter des détails spécifiques ou un certain degré d'analyse.

[63] Fiche de projet non illustrée [ISCOD]



Memoria 2017 ISCOD

1. ISCOD EN CENTROAMÉRICA Y CARIBE.

NICARAGUA.

Sensibilizados hombres y mujeres, jóvenes, adolescentes, niños y niñas de Centroamérica para que identifiquen y cuestionen relaciones desiguales de poder entre hombres y mujeres y se expresen a favor del ejercicio de los derechos humanos de las mujeres.	
SOCIO LOCAL:	Fundación Luciérnaga
ZONA DE EJECUCIÓN:	20 municipios de los Departamentos de Rivas, Chontales, RACS, Río San Juan, Nueva Segovia, Jinotega, Managua, Chinandega y Estelí.
PERIODO DE EJECUCIÓN:	Del 20 de noviembre de 2015 al 19 de marzo de 2017
COSTE TOTAL:	124.848,53 €
COFINANCIADORES:	Principado de Asturias: 78.630,44 € ISCOD: 12.884,16 € Fundación Luciérnaga: 33.333,93 €
BENEFICIARIOS DIRECTOS:	515 personas: 311 mujeres (60,39%) y 204 hombres (39,61%). 147 miembros de organizaciones, 69 líderes locales, 155 comunicadoras y 144 miembros de instituciones públicas y tomadoras de decisiones.
BENEFICIARIOS INDIRECTOS:	824.000 personas de media han visto Loma Verde en el Canal 10. 5.815 personas han recibido las réplicas de formación: 3.299 mujeres (56,38%) y 2.552 hombres (43,62%) 239 personas han participado en los talleres para la confección de agendas comunitarias contra la violencia de género: 61 mujeres (25,52%) y 178 hombres (74,48%)

RESUMEN DE LA ACTIVIDAD

El objetivo específico del proyecto era la generación de cambios de actitudes y comportamientos de hombres, mujeres, jóvenes y menores para promover relaciones equitativas de género y a favor del ejercicio de los derechos de las mujeres en 9 municipios de Nicaragua.

Para hacer efectivo ese cambio de actitud, el proyecto centró su estrategia en la difusión en medios audiovisuales y la formación sobre equidad de género y nuevas masculinidades mediante el uso de la guía educativa y el audiovisual "¡Muy machos!", con especial atención al fortalecimiento de las capacidades de representantes de organizaciones sociales, líderes locales, comunicadoras sociales, cargos electos de alcaldías y personal funcionario, y personal docente: hombres y mujeres con posibilidad

3

[64] Fiche illustrée de projet [CONEMUND]

Proyectos de Cooperación al Desarrollo

MALÍ

Mejora de la seguridad alimentaria de la población, con especial atención a la infancia y a las mujeres, en 12 aldeas de la Región de Kayes, Malí.

El proyecto está dirigido a mejorar la seguridad alimentaria y nutricional de la población, con especial atención a la infancia y a las mujeres en edad reproductiva, en 4 comunas rurales de los círculos de Diema, Nioro y Bafoulabé en la Región de Kayes, que se caracterizan por vivir una situación de inseguridad alimentaria estructural. Mediante la intervención se va a hacer frente a las crisis alimentarias recurrentes y a los efectos de cambio climático a través de tres ejes:

- La mejora de la producción agrícola y ganadera, gracias a la capacitación de los productores y a la promoción de actividades hortofrutícolas y fabricación de productos lácteos.
- La mejora de la nutrición y salud de la población a través de la promoción de la lactancia, la difusión de recetas a base de productos locales, el control del nivel de desnutrición de la población infantil y el seguimiento del protocolo de vacunación.
- El aumento de la capacidad de resiliencia de las poblaciones más vulnerables, a través de la conservación del medio ambiente.

Localización:	Círculos de Diema, Nioro y Bafoulabé - Región de Kayes, Malí
Población beneficiaria:	1.708 mujeres y 482 hombres
Financiador:	Agencia Andaluza de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AACID)
Periodo de ejecución:	2016-2018

Comme nous pouvons le constater, les tableaux synthétiques présentent, logiquement, une forte composante quantitative, précisant les sommes obtenues et dépensées et le nombre exact de bénéficiaires des actions. Les fiches de projet, pour leur part, complètent ces informations par un texte bref explicatif qui apporte une dimension qualitative, et très souvent par des photographies qui rendent un bilan plus humain. Ces deux ressources discursives peuvent être considérées comme les modalités informatives de base pour le genre.

Une autre modalité de présentation, généralement utilisée dans des rapports très soignés du point de vue formel, est la fiche de pays. En effet, certains rapports organisent l'information par zones géographiques d'intervention et consacrent un espace important à la description des situations abordées dans chaque pays, pour ensuite fournir des informations plus ou moins détaillés sur l'impact de l'organisation dans la région ou sur chacun des projets mis en œuvre. Une volonté de rapprocher les lecteurs des réalités du Sud devient évidente. Il s'agit généralement de fiches explicatives très riches en contenus et en ressources visuelles (illustrations, photographies, cartes, infographies, surlignages, encadrés, etc.).

[65] Fiche de pays [GLOBAL]

BOLIVIA

A pesar de los avances, Bolivia continúa perteneciendo a la lista de los 10 países más pobres de Latinoamérica, y sigue siendo preocupante la extrema inequidad en la distribución de los recursos especialmente en el área rural, nuestra zona de trabajo, donde más de la mitad de la población es pobre y el 40,9% sufre pobreza extrema.
Global Humanitaria lleva más de una década trabajando con comunidades empobrecidas, muchas de ellas indígenas, en materia de salud y seguridad alimentaria. En el Valle Alto de Cochabamba, los huertos escolares se han convertido en una herramienta muy valiosa, ya que además de ser un entorno productivo que ayuda a mejorar la nutrición de los escolares, también sirve como espacio pedagógico.

Seguridad alimentaria

Aymuray Mita: Mejora de la alimentación y la educación en comunidades campesinas de Cochabamba.

OBJETIVO → Mejorar el acceso de los escolares a sistemas alimentarios sostenibles comunitarios y a la escolarización en comunidades campesinas de Cochabamba. Estas acciones involucran en el mantenimiento de 17 huertos escolares a toda la comunidad educativa. Producir alimentos saludables y frescos que enriquezcan las raciones de alimentación complementaria que se preparan y distribuyen en los comedores escolares.
BENEFICIARIOS → Niños y Niñas: 1.894 / Padres y madres: 131/ Docentes: 112
INDICADORES → Raciones anuales entregadas: 77.948 / Kg de hortalizas producidas en los huertos: 6.600 / Huertos escolares: 17 / Variedades de cultivos: 20 / Nº de niños con conocimientos agroecológicos: 1894 / Maestros capacitados en el manejo de biohuertos: 112

Producción de sistemas alimentarios sostenibles y educativos para la población quechua de Cochabamba.

OBJETIVO → Mejorar el acceso de los escolares a sistemas alimentarios sostenibles, como acción productiva, alimentaria, educativa y comunitaria. Junto a los huertos agroecológicos que provisionaron alimentos saludables, consumidos en la merienda escolar, y son un espacio educativo eficaz. Capacitación de maestros y maestras en prácticas de género en el ámbito escolar (año 2017). Junto al Observatorio del Derecho a la Alimentación en América Latina y el Caribe (ODA-ALC) organizamos un debate y difundimos la Ley Boliviana de Alimentación Complementaria Escolar, para impulsar su implementación.
BENEFICIARIOS → Niños y niñas: 2.055 / Padres y madres: 190 / Docentes: 152
INDICADORES → Maestros capacitados en materia de género: 139 / Autoridades implicadas en el debate sobre la Ley de Alimentación Complementaria: 114

Les fiches de projet et de pays fournissent une description détaillée de chaque intervention particulière, et transmettent globalement les informations essentielles requises par les organismes de contrôle à propos des activités réalisées : intitulé du projet, localisation, ressources assignées, groupe bénéficiaire et résultats obtenus. Certains choix linguistiques spécifiques, comme le fait d'utiliser un participe passé dans la formulation de l'intitulé (c'est le cas de ISCOD, exemple [63]: « Sensibilizados hombres y mujeres […] para que identifiquen y cuestionen relaciones desiguales »), ou l'expression des résultats sous forme d'indicateurs (comme le fait GLOBAL, exemple [65]) traduit un respect scrupuleux des standards de formulation de projets établis par les méthodologies internationalement reconnues, en particulier celle du cadre logique.

Dans les cas les plus soignés, ces fiches deviennent de véritables documentaires, offrant toute sorte d'informations et occupant parfois plusieurs pages.

[66] Dossier de pays (approche qualitative) [CESAL]

16 Hacemos con las personas

ECUADOR

PRESENCIA EN EL PAÍS DESDE 2007
Inversión en 2017: 78.976,37 €

CESAL | Memoria 2017 17

MANABÍ

PICHINCHA

Presencia en 2017
Presencia antes de 2017

Un país que emprende

EN MANABÍ

- 27 organizaciones ciudadanas, que cuentan con 220 miembros, han diseñado planes estratégicos para mejorar su incidencia en el territorio. Dos comités de gestión han promovido la participación ciudadana y han conseguido implicar activamente a 15 instituciones públicas.
- 25 jóvenes cuentan con más facilidades para acceder a un empleo tras formarse como guardias de seguridad.
- 25 tejedoras de sombreros paja toquilla han mejorado su capacidad de producción y de asociación. Ahora cuentan con una empresa desde la que podrán comercializar sus productos a precios justos.
- 60 pequeños y pequeñas comerciantes agrícolas del Mercado de Picoazá han mejorado su formación administrativa, así como la atención en su comercio, con lo que podrán incrementar sus ingresos.

EN LAS PERIFERIAS DE QUITO

- 16 jóvenes han estudiado gastronomía y más de un 37% ha conseguido un empleo.
- 269 niños y niñas han recibido servicios de educación integral.
- 75 niños y niñas aumentaron su talla y peso gracias al programa de seguimiento nutricional y el servicio de menús nutritivos y balanceados.
- 189 padres y madres han participado en el programa de apoyo en educación y nutrición familiar.

Ecuador es un país con una amplia desigualdad, a pesar de estar considerado como un país de renta media.

La crisis económica, los bajos niveles de gobernanza y los efectos del terremoto, ocurrido en 2016 en Manabí ocasionando grandes pérdidas humanas y materiales, llevaron a CESAL a poner en marcha un programa junto con la organización internacional AVSI con el fin de trabajar con las poblaciones afectadas y fortalecer las bases para la reconstrucción de su territorio, sus medios de vida y su propio ánimo y decisión ante las vulnerabilidades. Así, se está trabajando en incrementar la participación ciudadana, la sostenibilidad y la capacidad de las OSC para que se constituyan en entes activos de la planificación territorial y de políticas públicas.

El proyecto también impulsa iniciativas sostenibles de desarrollo económico, especialmente pensadas para la juventud y las mujeres. El fin último es reactivar la economía y por ende los ingresos de las familias más afectadas por el seísmo. El plan contempla la formación profesional y la inserción laboral, la consolidación de asociaciones de comerciantes, productores y productoras agrícolas y de artesanía, y el fortalecimiento de sus cadenas de valor.

La intervención se desarrolla como piloto en las parroquias de Picoazá y Andrés de Vera y posteriormente será difundido y replicado en otras comunidades.

Por su parte, en los barrios urbanos marginales del noroccidente de Quito, en Pisulí y la Roldós, CESAL y la Fundación Sembrar desarrollan proyectos socioeducativos y de empleabilidad desde hace más de 10 años, que favorecen a la infancia, a la juventud y a las familias. La intervención se fundamenta en altos índices de pobreza, violencia intrafamiliar, tráfico y adicción a las drogas y el alcohol, a lo que se suma una deficiente oferta educativa, altos niveles de empleo informal y de desempleo.

La oferta educativa y formativa desarrollada con Sembrar responde a la necesidad de mejorar la calidad de vida de sus habitantes a través de, por ejemplo, los centros de cuidado infantil, los talleres para padres y madres sobre educación inicial y estimulación temprana; y los cursos de formación profesional para facilitar la empleabilidad a jóvenes que tienen un nivel básico de estudios o que han abandonado el colegio.

Noticia destacada

Una Escuela de Gastronomía para jóvenes vulnerables

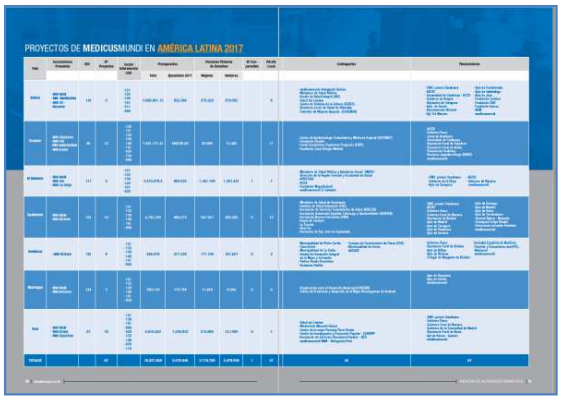
El Chef Bill Letiery, del restaurante Carmine Gastronomía & Arte, ha supervisado las 80 horas de teoría y práctica del curso de formación impartido para jóvenes vulnerables. Estos cursos suponen los primeros pasos hacia la creación de una Escuela de Gastronomía.

El programa educativo, en el que han participado 16 jóvenes, ha sido diseñado por la Escuela de Hospitalidad y Turismo de la Universidad de las Américas y se ha adaptado a las características de jóvenes en condiciones de vulnerabilidad que buscan una formación profesional de excelencia y éxito en su futura empleabilidad.

Cabe destacar el empeño y la pasión demostrada por la juventud a lo largo de su formación, así como en los espacios de trabajo. Su entusiasmo ha servido para que otros chicos y chicas descubran que existen opciones profesionales diversas que pueden mejorar sus condiciones de vida.

La présentation par espaces géographiques permet aux grandes ONG de synthétiser les informations et d'offrir un maximum de données, comme dans le cas suivant :

[67] Dossier de pays (approche quantitative) [MEDICUSMUN]



Outre cette approche par fiches de projet et de pays, qui est en quelque sorte une évolution plus ou moins développée du catalogue de base, certains rapports se focalisent sur la description des lignes d'action dans lesquelles s'insèrent les projets. Sous des dénominations diverses (« programas », « líneas », « ámbitos estratégicos »), ces catégories sont moins détaillées du point de vue quantitatif, mais semblent mieux permettre d'expliquer la logique qui guide l'activité de l'ONG en question et, par conséquent, de définir l'organisation de façon plus éloquente.

[68] Fiche de programme [SAVECHILD]

Une version développée de ces fiches de programme est constituée par de véritables dossiers informatifs s'étendant sur plusieurs pages, qui partagent beaucoup d'éléments avec les fiches de pays.

[69] Dossier de programme [CODESPA / FARMAMUN]

03.Programas de desarrollo económico y social | memoria 2017 | pág. 18

SEGURIDAD ALIMENTARIA
Y DESARROLLO DE MERCADOS RURALES

De acuerdo a las últimas estimaciones de FAO, **767 millones de personas en el mundo, en su mayoría en zonas rurales, siguen siendo extremadamente pobres**. A pesar de los innegables progresos alcanzados en la reducción de las tasas de subalimentación y en la mejora de los niveles de nutrición y sanidad, cerca de 815 millones padecen hambre crónica y 2.000 millones, carencias de micronutrientes.

Por otro lado, **el desafío planteado por los cambios climáticos afecta profundamente a los pequeños productores rurales**. El aumento en la variabilidad de las precipitaciones y la frecuencia de sequías e inundaciones están provocando una caída generalizada en el rendimiento de los cultivos y una necesidad de cambio en las prácticas de cultivo tradicionales. Asimismo, las altas temperaturas y un suministro de agua menos fiable crean serias dificultades para la pequeña ganadería, de la que muchos de nuestros beneficiarios dependen.

Para combatir estos enormes desafíos y mejorar las condiciones de vida en el área rural, **desde CODESPA ofrecemos asistencia técnica y formación en aspectos nutricionales a miles de productores y cooperativas rurales**, y facilitamos el acceso a bienes y servicios que mejoren la productividad, la diversificación agrícola, el acceso al mercado y la adaptación de los cultivos al cambio climático. Lo hacemos **desde un enfoque de mercado, incidiendo en las cadenas de valor** y en los mercados rurales, de los cuales nuestros beneficiarios dependen para su sustento.

EL IMPACTO DE NUESTRO TRABAJO

8.707 personas incrementan su capacidad adquisitiva de alimentos mejorando su seguridad alimentaria

3.417 personas reducen sus pérdidas post-cosecha

LOCALIZACIÓN

Angola
Colombia
Ecuador
Filipinas
Nicaragua
R. D. Congo
R. Dominicana

ALIANZAS DESTACADAS

Angola: Servicio Nacional de Semillas, Manos Unidas, FAO, Instituto de Desarrollo Agrario, Agrinatura, Unión Europea, Proyecto CDAIS, FAS y FIAAPP.
Filipinas: Fundación INTERED, FRS, Municipio de Esperanza Oficinas de Agricultura, de Gestión y Reducción de Riesgos y de Desarrollo de Cooperativas, CERD, Oficina Regional de Pesca y Recursos Acuáticos, región de Caraga.
Colombia: MINKA - DEV, ALSEC.
República Democrática del Congo: GIAGRO, Don Bosco.
República Dominicana: Junta Agroempresarial Dominicana (JAD), Universidad ISA, Organismo Internacional Regional de Sanidad Agropecuaria (OIRSA), Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), Banco ADOPEM, Technical Centre for Agricultural and Rural Co-operation ACP-EU (CTA), Fundación REDOM, Ministerio de Agricultura y Ministerio de Medio Ambiente, Asociación Dominicana de Productores de Banano (ADOBANANO).
Ecuador: Gobierno autónomo descentralizado de la provincia de Imbabura.

Nicaragua

Objetivos de Desarrollo Sostenible en los que incidimos a través de esta línea de trabajo:

03.Programas de desarrollo económico y social | memoria 2017 | pág. 19

PROYECTO DESTACADO

Siete cooperativas, lideradas por mujeres, contra el hambre en Goma, R.D. del Congo

Qué nos impulsa:
La situación de inseguridad alimentaria que provoca malnutrición entre la población

Qué objetivos queremos alcanzar:
Beneficiarios: 1.158 mujeres
Oportunidad: cooperativas contra el hambre
Impacto económico:
Aumento de un 20% en sus ingresos
Impacto social: 1.976 personas mejoran sus condiciones de vida y el acceso a alimentos

El Índice de Desarrollo Humano del PNUD sitúa a República Democrática del Congo en el puesto 176 de 188 como uno de los más vulnerables y pobres del mundo. Shasha es el lugar donde desarrollamos este proyecto. Desde 1994, y a lo largo de ya más de 20 años, la zona sufre un prolongado conflicto armado.

El proyecto permite que 270 familias mejoren su nutrición y vivan en una situación de mayor seguridad alimentaria. La continua fluctuación de los precios de los alimentos obliga a las mismas comunidades a producir gran parte de su alimentación y a obtener excedentes para adquirir otros productos básicos alimenticios que ellos no puedan producir y cubrir otras necesidades. **Nuestro objetivo, al finalizar el proyecto, es que siete cooperativas, lideradas por mujeres, se conviertan en su principal arma contra el hambre.**

Para lograrlo, **el proyecto se estructura en diferentes fases** en las que esas mujeres:

1. **Aprenden a organizarse en torno a una cooperativa, a través de la cual acceden a pequeños préstamos** brindado por una mutua universal de solidaridad.
2. **Se forman en técnicas de agricultura y ganadería** para poder mejorar su producción.
3. **Conocen cómo invertir los ingresos provenientes de sus excedentes para mejorar su dieta.**
4. **Se unen para obtener y negociar en mejores condiciones** la venta de sus productos.

Gracias al proyecto, estas familias acceden a alimentos básicos y tienen una alimentación más sana y variada. Es muy elemental, pero sin esa mejora nuestros beneficiarios no tienen ni siquiera la energía suficiente para trabajar y sus hijos la fuerza necesaria para jugar o estudiar.

R.D. Congo

COOPERACIÓN

SISTEMAS DE SALUD
MÁS EFICACES Y EFICIENTES

EL SALVADOR
2.315
MUJERES ACCEDEN MEJOR A SERVICIOS DE SALUD SEXUAL

RD CONGO
2
NUEVOS LABORATORIOS QUE MEJORAN EL SERVICIO SANITARIO EN KIVU NORTE

Desde Farmamundi contribuimos al cambio de esta realidad situando al ser humano en el centro de todas nuestras intervenciones de cooperación internacional, en las que incorporamos un enfoque de derechos y el desarrollo de capacidades para superar las inequidades de los sistemas de salud de los países en los que actuamos.

En coherencia con esta visión, durante este año seguimos canalizando las aspiraciones de la ciudadanía, en general, y de nuestra base asociativa, en particular, por un desarrollo verdaderamente humano, inclusivo y sostenible, buscando para ello las mejores opciones en el marco de las actuales políticas de ayuda oficial al desarrollo, sus modalidades e instrumentos.

FACILITAMOS MECANISMOS Y ABRIMOS ESPACIOS

Nuestra labor se ha concretado en 50 proyectos de cooperación, en los que se han invertido 4.287.327 euros en 2017, destinados a mejorar la prevención y la atención primaria, aumentar la cobertura de los servicios públicos en salud, garantizar la seguridad alimentaria nutricional y enfrentar la violencia contra las mujeres en todas sus formas y manifestaciones. La participación fue un medio y un fin en todos ellos, de forma que los resultados conseguidos expresan el libre ejercicio de los derechos humanos con igualdad de género e intergeneracional y pertinencia cultural. Para ello, facilitamos mecanismos, abrimos espacios y mejoramos las capacidades institucionales y comunitarias requeridas para la construcción de sistemas de salud más eficaces y eficientes.

Afianzamos el trabajo en ocho países de América Latina (Nicaragua, Guatemala, El Salvador, Perú, Ecuador y República Dominicana) y de África (concretamente en República Democrática del Congo y Malí) donde mantenemos una presencia continuada, que sólo es posible con la colaboración de nuestras socias locales y el compromiso del equipo profesional, contratado y voluntario, que día a día ofrece lo mejor de sí para que la misión de Farmamundi se haga realidad.

JUAN MANUEL CANALES
RESPONSABLE ADJUNTO PROYECTOS DE COOPERACIÓN AL DESARROLLO

SALUD MATERNO-INFANTIL
EN LA REGIÓN DE KAYES, MALÍ

Con un enfoque inicial en acciones de respuesta humanitaria, el actual contexto en Malí ha posibilitado impulsar proyectos de cooperación para la atención en salud materno-infantil y la promoción de los derechos sexuales y reproductivos, principalmente en la región de Kayes.

Por ello, este año 2017 hemos consolidado nuestro trabajo y presencia en el país africano, y hemos aumentado la cobertura en los distritos sanitarios de Kita y Segoko. Se han realizado obras de rehabilitación y acondicionamiento en los casos de partos y seguimiento neonatal de dos Centros de Salud Comunitarios (CSCOM). Se ha dotado de equipamiento y suministros sanitarios básicos específicos para la salud sexual y reproductiva y la atención obstétrica de urgencia a ocho CSCOM. También se han desarrollado procesos formativos para fortalecer la labor de los agentes comunitarios de salud, campañas de información, concienciación e incidencia en torno a derechos sexuales y reproductivos.

Igualmente y junto a la Asociación pour la Promotion de la Mère et de l'Enfant au Mali (MAMAN), se han impulsado incentivos en el Círculo de Diema para la mejora de los servicios de salud sexual y reproductiva y salud materna, poniendo el foco en la reducción de casos de fístula obstétrica y en la sensibilización para el abandono de las prácticas tradicionales nocivas para la salud de las mujeres.

10 MEMORIA ANUAL 2017 FARMAMUNDI

NICARAGUA
460
MUJERES FORMADAS PARA UNA MEJOR ATENCIÓN EN SALUD EN SUS COMUNIDADES

GUATEMALA
6
REDES COMUNITARIAS REALIZAN CONTROLES DE SALUD MATERNO INFANTIL

ECUADOR
MÁS DE
100
FAMILIAS ACCEDEN A SISTEMAS DE ABASTECIMIENTO DE AGUA POTABLE

JÓVENES Y ADOLESCENTES
REIVINDICAN MÁS FORMACIÓN
EN DERECHOS SEXUALES EN PERÚ

En Perú, según un estudio realizado por el Ministerio de Salud en 2017, el porcentaje de adolescentes alguna vez embarazadas asciende al 13,6%. Estos embarazos están relacionados con factores como el acceso limitado a la escuela, a la información y a la atención médica. También la violencia sexual es una causa destacable, puesto que el Ministerio de la Mujer peruano afirma que en el 74,1% de los casos, niñas y adolescentes son las principales víctimas.

El Centro de la Mujer Peruana Flora Tristán y Farmamundi intentan dar respuesta a este problema con la puesta en marcha del proyecto 'Generando cambios', financiado por el Gobierno Vasco, y que contribuye al ejercicio de los derechos sexuales y reproductivos de adolescentes y jóvenes desde un enfoque de derechos.

Adolescentes de Villa el Salvador (Lima) y Cerro el Pomilio (Ucayali) han realizado procesos de vigilancia ciudadana que les han permitido elaborar sus propias propuestas sobre derechos sexuales y reproductivos. Así, se ha promovido un diálogo con los profesionales de educación, salud y autoridades locales, con el fin de mejorar la calidad de la atención en los servicios para adolescentes en establecimientos de salud y centros educativos. Las acciones se han dirigido a fomentar el empoderamiento y liderazgo de las personas adolescentes y a generar las herramientas y el conocimiento necesario para que elaboren y definan sus propios incidentes.

Estas experiencias adquieren un valor añadido en cuanto al enriquecimiento personal que ofrecen a adolescentes y jóvenes que incrementan su autoestima y capacidad de interlocución. Los espacios de diálogo han sido bien valorados por todos los actores, teniendo en cuenta que en Perú existen pocos mecanismos y espacios efectivos de participación adolescente promovidos desde el Estado.

FRENAR LA DESNUTRICIÓN
INFANTIL EN GUATEMALA

"ME AYUDAN A SABER CÓMO DILUIR LAS CHISPITAS PARA QUE MI BEBÉ LAS TOME

Las ferias de la nutrición han sido una herramienta muy útil para realizar acciones de promoción y mejora de la salud. Son espacios en los que, en coordinación con los puestos de salud, se desarrollan una serie de actividades para promover buenas prácticas de alimentación. Estas están enfocadas sobre todo a mujeres embarazadas, niñas y niños menores de cinco años, como son impulsar la lactancia materna exclusiva hasta los seis meses, la alimentación complementaria posterior, informar sobre la importancia de una correcta vacunación, y todas aquellas prácticas destinadas a reducir las tasas de desnutrición crónica en menores y el cuidado de la mujer embarazada, entre otras.

"Las actividades que se hacen en las ferias sobre alimentación complementaria, me ayudan a saber como diluir las chispitas (micronutrientes en polvo) para que mi bebé las tome, porque sin mezclar no las quiere beber. Además, es el lugar donde me entregan las chispitas, porque vive lejos del puesto de salud de Las Bananas y del Centro de Salud de San Juan Ostuncalco", cuenta Doña Mirlda Delgado, madre de una niña que presenta un cuadro de desnutrición aguda severa.

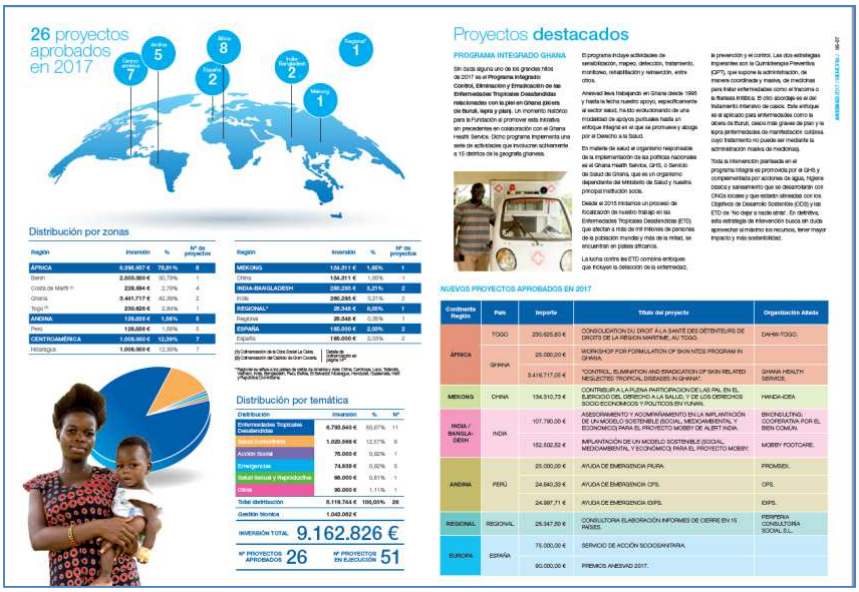
Estas ferias nutricionales se realizan en coordinación con los establecimientos de salud de la zona, con el fin de fortalecer el sistema público de salud en el departamento de Quetzaltenango.

FARMAMUNDI MEMORIA ANUAL 2017 11

Ces dossiers, qu'ils soient de pays ou de programme, se fondent sur une combinaison entre information quantitative et qualitative et entre contenu textuel et contenu visuel.

Face à l'exhaustivité et à la précision des modalités précédentes, certains rapports d'extension réduite offrent au contraire un aperçu bref de leurs actions et en soulignent certains aspects remarquables (« Proyectos destacados », résultats quantitatifs, distribution géographique, etc.).

[70] Aperçu de projets [ANESVAD / OXFAM / TALLER]



Cet ensemble de ressources informatives de base fournissent les informations essentielles de chaque activité, qui sont à grand traits celles traditionnellement exigées par les organismes de régulation. Rappelons que le formulaire de déclaration publique (voir chapitre 3, fig. 3.1) inclut comme données à fournir l'identification de l'activité (intitulé et description brève), les ressources humaines assignées, le coût financier et les moyens de financement, le nombre et le profil des bénéficiaires ainsi que l'attention reçue par ceux-ci et, finalement, les résultats

obtenus et le degré d'accomplissement des finalités statutaires. Ces ressources, de la plus synthétique à la plus analytique, jouent un rôle central dans la construction discursive des « catégories » et des « procédures » propres au domaine (Carranza, 2015 : 480). En effet, elles catégorisent certaines réalités du Sud comme des situations problématiques (pauvreté, maladie, discrimination, etc.) et contribuent, par conséquent, à justifier l'action de l'ONG (Hall, Sarangi et Slembrouck, 1997 : 268). L'intervention de nature sociale ou solidaire exigée par une telle situation prend la forme incontestée du projet, procédure par excellence de la coopération, réaffirmée comme telle dans les rapports.

3.3.2. Quantification et visualisation des résultats

Les actions réalisées sont très souvent mesurées en termes d'impact. Ainsi, les rapports comptent parfois une rubrique spécifique, portant des titres explicites qui incluent les termes « resultados », « logros » ou « hitos », qui servent à traduire les chiffres en termes qualitatifs, comme le recommande, entre autres, le guide de Borrás et Vidal (2014 ? : 15-16). Ces rubriques prennent la forme de textes explicatifs ou, à l'image du bilan initial de l'année, d'infographies.

[71] Rubrique « Resultados » [AKSHY / KELELE]

LOGROS 2017

Educación Primaria

- Hemos continuado ofreciendo educación primaria a **244 niños y niñas** de los pueblos de **Amwan, Nautapur, Amwan Colony y Jaitiya**.
- La educación primaria se ha impartido en la **Escuela Akshay**, el **Centro Infantil Kamal** y la **Escuela Shanti Niketan**.
- Los niños han recibido del centro todo el **material escolar** gratuito, el uniforme , **atención médica** y han participado en distintas actividades.
- 10 niños y niñas terminaron la educación primaria. Son la 5ª promoción.

Secundaria

- 20 adolescentes han realizado el curso en distintos centros de Bodhgaya, supervisados diariamente por nosotros y asegurándonos su éxito en sus estudios.
- Al mismo tiempo han participado los domingos en distintas actividades realizadas en el Centro Akshay como **conversación en inglés**, debates, proyección de películas educativas, **competiciones**, etc.
- Por las tardes han recibido **clases de apoyo** para profundizar en las materias que han estudiado en el colegio.
- 5 chicos y 1 chica terminaron la educación secundaria presentándose al exámen de Matric y obteniendo más de 80% de resultados. Son la 2ª promoción que temina la educación secundaria.

Estudios superiores

Una de nuestras alumnas que comenzó en nuestra escuela hace 10 años ha finalizado la secundaria, recibiendo el **título de MATRIC** y ha comenzado ha realizar estudios superiores siempre bajo nuestro continuo tutelaje.

Es la primera niña dalit de la comunidad de Amwan que termina sus **estudios de secundaria en inglés** además con un resultado del **82%**.

Akshy 26

Ces stratégies discursives et ces choix terminologiques participent en quelque sorte du « discours de l'efficacité » (Gabas et al., 2014 : 18) et de la « pensée positive » (Breeze, 2015 : 97). En effet, il est intéressant de noter l'image très positive que les rapports projettent des

actions et de ses résultats. Si cette pratique peut répondre à la volonté de montrer une approche positive qui, comme l'affirme Nos Aldás (2007 : 306), encourage le changement d'attitudes et préserve l'espoir, elle peut aussi déboucher sur une représentation utopique de la réalité destinée à surdimensionner l'effet de l'action des ONG.

De façon plus ponctuelle, les résultats sont également visualisés à l'intérieur des fiches de projet, de pays ou de programme, au moyen de stratégies expressives soigneusement choisies, notamment des *zooms* sur des cas illustratifs (exemple [72]) et des témoignages (exemple [73]).

[72] Visualisation des résultats : Stratégie du « zoom » [GLOBAL]

Salud

Centro de Salud para la atención primaria de los niños y las niñas de las escuelas de Kumirmari, en Sunderbans.

OBJETIVO → Ofrecer atención sanitaria básica; visitas médicas, diagnosis y tratamientos a niños y niñas de las aldeas. Incluye la derivación de los casos más graves a centros de salud públicos para su hospitalización, visita del médico especialista o para que se realicen intervenciones quirúrgicas necesarias según diagnóstico. Así mismo, se atienden en el centro médico a padres y madres que presentaron alguna dolencia o enfermedad.

BENEFICIARIOS → Niños y niñas: 770 / Padres y madres: 353

INDICADORES → 718 visitas al médico / 405 visitas al homeópata / 1.123 tratamientos médicos dispensados a niños y padres y madres.

NUESTRO PROYECTO ESTRELLA

Sensibilización de género

En cinco escuelas de Murshidabad hemos llevado a cabo sesiones de sensibilización de género dirigidas a alumnos, familias, maestros, trabajadores sociales y del centro de salud de la zona. En total 332 personas. En las sesiones se trata el papel de la mujer, la discriminación, la violencia de género, el matrimonio infantil, el tráfico de niñas, o el feminicidio. *"La gente viene con problemas de violencia doméstica o de propiedad, resultado de los matrimonios precoces. Con intervenciones se reduce el matrimonio infantil pero todavía queda un largo camino para erradicar la violencia social."* Uttam Prodhan, Panchayat (autoridad local) en Narayanpur.

[73] Visualisation des résultats : Stratégie du témoignage (EDUCO / RELIGIOSOS]

proyectos

- Escuela de la segunda oportunidad Fase III. *(ASSOVIE)*
- Apoyo a la escolarización de la infancia en la comunidad de Bembèrèkè. *(PEM)*
- Apoyo a la calidad de la educación y protección de la Infancia en la comunidad de N'Dali. *(DEDRAS ONG)*
- Apoyo a la calidad de la educación y protección de la Infancia en la comunidad de N'Dali Fase II. *(DEDRAS ONG)*
- Escolarización de niños y niñas vulnerables de 10 a 17 años en Cotonou. *(IFMA)*
- Educación y protección de niños y niñas desfavorecidos y en riesgo de exclusión en los departamentos de Littoral, Ouémé y Plateau Fase II. *(Association Foyer Don Bosco)*
- Apoyo a la escolarización y mantenimiento de los niños y las niñas en la escuela. *(ONG Enfant Epanoui Bénin)*
- Implicación de los actores educativos por una escuela de calidad respetuosa con los derechos de la infancia en la comunidad de N'Dali. *(FEE-D)*
- Implicación de los actores educativos por una escuela de calidad respetuosa con los derechos de la infancia en la comunidad de Sinendé. *(FEE-D)*
- Implicación de los actores educativos por una escuela de calidad respetuosa con los derechos de la infancia en la comunidad de Bembèrèkè. *(FEE-D)*
- Vi nyi séwé bowagninú do sô –Una educación de calidad para un futuro mejor–. *(ASSOVIE)*
- Hacia la equidad en la educación básica de niñas y niños de 10 a 17 años en Cotonou. *(IFMA)*
- All on board and ready to protect –Promoción de un entorno de protección de la infancia–. *(IFMA)*

(entre paréntesis, organización socia local)

En 1ª persona

Fouseni: "Yo no tuve la oportunidad de ir a la escuela"

Con el objetivo de mejorar la calidad de la educación, que los niños aprovechen al máximo sus años escolares y promover los derechos de la infancia llevamos a cabo en N'Dali, al norte de Benín, este proyecto en colaboración con la ONG local DEDRAS. Familias, docentes, equipos directivos de las escuelas y alumnos deben implicarse en la educación. Este es el caso de Fouseni, padre de uno de los alumnos que no tuvo la oportunidad de ir a la escuela y ahora entiende la necesidad de que su hijo lo haga.

Kenia

Proyecto «Creación de cinco invernaderos para mejorar la alimentación de las familias de Kaikor-Kenia» financiado por la Fundación Barceló

ISAIAS LOCHUCH

BENEFICIARIO

Yo vivía en los montes cuidando animales. Quería ir a la escuela pero mi padre me castigaba y me mandaba al pastoreo de los animales. Repetidas veces me escapé de los montes y fui a la escuela por un par de días pero aprendí muy poco. Más tarde las Hnas. Marianitas me invitaron a la educación de adultos donde aprendí a escribir y leer y un poco de inglés, luego me enviaron al curso de agricultura con los voluntarios de FURROWS por 6 meses y me gradué como agricultor.

Estoy muy feliz, este programa me ha enseñado a valorar la tierra, la agricultura los productos que producen los huertos, compartir con la gente que pasa hambre, especialmente los niños de la Guardería.

El invernadero de KAKLAE es muy importante, protege las plantas de los insectos y las plagas y produce mejor que fuera, además tiene seguridad para que no roben o destruyan. Con estos productos ofrecemos variedad en la alimentación, frutas y vegetales. Hemos añadido árboles de moringa, o planta milagrosa, porque tiene muchas propiedades, vitaminas, proteínas, y curativa. Quiero seguir en este programa de agricultura y enseñar a otras personas. Gracias a este trabajo he podido construir mi chozo cerca del invernadero para poder cuidar de él.

JOSEPH EWOIEKUWOM

BENEFICIARIO

Soy un agricultor gracias a Dios. Desde entonces nuestra vida ha mejorado mucho. Yo era un hombre bebedor, lo poco y nada que tenía terminaba en el alcohol. Desde que comencé a trabajar en la agricultura mi vida se transformó: dejé de beber y me dediqué al cultivo de vegetales y frutas, luego con el invernadero, que es muy bueno, ha producido muchísimos tomates, pepinillos… de estos productos la mitad la entregamos para los niños y la otra mitad es para mí y dos asistentes que me ayudan a trabajar en el invernadero.

También pude asistir al taller de agricultura con FURROWS, fue una experiencia maravillosa y ahora disfruto de las huertas a pesar de que tengo que pagar el agua a la asociación mensualmente. Pero los frutos son la mejor recompensa.Comencé de cero, ahora tengo de todo un poco en mi huerta. Lo que más ha producido es melones y sandías, vegetales como kundr, acelgas, sukumawi y maíz.

Gracias de nuevo por su apoyo, juntos podemos transformar el desierto en vida.

Juntos podemos transformar el desierto en vida.

En ce sens, les témoignages reçoivent parfois une attention spécifique, au travers de rubriques dédiées qui permettent à la fois de donner la parole – plus ou moins réelle – aux bénéficiaires et de rendre le bilan plus crédible.

[74] Rubrique « Testimonios » [CESAL / FUNDEO]

8 Logros con rostro

"Antes de que el proyecto Tejiendo Redes llegara a nosotros no quería enseñar a mi hija a tejer porque la confección de sombreros de paja toquilla no era un negocio rentable. Todas las mujeres de la asociación nos veíamos obligadas a vender los sombreros a un costo extremadamente bajo a empresarios que los terminaban y comercializaban. Gracias a la ayuda que recibimos con las capacitaciones y la entrega de maquinaria para la finalización de los sombreros, estamos creciendo y fortaleciéndonos como asociación, soñamos en grande por un futuro mejor. Ahora mi hija ya ha aprendido a tejer para continuar con esta tradición cultural".

KORINA PALMA GARCIA
Asociación de Mujeres Tejedoras de la Paja Toquilla
Picoazá, Portoviejo - Ecuador

"Antes creía que la organización juvenil era una pérdida de tiempo". Ahora dirijo un grupo de jóvenes con quienes trabajamos desde iniciativas de refuerzo escolar. Medioambiente e incidencia política, hasta organización juvenil. CESAL ha transformado mi vida y ahora no solo aporto y organizo acciones positivas dentro de mi comunidad, sino también ayudo a jóvenes a transformar su vida".

ENRIQUE HERNANDEZ
Presidente del Comité de Jóvenes Activos
San José Los Sitios, Tamanique -La Libertad – El Salvador

"Tras el paso de Matthew mi situación era realmente precaria, mi casa quedó destruida y no sabía a dónde ir, no tenía esperanza. Gracias a la iniciativa de CESAL de distribuir chapas y clavos he conseguido salir adelante. Mi familia y otras familias afectadas nos hemos reagrupado para echarnos una mano en la reconstrucción de nuestras viviendas y así trabajar de manera más eficaz. Ojalá existieran más iniciativas como esta porque hay todavía mucha gente en la comunidad con grandes necesidades".

MADAME VENETTE CATOR
Afectada por el Huracán Matthew
Municipio Madame Combe, Comuna de Torbek - Haití

"CESAL me da la técnica y ahora cultivo tomate. ¡Ya tengo cosecha! También estoy sembrando repollo y maíz para no depender de una sola clase de semilla. Cuando tengo alguna duda, les pregunto. Cualquier pregunta que tengo están a la orden. Así llevamos en contacto dos años. Gracias a este trabajo conjunto me rinde todo lo que siembro y todo lo vendo. A un nieto lo tengo estudiando solo con la verdura que saco de acá".

BLANCA ROSA SERRANO LOPEZ
Campesina
Comunidad de Chancoyote, municipio de Valladolid, Lempira - Honduras

"Nosotras en Cardón somos mujeres luchadoras, pero sufridas porque queríamos trabajar y no podíamos por la falta de agua. Hemos logrado tener la tierra para trabajar y no el agua para cultivar, así que hemos criado chivo, gallina, ademas de preparar arepas. Los hombres se han ido a buscar el sustento a otra comunidad, dejando su tierra. Pero ahora gracias a la instalación de la bomba en Camisi y Canielito, por lo menos 30 familias vamos a poder retomar el trabajo de la tierra".

MIGUELINA PEREZ
Vecina de Cardón
Región Sur - Cardón - República Dominicana

Testimonios del Sur

Este año os acercamos a tres países y os presentamos algunos testimonios de las personas que se benefician directamente de los proyectos y del trabajo de FundEO: el Colegio de Gourçy en Burkina Faso, el proyecto de Entrecosturas en Uruguay y la Sierrita en México.

«Construcción de un aula en el colegio de Gourçy»
Burkina Faso

Hace tiempo que los padres de los alumnos, los profesores y los propios alumnos, nos pedían poder continuar los estudios del segundo ciclo de secundaria en el mismo centro. Y gracias al espíritu de solidaridad de todos los colaboradores de FUNDEO, el proyecto es hoy un hecho. Los alumnos, que son los principales beneficiarios, están muy contentos.

«He decidido continuar mis estudios en el "Lycée Saint Henri de Osso" porque ya cuando estaba en la primaria soñaba con ello. Después de haber cursado el primer ciclo he constatado una mejora en mi nivel de estudios y un cambio en mi vida cotidiana. Aquí, además de los conocimientos, se nos transmiten valores como la solidaridad, la ayuda mutua, la tolerancia… Esto me permitirá ordenar mi vida en familia y en la sociedad».

Risnata

«Los alumnos pueden continuar en su medio habitual, lo que permite reforzar las amistades que se han ido forjando en el primer ciclo. Por otra parte, los profesores ya conocen a los alumnos y el trabajo puede rendir más. La entrega del personal, la seriedad en el trabajo y la disciplina contribuyen a hacer del centro un establecimiento de referencia para los padres que desean que sus hijos puedan continuar sus estudios hasta llegar a la universidad».

Sra. Mandé, madre de una alumna

Entrecosturas
Uruguay

El proyecto Entrecosturas contribuye a mejorar la calidad de vida de mujeres jefas de hogar en situación de vulnerabilidad económica y social, y mujeres que sufren situaciones de violencia doméstica en la zona Oeste de Montevideo. Las mujeres han encontrado espacios que no habían experimentado; se propusieron un abanico de posibilidades: cobertura de cuidados, servicios de salud, atención específica a diferentes problemáticas particulares. Ellas han evaluado el proceso de forma muy positiva, quedando con ganas de más y con herramientas para la búsqueda de soluciones, con conocimientos de las redes y servicios territoriales. Tienen muchas ganas, se les presenta un desafío muy importante y amplio, porque, nunca han tenido ni ésta, ni otras oportunidades por su condición.

– 31 –

L'intégration de témoignages répond très probablement à une volonté d'intégrer une dimension humaine face à l'abstraction (Nos Aldás, 2007 : 297) et à la succession de chiffres et de données techniques, ainsi qu'à celle de faire figurer dans le rapport des voix qui ne sont pas celle de l'organisation, c'est-à-dire un discours autre que celui des puissants (Breeze, 2015 : 22). En réalité, outre les photographies qui peuplent les rapports, ces témoignages constituent la seule rencontre directe entre les bénéficiaires des actions de l'ONG et les lecteurs du document, la seule occasion où ils s'expriment à la première personne (certes, au profit de l'image de l'organisation). En ce sens, dans la mesure où les stratégies du témoignage et du zoom sont généralement utilisées comme preuve des résultats positifs des actions de l'ONG, il est intéressant de noter leur similarité observable avec les « *success stories* » ou « récits de succès », si chers au discours de l'entreprise et de la motivation.

Le choix parmi ces différentes formulations, ou la combinaison de plusieurs d'entre elles pour la description des projets, peut être le résultat d'une décision réfléchie ou, au contraire, de la reproduction par inertie de pratiques traditionnelles, mais il a sans aucun doute un effet sur les destinataires. Ainsi, par exemple, une approche essentiellement quantitative attire l'attention sur les résultats obtenus par l'ONGD, alors qu'une perspective plus explicative peut jouer un rôle dans la sensibilisation aux réalités du Sud et dans la mobilisation des lecteurs.

3.3.3. Présentation d'autres actions

À côté des actions réalisées dans le Sud – celles qui correspondent, comme nous l'avons signalé, à la coopération internationale proprement dite –, la plupart des rapports rendent également compte des actions réalisées dans le Nord. L'une des modalités récurrentes pour présenter ces contenus est l'agenda d'activités, constitué d'une séquence de textes brefs, généralement organisés chronologiquement au long de l'année, accompagné d'une galerie photographique. Ainsi, sous une rubrique qui porte souvent l'intitulé « Actividades » (ou des variantes telles que « Eventos » ou « Acciones »), sont regroupés des événements hétérogènes (collectes de fonds, campagnes de sensibilisation, présence dans les média, activités de formation, publications, actions internes à l'organisation, etc.) correspondant à

des finalités qui ne sont pas toujours clarifiées ou différenciées, et qui ont pour seul lien le fait d'avoir lieu en Espagne.

[75] Agenda d'activités [IBO]

5 · NUESTRAS ACCIONES MES A MES

ENERO
› Empieza oficialmente el **proyecto REDIS IBO**, financiado por la Unión Europea, para promover el desarrollo del turismo sostenible en la isla.
› Fundación IBO establece su delegación en Galicia.

FEBRERO
› Nuestro equipo se reune con la Dirección Provincial de Cabo Delgado para constituir el **Comité de Gestión de la Fortaleza de São João Baptista**.

MARZO
› Primera fase de realización del **Centro Botánico-Didactico**, con un área de cultivo y una zona para las actividades de educación ambiental.

ABRIL
› Seguimos con las actividades de educación y sensibilización del **proyecto SEMENTE IBO**, para asegurar la protección de los derechos de las mujeres, promoviendo acciones comunitarias y mejorar las relaciones sociales, la educación sexual y la equidad de género en Ibo.

MAYO
› Inauguramos la **exposición COLORES PARA IBO** gracias a la colaboración del artista Ina Color, con el fin de recaudar fondos para nuestro Centro de Apoyo Nutricional.

JUNIO
› En el Día Mundial de África, lanzamos en las redes sociales la **campaña** *"Consigue tu Capulana"* como homenaje a uno de los símbolos más importantes de la cultura mozambiqueña y para nuevos socios con un regalo especial.
› Celebramos el **Día Mundial da Criança** en el Centro de Apoyo Nutricional con diferentes actividades creativas con los niños y en paralelo con una sesión informativa con los padres sobre los derechos infantiles.
› Daniel Peluffo, se une a nuestro equipo en terreno, como nuevo coordinador temporal.

[MEMORIA DE ACTIVIDADES 2017] [12]

JULIO
› Se inauguraron los **cursos trimestral en nuestra Escuela de Oficios** contando con la presencia de Luis Álvarez, presidente de Fundación IBO y de la directora Ana Mandala.
› María Eugénia Vilella Nebot presenta su tesis doctoral que evalúa el efecto de un programa educativo de las mujeres para mejorar el estado nutricional de los niños en Ibo.

AGOSTO
› Empieza el nuevo **curso teórico-práctico de cocina** impartido por José Amorim da Costa. Durante las clases los participantes aprenden nuevas técnicas de preparación y experimentan nuevos platos con producto locales.

SEPTIEMBRE
› Empieza la **formación de Género y Emprendedurismo.** El curso es fruto de la colaboración con la **UPF** y está dirigido a mujeres que desean iniciar sus pequeños negocios locales y quieren desarrollar sus competencias.
› Presentamos el video realizado por Albert Navarro durante la **Feria de "Saúde, Mulher e Género"**.

OCTUBRE
› Rafael González, llega a Ibo como coordinador de la Fundación.
› Celebramos el **Día Mundial del Turismo Sostenible** en la Fortaleza de Ibo, con la participación activa de toda la población.

NOVIEMBRE
› Lanzamos la **campaña navideña** *"Regala Educación"* en las redes sociales. A cambio de un regalo solidario, los donantes apoyan los programas de formación en Ibo.
› Celebramos el **Día Internacional contra la Violencia de Género**, con actividades de sensibilización impulsadas por el grupo de activistas del proyecto de género.

DICIEMBRE
› Fundación IBO participa en el sorteo de la **Lotería de Navidad**. La recaudación de las participaciones vendidas se destina íntegramente a financiar los proyectos en curso.
› Acto de **entrega de los certificados** a los alumnos de la Escuela de Oficios.

[13]

D'autre part, un nombre relativement important de rapports contiennent une rubrique spécifique, séparée de l'agenda d'activités, consacrée à présenter les actions de sensibilisation et/ou d'Éducation au Développement (EAD) comme des sphères d'activité à part entière, témoignant ainsi de l'importance particulière accordée à cette dimension par l'ONG responsable du document, soit dans son action effective, soit dans sa stratégie de communication, ou dans les deux. Malgré cela, on peut observer une disparité de conceptions à cet égard entre les différents rapports. En premier lieu, on constate l'utilisation de désignations diverses qui évoquent de façon plus ou moins claire les actions de transformation dans le Nord. Outre les deux formulations classiques, « sensibilización » et « Educación para el Desarrollo » (dont les frontières semblent tout de même floues), nous retrouvons, entre autres « Educación para la Ciudadanía Global » ou « EPCG » (AMYCOS, SOLIDINTAN), « transformación social » (ENTRECULT, MEDICUSMUN), « incidencia social » (SED, AYUDEMOS), « acción solidaria » (CESAL), « construcción de ciudadanía » (MEDICUSMUN), « movilización » (SOLIDINTAN) ou « educación para la paz » (MPDL). Les modalités d'action mises en place dans ces domaines reçoivent également des désignations variées, contrairement à l'omniprésence du « proyecto » pour les actions dans le Sud : « actividades », « acciones », « iniciativas », « campañas » ou encore « proyectos ».

Le degré de développement de ce contenu par rapport à celui correspondant aux interventions dans le Sud est également très variable d'un document à l'autre. Dans certains

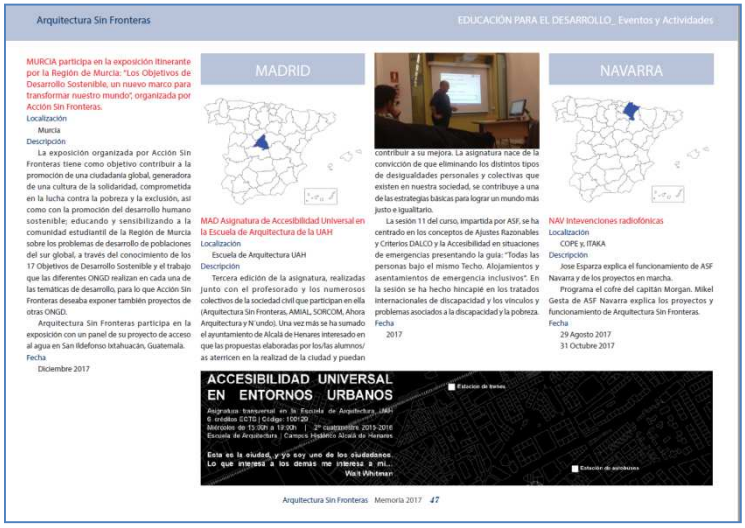
cas, ce contenu est mis en relief grâce aux intitulés mais mélangé dans la pratique à toute sorte d'activités, comme nous pouvons le constater dans les deux exemples suivants :

[76] Actions de transformation : Agenda d'activités et sensibilisation [AMIGOSOL / MISIONAM]

Or généralement cette sphère d'activité possède, comme nous l'avons dit, sa propre identité dans le rapport. Parfois, il s'agit d'une information complémentaire au noyau informatif focalisé sur les actions de coopération, qui prend la forme d'un agenda bref d'activités (exemple [77]) ou d'une variante de celui-ci consistant à présenter avec un certain détail les actions menées par les délégations territoriales des grandes ONG (exemple [78]).

[77] Actions de transformation : Rubrique « Actividades de sensibilización » [COPADE]

[78] Actions de transformation : Rubrique « Agenda de délegaciones » [ASFES]



Arquitectura Sin Fronteras

EDUCACIÓN PARA EL DESARROLLO_ Eventos y Actividades

MURCIA participa en la exposición itinerante por la Región de Murcia: "Los Objetivos de Desarrollo Sostenible, un nuevo marco para transformar nuestro mundo", organizada por Acción Sin Fronteras.

Localización

Murcia

Descripción

La exposición organizada por Acción Sin Fronteras tiene como objetivo contribuir a la promoción de una ciudadanía global, generadora de una cultura de la solidaridad, comprometida en la lucha contra la pobreza y la exclusión, así como con la promoción del desarrollo humano sostenible; educando y sensibilizando a la comunidad estudiantil de la Región de Murcia sobre los problemas de desarrollo de poblaciones del sur global, a través del conocimiento de los 17 Objetivos de Desarrollo Sostenible y el trabajo que las diferentes ONGD realizan en cada una de las temáticas de desarrollo, para lo que Acción Sin Fronteras deseaba exponer también proyectos de otras ONGD.

Arquitectura Sin Fronteras participa en la exposición con un panel de su proyecto de acceso al agua en San Ildefonso Ixtahuacán, Guatemala.

Fecha

Diciembre 2017

MADRID

MAD Asignatura de Accesibilidad Universal en la Escuela de Arquitectura de la UAH

Localización

Escuela de Arquitectura UAH

Descripción

Tercera edición de la asignatura, realizadas junto con el profesorado y los numerosos colectivos de la sociedad civil que participan en ella (Arquitectura Sin Fronteras, AMIAL, SORCOM, Ahora Arquitectura y N'undo). Una vez más se ha sumado el ayuntamiento de Alcalá de Henares interesado en que las propuestas elaboradas por los/las alumnos/as atiendan en la realizad de la ciudad y puedan contribuir a su mejora. La asignatura nace de la convicción de que eliminando los distintos tipos de desigualdades personales y colectivas que existen en nuestra sociedad, se contribuye a una de las estrategias básicas para lograr un mundo más justo e igualitario.

La sesión 11 del curso, impartida por ASF, se ha centrado en los conceptos de Ajustes Razonables y Criterios DALCO y la Accesibilidad en situaciones de emergencias presentando la guía: "Todas las personas bajo el mismo Techo. Alojamientos y asentamientos de emergencia inclusivos". En la sesión se ha hecho hincapié en los tratados Internacionales de discapacidad y los vínculos y problemas asociados a la discapacidad y la pobreza.

Fecha

2017

NAVARRA

NAV Intervenciones radiofónicas

Localización

COPE y, ITAKA

Descripción

Jose Esparza explica el funcionamiento de ASF Navarra y de los proyectos en marcha.

Programa el cofre del capitán Morgan. Mikel Gesta de ASF Navarra explica los proyectos y funcionamiento de Arquitectura Sin Fronteras.

Fecha

29 Agosto 2017

31 Octubre 2017

ACCESIBILIDAD UNIVERSAL EN ENTORNOS URBANOS

Asignatura trasversal en la Escuela de Arquitectura UAH
6 créditos ECTS | Código: 100129
Miércoles de 13:00h a 19:00h | 2º cuatrimestre 2015-2016
Escuela de Arquitectura | Campus Histórico Alcalá de Henares

Esta es la ciudad, y yo soy uno de los ciudadanos. Lo que interesa a los demás me interesa a mí...
Walt Whitman

Estación de trenes

Estación de autobuses

Arquitectura Sin Fronteras Memoria 2017 47

Dans d'autres cas, cette rubrique est soigneusement développée, avec deux modalités de présentation privilégiées. D'une part, certains rapports présentent une sorte d'agenda d'activités évolué : il s'agit d'un dossier complet s'étendant sur plusieurs pages qui énonce les principes de l'ONG en ce qui concerne la sensibilisation et/ou d'EAD et qui précise ensuite le contenu des activités, avec profusion d'images et de ressources visuelles.

[79] Actions de transformation : Dossier [VIDES]

Educación para el Desarrollo y Sensibilización social

La campaña de 2017, centrada en Guatemala, pretende mejorar las condiciones de vida, empoderar y proteger los derechos humanos de la población más vulnerable, trabajando con infancia indígena qeqchi y con adolescentes y jóvenes campesinos y campesinas de zonas rurales

Campaña Solidaria: Escuelas rurales y educación radiofónica

Fomento del voluntariado y del asociacionismo

Stands divulgativos y charlas

18 EDUCACIÓN PARA EL DESARROLLO Y SENSIBILIZACIÓN SOCIAL

MEMORIA DE ACTIVIDADES 2017 VIDES 19

EDUCACIÓN PARA EL DESARROLLO

¿QUÉ ES LA EpD PARA SED?

La Educación para el Desarrollo (EpD) es uno de los principales objetivos de la ONGD SED ya que la entendemos como una de las herramientas claves para la transformación social.

Vista como proceso, consideramos la EpD necesaria para un cambio de estructuras, ya que en un mundo interdependiente, no puede haber un cambio real y efectivo en el Sur si antes no hay un cambio en las poblaciones del Norte.

CAMPAÑA 2017-18

'La verdadera felicidad no cuesta dinero' es el lema de la campaña de la ONGD SED que arrancó en 2017 y que se prolonga hasta junio de 2018. Con esta nueva campaña queremos recordar que existen otras formas de vivir y disfrutar de nuestro tiempo libre que ahondan en valores como el respeto, la solidaridad, la convivencia y el cuidado de la naturaleza.

LA VERDADERA FELICIDAD NO CUESTA DINERO

APROVECHA TU TIEMPO LIBRE PARA LO QUE IMPORTA

En las campañas realizadas en los últimos años hemos visto cómo los derechos de millones de personas se vulneran por efecto de nuestras decisiones de consumo. Por eso, tu decimos: 'Aprovecha tu tiempo libre para lo que importa. Ganas tú, gana el planeta y ganamos todos y todas'.

Las Unidades Didácticas correspondientes a esta campaña se pueden consultar en: www.aulased.org

FAMILIA SOLIDARIA SED

Durante 2017 SED llevó a cabo una campaña de Sensibilización dirigida al alumnado de Infantil y Primer Ciclo de Primaria de los centros educativos maristas, a través del uso de varios materiales educativos y la realización de actividades en el aula se fomentó la participación de las familias de los niños y las niñas en los proyectos de SED.

La campaña con el nombre de 'Familia Solidaria' pretendía acercar a los más pequeños las diferentes realidades existentes en alguno de los países en los que trabajamos. Kenia, Guatemala, Zambia, India, Bolivia con la intención de trabajar a través del Juego conceptos como la diversidad cultural o el Derecho a la Protección y la Identidad.

EDUCACIÓN PARA EL DESARROLLO

La campaña se realizó durante todo el curso escolar, realizando actividades en días y momentos especiales. Se repartieron memorys y barajas de cartas de la Familia Solidaria, que el alumnado pudo llevar a su casa para compartir con sus familias. Posteriormente, se realizó un trabajo en las aulas coincidiendo con el Día Internacional de la No Violencia Escolar y de la Paz en el que se insistió en la utilidad del compromiso solidario.

El alumnado conoció las opiniones de algunos niños y profesores beneficiarios de nuestros proyectos, sobre el trabajo de SED a través de cartas que ellos mismos mandaron. Posteriormente pudieron llevarse a casa estas cartas recibidas.

Entendieron que nuestro compromiso solidario tiene nombre y comprobaron cuál es el efecto de la solidaridad: niños y niñas que pueden asistir al colegio, aulas y lotrinas construidas...gracias a la colaboración de personas solidarias como ellos.

Los niños y niñas dibujaron sus familias solidarias y compartieron con el resto de la clase los dibujos, realizando un gran mural de la solidaridad.

La campaña 'Familia Solidaria' sigue activa a día de hoy y se realizará durante este curso escolar con los alumnos y alumnas de Infantil de nueva incorporación.

MINI GUARDIANES DE LOS DERECHOS

En 2017 continuamos trabajando en la sensibilización con el alumnado de Infantil. En este sentido, lanzamos los 'Mini Guardianes de los Derechos': 12 personajes con los que acercar al alumnado de Infantil y primer ciclo de Primaria el trabajo de SED en la defensa de los Derechos de los niños y niñas.

Con motivo de la celebración del Día Universal de los Derechos de la Infancia-20 de noviembre- presentamos los materiales de Educación para el Desarrollo elaborados para este día dando a conocer a tres de estos personajes: Babel, Amanix y Capitán Solidario. Con ellos, el alumnado aprendió lo que significa el derecho a la Identidad, la Protección, la Igualdad o el Juego.

Mediante un puzzla-cuento colaborativo realizado en las aulas, se presentó a los más pequeños el trabajo que desarrolla SED en la Defensa de los Derechos de la Infancia y se promovieron valores como la tolerancia o la solidaridad.

EDUCACIÓN PARA EL DESARROLLO

PROYECTOS FINANCIADOS

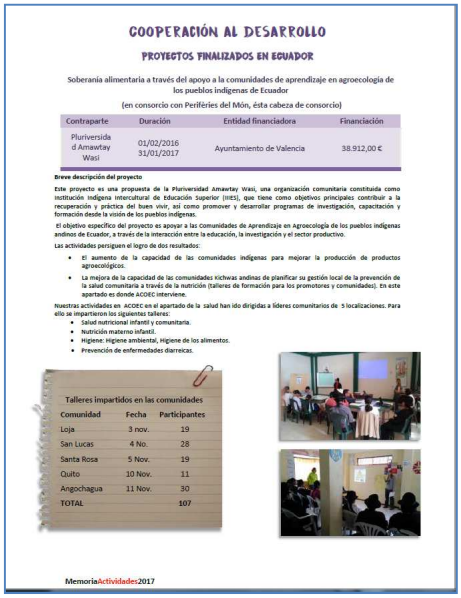
La siguiente tabla muestra los proyectos de Educación para el Desarrollo aprobados por entidades públicas y privadas en las respectivas convocatorias de 2017. En esta listado no aparecen los proyectos de EpD financiados con fondos propios.

Código	Proyecto	Población Destinataria	Subvención Concedida	Financiador
I5-ES-172	Transformar la realidad educando. Navarra.	6.019 miembros de la comunidad educativa (3370 menores)	29.810 €	Gob. Navarra
M5-ES-173	Cuentos de dos continentes: en camino en San José del Valle. Cádiz.	108 menores	2.500 €	Dip. Cádiz
C5-ES-163	Consumo Responsable: Consumo Justo. Burgos.	3.080 miembros de la comunidad educativa (1080 menores)	7.583 €	Ayto. Burgos
I5-ES-181	La verdadera felicidad no cuesta dinero. Azuqueca de Henares.	518 miembros de la comunidad educativa (463 menores)	2.856 €	Ayto. Azuqueca de Henares
I5-ES-183	Campaña de Consumo Responsable: La verdadera felicidad no cuesta dinero. Guadalajara.	785 miembros de la comunidad educativa (697 menores)	2.528 €	Ayto. Guadalajara
R5-ES-164	Las tamborers hablan.	60.750 menores	16.000 €	Sociedad de Artistas e Intérpretes-Fundación Sgae
I5-ES-175	Pangea. Transformant el Món. Barcelona.	329 miembros de la comunidad educativa (314 menores)	8.600 €	Ayto. Barcelona
I5-ES-181	Pangea: Transformant el Món. Lleida.	96 menores	879 €	Ayto. Lleida
I5-ES-174	Pangea: Transformant el Món. Girona.	96 menores	1.983 €	Ayto. Girona

Cette modalité traduit une volonté claire de mettre en avant les activités de transformation mais aussi, peut-être, un besoin de définir et d'établir les contours d'une ligne d'action qui n'est pas tout à fait consolidée dans le secteur.

La deuxième modalité consiste à présenter les actions sous la dénomination de « projets », parfois à travers des fiches formellement identiques à celles qui synthétisent les interventions dans le Sud (exemple [80]), ce qui suggère que cette ligne est pleinement intégrée dans la stratégie opérative de l'ONG en question.

[80] Actions de transformation : Fiches de projet [ACOEC]



COOPERACIÓN AL DESARROLLO

PROYECTOS FINALIZADOS EN ECUADOR

Soberanía alimentaria a través del apoyo a la comunidades de aprendizaje en agroecologia de los pueblos indígenas de Ecuador

(en consorcio con Periféries del Món, ésta cabeza de consorcio)

Contraparte	Duración	Entidad financiadora	Financiación
Pluriversidad Amawtay Wasi	01/02/2016 31/01/2017	Ayuntamiento de Valencia	38.912,00 €

Breve descripción del proyecto

Este proyecto es una propuesta de la Pluriversidad Amawtay Wasi, una organización comunitaria constituida como institución indígena intercultural de Educación Superior (IIES), que tiene como objetivos principales contribuir a la recuperación y práctica del buen vivir, así como promover y desarrollar programas de investigación, capacitación y formación desde la visión de los pueblos indígenas.

El objetivo específico del proyecto es apoyar a las comunidades de Aprendizaje en Agroecología de los pueblos indígenas andinos de Ecuador, a través de la interacción entre la educación, la investigación y el sector productivo.

Las actividades persiguen el logro de dos resultados:

- El aumento de la capacidad de las comunidades indígenas para mejorar la producción de productos agroecológicos.
- La mejora de la capacidad de las comunidades kichwas andinas de planificar su gestión local de la prevención de la salud comunitaria a través de la nutrición (talleres de formación para los promotores y comunidades). En este apartado es donde ACOEC interviene.

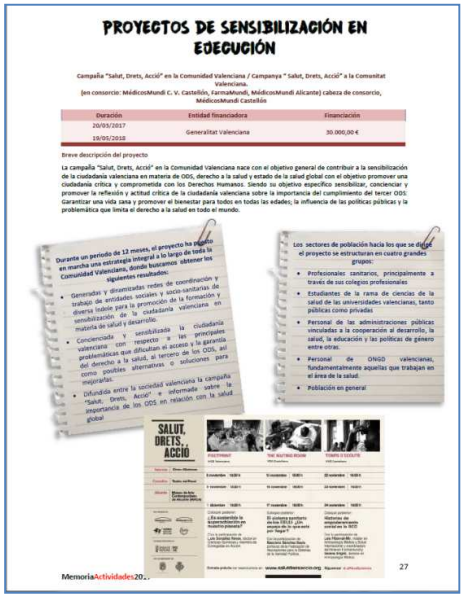
Nuestras actividades en ACOEC en el apartado de la salud han ido dirigidas a líderes comunitarios de 5 localizaciones. Para ello se impartieron los siguientes talleres:

- Salud nutricional infantil y comunitaria.
- Nutrición materno infantil.
- Higiene: Higiene ambiental, Higiene de los alimentos.
- Prevención de enfermedades diarreicas.

Talleres impartidos en las comunidades

Comunidad	Fecha	Participantes
Loja	3 nov.	19
San Lucas	4 No.	28
Santa Rosa	5 Nov.	19
Quito	10 Nov.	11
Angochagua	11 Nov.	30
TOTAL		107

MemoriaActividades2017



PROYECTOS DE SENSIBILIZACIÓN EN EJECUCIÓN

Campaña "Salut, Drets, Acció" en la Comunidad Valenciana / Campanya " Salut, Drets, Acció" a la Comunitat Valenciana.

(en consorcio: MédicosMundi C. V. Castellón, FarmaMundi, MédicosMundi Alicante) cabeza de consorcio, MédicosMundi Castellón

Duración	Entidad financiadora	Financiación
20/03/2017 19/03/2018	Generalitat Valenciana	30.000,00 €

Breve descripción del proyecto

La campaña "Salut, Drets, Acció" en la Comunidad Valenciana nace con el objetivo general de contribuir a la sensibilización de la ciudadanía valenciana en materia de ODG, derecho a la salud y estado de la salud global con el objetivo promover una ciudadanía crítica y comprometida con los Derechos Humanos. Siendo su objetivo específico sensibilizar, concienciar y promover la reflexión y actitud crítica de la ciudadanía valenciana sobre la importancia del cumplimiento del tercer ODS: Garantizar una vida sana y promover el bienestar para todos en todas las edades; la influencia de las políticas públicas y la problemática que limita el derecho a la salud en todo el mundo.

Durante un periodo de 12 meses, el proyecto ha estado en marcha una estrategia integral a lo largo de toda la Comunidad Valenciana, donde buscamos obtener los siguientes resultados:

- Generadas y dinamizadas redes de coordinación y trabajo de entidades sociales y socio-sanitarias de diversa índole para la promoción de la formación y sensibilización de la ciudadanía valenciana en materia de salud y desarrollo.
- Concienciada y sensibilizada la ciudadanía valenciana con respecto a las principales problemáticas que dificultan el acceso a la garantía del derecho a la salud, al tercero de los ODS, así como posibles alternativas o soluciones para mejorarlas.
- Difundida entre la sociedad valenciana la campaña "Salut, Drets, Acció" e informada sobre la importancia de los ODS en relación con la salud global

Los sectores de población hacia los que se dirige el proyecto se estructuran en cuatro grandes grupos:

- Profesionales: sanitarios, principalmente a través de sus colegios profesionales
- Estudiantes de la rama de ciencias de la salud de las universidades valencianas, tanto públicas como privadas
- Personal de las administraciones públicas vinculadas a la cooperación al desarrollo, la salud, la educación y las políticas de género entre otras.
- Personal de ONGD valencianas, fundamentalmente aquellas que trabajan en el área de la salud.
- Población en general

SALUT, DRETS, ACCIÓ

MemoriaActividades20...

La sphère de la transformation bénéficie dans les exemples ci-dessus d'un statut indépendant qui renforce son importance parmi les activités de l'ONG.

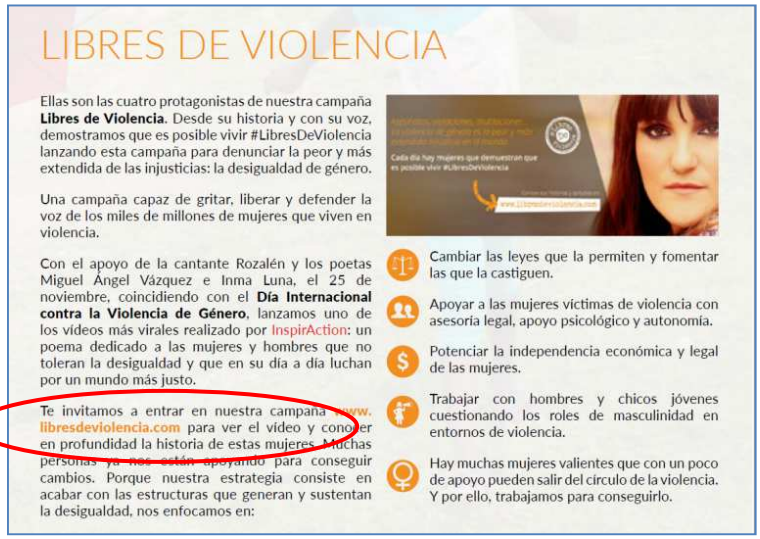
Les actions de sensibilisation se présentent aussi parfois sous forme de campagnes, en reproduisant partiellement le contenu verbal et visuel original. Dans l'exemple ci-dessous, nous pouvons observer la combinaison entre le texte explicatif, rédigé intentionnellement pour être intégré dans le rapport, et le texte propre à la campagne (voir surlignage en rouge dans l'illustration). Ce qui est remarquable dans cette modalité, c'est son potentiel performatif. La campagne est présentée à des fins informatives mais en même temps diffusée à travers la rubrique qui lui est consacrée.

[81] Actions de transformation : Campagnes [EDUCO]

Source : MEM.17.EDUCO

Grâce à cet effet, les destinataires du rapport (interpellés parfois directement, exemple [82]) deviennent les destinataires des messages de dénonciation et d'invitation à la mobilisation.

[82] Campagnes et invitation à l'action [INTERACT]



Une dernière observation en ce qui concerne les actions dans le Nord a trait à l'indéfinition de la notion d'« incidencia », qui est par ailleurs peu présente dans les intitulés des rubriques du corpus. À grands traits, les rapports semblent établir une différence entre « incidencia »/« incidencia social », qui peut être assimilée à la sensibilisation et à d'autres lignes d'action proches (exemple [83]), et « incidencia política », qui correspond au sens strict de « plaidoyer » (ou « advocacy » en anglais), généralement présenté sous forme de campagnes (exemple [84]), avec le même effet performatif que nous venons de souligner.

[83] Actions de transformation : Rubrique « Incidencia social » [RINALDI]

[84] Actions de transformation : Rubrique « Incidencia política » [JUSTIALIM]

Si l'on compare le traitement accordé aux différentes sphères d'activité dans les rapports, l'impression globale est que la notion de « coopération » dans le Sud à travers les modalités

classiques des programmes/projets est très consolidée dans le secteur, d'où l'utilisation de modalités de présentation plus ou moins conventionnalisées, comme les fiches de projet, de pays ou de programme, et d'une terminologie très unifiée, alors que le travail dans le Nord n'est pas tout à fait clarifié, ce qui est rendu visible par la disparité de critères entre les différents rapports quant au traitement discursif à lui accorder, ainsi que par les divergences terminologiques observables.

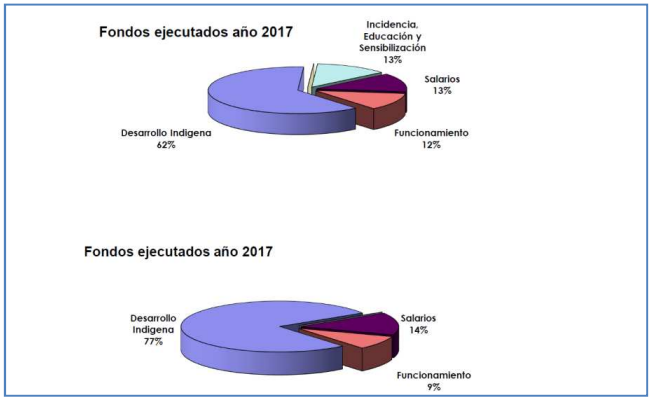
Or, cette variété par rapport aux actions de transformation à long terme témoigne également, à notre avis, de la complexité de la tâche et de la multiplicité de perspectives qui permettent de l'approcher. À cet égard, elle peut être également due à l'absence d'un cadre contraignant comme celui qui s'impose aux interventions conventionnelles dans le Sud, dont la conception et la formulation doivent suivre des consignes strictes pour obtenir le financement nécessaire à leur mise en place ou une évaluation positive ultérieure. En ce sens, les ONG se montrent plus libres et plus créatives dans la conception de leurs initiatives de transformation sociale.

3.4. Gestion des fonds

3.4.1. Quantification des ressources

Les rapports rendent compte enfin des ressources économiques dont l'organisation dispose, présentées dans une optique essentiellement quantitative à travers des graphiques ou des infographies signalant l'origine des fonds (pourcentages de contribution des collaborateurs institutionnels et privés, individuels et collectifs, etc.) et leur destination (par secteurs, par pays, etc.), ce qui permet de faire preuve en même temps de solvabilité et de transparence.

[85] Graphiques de gestion des fonds [ALMACIGA]

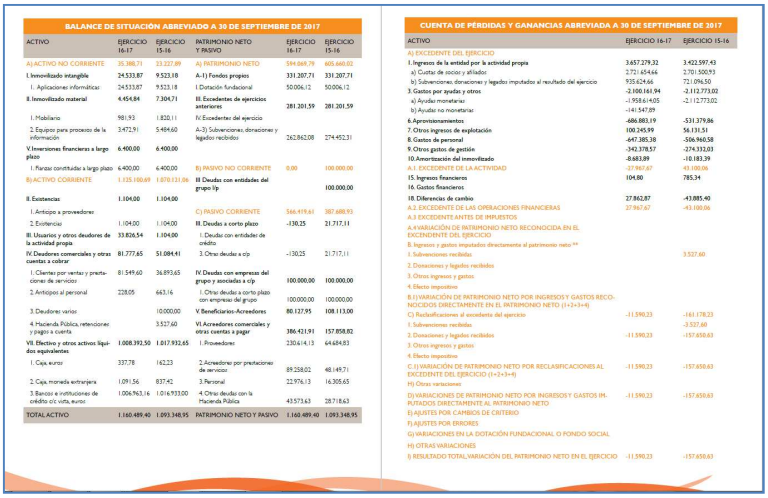


Ces ressources synthétisent et reformulent les chiffres complexes produits par les responsables économiques de l'organisation afin de les rendre lisibles par le grand public.

3.4.2. Attestation des bonnes pratiques

Outre les graphiques synthétiques, tout un ensemble de moyens sont déployés pour prouver la gestion correcte des fonds et faire preuve de transparence. En premier lieu, un grand nombre de rapports présentent les tableaux intégraux des comptes annuels (exemple [86]). L'intérêt est de présenter les documents bruts, tels qu'ils ont été produits par les spécialistes du domaine au sein de l'ONG, non « manipulés » à des fins communicatives (comme c'est le cas des graphiques) ; ces tableaux représentent donc l'expression maximale de la transparence informative et de l'exhaustivité.

[86] Comptes annuels [WORLD]



BALANCE DE SITUACIÓN ABREVIADO A 30 DE SEPTIEMBRE DE 2017

ACTIVO	EJERCICIO 16-17	EJERCICIO 15-16	PATRIMONIO NETO Y PASIVO	EJERCICIO 16-17	EJERCICIO 15-16
A) ACTIVO NO CORRIENTE	35.388,71	23.227,89	A) PATRIMONIO NETO	594.069,79	605.660,02
I. Inmovilizado intangible	24.533,87	9.523,18	A-1) Fondos propios	331.207,71	331.207,71
I. Aplicaciones informáticas	24.533,87	9.523,18	I. Dotación fundacional	50.006,12	50.006,12
II. Inmovilizado material	4.454,84	7.304,71	III. Excedentes de ejercicios anteriores	281.201,59	281.201,59
I. Mobiliario	981,93	1.820,11	IV. Excedentes del ejercicio		
2. Equipos para procesos de la información	3.472,91	5.484,60	A-3) Subvenciones, donaciones y legados recibidos	262.862,08	274.452,31
V. Inversiones financieras a largo plazo	6.400,00	6.400,00			
I. Fianzas constituidas a largo plazo	6.400,00	6.400,00	B) PASIVO NO CORRIENTE	0,00	100.000,00
B) ACTIVO CORRIENTE	1.125.100,69	1.070.121,06	III Deudas con entidades del grupo l/p		100.000,00
II. Existencias	1.104,00	1.104,00			
1. Anticipo a proveedores			C) PASIVO CORRIENTE	566.419,61	387.688,93
2. Existencias	1.104,00	1.104,00	III. Deudas a corto plazo	-130,25	21.717,11
III. Usuarios y otros deudores de la actividad propia	33.826,54	1.104,00	1. Deudas con entidades de crédito		
IV. Deudores comerciales y otras cuentas a cobrar	81.777,65	51.084,41	3. Otras deudas a c/p	-130,25	21.717,11
1. Clientes por ventas y prestaciones de servicios	81.549,60	36.893,65	IV. Deudas con empresas del grupo y asociadas a c/p	100.000,00	100.000,00
2. Anticipos al personal	228,05	663,16	1. Otras deudas a corto plazo con empresas del grupo	100.000,00	100.000,00
3. Deudores varios		10.000,00	V. Beneficiarios-Acreedores	80.127,95	108.113,00
4. Hacienda Pública, retenciones y pagos a cuenta		3.527,60	VI. Acreedores comerciales y otras cuentas a pagar	386.421,91	157.858,82
VII. Efectivo y otros activos líquidos equivalentes	1.008.392,50	1.017.932,65	1. Proveedores	230.614,13	64.684,83
1. Caja, euros	337,78	162,23	2. Acreedores por prestaciones de servicios	89.258,02	48.149,71
2. Caja, moneda extranjera	1.091,56	837,42	3. Personal	22.976,13	16.305,65
3. Bancos e instituciones de crédito c/c vista, euros	1.006.963,16	1.016.933,00	4. Otras deudas con la Hacienda Pública	43.573,63	28.718,63
TOTAL ACTIVO	1.160.489,40	1.093.348,95	PATRIMONIO NETO Y PASIVO	1.160.489,40	1.093.348,95

CUENTA DE PÉRDIDAS Y GANANCIAS ABREVIADA A 30 DE SEPTIEMBRE DE 2017

ACTIVO	EJERCICIO 16-17	EJERCICIO 15-16
A) EXCEDENTE DEL EJERCICIO		
1. Ingresos de la entidad por la actividad propia	3.657.279,32	3.422.597,43
a) Cuotas de socios y afiliados	2.721.454,66	2.701.500,93
b) Subvenciones, donaciones y legados imputados al resultado del ejercicio	935.824,66	721.096,50
3. Gastos por ayudas y otros	-2.100.161,94	-2.112.773,02
a) Ayudas monetarias	-1.958.614,05	-2.112.773,02
b) Ayudas no monetarias	-141.547,89	
6. Aprovisionamientos	-686.883,19	-531.379,86
7. Otros ingresos de explotación	100.245,99	56.131,51
8. Gastos de personal	-647.385,38	-506.960,58
9. Otros gastos de gestión	-342.378,57	-274.332,03
10. Amortización del inmovilizado	-8.683,89	-10.183,39
A.1 EXCEDENTE DE LA ACTIVIDAD	-27.867,67	43.100,06
15. Ingresos financieros	104,80	785,34
16. Gastos financieros		
18. Diferencias de cambio	27.862,87	-43.885,40
A.2 EXCEDENTE DE LAS OPERACIONES FINANCIERAS	27.967,67	-43.100,06
A.3 EXCEDENTE ANTES DE IMPUESTOS		
A.4 VARIACIÓN DE PATRIMONIO NETO RECONOCIDA EN EL EXCEDENTE DEL EJERCICIO		
B. Ingresos y gastos imputados directamente al patrimonio neto **		
1. Subvenciones recibidas		3.527,60
2. Donaciones y legados recibidos		
3. Otros ingresos y gastos		
4. Efecto impositivo		
B.1) VARIACIÓN DE PATRIMONIO NETO POR INGRESOS Y GASTOS RECONOCIDOS DIRECTAMENTE EN EL PATRIMONIO NETO (1+2+3+4)		
C) Reclasificaciones al excedente del ejercicio	-11.590,23	-161.178,23
1. Subvenciones recibidas		-3.527,60
2. Donaciones y legados recibidos	-11.590,23	-157.650,63
3. Otros ingresos y gastos		
4. Efecto impositivo		
C.1) VARIACIÓN DE PATRIMONIO NETO POR RECLASIFICACIONES AL EXCEDENTE DEL EJERCICIO (1+2+3+4)	-11.590,23	-157.650,63
H) Otras variaciones		
D) VARIACIONES DE PATRIMONIO NETO POR INGRESOS Y GASTOS IMPUTADOS DIRECTAMENTE AL PATRIMONIO NETO	-11.590,23	-157.650,63
E) AJUSTES POR CAMBIOS DE CRITERIO		
F) AJUSTES POR ERRORES		
G) VARIACIONES EN LA DOTACIÓN FUNDACIONAL O FONDO SOCIAL		
H) OTRAS VARIACIONES		
I) RESULTADO TOTAL,VARIACIÓN DEL PATRIMONIO NETO EN EL EJERCICIO	-11.590,23	-157.650,63

En deuxième lieu, les bonnes pratiques sont attestées dans les rapports à travers des preuves externes d'évaluation et d'accréditation, qui effacent tout doute éventuel sur une quelconque manipulation des chiffres par l'organisation. Ainsi, le rapport d'audit, émis par une agence externe de contrôle, est très souvent reproduit littéralement, parfois directement scanné, avec visualisation de la signature de l'expert (exemple [87]). D'autre part, les rapports exhibent, comme nous l'avons déjà signalé, les labels de bonnes pratiques qui ont été accordés par les organes du secteur à l'organisation en question, très souvent en lien avec le bilan financier de l'année (exemple [88]).

[87] Rapport d'audit scanné [MUNDO]

PGR ASOCIADOS

Francisco Pedraz González
C/ Velázquez 15, 1º D
28001 MADRID
Tfno.: 639 581 640

e-mail: pgr@pgrasociados.es
Nº ROAC: 23352

INFORME DE AUDITORÍA DE CUENTAS ANUALES ABREVIADAS EMITIDO POR UN AUDITOR INDEPENDIENTE

A la Asamblea General de la **ASOCIACIÓN MUNDO COOPERANTE**, por encargo de la Junta Directiva:

He auditado las cuentas anuales abreviadas de la **ASOCIACIÓN MUNDO COOPERANTE** (la Entidad), que comprenden el balance abreviado a 31 de diciembre de 2017, la cuenta de resultados abreviada y la memoria abreviada correspondientes al ejercicio terminado en dicha fecha.

En mi opinión, las cuentas anuales abreviadas adjuntas expresan, en todos los aspectos significativos, la imagen fiel del patrimonio y de la situación financiera de la Entidad a 31 de diciembre de 2017, así como de sus resultados correspondientes al ejercicio anual terminado en dicha fecha, de conformidad con el marco normativo de información financiera que resulta de aplicación (que se identifica en la Nota 2 de la memoria abreviada adjunta) y, en particular, con los principios y criterios contables contenidos en el mismo.

Me comunico con la Junta Directiva de la entidad en relación con, entre otras cuestiones, el alcance y el momento de realización de la auditoría planificados y los hallazgos significativos de la auditoría, así como cualquier deficiencia significativa del control interno que identificamos en el transcurso de la auditoría.

Entre los riesgos significativos que han sido objeto de comunicación a la Junta Directiva de la entidad, determino los que han sido de la mayor significatividad en la auditoría de las cuentas anuales abreviadas del periodo actual y que son, en consecuencia, los riesgos considerados más significativos.

Describo esos riesgos en mi informe de auditoría salvo que las disposiciones legales o reglamentarias prohiban revelar públicamente la cuestión.

AUDITORES

Francisco Pedraz González
Inscrito en el ROAC Nº 23352

21 de septiembre de 2018

3 de 3
Informe de Auditoría Independiente de Cuentas Anuales Abreviadas correspondiente al ejercicio terminado el 31 de diciembre de 2017 de
ASOCIACIÓN MUNDO COOPERANTE

[88] Exhibition des labels de bonnes pratiques [MPDL]

NUESTRAS CUENTAS

Como organización que trabaja con la ciudadanía y el conjunto de entidades públicas y privadas de nuestra sociedad, nos mueve una firme voluntad de transparencia en nuestro trabajo. Por eso, contamos con numerosos instrumentos de control que avalan la rigurosidad de nuestra gestión. Además, nuestras puertas están abiertas a todas aquellas personas interesadas en conocer con más detalle nuestras actividades.

CONTROL FINANCIERO INTERNO

Por otro lado, a nivel interno el Movimiento por la Paz dispone de un exhaustivo sistema de auditoría interna permanente que garantiza en todo momento una gestión eficiente y transparente de los fondos recibidos.

CONTROL FINANCIERO EXTERNO

Como asociación receptora de subvenciones públicas y privadas, nos sometemos a permanentes auditorías que examinan la calidad de la gestión de los fondos recibidos. En 2017, realizamos y superamos con éxito más de 50 auditorías de proyectos, además de una auditoría general de las cuentas de la organización.

Organismos Públicos Nacionales 10.186.035 €
Organismos Públicos Internacionales 523.668 €
Entidades Privadas Nacionales 205.152,65 €
Entidades Privadas Internacionales 96.164 €
Otros Ingresos 140.561 €

Total: 11.151.581 €

TRANSPARENCIA Y BUEN GOBIERNO

Nuestra organización es evaluada por la Herramienta de Transparencia y Buen Gobierno de la Coordinadora de ONGD – España. La certificación obtenida, con vigencia hasta finales del 2018, avala nuestro compromiso con la transparencia en la gestión, así como nuestra voluntad de rendir cuentas ante todas las entidades que financian nuestras actividades, ante la ciudadanía en general.

Estructura General: 56.627 €

Proyectos Internacionales: 4.092.664 €
América Latina: 1.002.940 €
África: 2.568.249 €
Oriente Próximo: 492.882 €

Proyectos de Acción Social en España: 6.805.517,89 €
Migración: 5.595.410 €
Inserción Sociolaboral: 593.857 €
Educación y Sensibilización: 472.951 €
Desarrollo Comunitario: 62.146 €

Proyectos Movilización social: 195.774 €

Total: 11.151.581 €

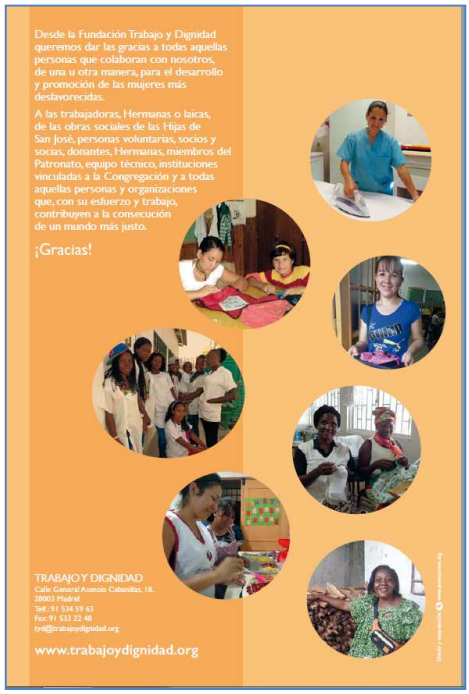
Comme nous pouvons le constater dans l'exemple ci-dessus, la section destinée à la gestion des fonds est en quelque sorte fusionnée avec celles consacrées à présenter l'identité et les références de l'organisation, en les relayant dans la construction d'une image favorable de celle-ci.

3.5. Clôture

3.5.1. Remerciements

Un nombre considérable de rapports se clôt sur des remerciements, adressés ou non à des destinataires spécifiques, en guise de conclusion à ce qui a été exposé au long du document. La rubrique des remerciements joue un rôle essentiel dans la construction de la communauté et dans la consolidation de la base sociale, dont le travail est publiquement reconnu, mais également dans la logique argumentative destinée à persuader les lecteurs de l'importance de leur soutien.

[89] Rubrique « Agradecimientos » [TIERRAHOM / TRABDIG / SETEMMAD]



3.5.2. Projection sur l'avenir

Dans certains cas, les ONG présentent les lignes d'action envisagées pour l'année suivante, soit dans le cadre de leur « Plan stratégique », soit à travers des tableaux synthétiques des projets approuvés.

[90] Projection sur l'avenir : Plan stratégique [BALMS]

11 ESTRATEGIA 2018-2020

PRIORIDADES ESTRATÉGICAS

- Promover acciones de mejora de la calidad de vida de cada niño y niña en situación de desprotección, mediante la propuesta y gestión sostenible de proyectos de Cooperación Internacional que garanticen el respecto de los derechos de la infancia.

- Fortalecer nuestra estructura institucional y organizativa a través de una gestión eficaz y transparente.

- Aumentar y diversificar nuestra base social (personas e instituciones) asegurando la sostenibilidad económica.

- Mejorar nuestra estructura de comunicación interna y externa aumentando la visibilidad de nuestro trabajo tanto en nuestro país como aquellos en los que trabajamos.

- Consolidar las acciones de educación al desarrollo y de sensibilización como vías de lucha contra la situación de vulnerabilidad de la infancia en el mundo.

EJES ESTRATÉGICOS

1. INTERVENCIONES DE COOPERACIÓN INTERNACIONAL AL DESARROLLO.
2. SENSIBILIZACIÓN, PARTICIPACIÓN Y EDUCACIÓN AL DESARROLLO.
3. SOSTENIBILIDAD ECONÓMICA Y SISTEMA DE RENDICIÓN DE CUENTAS Y BUEN GOBIERNO.
4. COMUNICACIÓN INTERNA Y EXTERNA.

[91] Projection sur l'avenir : Projets approuvés [AIDA]

Proyectos aprobados en 2017

Proyecto	País	Importe	Financiador
Acceso a servicios sanitarios de atención primaria a la población más vulnerable de la zona periurbana de Bissau	Guinea Bissau	200.000 €	FUNDACIÓN PROBITAS
Campaña cirugía pediátrica 2017	Guinea Bissau	15.300 €	I premios solidarios ICOMC
Promoción de los Derechos Económicos y Sociales de mujeres campesinas en la zona Sur de Kolda	Senegal	192.491 €	Junta de Castilla y León
Mejora de la Seguridad Alimentaria en la línea transfronteriza entre Guinea-Bissau y Senegal a través de un modelo integrador de huertas comunitarias y acuicultura gestionado por mujeres campesinas	Senegal	228.369 €	Xunta de Galicia
Introducción de tecnología solar en una red de huertas comunitarias gestionadas por mujeres en Kolda	Senegal	27.164 €	Ayuntamiento de Segovia
Introducción de tecnología solar en una red de huertas comunitarias gestionadas por mujeres en Kolda	Senegal	28.720 €	Ayuntamiento de Santander
Reducción de la vulnerabilidad de las personas refugiadas a causa del conflicto sirio y de la población de acogida en el Líbano, priorizando a las personas que precisan de una atención especial	Líbano	81.916 €	Xunta de Galicia Ayuda Humanitaria

Proyecto	País	Importe	Financiador
Mejora del acceso al registro civil a través de sensibilización, acompañamiento e incidencia, Chefchaouen	Marruecos	225.470 €	AECID
Valorización de productos hortofrutícolas de una red de campesinas a través de su conservación, transformación y comercialización en Kolda	Senegal	196.607 €	AECID
Tejiendo una nueva vida. Servicios de protección y creación de empleo para mujeres víctimas de violencia en la provincia de Chefchaouen	Marruecos	318.983,8 €	Generalitat Valenciana
Mejora de la seguridad alimentaria de los distritos de Dioulacolon y Mampatim a través de la consolidación de la cadena de valor de los productos locales de manera sostenible	Senegal	744.614,6 €	Generalitat Valenciana
Tejiendo una nueva vida. Servicios de protección y creación de empleo para mujeres víctimas de violencia de género en la provincia de Chefchaouen	Marruecos	338.315 €	Ayuntamiento de Madrid
Promoción de los derechos de los menores en contacto con la ley y en situación de vulnerabilidad, a través de la mejorea de su acompañamiento en la reinserción socioprofesional y familiar	Marruecos	314.847,5 €	Union Europea
Tatreez, bordando un futuro mejor	Líbano	27.550 USD	Australian Embassy
Mejora de las condiciones de vida de las personas refugiadas sirias y libanesas con discapacidades y enfermedades crónicas	Líbano	50.723 €	Comunidad de Madrid

Cette projection prend dans d'autres cas la forme d'une rubrique consacrée à expliciter les « défis » de l'organisation, présentée en quelque sorte comme le résultat d'une réflexion interne à l'organisation et d'un processus d'autoévaluation.

[92] Projection sur l'avenir : Défis [NUESTROS]

Retos 2018

El último trimestre del año 2018 estuvo marcado por el terremoto de México, que causó serios destrozos en el país y también en las casas de NPH México de Miacatlán y Cuernavaca. Afortunadamente, los niños y el personal de NPH México no sufrieron daños, pero muchos edificios, entre ellos, las escuelas de primaria y secundaria, quedaron seriamente dañados. Así pues, uno de los retos del año 2018 será reconstruir estas escuelas a las que asisten los niños de NPH y de la comunidad.

Otro gran reto para el 2018 es fomentar la inclusión social de los colectivos más desfavorecidos a través de nuestros programas sociales comunitarios. En Haití, donde atendemos a más de 1.000.000 de personas de la comunidad, hemos iniciado la construcción de dos grandes espacios deportivos, en Tabarre y Cité Soleil, para dos colectivos con alto riesgo de exclusión social: 1-) personas con necesidades especiales tratadas en el centro de día Kay St. Germain y 2-) jóvenes del barrio de Cité Soleil, uno de los más pobres y peligrosos del mundo. La construcción de las dos instalaciones deportivas culminará en el año 2018 con la inauguración de las mismas por parte del Director de la Fundación NPH.

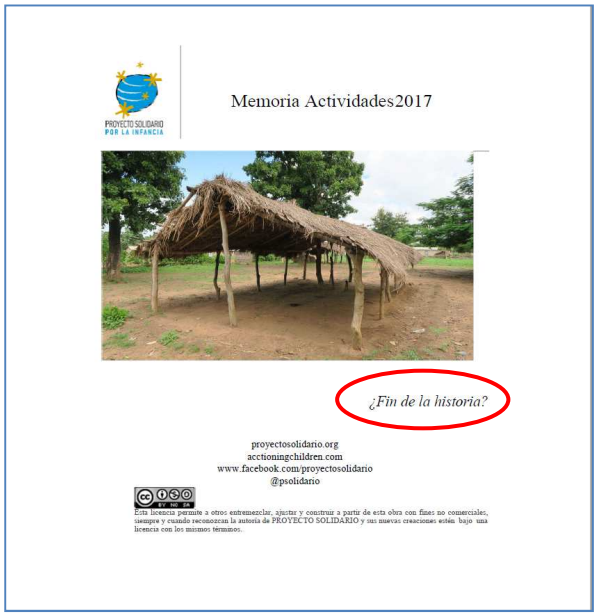
El espacio deportivo que se construirá en Cité Soleil permitirá practicar deporte y sensibilizar en salud a personas con discapacidad, y recibirá acreditación por parte de los Especial Olympic Games de Haití, para poder organizar campeonatos nacionales e internacionales. La nueva instalación deportiva levantada en Cité Soleil mejorará la convivencia e inclusión social de los jóvenes del barrio, como alternativa a la violencia callejera y marginación. También los jóvenes de Cité Soleil recibirán formación en salud, nutrición, igualdad de género, medio ambiente, valores y respeto a la comunidad.

Con estos dos ambiciosos proyectos, la Fundación NPH extiende su compromiso a la comunidad haitiana más vulnerable y desamparada.

La projection sur l'avenir est loin d'être un contenu central du genre, à la différence des rapports des entreprises commerciales qui, eux, se doivent de fournir des prévisions sur l'année suivante en vue d'obtenir le soutien financier qu'ils ont pour but d'encourager. Malgré tout, dans le cas des ONG, cette pratique, lorsqu'elle est présente, semble également s'orienter vers la préservation du soutien déjà disponible ou vers son élargissement sur la base de la planification de projets.

Des regards prospectifs plus subtils (adages, questions rhétoriques, etc.) situés à la fin du document servent à aligner la pensée des lecteurs avec les principes et la mission de l'ONG en question, à les engager dans son projet, comme nous pouvons l'entrevoir dans les exemples suivants.

[93] Regard prospectif [PROYECSOL / SODEPAZ]



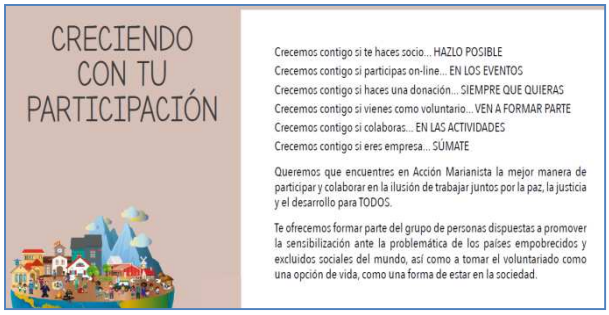
Source : MEM.17.PROYECSOL et MEM.17.SODEPAZ

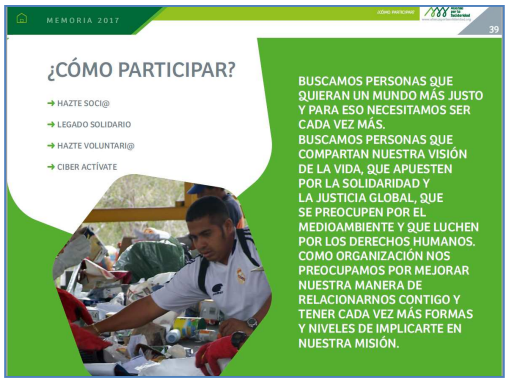
3.5.3. Invitation à l'action

Bon nombre de rapports se terminent, comme nous l'avons déjà signalé, par un message directement adressé aux destinataires du rapport, qui prend généralement la forme d'une exhortation explicite à la participation plus ou moins engagée dans l'activité de l'organisation

(collaboration économique, inscription en tant que bénévole, diffusion d'informations sur l'ONG, etc.).

[94] Invitation à la participation [ACCIONMAR / ALIANXSOL]



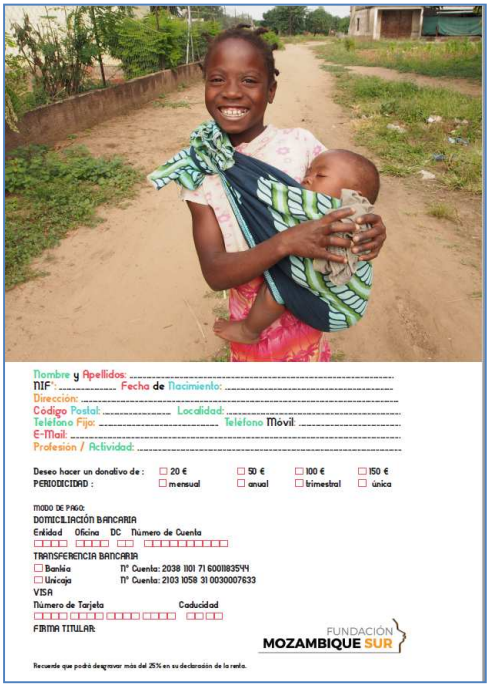


Seul un rapport, celui d'AIETI, semble aller un peu au-delà de l'organisation elle-même et invite ses lecteurs à adopter d'autres engagements orientés vers la transformation (« Participa para transformar el mundo »).

[95] Promotion de la transformation [AIETI]

Parfois la seule voie de participation proposée est la collaboration financière, au moyen d'un bulletin d'adhésion et/ou de donation occupant souvent en entier la 4ème de couverture.

[96] Bulletin de collaboration [MOZAMB]


Nombre y Apellidos: .....
NIF: ..... Fecha de Nacimiento: .....
Dirección: .....
Código Postal: ..... Localidad: .....
Teléfono Fijo: ..... Teléfono Móvil: .....
E-Mail: .....
Profesión / Actividad: .....

Deseo hacer un donativo de : ☐ 20 € ☐ 50 € ☐ 100 € ☐ 150 €
PERIODICIDAD : ☐ mensual ☐ anual ☐ trimestral ☐ única

MODO DE PAGO:
DOMICILIACIÓN BANCARIA
Entidad Oficina DC Número de Cuenta
TRANSFERENCIA BANCARIA
☐ Bankia Nº Cuenta: 2038 1101 71 6001183544
☐ Unicaja Nº Cuenta: 2103 1058 31 0030007633
VISA
Número de Tarjeta Caducidad
FIRMA TITULAR:

FUNDACIÓN MOZAMBIQUE SUR

Recuerde que podrá desgravar más del 25% en su declaración de la renta.

Outre ces formulations directes, beaucoup d'autres traces de cette invitation peuvent être relevées au long du texte, notamment dans les sections destinées à reconnaitre la contribution des collaborateurs, traces que seule une analyse textuelle spécifique permettrait de relever de façon appropriée. Par exemple, nous avons déjà signalé la promotion du bénévolat à travers des sections spécifiques. En tout cas, le types de réponses attendues de la part des destinataires des rapports sont, comme nous le voyons, différents selon les ONG, et rendent compte de conceptions variées du rôle de la société civile dans la transformation de la société. Malgré tout, les invitations plus ou moins explicites que nous avons répertoriées vont essentiellement dans la ligne de la mobilisation citoyenne par l'adhésion (morale ou matérielle) à l'organisation, ce qui est tout à fait cohérent avec les finalités essentielles du genre.

4. Le rapport annuel comme macro-genre

La signification globale du rapport est ainsi construite à travers une séquence de textes relativement autonomes mais interdépendants, ce qui fait de lui un macro-genre, tel qu'il a été défini par García Izquierdo et Monzó Nebot (2003 : 88). Parmi les mécanismes que nous venons de répertorier, certains sont reconnaissables comme faisant typiquement partie des

rapports annuels, et peuvent être caractérisés comme les ressources discursives de base du genre. Le tableau suivant précise leur fréquence d'utilisation dans le corpus :

Tableau 38. Ressources discursives de base

RESSOURCE	QTÉ.	%
Fiche de projets / de pays	107	67%
Lettre de présentation	98	61%
Graphique origine et destination des fonds	85	53%
Tableau comptes annuels	78	49%
Galerie illustrée activités	67	42%
Remerciements	56	35%
« Quiénes somos »	54	34%
Déclaration « Misión Visión Valores »	47	29%
Invitation à la collaboration	45	28%
Tableau synthétique projets	40	25%
Rapport audit (scanné ou reproduit)	27	17%

Source : Élaboration propre

Comme nous le voyons, le contenu central des rapports, à savoir la description des projets réalisés, est généralement présentée sous forme de fiches illustrées (qui permettent de trouver un équilibre entre synthèse et détail) et, dans une moindre mesure, de tableaux synthétiques. La description de l'ONG se fait très souvent à travers deux rubriques également présentes sur le site web, « Quiénes somos » et « MVV », qui jouent un rôle central dans la construction d'une image positive de l'organisation et la consolidation de sa présence sociale. L'information sur la gestion de fonds adopte deux formes essentielles : la présentation technique des données (tableau de comptes annuels et rapport d'audit), comme signe de transparence, et la reformulation au moyen de graphiques pour la rendre accessible à un public large. Les voies par lesquelles l'organisation s'adresse à ses destinataires sont principalement la lettre de présentation, qui facilite et oriente la lecture du rapport, les remerciements et les invitations à la collaboration (adhésion, donation, bénévolat, etc.), ce qui situe le rapport complexe dans le domaine de la pratique des relations publiques et, plus particulièrement, dans la stratégie de consolidation et d'élargissement de la base sociale de l'organisation.

Parmi ces modalités expressives, une distinction est à opérer entre les textes qui ont été spécifiquement rédigés en vue de l'élaboration du rapport, sous forme de sections ou rubriques, fiches, listes ou tableaux, entre autres, et les textes qui, ayant été produits dans d'autres contextes et à d'autres fins, sont intégrés au document, comme c'est le cas des

bilans annuels, du rapport d'audit ou du bulletin d'adhésion. Une deuxième distinction, étroitement liée à la première, existe entre les textes dont le responsable énonciatif est l'ONGD elle-même, c'est-à-dire ceux qui représentent la voix de l'organisation, et ceux qui proviennent d'un énonciateur particulier, généralement désigné par son nom et par son rôle dans l'activité. Ainsi, la lettre de présentation est généralement signée par le président de l'ONGD, ce qui fait d'elle la voix institutionnelle, les témoignages intègrent les paroles des collaborateurs du Nord (bénévoles, parrains, sponsors...) et des communautés du Sud (bénéficiaires des projets, filleuls...), et le rapport d'audit est produit par un agent externe, investi d'une autorité largement reconnue, qui rend compte des bonnes pratiques de l'organisation par rapport à la gestion des fonds. Lorsqu'ils sont présents, ces éléments s'insèrent comme les pièces du puzzle qu'est le rapport complexe de diffusion, caractérisé ainsi par sa nature polyphonique et intertextuelle.

Formellement, le rapport présente une structure duale, similaire à celle identifiée dans les rapports produits par les entreprises commerciales et destinée à accomplir un double objectif d'information et de persuasion (Breeze, 2015 : 87 ; Hyland, 2005 : 73). Ainsi, des sections techniques, orientées vers la transparence de l'information et à dominante quantitative (fiches de projets, table de comptes annuels, etc.) coexistent avec d'autres, focalisées sur le qualitatif, destinées à persuader les lecteurs des qualités de l'ONG responsable du document, de l'importance de la cause et/ou du besoin d'une réponse de leur part. Comme l'affirment Kohut et Segard (1992 : 8), ces segments – qu'ils appellent « narratifs » – sont le résultat de décisions corporatives relevant d'intérêts communicatifs. La combinaison entre discours informatif et discours promotionnel sur un même « espace discursif » a pour effet, comme l'explique Bhatia (2017 : 91-92), de les mettre sur le même plan de crédibilité, au moyen d'un processus de recontextualisation. Cette dualité est également perceptible dans l'utilisation, tout au long du document et sans distinction de sections, de stratégies multimodales d'autopromotion (Breeze, 2015 : 88) : images « de marque », format « magazine », soulignement et affichage de données, etc. En quelque sorte, ces ressources viennent s'ajouter au squelette du rapport informatif né dans le cadre de la transparence ascendante pour constituer un instrument des relations publiques des organisations. C'est le résultat d'un processus de colonisation du discours de la transparence par le discours promotionnel (Bhatia, [2004] 2014 : 66).

L'utilisation de ressources variées permet de construire un document qui peut être lu par chacune des parties prenantes en fonction de ses intérêts particuliers. Le rapport est ainsi un véhicule en même temps de communication ascendante et spécialisée (à l'égard des organismes de contrôle et d'évaluation), descendante (de l'organisation vers sa base) et horizontale (à visée externe) (Cassany, 2004 : 51-52). D'autre part, cette construction en « collage », cette succession de « capsules informatives », où par ailleurs les images portent très souvent le poids de la transmission du message, est propre à la communication audiovisuelle, dans laquelle, comme l'explique Boix (2007 : 84), « flash par flash, image par image, rythme par rhytme, choc émotionnel par choc émotionnel, une cohérence cumulative se construit et influence la croyance ».

5. Pratiques divergentes

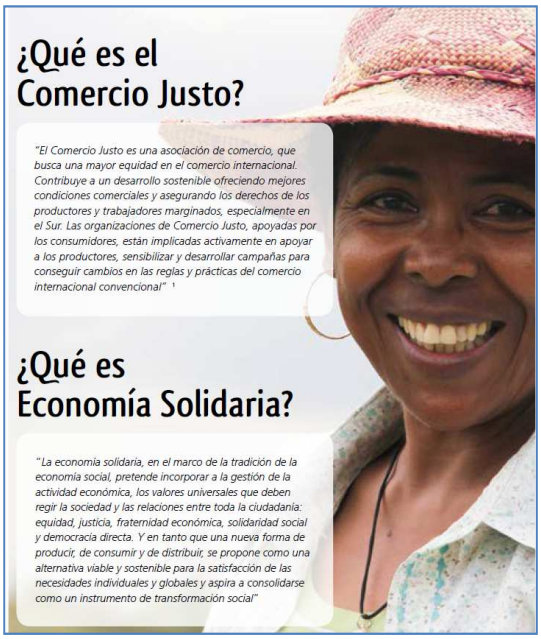
Une fois que nous avons répertorié les éléments constituant l'identité du rapport annuel, à savoir ceux qui, comme le signalent Coutinho et Miranda (2009 : 40), représentent la dimension normative du genre, nous allons montrer quelques pratiques divergentes (« centrifuges », dans la terminologie de ces auteurs), qui sont la marque du principe d'innovation. En raison des limitations imposées par notre cadre de travail, nous allons focaliser cette présentation sur les pratiques liées à la hiérarchisation des contenus, qui sont parmi les plus saillantes.

Nous avons déjà vu que les trois contenus essentiels du rapport se positionnent stratégiquement au début, au milieu et à la fin du document, et que les contenus facultatifs sont déplaçables et viennent en quelque sorte accompagner et compléter les premiers. Les variations par rapport à cette structure classique sont éloquentes. En particulier, il est intéressant de noter les cas exceptionnels où la description de la cause précède la présentation de l'ONG. C'est le cas notamment des rapports des ONG Huauquipura et Ideas (exemple [97]), dont les premières pages – généralement consacrées, comme nous l'avons signalé, à l'identité de l'ONG –, accueillent au contraire des textes explicatifs relativement longs qui précèdent les rubriques conventionnelles et qui sont destinés à expliquer le ou les domaines d'action des organisations.

[97] Mise en avant de la cause : Antéposition [IDEAS / HUAUQUI]

Par ailleurs, la description de la cause dans ces deux rapports occupe un espace considérable, ce qui montre une intentionnalité explicative divergeant des pratiques habituelles identifiées.

[98] Mise en avant de la cause : Explication détaillée (IDEAS, HUAUQUI)



Deux autres rapports, INFANFRON et SODEPAZ, qui présentent des conceptions visuelles très éloignées entre elles, partagent une autre pratique peu fréquente : ils consacrent la quasi-totalité de leur espace à décrire leurs actions dans une perspective qualitative, à travers des

textes longs destinés à éveiller l'intérêt sur la cause, sans mention explicite à l'ONG et avec une utilisation minimale des chiffres.

[99] Description qualitative des actions [INFANFRON / SODEPAZ]

Infancia sin fronteras — Memoria de Actividades 2017 - Infancia Sin Fronteras

HAMBRE CERO

Creciendo de la mano

Tras la apertura de un nuevo comedor en la comunidad andina de Tarwachapi, el programa de seguridad alimentaria que Infancia sin Fronteras desarrolla en el norte del Departamento de Potosí (Bolivia) beneficia ya a un total de 530 niños y niñas. Este programa arrancó en 2001 y desde entonces ha funcionado de manera ininterrumpida, siempre en estrecha colaboración con Voluntarios al Servicio de los Demás (VOSERDEM), nuestro socio local. En mayo de 2017, a petición de la Dirección Distrital de Educación del Municipio de Sacaca, se incluyó dentro de la red de unidades educativas beneficiarias a la comunidad rural de Tarwachapi, a cuya escuela asisten un total de 134 alumnos y alumnas de preescolar y primaria.

El Municipio de Sacaca se encuentra a una altitud media de 3.990 metros sobre el nivel del mar y sometido a unas condiciones climáticas extremas. Altamente incomunicado, su población sobrevive gracias a una agricultura y economía de subsistencia que no logra sacarles de una situación de extrema pobreza. A día de hoy, el programa ofrece un menú diario al total de la población escolar de las comunidades quechuas de Layupampa, Qhea Qhea y San Luis; así como a las comunidades aymaras de Kachuma y Tarwachapi. Un menú que, empleando productos locales y de mercados próximos (Cochabamba), garantiza la ingesta de proteínas y micronutrientes que estos más de quinientos niños y niñas necesitan para ir cada día al colegio y crecer con una sonrisa en sus caritas.

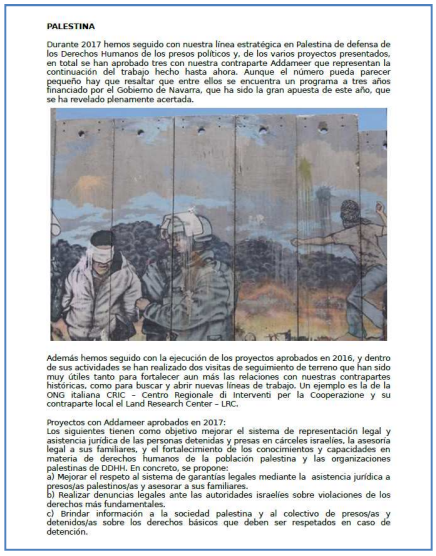
ENTIDADES COLABORADORAS — Ayuntamiento de Pozoblanco

SODePAZ

Índice

Introducción
Cooperación al Desarrollo
Desarrollo Tecnológico
Comercio Justo y Economía Solidaria
Viajes Turismo Solidario
Sedes Sociales
Área de Saberes
Sensibilización

2 Memoria SODePAZ 2017



PALESTINA

Durante 2017 hemos seguido con nuestra línea estratégica en Palestina de defensa de los Derechos Humanos de los presos políticos y, de los varios proyectos presentados, en total se han aprobado tres con nuestra contraparte Addameer que representan la continuación del trabajo hecho hasta ahora. Aunque el número pueda parecer pequeño hay que resaltar que entre ellos se encuentra un programa a tres años financiado por el Gobierno de Navarra, que ha sido la gran apuesta de este año, que se ha revelado plenamente acertada.

Además hemos seguido con la ejecución de los proyectos aprobados en 2016, y dentro de sus actividades se han realizado dos visitas de seguimiento de terreno que han sido muy útiles tanto para fortalecer aun más las relaciones con nuestras contrapartes históricas, como para buscar y abrir nuevas líneas de trabajo. Un ejemplo es la de la ONG italiana CRIC – Centro Regionale di Interventi per la Cooperazione y su contraparte local el Land Research Center – LRC.

Proyectos con Addameer aprobados en 2017:
Los siguientes tienen como objetivo mejorar el sistema de representación legal y asistencia jurídica de las personas detenidas y presas en cárceles israelíes, la asesoría legal a sus familiares, y el fortalecimiento de los conocimientos y capacidades en materia de derechos humanos de la población palestina y las organizaciones palestinas de DDHH. En concreto, se propone:
a) Mejorar el respeto al sistema de garantías legales mediante la asistencia jurídica a presos/as palestinos/as y asesorar a sus familiares.
b) Realizar denuncias legales ante las autoridades israelíes sobre violaciones de los derechos más fundamentales.
c) Brindar información a la sociedad palestina y al colectivo de presos/as y detenidos/as sobre los derechos básicos que deben ser respetados en caso de detención.

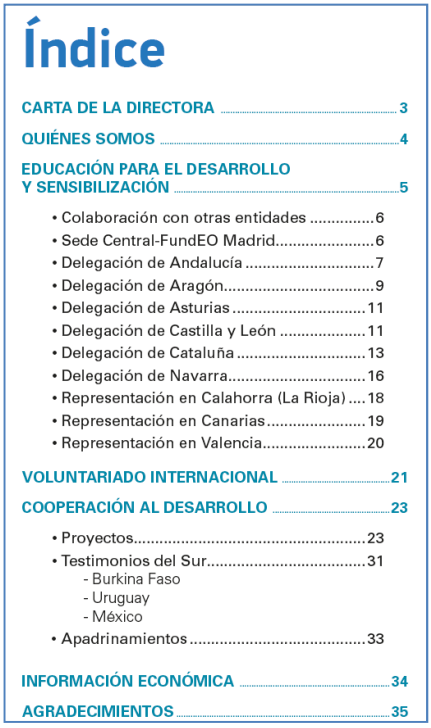
Ces pratiques, qui transgressent les conventions du genre, consistent en fin de compte à caractériser l'ONG, non pas par ses traits internes (mission, équipe, réseau, références, etc.), comme le schéma classique semble en quelque sorte l'imposer, mais à travers la description détaillée des causes qu'elle promeut. Le fait d'accorder une place importante à la description détaillée de leur cause peut être considéré comme étant le signe d'une conception du rapport comme instrument de sensibilisation. Ce n'est pas un hasard si les causes qui reçoivent une attention particulière sont celles qui exigent la participation directe des citoyens du Nord, telles que le commerce équitable (IDEAS, JUSTIALIM, TRABDIG), le tourisme durable (HUAUQUIPURA) ou le tourisme solidaire (SODEPAZ). Et, en sens inverse, les ONG qui

focalisent leurs efforts sur ces lignes d'action accordent également davantage d'importance à la sphère de la transformation dans le Nord, ce qui se reflète dans la construction logique de leurs rapports.

En ce même sens, un autre écart par rapport à la structure rhétorique conventionnelle du genre correspond à l'ordre de présentation des actions des ONG. Comme nous l'avons signalé, la rubrique consacrée aux actions dans le Sud est généralement placée avant celle destinée aux actions dans le Nord et apparait comme beaucoup plus structurée et développée que celle-ci. Malgré cela, il est tout aussi évident que l'Éducation au Développement est aujourd'hui installée dans l'agenda – ou au moins dans le discours – des ONG, puisqu'elle fait très souvent l'objet d'une rubrique spécifique dans les rapports et possède des codes discursifs partagés entre les rapports, comme nous l'avons montré plus haut. Ce qui est exceptionnel et, à notre avis, délibéré, c'est la pratique consistant à mettre en avant la rubrique consacrée aux actions de transformation (sensibilisations, EAD, plaidoyer, etc.). Cela se traduit par le fait de situer cette sphère d'activité au même niveau hiérarchique que celle de la coopération internationale (exemple [100]) ou de la mettre en valeur en la faisant apparaitre avant celle-ci dans l'ordre logique du rapport (exemple [101]).

[100] Coopération et EAD sur un même plan hiérarchique [AMANECER]

[101] Antéposition des actions de transformation [FUNDEO / JUSTIALI]



Índice

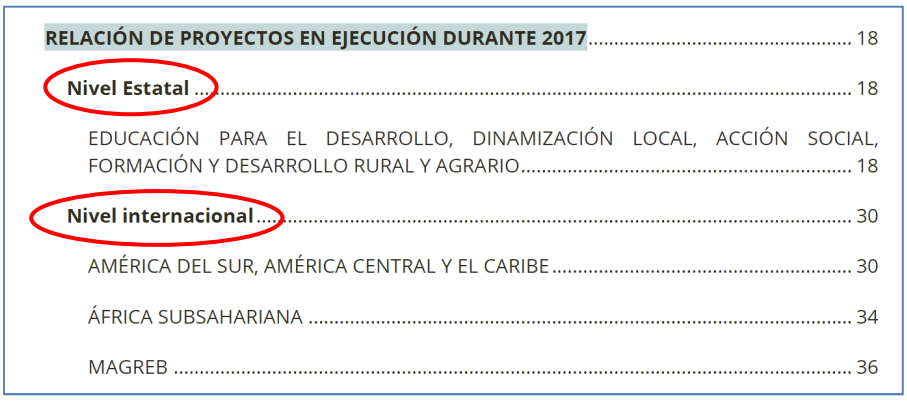
CARTA DE LA DIRECTORA 3
QUIÉNES SOMOS 4
EDUCACIÓN PARA EL DESARROLLO Y SENSIBILIZACIÓN 5
• Colaboración con otras entidades 6
• Sede Central-FundEO Madrid 6
• Delegación de Andalucía 7
• Delegación de Aragón 9
• Delegación de Asturias 11
• Delegación de Castilla y León 11
• Delegación de Cataluña 13
• Delegación de Navarra 16
• Representación en Calahorra (La Rioja) 18
• Representación en Canarias 19
• Representación en Valencia 20
VOLUNTARIADO INTERNACIONAL 21
COOPERACIÓN AL DESARROLLO 23
• Proyectos 23
• Testimonios del Sur 31
- Burkina Faso
- Uruguay
- México
• Apadrinamientos 33
INFORMACIÓN ECONÓMICA 34
AGRADECIMIENTOS 35

ÍNDICE

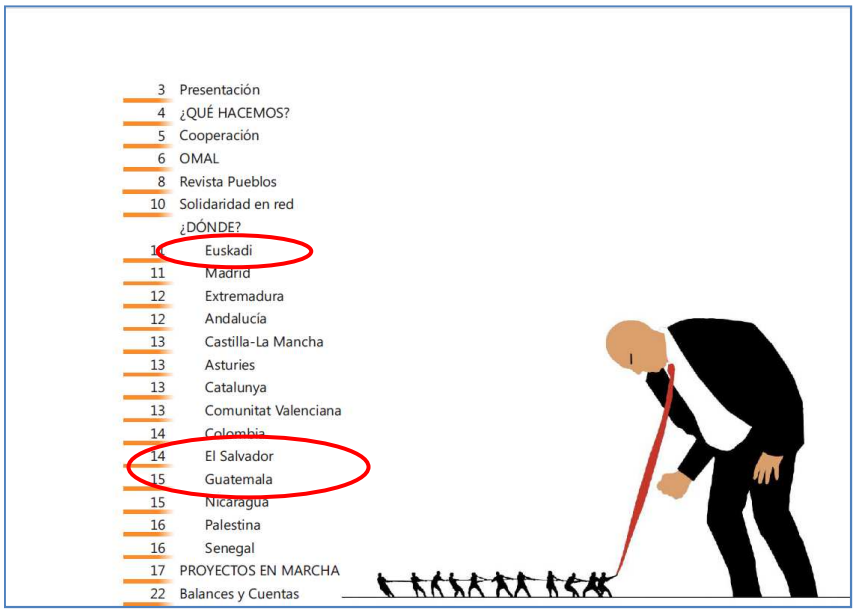
Carta de la Junta Directiva 3
Contexto: Principales tendencias en 2017 4
Justicia Alimentaria en acción 6
Educar para transformar 8
Campañas 10
Incidencia política 12
Acciones de sensibilización 14
Voluntariado 16
Alianzas 18
Alianzas en el Norte 18
Alianzas en el Sur 19
Acción internacional
Impulso de sistemas alimentarios locales 20
Empoderamiento de las mujeres 22
Defensa de las semillas nativas 24
Apoyo a defensores y defensoras 25
Transparencia y rendición de cuentas 26

Cet effort est également visible dans la pratique consistant à aligner les actions en Espagne et les actions dans le Sud par des moyens formels, à travers notamment les intitulés choisis et la présentation des rubriques, comme nous pouvons l'observer dans les rapports des ONG CERAI et Paz con Dignidad.

[102] Alignement des actions en Espagne et dans les Sud (CERAI / PAZDIGN)



RELACIÓN DE PROYECTOS EN EJECUCIÓN DURANTE 2017 18
Nivel Estatal 18
EDUCACIÓN PARA EL DESARROLLO, DINAMIZACIÓN LOCAL, ACCIÓN SOCIAL, FORMACIÓN Y DESARROLLO RURAL Y AGRARIO 18
Nivel internacional 30
AMÉRICA DEL SUR, AMÉRICA CENTRAL Y EL CARIBE 30
ÁFRICA SUBSAHARIANA 34
MAGREB 36



Malgré tout, l'antéposition des actions dans le Nord n'est pas nécessairement corrélée à l'importance effective accordée à ce contenu, qui est souvent réduite. Les rapports de Paz con Dignidad, Justicia Alimentaria, Inspiraction et Ideas, entre autres, montrent en revanche une forte cohérence entre la position attribuée à cette sphère parmi les premières sections du document et son degré de développement, en termes d'espace et d'exhaustivité informative. À titre d'exemple, IDEAS développe la présentation de cette sphère d'activité au moyen de six doubles pages comme celle présentée ci-dessous, soit plus du 70% de l'extension totale du rapport :

[103] Exhaustivité dans la description de la cause [IDEAS]

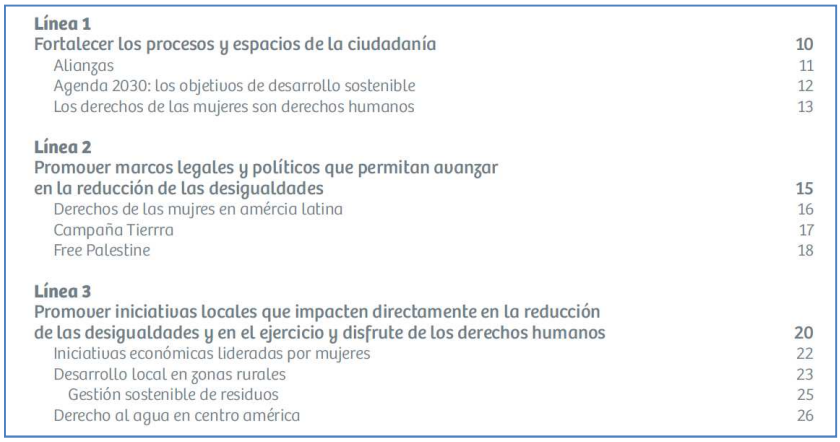
Par ailleurs, il semble exister une certaine correspondance entre l'importance attribuée dans le document à cette sphère de travail dans le Nord et l'utilisation de modalités créatives dans la présentation des interventions « classiques » dans le Sud. En effet, les textes de présentation des actions figurant dans ces rapports présentent un format similaire à celui des campagnes, où prédomine la composante narrative face à la présentation synthétique et quantitative, qui est réservée aux tableaux-résumés situés en fin de document.

[104] Présentation des actions et modalité narrative [JUSTIALIM, PAZDIG / INSPIRACT]

Source : MEM.17.JUSTIALIM, MEM.17.PAZDIG et MEM.17.INSPIRACT

Il est enfin intéressant de noter une pratique particulière, visible dans un nombre très réduit de rapports, qui consiste à présenter l'activité sous forme de lignes transversales d'action (extraites généralement du plan stratégique de l'organisation), avec des formulations qui ne marquent pas la différenciation Sud / Nord, mais qui soulignent plutôt l'interdépendance des stratégies. C'est le cas, entre autres, des ONG Alianza por la Solidaridad, AIETI et Intered.

[105] Lignes stratégiques et interdépendance Sud-Nord [ALIANXSOL / AIETI]



Línea 1
Fortalecer los procesos y espacios de la ciudadanía 10
Alianzas 11
Agenda 2030: los objetivos de desarrollo sostenible 12
Los derechos de las mujeres son derechos humanos 13

Línea 2
Promover marcos legales y políticos que permitan avanzar en la reducción de las desigualdades 15
Derechos de las mujres en amércia latina 16
Campaña Tierrra 17
Free Palestine 18

Línea 3
Promover iniciativas locales que impacten directamente en la reducción de las desigualdades y en el ejercicio y disfrute de los derechos humanos 20
Iniciativas económicas lideradas por mujeres 22
Desarrollo local en zonas rurales 23
Gestión sostenible de residuos 25
Derecho al agua en centro américa 26

ACCIONES 2017 POR ÁMBITOS ESTRATÉGICOS **14**

GOBERNABILIDAD DEMOCRÁTICA Y PARTICIPACIÓN DE UNA CIUDADANÍA ACTIVA Y POLÍTICA

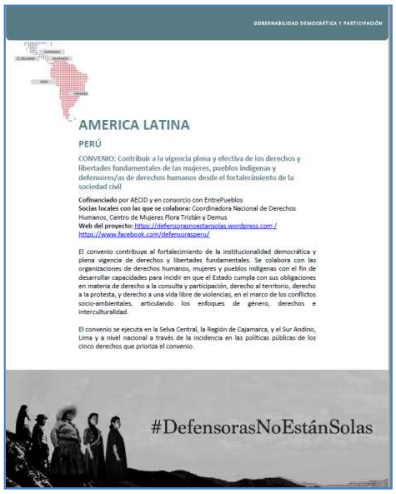
DEFENSA DE LOS DERECHOS DE LAS MUJERES EN ESPECIAL EL DERECHO A UNA VIDA LIBRE DE VIOLENCIAS

REDES, MOVIMIENTOS SOCIALES Y ESPACIOS ORGANIZATIVOS

INVESTIGACIÓN

Les lignes d'action sont ensuite décrites à travers la présentation d'actions variées, dans le Sud comme dans le Nord, orientées à atteindre une finalité commune. Cette présentation rend compte d'une conception complexe de la coopération internationale et d'une approche intégrale de l'activité des ONG. L'illustration ci-dessous, qui reproduit partiellement les pages consacrées à la présentation d'une des lignes d'action de l'ONG AIETI, permet de visualiser cette complexité.

[106] Description complexe des lignes d'action [AIETI]



Ces rapports font la preuve d'une vision complexe de la coopération et d'une mise en avant de l'horizontalité dans les relations entre les communautés. Cela est également observable dans le fait de consacrer un espace important à la présentation des partenaires du Sud et à leur contribution dans les rapports. Ainsi, DILAYA ne se limite pas à énumérer et à quantifier ces organisations, mais décrit en détail chacune d'entre elles dans un espace dédié.

[107] Présentation des partenaires du Sud [DILAYA]

Socios Locales

Projet Ditunga

Prodi (Projet Ditunga) es la ONG congoleña con la que nace Dilaya. Se trata de una cooperativa de asociaciones campesinas de la etnia luba que trabajan desde el año 2002 en el territorio de Ngandanjika, al sur de la R.D. del Congo.

Su objetivo es mejorar la situación de su pueblo en aspectos como la autonomía en el suministro de alimentos, la salud, la educación o los derechos humanos.

ACOES HONDURAS

ACOES Significa Asociación Colaboración y Esfuerzo.
Se constituyó oficialmente el 6 de diciembre de 1996 en Tegucigalpa, Honduras, aunque sucesivamente en España se han ido creando diferentes delegaciones para apoyar y fortalecer la labor que se lleva a cabo en Honduras.

Esta Asociación envía cada año una media de 8 contenedores a este pequeño país centroamericano. Los contenedores se llenan con la solidaridad de muchas personas. Entre ellas, los Amigos de Dilaya, así como los alumnos y las familias de los colegios con los que colaboramos.

Congregación Santa Ángela de Merici Se encuentra en Mbujimayi, capital de la provincia de Kasay Oriental, en el centro sur de la R. D. del Congo, uno de los países más pobres del mundo.

Las hermanas de la congregación ofrecen a menores huérfanos o abandonados algo más que un centro en el que pasar su niñez. Los acogen, les dan sustento, cariño, seguridad, acompañamiento y educación.

Dilaya y la Congregación Sta Ángela de Merici tienen un convenio de cooperaicón desde 2015.

Franciscanas Misioneras de María Las FMM están presentes ininterrumpidamente en la RDC desde el 28 de septiembre de 1896. A lo largo de estos 121 años han puesto en marcha en varias provincias del país diferentes obras sociales. Por ello invierten sus esfuerzos en la educación (maternal, primaria y secundaria). Con ellas colaboramos este año en su colegio de Bolignani con becas para la escolarización de menores en riesgo por situación económica familiar grave.

Dans deux autres cas, le rôle des partenaires du Sud est encore plus saillant. Dans le rapport de SETEM Euskadi, la description classique des actions dans chaque pays est remplacée par une présentation de l'organisation partenaire – dont le nom devient par ailleurs l'intitulé de la rubrique –, suivie d'une explication du travail coopératif réalisé. Pour sa part, le rapport de Huauquipura accorde un espace privilégié (du fait de sa position dans les premières pages du document et de son extension), à l'une de ses partenaires dans le Sud, qui peut par ailleurs s'exprimer à la première personne grâce à la reproduction littérale de son manifeste.

[108] Rôle des partenaires du Sud [SETEMEUS / HUAQUI]

Guatemala

AFEDES

AFEDES es una organización que busca mejorar las condiciones de desigualdad y exclusión que viven las mujeres, especialmente las mujeres indígenas. El trabajo de AFEDES surge en 1988 ante la necesidad de abordar la problemática de la desnutrición crónica en niños y mujeres del departamento de Sacatepéquez, generando condiciones para contribuir a mejorar la situación económica de las mujeres a través de emprendimientos económicos por medio de créditos, capacitación técnica y empresarial. Con el paso de los años AFEDES profundizó en el análisis de las problemáticas estructurales de las mujeres indígenas del departamento de Sacatepéquez, identificando un problema trascendental que afecta la vida de las mujeres: la calidad de su alimentación como un derecho humano fundamental.

"Contribuyendo a la vida en plenitud de las mujeres mayas en Guatemala", financiado por la Diputación Foral de Álava, es un proyecto dirigido a promover acciones que permitan que 900 mujeres indígenas mayas de los municipios guatemaltecos de Sacatepéquez y de Chimaltenango, avancen hacia una autonomía económica, física y política, a través de acciones formativas, organizativas y de asesoría agroecológica. Entre sus acciones pretende nutrir el movimiento nacional de tejedoras, para avanzar en el proceso de protección intelectual colectiva de las creaciones e indumentaria de los pueblos indígenas mayas, incluso elevándolo a propuesta de ley en su país.

Cabe destacar en este ámbito además el encuentro de mujeres mayas al que mujeres de AFEDES asistió en San Cristóbal de las Casas. Fue un encuentro organizado por la también coparte de SETEM K'inal Antsetik, con intención de que en Chiapas también se comience una movilización para proteger las creaciones e indumentaria de los pueblos indígenas. En el intercambio, la experiencia de AFEDES fue muy bien acogida por las compañeras mexicanas. A su vez, en el mes de noviembre AFEDES organizó un encuentro nacional de tejedoras en el que estuvimos presentes, también junto a representantes de K'inal Antsetik.

http://afedes.blogspot.com.es/

El Salvador

Mujeres Transformando

Mujeres Transformando es una organización feminista que vela por los derechos de las mujeres, poniendo especial énfasis en los derechos de las mujeres trabajadoras de maquila.

En 2017, gracias a la financiación de la Agencia Vasca de Cooperación continuamos con el proyecto "Obreras centroamericanas organizadas y articuladas incidiendo para el trabajo digno". Esta iniciativa pretende dar seguimiento a los procesos organizativos desarrollados por las organizaciones integrantes de la Concertación Regional de Mujeres por un Trabajo Digno. La iniciativa contempla impulsar procesos formativos y organizativos de empoderamiento individual y colectivo de las trabajadoras centroamericanas, hacer incidencia ante los estados y organismos regionales de defensa de derechos humanos (especialmente los derechos laborales), sensibilizar y concienciar a la población de la región sobre la situación de los derechos de las mujeres, las inequidades de género y asimetrías de poder que genera el sistema capitalista a través de las multinacionales del textil, lo que favorecerá el fomento del consumo responsable y crítico. En este proyecto participan nueve organizaciones centroamericanas de El Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua.

Durante este periodo Mujeres Transformando ha continuado organizando jornadas de movilización, talleres de empoderamiento con trabajadoras, monitoreo de violaciones de los derechos laborales... De todo ello nos habló la compañera salvadoreña Montserrat Arévalo en su visita a Euskadi.

30º aniversario de la Federación de MUJERES de Sucumbíos

¡No estamos SOLAS... estamos TODAS!

MANIFIESTO DE LA FEDERACIÓN DE MUJERES DE SUCUMBÍOS, AL CUMPLIR 30 AÑOS DE LUCHA FEMINISTA

¡NO ESTAMOS SOLAS... ESTAMOS TODAS!

Ces pratiques semblent répondre, entre autres, à deux choix discursifs. En premier lieu, elles soulignent les processus et les expériences et rendent compte de la complexité des réalités et des formes possibles d'action, en s'éloignant des modalités standardisées de présentation des actions mettant en avant les interventions classiques dans le Sud et les résultats quantitatifs. D'autre part, elles mettent en place des stratégies de « pedagogía inductiva » (Nos Aldás, 2007 : 282), dont l'inclusion de voix multiples pour exprimer la complexité, l'invitation à la réflexion et la proposition de formes de participation, notamment par l'adoption de pratiques respectueuses en matière de consommation. En somme, à travers ces rapports, les ONG tiennent nettement à se présenter comme « agents interculturels », et non comme « porteurs d'aide et de développement » (Burgui et Erro, 2010 : 19).

Ces exemples montrent que les conventions du genre reproduisent mais en même temps imposent des manières spécifiques de conceptualiser la réalité. En particulier, la logique rhétorique conventionnelle du rapport met en avant les formes classiques d'intervention en coopération internationale, sous forme de projets et de programmes mis en place dans les communautés du Sud, et laisse très peu de place à la présence des communautés et des organisations du Sud ainsi qu'à des voies alternatives et multidimensionnelles d'action. En ce sens, on peut affirmer que les transgressions aux conventions du genre sont parfois un outil mis en place par les responsables pour établir et encourager de nouvelles approches.

Chapitre 7. LE LEXIQUE. DENSITÉ INFORMATIVE, TERMINOLOGIE ET PROCÉDURES DE NOMINATION.

"Despertar, dar un paso adelante", el significado de la palabra KUBUKA en tonga, dialecto zambiano, y que da sentido a nuestro trabajo, empieza a ser una realidad.

(Lettre de présentation du rapport annuel 2017 de KUBUKA)

Dans ce chapitre nous allons présenter les résultats fournis par l'analyse lexicale du corpus restreint de rapports (« MEM2 ») après soumission au logiciel AntConc de traitement automatique de textes (voir chapitre 4). Le corpus restreint est constitué, rappelons-le, de 50 rapports extraits du corpus intégral (soit 31% du total), appartenant à des catégories formelles et conceptuelles variées (voir chapitre 6, tableaux 34 et 36) et ayant été transférés au format txt, adapté au traitement automatique. Notre objectif est triple. D'une part, les informations obtenues nous permettront de mieux caractériser le rapport en tant que genre, tant en ce qui concerne des aspects de mesure (densité informative et variété lexicale, notamment) que pour ce qui est des fréquences lexicales, qui traduisent de manière fiable les contenus privilégiés et le centres d'intérêt. D'autre part, puisque nous prenons le rapport annuel comme source d'analyse de la langue de spécialité, nous allons identifier les unités lexicales susceptibles d'être cataloguées comme termes propres au domaine de spécialité, ainsi que réfléchir sur leur origine et leur degré de spécialisation. En dernier lieu, nous allons explorer la corrélation entre formes lexicales et pratiques discursives et professionnelles, dans le but d'identifier des tendances globales dans la logique communicative des ONG.

1. Densité informative et variété lexicale

L'une des premières informations que nous pouvons extraire après traitement automatique des textes a trait à la densité informative, qui peut être mesurée sur la base de plusieurs observations. En premier lieu, les rapports du corpus restreint présentent en moyenne 34 pages (voir annexe 5 et tableau 18), chiffre qui correspond exactement à celui observé pour le corpus intégral (voir annexe 4 et tableau 15). Il s'agit donc de documents relativement longs.

L'analyse interne fournit par ailleurs le nombre total des mots par document, qui est en moyenne de 8 080. Cette information est cependant peu significative, dès lors que les différences entre les exemplaires sont très importantes, les deux cas extrêmes présentant 1 137 mots (JUSTALE) et 24 886 mots (CESAL), respectivement, ce qui peut être interprété comme la marque de conceptions très différentes de ce qu'est le rapport annuel[113]. Malgré tout, comme nous pouvons le constater dans le tableau suivant, la plupart des documents (70%) ont moins de 10 000 mots, presque 40% ont entre 1 000 et 5 000 mots et seulement 12% en ont plus de 15 000.

Tableau 39. Nombre de mots des rapports (corpus MEM-2)

Nombre total de mots	Quantité	Pourcentage
Entre 1 000 et 5 000	20	40%
Entre 5 000 et 10 000	15	30%
Entre 10 000 et 15 000	9	18%
Entre 15 000 et 20 000	2	4%
Entre 20 000 et 25 000	4	8%

Source : Élaboration propre

Un chiffre qui reflète mieux la tendance globale est le nombre de mots par page, qui est de 238 en moyenne. Effectivement, 35 rapports (70%) ont entre 100 et 300 mots (avec seulement 2 en-dessous de 100 et seulement 3 au-dessus de 400). Ce chiffre varie cependant entre les 79 mots par page pour AMIGOSOL (triptyque présentant essentiellement les photographies des installations construites grâce à la contribution de l'ONG) et les 601 de AYUDACC (qui concentre l'essentiel des informations sur deux pages, au format poster recto-verso). Quoi qu'il en soit, les rapports présentent en général une quantité réduite d'information verbale par page, ce qui est cohérent avec l'importance accordée à la synthèse et au langage visuel que nous avons montrée au chapitre 6.

[113] Rappelons que nous avons considéré comme appartenant au genre les documents désignés comme « Memoria anual » (ou des variantes proches) par leurs responsables, c'est-à-dire sur la base de ce que les ONG produisent et diffusent comme rapport annuel, indépendamment de la forme qu'elles lui donnent (voir chapitre 4).

Tableau 40. Nombre de mots par page (corpus MEM-2)

Nombre total de mots	Quantité	Pourcentage
Moins de 100	2	4%
Entre 100 et 200	20	40%
Entre 200 et 300	15	30%
Entre 300 et 400	10	20%
Plus de 400	3	6%

Source : Élaboration propre

Les mesures en forme de token et de types, fournies par AntConc (voir méthodologie), nous permettent par ailleurs d'obtenir d'autres informations significatives. En premier lieu, nous pouvons observer la densité lexicale, c'est-à-dire la différence entre mots grammaticaux et mots lexicaux, calculée sur la comparaison entre le nombre de tokens avant et après application de la Stoplist qui, comme nous l'avons expliqué, ne tient compte que des mots lexicaux ou à sens plein (voir chapitre 4). Le corpus restreint présente 382 767 tokens avant et 222 273 après cette procédure, ce qui signifie qu'autour 58% des mots utilisés ont un sens plein. D'autre part, le ratio types/tokens nous offre le chiffre correspondant à la variété lexicale (mots non répétés). Avant application de la *Stoplist*, ce chiffre est de 0,06 et s'élève 0,10 après pour l'ensemble du corpus restreint. Logiquement, la variété est moins importante que dans les textes de présentation (0.21 avant application de la *Stoplist* et 0.49 après), ce qui est tout à fait logique en raison de la forte différence de volume de mots des textes. Cette variété lexicale peu importante est sans doute due au fait que les documents appartiennent tous à un même genre et à un même domaine d'activité, ce qui détermine de façon décisive les contenus et les centres d'intérêts. Pour ce qui est de chaque rapport, le ratio types/tokens est de 0.26 en moyenne. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, le genre rapport annuel se construit essentiellement comme une séquence descriptive d'actions fortement encadrées, ce qui explique très probablement le nombre très considérable de répétitions lexicales ; en ce sens, les écarts entre les rapports en ce qui concerne la variété lexicale semblent être globalement liés à leur différente extension. Il est intéressant de noter que le rapport AYUDACC, qui présente, comme nous l'avons vu, un format innovateur, et peut-être précurseur, est celui qui montre les chiffres les plus élevés aussi bien pour le nombre de mots par page (601) que pour la variété lexicale (0.43).

La dernière mesure disponible la différence entre le nombre de mots (vérifié dans les documents sous format txt) et le nombre de tokens (vérifié au moyen d'Antconc avant

application de la *Stoplist*). Comme nous l'avons signalé dans la méthodologie, cette différence correspond essentiellement aux caractères numériques, non reconnus par ce logiciel. Ainsi, nous constatons que les chiffres représentent en moyenne 5% des unités utilisées dans les rapports. Cependant, les différences entre les exemplaires sont, ici aussi, très importantes. Certes, 40% des rapports présentent entre 4% et 5% de chiffres, mais la fourchette s'étend considérablement au-dessous et au-dessus de ces chiffres (entre 2% et 9%). Le cas le plus remarquable, responsable d'ailleurs de l'élévation considérable de la moyenne, est AYUDACC, avec environ 23% de chiffres, ce qui cadre avec la conception du document.

Tableau 41. Pourcentage de chiffres (corpus MEM-2)

Pourcentage de chiffres	Quantité	Pourcentage
Entre 2% et 3%	14	28%
Entre 4% et 5%	20	40%
Entre 6% et 7%	10	20%
Entre 8% et 9%	4	8%
Plus de 10%	2	4%

Source : Élaboration propre

Ces données dessinent un profil du rapport annuel comme un document nettement synthétique, qui repose en grande mesure sur le langage non verbal, et notamment les ressources visuelles et les chiffres.

Observons maintenant ces informations dans leur correspondance avec les catégories formelles des documents (voir tableau 34).

Tableau 42. Données par catégories formelles (corpus MEM-2)

Catégorie formelle	Nombre de pages	Nombre de mots	Mots/page	Ratio types/tokens	Pourcentage chiffres
1	29	7 689	269	0,23	6%
2	36	7 018	210	0,26	4%
3	34	8 754	229	0,26	7%
4	37	8 473	215	0,28	5%
5	35	8 761	250	0,26	5%
6	6	2 172	422	0,37	13%

Source : Élaboration propre

Mis à part la catégorie formelle 6, qui est singulière en raison de sa propre nature ultra-synthétique, nous pouvons observer que les autres groupes présentent entre eux de nombreuses similitudes, ce qui nous amène à penser que la conception visuelle du rapport n'a pas de correspondance automatique avec d'autres choix liés à la gestion de l'information.

Malgré tout, ces données – qui correspondent en tout cas à un corpus assez réduit et sont donc limitées – suggèrent que les rapports non illustrés (catégorie 1) sont des documents très techniques, avec une densité considérable d'informations par page, assez systématiques et répétitifs dans leurs formulations et très soucieux d'apporter des chiffres objectifs, alors que les rapports linéaires illustrés (catégorie 2) semblent être moins exhaustifs du point de vue informatif et accorder une importance considérable aux images à l'intérieur des pages. Entre les deux formats « mis en page » (catégories 3 et 4), peu de différences sont observables, mais le nombre de mots par page et le pourcentage de chiffres font penser que la catégorie « portrait » (3) se rapproche plus de la modalité informative non illustrée et la catégorie « paysage » (4) se veut moins technique, et peut-être plus créative du point de vue linguistique. Finalement, il est intéressant de noter que le format « magazine » (catégorie 5) ne néglige pas forcément l'information verbale ou numérique, malgré le poids accordé au visuel.

2. Fréquences lexicales et contenus essentiels du rapport

Nous présentons ci-dessous la liste brute des 100 mots les plus fréquents retrouvés dans les rapports[114], avec leur pourcentage de présence par rapport aux tokens totaux du corpus après application de la Stoplist (222 273).

Tableau 43. Fréquences lexicales dans les rapports (corpus MEM-2)

POSITION	TERME	OCCURRENCES	POURCENTAGE
1	desarrollo	1 736	0,7810
2	mujeres	1 546	0,6955
3	personas	1 524	0,6856
4	proyecto	1 318	0,5930
5	educación	1 066	0,4796
6	social	976	0,4391
7	proyectos	973	0,4377
8	derechos	925	0,4162
9	trabajo	881	0,3964
10	cooperación	827	0,3721
11	niños	823	0,3703
12	fundación	783	0,3523

[114] Le tableau ne tient pas compte des verbes *ser*, *estar*, *tener*, *ir* et des modaux, qui ne sont pas considérés comme significatifs pour rendre compte des contenus des rapports. Voir le document original, produit par AntConc, dans l'annexe 13.

13	salud	753	0,3388
14	formación	646	0,2906
15	año	621	0,2793
16	niñas	613	0,2758
17	población	572	0,2573
18	Madrid	553	0,2488
19	España	545	0,2451
20	centro, internacional	537	0,2416
21	género	535	0,2407
22	agua	519	0,2335
23	participación	518	0,2330
24	apoyo	509	0,2290
25	actividades	506	0,2276
26	local	504	0,2267
27	familias	500	0,2249
28	vida	486	0,2187
29	comunidades	476	0,2141
30	organizaciones	461	0,2074
31	ayuntamiento	444	0,1998
32	programa	443	0,1993
33	organización	440	0,1980
34	sensibilización	438	0,1971
35	violencia	436	0,1961
36	org	435	0,1957
37	comunidad	432	0,1944
38	total	424	0,1908
39	jóvenes	422	0,1899
40	país	404	0,1818
41	asociación, derecho	403	0,1813
42	acción	393	0,1768
43	países	392	0,1764
44	parte	391	0,1759
45	años	388	0,1746
46	mejora	385	0,1732
47	humanos	381	0,1714
48	sociales	378	0,1701
49	acceso	371	0,1669
50	mundo	368	0,1656
51	atención	352	0,1583
52	alimentaria	345	0,1552
53	gestión	342	0,1539
54	escuela	339	0,1525
55	objetivo	333	0,1498
56	pobreza	331	0,1489
57	situación	329	0,1480
58	locales, recursos	328	0,1476
59	mejorar, red	318	0,1430
60	Guatemala	317	0,1426
61	acciones	313	0,1408
62	beneficiarios	305	0,1372
63	centros	304	0,1368
64	grupo, ingresos	302	0,1359
65	servicios	298	0,1341
66	paz	297	0,1336
67	sociedad	294	0,1323
68	promoción	293	0,1318

69	indígenas	284	0,1278
70	construcción	283	0,1273
71	ciudad	282	0,1269
72	fortalecimiento	281	0,1264
73	Cesal	278	0,1250
74	calidad	277	0,1246
75	voluntariado	275	0,1237
76	forma, solidaridad	270	0,1215
77	sostenible	269	0,1210
78	campaña, entidades, escuelas	267	0,1201
79	medicusmundi, ong	264	0,1188
80	cabo, seguridad	259	0,1165
81	condiciones, fondos	253	0,1138
82	colaboración	251	0,1129
83	diferentes	250	0,1125
84	global	248	0,1116
85	región	244	0,1098
86	infancia	243	0,1093
87	ejecución, universidad	241	0,1084
88	zona	238	0,1071
89	gracias	237	0,1066
90	hombres	234	0,1052
91	ejercicio, gastos	232	0,1044
92	euros, mujer, procesos	231	0,1039
93	actividad	230	0,1035
94	proceso	229	0,1030
95	trabajamos, Valencia	228	0,1026
96	gobierno	226	0,1017
97	general, www	224	0,1008
98	públicas, sur	222	0,0999
99	socios	220	0,0990
100	junta	218	0,0981

Source : Antconc (Wordlist)

Cette liste met tout d'abord en évidence, du point de vue lexical, le degré élevé de nominalisation du genre (seuls deux formes verbales, « mejorar » et « trabajamos » se trouvent parmi les 100 premiers mots, en position 59 et 95, respectivement) et l'absence presque absolue de lexique évaluatif, les adjectifs faisant pour la plupart partie de combinaisons propres au domaine (« social », « local », « sostenible »). La dimension informative semble ainsi prédominer dans le contenu verbal des rapports, la promotionnelle étant plutôt construite à travers des ressources visuelles et l'organisation logique des textes, tel que cela a été montré au chapitre 6. D'autre part, peu d'indices d'interprétation ou de dénonciation de la réalité sont perceptibles (sauf peut-être le terme « violencia »). Les noms, également non évaluatifs, rendent compte, du point de vue socioprofessionnel, des principaux centres d'intérêt des rapports :

- le domaine d'activité et les types d'interventions mises en place : *desarrollo, proyecto(s), cooperación, internacional, actividades, programa(s), gestión, objetivo, acciones, campaña, ejecución* ;
- les secteurs d'intervention : *educación, derechos, salud, formación, género, agua, participación, sensibilización, violencia, derecho, alimentaria, escuela(s), pobreza, paz, fortalecimiento, seguridad ;*
- les bénéficiaires : *mujeres, personas, niños, niñas, población, familias, comunidad(es), jóvenes, beneficiarios, indígenas, infancia, hombres* ;
- les acteurs du domaine : *fundación, organizaciones, ayuntamiento, organización, asociación, red, Cesal, voluntariado, ONG, Medicusmundi, universidad* ;
- les ressources disponibles : *ingresos, fondos* ;
- l'évaluation des résultats des actions : *mejora, calidad* ;
- les zones géographies d'intervention : *Guatemala* ;
- les valeurs : *solidaridad*.

Nous voyons ainsi se dessiner les trois contenus essentiels du rapport, avec une importance saillante de la description des actions, à travers les domaines et voies d'action, les bénéficiaires et les zones d'intervention, ainsi que les résultats obtenus. En ce sens, il est intéressant de noter la fréquence importante d'apparition de références aux communautés du Sud – à la troisième personne, on peut le supposer –, qui ne possèdent pas pour autant un espace conventionnellement dédié dans le document (voir chapitre 6). L'identité des ONG est exprimée par des références explicites aux organisations et à leurs réseaux, ainsi que, indirectement, par les domaines d'action et les valeurs promues. Les termes liés à la gestion de fonds ne présentent pas des fréquences remarquables, ce qui suggère que ce contenu est en quelque sorte secondaire dans la logique informative et argumentative du rapport.

Dans le détail, les fréquences lexicales montrent la centralité du terme « desarrollo » (1 736 occurrences) et, dans une moindre mesure, de « cooperación » (827) et le poids de l'approche tranversale de genre, promue par l'ONU et très consolidée dans le domaine au niveau international : « mujeres » (1 546, face aux 234 occurrences pour « hombres »), « niñas » (613), « género » (535) et « mujer » (231). Les modalités classiques d'intervention sont très présentes dans le corpus, à l'image de ce que nous avions constaté dans les textes de présentation (voir chapitre 6) : « proyecto » (1 318), « proyectos » (973), « actividades »

(506), « actividad » (230), « programa » (443), « actividad » (230). Parmi les domaines d'intervention ou les centres d'intérêt des ONG, l'éducation se révèle comme prioritaire (« educación », 1 066 occurrences ; « formación », 646 ; « escuela », 339 ; « escuelas », 267), suivi de la santé (« salud », 753), le genre (« género », 535), l'eau (« agua », 519), la violence et la non-violence (« violencia », 436 ; « paz », 297), l'alimentation (« alimentaria », 345) et la pauvreté (« pobreza », 331). Une valeur semble globalement sous-tendre les actions : le respect des droits des personnes (« derechos », 925 ; « derecho », 403 ; « acceso », 371). Le terme « sensibilisation » est également placé parmi les plus fréquents (438). Quant aux communautés du Sud, les femmes, déjà évoquées, et les enfants (« niños », 823 ; « niñas » 613 ; « escuela », 339 ; « escuelas », 267 : « infancia », 243) semblent typiquement constituer des groupes cibles, considérés comme vulnérables, ainsi que, dans une moindre mesure, les jeunes (« jóvenes », 422) et les indigènes (« indígenas », 284). Finalement, en ce qui concerne la désignation des moyens d'action, objectifs et résultats, il est intéressant de noter la fréquence élevée du mot « participación » (518) et, dans une moindre mesure, de « colaboración » (251), ce qui est cohérent avec les méthodologies horizontales de travail généralement acceptées. Du reste, les termes suggèrent une approche verticale (« apoyo », 509 ; « atención », 352) et une portée limitée et non radicale de l'activité (« mejora », 385 ; « mejorar », 318). Ces termes, à l'égal que « promoción » (293), « construcción » (283) et « fortalecimiento » (281), qui présentent d'ailleurs des fréquences semblables, sont cependant mieux interprétés dans leur contexte d'utilisation, comme nous le verrons plus tard. D'autre part, comme c'était le cas dans les textes de présentations, le terme « beneficiarios » (305) et les noms collectifs (« población », 572 ; « familias », 500 ; « comunidades », 476 ; « comunidad », 432 ; « sur », 222) sont les plus utilisés pour évoquer les communautés du Sud. En ce qui concerne les collaborateurs, en plus des termes « voluntariado » (275) et « socios » (220), il faut aussi souligner la présence fréquente de « gracias », qui rend compte du rôle du genre dans la consolidation de la base sociale des ONG. Le métadiscours sur le rapport est totalement absent, à la différence des textes de présentation ; seulement les références temporelles basiques (« año », 621 ; « años », 388) apparaissent parmi les termes les plus fréquents.

Pour raffiner un peu ces observations, nous présentons ci-dessous le tableau des fréquences lexicales après lemmatisation manuelle des résultats fournis par Antconc (voir chapitre 4).

Tableau 44. Liste lemmatisée de mots fréquents (corpus MEM-2)

POSITION	TERME	OCCURRENCES	POURCENTAGE
1	proyecto	2 291	1,0307
2	mujer	1 777	0,7995
3	desarrollo	1 736	0,7810
4	persona	1 594	0,7171
5	social	1 354	0,60912
6	derecho	1 328	0,5975
7	educación	1 066	0,4796
8	año	1 009	0,4539
9	trabajo	923	0,4153
10	comunidad	908	0,4085
11	organización	901	0,4054
12	niño	864	0,3887
13	centro	841	0,3784
14	cooperación	828	0,3725
15	fundación	823	0,3703
16	país	796	0,3581
17	local (adj.)	794	0,3572
18	trabajar	764	0,3437
19	salud	753	0,3388
20	actividad	736	0,3311
21	acción	706	0,3176
22	formación	671	0,3019
23	realizar	662	0,2978
24	internacional, población	657	0,2956
25	programa	650	0,2924
26	niña	631	0,2839
27	familia	609	0,2740
28	escuela	606	0,273
29	asociación	577	0,2596
30	humano (adj.)	566	0,2546
31	público (adj.)	552	0,2483
32	género, violencia	545	0,2452
33	socio	543	0,2443
34	vida	540	0,2429
35	agua	532	0,2393
36	apoyo, participación	520	0,2339
37	educativo	515	0,2317
38	mejorar	508	0,2285
39	objetivo (sust.)	506	0,2276
40	red	499	0,2245
41	económico	489	0,2200
42	ayuntamiento	481	0,2164
43	grupo	462	0,2079
44	proceso	460	0,2070
45	beneficiario	452	0,2034
46	joven	444	0,1996
47	total	442	0,1989
48	sensibilización	438	0,1971
49	servicio	433	0,1948
50	participar	421	0,18942
51	mejora	407	0,1831
52	parte	400	0,1800
53	situación	395	0,1777

54	nuevo	384	0,1728
55	zona	383	0,1723
56	alimentario	381	0,1714
57	dar	378	0,1701
58	acceso	371	0,1669
59	mundo, solidario	370	0,1665
60	campaña	358	0,1610
61	fondo, municipio	356	0,1601
62	atención	355	0,1597
63	desarrollar	354	0,1593
64	entidad	352	0,1584
65	gestión	347	0,1561
66	recurso	346	0,1557
67	escolar (adj.), indígena	341	0,1534
68	pobreza, rural	334	0,1503
69	apoyar, promover, sociedad	327	0,1471
70	ciudad	323	0,1453
71	sostenible	318	0,1431
72	seguir	315	0,1417
73	ingreso, forma	314	0,1413
74	promoción	303	0,1363
75	taller	302	0,1359
76	espacio	299	0,1345
77	paz	298	0,1341
78	sector	293	0,1318
79	empresa	291	0,1309
80	gobierno, propio	290	0,1305
81	capacidad, construcción	289	0,1300
82	colaboración	288	0,1296
83	contribuir	286	0,1287
84	fortalecimiento	281	0,1264
85	ong, ong, ong’s, universidad	280	0,1260
86	día	279	0,1255
87	calidad, cambio, voluntariado	277	0,1246
88	financiador	276	0,1242
89	región	275	0,1237
90	refugiado	273	0,1228
91	solidaridad	270	0,1215
92	ayuda	268	0,1206
93	condición	266	0,1197
94	global	265	0,1192
95	colaborar, departamento	264	0,1188
96	organizar	263	0,1183
97	diferente	262	0,1179
98	colegio	261	0,1174
99	seguridad	259	0,1165
100	área	256	0,1152

Source : Antconc (Wordlist + Stoplist + Lemmalist)

Les noms de ce tableau permettent de visualiser les champs sémantiques les plus représentés dans les rapports. Dans le tableau suivant, nous synthétisons ces données et nous fournissons le pourcentage que représente le nombre d’occurrences par rapport au nombre

d'occurrences totales des 100 mots retenus dans la liste lemmatisée (59 960), afin de repérer les tendances globales des documents[115] :

Tableau 45. Fréquences des champs sémantiques (corpus MEM-2)

CHAMP SÉMANTIQUE	OCCURRENCES	POURCENTAGE
Actions[116]	**16 683**	**27,8%**
Domaines d'action	7 058	11,8%
Modalités d'action	5 043	8,4%
Motivations, objectifs et effets	4 582	7,6%
Situations ciblées	**12 236**	**20,5%**
Groupes humains (destinataires)	9 338	15,6%
Territoires	1 777	3%
Contexte	1 121	1,9%
Identité de l'ONG	**6 756**	**11,3%**
Statut juridique, organisation interne	3 197	5,3%
Autres organismes	2 025	3,4%
Réseau	1 534	2,6%
Temporalité	**1 288**	**2,1%**
Gestion des fonds	**1 017**	**1,7%**

Source : Élaboration propre

Ces données, qui sont certes approximatives, nous permettent tout de même d'observer certaines dynamiques. Il devient ainsi évident que les actions menées au long de l'année constituent le contenu privilégié dans les documents, comme cela correspond au genre. Dans la description des actions, la caractérisation des situations à l'origine des interventions, et tout particulièrement des groupes humains ciblés, occupe une place centrale. Cette description détaillée répond aux exigences de transparence à propos des bonnes pratiques sur le terrain et de la destination finale des fonds obtenus. Dans certains cas, comme nous l'avons vu, elle est aussi liée à une volonté de sensibilisation aux réalités du Sud. En ce sens, nous constatons une fois encore la forte présence de termes référant aux destinataires, qui deviennent l'élément clé de la description. Le rapport joue ainsi un rôle important dans la « construction de la cause », nécessaire à la justification de l'activité de l'ONG, qui apparait comme la réponse logique à des situations problématiques, dans la logique du discours de l'action sociale (Hall, Sarangi et Slembrouck, 1997 : 268). D'autre part, l'identité de l'ONG,

[115] Le classement en champs sémantiques est juste orientatif. Il tient compte des observations préalables sur l'utilisation des termes dans les rapports, mais une vérification de chaque cas n'est pas envisageable. Certains aspects signalés ici seront précisés plus tard grâce à l'analyse des contextes d'utilisation des mots.

[116] Dans ce comptage des fréquences représenté dans ce tableau nous n'avons pas pris en compte les termes « desarrollo » et « cooperación », puisque leur forte fréquence aurait, à notre avis, faussé les résultats, d'autant plus qu'ils font très souvent partie de noms d'organismes et ne sont donc pas la trace d'un intérêt particulier des responsables des rapports.

malgré sa position privilégiée en début du document, reste secondaire, si nous tenons compte des fréquences lexicales associées. Elle semble plutôt se construire à travers la description de la cause et, comme nous l'avons vu, à travers des moyens non verbaux. La gestion de fonds présente une importance relative très inférieure. La transparence économique s'exprime généralement sous forme de caractères numériques, c'est-à-dire à travers la présentation des chiffres nus, et les termes apparus (« fondos », 356 occurrences, « gestión », 347 ; « ingresos », 314) accompagnent généralement les ressources graphiques utilisées pour présenter ce contenu.

Ce tableau permet de visualiser, par ailleurs, les verbes les plus utilisés dans les rapports, dont les formes fléchies n'apparaissent pas sur la liste initiale – non lemmatisée – des mots du corpus. Ainsi, nous retrouvons quatre verbes exprimant la réalisation d'une action (« trabajar », « realizar », « desarrollar » et « organizar »), qui présentent au total 2 038 occurrences, et 7 verbes qui précisent le type d'action mise en place ou l'effet souhaité ou obtenu (« mejorar », « participar », « dar », « apoyar », « promover », « contribuir » et « colaborar »), avec 2 517 occurrences. Par ailleurs, nous constatons une forte fréquence du verbe « seguir », qui marque notamment la continuité dans les lignes d'action précédentes.

En cohérence avec la finalité du rapport, les quatre verbes d'action évoquent globalement l'activité de l'organisation ; en effet, ils apparaissent 428 fois conjugués à la première personne du pluriel au présent et au passé composé. En particulier, le verbe « trabajar » à l'infinitif et au présent est très souvent utilisé pour décrire la cause de l'organisation, identifier les groupes destinataires et les zones d'action et préciser les modèles d'action :

{1} La misión de RESCATE es **trabajar** a favor de las personas refugiadas [RESCATE-2].

{2} suscribimos códigos que nos obligan a **trabajar** con eficacia y eficiencia [CESAL-2].

{3} **trabajamos** con dos colectivos especialmente vulnerables: las mujeres y los emigrantes repatriados [AIDA-2].

{4} **trabajamos** de una forma horizontal, participativa y dialogante [BATA-2].

Au passé composé, le verbe « trabajar » est utilisé pour préciser les domaines et les zones d'action, les communautés destinataires et les moyens et approches employés, tandis que « realizar », « desarrollar » et « organizar » servent à identifier le type d'intervention précise (projet, atelier, formation, etc.).

{5} **Hemos trabajado** en Senegal, Benín, Ecuador y Perú [MICROFIDES-2].

{6} En 2017 **hemos desarrollado** 5 proyectos de comercio justo [MEDICUS-2].

Outre le caractère informatif de ces segments, il est intéressant de noter le rôle de ces verbes d'action dans la construction d'une image positive de l'ONG, au moyen généralement de quantificateurs, de comparatifs et des compléments de manière.

{7} hemos realizado **numerosos** talleres y formaciones en juegos cooperativos y cuidados [INTERED-2].

{8} Hemos realizado **más de** 600 intervenciones en 28 países del mundo [CESAL-2].

{9} **un año más** hemos organizado un taller solidario [ECOSOL-2].

{10} hemos trabajado **con verdadera profusión y ahínco** por combatir las Enfermedades Tropicales Desatendidas [ANESVAD-2].

En ce qui concerne les adjectifs, nous constatons en premier lieu la forte présence de « social », ce qui s'explique par la nature même de l'activité[117]. Ce mot est utilisé en premier lieu dans des combinaisons qui rendent compte des principes et objectifs des organisations :

transformación social	44
justicia social	41
cambio social	21
impacto social	16
derechos sociales	7

Il apparait aussi dans la désignation des lignes d'action et des objectifs des organisations en matière de sensibilisation et de mobilisation dans le Nord :

movilización social	21
participación social	18
incidencia social	10
sensibilización social	5

Cet adjectif rend également compte des convergences avec d'autres domaines d'activité ou d'autres formes d'action :

economía social (y solidaria)	21
movimientos sociales	20
responsabilidad social (corporativa/empresarial)	16

[117] Il faut noter qu'une bonne partie des combinaisons observées relèvent du domaine de l'action sociale, qui est évoquée dans les rapports mais qui dépasse les limites de nos intérêts présents. Ainsi, « acción social » apparait 78 fois dans les corpus, et il est raisonnable de penser que certains termes, comme « exclusión social » (73 occurrences), « servicios sociales » (58 occurrences), « inserción social » (15 occurrences), « habilidades sociales » (9 occurrences), « intervención social » (7 occurrences) ou « vulnerabilidad social » (6 occurrences), correspondent très souvent à ce domaine.

innovación social	12

Il est aussi utilisé dans la description des situations à l'origine des interventions, avec notamment « desigualdad social » (14 occurrences), et fait enfin partie de termes propres à la description des organisations, tels que « organización social » (34 occurrences) – et des termes proches : « entidades sociales » (8 occurrences), « colectivos sociales » (6 occurrences) –, « base social » (29 occurrences) et des formules servant à exprimer les objectifs et les principes de l'ONG (« misión social », « visión social »)[118].

Les autres adjectifs mettent en évidence la centralité de domaines d'action tels que l'alimentation / la production (« alimentario », 381 occurrences ; « rural », 334) et l'éducation de l'enfance (« escolar », 341), ainsi que l'adhésion à certaines conceptions du développement (« local », 794 ; « humano », 566 ; « sostenible », 318), un phénomène que nous allons analyser en détail plus tard.

3. Lexique de spécialité

3.1. Saillance lexicale

Dans les rapports annuels, caractérisés, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, par la succession de sections thématiques et par la combinaison de différents types de discours, les termes que nous pouvons caractériser comme propres au domaine de la coopération internationale coexistent avec la terminologie associée au statut juridique et à la composition des ONG (« fundación », « asamblea general », « dotación fundacional », « utilidad pública ») et à la gestion financière (« ingresos y gastos », « inversiones financieras »), ainsi qu'avec celle appartenant aux différents domaines d'intervention dans le Sud (santé, infrastructures, production agricole, éducation, etc.). D'autre part, les termes propres à la coopération internationale se confondent avec ceux correspondant à l'action sociale, tant parce que les deux domaines d'action font partie de l'activité des ONG et sont par conséquent décrits dans

[118] La fréquence d'apparition de cet adjectif est aussi due à la prolifération d'informations d'ordre technique et économique internes à l'organisation, d'où la réitération de termes tels que « seguridad social » (49 occurrences), « obra social » (26 occurrences), « fondo social » (28 occurrences) ou « sede social » (6 occurrences).

les rapports, que parce que la frontière entre les deux est parfois floue, et qu'ils partagent des intérêts, des approches et des modalités d'action. En ce sens, une bonne partie des termes que nous caractérisons ici comme propres au domaine le sont aussi à l'action sociale.

La liste de termes clés (voir annexe 15), obtenue par application de la fonction *Keywordlist* d'AntConc (voir chapitre 4), montre une correspondance quasi-totale entre fréquence lexicale et saillance lexicale dans notre corpus, ainsi qu'un répertoire de candidats termes qui ne sont pas obscurs aux yeux des non spécialistes. Après examen manuel des 300 premiers résultats extraits par la fonction *Keywordlist*, nous avons obtenu la liste suivante de termes du domaine :

- desarrollo
- proyecto
- derechos
- cooperación
- género
- participación
- apoyo
- comunidad
- sensibilización
- atención
- pobreza
- recursos
- beneficiarios
- promoción
- fortalecimiento
- calidad
- voluntariado
- solidaridad
- ejecución
- socios
- sur
- prevención
- capacidades
- igualdad
- incidencia
- intervención
- ciudadanía
- ONGD
- voluntarios
- empoderamiento
- contraparte
- equidad
- ODS
- soberanía

Si nous reprenons le classement de Gutiérrez Rodilla (1998 : 106), les unités terminologiques des rapports varient, comme nous le voyons, entre le « lexique spécialisé fondamental », utilisé par les spécialistes mais accessible à un public intéressé, et le « lexique spécialisé banalisé », reconnu et utilisé par l'ensemble des locuteurs. Ces résultats en termes de spécificité sont liés, en bonne partie, à la nature du genre, et cohérents donc avec la volonté de transparence et de diffusion publique.

3.2. Segments répétés

Comme nous l'avons montré plus haut, une bonne partie des termes susceptibles d'être qualifiés comme spécialisés sont complexes. En ce sens, nous pouvons affirmer que la collocation est l'une des voies principales de création terminologique dans ce domaine de spécialité. Afin de présenter les résultats pertinents, nous avons établi la liste des coocurrences fréquentes (voir annexe 16) et nous en avons extrait les combinaisons à base nominale qui présentent un sens plein et une spécificité sémantique dans le domaine de la coopération. Le tableau suivant présente les résultats apparaissant dans un minimum de 15 rapports différents (30% du total), tel qu'il est précisé dans la colonne « Dispersion »[119].

Tableau 46. Collocations fréquentes (corpus MEM-2)

SEGMENT RÉPÉTÉ	OCCURRENCES	DISPERSION
derechos humanos	344	40
educación para el desarrollo	167	29
comercio justo	158	15
seguridad alimentaria	147	27
cooperación internacional para el desarrollo	128	24
desarrollo sostenible	127	32
soberanía alimentaria	120	15
cooperación al desarrollo	117	35
sociedad civil	111	23
cambio climático	104	21
violencia de género	102	22
derechos de las mujeres	88	18
proyectos de cooperación	86	26
condiciones de vida	85	31
equidad de género	75	20
objetivos de desarrollo sostenible	74	20
exclusión social	73	21
igualdad de género	61	28
enfoque de género	58	22
proyectos de desarrollo	57	19
situación de vulnerabilidad	54	17
incidencia política	53	18
cooperación para el desarrollo	52	17
desarrollo humano	51	22
medio ambiente	49	25
participación ciudadana	49	16
agua y saneamiento	48	13
asistencia técnica	46	15

[119] Ce tableau présente une synthèse des observations effectuées à partir du résultat brut fourni par la fonction « Clusters/N-Grams » de AntConc (voir méthodologie), qui figure en annexe 16, appliqué à des segments répétés de longueur 2-5. Il ne tient pas compte des termes appartenant nettement aux autres domaines de spécialité représentés dans les rapports, déjà évoqués : statut juridique et composition des organisations, gestion des fonds et domaines spécialisés d'intervention.

personas voluntarias	46	17
calidad de vida	43	20
transformación social	42	16
comunidades rurales	37	16
derecho humano	36	15
desarrollo integral	36	22
buen gobierno	35	18
ayuda humanitaria	34	15
trabajo en red	34	18
plan estratégico	33	16
desarrollo rural	32	16
lucha contra la pobreza	31	18
buenas prácticas	30	17
socios locales	28	18
actividades de sensibilización	27	16
fortalecimiento de las capacidades	26	19
necesidades básicas	25	16
grupos de trabajo	24	15
entidades públicas	23	15
transparencia y buen gobierno	21	17
organizaciones de la sociedad civil	19	15

Source : Antconc (N-Grams)

Cette liste, qui reprend en partie les résultats déjà obtenus grâce à l'analyse des termes fréquents en contexte, fournit un ensemble de termes complexes de spécialité directement liées à l'activité dans le domaine, qui peuvent être classés en cinq champs thématiques :

Tableau 47. Termes complexes et champs thématiques (corpus MEM-2)

Champ thématique	Termes
Voies d'action	– cooperación al desarrollo / internacional / para el desarrollo – Educación para el Desarrollo – proyectos de cooperación / de desarrollo – incidencia política – participación ciudadana – asistencia técnica – ayuda humanitaria – lucha contra la pobreza – fortalecimiento de las capacidades – actividades de sensibilización
Droits reconnus / Objectifs à atteindre	– derechos humanos – comercio justo – seguridad alimentaria – soberanía alimentaria – derechos de las mujeres – equidad de género – igualdad de género – necesidades básicas
Approches reconnues	– desarrollo sostenible – enfoque de género – desarrollo humano – desarrollo integral

Principes de conduite des ONG	– buen gobierno / transparencia y buen gobierno – trabajo en red – buenas prácticas
Situations à résoudre	– cambio climático – violencia de género – exclusión social – situación de vulnerabilidad

Source : Élaboration propre

3.3. Notions proches

Pour mieux explorer le lexique de spécialité, nous proposons dans les lignes qui suivent un classement par notions proches, fondé sur les résultats préalables en termes de fréquence lexicale, de saillance lexicale et de collocation, mais aussi sur l'analyse des enjeux discursifs signalés jusqu'ici et sur l'observation directe des textes.

3.3.1. La désignation du domaine : le terme « cooperación »

Le terme « cooperación » doit en bonne partie sa fréquence (828 occurrences) au fait qu'il désigne le domaine de spécialité mais aussi au fait qu'il fait partie de plusieurs noms d'organismes, très présents dans les rapports. Il apparait le plus souvent accompagné de compléments :

cooperación internacional para el desarrollo	127
cooperación al desarrollo	116
cooperación internacional	103
cooperación para el desarrollo	52
cooperación internacional al desarrollo	21

{11} Convenios y proyectos de **cooperación al desarrollo** [CIDEAL-2].

{12} SOLMAN […] viene trabajando para la **cooperación al desarrollo** de los pueblos empobrecidos del Sur [SOLMAN-2].

{13} Proyectos en ejecución estrategia **cooperación internacional** [SETEMEUS-2].

La combinaison « cooperación internacional para el desarrollo » présente une importante composante institutionnelle, dès lors que sa forte fréquence dans le corpus est presque

entièrement due au fait qu'elle fait partie de la désignation de l'agence officielle espagnole (AECID) et des agences de coopération régionale, dont nous présentons quelques exemples :

Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo	64
Agencia Andaluza de Cooperación Internacional para el Desarrollo	22
Agencia Vasca de Cooperación al Desarrollo	12
Agencia Extremeña de Cooperación Internacional para el Desarrollo	9
Agencia Asturiana de Cooperación al Desarrollo	7
Agencia Vasca de Cooperación para el Desarrollo	5

En faisant donc abstraction de cette construction, il apparait que ce sont les dénominations « cooperación al desarrollo » et « cooperación internacional » qui se détachent en tant que désignations privilégiées par les ONG pour le domaine d'activité, en nette concurrence entre elles.

Dans d'autres occasions, le terme est complété par un adjectif qui rend compte d'une modalité particulière (« cooperación local »), d'un secteur d'intervention (« cooperación enfermera ») ou de l'administration responsable (« cooperación española », « cooperación extremeña »).

cooperación local	14
cooperación española	12
cooperación enfermera	11
cooperación descentralizada	8
cooperación extremeña	5
cooperación sanitaria	5
cooperación andaluza	3
cooperación valenciana	3
cooperación suiza	2

{14} Además, a través del proyecto de **cooperación local** Alicante, tratamos de apoyar otras iniciativas de colectivos [ASFES-2].

{15} se realizarán entrevistas y reuniones con agentes clave de **cooperación española** que trabajan en EpD [ICID-2].

{16} ofrecer a los estudiantes y profesionales las herramientas necesarias para tener un mayor conocimiento sobre salud global y **cooperación sanitaria** [MEDICUS-2].

Pour le reste, il apparait généralement comme partie de la combinaison « proyecto/s de cooperación » (102 occurrences).

{17} Relación de **proyectos de Cooperación** Internacional 2017 [INTERED-2].

{18} Nuestra labor se ha concretado en 56 **proyectos de cooperación**, en los que se han invertido 4.287.327 euros en 2017 [FARMAMUN-2].

{19} Aprendizaje para los participantes de algunas de las fases que definen el **proyecto de cooperación** [ASFES-2].

Le terme « cooperación » présente, comme nous le voyons, une dimension essentiellement institutionnelle et opérative.

3.3.2. La notion de « développement »

Le terme « desarrollo » fait très souvent partie de la désignation du domaine et des organismes du secteur (« cooperación al desarrollo », « Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo »), comme nous venons de le voir, et est également présent dans d'autres formulations institutionnelles, telles que « Educación para el Desarrollo» (166 occurrences), « Objetivos de Desarrollo Sostenible » (74 occurrences) et « Agenda 2030 de Desarrollo Sostenible » (10 occurrences), ainsi que dans la caractérisation et la désignation des ONG et des organismes régulateurs du secteur non gouvernemental :

Paz y Desarrollo (*nom d'ONG*)	25
Organización no Gubernamental para el Desarrollo	7
Iniciativas de Cooperación Internacional para el Desarrollo (*nom d'ONG*)	6
Coordinadora de ONG de Desarrollo (CONGDE)	5
Organización no Gubernamental de Desarrollo	5
ONG de Desarrollo	4
ONGAWA Ingenirería para el Desarrollo Humano (*nom d'ONG*)	4
Código de Conducta de las ONG de Desarrollo	2

L'usage du terme « desarrollo » dans les dénominations est très souvent caché derrière des sigles. Au total, les sigles ONGD et ONGDs, relativement nouveaux, apparaissent 178 fois et 28 fois dans le corpus respectivement, face à la dénomination traditionnelle, ONG et ONGs/ONG's, qui reste prédominante, avec 264 et 16 occurrences respectivement (y compris les noms des organismes et des organisations ainsi que les adresses électroniques et d'autres formulations)[120]. En dehors de cela, le terme « desarrollo » est parfois utilisé dans un sens non spécialisé, notamment lorsqu'il est suivi de la préposition « de » et qu'il est synonyme de « mise en place » ou d'« accroissement » : « desarrollo de actividades », « desarrollo de

[120] La Fundación del Español Urgente (Fundéu), déconseille l'usage du –s final pour marquer le pluriel des sigles ONG : « El plural de las siglas no se marca gráficamente añadiendo una ese, sino a través de las palabras que las acompañan, de modo que lo adecuado es escribir *las ONG*, no *ONGS, ONGs* ni *ONG's* » (https://www.fundeu.es/recomendacion/ong-claves-de-redaccion/, *consulté le 23/08/20). Malgré cela, cet usage semble relativement répandu.*

competencias », « desarrollo de mercados rurales », etc. En ce sens, certaines formes, telles que « desarrollo de las mujeres » ou « desarrollo de los países del Sur », fluctuent à notre avis entre l'usage spécialisé et l'usage général, ou présentent du moins une importante indéfinition. Nous estimons que l'utilisation du terme dans des désignations plus ou moins stables d'organismes et de modalités du secteur représente autour du 45% des occurrences du terme et que les usages non spécialisés s'élèvent à environ 5% du total.

Au-delà de ces utilisations, nous avons constaté que ce terme apparait très rarement seul, comme unité terminologique simple, dans son usage purement spécialisé, auquel cas il figure sous forme d'intitulé, pour désigner l'un des secteurs d'activité de l'organisation, par opposition notamment à la sensibilisation dans les pays du Nord ou à l'aide humanitaire. En général, il fait partie de combinaisons lexicales, en particulier de compléments prépositionnels avec « de » et de formes complexes *nom + adjectif*. Dans le premier cas, ces expressions concernent généralement les modalités d'action propres au domaine :

proyecto(s) de desarrollo	62
plan(es) de desarrollo	13
programa(s) de desarrollo	12

{20} Presentación a concurso de **proyectos de desarrollo** a organismos nacionales e internacionales implicados en ayudas para la Cooperación al Desarrollo [MANABI-2].

{21} Promovemos y financiamos **proyectos de desarrollo** en estos países [PROCLADE-2].

{22} nuestros **proyectos de desarrollo** están impregnados por una especial preocupación por trabajar con las mujeres [NUEVOSCAM-2].

{23} Los Campos de Solidaridad son una experiencia que permite viajar y conocer un **proyecto de desarrollo** en un país de América Latina [SETEMEUS-2].

Dans la plupart des cas, le terme « desarrollo » est accompagné d'un ou plusieurs adjectifs qui restreignent son sens. Certains d'entre eux délimitent le secteur d'activité concerné, avec une priorité évidente de la dimension économique – une terminologie classique pour une approche classique de l'activité :

desarrollo económico	63
desarrollo rural	32
desarrollo social	16
desarrollo socioeconómico	11
desarrollo educativo	10
desarrollo personal	8
desarrollo agropecuario	4

{24} Llevamos a cabo proyectos de **desarrollo económico** centrados en conseguir un impacto tangible y duradero en las personas y comunidades más pobres [CODESPA-2].

{25} **Desarrollo rural** de la zona transfronteriza del nordeste de Guinea Bissau [AIDA-2].

{26} Promover la implicación de las instituciones en los procesos de **desarrollo social** para generar mayor impacto [CESAL-2].

D'autres adjectifs, en revanche, servent à signaler les critères d'acceptabilité des processus mis en place dans les pays du Sud, c'est-à-dire les modèles de développement adoptés et défendus par chaque organisation. Nous trouvons ainsi les combinaisons primaires suivantes:

desarrollo sostenible	127
desarrollo humano	51
desarrollo integral	35
desarrollo local	26
desarrollo comunitario	15
desarrollo inclusivo	5

Comme nous le voyons, la trace de l'adhésion aux politiques édictées par les organismes internationaux, et par l'ONU en particulier, est évidente dans les rapports. En effet, la forte fréquence du terme « desarrollo sostenible »[121] est principalement due, comme nous l'avons vu, à la présence de désignations institutionnelles (« Objetivos de Desarrollo Sostenible », « Agenda 2030 de Desarrollo Sostenible »), et c'est aussi le cas pour « desarrollo humano » : « Índice de Desarrollo Humano » présente 13 occurrences. Ces deux approches sont par ailleurs interconnectées, comme le montrent des combinaisons telles que « desarrollo humano sostenible » (6 occurrences) et « desarrollo humano y sostenible » (3 occurrences). Ces observations viennent confirmer l'existence du consensus autour de ce double principe, affirmée par González Luis (2006 : 16). Les autres combinaisons correspondent également à des concepts spécialisés reconnus comme tels et définis par la communauté[122].

[121] Le corpus présente aussi 5 occurrences de la variante « sustentable ».

[122] À titre illustratif, nous reproduisons ici les définitions de ces termes formulées dans des œuvres ou des documents spécialisés, qui sont la preuve de leur assimilation par la communauté comme notions de spécialité :
- « Desarrollo integral » : « El Desarrollo Integral es un proceso que se logra a través del conjunto coordinado de acciones políticas, sociales y económicas que se fundan en la promoción de la dignidad personal, la solidaridad y la subsidiariedad [....] en una dimensión que también los asegure para las generaciones futuras » (http://centroestudiosinternacionales.uc.cl/publicaciones/publicaciones-ceiuc/1297-la-promocion-del-desarrollo-integral, consulté le 26/12/19).
- « Desarrollo local » : « Desarrollo local implica la utilización de recursos o factores locales, ya sean de carácter económico, humano, institucional o cultural, a lo que se denomina potencial de desarrollo de la comunidad » (Rodríguez Cohard, 2009 : 42).
- « Desarrollo comunitario » : « Proceso tendente a conseguir que una colectividad (comunidad), en un territorio concreto, una sus esfuerzos a los de los poderes públicos para conseguir mejorar su situación económica, social

Il est intéressant de noter que les adjectifs ci-dessus apparaissent très souvent combinés, constituant ainsi des formules complexes qui ont pour but de mettre en relation deux secteurs d'intervention (« desarrollo económico y social », « desarrollo agrícola y ambiental »), d'intégrer une approche particulière à un secteur traditionnel (« desarrollo socioeconómico local », « desarrollo económico inclusivo », « desarrollo rural endógeno ») ou d'insister sur l'ensemble de critères d'acceptabilité des interventions (« desarrollo humano sostenible », « desarrollo comunitario participativo », « desarrollo inclusivo equitativo »).

{27} En esta zona CIC Batá […] impulsa procesos de **desarrollo económico local** con base en economía social, soberanía alimentaria y educación alternativa rural [BATA-2].

{28} Iniciativas urbanas para promover la convivencia pacífica, el **desarrollo humano sostenible** y los derechos de las mujeres y los jóvenes [MPDL-2].

{29} Taller '**Desarrollo inclusivo y sostenible** en territorios rurales de la frontera dominico-haitiana' [MPDL].

L'adjectif « sostenible » est le plus productif à cet égard, fréquemment ajouté à des combinaisons comportant un ou deux adjectifs : « desarrollo humano equitativo y sostenible », « desarrollo igualitario y sostenible », « desarrollo inclusivo y sostenible », « desarrollo participativo y sustentable », « desarrollo urbano sostenible »), ce qui rend compte du degré de consolidation de ce paradigme au sein de la communauté professionnelle.

La force des conceptions consensuelles du développement est confirmée par le fait que ces adjectifs accompagnant souvent le terme « desarrollo » imprègnent l'ensemble du texte en s'associant à d'autres substantifs. Voici la liste des fréquences d'apparition :

local	794
humano	566
sostenible	318
comunitario	255
integral	207
inclusivo	72

o cultural. En este proceso, el protagonista del cambio social que se requiere es la propia comunidad afectada » (Cáritas Zaragoza : 13).
- « Desarrollo inclusivo » : « estrategia de desarrollo que busque lograr una mayor inserción productiva y social directamente en la propia estructura y funcionamiento del sistema socioeconómico para asegurar una mejor distribución primaria del ingreso en el mismo momento de su gestación en el proceso productivo » (Infante et Chacaltana, 2014 : 18).

L'adjectif « local » est spécifiquement associé à deux principes : la coopération horizontale, à travers des ONG partenaires dans le Sud (« socio local », « contraparte local », « organización socia local »), et le développement endogène, fondé sur les structures et les ressources propres aux communautés concernées. Les combinaisons les plus fréquentes sont les suivantes :

socio local	136
contraparte local	70
gobierno local	35
organización local	34
organización socia local	14
comunidad local	16
autoridad local	16
población local	12
ente local	9
institución local	8
personal local	7
colectividad local	6
producto local	6
mercado local	5
comercio local	4

Cet adjectif s'inscrit également dans la logique des principes d'alignement et d'appropriation de la Déclaration de Paris, à travers des références à la contribution des ONG aux processus politiques et socioéconomiques internes, des combinaisons qui apparaissent souvent associées à la notion de « fortalecimiento » :

capacidad local	12
gobernanza local	9
resiliencia local	2

{30} se pretende que **consoliden** una estructura de poder **local** [ICID-2].

{31} **Fortalecer las capacidades** de liderazgo **local** para mejorar la organización y participación comunitaria [PROCLADE-2].

{32} impulsar redes ciudadanas por la **resiliencia local** [SOLIDITAN-2].

{33} su trabajo ha estado centrado en el **fortalecimiento de las capacidades locales** mediante la formación de una oficina de proyectos en Kenia [MADRESEL-2].

D'autres expressions, moins fréquentes, telles que « iniciativas locales » (4 occurrences), « actores locales » (4 occurrences) et « agentes locales » (3 occurrences), mettent en avant le rôle actif et pionnier des acteurs des communautés du Sud. Un rôle central est accordé aux actions territoriales de planification ; ainsi, la combinaison « políticas [adjectif] locales »

apparait 23 fois. Cet adjectif fait aussi partie de locutions prépositives qui soulignent la centralité de cette perspective : « desde lo local », « en el ámbito local », « a nivel local ».

La fréquence d'apparition des adjectifs « humano » et « sostenible » s'explique en partie, comme nous l'avons vu, par les références récurrentes aux principes et instruments de l'ONU, auxquels les ONG semblent adhérer en termes généraux. Dans le cas particulier du terme « humano », le grand nombre d'occurrences (566) est essentiellement dû à la forte présence des termes « derecho humano » (36 occurrences) et, surtout, « derechos humanos » (344) et, dans une moindre mesure, de « ser humano » / « seres humanos » (22 occurrences), en cohérence également avec les principes de l'ONU.

{34} Llevamos a cabo una intervención integral de desarrollo comunitario, enfocado a disminuir la pobreza y garantizar los **Derechos Humanos** en las comunidades más desfavorecidas [MIRADAS-2].

{35} tienen que ser igualmente sensibilizados, informados y formados sobre las problemáticas del **Derecho Humano** a la Salud [ANESVAD-2].

{36} Defendemos con ambición que todos los **seres humanos** tienen igual valor y merecen disfrutar de todos los derechos universales [ALIANXSOL-2].

Du reste, il est intéressant de noter l'utilisation de cet adjectif dans des formules comparatives classiques destinées à exprimer le désir d'atteindre un monde meilleur, dans un usage clairement non spécialisé :

{37} Desde CODESPA estamos decididos a promover **un mundo más humano** [CODESPA-2].

{38} Cada vez son más las delegaciones que se apuntan al Comercio Justo como herramienta para construir **un mundo más justo y humano** [PROCLADE-2].

{39} nuestra lucha por **un mundo más habitable y humano** [SOLIDINTAN-2].

{40} su compromiso e implicación incondicional por **un mundo más justo, solidario y humano** [MPDL-2].

L'adjectif « sostenible » présente pour sa part 318 occurrences. En dehors de ses combinaisons avec le terme « desarrollo », il sert à marquer une « façon convenable » d'envisager la gestion des ressources :

alimentación sostenible	8
gestión sostenible	6
uso sostenible	5
turismo sostenible	4

Dans la même ligne se construisent des expressions telles que « modelo sostenible », « alternativa sostenible » ou « lógica empresarial sostenible », ou encore la locution

adverbiale « de manera sostenible », avec toujours un rapport direct au développement économique et à l'environnement. L'actualité de la notion de développement durable est mise en relief non seulement par les fréquences lexicales, mais aussi par l'approche prospective, la notion d'aspiration future, qu'adoptent souvent les énoncés dans lesquels elle s'inscrit. Cette aspiration est explicitement transmise, entre autres, par la préposition « hacia » dans les titres de projets et par les constructions finales et comparatives :

{41} [*Titre de projet*] Avanzando **hacia un mundo sostenible**. La energía y el ser humano [ISFCAN-2].

{42} [*Titre de projet*] Nuevos modelos de desarrollo: **hacia una sociedad sostenible** y equitativa [INTERED-2].

{43} [*Titre de projet*] **Hacia un sistema agroalimentario sostenible**, justo y equitativo: comercio local y pequeñas producciones como herramienta para la Soberanía Alimentaria [JUSTIALIM-2].

{44} fomentar la reflexión sobre en qué sociedad vivimos y generar un cambio que promueva **un modelo más sostenible** [INTERED-2].

L'adjectif « comunitario » (255 occurrences) présente deux dimensions complémentaires. D'une part, il se réfère à des structures collectives, partagées par la communauté, comme c'est le cas de « huertas comunitarias » o « escuelas comunitarias ». D'autre part, il évoque une manière d'envisager les actions et les processus, comme le montrent les formules « participación comunitaria » (9 occurrences) et « fortalecimiento comunitario » (5 occurrences), ainsi que d'autres telles que « agendas comunitarias », « mecanismos comunitarios », « respuesta comunitaria », « acción comunitaria », « sensibilización comunitaria » ou « feminismo comunitario », qui, malgré leur rareté dans le corpus, semblent toutes suivre une logique commune.

{45} promover el derecho a la salud sexual y reproductiva […], a través del fortalecimiento del sistema sanitario púbico y la **participación comunitaria** [FUDEN-2].

{46} **Fortalecimiento comunitario**: proyectos de parentalidad positiva, voluntariado, jóvenes como agentes de cambio [AYUDACC-2].

{47} Mejora y articulación de servicios públicos y **acciones comunitarias** para prevenir, sancionar y erradicar la violencia de género [APY-2].

Pour ce qui est de l'adjectif « integral » (207 occurrences)[123], il est intéressant de noter qu'il est généralement associé à des noms relatifs aux modalités d'intervention des ONG, notamment concernant les secteurs de la santé et de l'éducation :

[123] Concurrencé dans certains cas par l'adjectif « integrado ».

atención integral	34
intervención integral	16
educación integral	7
protección integral	6
formación integral	5
programa integral	5

{48} Fortalecimiento de la implementación de procesos de promoción de la salud y de **atención integral** e intercultural con enfoque de género [MEDICUS-2].

{49} promovemos la **educación integral** en las comunidades con las que cooperamos [DILAYA-2].

Comme c'est le cas pour « sostenible », certaines formules identifient explicitement la façon dont les problèmes doivent être abordés : « enfoque integral », « modelo integral », « visión integral », etc. Les ONG soulignent ainsi une dimension qu'elles considèrent comme centrale dans leurs lignes d'action.

Finalement, l'utilisation de l'adjectif « inclusivo » est sans doute liée à la formulation en espagnol des Objectifs du Développement durable, concernant notamment l'éducation (ODD nº 4), la croissance économique et productive (ODD nº 8 et 9), l'habitat (ODD nº 11) et la société en général (ODD nº 16)[124]. Ainsi, il est très souvent associé au domaine de l'éducation, avec notamment « educación inclusiva » (16 occurrences) et d'autres constructions comme « escuela/s inclusiva/s » et « sistema educativo inclusivo », et de l'économie, avec « crecimiento inclusivo », « negocios inclusivos » et « finanzas inclusivas », entre autres. Encore une fois, il accompagne également des substantifs comme « enfoque » o « proceso », signalant des modèles privilégiés.

{50} El trabajo de InteRed se inscribe en la meta 4 de los Objetivos de Desarrollo Sostenible de Naciones Unidas: Garantizar una **educación inclusiva**, equitativa, de calidad y promover oportunidades de aprendizaje durante toda la vida [INTERED-2].

{51} con énfasis en la igualdad de oportunidades para el **crecimiento inclusivo** y sostenible [ISCOD-2].

{52} lo que pretende es que la escuela promueva **procesos inclusivos** generadores de ciudadanía global [APY-2].

[124] ODS 4 : « Garantizar una educación de calidad inclusiva y equitativa, y promover las oportunidades de aprendizaje permanente para todos » ; ODS 8 : « Fomentar el crecimiento económico sostenido, inclusivo y sostenible, el empleo pleno y productivo, y el trabajo decente para todos » ; ODS 9 : « Desarrollar infraestructuras resilientes, promover la industrialización inclusiva y sostenible, y fomentar la innovación » ; ODS 11 : « Conseguir que las ciudades y los asentamientos humanos sean inclusivos, seguros, resilientes y sostenibles » (https://www.undp.org/content/undp/es/home/sustainable-development-goals.html, consulté le 6/01/20). L'adjectif en espagnol reprend littéralement la forme anglaise (« inclusive »), alors que la langue française adopte des formulations différentes à chaque occasion.

La réitération de ces adjectifs, même lorsqu'il n'accompagnent pas le terme « desarrollo », concourt tout de même à définir les contours de cette notion complexe et sert à définir une approche de l'activité qui converge nettement avec les lignes édictées par les organismes internationaux.

3.3.3. Le jargon institutionnel

La terminologie produite et diffusée par les organismes internationaux de coopération est en général peu reprise dans les rapports. Nous avons déjà vu comment l'adhésion au cadre établi par les Nations Unies se traduit notamment par les références au développement durable et humain et par la reprise de ses formulations institutionnelles (Agenda 2030, Índice de Desarrollo Humano, etc.). En ce qui concerne l'OCDE et le CAD, les allusions sont moins directes. En effet, seul un rapport, AIDA, affirme explicitement son adhésion aux principes de la Déclaration de Paris, et un autre, MEDICUS, précise les codes secteur du CAD[125], en montrant ainsi son respect strict des directrices institutionnelles.

{53} La coordinación con otras instituciones públicas y privadas, con objeto de multiplicar los efectos positivos de la cooperación, asumiendo los compromisos de **alineación, apropiación, armonización y transparencia** [AIDA-2].

{54} un 26,8% de los recursos se destinó a Salud Básica (**CAD 122**), el 20,7% a Programas / políticas sobre población y salud reproductiva (**CAD 130**), un 18,8% a Salud General (**CAD 121**), un 13,8% a Determinantes de Salud (**140**), un 11,5% a Sectores Transversales: Gobierno y Sociedad Civil, general (**CAD 151**) y un 5,1% a otros sectores, especialmente sectores productivos y un 3,3% a Ayuda Humanitaria (**730**) [MEDICUS-2].

L'influence du cadre régulateur établi par ces organismes est visible à travers des indices indirects. Afin de mesurer cette influence, nous allons analyser le traitement des termes clés développés dans trois documents de référence dans la création de la terminologie du domaine (voir chapitre 2) : *Principles for Evaluation of Development Assistance* (intégré à son tour dans *DAC Principles for Effective Aid*, CAD : 1992), *Glossary of Key Terms in Evaluation and Results Based Management* (OCDE : 2002) et la Déclaration de Paris (2005).

[125] Code-secteur (*Purpose code*) : « Liste des codes, titres et descriptions utilisés pour identifier le secteur de destination d'une contribution » (http://www.oecd.org/fr/developpement/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/listesdecodesducadetsnpc.htm, consulté le 01/09/20).

Le premier texte détermine notamment les cinq critères clés d'évaluation des actions de coopération, désignés en anglais comme « relevance », « efficiency », « effectiveness », « impact » et « sustainability » (CAD, 1992 : 132) et repris dans les manuels de gestion de l'UE. Ces termes, qui ont été traduits en espagnol comme « pertinencia », « eficiencia », « efectividad », « impacto » et « sostenibilidad », ne connaissent pas tous la même fortune dans les rapports. Ainsi, « pertinencia » et « eficiencia » sont très rarement utilisés, avec 9 et 15 occurrences respectivement (l'adjectif « eficiente », quant à lui, est utilisé 24 fois, face aux 4 occurrences de « pertinente »). Au contraire, « impacto » présente 117 occurrences et « sostenibilidad » 77, auxquelles il faut ajouter les 318 apparitions de l'adjectif « sostenible ». Pour sa part, « eficacia », avec 29 occurrences (plus 33 occurrences de l'adjectif « eficaz ») reste entre les deux extrêmes.

Le succès relatif de ces trois derniers termes semble être lié à des dynamiques plus récentes du secteur. Par exemple, nous avons déjà souligné l'importance de la notion de « développement durable », qui n'est absolument pas remis en cause. En ce qui concerne « impacto » et « efectividad », leur succès dans le secteur semble être dû entre autres à la consolidation de la « Gestion axée sur les résultats », définie dans le glossaire de l'OCDE (2002 : 34). L'adoption de cette approche n'est pas explicitée (le terme « resultados de desarrollo » apparait 3 fois dans le corpus), mais le lien avec le cadre établi par l'OCDE est visible lorsque ces termes sont associés à d'autres principes retenus dans le glossaire, même si cette référence n'est pas explicitée :

{55} Proceso de evaluación interna, que involucrará a las personas colaboradoras, para determinar la pertinencia y mejora de los objetivos planteados y su grado de realización, la eficiencia en cuanto al desarrollo, **la eficacia, el impacto y la viabilidad** [APY-2].

{56} nos implicamos y comprometemos en el desarrollo de nuestro trabajo bajo los principios de **eficacia, impacto y transparencia** [CODESPA-2].

{57} herramienta que mejora la visibilidad de procesos y resultados y que favorece la **transparencia, eficacia y rendición de cuentas** [BATA-2].

À la Gestion axée sur les résultats appartiennent aussi deux autres termes, « insumos » et « indicadores ». Le premier apparait seulement 9 fois dans le corpus, et il est utilisé comme simple synonyme de « recursos » et non comme terme propre à ce modèle. Le terme « indicadores » présente en revanche 46 occurrences, dans l'un des rares cas de transfert direct de la terminologie strictement spécialisée dans les rapports :

{58} BENEFICIARIOS --- Niños y niñas: 891 - **INDICADORES** --- 891 kits de abrigo entregados/ 57 escuelas beneficiadas de la entrega [GLOBAL-2]

L'adoption de cette approche est également visible dans le système de numérotation des résultats et des activités qui apparait dans les fiches de projet de certains rapports, comme APY, ASFES, SOLIDINTAN et ISCOD.

{59} **Resultado 2.1.2. Act 1.** - Contactar con los centros receptores de la campaña (universidades y ONGDs) [APY-2].

{60} **Resultado 1.** Asegurado el aprovisionamiento de agua potable de calidad para atender a las necesidades de la población refugiada de los CRS [SOLIDINTAN-2].

{61} Se comenzó implementando el **resultado 1** de formación, en la lógica de crear y/o fortalecer las capacidades de las organizaciones participantes [ISCOD-2].

La formulation sous forme de participe passé (exemple {59}), est aussi une marque de respect des consignes internationales, et peut aussi être la trace de l'utilisation de la méthodologie du Cadre Logique. En ce sens, il faut signaler que la terminologie associée au cadre logique est peu utilisée dans les rapports, sans doute en raison de son important degré de technicité. Ainsi « marco lógico », qui apparait comme terme de spécialité dans le glossaire de l'OCDE, présente 3 occurrences, et seule une évocation indirecte de la gradation des objectifs que propose cette méthodologie est peut-être perceptible dans l'utilisation de « objetivo general » (10 occurrences) et « objetivo específico » (8 occurrences) ; pour le reste, aucune autre référence ne fait penser à cet instrument qui est pourtant très utilisé par les équipes de gestion des projets.

Dans la logique de la description technique des projets, les communautés ciblées sont globalement désignées, selon les fréquences lexicales, au moyen du terme « beneficiario » (nom ou adjectif), également défini dans le glossaire de l'OCDE :

beneficiarios (*subst.*)	295
población beneficiaria	56
personas beneficiarias	33

Ce terme au sens générique est généralement utilisé dans les fiches de projet et dans les tableaux synthétiques pour quantifier les résultats des actions menées, et très souvent sous forme d'intitulés.

{62} PRESUPUESTO FINANCIADO 10.000 euros **BENEFICIARIOS** 200 alumnos [EDIFICANDO-2].

{63} **Población beneficiaria** directa: 6.520.675: 3.450.610 mujeres y 3.070.065 hombres [SOLIDINTAN-2].

{64} 543 programas - 2,3 millones de **personas beneficiarias** - 51% Mujeres [SOLIDINTAN-2].

En ce sens, le terme « beneficiarios » semble être utilisé de façon rétrospective, une fois que l'impact des actions est mesuré, et non dans la description des situations à l'origine des interventions, où les termes sont spécifiquement choisis pour identifier de façon plus précise le profil des populations ciblées. En ce sens, seule l'expression « los beneficiarios » apparait dans des phrases complexes non synthétiques, désignant des communautés particulières mais non spécifiées :

{65} intervenimos junto a **los beneficiarios** y nuestros socios e instituciones locales en los procesos de cambio de la realidad [AIDA-2].

{66} atendiendo a aspectos económicos y sociales que permitiesen a **los beneficiarios** realizar cultivos sostenibles [PROCLADE-2].

Un autre terme défini dans le glossaire est « accountability », traduit en espagnol comme « rendición de cuentas ». Cette expression présente 26 occurrences (auxquelles s'ajoutent 11 occurrences de la locution « rendir cuentas ») et elle apparait très souvent associée à la notion de « transparencia ».

{67} Y el trabajo de los últimos años en **transparencia y rendición de cuentas** dio sus frutos con la certificación de la Fundación Lealtad [ANESVAD-2].

{68} Promovemos **la transparencia y la rendición de cuentas** hacia todos nuestros actores [AYUDACC-2].

{69} Por eso, tenemos una doble responsabilidad con la **rendición de cuentas** y con el control de estas inversiones públicas en desarrollo [ALIANXSOL-2].

En dernier lieu, la Déclaration de Paris reconnait comme principe clé l'« efficacité de l'aide » et établit les critères d'action suivants : « appropriation », « alignement », « harmonisation », « Gestion axée sur les résultats » et « responsabilité mutuelle ». Le terme « eficacia de la ayuda » est utilisé 3 fois, mais dans un seul rapport (CODESPA), et nous avons déjà commenté le traitement de « eficacia », ainsi que de « gestión orientada a resultados », dans notre corpus. Les autres termes ne présentent pas non plus des fréquences significatives : « apropiación » et « armonización » apparaissent deux fois, « alineación » et « alineamiento », une fois chacun, et « responsabilidad mutua » ne présente aucune occurrence. Malgré tout, l'importance de certaines de ces notions est indirectement perceptible dans les rapports. Ainsi, l'adjectif « propio » précédé du possessif de troisième personne (« su » / « sus ») apparait 71 fois, généralement pour marquer l'appropriation des processus de développement par les communautés concernées :

{70} los miembros de la comunidad se organizan para producir, transformar, comercializar y consumir de manera conjunta, bajo el liderazgo de sus autoridades originarias y siguiendo **sus propias formas de gestión** [JUSTIALIM-2].

{71} Se está formando a la comunidad local en reciclaje de escombros y rehabilitación, para que sean ellos mismos los propulsores de **su propio desarrollo** [RESCATE-2].

{72} Apoyo a proyectos de desarrollo social y económico en países empobrecidos facilitando el capital necesario para realizar **sus propios proyectos productivos** [MICROFIDES-2].

D'autre part, le terme « fortalecimiento » s'insère nettement dans la logique de l'alignement. En ce sens, il est intéressant de noter la spécificité sémantique de ce terme, issu de la langue commune, dans le domaine de la coopération internationale. Il apparait 281 fois dans le corpus, avec les combinaisons principales suivantes :

fortalecimiento de (las) capacidades	38
fortalecimiento institucional	14
fortalecimiento de (las) organizaciones	13
fortalecimiento organizativo	9
fortalecimiento comunitario	5
fortalecimiento de redes	5
fortalecimiento del sistema	5
fortalecimiento de la democracia	4
fortalecimiento de la educación	4
fortalecimiento de los servicios	4
fortalecimiento del tejido económico	4
fortalecimiento de la gestión	3
fortalecimiento de la gobernanza local	3
fortalecimiento de la participación	3
fortalecimiento de la seguridad	3
fortalecimiento de alianzas	2
fortalecimiento de la resiliencia	2
fortalecimiento de la seguridad alimentaria	2
fortalecimiento de la soberanía alimentaria	2

Comme nous le voyons, ce terme est presque invariablement lié à des entités collectives et structurelles (organisations, institutions, réseaux, systèmes) ou à des principes abstraits (démocratie, participation, sécurité), et peut être interprété comme le corrélat de « empoderamiento » au niveau institutionnel et organisationnel des communautés (voir plus bas).

{73} Nuestros programas tienen por objeto el **fortalecimiento** de las capacidades de las comunidades donde trabajamos [GLOBAL-2].

{74} nos planteamos nuestra misión como el **fortalecimiento** de redes de sociedad civil tanto Sur-Norte, como Sur –Sur y Norte-Norte [ECOSOL-2].

Finalement, le terme « corresponsabilidad » (11 occurrences) semble dans certains cas traduire la notion de « responsabilidad mutua » :

{75} AIETI, en **corresponsabilidad** con sus socias locales, contribuye a construir sociedades interdependientes, justas, solidarias y participativas [AIETI-2].

Dans tous les cas, il apparait que cet ensemble de notions ont été intériorisées par les ONG et font désormais partie de leur langage, même après avoir perdu leur caractère institutionnel d'origine :

{76} Promovemos valores como la coherencia, el cuidado de las personas y el planeta, la equidad, la **corresponsabilidad**, la participación, la solidaridad y la transparencia en nuestras acciones [INTERED-2].

{77} esta estrategia de intervención busca sin duda aprovechar al máximo los recursos, tener **mayor impacto y más sostenibilidad** [ANESVAD-2].

Le troisième cadre supranational de référence étant l'Union européenne, nous prenons le *Manuel de gestion du cycle de projet*, publié par la Commission européenne, qui dans sa version de 2001 fournit la désignation des différentes étapes du processus : « programming », « identification », « appraisal », « financing », « implementation » et « evaluation » (CE, 2001 : 3). Certes, le terme « ciclo de/del proyecto » est très peu utilisé dans le corpus, avec 6 occurrences, mais la trace de l'utilisation de cette méthodologie est visible dans la fréquence d'apparition des désignations de ses phases[126] :

ejecución	241
seguimiento	99
evaluación	55
identificación	46
diagnóstico	37
monitoreo	17

Ces mots sont explicitement utilisés comme termes de spécialité lorsqu'ils apparaissent ensemble dans des séquences telles que « formulación, seguimiento y evaluación de proyectos » et dans des formules fixes comme « plazo de ejecución » (56 occurrences) et « (proyecto) en ejecución » (53 occurrences). Pour le reste, on observe une coexistence entre usage spécialisé et non spécialisé.

[126] Le terme « financiación », qui apparait 116 fois dans le corpus, n'est pas pris en compte dans ce tableau parce qu'il ne concerne en aucun cas les phases de la gestion de projets, mais l'origine et le montant des sommes destinées à la mise en œuvre des projets.

{78} promover la integración de las realidades, necesidades, visiones y derechos de estos pueblos en **la programación, la ejecución, el seguimiento y la evaluación** de las acciones de la Cooperación española [ALMACIGA-2].

{79} Nº PROYECTOS APROBADOS 26 - Nº **PROYECTOS EN EJECUCIÓN** 51 [ANESVAD-2].

{80} Institución cofinanciadora: Agencia Vasca de Cooperación (2014) - **Plazo de ejecución**: 2014-2017 - Monto concedido: 222.595,42 Euros [SETEMEUS-2].

{81} La **ejecución** de este proyecto dotará a dichas escuelas de nuevas instalaciones [VERAPAZ-2].

{82} Durante el año 2017 realizamos acciones de **identificación** de proyectos de desarrollo sostenible [MANABI-2].

{83} El éxito del programa se consigue gracias al trabajo pormenorizado de **identificación** de sus necesidades y de sus fortalezas [CESAL-2].

L'impression globale que nous pouvons extraire de ces observations est que les rapports essaient de « traduire » en quelque sorte les notions et les termes « ultraspécialisés » (Gutiérrez Rodilla, 1998 : 106) nés au sein des grandes institutions du domaine, afin de les rendre accessibles à un public large, en cohérence avec les finalités du genre.

3.3.4. Les centres d'intérêts : « género », « pobreza » et « empoderamiento »

Le mot « género », qui n'est pas exclusif de la coopération internationale, a une présence écrasante dans le corpus, ce qui rend compte de l'importance de la question dans le secteur. Les expressions dont il fait partie sont en premier lieu destinées à visibiliser les problématiques sociales liées à cette question :

violencia de género	102
desigualdades de género	10
violencias de género	8
discriminación de género	3
violencia basada en género	3
brecha de género	2

{84} En Colombia se ha trabajado […] para poner en marcha programas de formación sobre **violencia de género**, derechos sexuales y participación política [ALIANXSOL-2].

{85} Así trabajamos para reducir las **desigualdades de género** desde el ámbito familiar, al escolar y comunitario [GLOBAL].

D'autres formulations évoquent des droits reconnus et des objectifs à atteindre :

equidad de género	75
igualdad de género	61

justicia de género	7

{86} El país se enfrenta a grandes desafíos en materia de inclusión social y **equidad de género** [EDUCO-2].

{87} Lucha por la igualdad de oportunidades e **igualdad de género** en Perú [ALMENARA-2].

Et d'autres désignent finalement les méthodologies et les outils disponibles dans le secteur pour aborder cette question :

enfoque de género	58
perspectiva de género	20
unidad de género	5
sensibilización de género	3

{88} hemos incorporado el **enfoque de género** de manera transversal en actividades y objetivos de nuestros proyectos [GLOBAL-2]

{89} Unas fichas que nos ayudan a introducir la **perspectiva de género** en los diferentes ámbitos de trabajo del Comercio Justo [SETEMEUS-2].

En ce qui concerne le terme « pobreza », les formulations associées expriment dans la plupart des cas l'objectif essentiel de la lutte contre la pauvreté, en cohérence encore une fois avec le consensus international (voir chapitre 2).

lucha contra la pobreza	31
erradicación de la pobreza	13

{90} En CODESPA apostamos por la innovación social como pilar clave de nuestro trabajo para describir nuevas fórmulas en la **lucha contra la pobreza** [CODESPA-2].

{91} Contribuir a la **erradicación de la pobreza** es uno de los principales objetivos de CESAL [CESAL-2].

Dans la ligne des indicateurs de pauvreté du programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), cette notion apparait formulée dans les textes comme une réalité quantifiable :

pobreza extrema	14
índices de pobreza	8
niveles de pobreza	7
umbral de la pobreza	4
extrema pobreza	4

{92} La intervención se fundamenta en altos **índices de pobreza**, violencia intrafamiliar, tráfico y adicción a las drogas y el alcohol [CESAL-2].

{93} Seguridad alimentaria y reducción de los **niveles de pobreza** de 150 familias de migrantes en comunidades aisladas y marginadas [CIDEAL-2].

{94} la mayoría de la población vive por debajo del **umbral de la pobreza** [GLOBAL-2].

C'est précisément le fait d'être mesurable sur la base d'une échelle partagée qui fait de la pauvreté une notion spécialisée, reconnue comme telle par la communauté concernée et génératrice de termes de spécialité. Malgré tout, les exemples observés rendent compte d'un usage rhétorique, plutôt que relevant d'une gradation numérique préétablie. Seul le terme « pobreza extrema » renvoie à une notion véritablement spécialisée :

{95} Municipios en general con **indicadores de pobreza, pobreza extrema y prevalencia de desnutrición** altos [MUSOL-2].

D'autre part, nous avons déjà souligné l'importance des stratégies liées à l'*empowerment*, littéralement traduit en espagnol comme « empoderamiento »[127]. Ce terme présente une fréquence de 139 occurrences, ce qui rend compte de sa consolidation dans le secteur.

empoderamiento de la mujer	20
empoderamiento de las mujeres	15
empoderamiento económico	9
empoderamiento económico y social	5
empoderamiento integral	3

Les combinaisons lexicales et les contextes d'utilisation montrent nettement que ce terme est presque exclusivement associé aux femmes. Ainsi, les deux combinaisons les plus fréquentes sont « empoderamiento de la mujer » et « empoderamiento de las mujeres », mais beaucoup d'autres se construisent dans la même logique : « empoderamiento económico y social de pequeñas productoras », « empoderamiento de mujeres indígenas y campesinas », etc. La dimension économique semble être prioritaire (« empoderamiento económico », « empoderamiento económico y social »), mais des conceptions complexes sont aussi évidentes, dans des combinaisons telles que « empoderamiento integral » ou « empoderamiento económico, político y social », entre autres. Le terme est par ailleurs coordonné à d'autres substantifs qui délimitent la portée de la notion : « empoderamiento y liderazgo », « empoderamiento y resiliencia », « empoderamiento e independencia », « empoderamiento e inserción », etc.

[127] En langue française, le terme anglais est très souvent utilisé. Bacqué et Biewener (2013 : 25) soulignent les difficultés dans le choix terminologique : « Une des premières difficultés de l'utilisation française de cette notion est sa traduction. Plusieurs formulations ont été proposées, parmi lesquelles "capacitation", "empouvoirisation", "autonomisation" ou "pouvoir d'agir". Mais les termes "autonomisation" et "capacitation", s'ils indiquent bien un processus, ne font pas référence à la notion de pouvoir qui constitue la racine du mot ; et les expressions "pouvoir d'agir" ou "pouvoir d'action" ne rendent quant à elles pas compte du processus pour arriver à ce résultat et de sa dimension collective ».

{96} CESAL impulsa el **empoderamiento de las mujeres** para que asuman el liderazgo en la nueva perspectiva de conservación ambiental [CESAL-2].

{97} El proyecto interviene a través del **empoderamiento económico y político** de las mujeres de 5 comunidades [SOLIDINTAN-2].

{98} los beneficios que se obtienen de la comercialización de los productos que elaboran se destinan a programas de **empoderamiento y liderazgo** de la mujer [ITWILLBE-2].

Une autre conception – très minoritaire – de la notion se dégage d'expressions comme « empoderamiento de beneficiarios » et « empoderamiento de hombres y mujeres », qui ne concernent pas les questions de genre et où le sens reste vague. Dans d'autres expressions telles que « empoderamiento de la sociedad », « empoderamiento de la sociedad civil » ou « empoderamiento de la ciudadanía », le terme semble être utilisé comme synonyme de « fortalecimiento ».

Un terme proche qui reprend ce sens est celui de « capacitación » (120 occurrences), qui semble vouloir se frayer un chemin dans le domaine de la coopération en remplacement de « formación » (qui reste malgré tout nettement dominant, avec 646 occurrences). En quelque sorte, il semblerait que l'utilisation du terme « capacitación » sert à mettre sur un même plan les actions de formation des acteurs du Nord et du Sud.

{99} Programa de asesoría legal y **capacitación** de la población haitiana asentada en Sabana Yegua, República Dominicana [NUEVOSCAM-2].

{100} La incidencia y sensibilización con formadoras de opinión se concretó en la **capacitación** a personas comunicadoras de organizaciones sociales [ISCOD-2].

3.3.5. Les acteurs sur le terrain : « cooperante », « agente » et autres dénominations

Si, malgré une certaine imprécision, les désignations des différents profils constituant la base sociale des ONG semblent assez consolidées (« socio », 543 occurrences ; « voluntario », 335 ; « colaborador », 151 ; « donante », 91), il n'en va pas de même pour le personnel responsable de l'action sur le terrain. En effet, le terme « cooperante », qui devrait le plus nettement incarner la communauté spécialisée du domaine, n'apparait que 33 fois dans notre corpus.

{101} Socios/Socias, **Cooperantes** y Voluntariado 2017 [MEDICUS-2].

{102} Formación y envío de **Cooperantes** a participar sobre el terreno en proyectos de desarrollo [SOLMAN-2].

Le terme « profesional » (nom et adjectif) vient parfois remplacer cette désignation, mais il ne précise pas toujours si le travailleur est ou non expatrié ; et à l'inverse, « expatriado » ne précise pas s'il s'agit de personnel salarié ou bénévole.

{103} Se pone a disposición a 17 técnicos/as **profesionales** con dedicación exclusiva al proyecto [BATA-2].

{104} se han organizado 3 encuentros con **profesionales de la cooperación** que han presentado el trabajo de AIDA en Guinea Bissau, Senegal y Bangladesh [AIDA-2].

{105} tomó la palabra para agradecer las muestras de afecto y cariño y reconocer el trabajo, compromiso y entrega de **profesionales**, colaboradores, socios y socias, y amigos y amigas que forman parte de CESAL [CESAL-2].

{106} Apoyo al **personal expatriado** en todas las tareas de diseño, logística, gestión económica y monitoreo de los proyectos [ASFES-2].

{107} Disponemos de 4 sedes con personal permanente y un equipo formado por 1 cooperante expatriado y 1 **técnica voluntaria expatriada** [BATA-2].

Les fréquences réduites suggèrent que le terme « cooperante » est en désuétude dans le secteur, mais l'absence d'alternatives consolidées nous amène à formuler l'hypothèse que les modalités actuelles de coopération, fondées sur un travail horizontal avec essentiellement des partenaires locaux, exigent de nouvelles formes de description de l'activité, focalisées sur les acteurs du Sud.

En ce sens, nous avons constaté une présence importante du mot « agentes » (71 occurrences), qui a pour particularité de ne pas faire la différence entre les acteurs du Nord et du Sud, et qui pourrait vraisemblablement se consolider comme terme propre au domaine :

agentes de cambio	5
agentes multiplicadores	4
agentes comunitarios	3
agentes de desarrollo	3
agentes de salud	3
agentes educativos	3
agentes locales	3
agentes sociales	3

Nous avons aussi constaté l'importance des termes « defensores » et « defensores de (los) derechos humanos », qui présente 107 occurrences, dont 63 au féminin, soulignant le rôle actif des femmes dans cette sphère d'activité, dont l'un des objectifs spécifiques est d'ailleurs la défense des droits des femmes.

{108} La organización y fortalecimiento de una red de **defensoras** de los derechos humanos de las mujeres [APY-2].

{109} las acciones de incidencia y comunicación que se han llevado a cabo durante el 2017, para visibilizar el rol de las **defensoras y defensores** de DDHH [AIETI-2].

L'analyse contextuelle de ce terme met en lumière les situations de persécution vécues par ces personnes dans leur environnement proche. Des mots tels que « criminalización », « amenazas » et « acoso » accompagnent souvent le terme, à côté de « apoyo a » et « solidaridad con », qui montrent le revers de la médaille. Le terme « defensores » est clairement en train de remplacer celui de « activistas » (11 occurrences) qui apparait limité au domaine de l'environnement (« activistas ambientales ») et très souvent coordonné au premier (« activistas y defensores », « defensores y activistas »).

{110} La sociedad civil, los/as **activistas y defensores/as** de Derechos Humanos hemos continuado nuestra labor en la construcción de una sociedad más justa para todas y todos [MPDL-2].

Comme nous le voyons dans cet exemple, le terme « defensores » place sur un pied d'égalité le rôle de tous les acteurs, du Sud et du Nord, soulignant de nouvelles formes de relation. D'autres dénominations sont créées à l'image de celle-ci, ciblées sur des situations particulières, telles que « facilitadores », « tomadores de decisiones », « formadores de opinión », « comunicadores » et « dinamizadores », qui semblent être spécialement choisis pour souligner les rôles actifs des agents de la communauté.

{111} formación en estrategias de educación comunitaria de **facilitadores y facilitadoras** [BATA-2].

Dans la même logique, nous avons identifié plusieurs termes construits par addition du suffixe « -ría » (« veeduría », « defensoría », « procuraduría » et « relatoría ») qui semblent vouloir signaler la constitution de structures propres de défense des droits dans le Sud.

D'autre part, les communautés du Sud sont parfois représentées dans les rapports à travers leurs dirigeants et leurs porte-parole. Le terme « líder » apparait 24 fois dans le corpus, généralement utilisé dans ce sens (« líderes comunitarios », « líderes locales »), et « lideresa », qui met en avant l'engagement des femmes dans la défense des droits de leurs communautés, présente 21 occurrences.

3.6. L'action dans le Nord : « Educación para el Desarrollo », « sensibilización » et « incidencia »

Parmi les expressions destinées à désigner les modèles éducatifs et communicatifs orientés vers la transformation à long terme, nous avons déjà souligné la primauté de « Educación para el Desarrollo » :

Educación para el Desarrollo	166
educación en valores	13
comunicación social	9
Educación al Desarrollo	8
Educación para la / una Ciudadanía Global	5
educación para la transformación social	5
Educación para el Desarrollo y la Ciudadanía Global	2

Comme nous le voyons, il apparait qu'une panoplie de termes viennent concurrencer – ou compléter – celui de « Educación para el Desarrollo », sans pour autant le détrôner : « educación en valores » apparait dans 10 rapports différents, ce qui fait de cette locution une formulation consolidée dans le secteur, mais les fréquences réduites des autres variantes montre une absence de consensus face à une alternative possible à la forme prédominante. Le débat autour du choix du terme est repérable dans la présence d'expressions complexes utilisées dans un seul rapport, comme « Educación Transformadora y para la Ciudadanía Global » (INTERED), « comunicación para el desarrollo y el cambio social » (INTERED), « Educación, Comunicación y Cultura para el Desarrollo » (BATA), « educación y comunicación para el desarrollo » (BATA) et « Educación y Comunicación para la Transformación Social » (MEDICUS), qui met en lumière, d'une part, l'importance particulière accordée par l'organisation en question à cette sphère d'activité et, d'autre part, la recherche d'une approche intégrale susceptible de remplir tous les objectifs et les critères du secteur, ainsi que d'un terme qui recouvre l'ensemble des significations envisagées. Une formulation proche de celles évoquées jusqu'ici mais mettant en avant une autre approche est « Educación para la Paz », utilisé dans deux rapports (MPDL, avec 11 occurrences, et ICID, avec 1 occurrence).

Par ailleurs, l'utilisation de sigles peut être interprétée comme un signe d'institutionnalisation, ou peut-être de volonté de consolidation. Nous avons retrouvé les exemples suivants : « EpD » ou, plus rarement, « ED » pour « Educación para el Desarrollo » (parfois sans développement de l'expression, ce qui témoigne de son degré de consolidation), « EpDCG » pour « Educación para el Desarrollo y la Ciudadanía Global », « ETCG » pour

« Educación Transformadora y para la Ciudadanía Global » et « EPCG » pour « Educación para la Ciudadanía Global ».

{112} El proyecto que estamos finalizando ha pretendido el impulso de la **Educación para el Desarrollo** desde la metodología coeducativa en el ámbito de la educación formal [APY-2].

{113} fomentamos la **educación en valores** y el compromiso personal en la sociedad española [DILAYA-2].

{114} Esta acción pretende así capacitar nuevos agentes de **EpD** y abrir las actividades de EpD a toda la comunidad educativa [ISCOD-2].

{115} En el marco de la **Educación para el Desarrollo y la Ciudadanía Global (EpDCG)** […], hemos trabajado nuestra metodología "Jóvenes Actuando con Cuidados" [INTERED-2].

Le terme « sensibilización », pour sa part, possède une signification spécialisée autonome et relativement transparente. Malgré cela, il apparait très souvent coordonné à un autre substantif, ce qui suggère un besoin de délimiter une notion aux contours flous ou de l'inscrire dans des sphères d'activité spécifiques.

sensibilización y Educación para el Desarrollo / EpD	25
sensibilización y educación	13
sensibilización e incidencia	9

D'autre part, les constructions prépositionnelles dont le terme fait partie confirment notre observation initiale sur la multiplicité des désignations des actions dans le Nord, face à la stabilité du terme « proyecto » pour les interventions dans le Sud (voir chapitre 6) :

campaña(s) de sensibilización	34
actividad(es) de sensibilización	32
proyecto(s) de sensibilización	15
jornada(s) de sensibilización	12
acción(en) de sensibilización	12
charla(s) de sensibilización	8
sesión(es) de sensibilización	6
taller(es) de sensibilización	6
programa(s) de sensibilización	4

L'impression globale que ces fréquences font ressortir est celle d'une vision de la sensibilisation planifiée sous forme d'actions assez limitées aussi bien dans le temps (« campañas », « actividades ») que dans la portée, en termes de nombre de personnes visées (« charlas », « talleres »).

Le terme « incidencia » présente 175 occurrences dans son sens spécialisé (par opposition à son sens général comme synonyme de « impacto »), parfois accompagné des adjectifs « política » et « social ».

incidencia	112
incidencia política	53
incidencia social	7
incidencia social y política	3

Comme c'était le cas pour les deux autres termes, « incidencia » apparait très souvent coordonné à d'autres noms, tels que « EpD », « sensibilización », « comunicación », « participación » et « denuncia », ce qui peut être le signe d'une certaine imprécision à son égard ou d'une conception multidimensionnelle de l'action dans le Nord.

4. Pratiques discursives

Outre le répertoire des termes que nous pouvons qualifier de propres au domaine spécialisé, l'analyse lexicale du corpus nous fournit des informations sur certaines pratiques discursives, et notamment sur les « opérations de nomination » (Boutet, Gardin et Lacoste, 1995 : 19) et leurs motivations. Nous soulignons dans les lignes qui suivent les pratiques qui nous semblent les plus significatives.

4.1. Adoption du langage inclusif

Avant d'explorer ces procédures de nominalisation, nous pouvons souligner comme pratique partagée l'adoption généralisée du langage inclusif, en cohérence avec les principes essentiels des organisations. Ainsi, dans son expression minimale, ce langage se traduit par l'inclusion des deux articles et des deux terminaisons des substantifs et des adjectifs et, un au-delà, par l'antéposition de la forme féminine :

{116} **los/as** pequeños**/as** productores**/as** [JUSTIALIM-2].

{117} **Productoras/es**, trabajadoras/es agrícolas y socias/os de las organizaciones locales [JUSTIALIM-2].

{118} **defensoras y defensores** de DDHH [AIETI-2].

Une deuxième procédure très utilisée consiste à utiliser des noms collectifs non marqués. C'est le cas pour des formules déjà consolidées, comme « alumnado » (91 occurrences), « profesorado » (69) et « campesinado » (14), mais aussi dans des cas moins

conventionnalisés, comme celui du terme « voluntariado » lorsqu'il vient remplacer « los voluntarios / las voluntarias » :

{119} permite al **voluntariado** activo de la organización conocer en primera persona el trabajo que realizamos en el Sur [JUSTIALIM-2]

{120} Nuestro equipo de **voluntariado** está formado por 1.730 personas que de manera estable nos aportan sus conocimientos y dedicación [OXFAM-2].

Le langage inclusif passe aussi par l'adjectivation du substantif « personas », avec entre autres les combinaisons suivantes : « personas refugiadas » (54 occurrences), « personas voluntarias » (46), « personas adultas » (34), « personas beneficiarias » (33), « personas apoyadas » (31), « personas migrantes » (27), « personas socias » (21), « personas desplazadas » (12), « personas participantes » (9) et « personas productoras » (4). Ces formulations, clairement destinées à éviter le masculin générique, viennent remplacer un paysage traditionnellement peuplé de « refugiados », « socios » et « beneficiarios ».

La féminisation des noms traditionnellement construits au masculin est visible, au moins, dans un exemple repéré dans le corpus, « lideresa », qui est explicitement utilisé, comme nous l'avons vu, pour mettre en avant les responsabilités assumées par les femmes dans les communautés du Sud. En ce sens, il faut noter que la langue espagnole a depuis longtemps adopté la procédure de féminisation, raison pour laquelle aucune autre information significative ne peut être signalée à cet égard[128].

Finalement, si le mot « mujer » / « mujeres » est l'un des termes les plus fréquents du corpus (1 777 occurrences), c'est non seulement parce qu'il fait référence à l'un des collectifs considérés comme les plus vulnérables par les ONG, mais aussi parce qu'un effort discursif est déployé pour visibiliser cette réalité. Cet effort est par ailleurs encouragé par les organismes du secteur, qui imposent l'approche transversale de genre dans l'élaboration des projets et dans le fonctionnement des organisations et, exigent, dans les pratiques de transparence, une différenciation des données par sexes, aussi bien pour la quantification des bénéficiaires que de la base sociale de l'organisation.

[128] La forme « lideresa » est reconnue par le *Diccionario de la Real Academia* (voir https://dle.rae.es/l%C3%ADder, consulté le 03/09/20) et a été commentée par la Fundéu en 2011 (https://www.fundeu.es/recomendacion/lider-lideresa-femenino/, consulté le 03/09/20).

4.2. Adhésion au cadre international

Les choix lexicaux observés permettent de constater un important degré d'adhésion des ONG aux principes internationaux établis par les organismes internationaux. Cette adhésion est explicite, comme nous l'avons vu, en ce qui concerne l'ONU en particulier ; en effet, la fréquence d'apparition des termes « desarrollo sostenible » et « desarrollo humano » est cohérente avec les nombreuses références à l'Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible et à l'Índice de Desarrollo Humano. Elle est plus indirecte en ce qui concerne l'OCDE, le CAD et la Commission européenne, peut-être en raison de l'important degré de technicisation de leur cadre d'action (notamment l'évaluation), mais elle est également visible dans certaines pratiques mises en place, principalement dans la description des projets et dans la quantification des résultats, comme que nous l'avons expliqué plus haut. Ces technicismes sont généralement traduits dans les rapports par des mots de la langue courante ; ainsi, « resultados », « beneficiarios » et « recursos » sont privilégiés face à « indicadores objetivamente verificables », « grupo meta » et « insumos », propres à la terminologie diffusée par les documents de référence, et très vraisemblablement utilisée par la communauté spécialisée.

Les technicismes sont le plus souvent concentrés dans le segment initial des fiches de projets, destiné à synthétiser les informations essentielles, qui sont clés pour les financeurs et les évaluations mais restent quand même accessibles au grand public :

{121} Plazo de ejecución: 20/06/2013 – 31/03/2018 - Zona de intervención: Valle del Cusco, Perú - Población beneficiaria directa: 51.674 personas: 27.148 mujeres y 24.526 hombres - Sector: Prevención de desastres - Control y prevención de inundaciones - Contraparte local: CECGP – Centro de Educación y Comunicación Guaman Poma de Ayala - Coste total: 1.461.519,98 € - Financiadores: AACID: 1.169.280,89 € SIA: 45.100,00 € Municipalidad de Cusco: 169.595,94 € Población beneficiaria: 68.669,38 € CECPG: 8.873,77 € [SOLIDITAN-2].

{122} SOCIO LOCAL: Asociación de Promotores de la Cultura (APC) - ZONA DE EJECUCIÓN: Departamento de Rivas, Municipio de Tola. - PERIODO DE EJECUCIÓN: Del 25 de febrero de 2017 al 24 de febrero del 2018. - COSTE TOTAL: 110.491,54 € - COFINANCIADORES: Junta de Castilla La Mancha: 80.000,00 € - ISCOD: 6.169,50 € - Asociación de Promotores de la Cultura: 21.312,04 € Banco Santander: 3.000,00 € - BENEFICIARIOS DIRECTOS: 30 mujeres a las que se están fortaleciendo sus capacidades de adaptación y mitigación mediante procesos de formación y transferencia de tecnologías alternativas - BENEFICIARIOS INDIRECTOS: 30 familias cuya economía se está viendo mejorada a través del incremento del rendimiento productivo y la comercialización de productos orgánicos [ISCOD-2].

En ce sens, MEDICUS est l'un des seuls rapports à introduire un nombre important de technicismes et d'information spécialisée dans les segments « narratifs » destinés au grand public :

{123} Desde el punto de vista de la asignación sectorial, un 26,8% de los recursos se destinó a Salud Básica (CAD 122), el 20,7% a Programas / políticas sobre población y salud reproductiva (CAD 130), un 18,8% a Salud General (CAD 121), un 13,8% a Determinantes de Salud (140), un 11,5% a Sectores Transversales: Gobierno y Sociedad Civil, general (CAD 151) y un 5,1% a otros sectores, especialmente sectores productivos y un 3,3% a Ayuda Humanitaria (730). Los proyectos en América Latina están localizados en 7 países. Guatemala con 18 proyectos y Perú con 16 proyectos son los dos países con mayor número de intervenciones. Le siguen Ecuador con 12, Honduras con 9, Bolivia con 5, El Salvador con 4 y Nicaragua con 3. Su ejecución ha sido posible gracias a los 43 socios locales de medicusmundi y 67 financiadores públicos y privados [MEDICUS-2].

Du point de vue de la pragmatique, cette stratégie permet de renforcer en même temps l'image de l'ONG, dont l'action est légitimée par son important niveau de technicisation et d'encadrement institutionnel, et celle des lecteurs, traités en experts.

4.3. Le développement comme objet de réflexion

Malgré le consensus autour du cadre institutionnel, la définition de la notion de développement reste ouverte au sein de la communauté spécialisée, et fait souvent l'objet d'une réflexion dans les textes. Ce n'est pas par hasard si la combinaison « modelo(s) de desarrollo », qui peut être interprétée comme une des traces de cette réflexion, apparait 14 fois dans le corpus :

{124} una transformación social hacia un **modelo de desarrollo** basado en la Soberanía Alimentaria [JUSTIALIM-2].

{125} contribuir al fomento de **modelos de desarrollo** heterogéneos [BATA-2].

D'autres expressions proches, telles que « visión del desarrollo » ou « concepción del desarrollo » opèrent dans le même sens. Parfois, la critique du paradigme existant est explicite, même si cette procédure est très peu fréquente :

{126} la necesidad de un **modelo de desarrollo distinto**, justo, solidario y sostenible [TRABDIG-2].

{127} la **transformación del actual modelo de desarrollo** injusto, insolidario e insostenible [MADRESEL-2].

L'univocité du concept est également mise en question par des voies plus indirectes, notamment lorsque le terme est précédé de l'article indéfini. En effet, la formulation « un

desarrollo » souligne généralement certaines dimensions à promouvoir, et se construit dans une approche prospective, fondée sur des objectifs de transformation et d'amélioration (verbes comme « conseguir » o « promover » ; constructions comparatives ; prépositions « hacia », « por », etc.) :

{128} El desarrollo que promueve Almáciga en su trabajo es **un desarrollo** sostenible, endógeno y participativo [ALMACIGA-2].

{129} lograr **un desarrollo** económico y social, estable y digno [CODESPA-2].

{130} contribuir a **un desarrollo** comunitario y local **más equitativo** [PROCLADE-2].

De façon indirecte, les formulations qui s'éloignent des formules relativement conventionnalisées combinant les adjectifs « classiques » (« sostenible », « humano », « integral », etc., voir plus haut), peuvent être le signe d'une volonté de mettre en évidence les insuffisances de cette terminologie institutionnelle. C'est sans doute le cas de « desarrollo decrecentista, equilibrado, incluyente y feminista », présent 4 fois (avec des variations) dans le rapport SETEMEUS.

{131} formando personas **hacia un desarrollo** decrecentista, equilibrado, incluyente y feminista [SETEMEUS-2].

Un autre élément apporté par les réflexions autour du développement est celui des moyens qui interviennent dans son obtention, dans des segments textuels à dominante argumentative. Nous constatons ainsi tout un ensemble de formulations qui mettent en avant le rôle central d'un facteur économique, technologique, social ou culturel ou d'un secteur de la population dans le développement :

{132} el empoderamiento de hombres y mujeres **como motor de** desarrollo [PAZDESAR-2].

{133} contribuir al Desarrollo **a través del** ejercicio del Derecho a la Salud [ANESVAD-2].

{134} La salud está **estrechamente relacionada con** la dinámica de desarrollo [GLOBAL-2].

{135} **la importancia de** la igualdad de género para el desarrollo [APY-2].

{136} Las mujeres son **parte fundamental** del desarrollo [NUEVOSCAM-2].

4.4. Approche réformiste *vs.* approche maximaliste

En ce qui concerne la contribution de la coopération à la résolution des problèmes invoqués, l'analyse des verbes les plus fréquents suggère une conception plutôt « réformiste », visant des transformations graduelles. Nous avons déjà signalé la forte présence du verbe « mejorar », avec, entre autres, les combinaisons suivantes : « mejorar las/sus condiciones » (73 occurrences), « mejorar la/su calidad » (49 occurrences), « mejorar el/su acceso a » (21 occurrences), « mejorar la/su salud » (21 occurrences), « mejorar la/su seguridad » (14 occurrences), « mejorar las/sus capacidades » (14 occurrences). Ce terme présente un important degré d'imprécision dans l'identification des objectifs et/ou des résultats, et les constructions dont il fait partie transmettent un message relativement banal ou rhétorique.

{137} El proyecto pretende **mejorar la calidad de vida** de la población beneficiaria [PROCLADE-2].

{138} Se trata de factores vitales para **mejorar la salud** de la población y por lo tanto mejorar sus capacidades [NUEVOSCAM-2].

En particulier, l'expression « mejorar las/sus condiciones de vida », qui apparait 42 fois dans le corpus, est une expression toute faite qui ne fournit en réalité aucune information significative.

D'autres verbes, tels que « promover » et « contribuir », peuvent rendre compte d'aspirations plus spécifiques et/ou à plus grande échelle :

{139} **Contribuir a** la erradicación de la pobreza es uno de los principales objetivos de CESAL [CESAL-2].

{140} **Contribuir a** la gobernabilidad democrática impulsando la participación de una ciudadanía activa y política [AIETI-2].

{141} Desarrollados emprendimientos productivos que **contribuyen al** empoderamiento económico y social de las mujeres chocoanas [ICID-2].

{142} se desarrollan una serie de actividades para **promover** buenas prácticas de alimentación [FARMAMUN-2].

{143} reducir la vulnerabilidad y **promover** el derecho a la protección y al desarrollo de niñas, niños y adolescentes expuestos a migración y explotación [EDUCO-2].

Cependant, ces deux verbes s'intègrent également dans une logique de transformation progressive. Dans certains cas, et surtout lorsqu'ils sont accompagnés de stratégies discursives d'atténuation, ils peuvent précisément essayer de rendre compte de façon fidèle

de la contribution effective de l'ONG, nécessairement limitée, à la résolution de difficultés qui doivent être abordées selon plusieurs points de vue et sur le long terme :

{144} **pretendemos contribuir** a crear una ciudadanía activa [MEDICUS-2].

{145} El proyecto **contribuirá a promover** la plena realización del derecho a la participación [ECOSOL-2].

{146} La exposición [...] tiene como objetivo **contribuir a la promoción** de una ciudadanía global [ASFES-2].

Une approche maximaliste semble au contraire se dessiner dans certains choix lexicaux, comme les termes relevant des notions de « lutte » et d'« éradication » :

{147} contribuyendo a la mejora de los mecanismos para definir políticas para la **lucha contra** la violencia de género [ASFES-2].

{148} poniendo de manifiesto el factor decisivo que tiene la educación para **combatir** la pobreza [CESAL-2].

{149} Todos los actores de la sociedad estamos llamados a colaborar en la **erradicación** de la pobreza [CESAL-2].

{150} los proyectos que Kirira lleva a cabo para **erradicar** la mutilación genital femenina [KIRIRA-2].

Ces expressions semblent malgré tout relever d'un discours que l'on pourrait cataloguer comme « banalisé » de l'action sociale (voir plus tard), dans lequel les termes sont systématiquement réutilisés sans pour autant transmettre un message précis répondant à une réalité palpable ou à un objectif discursif particulier. En ce sens, les expressions qui semblent viser plus haut dans la transformation sont celles de la dénonciation. Les termes « denuncia » et « denunciar » apparaissent 36 fois et 28 fois dans le corpus, respectivement.

{151} La incidencia y **denuncia** de las políticas corporativas de las empresas turísticas que perjudiquen el desarrollo local sostenible de las zonas de destino [ICID-2].

{152} contribuye a mejorar las condiciones laborales del sector textil deslocalizado, **denunciando** situaciones de incumplimiento de los derechos humanos y laborales de las personas trabajadoras en los países productores de ropa [SETEMEUS-2].

{153} Con el informe Guerras Fiscales **denunciamos** 15 paraísos fiscales que con sus rebajas tributarias a grandes empresas arrastran al resto de países a ofrecer condiciones fiscales cada vez más ventajosas sólo para una minoría [OXFAM-2].

La dénonciation s'exprime aussi par d'autres voies, notamment l'utilisation du langage évaluatif, que nous allons explorer plus tard.

4.5. Néologismes et proposition de nouveaux modèles

Très peu de néologismes ont été observés dans le corpus. Certains termes qui pouvaient jusqu'à récemment été ressentis comme nouveaux dans la langue espagnole, tels que « empoderamiento » (139 occurrences), « resiliencia » (54 occurrences) ou « gobernanza » (21 occurrences), ne peuvent plus être considérés comme tels. En effet, c'est entre 2011 et 2013 que ces termes sont commentés par la Fundación del Español Urgente sur son site, et à ce moment-là ils étaient déjà reconnus par le *Diccionario de la Real Academia*[129].

À grands traits, les efforts de création terminologique se concentrent sur la construction d'un langage alternatif au discours du développement. Nous avons déjà vu l'exemple de l'adjectif « decrecentista » appliqué à « desarrollo », mais il est limité à un seul rapport (SETEMEUS), où l'on retrouve par ailleurs le seul exemple d'utilisation du substantif « decrecimiento ». Un terme qui semble vouloir trouver sa place comme alternative à « desarrollo » est celui de « buen vivir », qui apparait 12 fois dans un total de 6 rapports (ASFES, FUDEN, INTERED, JUSTIALIM, MEDICUS et SETEMEUS), ce qui représente une dispersion significative. Le choix de ce terme va dans le sens signalé par Marí et Enghe (2014 : 14-15).

{154} Promoviendo la salud integral para el **Buen Vivir** en Guatemala: Derechos, articulación e incidencia [MEDICUS-2].

{155} Construcción del **buen vivir** para defensoras de derechos sociales y medioambientales [SETEMEUS]

Le discours alternatif passe également par la construction de mots composés qui rendent compte de l'interconnexion entre les phénomènes et de la multidimensionnalité des voies d'action. Le préfixe « eco- », qui incorpore au terme en question la dimension environnementale, est l'un des plus productifs, avec en tête « ecofeminismo » et « ecofeminista » (13 occurrences), et d'autres tels que « ecodesarrollo », « gestión eco-responsable », « ecoregión », « ecocomedores », « huertos ecodidácticos », « conflictos ecoterritoriales ».

{156} Alternativas **ecofeministas** para un consumo crítico, responsable y transformador [SETEMEUS-2].

{157} Movilización ciudadana para una gestión **eco-responsable** de los recursos hídricos en Asilah [CIDEAL-2].

[129] https://www.fundeu.es/recomendacion/cooperacion-internacional-terminos-relacionados/ et https://www.fundeu.es/recomendacion/gobernanza-nuevo-uso-para-un-antiguo-termino-espanol-50/ (consultés le 28/08/20).

Le préfixe « auto- » est également très présent, en cohérence avec l'approche du développement endogène : « autosostenible » / « auto-sostenible » (9 occurrences) et « auto-sostenerse » (1) ; « autogestión » (8) et « autogestionado » (5) ; « autoconsumo » (7) ; « autoabastecer(se) » (3) ; « autosuficiente » (2) et « autosuficiencia » (1) ; « autofinanciar », « autofinanciable » et « autofinanciación » (1 occurrence chacun), et d'autres comme « auto-desarrollo » ou « auto-promover ».

{158} Ampliación de técnicas de producción agroecológica y fomento de la soberanía alimentaria **autosostenible** a las familias de 10 comunidades [PROCLADE-2].

{159} Promovemos la formación y **autogestión** de cooperativas agrícolas [MIRADAS-2].

Dans les deux cas, l'usage du tiret suggère le caractère exploratoire du terme mais permet d'envisager une éventuelle consolidation dans le futur de ces préfixes dans la création terminologique.

La présence importante du préfixe « agro- » montre pour sa part l'importance de ce domaine d'activité productive : « agroecológico » semble en terme assez consolidé, avec 32 occurrences (plus 2 de la variante « agro-ecológico »), mais le préfixe est aussi utilisé dans des termes nouveaux, pour la caractérisation précise des métiers (« agropastor », 7 occurrences, et ses dérivés : « agropastoral », « agropastoril », « agropastoralista », utilisés dans RESCATE ; « agroproductor », 1 occurrence) mais aussi pour la dénonciation (« agronegocio », 3 occurrences ; « agrotóxico », 2, les deux étant utilisés dans un seul rapport, JUSTIALIM).

{160} realiza demostraciones de las prácticas **agroecológicas** a todo tipo de organizaciones [ICID-2].

{161} apoyando a las poblaciones pastoras, **agropastoras** y agricultoras para conservar y mejorar sus medios de vida [RESCATE-2].

{162} profundizar los problemas que ya está generando el **agronegocio**: deforestación, expulsión de campesinado, contaminación por **agrotóxicos**, destrucción de las economías regionales, pérdida de Soberanía Alimentaria y creciente vulnerabilidad alimentaria [JUSTIALIM-2].

D'autre part, comme expression de la critique à l'égard de la globalisation, le terme « glocal » et se composés apparaissent 6 fois dans le corpus, mais dans 5 rapports différents. Par ailleurs, le préfixe « co- » est également très présent : au-delà de « cofinanciar » et se dérivés, notamment « cofinanciador » et « cofinanciación » (209 occurrences), nous avons trouvé des fréquences significatives pour « coeducación » / « coeducativo » (21 occurrences), « corresponsabilidad » / « corresponsable » (14 occurrences), « codesarrollo » (2

occurrences), ainsi que des créations telles que « co-creado », « co-desarrollado » et « co-ejecución ».

{163} Educación para los derechos humanos, con especial énfasis en la educación para la igualdad o **coeducación**, la educación intercultural y educación para la paz [ICID-2].

{164} Vinculándose al área Empresa y Desarrollo, para diseño y/o **co-ejecución** de proyectos y consultorías. [CODESPA-2]

Les campagnes de sensibilisation et de dénonciation sont l'une des sources de néologismes les plus productrices, et leurs créations sont indirectement relayées à travers les rapports. Ainsi, la volonté de mobilisation est visible dans les jeux de mots évoquant la mise en action, comme dans « Transform-acción social » (MUSOL), « Participacción » (INTERED), « CreActividad » (SETEMEUS) et dans les impératifs, comme « Voluntarízate » (PROCLADE) et « Glocalízate » (JUSTIALIM). La critique du système est relayée par des termes tels que « Anticooperación » (PROCLADE) et par l'adoption de la terminologie des mouvements sociaux, comme par exemple « lesbofeminista » et « lesbotransfeminista » (SETEMEUS) et de « espacio okupado » (JUSTIALIM).

4.6. Anciennes et nouvelles représentations du Sud

En cohérence avec la logique du genre, les populations du Sud sont généralement décrites dans la perspective de l'organisation, en tant que groupes visés par les actions de cette dernière et dans une optique technique. Comme nous l'avons vu, le terme « beneficiario » (substantif et adjectif) apparait 452 fois dans notre corpus, et les formes alternatives suivent cette même ligne : « población meta » (9 occurrences), « colectivo meta » (5), « los destinatarios » (4) et « población destinataria » (2).

Dans la description particulière des situations qui concernent ces populations, les termes relevant traditionnellement du discours du sous-développement sont peu fréquents : « en vías de desarrollo » présente 12 occurrences et « subdesarrollo » et « subdesarrollado » apparaissent une seule fois ; les termes « vulnerable » (181 occurrences) et « vulnerabilidad » (107 occurrences) prennent clairement le relais, suivis de « desfavorecido » (56 occurrences).

{165} apoyamos a las autoridades en el fortalecimiento del sistema de protección de población **vulnerable** y el acceso a sus derechos como ciudadanos/as [MPDL-2].

{166} esta situación afecta, una vez más, a las personas más **vulnerables** [MUSOL-2].

A l'image de ce dernier exemple, l'adjectif « desfavorecido » apparait presque invariablement dans une construction de superlatif, constituant une sorte d'expression lexicalisée :

{167} es nuestra obligación estar al lado de las comunidades **más desfavorecidas** [CODESPA-2].

{168} Trabajar para mejorar las condiciones de vida de **los grupos más desfavorecidos** [AMIGOSOL-2].

D'autre part, nous avons trouvé 117 occurrences de la construction « en situación de », qui, à la différence des antérieures, caractérise le problème comme non définitif et évite l'attribution d'étiquettes qualifiant de manière absolue une communauté. Ainsi « en situación de pobreza », qui apparait 15 fois dans le corpus, vient remplacer une désignation comme « los pobres », qui, elle, n'apparait que 4 fois dans le corpus :

{169} nuestro compromiso con las comunidades **en situación de vulnerabilidad** [ANESVAD-2].

{170} el programa beneficia a 400 familias indígenas **en situación de pobreza** [CODESPA-2].

Cependant, il est intéressant de noter que cette construction, comme d'ailleurs « en riesgo de », presque invariablement associée à « exclusión social », est privilégiée dans le cadre des actions d'action sociale et, par conséquent, pour les populations vulnérables du Nord, qui se voient ainsi singularisées au milieu d'une société globalement prospère.

La caractérisation des communautés du Sud se fait également à travers la construction « víctima de », très généralement associée à « violencia de género » et, en tout cas, presque invariablement appliqué à des populations féminines :

{171} Campaña sensibilización y prevención de la violencia de género en **mujeres víctimas de discriminación múltiple** [AIETI-2].

{172} Mejorada la calidad de la atención a las **víctimas de violencia de género** [APY-2].

{173} Se han concedido becas de estudio a 126 niños y jóvenes, entre los cuales se encuentran **chicas víctimas de casamiento forzado** [AIDA-2].

Le « discours du déficit » se manifeste essentiellement par deux moyens : l'adjectif « carente de », qui ne présente cependant que 6 occurrences, et la préposition « sin », dans des constructions fixes (notamment « sin recursos », 19 occurrences ; « sin hogar », 4 et « sin oportunidades »). Ces constructions nous donnent la mesure des droits élémentaires reconnus aux populations : l'eau, les ressources, services et infrastructures, l'alimentation, la santé et l'éducation.

{174} CESAL ha seguido trabajando para mejorar las condiciones de vida de las familias de comunidades frecuentemente aisladas y **carentes de los servicios básicos más fundamentales** [CESAL-2].

{175} se proporcionara el ciclo completo de educación a uno de los colectivos más vulnerables y **carentes de medios educativos y recursos económicos** [PROCLADE-2].

{176} Unos 767 millones de personas viven por debajo del umbral de pobreza, **sin acceso a una alimentación adecuada, ni a servicios básicos, ni a medicamentos** [PROCLADE-2].

Face à ces désignations classiques, nous avons identifié une caractérisation en positif de ces populations, « titular(es) de derechos » (16 occurrences), qui trouve par ailleurs son corrélat dans « titulares de obligaciones » (7 occurrences) et « titulares de responsabilidades » (2 occurrences), en soulignant la responsabilité des acteurs possédant les moyens nécessaires pour garantir l'accès aux droits.

{177} Fortalecimiento de **titulares de derechos** para incidir cumplimiento de sus derechos al territorio, consulta, participación y no violencia [AIETI-2].

{178} Se trabajó en el reconocimiento de las mujeres adultas y jóvenes como **titulares de derechos** a vivir sin violencias y a disfrutar de su salud sexual y reproductiva [SOLIDINTAN-2].

{179} Fomentamos con ello las capacidades de los **titulares de derecho** para incidir sobre los **titulares de obligación y de responsabilidad** para dar respuesta a las necesidades estratégicas y los intereses de la población [BATA-2].

{180} Fortalecimiento de la respuesta articulada desde el Estado y sus instituciones como **titular de obligaciones** para garantizar el Derecho de las mujeres a una vida libre de violencia [AIETI-2].

Une nouvelle relation entre les acteurs concernés semble se dessiner dans ces constructions lexicales. Et nous pouvons avancer que l'expression « titulares de derechos » est un candidat solide à la résolution du casse-tête que représente la dénomination des traditionnels « bénéficaires ».

4.7. L'expression des relations horizontales

Dans le cadre de la caractérisation des communautés destinataires des actions, le terme « Sur » est assez répandu dans notre corpus, avec les constructions suivantes : « el Sur » (54 occurrences), « países del Sur » (26, dont une entre guillemets) et « el Sur global » (4). L'adjectif « empobrecido », qui est généralement utilisé dans le cadre des théories de l'interdépendance, est également très présent, avec 35 occurrences, dont 20 dans la construction « países empobrecidos ».

Les relations entre le Nord et le Sud sont parfois exprimées en termes « classiques » de verticalité ou de distribution de rôles, comme dans les exemples suivants :

{181} Promover el voluntariado social para el desarrollo, y **sensibilizar a los ciudadanos del "Norte" sobre la situación de los pueblos necesitados del Planeta** [PROCLADE-2].

{182} Todas nuestras delegaciones cuentan con un equipo de voluntariado formado por mujeres y hombres que tienen el objetivo de **trabajar en el Norte para que las voces del Sur no caigan en el olvido** [MADRESEL-2].

{183} Hacer posible el desarrollo sostenible en el planeta supone **cambiar las pautas de conducta en el Norte y cooperar con el Sur** [MEDICUS-2].

Cependant, nous constatons un effort récurrent pour essayer de dépasser la distinction « coopération dans le Sud » / « sensibilisation dans le Nord », de rééquilibrer les responsabilités et de signaler les interdépendances :

{184} para lograr una mayor justicia social e igualdad de derechos y oportunidades entre hombres y mujeres **tanto en países del Norte como del Sur** [PAZDESARR-2].

{185} Consumo Responsable y sensibilización sobre las consecuencias del actual sistema de producción, comercio mundial y consumo **en el Norte y el Sur** [ICID-2].

{186} La corresponsabilidad de los **actores del Sur y del Norte** tanto en la toma de decisiones como en la ejecución de acciones de desarrollo [CIDEAL-2].

{187} Es una red internacional constituida por 45 **ONG del norte y del sur** que trabaja en proyectos de cooperación al desarrollo en África, América Latina, Asia y Europa del Este [CESAL-2].

{188} nos planteamos nuestra misión como el fortalecimiento de redes de sociedad civil **tanto Sur-Norte, como Sur-Sur y Norte-Norte** [ECOSOL-2].

{189} los principales procesos políticos y sociales de los últimos años en la zona, entre los que se destacan […] el aumento de **la brecha entre población empobrecida y enriquecida**, la pérdida de derechos generalizada […] [BATA-2].

La notion d'horizontalité et de développement endogène est également exprimée au moyen de verbes significatifs, comme « colaborar », mais aussi par le jeu des prépositions :

{190} dar a conocer […] aquellas realidades más propias de los países del Sur **con los que colaboramos** [MEDICUS-2].

{191} ICID quiere contribuir **junto a** los pueblos de los países del Sur a: […] [ICID-2].

{192} Promovemos procesos de desarrollo sustentable y de igualdad de género, **desde y con** las poblaciones en situación de vulnerabilidad [PAZDESARR-2].

Le choix des prépositions est aussi significatif dans le cas du mot « solidaridad ». Ainsi, « solidaridad con », qui présente 12 occurrences, exprime généralement une relation

verticale, alors que « solidaridad entre », qui apparait 8 fois dans le corpus, est la manifestation d'une perspective horizontale :

{193} ha hecho posible la inversión en el desarrollo de las acciones de **solidaridad con** Guatemala [MANABI-2].

{194} Promover en nuestras sociedades valores y actitudes de cooperación, respeto y **solidaridad entre** las personas y los pueblos [ICID-2].

L'approche du développement endogène se trouve pour sa part derrière le possessif « su » précédant le terme « desarrollo », parfois renforcé par « propio », comme nous l'avons vu, occasionnellement précédé d'un substantif qui met l'accent sur leur rôle actif, tel que « protagonista(s) de », « sujetos de », « gestores de » o « impulsores de » :

{195} Fortalecer la organización y capacidades de la sociedad civil para la participación directa en la definición y construcción de **su desarrollo** [ICID-2].

{196} microcréditos facilitados para que poblaciones vulnerables puedan invertir en **su desarrollo** [CODESPA-2].

{197} haciéndoles protagonistas de su desarrollo y potenciando sus propios recursos [AMIGOSOL-2].

{198} siendo las comunidades las **impulsoras de su propio desarrollo** [MEM.17GLOBAL-2].

Il est également possible de deviner la présence de cette notion derrière le terme complexe « proceso(s) de desarrollo » (25 occurrences), qui est presque invariablement associé à cette idée :

{199} adaptándose a las demandas de las personas más vulnerables, **motor fundamental** [...] **de cualquier proceso de desarrollo** [CESAL-2].

{200} la población destinataria del proyecto [...] como **protagonista y actora principal del proceso de desarrollo** [ICID-2].

{201} promueven un **proceso de desarrollo rural endógeno** [MUSOL-2].

Ainsi, les ONG se présentent de plus en plus comme acteurs « accompagnant » ou « renforçant » les processus :

{202} **compromiso con los procesos de desarrollo** de los pueblos indígenas y el reconocimiento de sus derechos colectivos [ALMACIGA-2].

{203} en estrecha colaboración con [...] las comunidades locales, las instituciones públicas y las organizaciones de la sociedad civil para **acompañar procesos de desarrollo** transformadores y sostenibles [EDUCO-2].

{204} **Fortalecer** los procesos de desarrollo "desde abajo y desde dentro" con la participación directa de colectivos [ICID-2].

Le besoin pour les ONG de s'éloigner progressivement du centre du récit et de se positionner comme forces adjuvantes à l'action des véritables protagonistes, se traduit par un soin de la forme dans la description des actions qui va dans le sens d'un cadre discursif transformateur (Iranzo, 2017 : 71).

Or, cet effort conduit parfois à des exercices d'« ingénierie discursive » qui semblent vouloir respecter l'intégralité des consignes marquées par les codes et les spécialistes et s'anticiper à tout éventuel reproche au modèle proposé :

{205} Una vez capacitadas, estas mujeres, tendrán las herramientas necesarias para identificar y elaborar propuestas dirigidas a mejorar las condiciones de vida comunitaria en servicios básicos de salud, educación, seguridad alimentaria, letrinas, etc. y podrán hacer efectivas propuestas más incluyentes y equitativas dentro de los procesos de desarrollo comunitario y municipal que son llevados a cabo desde la Oficina Municipal de la Mujer […] [PROCLADE-2].

{206} Se pretende que la propuesta genere un movimiento social para la adquisición de confianza en las capacidades propias para mejorar las condiciones de vida con los recursos disponibles y con ello una regeneración y mejora de la habitabilidad del barrio nacida desde dentro y con sus propias capacidades. [ASFES-2].

4.8. L'accès aux droits comme principe d'action

Dans le droit fil de ce que nous venons d'affirmer, nous avons constaté que le discours du « déficit de développement » a fait place à la logique de la reconnaissance des droits des personnes et des communautés, dans laquelle la réparation apportée par l'ONG, celle qui justifie son existence et ses interventions, consiste à garantir l'exercice de ces droits, dont certaines populations sont ou étaient privées. C'est dans cette logique que se déploient les arguments-noyaux dans les rapports, exprimés en premier lieu à travers des expressions telles que les suivantes :

derecho a	272
acceso a	295

Ainsi, nous retrouvons comme combinaisons principales « derecho a la salud » (61 occurrences), « acceso al agua » (61) et « ejercicio de los/sus derechos » (44).

{207} últimos garantes de la mejora del nivel de salud de las personas así como del ejercicio efectivo del **Derecho a** la Salud [ANESVAD-2].

{208} En varios asentamientos se ha trabajado para garantizar el **acceso al** agua [CESAL-2].

{209} Las Casas de Encuentro Juvenil son espacios educativos y de formación que fomentan el **ejercicio de los derechos** y la ciudadanía activa [EDUCO-2].

Dans cette même ligne, nous retrouvons 53 occurrences de l'expression « vida libre de violencia(s) », ainsi que l'utilisation de la préposition « sin » dans « sin violencia(s) » (8 occurrences) et « sin pobreza » (4).

{210} Fortalecimiento de las capacidades productivas y jurídicas de mujeres indígenas campesinas […] para el disfrute de sus derechos económicos y a una vida **libre de** violencia [JUSTIALIM-2].

{211} para la defensa de todos sus derechos humanos, especialmente el derecho a la vida **sin violencia** [AIETI-2]

{212} Sabemos que un futuro **sin pobreza** es posible y vamos decididamente hacia él [OXFAM-2].

Dans le sens contraire, l'absence d'un droit est décrite comme « falta de » (69 occurrences), avec des expressions telles que « falta de acceso » (13) et « falta de recursos » (10), et dans une moindre mesure comme « carencia » (10 occurrences) et « ausencia » (9).

{213} debido a la pobreza, la **falta de** educación, **falta de** acceso a servicios básicos de salud, la malnutrición y los tabúes socio culturales [ASA-2].

{214} generada por las migraciones masivas del campo a la ciudad, por la muerte prematura de los padres, la **falta de recursos económicos** y una cultura que desprotege al más débil [DILAYA-2].

Dans les cas décrits, l'exercice d'un certain droit est présenté comme la situation « normale », le but à atteindre, et le « déficit » de ce droit comme la raison pour laquelle une intervention est nécessaire. L'action menée par les ONG en faveur de l'accès à ces droits s'exprime très souvent à travers des constructions de type *nom + préposition*, dont les plus fréquentes sont :

mejora de	322
promoción de	213
apoyo a	183
defensa de	129
atención a	91
lucha contra	81
lucha por	18

{215} Trabajamos por la eliminación del hambre a través de la **mejora de** la seguridad y soberanía alimentaria [MPDL-2].

{216} Somos una ONG […] con experiencia en la **promoción de** la salud integral y la ayuda farmacéutica a países menos favorecidos. [FARMAMUN-2].

{217} Colaborando con 33 Programas de **Apoyo a** la Infancia en 12 países en vías de desarrollo [MADRESEL-2].

{218} incluye la formación de mujeres campesinas en la **defensa de** sus derechos [INTERED-2].

{219} Fortalecimiento de los servicios de **atención a** mujeres víctimas de violencia [MEDICUS-2].

{220} En 2017 hemos puesto en marcha en Sierra Leona un programa de **lucha contra** el matrimonio infantil [SAVECHILD-2].

{221} promoviendo que el conjunto de la sociedad se incorpore en la **lucha por** el Derecho a una Vida Libre de Violencias y por los Derechos Sexuales y Reproductivos. [SOLIDINTAN-2].

À côté de la révendication de droits plus ou moins tangibles, on observe également l'invocation de valeurs abstraits traditionnellement associés au domaine, avec une importante présence des principes que le Code de Conduite de la CONGDE (CONGDE, 2008 : 20) caractérise comme « valores radicales, es decir, valores que están en la esencia de las ONGD » : « justicia » (117 occurrences) [130], « solidaridad » (107) [131], « equidad » (55 occurrences)[132], « respeto » (50) et « dignidad » (28)[133].

D'autre part, la construction « para el desarrollo » est aussi utilisée dans la description des modalités d'action, au-delà des deux formulations centrales (« cooperación para el desarrollo » et « Eduación para el Desarrollo »). Nous trouvons notamment « microfinanzas para el desarrollo », « microcréditos para el desarrollo », « igualdad de género para el desarrollo », « conocimento para el desarrollo », « incidencia civil para el desarrollo » et, sans doute à l'image des mouvements « sans frontières », des constructions telles que « tecnología para el desarrollo », « ingeniería para el desarrollo », « periodismo para el desarrollo », ou encore « profesionales para el desarrollo ». La construction « pro » *+ nom* est très peu productive, et donne les expressions « pro autoempleo » (4 occurrences), « pro equidad de género » (3), « pro derechos humanos » (2), « pro educación » (2), ces deux dernières étant des noms d'organisations. Les méthodologies et les approches retenues sont souvent évoquées au moyen des constructions « basado en » (65 occurrences) et, plus rarement, « en clave (de) » (11 occurrences), avec deux formulations privilégiées : « enfoque basado en derechos humanos » (11 occurrences) et « en clave feminista » (7).

[130] Les noms d'ONG ou d'autres organismes n'ont pas été pris en compte.
[131] Le noms d'ONG portant le terme « solidaridad » et la construcción « fondo de solidaridad » n'ont pas été pris en compte.
[132] L'expression « equidad de género » n'est pas prise en compte.
[133] Le noms d'ONG portant le terme « dignidad » n'ont pas été pris en compte.

4.9. Banalisation de la langue de la solidarité

Les efforts discursifs que nous venons de signaler, destinés à prouver et, peut-être, à encourager la mise en place de nouveaux modèles de coopération coexistent avec l'utilisation de formules vides, qui suivent les sentiers battus du discours classique de la solidarité et que nous pouvons qualifier de « banalisées ». Nous avons déjà évoqué le cas de l'adjectif « desfavorecido » et de la combinaison « mejorar las condiciones de vida », mais il semblerait qu'il en aille de même pour d'autres formulations. L'un des exemples que nous pouvons mettre en avant est l'adjectif « solidario », qui présente deux dimensions très différentes. D'une part, il apparait comme complément unique de termes évoquant des actions ponctuelles et il traduit une portée limitée des effets. Dans ces cas, il comporte un sens imprécis, qui peut renvoyer aussi bien à l'obtention de fonds qu'à la sensibilisation ou à la mobilisation active :

cena solidaria	13
mercadillo(s) solidario(s)	19
cine solidario	10
concierto solidario	10
campaña solidaria	7
actividades solidarias	6
legado solidario	6
eventos solidarios	5
carrera solidaria	4
festival solidario	4

{222} Y el 11 y 12 de diciembre, organizó un **Mercadillo Solidario** [VERAPAZ-2]

{223} Acercamos la realidad de países del Sur con actividades solidarias, información, testimonios y ofreciendo la oportunidad de realizar **viajes solidarios** a nuestros proyectos [MIRADAS-2].

Dans d'autres cas, il traduit une portée plus vaste, notamment lorsqu'il est associé à des structures de longue durée :

economía social (y) solidaria	14
economía solidaria	9
red sanitaria solidaria	6
turismo responsable y solidario	2

{224} ideas de negocios bajo un enfoque de **economía solidaria** y organización comunitaria [ASA-2]

{225} También destacamos la consolidación de la **Red Sanitaria Solidaria** de Castellón [MEDICUS-2].

Malgré tout, il semble que cet adjectif soit globalement en train de perdre sa spécificité pour devenir en quelque sorte un ajout récurrent banalisé :

{226} una **sociedad más justa, sana y solidaria** [BATA-2].

{227} un **compromiso generoso y solidario** con nuestra misión [ANESVAD-2].

{228} **voluntariado** […] con un carácter **libre, altruista y solidario** [PROCLADE-2].

{229} **un mundo más justo y solidario** [ISFCAN-2 / INTERED-2 / SOLIDINTAN-2 / GLOBAL-2].

Dans cette même perspective, nous avons constaté la persistance de l'image de la contribution des ONG à « un monde meilleur ». L'expression « un mundo mejor » apparait en effet 13 fois dans le corpus, avec un rôle important dans le renforcement de l'image de l'ONG et le remerciement aux collaborateurs :

{230} CASI 25 AÑOS DEMOSTRANDO QUE **SE PUEDE HACER UN MUNDO MEJOR** [SOLMAN-2].

{231} Desde aquí, nuestro agradecimiento a las miles de personas que nos ayudan a **trabajar por un mundo mejor** [EDUCO-2].

{232} la labor que hemos desarrollado hasta ahora solo ha sido posible gracias al compromiso de quienes, como nosotras, creen que **un mundo mejor es posible** [MEDICUS-2].

{233} Estos chicos/as muestran un profundo agradecimiento por la generosidad de todos vosotros, nuestros colaboradores, que de forma desinteresada **buscáis un mundo mejor** para la infancia [MADRESEL-2].

La construction comparative « un mundo más » (37 occurrences) reprend également les « clichés » du domaine, avec une prééminence absolue de l'expression « un mundo más justo » (29 occurrences) :

{234} Para continuar ambos dependemos del apoyo de personas como tú, que buscan un cambio social, que **desean un mundo más justo** [ALIANXSOL-2].

{235} es nuestra obligación […] comprometernos –con pequeñas y grandes aportaciones– en el esfuerzo por **conseguir un mundo más justo** y lograr erradicar la pobreza [CODESPA-2].

{236} Nuestra Visión - Aspiramos a **construir un mundo más justo** donde todas las personas tengan la oportunidad de mejorar sus condiciones de vida y las de su comunidad [NUEVOSCAM-2].

Finalement, les métaphores de la lumière et de la réponse à un appel, traditionnellement utilisées dans les discours des organisations à caractère religieux, sont encore présentes :

{237} Una nueva realidad **ha llamado a nuestras puertas** y decidimos ponernos manos a la obra. [CESAL-2].

{238} Hoy la realidad de la mujer **sigue constituyendo una llamada** que despierta nuestra sensibilidad, la llamada urgente a dar respuestas audaces y comprometidas [TRABDIG-2].

{239} Es como si se encendiese **una luz en su interior** que les hiciese despertar. Una luz fuerte, raíz de un cambio duradero, que aporta sostenibilidad a nuestro trabajo [CODESPA-2].

{240} seguimos trabajando con más compromiso que nunca para que **no se apague la candela** mientras siga habiendo tinieblas [MEDICUS-2].

4.10. Adoption du discours de l'entreprise

L'analyse des fréquences lexicales suggère une utilisation limitée de la terminologie de l'entreprise. Comme nous l'avons signalé au chapitre 6, la déclaration de « Misión Visión Valores », empruntée au secteur commercial, fait très souvent partie de la description de l'ONG. Cependant, cette formulation n'apparait que 6 fois dans le corpus dans sa version intégrale (« misión, visión y valores ») et des désignations alternatives sont aussi utilisées, peut-être pour éviter précisément de reprendre cette construction de façon littérale : « misión y visión », « misión y fines », « misión y principios », etc. Parmi les trois éléments, c'est la « misión » qui semble le mieux permettre de caractériser les ONG. Le terme apparait 116 fois, dont 35 précédé du possessif « nuestra », et aussi faisant partie de combinaisons comme « misión institucional » et « misión social ».

{241} **Nuestra misión.** Luchar contra las Enfermedades Tropicales Desatendidas (ETD) en África Subsahariana desde un enfoque de Derechos Humanos y en coherencia con la estrategia de Atención Primaria de Salud (APS) [ANESVAD-2].

{242} Las delegaciones tienen el compromiso de cumplir la **misión** de InteRed e impulsar las líneas estratégicas de la organización [INTERED-2].

Pour sa part, « visión » présente 77 occurrences et « nuestra visión » 13, mais sa signification n'est pas restreinte à cette formulation conventionnelle ; très souvent elle traduit plutôt la conception qu'a l'ONG de la coopération, et non le scénario global que celle-ci aspire à atteindre.

{243} **Nuestra visión.** El Movimiento por la Paz es una organización que aspira al pleno cumplimiento de los Derechos Humanos, a la gobernabilidad democrática, la igualdad y la solidaridad entre las personas y los pueblos [MPDL-2].

{244} Todo ello para avanzar en la forma de hacer un voluntariado más activo y coherente con **nuestra visión** de organización horizontal y participativa [ASFES-2].

Le terme « valores » apparait 6 fois comme faisant partie du triplet ou dans des reformulations de celui-ci, mais il est utilisé dans de nombreux autres contextes. Il a pour but non seulement de caractériser l'organisation de façon profonde, mais aussi de promouvoir les principes de conduite que celle-ci souhaite voir s'installer dans la société.

{245} **NUESTROS VALORES** - Integridad y lealtad - Respeto por la persona - Transparencia y austeridad – Colaboración - Excelencia y profesionalidad - Compromiso - Optimismo - Corresponsabilidad - Apertura a todos - Creatividad e innovación [MEDICUS-2].

{246} Los **valores** con los que ponemos en marcha nuestra estrategia son: respeto, solidaridad, compromiso, participación, equidad, honestidad, entusiasmo, creatividad, comunicación e independencia [BATA-2].

{247} es muy importante mostrar a los niños desde pequeños los **valores** de la solidaridad, el respeto, los derechos humanos y la justicia social [MIRADAS-2].

{248} Transmitir los **valores** de solidaridad, justicia y fraternidad propios del Evangelio [TRABDIG-2].

{249} Partimos de procesos participativos en los que tenemos en cuenta la necesidad de alcanzar un consenso global de **valores** universales [GLOBAL-2].

{250} La cultura de paz consiste en una serie de **valores**, actitudes y comportamientos que rechazan la violencia y previenen los conflictos tratando de atacar sus causas [PAZDESAR-2].

Comme nous le voyons, ce terme s'inscrit très naturellement dans la logique discursive des ONG, construites par défaut sur la base de valeurs partagées, raison pour laquelle il semble posséder un statut assez autonome en dehors du triplet MVV.

D'autre part, le discours de l'efficacité est visible dans des termes tels que « calidad » (234 occurrences), « impacto » (117), « eficacia » (29) et « eficaz » (33), sous l'effet généralement du cadre normatif institutionnel. Parmi ceux-ci, c'est peut-être « impacto » qui est le plus souvent utilisé dans un sens spécialisé, notamment lorsqu'il accompage d'autres termes diffusés par les textes normatifs :

{251} MUSOL ha optado por abrir un proceso de evaluación interna del eje de acción MUSOL Transform-acción social para valorar su **pertinencia e impacto** de cara a la elaboración del nuevo plan estratégico 2019-2021 [MUSOL-2].

{252} Proceso de evaluación interna, que involucrará a las personas colaboradoras, para determinar la pertinencia y mejora de los objetivos planteados y su grado de realización, la eficiencia en cuanto al desarrollo, la eficacia, el **impacto** y la viabilidad [APY-2].

Or, très souvent, l'utilisation de ces termes semble plutôt relever de la langue non spécialisée :

{253} lo que les ha permitido mejorar la **calidad** de sus productos y reducir drásticamente el tiempo y esfuerzo físico empleado en el proceso [AIDA-2].

{254} el trabajo de este año se ha centrado en mejorar la **calidad** educativa [CESAL-2].

{255} El agua y el saneamiento también tienen un **impacto** directo en la igualdad de género [NUEVOSCAM-2].

{256} hemos dedicado una especial atención al **impacto** de la actividad de las empresas sobre los derechos de los pueblos indígenas [ALMACIGA-2]

{257} reconociendo la importancia y la **eficacia** de la labor de cooperación internacional para el desarrollo en el sector municipalista [MUSOL-2]

Ces usages non spécialisés se trouvent parfois à la frontière de logique discursive de l'entreprise :

{258} Llevamos a cabo proyectos de desarrollo económico centrados en conseguir un **impacto** tangible y duradero en las personas y comunidades más pobres [CODESPA-2].

{259} Se informó también de los actos de sensibilización realizados y de los proyectos ejecutados y su **impacto** en las comunidades receptoras de las ayudas [VERAPAZ-2].

{260} mejorar los resultados y compartir experiencias que nos hagan ganar **eficacia** [GLOBAL-2].

{261} contribuyendo a que se convierta en un sector de actividad diferenciado y con un alto nivel de **eficacia** profesional [CIDEAL-2].

{262} El programa […] promueve mecanismos **eficaces** de gestión de los recursos naturales [ONGAWA-2].

Dans certains cas, on entrevoit l'importance du choix des termes dans des séquences argumentatives visant à prouver la compétence et la fiabilité de l'ONG concernée, dans une logique très proche du promotionnel :

{263} Hemos probado que nuestros proyectos en el ámbito de la cooperación internacional tiene un **impacto** social muy importante [ITWILLBE-2].

{264} En CODESPA siempre tratamos de alcanzar el mayor **impacto** posible con nuestras acciones [CODESPA-2]

{265} necesitamos vuestro apoyo, una colaboración que llega y que es **eficaz** [KIRIRA-2].

D'autre part, nous avons constaté la présence de termes directement issus de la logique du marché, tels que « emprendimiento » (51 occurrences), « cadena de valor » (24), « competitivo » (7) et « competitividad » (6), et des ressources humaines, comme « empleabilidad » (19), ainsi que l'utilisation dans un sens proche de ces logiques de termes comme « optimizar », « oportunidad », « excelencia », « éxito », « talento » ou « estratégico ».

{266} Carecen de capacidades productivas suficientes para insertarse de manera **competitiva** en las **cadenas de valor** locales e internacionales [CODESPA-2].

{267} Específicamente la presente intervención aborda el derecho a ingresos y medios de vida decentes, sostenibles y **competitivos** para la reducción de las brechas de desigualdad existentes en el medio rural [MUSOL-2].

{268} no hemos escatimado el más mínimo esfuerzo para lograr la máxima **optimización** en la utilización de cada céntimo que llega a la fundación [KIRIRA-2].

{269} Proporcionamos **oportunidades** a las personas y comunidades que viven en situación de pobreza para que puedan tener un futuro mejor [CODESPA-2].

{270} conseguir un trabajo profesional o crear un negocio son ejemplos de **oportunidades** que CODESPA consigue generar [CODESPA-2].

{271} Convierte al apadrinamiento en la mejor manera de crear ese lazo que se traduce en desarrollo, igualdad y **oportunidades** [AYUDACC-2].

{272} Derrochamos **talento** para brindar **oportunidades** que permitan participar en la economía a decenas de miles de personas. [CODESPA-2]

{273} jóvenes en condiciones de vulnerabilidad que buscan una formación profesional de **excelencia** y **éxito** en su futura **empleabilidad** [CESAL-2].

{274} Gracias al desarrollo de vínculos con aliados **estratégicos**, CESAL es capaz de ofrecer respuestas más adecuada a las necesidades y llevar a cabo acciones con mayor planificación [CESAL-2].

{275} También hemos cerrado en 2017 una alianza **estratégica** con la start-up tecnológica xxx [ITWILLBE-2].

{276} con las que esperamos tejer redes importantes gracias a nuestros **emprendimientos** a lo largo de 2018 [IWILLBE-2].

L'utilisation du langage du marché et de l'entreprise est une pratique discursive paradoxale, dans la mesure où elle est mise en place aussi bien par les ONG qui adoptent les modèles de fonctionnement des entreprises commerciales et défendent ouvertement la collaboration avec le secteur privé (dont CODESPA et ITWILLBE), que par celles qui proposent des modèles alternatifs de marché (comme JUSTIALIM et SETEMEUS). Observons en ce sens le choix des termes de ces deux dernières dans l'utilisation de cette terminologie :

{277} el posicionamiento de los **intereses estratégicos de las mujeres**, la **optimización de los medios de producción** y el fomento de la comercialización asociativa, con enfoque de **cadenas de valor solidaria** [SETEMEUS-2].

{278} Desarrollo de un sistema agrícola sostenible **con enfoque de resiliencia, cadena de valor y equidad de género**, garante de la Seguridad y soberanía alimentaria de los/as pequeños/as productores/as [JUSTIALIM-2].

4.11. Utilisation ciblée du lexique évaluatif

Comme nous l'avons vu au début de ce chapitre, les termes les plus fréquents du corpus sont essentiellement dénotatifs, ce qui traduit le caractère informatif du genre, même si certains adjectifs, comme « humano » et « solidario » présentent une dimension connotative. Cela ne veut pas dire pour autant que le lexique évaluatif soit absent des rapports ; au contraire, il y est présent et semble être soigneusement choisi. Globalement, il sert à qualifier les situations à l'origine des interventions et à évaluer les résultats de celles-ci.

En premier lieu, nous avons identifié une forte présence de termes associés à la « réussite ». Ainsi, les verbes « conseguir » (155) et « lograr » (124 occurrences) sont généralement utilisés dans la description des aspirations des ONG et des communautés du Sud, avec des constructions de finalité, et dans la présentation du bilan de l'année, notamment au moyen du passé composé :

{279} Los programas de apoyo a la infancia son una de las herramientas con las que cuenta Madreselva ONGD **para lograr** el objetivo de ofrecer un desarrollo integral a la infancia [MADRESEL-2].

{280} En España seguimos trabajando en campañas de sensibilización continuadas **para conseguir** implicar a la sociedad [KIRIRA-2].

{281} **Hemos logrado** que 1.539 niños mejoren su rendimiento en el colegio gracias a las actividades de refuerzo escolar [SAVECHILD-2].

{282} **hemos conseguido** reforzar el trabajo con un nicho educativo de gran relevancia [MUSOL-2].

D'autre part, le substantif « logros » présente 42 occurrences, et apparait sous forme d'intitulé présentant les résultats de l'action de l'ONG (« Logros », MPDL ; « Nuestros logros », ANESVAD ; « Logros conseguidos », ITWILLBE ; « Logros con rostro », CESAL ; « Logros y avances », ALMACIGA, etc.) ou dans des phrases comme les suivantes :

{283} El trabajo con empresas, fundaciones, organizaciones sociales e instituciones visto de este modo, refuerza la intervención, hace más grandes los **logros** alcanzados con las personas más vulnerables [CESAL-2].

{284} Agradecer a la población andaluza los **logros** conseguidos con la cooperación que se realiza desde Andalucía [SOLIDINTAN-2].

{285} Estas contribuciones de la sociedad son fundamentales para alcanzar los **logros** que recoge esta memoria [ITWILLBE-2].

Suivant cette même logique, les termes « avance » et « éxito » présentent une fréquence importante, avec 40 et 32 occurrences respectivement.

{286} 2017 también ha supuesto un **avance** significativo en el impulso de acciones dirigidas a la prevención de violencias contra las mujeres [INTERED-2].

{287} Gracias al **éxito** de los proyectos ejecutados, ONG Rescate recibía a finales de 2017 financiación del AECID para proveer apoyo a 11 cooperativas más en Gode [RESCATE-2].

Le bilan est très souvent exprimé en termes de « satisfaction » : « positivo » (45 occurrences) ; « positivamente » (6) ; « satisfacción » (11 occurrences) ; « satisfactorio » (7) ; « satisfecho » (3) et « satisfactoriamente » (2) :

{288} La experiencia **ha sido muy positiva**, a juzgar por la alegría que muestran al haber regresado [MADRESEL-2].

{289} hemos podido ver **resultados concretos positivos**, con el otorgamiento en 2017 de 2 Estatutos de Refugiados/as concedidos a personas beneficiarias del programa [RESCATE-2].

{290} Ambas líneas de actuación fueron **valoradas muy positivamente** por la asamblea [VERAPAZ-2].

{291} hemos concluido nuestras intervenciones en El Salvador **con la satisfacción de** haber colaborado activamente a la creación de la Red Municipal de Mujeres del Municipio de Nejapa [ANESVAD-2].

{292} Aunque cada año **siento una gran satisfacción** a la hora de redactar esta carta […], este año es, si cabe, más especial [ITWILLBE-2].

{293} Ha sido éste un año muy intenso y **satisfactorio** para todos aquellos que creemos en los objetivos de la Asociación [ISFCAN-2].

Les adjectifs « orgulloso » et « contento », qui apparaissent 10 et 7 fois respectivement, sont très souvent utilisés dans les témoignages :

{294} "[…] Ahora **nos sentimos orgullosos** de ser aimaras y de hablar nuestro idioma en cualquier lugar y en cualquier circunstancia sin temor" [EDUCO-2].

{295} "Me encanta lo que hago. Gracias a la formación **estoy más contenta**, tengo más energía y más confianza en mí misma" [CODESPA-2].

La satisfaction est parfois nuancée, au moyen notamment de constructions concessives :

{296} **Aunque la valoración del curso ha sido positiva**, sí se considera que hay que trabajar más con voluntarios y voluntarias antes de enviarlos a los proyectos [VERAPAZ-2].

{297} **aunque podemos estar muy satisfechos** de nuestros resultados, debemos seguir esforzándonos [ONGAWA-2].

{298} **Es cierto que** hemos conseguido corregir algunos indicadores, como la esperanza de vida o el nivel de renta, **pero** la mejora es frágil e insuficiente y la inequidad pone en cuestión la sostenibilidad de los logros alcanzados [FARMAMUN-2].

{299} **aunque queda mucho por hacer** para lograr dicha igualdad, son muchos los avances logrados en estos últimos años [NUEVOSCAM-2].

Ce type de formulations, qui proposent des solutions pour l'avenir, permettent également de justifier la continuité future de l'organisation.

Pour sa part, le lexique évaluatif négatif, moins fréquent, est en premier lieu associé à la description de la situation d'origine des communautés du Sud :

{300} El abastecimiento de agua era **insuficiente, inadecuado** y no era fiable [PROCLADE-2].

{301} Se caracteriza por un clima árido y unos recursos naturales **frágiles** que evolucionan **negativamente** hacia la desertificación [RESCATE-2].

{302} es año de mutilaciones, por lo que todas las niñas de la tribu serán objeto de este **cruento** ritual [KIRIRA-2].

{303} huye […] de las **penosas** condiciones de vida y seguridad en los campos de refugiados keniatas [FARMAMUN-2].

Cette description acquiert souvent un ton critique :

{304} las hasta ahora protagonistas **ocultas, silenciosas y víctimas predilectas** de la violencia de género [SOLMAN-2].

{305} la infancia, **la gran perdedora** de los conflictos que se han reactivado en estos últimos cinco años [ASA-2].

{306} Especialmente **lacerante** es el caso de las innumerables niñas que tienen que abandonar la escuela para llevar agua a sus hogares [NUEVOSCAM-2].

Comme nous le voyons, le discours positif prend globalement le pas lorsqu'il s'agit des résultats obtenus dans l'année, alors que le lexique négatif est généralement réservé à la caractérisation des situations à l'origine des interventions. La description anti-utopique des conditions de vie des communautés visées s'oppose ainsi à l'image utopique des résultats obtenus par les organisations.

Dans cette même logique, nous observons que les termes « problema » (137 occurrences) et « dificultad » (40 occurrences) sont associés aux communautés du Sud, alors que pour les ONG « retos » (57 occurrences) et « desafío » sont privilégiés :

{307} Uno de los mayores y más agudos **problemas** a los que se enfrenta la población de Laguamithe es la falta de oportunidades para una juventud que ve la emigración como única salida [VERAPAZ-2].

{308} la producción agrícola para autoconsumo es insuficiente, determinando graves **problemas** de seguridad alimentaria [MUSOL-2]

{309} Los niños y las niñas que participan en nuestros proyectos nos ofrecen el claro ejemplo de la pasión por aprender a pesar de todas las **dificultades** e impedimentos que encuentran en su camino [EDUCO-2].

{310} Los **desafíos** siguen siendo enormes y requieren lo mejor de nuestro talento y esfuerzo [SAVECHILD-2].

{311} Con unos cuantos **retos y desafíos** encima de la mesa, pero con más entusiasmo que nunca, seguimos trabajando por el derecho a la salud y el acceso a medicamentos [FARMAMUN-2].

Cette procédure discursive consistant à transformer les problèmes en défis fait partie, selon Breeze (2015 : 97), de la logique de la « pensée positive », propre au langage corporatif.

4.12. Le discours de dénonciation

Comme nous l'avons signalé, le langage connotatif est également utilisé pour la dénonciation, auquel cas il est généralement concentré dans le segment initial du rapport, où l'institution prend la parole à la première personne, à travers la lettre de présentation ou le texte d'introduction. Le discours de dénonciation est essentiellement créatif et individualisé ; en effet, bon nombre des hapax – c'est-à-dire des mots apparaissant une seule fois dans le corpus (voir méthodologie) – y appartiennent. Il se manifeste en premier lieu par la stratégie de positionnement explicite, marque des approches maximalistes, visible entre autres dans les exemples suivants :

{312} **secundamos** el paro que para el 8 de marzo planteó la Koordinadora Feminista de Euskal Herria [SETEMEUS-2].

{313} nuestra Asociación **adoptó** razonadamente en su momento **una posición contraria a** la práctica de la Fractura Hidráulica [ISFCAN-2].

{314} Iniciativas de Cooperación Internacional para el Desarrollo **se pronuncia a favor de** la defensa y promoción de los derechos humanos en todas sus generaciones [ICID-2].

{315} no podemos dejar de **manifestar nuestra perplejidad** ante un partido, el FSLN, que […] participa ahora de un gobierno dictatorial y asesino [SOLIDINTAN-2].

Ce positionnement est également perceptible dans le choix de certains adjectifs évaluatifs. En particulier, l'adjectif « negativo », l'adverbe « negativamente » et, dans une moindre mesure, l'adjectif « insuficiente » sont utilisés pour exprimer la critique du système même de coopération :

{316} los **impactos negativos** ocasionados por numerosos programas y proyectos de desarrollo impuestos desde fuera [ALMACIGA-2].

{317} las políticas públicas y las acciones de desarrollo continúan siendo **insuficientes** para garantizar una cobertura universal y el acceso sin restricciones a servicios sanitarios de calidad [FARMAMUN-2].

{318} Los 65,4 millones de AOD destinados por la cooperación española resultan a todas luces **insuficiente** [MEDICUS-2].

{319} Las respuestas del Estado resultan ser muy **insuficientes** y restrictivas para proteger la integridad personal y la participación política de las mujeres [ICID-2].

La dénonciation passe également par l'utilisation du lexique judiciaire et politique et l'allusion directe aux tendances idéologiques :

{320} comenzar el proceso de la deconstrucción de este sistema **patriarcal** y generar cambios transformadores desde lo personal y lo colectivo [AIETI-2].

{321} las inequidades de género y asimetrías de poder que genera el sistema **capitalista** a través de las multinacionales del textil [SETEMEUS-2].

{322} partiendo de lo que percibimos en un contexto de globalización **neoliberal** y crisis global [BATA-2].

{323} La gran carga **racista y xenófoba** que contienen esos mensajes no puede dejarnos impasibles [SOLIDITAN-2].

{324} se ha dado seguimiento a 467 compañeros y compañeras […], **judicializados** por el problema de la tenencia de la tierra [JUSTIALIM-2].

{325} a Unión Europea ha publicado 1.587 alertas, que incluyen 384 por **homicidios**, 842 por **criminalización**, 195 por **amenazas**, 91 por **agresiones** y 75 por **medidas privativas de libertad** [JUSTIALIM-2].

La dénonciation s'exprime de façon indirecte au moyen d'une procédure que nous pouvons appeler de « qualification », en ce sens que les rédacteurs choisissent des termes précis qualifiant des réalités socioéconomiques, en exprimant ainsi le positionnement des ONG à leur égard. Ces termes n'apparaissent pas dans les listes des mots fréquents, précisément parce que leur sélection est ciblée.

{326} un entorno de **permisividad social** del acoso, el abuso sexual y el engaño; aunado a la desprotección, la violencia y la pobreza [MEDICUS-2].

{327} tratará de movilizarlos sobre la garantía de 10 público frente a 10 privado en el tratamiento de bienes que garantizan derechos y sobre cómo la **mercantilización** de los mismos genera un impacto negativo [APY-2].

{328} El agua es un ejemplo claro, al ser un recurso en disputa entre las necesidades comunitarias y los **intereses corporativos** por privatizarla [JUSTIALIM-2].

{329} un proyecto de desarrollo integral que permita romper el **círculo vicioso** del empobrecimiento ocasionado por la exclusión, deterioro del medio ambiente y los cambios climáticos [ECOSOL-2].

{330} En el año 2017, **triunfalismos** de la política, hemos salido de la crisis [ASA-2].

Si nous revenons à la notion de « nomination » (Fairclough, 1993 : 77 ; Boutet, Gardin et Lacoste, 1995 : 19-20 ; Bazerman, 1997: 52), nous pouvons affirmer que les procédures exposées ci-dessus établissent la preuve d'un débat interne autour de la logique même de l'activité, débat qui s'est nettement résolu en faveur des approches horizontales et multidimensionnelles. Si, comme nous l'avons vu, ces approches sont majoritairement intégrées dans le discours des ONG espagnoles, celui-ci fait face, d'une part, à des inerties qui contribuent à la perpétuation d'un langage banalisé mais globalement reconnu et accepté par la société et, d'autre part, à la difficulté de répondre de façon adéquate et sincère à toutes les exigences – opérationnelles et discursives – formulées par les différents acteurs du secteur. D'autre part, nous constatons aussi l'importance pour certaines ONG de ces opérations de

nomination dans l'exercice même de leur activité, lorsque celle-ci est focalisée sur les actions de sensibilisation, de dénonciation et de transformation des relations entre les communautés, c'est-à-dire pour ces organisations pour lesquelles le discours est essentiellement un moyen d'action.

CONCLUSIONS

Presentar una Memoria y hacerlo por escrito es cerrar un tiempo y abrir otro nuevo.
Es como poner el sello a la carta que se envía y también generar la esperanza de recibir contestación.

(Texte de présentation en ligne du rapport annuel 2017 de Karit)

Cette recherche s'était proposé d'établir les fondements de la caractérisation d'une langue de spécialité inexplorée, l'espagnol de la coopération internationale, et cela sur la base de l'analyse de l'un des genres écrits produits par sa communauté spécialisée, incarnée dans notre cas par les Organisations non gouvernementales. Le choix du rapport annuel d'activités s'est avéré particulièrement pertinent, dans la mesure où il nous a fourni l'occasion de balayer les différentes sphères de travail dans les organisations (opération, communication externe, évaluation et régulation), de dessiner un portrait actuel du domaine, aussi bien du point de vue de l'action que du discours, et de réfléchir aux pratiques discursives permettant d'établir le lien entre la communauté spécialisée et la société, un exercice qui devient central dans cette activité en particulier. En ce sens, nous avons montré l'existence d'enjeux discursifs spécifiques à ce domaine, ce qui justifiera la poursuite de cette exploration dans l'avenir. Les résultats que nous avons obtenus peuvent être retravaillés à des fins formatives dans divers contextes (langue de spécialité, langue sur objectifs spécifiques et traduction spécialisée), être utilisés dans des études contrastives sur les pratiques du secteur non gouvernemental dans d'autres langues et être revisités comme source empirique pour alimenter des réflexions critiques sur les stratégies communicatives des ONG espagnoles.

Notre démarche scientifique s'est développée selon une logique descendante puis ascendante qui partait du niveau contextuel (conditions de production et de réception, relations avec d'autres genres, finalité explicitée, etc.) pour ensuite effectuer l'analyse des documents, d'abord sur le plan macro-textuel (conception visuelle, structure logique, contenus essentiels, etc.) puis micro-textuel (lexique, procédures de nomination, etc.) et revenir enfin aux aspects extralinguistiques par la mise en relation entre les pratiques discursives et les pratiques professionnelles. Afin de synthétiser nos observations, nous allons exposer dans les lignes qui suivent les principaux éléments permettant de caractériser le

genre « rapport annuel » puis dégager dans un deuxième temps les conclusions obtenues sur les pratiques discursives des ONG.

1. Le genre « rapport annuel » dans le secteur non gouvernemental

Le rapport annuel d'activités, conçu comme document complexe de diffusion, semble vivre actuellement une période d'essor dans le secteur non gouvernemental, comme l'attestent sa présence sur les sites web depuis déjà quelques décennies, le soin avec lequel il est construit et le nombre important de documents-guide destinés à accompagner leur élaboration. Dans la logique du cycle de vie proposée par Swales (2009: 14), on peut ainsi sans aucun doute parler d'un « produit distingué ». Le rapport est par ailleurs un document qui a pour vocation de perdurer dans le temps, en s'insérant dans une séquence chronologique qui permet de documenter l'histoire de chaque organisation. L'observation de son « habitat », la section où il est publié, nous a permis de vérifier que le rapport est considéré par les ONG comme un document central de leur stratégie communicative et de la construction de leur image, et qu'il participe de façon notable à la consolidation de l'identité visuelle de l'organisation.

Indépendamment des circonstances effectives de son élaboration, le rapport est globalement présenté comme l'œuvre d'un auteur collectif (selon la terminologie de Bhatia, 1999 : 22) qu'est l'ONG en tant qu'institution. En raison de sa finalité principale, le rapport sert essentiellement la fonction de régulation dans son domaine, en particulier dans le cadre de l'évaluation et de l'apprentissage. En effet, il est conçu pour effectuer une auto-évaluation du travail réalisé et pour rendre possible une évaluation externe, experte et non experte. Les rapports annuels doivent ainsi satisfaire les différentes attentes d'un ensemble hétérogène de destinataires. En ce qui concerne la transmission, les organisations font le choix de diffuser les rapports sur Internet, à travers leur site web, et de les rendre ainsi accessibles à tous.

Du point de vue du contenu, le rapport effectue un balayage de ce qui a été fait dans le domaine opératif (projets, programmes, activités), communicatif (campagnes, actions formatives, présence dans les média, etc.), organisationnel (assemblées, équipe de travail, procédures internes, travail des délégations, etc.) et financier (origine et destination des

fonds, procédures de contrôle, etc.). Presque toutes les sphères d'activité de l'organisation sont donc susceptibles de faire l'objet d'un examen dans les rapports, et tous ses membres peuvent en quelque sorte s'y reconnaitre. En exposant ces informations, le rapport vise à attester des qualités de l'ONG, dont tout particulièrement :

- la validité de ses principes d'action et la bonne gouvernance ;
- l'efficacité : obtention de résultats, accomplissement des objectifs et réponse adaptée aux besoins des destinataires ;
- la solvabilité économique et les bonnes pratiques financières ;
- le respect des principes de l'éthique et de l'environnement (les bonnes pratiques opératives).

Par ailleurs, par la publication même du rapport, ainsi que par la facture donnée au document, les ONG administrent la preuve de leur transparence. Comme nous l'avons vu, la réglementation du secteur, qui trouve ses origines dans la législation applicable aux organisations à but non lucratif et dans les instructions provenant des organismes régulateurs spécifiques – dont la CONGDE au niveau national –, met l'accent sur le principe de transparence comme axe central de la relation des ONG avec leurs parties prenantes. En ce sens, les rapports conjuguent les pratiques associées à la transparence ascendante (à l'égard des parties qui exercent un certain degré de contrôle sur elles, y compris les financeurs institutionnels) et à la transparence horizontale (vis-à-vis de leur base sociale et de la société en générale), ce qui inclut, comme nous l'avons vu au long de ce travail, la pratique des relations publiques.

Parmi les différentes modalités formelles identifiées, nous avons constaté la prééminence incontestable du rapport complexe, qui incorpore plusieurs types de contenus, parfois élaborés par des auteurs différents, et qui semble en partie être né pour répondre à la diversité d'intérêts de l'ONG et des parties prenantes, sans avoir à restreindre le profil visé. Ce « macro-genre » (García Izquierdo et Monzó Nebot, 2003 : 88 ; Calvi, 2010 : 27) est le résultat d'un processus collectif de construction au cours duquel on rassemble et organise un ensemble d'informations variées et de documents aux propriétés diverses qui, réunis, acquièrent un nouveau sens, une cohérence *a posteriori*, par le fait d'être intégrés dans le cadre englobant qu'est le rapport. Ainsi, que ce soit le cas ou non, les actions sont présentées

comme faisant partie d'une logique respectée par l'organisation dans son ensemble (un programme, une approche, des valeurs partagées, etc.) et comme étant destinées à l'accomplissement d'un projet corporatif, très souvent formulé comme « misión », et elles servent désormais à sanctionner les actions et les modes de gestion d'une organisation.

Ces documents complexes contiennent trois informations de base, plus ou moins développées, à savoir, l'identité de l'organisation, les actions réalisées et la gestion des fonds, qui donnent lieu à trois macro-mouvements rhétoriques prototypiques du genre répondant à trois questions centrales qui respectent généralement une même séquence logique : qui, quoi et comment. Si une partie relativement importante du document complexe est consacrée à présenter l'identité de l'organisation, ses principes d'action et/ou la cause qu'elle promeut, le contenu central est invariablement la description des actions, et tout particulièrement des interventions dans le Nord, notamment sous forme de projets. Par ailleurs, un certain nombre de contenus complémentaires viennent s'ajouter à ses trois éléments centraux : lettre ou texte de présentation, galerie d'activités, remerciements et invitation à la collaboration sont parmi les plus fréquents. Bien que déplaçables, ces contenus secondaires ont des positions plus ou moins récurrentes qui possèdent une signification. En particulier, ceux qui sont placés en début et en fin de document présentent généralement une importance rhétorique majeure, dans la mesure où ils ont pour but d'établir le contact avec les lecteurs (lettre de présentation ou texte d'introduction dans les premières pages, remerciements et invitation à la collaboration en guise de clôture du document). Le schéma rhétorique qui résulte de l'organisation précise des contenus montre, comme nous l'avons signalé, une logique argumentative, qui passe par la présentation des preuves rendant compte de la compétence et de la fiabilité de l'ONG en question, ce qui peut produire des réponses diverses en fonction entre autres du profil des lecteurs.

En ce qui concerne les modalités de présentation des contenus, les documents les plus complexes incorporent des textes informatifs, descriptifs et narratifs plus ou moins développés. Outre la transmission linéaire d'informations, nous pouvons distinguer tout un ensemble de procédures discursives caractéristiques, dont :

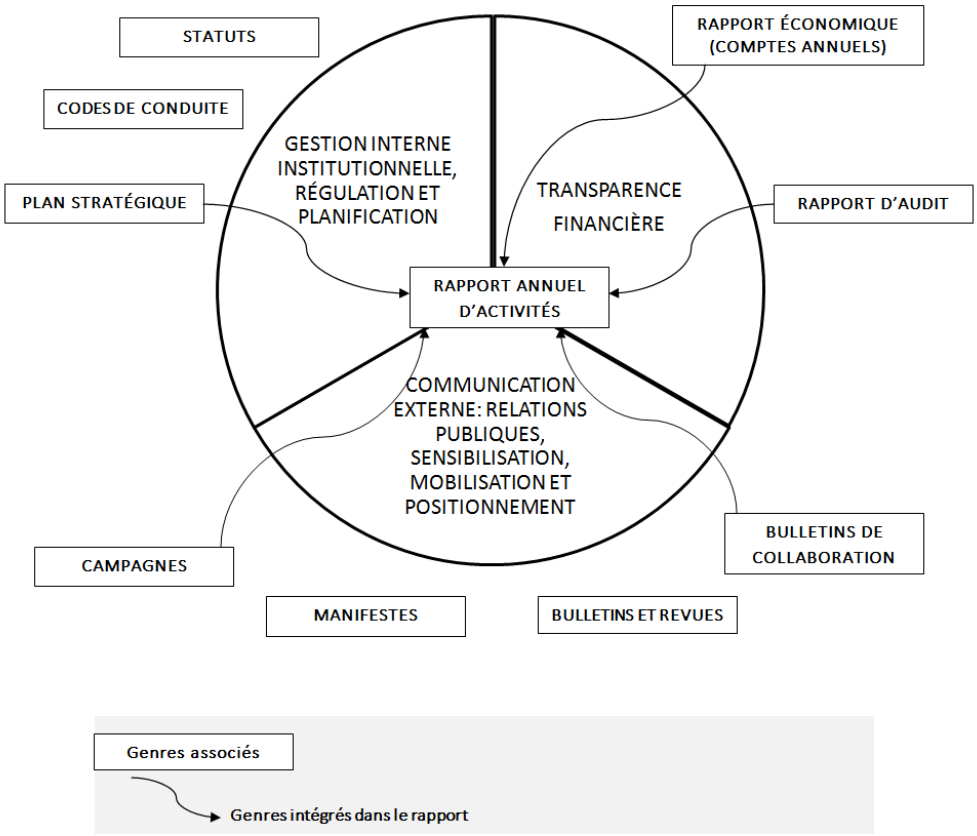
- la synthétisation : un vaste éventail de ressources paralinguistiques est déployé pour synthétiser les informations et faciliter la compréhension (énumérations, intitulés,

encadrés, soulignements, illustrations, infographies, graphiques, symboles, etc.), avec une prééminence graphique donnée aux chiffres ;

- la démonstration : certaines ressources sont destinées à procurer une certaine « matérialité » aux informations fournies : les photographies, les lettres ou d'autres documents originaux reproduits, les citations littérales ou les témoignages, entre autres, servent à rendre les données tangibles et visibles et, par conséquent, plus crédibles ;
- la reformulation : le rapport constitue dans une grande mesure un effort de traduction d'informations ultraspécialisées vers la langue de tous les destinataires potentiels, à travers entre autres l'utilisation du lexique spécialisé « fondamental » et « banalisé », selon la terminologie de Gutiérrez Rodilla (1998 : 106), pour transmettre des concepts du domaine ;
- la quantification : les procédures de synthétisation et de reformulation passent entre autres par la quantification, en réduisant à des chiffres des réalités complexes, telles que les résultats des actions des ONG ou les contributions de l'équipe de travail, entre autres ;
- la réinterprétation : cette procédure consiste au contraire à reformuler les informations techniques et/ou numériques dans une perspective qualitative, notamment à travers la lettre de présentation, les témoignages et les manifestations de remerciement, qui rendent un bilan plus humain.

L'ensemble de nos observations nous permettent de situer le rapport annuel sur une intersection qui relie trois stratégies communicatives : gestion et régulation interne, transparence financière et communication externe. Ce système interconnecté fonde au moins deux types de relations entre les genres. En premier lieu, les « genre sets » Devitt (1991 : 340-341) relient les différents genres associés à une même sphère d'activité, comme les trois signalées ci-dessus (par exemple, le rapport économique, le rapport d'audit et le rapport d'activités comme propres à la transparence financière). D'autre part, certains de ces genres, quoique autonomes, sont parfois intégrés dans le document même du rapport par différents moyens : reproduction littérale (comme le rapport d'audit), reformulation ou synthétisation (comme le plan stratégique, les campagnes ou, parfois, les comptes annuels). La figure suivante schématise ces relations :

Figure 6. Sphères de communication et relation entre les genres



Source : Élaboration propre

En ce qui concerne la part que joue chacune de ces sphères dans la conception du genre, nous avons constaté que le rapport est essentiellement un produit informatif et promotionnel destiné à la consolidation de la base sociale au moyen de la démonstration des qualités de l'ONG. La construction de confiance et de légitimité est ainsi l'axe central qui guide les stratégies communicatives mises en place. Les choix lexicaux et rhétoriques semblent obéir au besoin d'une reconnexion constante avec la société ; en effet, ils sont adaptés aux intérêts de la base sociale – intéressée au domaine mais pas forcément spécialiste – et du grand public, où se trouvent les collaborateurs potentiels. En ce sens, le type de solidarité encouragée par les rapports, si les conventions du genre sont respectées, est essentiellement associée à la collaboration avec l'ONG en question. Ces pratiques peuvent être interprétées comme intentionnelles, mais il est également possible de faire entrer dans l'équation la reproduction d'habitudes ou les réflexes discursifs rencontrés année après année dans les rapports, sans qu'une réflexion ou mise en question se soit produite autour des motivations et des effets de leur utilisation.

2. Pratiques discursives : Conventions et divergences

Depuis le début de notre travail, nous avons argumenté que nous pouvons considérer le rapport annuel des ONG de développement comme étant suffisamment représentatif des pratiques discursives de la communauté spécialisée de la coopération internationale, et cela en raison du poids des organisations dans le secteur et de leur présence sociale, ainsi que du caractère agglutinant du genre en ce qui concerne thèmes préférentiels du domaine et fonctions professionnelles.

Notre constatation principale concernant ces pratiques est le ralliement des ONG au cadre régulateur international, avec notamment des références explicites aux principes de l'ONU (Agenda 2030 de développement durable, indices de développement humain), l'adoption du lexique de l'OCDE (« impacto », « rendición de cuentas », « población meta ») et l'invocation fréquente du principe recteur de la lutte contre la pauvreté, qui fait l'objet d'un accord global. Cette adhésion procure un environnement protecteur qui légitime l'action des organisations sur la base du consensus international. Du point de vue du rôle social du discours, nous pouvons aussi affirmer que les rapports servent en quelque sorte à rendre accessibles au grand public les pratiques et les concepts ultraspécialisés de la coopération internationale, à travers des procédures déjà mentionnées comme le choix de termes compréhensibles et l'utilisation de stratégies de reformulation.

D'autre part, nous pouvons également confirmer le respect des normes établies par les organismes du secteur en ce qui concerne les pratiques communicatives, et tout particulièrement par le Código de Conducta de la CONGDE (CONGDE, 2008 : 18-21). En ce sens, nous avons observé un effort discursif incontestable de la part des ONG pour s'éloigner du discours du sous-développement et pour éviter la stigmatisation des communautés du Sud. Comme nous l'avons vu, le terme « subdesarrollo » semble entièrement banni du langage des organisations et l'expression « países en desarrollo » n'est que résiduelle ; des formules marquant l'assomption des théories de l'interdépendance, de la co-responsabilité et de l'horizontalité, telles que « Norte / Sur » et « países empobrecidos », viennent prendre le relais, et le discours de la revendication des droits, avec des formulations nouvelles très significatives comme « titulares de derechos », semble progresser au détriment du discours

classique du déficit. Nous avons également constaté l'utilisation de procédures variées destinées à souligner le rôle actif des populations du Sud, dont nous pouvons souligner la création de termes comme « defensores » / « defensoras », et d'autres suivant la même logique, et des formulations associées aux notions d'appropriation et de développement endogène (« su propio desarrollo », « protagonistas », etc.). Ainsi, malgré la persistance de quelques lieux communs qui, comme nous l'avons signalé, contribuent à la banalisation du discours de la solidarité, nous constatons globalement, dans la ligne des observations effectuées par Iranzo (2017 : 76) et en reprenant ses mots, une « érosion du discours caritatif dominant ».

Cette procédure est corrélée d'une autre, que nous avons appelée « ingénierie discursive », qui est le résultat d'un effort pour échapper par tous les moyens aux faiblesses d'un discours conventionnel très décrié dans le secteur. Nous avons ainsi retrouvé des constructions syntaxiques complexes intégrant toute une panoplie de compléments nominaux qui ont parfois comme résultat d'entraver la transmission du message. Cet effort est particulièrement visible lorsqu'il s'agit de souligner, pour reprendre la formulation du Code de Conduite (CONGDE, 2008 : 19), « la capacidad de las personas para construir y trabajar sus propias propuestas y alternativas ». L'une des explications possibles à cette pratique de complexification de l'expression – qu'il faudrait néanmoins continuer à explorer – est qu'il s'agit du résultat d'un effort pour respecter des normes discursives du secteur qui se heurtent en fin de compte à l'essence même de l'activité : en effet, la coopération est par nature fondée sur la dichotomie disponibilité / non disponibilité de ressources, ou accès / non accès aux droits (de nature diverse, sur différents niveaux), difficilement reformulable en termes d'horizontalité. Autrement dit, on peut affirmer que les rédacteurs sont parfois amenés à corriger par le discours les « failles » de l'activité même de la coopération, si l'on s'accorde à les considérer comme telles. Ou, en poussant encore plus loin cette logique, que la coopération horizontale stricte est difficilement réalisable à cent pour cent en dehors du discours. En ce sens, il serait intéressant d'étudier à quel point les formulations technicistes présentes dans les rapports, et notamment dans les fiches de projets, sont la marque d'un respect scrupuleux du cadre normatif et des bonnes pratiques, ou servent en revanche à focaliser l'attention sur des formulations en partie inintelligibles qui se substituent à une véritable évaluation du travail réalisé.

Quoi qu'il en soit, dans le mesure où il est possible d'établir une relation entre le modèle de communication d'une organisation, son modèle organisationnel et le projet de société qu'elle vise (Marí Sáez, 2017 : 14-15), ces observations nous invitent à penser qu'il existe une culture professionnelle très consolidée autour d'un ensemble de principes largement partagés, et notamment l'orientation vers une coopération horizontale et même subsidiaire par rapport aux initiatives des communautés concernées.

D'autre part, en ce qui concerne l'opposition « discours de gestion » / « discours de conflit », nous avons constaté que les ONG sont essentiellement placées dans le premier. En effet, nous avons constaté une approche de signe « réformiste » face aux situations abordées et aux effets envisageables des interventions et, dans la même ligne, très peu de demandes maximalistes, propres au discours du conflit et de la dénonciation.

En particulier, en ce qui concerne le discours de gestion, l'attention portée aux résultats est indéniable, notamment à travers le langage de la « réussite » et de la « pensée positive », qui se matérialise par les stratégies de quantification et le soulignage des chiffres, les termes associés à la notion de « résultat » (« resultados », « logros », etc.), le choix des formes verbales (« hemos conseguido »), l'expression de la satisfaction et l'utilisation ciblée des témoignages et des « récits de succès ». Par ailleurs, le lexique de l'entreprise et du marché, quoique limité, est également présent, confondu en quelque sorte avec le jargon hérité des institutions du système international (« eficacia », « calidad », « impacto »). La nature du genre joue un rôle central dans ces choix discursifs, dans la mesure où c'est précisément de la capacité de gestion de l'ONG que le rapport est censé rendre compte en premier lieu, du moins dans sa conception initiale. Par conséquent, la primauté du « discours de gestion » ne peut pas être extrapolée comme caractéristique avérée de la stratégie communicative des ONG.

Dans le cadre du discours de gestion, la manifestation de la satisfaction et de la réussite mérite à notre avis une réflexion approfondie. Comme nous l'avons signalé, dans les rapports tout est irréprochable (sauf peut-être la réalité qui entoure l'action des ONG, parfois dénoncée) : les projets sont présentés comme la réponse justifiée à une situation problématique et comme respectant scrupuleusement les normes opératives du secteur, et les résultats sont globalement qualifiés comme positifs. À cet égard, il est possible de se

demander si le discours de la satisfaction est cohérent ou non avec la pratique d'une activité qui fait face à des situations graves, voire extrêmes, et dont les résultats sont souvent limités ou, pire, remis en cause. En ce sens, il faut souligner que le Code de Conduite (CONGDE, 2008 : 18, 20) encourage les organisations à faire connaitre « los esfuerzos desplegados » en faveur du développement ainsi que « los progresos alcanzados », et qu'il affirme que « [l]a comunicación ha de servir no sólo para dar a conocer los obstáculos para el desarrollo sino también los resultados positivos que tiene el trabajo de las ONGD ». Ces consignes naissent en réponse au langage plaintif et catastrophiste traditionnel, qui semble être en partie à l'origine du désenchantement de la population face à une activité qui, à force de répéter des messages de désolation, se montre comme incapable de générer des changements de fond malgré le soutien des citoyens. Cette nouvelle vision « en positif » de la coopération, du travail des communautés du Sud et de la potentialité des actions en cours semble effectivement avoir pénétré le discours des organisations.

Malgré cela, en prenant en compte la nature, la finalité et le médium de diffusion du genre, il est vraisemblable que les rapports soient également régis par le principe selon lequel certaines informations sont mises en avant ou, au contraire, reléguées à l'arrière-plan voire cachées en raison de leur impact prévisible sur leur image (Milgrom, 1981 : 381). Même si l'analyse du discours ne nous permet pas de vérifier à quel point ce principe est appliqué, il semble raisonnable d'interpréter que la pratique du discours « en positif » est détournée à des fins promotionnelles, comme faisant partie des stratégies de la communication corporative destinées à offrir une image favorable de l'organisation (Breeze, 2015 : 13, 97). À cet égard, il semble légitime que les ONG cherchent à protéger leur image dès lors qu'elles sont obligées à fournir à l'ensemble de la population des informations qui, auparavant, ne circulaient qu'en interne. Autrement dit, du point de vue de la stratégie communicative des organisations, il est tout à fait logique que les modalités actuelles des rapports, conçues pour être largement lues, privilégient les données favorables et le langage positif. Or, il est également vrai que cette pratique va à l'encontre du principe strict de transparence que cette obligation de diffusion est censée servir. Transparence et relations publiques ne sont pas facilement conciliables, et le rapport annuel se ressent de cette contradiction.

Contrairement à ces pratiques très visibles, le « discours du conflit » laisse sa trace dans des termes qui n'apparaissent pas dans les listes des principales fréquences. Comme nous l'avons

montré, les néologismes désignent, ainsi qu'il correspond à leur fonction, des modèles d'action récents ou naissants (« buen vivir », « ecofeminismo », « auto-desarrollo »), qui véhiculent une critique indirecte du système en vigueur, et les termes peu fréquents sont très souvent associés au discours de la dénonciation (expression explicite du positionnement, terminologie politique et judiciaire, procédures de « qualification », lexique évaluatif négatif, etc.). Le fait que ces pratiques soient minoritaires s'explique, comme nous l'avons signalé, par la nature du genre, qui n'a pas pour objectif communicatif principal la sensibilisation, le positionnement ou la dénonciation. Néanmoins, il est intéressant de noter que ces pratiques ne sont pas également distribuées dans les rapports, mais qu'elles sont concentrées dans un groupe bien identifié[134]. Autrement dit, un nombre réduit d'ONG font du rapport annuel le théâtre du « discours du conflit ». Nous pouvons ainsi affirmer que les ONG n'adhèrent pas strictement au principe défendu par certains secteurs selon lequel tous les événements communicatifs doivent être l'occasion de la sensibilisation et de la transformation (Nos Aldás, 2003, 2007, 2009), et que très peu d'entre elles portent à sa plus haute expression la logique du « tout communique » (Erro, 2010 : 144). Autrement dit, pour reprendre les formulations de ce même auteur (Erro Sala, 2002 : 50), le rapport est utilisé comme véhicule de communication *sur* le développement et non *pour* le développement.

Dans la ligne du discours du conflit, nous avons observé que l'expression de l'insatisfaction porte généralement sur les réalités externes aux ONG, celles qu'elles abordent (les difficultés des communautés du Sud, les failles du système socioéconomique) ou celles qui entravent leurs actions (les manquements du système institutionnel de la coopération, l'absence de ressources économiques, etc.), et très rarement sur les actions mêmes des organisations. En ce sens, on peut penser qu'une évolution du genre pourrait avoir lieu dans l'avenir si la cohérence entre les données et leur traitement discursif faisait l'objet d'une attention spécifique, de la part les ONG elles-mêmes ou des observateurs externes, et si l'autocritique prenait une place plus importante parmi les pratiques discursives des organisations, sans pour autant que cela soit au détriment de leur soutien social.

[134] Nos premières observations – encore partielles – nous conduisent à signaler une dizaine de rapports (soit 20%) comme sensibles au discours du conflit : AIETI, ALMACIGA, BATA, ICID, INTERED, ISFCAN, JUSTIALIM, MDPL, SETEMEUS et SOLIDINTAN. Néanmoins, il faut prendre en compte que ces constations sont fondées sur l'examen du corpus restreint, donc sur 50 rapports au total, et qu'elles doivent par ailleurs être soumises à des analyses plus approfondies, la comparaison entre les pratiques des différentes ONG ne faisant partie de notre projet de recherche.

Une autre observation à cet égard, encore insuffisamment précisée mais très éloquente, est la confluence, dans ce nombre réduit de rapports, des transgressions évoquées dans les choix lexicaux, et de pratiques également divergentes liées à la construction rhétorique des documents (notamment la mise en avant de la sensibilisation et la transformation face aux interventions classiques dans le Sud, ou bien encore la description détaillée et soignée de la cause défendue par l'organisation). Cela nous amène à conclure que la proposition de voies alternatives, l'adoption d'aptitudes non conformistes vis-à-vis de sa propre activité, passe entre autres par la transgression dans les choix terminologiques et discursifs. Les écarts par rapport à la norme sont généralement associés à des efforts visant à encourager une mobilisation qui reste certes dans la zone d'influence de l'organisation (nous avons vu l'exemple paradigmatique du commerce équitable), mais qui vise généralement l'adoption de certains comportements par des citoyens conscients. Dans une certaine mesure, les ONG qui sont plus ou moins à l'aise dans le cadre établi ont tendance à respecter les conventions du genre, alors que celles qui se veulent plus contestataires recherchent, loin des pratiques héritées, des moyens nouveaux, créatifs, d'exprimer des visions différentes du monde et de la coopération, faisant honneur à la phrase devenue proverbiale de Tolstoï dans *Anna Karénine* : « Les familles heureuses se ressemblent toutes ; les familles malheureuses le sont chacune à sa façon ».

La dernière réflexion que nous souhaitons mettre en débat a trait à la dichotomie discours informatif / discours promotionnel, généralement abordée dans les analyses du langage corporatif, mais qui nous parait insuffisante pour rendre compte des pratiques discursives du secteur non gouvernemental. Ainsi, nous trouvons dans les rapports des finalités autres que la transmission d'informations et la construction de l'image de l'ONG, même si elles restent secondaires, dont la promotion d'une cause solidaire et la critique sociale. En ce sens, de la même manière que le discours publicitaire peut être défini comme l'une des expressions du discours promotionnel, nous pouvons envisager la description du « discours de sensibilisation » et du « discours de dénonciation » comme des réalités à part entière, qui relèveraient, comme le discours promotionnel, de l'argumentation, mais dans lesquels joue sans aucun doute un rôle central la logique de l'adhésion (Boix, 2007). Nous avons identifié au chapitre 7 et synthétisé ci-dessus quelques traits qui pourraient caractériser le discours de dénonciation (positionnement, qualification, évaluation négative, etc.), et les stratégies de la

« communication éducative » soulevées par Nos Aldás (2007) nous rapprochent en quelque sorte du discours de sensibilisation, mais nous estimons que ces deux notions méritent d'être creusées davantage.

3. Discours et rôle social des professions : Réflexion finale

Le travail que nous achevons maintenant avait pris comme point de départ la critique de Lydia Molina adressée au langage excessivement « cryptique » des ONG lorsqu'elles communiquent avec le public général, non spécialisé[135]. Dans son article, Molina essaie en fin de compte de répondre à la question que Bhatia (1993 : 1) a proposée comme centrale dans l'analyse du discours spécialisée, et que nous avons assumée comme telle : « Why do members of a specialist community write the way they do? ». Les réflexions qu'elle développe rejoignent bon nombre des observations faites au cours de notre recherche, raison pour laquelle nous revenons maintenant sur elles.

En premier lieu, il faut noter que la critique porte non seulement sur l'utilisation de termes que la journaliste désigne comme des « technicismes » et qui font partie, selon elle, « de l'ADN » des organisations, comme celui qui est représenté dans le nuage de mots (voir Introduction, illustration 1) mais aussi sur l'utilisation de phrases complexes du point de vue syntaxique, et non forcément lexical. En effet, si nous reprenons l'exemple proposé dans l'article, « logramos impactos sostenibles a medio plazo en las zonas donde actuamos, con una gestión eficiente de los recursos, la participación activa de la comunidad y la implicación de las instituciones públicas », nous constatons qu'il relève de l'« ingénierie discursive », telle que nous l'avons caractérisée ici, plutôt que du lexique ultraspécialisé, selon la désignation de Gutiérrez Rodilla (1998 : 106), même si l'effet sur le grand public semble être équivalent. L'utilisation de ce langage en milieu spécialisé obéit, selon Nos Aldás, interviewée pour l'occasion par Molina, à deux raisons principales. En premier lieu, elle mentionne l'important degré de « bureaucratisation » de l'activité, qui semble faire indirectement référence à la technicisation de l'activité et de son discours. En deuxième lieu, elle évoque le besoin

[135] https://www.eldiario.es/desalambre/lenguaje-ong_132_5546650.html (consulté le 13/09/20). Reproduit à l'annexe 1.

d'expliquer des réalités hautement complexes de tous les points de vue, ce qui est en fin de compte l'un des objectifs primaires du lexique de spécialité dans tous les domaines.

Ce qui reste à expliquer, c'est la raison pour laquelle le langage des spécialistes n'est pas toujours « traduit » pour les non spécialistes. La réflexion tourne ici autour de la relation entre la communauté spécialisée et les non spécialistes et renvoie directement, sans l'expliciter, à la question des genres discursifs. Rappelons que la critique de la journaliste est focalisée sur le fait que ces formules « [e]stán en la justificación de sus proyectos y en los materiales internos, pero también en los mensajes que lanzan diariamente a través de sus canales de comunicación con la sociedad ».

L'une des explications possibles à cette pratique est, selon Nos Aldás, une incapacité de la part des ONG à réaliser cette opération de reformulation, lorsqu'elle affirme que « por complejas que sean las realidades, tenemos que saber traducirlas a ideas sencillas para que todo el mundo pueda entenderlas. Y eso es algo que no se da con frecuencia en este ámbito ». Nous parlerons dans ce cas d'une faille dans l'ajustement des choix de langue en fonction du genre en question, par exemple dans le recours à des formulations alambiquées qui ne sont pas forcément parlantes pour le grand public.

D'autre part, les trois experts interviewés dans l'article évoquent une attitude délibérée dans la préservation du lexique spécialisé, obéissant elle-même à plusieurs motivations. Les « technicismes » seraient ainsi utilisés en premier lieu pour visibiliser des phénomènes et en faire des réalités reconnaissables. Comme l'affirme Yolanda Polo, « [hay] conceptos que describen realidades que si no se habla de ellas no existen, un ejemplo es la violencia de género ». Faire entrer ces termes dans le langage des citoyens constitue, d'après Casado, une obligation : « Tenemos una responsabilidad […] a la hora de trasladar los mensajes a la sociedad para que calen », et cela passe, comme l'explique Polo, par le fait d'introduire des termes de spécialité « en nuestras rutinas comunicativas ». Dans cette même optique, le choix de termes complexes permet aussi de contrecarrer la simplification excessive des messages, qui se traduit souvent, selon Polo, par l'utilisation de « clichés y enfoques asistencialistas ». Cette pratique peut en revanche être due à des motivations moins louables, comme le désir de conserver le monopole « de ciertos conceptos y reivindicaciones », pour

reprendre les termes de Polo, et de préserver un certain degré d'opacité informative, puisque, selon Nos Aldás, « existe un miedo a la sinceridad y a la transparencia ».

L'effet de ces pratiques sur les citoyens est rendu manifeste par les commentaires des participants au forum des lecteurs[136], dont les contributions sont nettement partagées en deux positions opposées, qui rejoignent les explications des experts : pour les uns, cela fait partie d'une stratégie claire de désinformation, destinée à cacher de mauvaises pratiques et à obtenir facilement des fonds ; pour les autres, elles sont pleinement justifiées, puisque les termes de spécialité permettent de faire connaitre aux citoyens des concepts complexes et d'expliquer les nouvelles approches adoptées par les professionnels.

Une combinaison de ces différentes motivations est, croyons-nous, la réponse la plus probable. D'une part, l'utilisation de termes de spécialité dans la communication avec les citoyens est cohérente avec l'établissement d'un rapport fondé sur la confiance : cette pratique en appellerait ainsi à l'intelligence du public destinataire des messages, et serait destinée à intégrer en quelque sorte les citoyens à la communauté spécialisée, dans une logique de sensibilisation et de mobilisation. D'autre part, certaines formulations sont vraisemblablement utilisées pour surdimensionner les résultats ou pour cacher des failles ou des insuffisances dans les actions. À cela il faudrait ajouter une troisième dynamique explicative, la reproduction systématique de pratiques discursives héritées (Bhatia, 1993 : 24 ; Hall, Sarangi et Slembrouck, 1997 : 281), sans une véritable réflexion sur les motivations qui guident les choix discursifs ou sur leurs effets éventuels sur l'ensemble des parties prenantes. Quoi qu'il en soit, nos observations suggèrent que ces décisions ont généralement fait l'objet d'une véritable réflexion de la part de leurs responsables, qu'ils soient internes ou externes à l'organisation. Ce qui est à notre avis essentiel pour les spécialistes, c'est qu'ils prennent conscience de la portée sociale de leurs manifestations discursives et qu'ils soient capables de les justifier par des arguments cohérents avec l'exercice de leur profession et convergents avec les objectifs de l'activité.

Pour en revenir à l'article, au-delà du contenu précis du débat, il est intéressant de noter que cet échange est en lui-même un exemple de réflexion collective sur le rôle social des langues de spécialité. Les citoyens sont sensibles aux pratiques discursives des professionnels et ils

[136] Au moment de la récupération de l'article sur Internet lors du dernier accès (13/09/29), les commentaires sur le forum n'étaient plus accessibles, ce qui a rendu impossible leur reproduction intégrale en annexe.

adaptent leurs attitudes vis-à-vis de ceux-ci en fonction de leur perception de ces pratiques. Dans le domaine qui nous occupe, où ces perceptions peuvent facilement se matérialiser par la décision d'adopter ou non un comportement solidaire, la potentialité constructive du discours acquiert une dimension hors norme, à la hauteur des défis affrontés par la coopération au développement.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Sources primaires : Rapports annuels 2017

Acción Marianista para el Desarrollo : *Memoria de actividades 2017.*
https://accionmarianista.org/datos-de-interes/

Acción Solidaria Aragonesa (ASA) : *Memoria 2017.*
http://www.asazaragoza.org/

Acción Verapaz : *Memoria 2017. Memoria de Actividades de la Federación de Asociaciones Acción Verapaz.*
http://www.accionverapaz.org/index.php/documentos/memorias

África Avanza : *Memoria 2017.*
http://africaavanza.org/#

Agencia de Cooperación al Desarrollo de la Agricultura (ACODEA) : *Memoria de actividades 2017.*
http://www.acodea.es/libreria/

Akshy : *Memoria anual 2017.*
http://akshy.org/home/memorias/

Albihar : *Memoria 2017.*
https://www.fundacionalbihar.org/somos/transparencia/#1464689639347-1a95af75-36f6

Alianza por la Solidaridad : *Memoria 2017.*
https://www.alianzaporlasolidaridad.org/nosotros/transparencia

Almáciga : *Memoria 2016-2017.*
https://almaciga.org/documentos/

Almenara : *Memoria 2017.*
https://www.fundacionalmenara.org/memoria-de-actividades

Amanecer Solidario : *Memoria de actividades 2017.*
https://www.amanecersolidario.org/quienes-somos/memoria-de-actividades.php

Ambala : *Memoria anual de la actividad 2017.*
https://www.ambalaong.org/memorias-anuales-ambala

Amigos de Inharrine (AIE) : *Memoria AIE 2017.*
https://amigosdeinharrime.es/memorias-de-actividades/

Amigos Solidarios : *Memoria anual. 2017.*
https://amigosolidarios.com/memorias/

Amref Salud África : *Memoria 2017.*
https://www.amref.es/quienes-somos/transparencia/

Amycos : *Memoria 2017.*
https://amycos.org/amycos/memoria-de-actividades/

Anesvad : *Memoria 2017.*
https://www.anesvad.org/es/transparencia/rendicion-de-cuentas/

APY Solidaridad en Acción : *Memoria actividades 2017.*
http://apysolidaridad.org/memorias-anuales/

Arquitectos Sin Fronteras de España (ASFES) : *Memoria 2017.*
http://asfes.org/transparencia/

Asamblea de Cooperación por la Paz (ACPP) : *Memoria de Actividades. Junio 2016-Junio 2017.*
https://www.acpp.com/about-us/memoria/

Asociación de Investigación y Especialización sobre Temas Iberoamericanos (AIETI) : *Memoria 2017.*
http://aieti.es/memoria-y-evaluaciones/

Asociación para la Cooperación, el Desarrollo y la Promoción (CODEPRO) : *Memoria final. Año 2017.*
http://asociacioncodepro.org/category/memorias/

Asociación para la Cooperación entre Comunidades (ACOEC) : *Memoria de actividades 2017.*
https://acoecongd.org/conocenos/transparencia/memorias-actividades/

Atelier : *Memoria de actividades 2017.*
http://ongdatelier.org/atelier-ongd-info/memoria-de-actividades/

Ayuda en Acción : *2017. Un año de lucha contra la pobreza. Memoria de actividades.*
https://ayudaenaccion.org/ong/sobre-nosotros/memorias-anuales/

Ayuda, Intercambio y Desarrollo (AIDA) : Memoria 2017.
https://www.ong-aida.org/que-hacemos/rendicion-de-cuentas/

Ayudemos a un@ Niñ@ : *Memoria 2017.*
https://www.ayudemosaunnino.org/Informate/publicaciones.html

Bosque y Comunidad : *Memoria de actividades del año 2017.*
http://www.bosqueycomunidad.org/que-hacemos/

Centro de Estudio Rurales y de Agricultura Internacional (CERAI) : *Memoria de actividades CERAI 2017.*
https://cerai.org/transparencia/

Centro de Iniciativas para la Cooperación Batá (CIC-BATÁ) : *Memoria Anual CIC BATA 2017.*
http://www.cicbata.org/quienes_somos

CESAL : *Memoria 2017.*
https://www.cesal.org/publicaciones/memoria

CIDEAL : *Memoria de actividades 2017.*
https://www.cideal.org/transparencia/

CODESPA : *Memoria 2017. Conviértete en oportunidad.*
https://www.codespa.org/conocenos/transparencia/

Colaboración con la Infancia y la Mujer en Burkina Fasso (CIM Burkina) : *Memoria de actividades de CIM Burkina 2017.*
https://www.cim-burkina.com/es/pagina/memorias-anuales

Comercio para el Desarrollo (COPADE) : *Memoria anual 2017.*
https://copade.es/memorias-y-publicaciones/

Comisión de Derechos Humanos Hispano Guatemalteca : *Memoria 2016-2017.*
http://www.cdhhg.org/

Concordia Solidaria : *Memoria 2017.*
http://fundacionconcordia.org/memorias/

Conemund : *Solidaridad y Desarrollo. Memoria anual 2017.*
https://www.conemund.org/que-hacemos-conemund/#memoria

Consejo Interhospitalario de Cooperación (CIC) : *Memoria 2017.*
http://www.ciccooperacion.org/memoria-social/

Construye Mundo : *Memoria 2017.*
http://www.construyemundo.org/publicaciones/memorias

Coopera ONGD : *Memoria de proyectos y actividades 2017.*
https://cooperaong.org/memorias-de-actividades/

Cooperación Internacional : *Memoria'17.*
https://www.ciong.org/quienesSomos.php?fam=9

Cume : *Memoria de actividades 2017.*
http://fundacioncume.org/documentacion/

Delwende : *Memoria 2017.*
http://delwende.es/quienes-somos/transparencia/

Dilaya : *Memoria 2017.*
https://www.fundaciondilaya.org/quienes-somos/memorias/

Ecodesarrollo Gaya : *Memoria de actividades. Año 2017.*
https://ecodesarrollogaia.org/transparencia

Ecosol : *Memoria 2017.*
http://www.ongd.es/ecosolwp/#evaluaciones

Edificando Comunidad de Nazaret : *Memoria 2017.*
http://www.edificandocn.com/

Educo : *Memoria 2017. Tú lo haces posible.*
https://www.educo.org/QUIENES-SOMOS/Rendicion-de-cuentas

Energía sin Fronteras : *2017. 15 años de lucha contra la pobreza.*
https://energiasinfronteras.org/proyectos/trasparencia/memorias

Entreculturas : *Informe anual 2017.*
https://www.entreculturas.org/es/publicaciones/informe-anual-entreculturas-2017

Esperanza y Alegría : *Memoria 2017.*
https://fundacionesperanzayalegria.org/transparencia/

Fabre : *Memoria de actividades. 2017.*
https://www.fundacionfabre.org/nuestro-trabajo/

Familias Unidas : *Memoria 2017. Suplemento de la revista Familias Unidas nº 38.*
https://www.fundacionfamiliasunidas.org/publicaciones/memorias/

Farmacéuticos sin Fronteras : *Memoria Social 17*.
https://www.farmaceuticossinfronteras.org/transparencia

Farmacéuticos Mundi (Farmamundi) : *FM 2017*.
https://farmaceuticosmundi.org/publicaciones/

Fundación Ayuda Solidaria Hijas de Jesús (FASFI) : *Memoria 2017.*
http://www.fasfi.org/que-hacemos/memorias/

Fundación Balms para la Infancia : *Memoria 2017.*
https://www.fundacionbalms.org/es/informate/documentacion#categoria-3

Fundación Benito Menni : *Memoria 2017.*
https://www.fbmenni.org/que-hacemos/memorias

Fundación del Valle : *Memoria anual 2017.*
https://fundaciondelvalle.org/memorias/MEM17CAS_FLIP/mobile/index.html

Fundación Enrique de Ossó (FUNDEO) : *Memoria 2017.*
http://www.fundeo.org/Memorias.69.0.html?&no_cache=1

Fundación Felipe Rinaldi : *Memoria de actividades. 2017*.
http://www.fundacionrinaldi.org/conocenos/publicaciones.html

Fundación ONCE América Latina (FOAL) : *Memoria social 2017*.
https://www.foal.es/es/paginas/transparencia

Fundación Pablo Horst : *10 años ofreciendo salud y educación, alegría y esperanza, a muchos niños*.
http://www.fundacionpablo.org/index.php/home/patronato-cuentas

Fundación para el Desarrollo de Benín (FUNDEBE) : *Memoria de actividad. Ejercicio 2017*.
https://fundebe.org/descargas/

Fundación para el Desarrollo de la Enfermería (FUDEN) : *Memoria anual. Cooperación 2017*.
http://www.fuden.es/la-fundacion/nuestro--trabajo/3-memorias-anuales

Fundación Segundo y Santiago Montes : *Memoria de actividades 2017*.
http://www.fundacionsegundoysantiagomontes.es/#

Fundación Vicente Ferrer : *Memoria anual 2016-2017*.
https://fundacionvicenteferrer.org/es/publicaciones?field_document_category_tid=9

Geólogos del Mundo : *Memoria de actividades 2017.*
http://www.icog.es/geologosdelmundo/index.php/memorias/

Global Humanitaria : *Memoria 2017.*
https://www.globalhumanitaria.org/sobre-nosotros/transparencia/memorias

Hermanamiento León (Nicaragua) - Zaragoza (España): *Memoria 2017.*
http://zaragozaconleon.org/quienes-somos/#mision

Hola Ghana : *Memoria de actividades. 2017.*
http://www.holaghana.org/transparencia

Huauquipura : *Memoria 2017. Revista Ecos de Huauquipura* (2018).
http://huauquipura.org/memorias/

Humanismo y Democracia : *Informe de actividades 2017*.
http://hmasd.org/transparencia/

Ibo : *Memoria de actividades 2017. Impulsamos el cambio*.
http://www.fundacionibo.org/proyectos/memoria/

Infancia sin Fronteras : *Memoria de actividades 2017.*
https://infanciasinfronteras.org/transparencia/

Ingenieros sin Fronteras Asturias : *Memoria de actividades 2017. 25 años ISF Asturias.*
https://asturias.isf.es/publicaciones/memoria-de-actividades/

Ingenieros sin Fronteras Cantabria : *Memoria de actividades 2017.*
https://cantabria.isf.es/memoria-de-actividades/

Iniciativas de Cooperación Internacional para el Desarrollo (ICID) : *Memoria de actividades 2017.*
https://asociacionicid.org/index.php/quienes-somos/memorias

Iniciativas de Economía Alternativa y Solidaria (IDEAS) : *Memoria 2017*.
https://ideas.coop/que-hacemos/banco-de-recursos/

InspirAction : *Memoria 2016-2017*.
https://www.inspiraction.org/publicaciones/memorias/memoria-2016-2017/

Instituto de Cooperación Internacional y Desarrollo Municipal (INCIDEM) : *Memoria de actividades 2017.*
https://www.incidem.es/qui%C3%A9nes-somos/transparencia/

Instituto Sindical de Cooperación al Desarrollo (ISCOD) : *Memoria de actividades 2017.*
http://www.iscod.org/MEMORIAS/2017a

InteRed : *Memoria 2017.*
https://www.intered.org/es/recursos/memorias

itwillbe.org : *Memoria anual 2017*.
http://it-willbe.org/impacto#1474890305023-6ea162d2-2c60

Jóvenes y Desarrollo : *Memoria 2017. Educar hoy es ayudar para siempre*.
https://www.jovenesydesarrollo.org/contenidos/memorias-anuales-y-cuentas-auditadas

Juan Ciudad : *Memoria 2017.*
https://www.juanciudad.org/

Juntos Mejor : *Memoria 2017.*
http://fundacionjuntosmejor.com/memorias/

Justalegría : *Memoria de actividades 2017.*
http://justalegria.org/quienes-somos/#transparencia

Justicia Alimentaria : *Memoria 2017.*
https://justiciaalimentaria.org/memorias-institucionales

Karit Solidarios por la Paz : *Memoria 2017.*
https://www.karitsolidarios.es/comunicacion/

Kelele África : *Memoria de actividades 2017.*
http://www.keleleafrica.org/quienes-somos/memoria-de-actividades-y-estatutos/

Kirira : *Boletín informativo. Año 2017.*
http://www.fundacionkirira.es/memoria-anuales

Korima Claretianas : *Memoria de actividades 2017.*
http://www.korimaclaretianas.org/#

Kubuka : *Memoria de actividades 2017.*
https://www.kubuka.org/transparencia/

Madre Coraje : *Memoria 2017.*
https://www.madrecoraje.org/conocenos/nuestras-publicaciones/memorias/

Madreselva : *Memoria 2017.*
http://madreselvaongd.net/memorias-anuales/

Manabí : *Memoria de actividades. 2017.*
https://www.asociacionmanabi.com/documentos-de-inter%C3%A9s/

Manos Unidas : *Memoria de actividades 2017.*
https://www.manosunidas.org/memorias-datos-economicos

Más Vida : *Memoria anual 2017*.
https://www.fundacionmasvida.org/memorias/

Médicos del Mundo : *Memoria 2017.*
https://www.medicosdelmundo.org/quienes-somos/memorias

Médicos sin Fronteras : *Memoria 2017.*
https://www.msf.es/actualidad/publicaciones?document=3541

Medicus Mundi : *#porelderechoalasalud. Memoria 2017*.
http://www.medicusmundi.es/es/quienes-somos/transparencia/memorias-de-actividades

Microfinanzas y Desarrollo (Microfides) : *Memoria 2017*.
https://microfides.com/memoria-y-cuentas-anuales/

Miradas al Mundo : *Memoria 2017*.
https://www.miradasalmundo.org/memorias/

Misión América : *Memoria anual 2017*.
https://misionamerica.org/memorias/

Movimiento por la Paz (MPDL) : *Informe de Actividades 2017*.
http://www.mpdl.org/nuestra-ong/transparencia#sthash.4UB2MIF5.dpbs

Mozambique Sur : *Memoria 2017*.
https://fundacionmozambiquesur.org/quienes-somos

Mujeres en Zona de Conflicto (MZC) : *Memoria 2017*.
http://www.mzc.es/memorias/

Mundo Cooperante : *Memoria 2017*.
https://www.mundocooperante.org/memorias-de-actividades/

Municipalistas por la Solidaridad y el Fortalecimiento Institucional (MUSOL) : *Memoria 2017*.
http://www.musol.org/es/como-comunicamos/memorias.html

Nepal Sonríe : *Memoria 2017*.
https://nepalsonrie.org/documentos/

Niños de la India : *Memoria 2017*.
https://www.ninosdelaindia.org/nosotros

Nuestros Pequeños Hermanos (NPH) : *Memoria anual 2017*.
https://www.nph-spain.org/actualidad/documentos/

Nuevos Caminos : *Memoria de actuación 2017*.
https://nuevoscaminos.org/quienes-somos/transparencia-2/memorias-de-actuacion/

Nutrición sin Fronteras : *Memoria 2017. Actuamos para erradicar la malnutrición en el mundo*.
http://www.nutricionsinfronteras.org/las-cuentas-claras/

Oan International : *Informe anual. Memoria de actividades 2017*.
http://www.oaninternational.org/transparencia.html

Ongawa : *Memoria 2017*.
https://ongawa.org/memoria-2017-esto-es-lo-que-hemos-conseguido/

Oxfam Intermón : *Memoria 2016-17. Cambiamos vidas que cambian vidas*.
https://www.oxfamintermon.org/es/informate/publicaciones/memoria-anual

Paz con Dignidad : *Memoria 2017*.
http://www.pazcondignidad.org/quienes-somos/memorias/

Paz y Desarrollo : *Memoria 2017. Igualdad de género. Reducción de desigualdades*.
http://www.pazydesarrollo.org/informate/publicaciones/

Petjades : *Memoria de actividades 2017*.
http://www.ongd.es/petjadeswp/rendicion-de-cuentas/

Proclade : *Memoria 2017.*
https://www.fundacionproclade.org/hacemos/memoria-anual

Profesores Cooperantes : *Memoria de Proyectos de Cooperación al Desarrollo 2017.*
http://www.profesorescooperantes.org/2006.html

Prokarde : *Memoria 2017*.
https://prokarde.org/es/c/?iddoc=1571

Promoción Social : *Memoria de actividades 2017. 30 años trabajando por las personas.*
https://promocionsocial.org/somos-transparentes/

Promoción y Desarrollo (PROYDE) : *Memoria social 2017*.
https://www.proyde.org/index.php/proyde-menu/memoria-social

Proyecto Solidario por la Infancia : *Memoria Actividades 2017.*
https://www.proyectosolidario.org/transparencia/

Psicólogas y Psicólogos sin Fronteras : *Memoria 2017.*
https://www.psicologossinfronteras.org/transparencia/memorias-anuales/

Pueblos Hermanos : *Memoria 2017.*
https://puebloshermanos.org.es/content/memorias-anuales-0

Reach Internacional España : *Informe 2017. Manteniendo estructuras y compromiso*.
http://www.reachspain.org/informes/

Recover Hospitales para África : *10 años de grandes experiencias. Memoria 2017*.
https://fundacionrecover.org/memoria-recover-2017/mobile/index.html

Regalos de Amor : *Memoria 2017.*
http://www.regalosdeamor.org/dat.php?memorias&1&ultimas

Religiosos para la Salud : *Memoria anual. 2017*.
https://www.fundacionfrs.es/?menu=1

Rescate Internacional : *Memoria Anual 2017*.
https://www.ongrescate.org/memoria-anual

Save the Children : *Memoria anual 2017*.
https://www.savethechildren.es/publicaciones/memoria-anual-2017

SEMG Solidaria : *Memoria de actividades 2016-2017*.
https://www.semg.es/index.php/semgsolidaria

Setem Andalucía : *Memoria anual 2017.*
http://www.setem.org/site/es/andalucia/cuentas-claras-y-memorias/

Setem Euskadi : *Memoria 2017.*
http://www.setem.org/site/es/euskadi/memoria-de-actividades/

Setem Madrid : *Memoria de actividades 2017*.
http://www.setem.org/site/es/mcm/cuentas-claras-y-memorias/

Sintiendo el Sur : *Memoria de actividades 2017*.
http://www.sintiendoelsur.org/index.php/2012-04-07-13-11-02/donde-actuamos

Solidaridad con América Latina (SAL) : *Memoria de actividades 2017*.
https://www.ongsal.org/memoria-actividades

Solidaridad Don Bosco : *Memoria 2017 de Solidaridad Don Bosco.*
https://solidaridaddonbosco.org/memoria-anual/

Solidaridad Educación Desarrollo (SED) : *Memoria SED 2017*.
http://www.sed-ongd.org/quienes-somos/memorias-anuales/

Solidaridad Internacional Andalucía : *Memoria de actividades. 2017*.
http://www.solidaridadandalucia.org/transparencia/

Solidaridad Internacional País Valenciano : *Memoria de actividades. 2017*.
https://sipv.org/transparencia/

Solidaridad Manchega (SOLMAN) : *Memoria 2017.*
http://www.solman-ongd.org/index.php/index.php/documentacion-memorias

Solidaridad para el Desarrollo y la Paz (SODEPAZ) : *Memoria 2017. Cuando cumplimos 30 años*.
http://www.sodepaz.org/index.php/80-economia-solidaria/comercio-justo/2621

Sonrisas de Bombay : *Memoria 2016-2017.*
https://www.sonrisasdebombay.org/transparencia/

Sotermun : *Balance solidario 2017*.
https://www.sotermun.es/balances-solidarios2/

Taller de Solidaridad : *Una mirada global al 2017. Una apuesta por la igualdad*.
https://tallerdesolidaridad.org/que-decimos/publicaciones/

Tierra de Esperanza : *Memoria de actividades 2017*.
https://landofhope.org/weblog/

Tierra de Hombres : *Memoria 2017.*
https://www.tierradehombres.org/quienes-somos/transparencia/memorias

Tierra sin Males : *Memoria de actividades 2017*.
https://tierrasinmales.org/transparencia

Trabajo y Dignidad : *Diez años en camino con la mujer. Memoria 2017*.
https://trabajoydignidad.org/

Vides Sur : *Memoria 2017.*
http://www.videssur.org/memorias.html

Vihda : *Memoria. Año 2017*.
http://www.vihda.org/2013-04-06-11-57-08/memorias

Voluntariado Internacional para el Desarrollo, la Educación y la Solidaridad (VIDES) : *Memoria 2017.*
https://www.vides.es/quienes-somos/transparencia/

World Vision : *Memoria de actividades 2017 del 1 de octubre de 2016 al 30 de septiembre de 2017.*
https://www.worldvision.es/nosotros/donde-va-tu-dinero

Xaley : *Memoria anual 2017*.
https://xaley.org/transparencia/

Documentation institutionnelle

AECID (2017) : *Manual de autoevaluación para la acreditación como ONGD calificada* [http://www.aecid.es/ES/la-aecid/nuestros-socios/ongd/calificacion (consulté le 10/01/20)].

ANTORANZ ORTIZ, J. (coord.) (2001) : *Metodología de gestión de proyectos de la cooperación española*, Madrid : Agencia Española de Cooperación Internacional.

CAD (1992) : *DAC Principles for Effective Aid*, Paris : OCDE.

MAE-SECIPI (2001a) : *Metodología de evaluación de la Cooperación Española I* (http://www.cooperacionespanola.es/es/metodologia-de-evaluacion-de-la-cooperacion-espanola-i, consulté le 08/10/20)

– (2001b) : *Metodología de evaluación de la Cooperación Española II* (http://www.cooperacionespanola.es/es/metodologia-de-evaluacion-de-la-cooperacion-espanola-ii, consulté le 08/10/20).

OCDE (1995) : *Principios del CAD para una ayuda eficaz. Manual de ayuda al desarrollo*, Madrid.

– (2002) : *Glossary of key terms in evaluation and results based management* (version trilingue anglais, français, espagnol), Paris : Les éditions de l'OCDE. [https://www.oecd.org/dac/evaluation/glossaryofkeytermsinevaluationandresultsbasedmanagement.htm (consulté le 11/05/20)]

– (2005) : *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement* (http://www.oecd.org/fr/developpement/efficacite/declarationdeparissurlefficacitedelaide.htm ,consulté le 08/10/20).

– (2006) : *Dates marquantes. Historique du Comité d'aide au développement de l'OCDE*, Paris : Les éditions de l'OCDE.

PNUD (1990) : *Rapport Mondial sur le Développement Humain* (http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr1990, consulté le 08/10/20).

Textes législatifs

Constitution espagnole de 1978 :
https://app.congreso.es/consti/constitucion/indice/titulos/articulos.jsp?ini=1&tipo=1

Ley 23/1998, de 7 de julio, de Cooperación Internacional para el Desarrollo :

https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-1998-16303

Real Decreto 1403/2007, de 26 de octubre, por el que se aprueba el Estatuto de la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo :

https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-2007-20275

Real Decreto-ley 16/1976, de 24 de agosto, por el que se dictan medidas fiscales, de fomento de la exportación y del comercio interior :

https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1976-16223

Ley Orgánica 1/2002, de 22 de marzo, reguladora del Derecho de Asociación :

https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-2002-5852

Ley 50/2002, de 26 de diciembre, de Fundaciones :

https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-2002-25180

Real Decreto 1740/2003, de 19 de diciembre, sobre procedimientos relativos a asociaciones de utilidad pública :

https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-2004-615

Resolución de 17 de septiembre de 2013, de la Presidencia de la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo, por la que se establece el procedimiento para la obtención, revisión y revocación de la calificación por las organizaciones no gubernamentales de desarrollo :

https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-2013-10921

Orden INT/1089/2014, de 11 de junio, por la que se aprueba el modelo de memoria de actividades a utilizar en los procedimientos relativos a asociaciones de utilidad pública :

https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-2014-6728

Codes, guides et outils du secteur non gouvernemental

ACEDO NÚÑEZ, O., DOMÍNGUEZ NARVÁEZ, A. et JUSTO VILLALOBOS, M. J. (2011) : *Guía metodológica de identificación de proyectos de cooperación internacional al desarrollo*, Ingeniería sin Fronteras.

AEFr (2008) : *Código de Conducta para el desarrollo del Fundraising en España*, Asociación Española de Fundraising [https://www.aefundraising.org/que-hacemos/buenas-practicas_fundraising/ (consulté le 10/06/20)].

BORRÁS, I. y VIDAL, P. (2014 ?) : *Memorias que generen confianza*, Asociación Española de Fundraising.

– (2015 ?) : *Instrucciones de Uso: cómo hacer la Memoria de tu Organización*, Observatorio del Tercer Sector [https://www.solucionesong.org/posts/1175 (consulté le 12/01/20)].

CÁRITAS DIOCESANA DE ZARAGOZA : *Glosario de términos* [https://www.caritas-zaragoza.org › biblio › ficheros (consulté le 29/12/19)].

CONGDE (2008) : *Código de Conducta de las ONG de Desarrollo*, Coordinadora de ONG de Desarrollo de España [https://coordinadoraongd.org/coordinadora/codigo-de-conducta/ (consulté le 10/01/20)].

– (2017) : « Fotografía de las ONGD españolas: su trabajo y ámbitos de actuación. Resumen ejecutivo del informe web sobre las organizaciones de Cooperación para el Desarrollo 2017 » [https://informe2017.coordinadoraongd.org/reportaje-visual-de-datos/ (consulté le 4/02/20)].

– (2019) : *Informe anual de transparencia y buen gobierno 2018* [https://webtransparencia.coordinadoraongd.org/trayectoria-de-la-herramienta-y-resultados-2017/ (consulté le 10/01/20)].

CORREA, G. (2010) : *Manual para facilitar el acceso a la Cooperación Internacional: Una herramienta de fortalecimiento para las organizaciones de la sociedad civil*, Buenos Aires : Red Argentina para la Cooperación Internacional (RACI).

FERRERO Y DE LOMA-OSORIO, G. (ed.) (2009) : *Identificación y formulación de proyectos de cooperación para el desarrollo: Gestión del ciclo de proyecto y enfoque del marco lógico*, Valencia : Editorial de la Universidad Politécnica de Valencia.

Fundación PwC (2018) : *Radiografía del Tercer Sector Social en España: retos y oportunidades en un entorno cambiante* [https://www.pwc.es/es/publicaciones/tercer-sector-publicaciones/radiografia-tercer-sector-social-2018.html (consulté le 07/05/20)].

Instituto de Consejeros-Administradores (2018) : *Guía Práctica de Buen Gobierno para las ONG: Asociaciones de Utilidad Pública y Fundaciones*, Madrid.

PEREA ARIAS, O. D. (2010) : *Guía de planificación estratégica en ONG de Acción Social*, Madrid: Plataforma de ONG de Acción Social.

PÉREZ, B. (coord.) (2017) : *Guía práctica para mejorar la gestión diaria de tu ONG*, Fundación Hazloposible [https://www.solucionesong.org/posts/1434 (consulté le 12/01/20)].

Plataforma del Voluntariado (2009) : *Algunas notas sobre elaboración de memorias en ONG* [https://plataformavoluntariado.org/algunas-notas-sobre-la-elaboracion-de-memorias-en-ong/ (consulté le 12/01/20)].

Ressources web

Organisation des Nations Unies :

https://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-i/index.html

https://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-x/index.html

https://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-x/index.html

https://www.un.org/fr/sections/observances/international-decades/

http://www.un.org/fr/millenniumgoals

https://www.undp.org/content/undp/es/home/sustainable-development-goals.html

https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable

https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/

Nomenclature UNESCO des domaines de la science et de la technologie :

https://skos.um.es/unesco6/?l=fr

http://skos.um.es/unesco6/5901/html?l=fr

http://skos.um.es/unesco6/5310/html?l=fr

http://skos.um.es/unesco6/6307/html?l=fr

Cooperación Española et AECID (Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo) :

https://www.cooperacionespanola.es/es/marco-de-actuacion-de-la-cooperacion-espanola

https://www.cooperacionespanola.es/es/actores-cooperacion-espanola-al-desarrollo

http://www.aecid.es/ES/Paginas/La%20AECID/Eficacia%20y%20calidad/glosario99.aspx

https://www.aecid.es/ES/Paginas/La%20AECID/Nuestros%20Socios/ONGD/Registro/Buscador.aspx

http://bibliotecadigital.aecid.es/bibliodig/es/consulta/resultados_ocr.cmd

CONGDE (Coordinadora de ONG de Desarrollo de España) :

https://coordinadoraongd.org/

https://coordinadoraongd.org/organizaciones/

https://coordinadoraongd.org/coordinadora/socias-de-la-red/

https://coordinadoraongd.org/coordinadora/codigo-de-conducta/

https://coordinadoraongd.org/coordinadora/socias-de-la-red/red-coordinadoras-autonomicas/

https://coordinadoraongd.org/faq/que-es-una-ong/

https://congdcar.org/es/sensibilizacion.html

https://webtransparencia.coordinadoraongd.org/herramienta-de-transparencia-y-buen-gobierno/

Fundación Lealtad :

https://www.fundacionlealtad.org/ong/

https://www.fundacionlealtad.org/sello-ong-acreditada/

https://www.fundacionlealtad.org/principio/principio-de-comunicacion-e-imagen-fiel-en-la-informacion/

Diccionario Hegoa :

http://www.dicc.hegoa.ehu.es/

http://www.dicc.hegoa.ehu.es/glosario/list

http://www.dicc.hegoa.ehu.es/glosario/list_english

Groupe de recherche GENTT (Géneros Textuales para la Traducción) :

http://www.gentt.uji.es/

http://www.gentt.uji.es/ficha-genero/

Ressources lexicographiques :

https://www.fundeu.es/recomendacion/ong-claves-de-redaccion/

https://www.fundeu.es/recomendacion/lider-lideresa-femenino/

https://www.fundeu.es/recomendacion/cooperacion-internacional-terminos-relacionados/

https://www.fundeu.es/recomendacion/gobernanza-nuevo-uso-para-un-antiguo-termino-espanol-50/

https://dle.rae.es/l%C3%ADder

Autres

http://www.realidadayuda.org/glossary

https://dictionnaire-droit-humanitaire.org/content/article/2/mandat/

www.jerez.es › Participacion_Ciudadana › Cooperacion › otros_documentos

https://elpais.com/elpais/2015/02/16/planeta_futuro/1424088950_955465.html

https://www.guiaongs.org/directorio/

http://ong.consumer.es/desarrollo/

http://centroestudiosinternacionales.uc.cl/publicaciones/publicaciones-ceiuc/1297-la-promocion-del-desarrollo-integral

http://www.oecd.org/fr/developpement/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/listesdecodesducadetsnpc.htm

https://www.socialco.es/trabajos/memoria-anual-aecid-2015/

https://www.socialco.es/trabajos/revista-y-memoria-de-nuevos-caminos/

Outils méthodologiques

ANTHONY, L. (2018) : *AntConc* (Version 3.5.7) [outil logiciel], Tokyo : Waseda University (accessible sur https://www.laurenceanthony.net/software, consulté le 01/10/20).

NAVARRO COLORADO, B. (2015) : *Guía rápida de análisis de corpus (con AntConc)*, Universidad de Alicante.

Index filtrés :

https://googleseo.marketing/lista-de-stop-words-o-palabras-vacias-en-espanol/

https://www.ranks.nl/stopwords/spanish

https://countwordsfree.com/stopwords/spanish

Index lemmatisé :

http://www.laurenceanthony.net/software/antconc/

Corpus de référence :

https://www.rae.es/recursos/banco-de-datos/crea

http://corpus.rae.es/creanet.html

http://corpus.rae.es/lfrecuencias.html

Bibliographie

ADAM, J.-M. (1990) : *Eléments de linguistique textuelle. Théorie et pratique de l'analyse textuelle*, Liège : Mardaga.

AGUIRRE BELTRÁN, B. (2012): *Aprendizaje y enseñanza del español con fines específicos*, Madrid, SGEL.

ALBAIGÈS, J. (2012) : "¿Cómo generar conversaciones y promover la participación desde las ONGD?", dans RAMIL FERREIRO, X. (coord.) : *ParadigmáTIC@s. Comunicación y cultura digital en las ONG de Desarrollo*, CONGDE, p. 63-68.

ALCAIDE LARA, E. R. (2011) : « La descortesía "sensibilizadora": el caso de la publicidad de ONGs e Instituciones en España », ALCOBA, S., POCH, D. (coords.) : *Cortesía y publicidad*, Barcelona: Ariel, 27-48.

ALCARAZ VARÓ, E., MATEO MARTÍNEZ, J. et YUS RAMOS, F. (coords.) (2006) : *Las lenguas profesionales y académicas*, Barcelone : Ariel.

ALEXANDER, C. (2010) : « The Third Sector », dans HART, K., LAVILLE, J.-L. et CATTANI, A. D. (éds.) : *The Human Economy. A Citizen's Guide*, Cambridge: Polity Press, p. 213-224.

ALONSO, J.A. et GLENNIE, J. (2015) : « Qu'est-ce que la Coopération pour le développement ? », *Notes politiques du Forum pour la coopération en matière de développement*, n° 1, février 2015, ECOSOC.

ALVARADO LÓPEZ, M.C. (2005) : « La publicidad social: concepto, objeto y objetivos », *Redes.com. Revista de estudios para el desarrollo social de la Comunicación*, nº 2, p. 265-284.

ANDRADE GODINA, R. (2010) : « Diseño y elaboración de material didáctico del español para fines específicos: El español para la diplomacia », *Suplementos MarcoEle* (volumen monográfico), nº 11.

ARROYO ALMARAZ, I. et MARTÍN NIETO, R. (2010) : « Los Departamentos de Comunicación de las ONG. Investigación comparativa entre Argentina y España", *Telos: Cuadernos de comunicación e innovación*, nº 85, p. 130-143.

– (2011) : "La utilización de Internet en la comunicación expresiva de las ONG: Estudio exploratorio comparativo entre Argentina y España", *ZER*, vol. 16, nº 31, p. 243-263.

BACQUÉ, M.-H. et BIEWENER, C. (2013) : « L'*empowerment*, un nouveau vocabulaire pourparler de participation ? », *Idées économiques et sociales*, 2013/3, nº 173, p. 25-32.

BALLESTEROS GARCÍA, C. (2002) : « Supermercados de la solidaridad », dans NIETO, L. (coord.) : *La ética de las ONG y la lógica mercantil*, Barcelone : Icaria, p. 89-134.

BAKHTIN, M. M. [1952-1953] (1986) : “The Problem of Speech Genres”, dans BAKHTIN, M. M. : *Speech Genres and other later Essays* (édition de EMERSON, C. et HOLQUIST, M.), Austin : University of Texas Press, p. 60-102.

BAZERMAN, Ch. (1994) : « Systems of Genres and the Enactment of Social Intentions », dans FREEDMAN, A. et MEDWAY, P. (1994) (eds.): *Genre and the New Rhetoric*, Londres : Taylor & Francis, p. 67-85.

– (1997) : « Performatives constituting value: the case of patents », dans GUNNARSSON, B. L., LINELL, P. et NORDBERG, B. : *The Construction of Professional Discourse*, Nueva York, Longman, p. 42-53.

BAZERMAN, Ch. et PARADIS, J. (1991) : « Introduction », dans BAZERMAN, Ch. et PARADIS, J. (éds) : *Textual Dynamics of the Professions. Historical and Contemporary Studies of Writing in Professional Communities*, Wisconsin : The University of Wisconsin Press, p. 3-10.

BENET, V. J. (2003) : « El espectáculo solidario: La publicidad en el Tercer Sector y su proyección cultural », dans BENET, V.J. y NOS ALDÁS, E. (eds.) : *La publicidad en el Tercer Sector. Tendencias y perspectivas de la comunicación solidaria*, Barcelone : Icaria, p. 15-51.

BHATIA, V. K. (1995) : « Genre-mixing in professional communication: the case of ‘private intentions’ v. ‘socially recognised purposes’ », dans BRUTHIAUX, P., BOSWOOD, T. et BERTHA, B. (éds) : *Explorations in English for Professional Communication*, Hong Kong : City University of Hong Kong, p. 1-19.

– (1998) : « Generic patterns in fundraising discourse », *New Directions for Philantropic Fundarising*, 22, p. 95-110.

– (1999) : « Integrating products, processes, purposes and participants in professional writing », dans CANDLIN, Ch. N. et HYLAND, K. (éds.) : *Writing: Texts, Processes and Practices*, Londres/New York : Routledge, p. 21-39.

– [2004] (2014) : *Worlds of Written Discourse. A Genre-Based View*, Londres : Bloomsbury.

– (2010) : « Interdiscursivity in professional communication », *Discourse & Communication*, 21(1), p. 32-50.

– (2017) : *Critical Genre Analysis. Investigating interdiscusive performance in professional practice*, Londres / New York : Routledge.

BLANCO CANALES, A. (2010): “Características lingüísticas, pragmáticas y funcionales de las lenguas de especialidad. Implicaciones didácticas y metodológicas”, *Revista Electrónica de Lingüística Aplicada*, nº 9, p. 72-85.

BODENSTEIN, T., FAUST, J. et FURNESS, M. (2017) : « European Union Development Policy : Collective Action in Times of Global Transformation and Domestic Crisis », *Development Policy Review*, nº 35 (4), p. 441-453.

BOIX, Ch. (2007) : « Du minimalisme argumentatif dans le discours contemporain », dans BOIX, Ch. (coord.) : *Argumentation, manipulation, persuasion*, Paris : L'Harmattan, p. 73-86.

BOLÍVAR, A. et PARODI, G. (2015) : « Academic and Professional Discourse », dans LACORTE, M. (éd.) : *The Routledge Handbook of Hispanic Applied Linguistics*, Londres/New York : Routledge, p. 459-476.

BONI ARISTIZÁBAL, A. (2010) : « El sistema de la cooperación internacional al desarrollo. Evolución histórica y retos actuales », en CALABUIG TORMO, C. et LLANOS GÓMEZ-TORRES, M. (coords.) : *La cooperación internacional para el desarrollo,* Cuadernos de cooperación para el desarrollo, nº 1, Centro de Cooperación al desarrollo, Editorial Universitat Politècnica de València (éd. révisée), p. 7-52.

BOSCH ABARCA, E. (1998) : « Análisis de un texto persuasivo desde los principios de la pragmática y la retórica », ALONSO, K., MORENO FERNÁNDEZ, F. et GIL BÜRMANN, M. (dirs.) : *El español como lengua extranjera : del pasado al futuro. Actas del VIII Congreso Internacional de ASELE*, Alcalá de Henares : 181-186.

– (2001) : « La carta comercial publicitaria y su entramado textual », *Ibérica: Revista de la Asociación Europea de Lenguas para Fines Específicos*, 3, p. 19-30.

BOUTET, J., GARDIN, B. et LACOSTE, M. (1995) : « Discours en situation de travail », *Languages*, nº 117, p. 12-31.

BOWKER, L. et PEARSON, J. (2002) : *Working with Specialized Language: A practical guide to using corpora*, Londres/New York : Routledge.

BREEZE, R. (2015) : *Corporate Discourse*, Londres/New York : Bloomsbury.

BURGUI, T. et ERRO, J. (2010) : « Introducción. Comunicar haciendo solidaridad y cooperación en tiempos de la cultura audiovisual », dans BURGUI, T. et ERRO, J. (coords.) : *Comunicando para la solidaridad y la cooperación. Cómo salir de la encrucijada*, Foro Comunicación, Educación y Ciudadanía, p. 5-22.

CABRÉ, M. T. (1993) : *Terminología : Teoría, metodología, aplicaciones*, Editorial Empuries.

– (1999) : *La terminología : Representación y comunicación. Elementos para una teoría comunicativa y otros artículos*, Universitat Pompeu Fabra.

– (2004) : « ¿Lenguajes especializados o lenguajes para propósitos específicos? », dans VAN HOOFT, A. (dir.) : *Textos y discursos de especialidad. El español de los negocios*, Foro hispánico. Revista hispánica de Flandes y Holanda, nº 26, p. 19-33.

CALVI, M. V. (2010) : « Los géneros discursivos en la lengua del turismo: una propuesta de clasificación », *Ibérica*, 19 : 9-32.

CÁMARA LÓPEZ, L., GÓMEZ GALÁN, M. et SAINZ OLLERO, H. (2008) : *Fortalecimiento institucional de entidades de cooperación al desarrollo. El modelo ESTELA*, Madrid : Cideal.

CANDLIN, Ch. N. et MALEY, Y., (1997) : « Intertextuality and interdiscusivity in the discourse of alternative dispute resolution », dans GUNNARSSON, B.-L., LINELL, P. et NORDBERG, B. : *The Construction of Professional Discourse*, Nueva York, Longman, p. 201-222.

CANDLIN, Ch. N. et HYLAND, K. (1999) : « Introduction », dans CANDLIN, Ch. N. et HYLAND, K. (éds.) : *Writing: Texts, Processes and Practices*, Londres/New York : Routledge, p. 1-17.

CANDLIN, Ch. N. et CRICHTON, J., (2011) : « Introduction », dans CANDLIN, N. et CRICHTON, J., (éds.) : *Discourse of Deficit*, Palgrave Macmillan, p. 1-23.

CARRANZA, I. E. (2015) : « Discourse in Institutions », dans LACORTE, M. (éd.) : *The Routledge Handbook of Hispanic Applied Linguistics*, Londres/New York : Routledge, p. 477-494.

CASSANY, D. (2004) : « Explorando los discursos de las organizaciones », dans VAN HOOFT, A. (dir.) : *Textos y discursos de especialidad. El español de los negocios*, Foro hispánico. Revista hispánica de Flandes y Holanda, nº 26, p. 49-60.

CASTREJANA, V. (2009, 9 janvier) : « Hola ONG. Es hora de la Memoria Anual. Tic Tac » [Article de blog : https://www.socialco.es/hola-ong-es-hora-de-la-memoria-anual-tic-tac/ (consulté le 12/06/2020)].

CHAPARRO ESCUDERO, M. (2009) : « Comunicación y Desarrollo. Retos para un nuevo periodismo », *Revista TELOS (Cuadernos de Comunicación e Innovación)*, octobre-décembre, p. 1-14.

– (2013) : « La comunicación del desarrollo. Construcción de un imaginario perverso », *Revista TELOS (Cuadernos de Comunicación e Innovación)*, janvier-avril, p. 1-10.

CHIANCA, T. (2008) : « The OECD/DAC Criteria for International Development evaluations: An Assessment and Ideas for Improvement », *Journal of MultiDisciplinary Evaluation*, vol. 5, nº 9, p. 41-51.

CORRAL SUÁREZ, M. (2010) : « La cooperación al desarrollo: nuevos horizontes », *Revista de Derecho de la Unión Europea*, nº 18, 1er semestre, p. 201-227.

COUTINHO, M. A. et MIRANDA, F. (2009) : « To Describe Genres: Problems and Strategies », dans BAZERMAN, Ch., BONINI, A. et FIGUEIREDO, D. (éds.) : *Genre in a Changing World*, The WAC Clearinghouse / Parlor Press, p. 35-55.

CUESTA FERNÁNDEZ, I. et CALABUIG TORMO, C. « La cooperación no gubernamental », en CALABUIG TORMO, C. et LLANOS GÓMEZ-TORRES, M. (coords.) : *La cooperación internacional para el desarrollo,* Cuadernos de cooperación para el desarrollo, nº 1, Centro de Cooperación al desarrollo, Editorial Universitat Politècnica de València (éd. révisée), p. 91-116.

DEVITT, A. (1991) : « Intertextuality in tax accounting. Generic, referential, and functional », dans BAZERMAN, Ch. et PARADIS, J. (éds) : *Textual Dynamics of the Professions. Historical and Contemporary Studies of Writing in Professional Communities*, Wisconsin : The University of Wisconsin Press, p. 336-355.

EGGERS, H. W. (2009) : « Comments and Proposals Concerning Chianca's "The OECD/DAC Criteria for International Development Evaluations: An Assessment and Ideas for Improvement" », *Journal of MultiDisciplinary Evaluation*, vol. 6, nº 11, p. 116-124.

ERRO SALA, J. (2002) : *Comunicación, Desarrollo y ONGD*, Bilbao : Hegoa.

– (2003) : « ONGD: ¿Comunicarse por qué y para qué? El paso de la comunicación mercadeada a la comunicación social educativa », dans BENET, V.J. y NOS ALDÁS, E. (eds.) : *La publicidad en el Tercer Sector. Tendencias y perspectivas de la comunicación solidaria*, Barcelona: Icaria, p. 53-81.

– (2010) : « Comunicación, Cooperación Internacional para el Desarrollo y ONGD: un modelo de trabajo desde la educación y la cultura », dans BURGUI, T. et ERRO, J. (coords.) : *Comunicando para la solidaridad y la cooperación. Cómo salir de la encrucijada*, Foro Comunicación, Educación y Ciudadanía, p. 137-177.

– (2017) : *La comunicación para el desarrollo, de "problema" a "conflicto". Diseño de un modelo de comunicación y educación para las organizaciones no gubernamentales de desarrollo (ONGD)*, Thèse de doctorat, Universidad Pública de Navarra (https://academica-e.unavarra.es/xmlui/handle/2454/32158, consulté le 01/10/20).

ERRO SALA, J. et VENTURA, J. (2002) : *El trabajo de comunicación de las ONGD en el País Vasco*, Bilbao : Hegoa.

ESCARTÍN ARILLA, A. (2018a) : « El español de la cooperación internacional. Análisis de necesidades de aprendizaje », *Suplemento monográfico de MarcoEle. Revista de didáctica españo lengua extranjera*, nº 27, juillet-décembre.

– (2018b) : « Situaciones de comunicación especializada en español en las ONG. Propuestas de explotación didáctica de géneros profesionales », *Cahiers du GERES*, nº 10, p. 46-77.

– (2018c) : « Colabora. Estrategias lingüísticas de las ONG para la captación de fondos en Internet », *e-AESLA. Revista digital de la Asociación Española de Lingüística Aplicada*, nº 4, p. 216-225.

– (2019) : « Gracias por colaborar. Cortesía y descortesía en la solicitud de donativos », *e-AESLA. Revista digital de la Asociación Española de Lingüística Aplicada*, nº 5, p. 219-228.

FAIRCLOUGH, N. [1992] (1993) : *Discourse and Social Change*, Cambridge : Polity Press.

– (1995) : *Critical Discourse Analysis. The Critical Study of Language*, Londres/New York : Longman.

FELIU GARCÍA, E. (2004) : « La publicidad social", Información, producción y creatividad en la comunicación », *Edipo*, Fundación General de la Universidad Complutense de Madrid, p. 659-672.

FERNÁNDEZ VÍTORES, D. (2014) : « El español en el sistema de las Naciones Unidas », *Informes del Observatorio / Observatorio Reports*, 004-10, Observatorio de la lengua española y las culturas hispánicas en los Estados Unidos [http://cervantesobservatorio.fas.harvard.edu/es/informes/informes-del-observatorio-observatorio-reports-004-102014sp-el-espa%C3%B1ol-en-el-sistema-de-las (consulté le 15/09/20)].

FOZ GIL, C. et VÁZQUEZ ORTA (1995) : « The Persuasive Function of Lexical Cohesion in EnglishA Pragmatic Approach to the Study of Chairman's Statements », *Estudios ingleses de la Universidad Complutense*, Nº 3, p. 87-100.

FUENTES RODRÍGUEZ, C. (2009) : « El análisis lingüístico desde un enfoque pragmático », dans Jiménez Ruiz, J. L. et uis y Timofeeva, L. (coords.) : *Estudios de Lingüística: Investigaciones lingüísticas en el siglo XXI*, Alicante : Secretariado de publicaciones. Universidad de Alicante, p. 63-102.

FUENTES RODRÍGUEZ, C. et ALCAIDE LARA, E. R. (2002) : *Mecanismos lingüísticos de la persuasión*, Madrid : Arco Libros.

GABAS, J.J., PESCHE, D., RIBIER, V. et CAMPBELL, B. (2014) : « Nouveaux regards sur la coopération pour le développement et ses transformations », *Mondes en développement*, nº 165, p. 7-22 [https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2014-1-page-7.htm (consulté le 19/04/2019)].

GARCÍA IZQUIERDO, I. (2000) : *Análisis textual aplicado a la traducción*, Valencia : Tirant lo Blanch.

– (2005) : « El género y la lengua propia: el español de especialidad », dans GARCÍA IZQUIERDO, I. (ed.): *El género textual y la traducción*, Peter Lang, p. 117-134.

– (2007) : « Los géneros y las lenguas de especialidad », dans ALCARAZ VARÓ, E., MATEO MARTÍNEZ, J. et YUS RAMOS, F. (coords.): *Las lenguas profesionales y académicas*, Barcelone : Ariel, p. 119-126.

– (2009) : *Divulgación médica y traducción. El género Información para pacientes*, Berne : Peter Lang.

– (2011) : « New perspectives for the analysis and formalisation of specialised genres: the GENTT proposal », *Terminàlia*, nº 3, p. 13-21.

GARCÍA IZQUIERDO, I. et BORJA ALBI, A. (2008) : “A Multidisciplinary approach to specialized writing and translation using a genre based multilingual corpus of specialized texts”, dans *LSP & Professional Communication*, Fagsprog og Fagkommunikation, An International Journal, vol. 8, nº 1, Copenague: Dansk Selksab for Fagsprog og Fagkommunikation.

GARCÍA IZQUIERDO, I. et MONZÓNEBOT, E. (2003) : « Una enciclopedia para traductores. Los géneros de especialidad como herramienta privilegiada del traductor profesional », dans MUÑOZ MARTÍN, R. (éd.) : *I AIETI. Actas del I Congreso Internacional de la Asociación Ibérica de Estudios de Traducción*, Granada, Asociación Ibérica de Estudios de Traducción e Interpretación, p. 83-97.

GAUDIN, F. (2005) : « La socioterminologie », *Languages*, n°157, p. 80-92.

GÓMEZ GALÁN, M et SÁINZ OLLERO, H. (2013) : *El ciclo del proyecto de cooperación al desarrollo. El marco lógico en programas y proyectos: de la identificación a la evaluación*, Madrid : Cideal.

GÓMEZ GALÁN, M. et SANAHUJA, J. A. (1999) : *El sistema internacional de Cooperación al Desarrollo. Una aproximación a sus actores e instrumentos*, Madrid : Cideal.

– (coords.) (2001) : *La cooperación al desarrollo en un mundo en cambio. Perspectivas sobre nuevos ámbitos de intervención*, Madrid : CIDEAL.

GÓMEZ DE ENTERRÍA SÁNCHEZ, J. (2009): *El español lengua de especialidad: enseñanza y aprendizaje*, Arco Libros, Madrid.

GÓMEZ TORRES, M. LL. (2010) : « El sistema español de cooperación internacional al desarrollo », dans CALABUIG TORMO, C. et LLANOS GÓMEZ TORRES, M. (coords.) : *La cooperación internacional para el desarrollo,* Cuadernos de cooperación para el desarrollo, nº 1, Centro de Cooperación al desarrollo, Editorial Universitat Politècnica de València (éd. révisée), p. 77-89.

GÓMEZ TORRES, M. LL. et MONZÓ BALBUENA, J.M. (2010) : « Universidad y cooperación para el desarrollo », dans CALABUIG TORMO, C. et LLANOS GÓMEZ-TORRES, M. (coords.) : *La cooperación internacional para el desarrollo,* Cuadernos de cooperación para el desarrollo, nº 1, Centro de Cooperación al desarrollo, Editorial Universitat Politècnica de València (éd. révisée), p. 117-131.

GONZÁLEZ LUIS, H. (2006) : *Estrategias de comunicación en las ONG de desarrollo. Departamentos, funciones e impacto en los medios*, Madrid : CIDEAL.

GRAY, B. et BIBER, D. (2012) : « Current conceptions of stance », dans HYLAND, K. et SANCHO GUINDA, C. (éds.) : *Stance and Voice in Written Academic Genres*, Palgrave Macmillan, p. 15-33.

GUNNARSSON, B. L., LINELL, P. et NORDBERG, B. (1997) : « Introduction », dans GUNNARSSON, B. L., LINELL, P. et NORDBERG, B. : *The Construction of Professional Discourse*, Nueva York, Longman, p. 1-12.

GUNNARSON, B.-L. (1997) : « On the sociohistorical construction of scientific discourse », dans GUNNARSSON, B. L., LINELL, P. et NORDBERG, B. : *The Construction of Professional Discourse*, Nueva York, Longman, p. 99-126.

GUTIÉRREZ RODILLA, B. (1998) : *La ciencia empieza en la palabra. Análisis e historia del lenguaje científico*, Barcelone : Península.

– (2005) : *El lenguaje de las ciencias*, Madrid, Gredos.

HALL, Ch., SARANGI, S. et SLEMBROUCK, S. (1997) : « Moral construction in social work discourse », dans GUNNARSSON, B.-L., LINELL, P. et NORDBERG, B. : *The Construction of Professional Discourse*, Nueva York, Longman, p. 265-291.

HALLIDAY, M. A. K. (1978): *Language as social semiotic: the social interpretation of language and meaning*. London: Edward Arnold.

HATIM, B. et MASON, I. (1997) : *The Translator as Communicator*, Londres/New York : Routlegde.

HERRANZ DE LA CASA, J. M. (2010) : *La comunicación y la transparencia en las organizaciones no lucrativas,* Thèse de doctorat, Universidad Complutense de Madrid (https://eprints.ucm.es/11539/, consulté le 12/09/20).

HOLQUIST, M. (1986) : « Introduction », dans EMERSON, C. et HOLQUIST, M. (éds.) (1986) : « *M. M. Bakhtin : Speech Genres and other later Essays*, Austin : University of Texas Press, p. ix-xxxiii.

HUTCHINSON, T. et WATERS, A. (1987) : *English for Specific Purposes : A learning-centered approach*, Cambridge : Cambridge University Press.

HYLAND, K. [2000] (2004): *Disciplinary Discourses. Social Interactions in Academic Writing*, Michigan : University of Michigan.

– (2003): "Genre-based pedagogies: A social response to process", *Journal of Second Language Writing*, nº 12, p. 17–29.

IBÁÑEZ, Romualdo (2008) : « El Texto Disciplinar y el acceso al conocimiento desde el análisis del género: ¿Regulación del conocimiento o persuasión? », dans PARODI, G. (éd.) : *Géneros académicos y géneros profesionales: Accesos discursivos para saber y hacer*, Valparaíso, Ediciones Universitarias de Valparaíso, p. 219-246.

INFANTE, R. et CHACALTANA, J. (2014) : *Hacia un desarrollo inclusivo: el caso del Perú*, Santiago de Chile : CEPAL / OIT.

IRANZO, IRANZO, A. (2017) : « La comunicación de las ONGD: la lenta erosión del enfoque caritativo dominante », *Anuario Electrónico de Estudios en Comunicación Social "Disertaciones"*, 10(1), p. 66-83.

JOHNS, A. M. (2002) : « Introduction: Genre in the Classroom », dans JOHNS, A. M. (éd.) : *Genre in the Classroom: Multiple Perspectives*, Peter Clemens, p. 3-13.

JUSTE VIDAL, N. et MUÑOZ MIQUEL, A. (2011) : « Los géneros de especialidad. Aplicación del proyecto GENTT en comunidades socio-profesionales », *Fòrum de Recerca*, nº 16, p. 573-587.

KOHUT, G. F., et SEGARS, A. H. (1992) : « The President's Letter to Stockholders: An Examination of Corporate Communication Strategy », *The Journal of Business Communication*, nº 29/1, p. 7-21.

LAGARDE, Ch. (2008) : *Identité, langue et nation. Qu'est-ce qui se joue avec les langues ?*, Canet : Trabucaire.

LE FLOCH, V. (2013) : « L'extraction terminologique à partir d'un corpus de textes techniques. Étude de cas appliquée au domaine de la sécurité informatique », *Traduire. Une autre perspective sur la traduction*, nº 228 (Technique et pragmatisme), p. 81-91. [disponible sur https://journals.openedition.org/traduire/537?lang=fr#tocto1n4 (consulté le 13/10/20)].

LÉRAT, P. (1995) : *Les langues spécialisées*, Paris : Presses universitaires de France (PUF).

LOPES, C. (1996) : « Coopération technique, concept marqué par l'histoire », *Politique Africaine*, juin, p. 69-82.

MAINGUENEAU, D. (2014) : *Discours et analyse du discours*, Paris : Armand Colin.

MARÍ SÁEZ, V. M. (2011) : *Comunicar para transformar, transformar para comunicar. TIC desde una perspectiva de cambio social*, Editorial Popular.

– (2017) : « La Comunicación para el Desarrollo y el Cambio Social como respuesta y como propuesta para el tercer sector. Consecuencias estratégicas », dans *Documentación Social*, nº 184, p. 11-35.

MARÍ SÁEZ, V. y ENGHEL, F. (2014) : "Introducción a la edición española", dans QUARRY, W. et RAMÍREZ, R. : *Comunicación para otro desarrollo. Escuchar antes de hablar*, Madrid: Editorial Popular, p. 9-27.

MARIÑO, M. V. (2009) : « Desde el análisis de contenido hacia el análisis del discurso : la necesidad de una apuesta decidida por la triangulación metodológica », dans SIERRA CABALLERO, F. (coord.) : *Iberoamérica : comunicación, cultura y desarrollo en la era digital*, Ibercom 06, IX Congreso Iberoamericano de Comunicación, Universidad de Sevilla [communication, disponible sur https://idus.us.es/handle/11441/34273 (consulté le 15/03/20)].

MARTÍN PÉREZ, V. et MARTÍN CRUZ, N. (2017) : « La web como mecanismo de transparencia de las ONG. Más allá de la certificación », *Revista Española del Tercer Sector*, nº 37, p. 159-190.

MILGROM, P. R. (1981) : « Good News and Bad News: Representation Theorems and Applications », *The Bell Journal of Economics*, vol. 12, nº 2 (automne), p. 380-391.

MONTALT RESURRECCIÓ, V. (2005) : « El género como espacio de socialización del estudiante de traducción científico-técnica », dans GARCÍA IZQUIERDO, I. (ed.): *El género textual y la traducción*, Peter Lang, p. 19-36.

MONTALT RESURRECCIÓ, V., EZPELETA PIORNO, P. et GARCÍA IZQUIERDO, I. (2008) : « The Acquisition of Translation Competence through Textual Genre », *Translation Journal*, 12 (4), octobre [disponible sur http://translationjournal.net/journal/46competence.htm (consulté le 27/04/20)].

MORALEDA, V. (2019, 9 janvier) : « La memoria de ONG: un canal para comunicar, no un informe técnico » [Article de blog : https://www.socialco.es/la-memoria-de-ong-un-canal-para-comunicar-no-un-informe-tecnico/ (consulté le 11/06/2020)].

MURTAZA, N. (2012) : « Putting the Lasts First: The Case for Community-Focused and Peer-Managed NGO Accountability Mechanisms », *Voluntas*, nº 23, p. 109-125 [disponible sur https://link.springer.com/article/10.1007/s11266-011-9181-9#citeas (consulté le 11/06/20)].

NAIARETTI, C., SAGRAMOSO, A. et SOLARO DEL BORGO, A. (2010) : *Outils de gestion pour projets de coopération au développement*, Lugano : FOSIT.

NOS ALDÁS, E. (2003) : « Discurso publicitario y sensibilización en las ONGD : De la función social de la publicidad a la responsabilidad de la comunicación social », dans BENET, V. J. et NOS ALDÁS, E. (éds.) : *La publicidad en el Tercer Sector. Tendencia y perspectivas de la comunicación solidaria*, Barcelone : Icaria, p. 83-127.

– (2007) : *Lenguaje publicitario y discursos solidarios*, Barcelona : Icaria.

– (2009) : « La conducta audiovisual de las ONGD. Educación para el desarrollo, comunicación y eficacia cultural », dans SEBASTIÁN LOZANO, J. (coord.) : *El audivisual y la educación para el desarrollo. Del entretenimiento a la participación*, Fundación Mainel, p. 31-45.

– (2019) : *Comunicación transgresora de cambio social*, Publicacions de la Universitat Jaume I. Servei de Comunicació i Publicacions.

OFICIALDEGUI, A. (coord.) (2009) : *Base social y participación ciudadana*, Coordinadora de ONG de Desarrollo de España [https://coordinadoraongd.org/publicaciones/base-social-y-participacion-ciudadana/, consulté le 17/07/20]

ORTEGA CARPIO, M. L. (2008) : « La Educación para el Desarrollo : dimensión estratégica de la cooperación española », *Cuadernos Internacionales de Tecnología para el Desarrollo Humano*, juin 2008, p. 15-18.

ORTS, M. A. et BREEZE, R. (2017) : « Introduction », dans ORTS, M. A., BREEZE, R. et GOTTI, M. (éds.) : *Power, Persuasion and Manipulation in Specialised Genres. Providing Keys to the Rhetoric of Professional Communities*, Berne : Peter Lang.

PALENCIA-LEFLER, M. (2001) : *Fundraising. El arte de captar recursos. Manual estratégico para organizaciones no lucrativas*, Barcelone : Instituto de Filantropía y Desarrollo (IFD).

– (2008) : « Comunicación corporativa: Memoria Anual versus Balance Social », *ZER*, vol. 13, nº 24, p. 363-384.

PALTRIDGE, B. (2006) : *Discourse Analysis. An Introduction*, Londres/New York : Continuum.

PARODI, G. (2008a) : « Lingüística de corpus: Una introducción al ámbito », *RLA: Revista de Lingüística Teórica y Aplicada*, Concepción (Chile), nº 46 (1), I Sem., p. 93-119.

– (2008b) : « Géneros del discurso escrito: Hacia una concepción integral desde una perspectiva sociocognitiva », dans PARODI, G. (éd.) : *Géneros académicos y géneros profesionales. Accesos discursivos para saber y hacer*, Valparaíso, Ediciones Universitarias de Valparaíso, p. 17-37.

– (2009) : « Corpus, discursos y géneros: español en contextos académicos y profesionales », dans VERA LUJÁN, A. et MARTÍNEZ MARTÍNEZ, I. (éds.) : *El español en contextos específicos: enseñanza e investigación*, vol. 1, p. 65-88.

– (2010) : « La organización retórica del género MANUAL a través de cuatro disciplinas: ¿cómo se comunica y difunde la ciencia en diferentes contectos universitarios? », *Boletín de Lingüística*, vol. XXII, nº 33, janvier-juin, p. 43-69.

PARODI, G., BOUDON, E. et JULIO, C. (2014) : « La organización retórica del género Manual de Economía: un discurso en tránsito disciplinar », *RLA. Revista de Lingüística Teórica y Aplicada*, Concepción (Chile), nº 52 (2), p. 133-163.

PARODI, G., IBÁÑEZ, R. y VENEGAS, R. (2009) : « El Corpus PUCV-2006 del Español: identificación y definición de los géneros discursivos académios y profesionales », *Literatura y Lingüística*, nº 20, p. 75-101.

PETIT, M. (2010): « Le discours spécialisé et le spécialisé du discours : repères pour l'analyse du discours en anglais de spécialité », *E-Rea. Revue électronique d'études sur le monde anglophone*, nº 8.1 [http://journals.openedition.org/erea/1400 (consulté le 12/03/2019)].

POSTEGUILLO GÓMEZ, S. et PIQUÉ-ANGORDANS, J. (2006) : « El lenguaje de las ciencias médicas: comunicación escrita », dans ALCARAZ VARÓ, E., MATEO MARTÍNEZ, J. et YUS RAMOS, F. (coords.): *Las lenguas profesionales y académicas*, Barcelone : Ariel, p. 167-178.

PUJOL BERCHÉ, M. et RÁMILA DÍAS, N. (2018) : « Estereotipos sobre España en el paisaje lingüístico de París », *Amnis* [https://journals.openedition.org/amnis/3457 (consulté le 10/09/20)].

REGUEIRO RODRÍGUEZ, M. L. et SÁEZ RIVERA, D. M. (2015) : *El español académico. Guía práctica para la elaboración de textos académicos*, Madrid, Arco Libros.

RESCHE, C. (2010) : « Analyse d'un genre de discours spécialisé : les lettres annuelles de Warren Buffett aux actionnaires de Berkshire Hathaway et leur spécificité », *E-rea. Revue électronique d'études sur le monde anglophone*, nº 8.1 [https://journals.openedition.org/erea/1365?gathStatIcon=true&lang=fr (consulté le 31/01/20)]

RODRÍGUEZ-ALARCÓN, L. (2012) : « ¿Cómo nos puede ayudar la comunicación 2.0 a re-visualizar el Sur? », dans RAMIL FERREIRO, J. (coord.) (2012) : *ParadigmáTIC@s. Comunicación y cultura digital en las ONG de Desarrollo*, CONGDE, p. 70-76.

RODRÍGUEZ COHARD, J. C. : « Los procesos de desarrollo local desde la perspectiva Europea: génesis y transformación », *Semestre Económico*, vol. 12, nº 24 (édition spéciale), p. 37-55.

RODRÍGUEZ GIL, A. (2002) : « El dilema de las ONGD : o solidaridad o lógica comercial », dans NIETO, L. (coord.) : *La ética de las ONG y la lógica mercantil*, Barcelone : Icaria, p. 11-27.

ROMERO, M. (2002) : « La "solidaridad" de mercado », dans NIETO, L. (coord.) : *La ética de las ONG y la lógica mercantil*, Barcelone : Icaria, p. 29-58.

SALDANHA, G. (2009) : « Principles of corpus linguistics and their application to translation studies research », *Revista Tradumàtica*, nº 7, décembre 2009 [http://www.fti.uab.cat/tradumatica/revista/num7/articles/01/art.htm, (consulté le 04/05/20)]

SALDANHA, G. et O'BRIEN, Sh. (2013) : *Research Methodologies in Translation Studies*, Londres / New York: Routledge.

SAMPEDRO, V., JEREZ NOVARA, A., LÓPEZ REY, J. (2002) : « ONG, medios de comunicación y visibilidad pública. La ciudadanía ante la mediatización de los menseajes sociales », dans REVILLA BLANCO, M. (éd.) : *Las ONG y la política*, Madrid : Istmo, p. 251-285.

SANTANDER, P. (2011) : « Por qué y cómo hacer análisis de discurso », *Cinta Moebio*, nº 41, p. 207-224.

SHEPHERD, M. et WATTERS, C. (1998) : « The evolution of cybergenres », dans SPRAGUE, R. (éd.) : *Proceedings of the 31st Annual Hawaii International Conference on Systems Science*, Los Alamitos, CA : IEEE Computer Society, p. 97-109.

SORIA IBÁÑEZ, M. M. (2011) : *La comunicación en las ONG españolas: La influencia de Internet en el modelo estratégico de relaciones con los públicos*, Thèse de doctorat, Universidad de Málaga (https://riuma.uma.es/xmlui/handle/10630/4581, consulté le 12/09/20).

SWALES, J.M. (1990) [2008]: *Genre Analysis. English in academic and research settings*, Cambridge University Press.

– (2009) : « Worlds of Genre–Metaphors of Genre », dans BAZERMAN, Ch., BONINI, A. et FIGUEIREDO, D. (éds.) : *Genre in a Changing World*, The WAC Clearinghouse / Parlor Press, p. 3-16.

TAPIA GUTIÉRREZ, A. (2018) : « Los Objetivos de Desarrollo Sostenible como el último paso tecnificador del discurso de Desarrollo », *Revista Internacional de Cooperación y Desarrollo*, vol. 5, nº 2, p. 211-224.

TARDY, Ch. M. (2012) : « Current conceptions of voice », dans HYLAND, K. et SANCHO GUINDA, C. (éds.) : *Stance and Voice in Written Academic Genres*, Palgrave Macmillan, p. 34-48.

TOGNINI-BONELLI, E. (2001) : *Corpus Linguistics at Work*, Amsterdam/Philadelphia : John Benjamins.

TORRES MARTÍNEZ, A.J. (2010) : « El sistema internacional de ayuda al desarrollo. Actores e instrumentos », dans CALABUIG TORMO, C. et LLANOS GÓMEZ-TORRES, M. (coords.) : *La cooperación internacional para el desarrollo,* Cuadernos de cooperación para el desarrollo, nº 1, Centro de Cooperación al desarrollo, Editorial Universitat Politècnica de València (éd. révisée), p. 53-75.

TROSBORG, A. (1997) : « Contracts as social action », dans GUNNARSSON, B. L., LINELL, P. et NORDBERG, B. : *The Construction of Professional Discourse*, Nueva York, Longman, p. 54-75.

TUTIN, A. (2013) : « Les collocations lexicales : une relation essentiellement binaire définie par la relation prédicat-argument », *Langages*, nº 189, 2013/1, p. 47-63.

VAN DER YEUGHT, M. (2016a) : « Protocole de description des langues de spécialité », *Recherche et pratiques pédagogiques en langues de spécialité - Cahiers de l'APLIUT*, vol. 31, nº spécial 1 [http://journals.openedition.org/apliut/5549 (consulté le 11/03/2019)].

– (2016b) : « A proposal to establish epistemological foundations for the study of specialised languages », *ASp. Revue du GERAS*, nº 69 [https://journals.openedition.org/asp/4788 (consulté le 11/03/2019)].

VAN DIJK, T. (1992 [1977]) : *Text and Context. Explorations in the Semantics and Pragmatics of Dicourse*, Londres/New York : Longman.

VERGUER AGUILAR, V. (2014) : « Terminología propia de la documentación de cooperación internacional », Máster Universitario en Comunicación Intercultural, Interpretación y Traducción en los Servicios Públicos de la Universidad de Alcalá de Henares. [https://ebuah.uah.es/dspace/handle/10017/23744, consulté le 28/01/20]

VILLENA, M. A. (2017) : *España solidaria. Historia de la Cooperación española al Desarrollo (1986-2016)*, Barcelona : Gestión 2000.

WAGNER, L. J. (2013) : « Les Décennies du développement de l'ONU, 1960-1990. Réduction des rapports de domination structurels Nord-Sud ou manifestation au grand jour de ces rapports ? », *Hypothèses*, 2013/1 (6), p. 327-338.

WIDDOWSON, H. G. (1979) : *Explorations in Applied Linguistics*, Oxford : Oxford University Press.

WILLIAMS, J. et CHESTERMAN, A. (2002) : *The Map: A Beginner's Guide to Doing Research in Translation Studies*, Manchester: St. Jerome.

WODAK, R. (1997) : « Critical discourse analysis and the study of doctor-patient interaction », dans GUNNARSSON, B. L., LINELL, P. et NORDBERG, B. : *The Construction of Professional Discourse*, Nueva York, Longman, p. 173-200.

ANNEXES

ANNEXE 1. ARTICLE DE PRESSE : « ONG, ¿de qué estás hablando? »

ONG, ¿de qué estás hablando?

Lydia Molina
8 de enero de 2013
09:40h
@lydiamolina

Nube colectiva de palabras que emplean las ONG

ETIQUETAS

Desalambre

ONG

Empoderamiento, fortalecimiento, intervención, terreno, confluencia, rendición de cuentas, tejido social, acompañamiento, capacitación. Estas son solo algunas de las palabras que habitualmente utilizan las ONG. **Forman parte de su ADN**. Están en la justificación de sus proyectos y en los materiales internos, pero también en los mensajes que lanzan diariamente a través de sus canales de comunicación con la sociedad. Solo hay que consultar las webs donde describen su trabajo. Un ejemplo al azar: "logramos impactos sostenibles a medio plazo en las zonas donde actuamos, con una gestión eficiente de los recursos, la participación activa de la comunidad y la implicación de las instituciones públicas". Existen formas más sencillas de explicarlo, seguro.

Pensando en ello, hace unos días comencé a hacer una lista de términos "prohibidos" y pedí ayuda en Twitter. Gente que trabaja o está relacionada con el ámbito de las ONG, tanto de desarrollo como de acción social (más tecnicismos), me respondió con ejemplos que he ido añadiendo a la nube colectiva que encabeza el texto. **El que más se repitió fue resiliencia**, que no es otra cosa que la capacidad que tenemos los seres humanos para reponernos ante la adversidad, como podría ser las consecuencias de un terremoto. Luego, eso también puede explicarse de forma más sencilla.

Son muchas las personas conscientes de que, aunque el sector tiene el conocimiento, sigue fallando la forma de contar los motivos por los que deberíamos ayudar a mejorar las condiciones en las que vive una población de India, o los que por los que todos, como ciudadanía crítica, debemos luchar contra la violación de los derechos humanos de los inmigrantes que viven en España. En este post, fusiono algunas de las opiniones que he recogido al respecto estos días.

Un lenguaje críptico

"Las ONG se mueven en unos espacios tan burocratizados que olvidamos la importancia de saber explicar. El libro "El lobby feroz" recoge una regla que lo define muy bien: por compleja que sean las realidades, **tenemos que saber traducirlas a ideas sencillas** para que todo el mundo pueda entenderlas. Y eso es algo que no se da con frecuencia en este ámbito", comenta Eloísa Nos, profesora de la Universidad Jaume I de Castellón y directora del Instituto Interuniversitario de Desarrollo Social y Paz. Y advierte, "a veces, detrás de esa forma tan complicada de contar las cosas existe un miedo a la sinceridad y a la transparencia".

"Tenemos una obsesión con explicarlo todo desde todos los puntos de vista, con todos sus matices. Eso provoca que a veces nuestros discursos sean bastante oscuros. El lenguaje es una manera más de posicionarse en el mundo que también puede **provocar invisibilización y desigualdad**. La buena intención de representar a todo el mundo está ahí, pero tenemos que aprender a ser comunicables", dice Alberto Casado de Ayuda en Acción. "A veces, muchos de los problemas vienen de malas traducciones de la teoría del desarrollo que no hemos sabido encajar con las palabras que habitualmente usamos en nuestro día a día".

Nuevos enfoques, viejos conceptos

La clave está, dicen, en traducir conceptos y aplicar la pedagogía con aquellos que deberían ser asimilados por la sociedad. "Las ONG tienen sus propuestas de cambio y a veces estas chocan con los modelos que hay asentados. Es necesario detectar los discursos que se dan en la sociedad y participar en ellos. Movimientos como el 15M o la plataforma contra los desahucios nos han adelantado. A través de la pedagogía han hecho que **empiecen a calar en la sociedad discursos que las ONG no se atrevían a plantear**. Ahora, por ejemplo, se habla de justicia social", dice Nos.

"La ciudadanía es extremadamente inteligente. Tanto las ONG como otros colectivos pecamos al pensar que tenemos cierto monopolio de ciertos conceptos y reivindicaciones", afirma Yolanda Polo, experta en comunicación de ONGD. "Y eso es peligroso porque **nos aisla más de todos los discursos sociales**. Hay muchas reivindicaciones que se están presentando a nivel colectivo que de alguna manera tienen que ver con lo que venimos demandando desde hace años, pero que no ha calado por nuestro purismo críptico. El significado general de esos conceptos crípticos se los ha apropiado ahora la ciudadanía".

A pesar de los logros, hay términos que deben seguir siendo reivindicados. "Hay conceptos que describen realidades que si no se habla de ellas no existen, un ejemplo es la violencia de género, un término que se ha incluido con el tiempo en nuestro vocabulario. Es necesario explicarlos bien e **introducirlo en nuestras rutinas comunicativas** para que salten de nuestros discursos y canales y sean asumidos por la ciudadanía", asegura Polo.

"Tenemos una responsabilidad. No podemos ponernos en modo "profesor pesado", pero sí debemos ser muy insistentes a la hora de trasladar los debates a la sociedad para que calen", dice Alberto Casado. "Por ejemplo, últimamente lo vemos con el lenguaje de género. Ha sido una batalla trasladar el debate y es un trabajo que conlleva tiempo, pero una vez que se haya insertado podremos relajar y normalizar, sin estar tan pendiente de si se ha escrito niño y niña, porque estará superado".

Asistencialismo

La excesiva simplificación de los mensajes puede convertirse, sin embargo, en un arma de doble filo. "Es muy importante encontrar el equilibrio, porque a veces el mensaje ha llegado a simplificarse tanto que ha derivado en un modelo asistencialista que nos coloca por encima", asegura Nos. A lo que Yolanda Polo añade, "tenemos que hacer una autocrítica importante. Hemos caído mucho en clichés y enfoques asistencialistas. A veces ha primado más la recaudación de fondos y **una comunicación de marketing más que para el cambio social**. La nueva realidad y las nuevas formas de construir discursos colectivos nos ha pillado con el paso cambiado".

Publicado el
8 de enero de 2013 - 09:40 h

Source : https://www.eldiario.es/desalambre/lenguaje-ong_132_5546650.html (consulté le 13/09/20).

ANNEXE 2. ITINÉRAIRES D'ACCÈS AUX RAPPORTS SUR LES SITES WEB

CODE	ITINÉRAIRE D'ACCÈS
ACCIONMAR	Qué hacemos > Datos de interés
ACODEA	Blog > Librería
ACOEC	Transparencia > Memorias
ACPP	Transparencia
AFRICAVAN	Quiénes somos > Otras informaciones > Memorias anuales
AIDA	Qué hacemos > Rendición de cuentas
AIETI	AIETI > Memoria y evaluaciones
AKSHY	AKSHY > Memorias
ALBIHAR	Somos > Transparencia
ALIANXSOL	Nosotros > Transparencia
ALMACIGA	ALMÁCIGA > Documentos
ALMENARA	Qué hacemos > Memoria de actividades
AMANECER	Quiénes somos > Memoria de actividades
AMBALA	Infórmate > Memorias anuales
AMIGOSINHA	Somos > ONG transparente > Memoria de actividades
AMIGOSOL	Proyectos > Memorias
AMREF	Quiénes somos > Transparencia
AMYCOS	Page d'accueil > Memoria de actividades
ANESVAD	Transparencia > Rendición de cuentas
APY	Nuestras publicaciones > Memorias anuales
ASAZGZ	Portada > Publicaciones > Memoria
ASFES	¿Qué hacemos? > Transparencia
ATELIER	ATELIER Info > Memoria de actividades
AYUDACC	Conócenos > Memorias anuales
AYUDEMOS	Infórmate > Publicaciones
BALMS	Infórmate > Documentación
BATA	Conócenos
BOSQUE	Quiénes somos > Transparencia > Memorias
CERAI	Organización > Transparencia
CESAL	Sala de prensa > Publicaciones > Memoria institucional
CIC	Planificación y rendición de cuentas > Memoria social
CIDEAL	Nosotros > Transparencia
CIM	Quiénes somos > Memorias anuales
CODEPRO	Publicaciones > Memorias
CODESPA	Conócenos > Transparencia
COMISDH	Page d'accueil > Memoria
CONCORDIA	Conócenos > Memorias
CONEMUND	Qué hacemos > Memorias de actividades
CONLEON	Quiénes somos > MVV
CONSTRUYE	Publicaciones > Memorias
COOPERA	Nosotros > Memoria de actividades
COOPINT	Quiénes somos > Memorias y datos económicos
COPADE	Comunicación > Memorias y publicaciones

CUME	Documentación
DELWENDE	Nosotros > Transparencia
DILAYA	Quiénes somos > Memorias
DONBOSCO	Publicaciones > Memoria anual
ECOGAIA	Transparencia
ECOSOL	ECOSOL > Transparencia
EDIFICANDO	Quiénes somos > Memoria
EDUCO	Quiénes somos > Rendición de cuentas > Transparencia
ENERFRON	Qué hacemos > Transparencia > Memorias
ENTRECULT	Infórmate > Publicaciones > Informe anual
ESPERALE	Quiénes somos > Transparencia
FABRE	¿Quiénes somos? > Nuestro trabajo > Memorias de actividades
FAMILUNI	Publicaciones > Memorias
FARMAFRON	Nuestra ONG > Transparencia
FARMAMUN	Actualidad > Publicaciones / Actualidad > Noticias
FASFI	Qué hacemos > Memorias
FOAL	Quiénes somos > Transparencia
FUDEN	Fundación > Nuestro trabajo > Memorias anuales
FUNDEBE	Informes descargas
FUNDEO	Publicaciones > Memorias
GEOLOMUN	Sobre nosotros > Memorias
GLOBAL	Sobre nosotros > Transparencia
HOLAGHA	Transparencia
HUAUQUI	Qué hacemos > Memoria de actividades
HUMADEMO	Quiénes somos > Transparencia
IBO	Qué hacemos > Memoria
ICID	Quiénes somos > Memoria
IDEAS	Qué hacemos > Banco de recursos
INCIDEM	Quiénes somos > Transparencia
INFANFRON	Transparencia
INSPIRACT	Publicaciones > Memoria
INTERED	Recursos > Memorias
ISCOD	Transparencia > Memorias de actividades
ISFAST	Publicaciones > Memorias
ISFCAN	ISF CANTABRIA > Qué hacemos > Memoria de actividades
ITWILLBE	Impacto > Memorias
JOVENDES	Quiénes somos > Transparencia y calidad > Memorias anuales y cuentas auditadas
JUANCIU	Memoria 2017
JUNTOS	Proyectos > Memorias
JUSTALE	Quiénes somos > Transparencia
JUSTIALIM	Quiénes somos > Memorias institucionales
KARIT	Comunicación > Memorias anuales
KELELE	Quiénes somos > Memoria de actividades y estatutos
KIRIRA	Sobre nosotros > Memorias anuales
KORIMA	Comunicaciones > Memorias
KUBUKA	Transparencia > [Buscador de documentos]

MADRECOR	Conócenos > Nuestras publicaciones > Memorias
MADRESEL	Documentación > Memorias anuales
MANABI	Documentos de interés
MANOSUNI	MANOS UNIDAS > Transparencia y buen gobierno > Memorias y datos económicos
MASVIDA	MÁS VIDA > Transparencia > Memorias
MEDICOSFRON	Actualidad > Publicaciones > Memorias
MEDICOSMUN	Quiénes somos > Memorias
MEDICUS	Quiénes somos > Nuestro compromiso con la transparencia > Memoria de actividades
MENNI	Qué hacemos > Memorias
MICROFIDES	Memorias y cuentas anuales
MIRADAS	¿Quiénes somos? > Memorias
MISIONAM	Memorias
MOZAMB	Quiénes somos > Memorias anuales
MPDL	Nuestra ONG > Transparencia
MUJERESZC	Publicaciones > Memorias
MUNDO	Conócenos > Memorias de actividades
MUSOL	Cómo comunicamos > Memorias
NEPAL	Quiénes somos > Documentos
NIÑOSIND	Nosotros > Memorias
NUESTROS	Actualidad > Documentos
NUEVOSCAM	Quiénes somos > Transparencia
NUTRIFRON	Quiénes somos > Transparencia
OAN	Transparencia
ONGAWA	Somos > Somos transparentes
OXFAM	Informes > Memoria anual
PABLOHORST	Patronato y cuentas
PAZDESAR	Infórmate > Publicaciones
PAZDIGN	Quiénes somos > Memorias
PETJADES	Rendición de cuentas
PROCLADE	Qué hacemos > Memoria anual
PROFES	Cuentas y memorias
PROKARDE	Qué hacemos > Memorias
PROMOSOC	Quiénes somos > Somos transparentes / Publicaciones
PROYDE	PROYDE > Memoria social
PROYECSOL	Conócenos > Transparencia
PSICOFRON	Quiénes somos > Somos transparentes > Memorias anuales
PUEBLOS	Qué hacemos > Memorias
REACH	Informes
RECOVER	FUNDACIÓN RECOVER > Transparencia
REGALOS	Publicaciones > Memorias
RELIGIOSOS	Memoria FRS 2017
RESCATE	Quiénes somos > Memoria anual
RINALDI	Conócenos > Publicaciones
SAL	Transparencia > Memorias actividades
SAVECHILD	Quiénes somos > Transparencia y buen gobierno
SED	Quiénes somos > Memorias

SEGUNMON	La fundación > Memoria de actividades
SEMG	Page d'accueil
SETEMAND	Quiénes somos > Cuentas claras y memorias
SETEMEUS	Quiénes somos > Memoria de actividades
SETEMMAD	Quiénes somos > Cuentas claras y memorias
SINTIENDO	Qué hacemos > Dónde actuamos
SODEPAZ	Transparencia
SOLIDINTAN	¿Quiénes somos? > Transparencia
SOLIDINTVAL	Quiénes somos > Transparencia
SOLMAN	Documentación > Memorias
SONRIBOM	Quiénes somos > Transparencia
SOTERMUN	Publicaciones > Balances solidarios
TALLER	Qué decimos > Publicaciones
TIERRAESP	Memorias
TIERRAHOM	Nosotros > Transparencia > Memorias
TIERRASIN	Transparencia - Memorias
TRABDIG	Memoria 2017
VALLE	Quiénes somos > Datos económicos
VERAPAZ	Documentos > Memorias
VFERRER	Publicaciones
VIDES	Conócenos > Transparencia
VIDESUR	Page d'accueil > Memorias
VIHDA	Nosotros > Memorias
WORLD	Nosotros > ¿Dónde va tu dinero?
XALEY	Conócenos > Transparencia

ANNEXE 3. PRÉSENCE DIACHRONIQUE DES RAPPORTS SUR LE WEB

CODE	RAPPORTS ANTÉRIEURS DISPONIBLES SUR LE WEB	
	jusqu'à 2013	à partir de 2014
ACCIONMAR	-	2014, 2015, 2016
ACODEA	-	2016
ACOEC	2013	2014, 2015, 2016
ACPP	2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013	2013-2014, 2014-2015, 2015-2016
AFRICAVAN	-	-
AIDA	2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
AIETI	2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
AKSHY	-	2014, 2015, 2016
ALBIHAR	1998-2002, 2003, 2004, 2005-2006, 2007-2008, 2009-2010, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
ALIANXSOL	2013	2014, 2015, 2016
ALMACIGA	-	2013-2014, 2014-2015, 2015-2016
ALMENARA	-	-
AMANECER	2002-2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
AMBALA	-	2014, 2015, 2016
AMIGOSINHA	2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
AMIGOSOL	2013	2014, 2015, 2016
AMREF	2013	2014, 2015, 2016
AMYCOS	2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
ANESVAD	2012 , 2013	2014, 2015, 2016
APY	2001-2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
ASAZGZ	-	2014, 2015, 2016
ASFES		2014, 2015, 2016
ATELIER	2008, 2009, 2010, 2011-2012,2012-2013	2013-2014, 2015, 2016
AYUDACC	2012, 2013	2014, 2015, 2016
AYUDEMOS	2013	2014, 2015, 2016
BALMS		2016
BATA	2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
BOSQUE	-	2016
CERAI	2011, 2012, 2013, 2014	2015, 2016
CESAL	2006, 2007, 2008,2009, 2010, 2011, 2012	2013, 2014, 2015, 2016
CIC	2009, 2010, 2011, 2012-2014	2015-2016

CIDEAL	-	2015, 2016
CIM	2012, 2013	2014, 2015, 2016
CODEPRO	2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
CODESPA	-	2015, 2016
COMISDH	-	-
CONCORDIA	2013	2014, 2015, 2016
CONEMUND	-	2014, 2015, 2016
CONLEON	-	2015, 2016
CONSTRUYE	-	2016
COOPERA	2012, 2013	2014, 2015, 2016
COOPINT	2013	2014, 2015, 2016
COPADE	2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
CUME	-	2015, 2016
DELWENDE	-	2014, 2015
DILAYA	-	2015, 2016
DONBOSCO	2013	2014, 2015, 2016
ECOGAIA	-	2016
ECOSOL	2012, 2013	2014, 2015, 2016
EDIFICANDO	2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
EDUCO	2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
ENERFRON	2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
ENTRECULT	2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
ESPERALE	2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
FABRE	2003-2010, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
FAMILUNI	2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
FARMAFRON	2012, 2013	2014, 2015, 2016
FARMAMUN	2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
FASFI	2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
FOAL	-	-
FUDEN	2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2015
FUNDEBE	2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
FUNDEO	2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
GEOLOMUN	2004-2005, 2006-2007, 2008-2010, 2011-2013	-
GLOBAL	2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
HOLAGHA	-	2016
HUAUQUI	2007, 2008, 2011, 2012-2013	2014-2015, 2016
HUMADEMO	2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
IBO	2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2013	2014, 2015, 2016
ICID	2012, 2013	2014, 2015, 2016
IDEAS	2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2015, 2016
INCIDEM	-	2015, 2016
INFANFRON	-	2015, 2016
INSPIRACT	2011-2012, 2012-2013	2013-2014, 2014-2015, 2015-2016

INTERED	2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
ISCOD	2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
ISFAST	2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
ISFCAN	2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012	2013-2014, 2015, 2016
ITWILLBE	-	2016
JOVENDES	2012, 2013	2014, 2015, 2016
JUANCIU	2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
JUNTOS	2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
JUSTALE	2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
JUSTIALIM	2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
KARIT	-	2016
KELELE	2013	2014, 2015, 2016
KIRIRA	2013	2014, 2015, 2016
KORIMA	2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
KUBUKA	-	2014, 2015, 2016
MADRECOR	2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
MADRESEL	2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
MANABI	-	-
MANOSUNI	2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
MASVIDA	-	2015, 2016
MEDICOSFRON	2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
MEDICOSMUN	2007, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
MEDICUSMUN	-	2015, 2016
MENNI	2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
MICROFIDES	2012, 2013	2014, 2015, 2016
MIRADAS	2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
MISIONAM	2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	-
MOZAMB	2012, 2013	2014, 2015, 2016
MPDL	2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
MUJERESZC	2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
MUNDO	2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015
MUSOL	2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
NEPAL	-	2014, 2015, 2016
NIÑOSIND	2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
NUESTROS	-	2015, 2016
NUEVOSCAM	2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
NUTRIFRON	2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
OAN	-	2015, 2016

ONGAWA	2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
OXFAM	2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2012-2013, 2013-2014	2014-2015, 2015-2016
PABLOHORST	-	2015, 2016
PAZDESAR	-	2016
PAZDIGN	-	2014, 2015, 2016
PETJADES	2013	2014, 2015, 2016
PROCLADE	2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
PROFES	2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
PROKARDE	-	2016
PROMOSOC	-	2016
PROYDE	2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
PROYECSOL	-	-
PSICOFRON	2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
PUEBLOS	2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
REACH	-	2015, 2016
RECOVER	2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
REGALOS	-	2014, 2015, 2016
RELIGIOSOS	2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
RESCATE	-	2014, 2015, 2016
RINALDI	-	2015, 2016
SAL	-	2016
SAVECHILD	2013	2014, 2015, 2016
SED	2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
SEGUNMON	2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
SEMG	-	2014, 2015, 2016
SETEMAND	2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
SETEMEUS	2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
SETEMMAD	2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
SINTIENDO	2013	2014, 2015, 2016
SODEPAZ	2012, 2013	2014, 2015, 2016
SOLIDINTAN	2012, 2013	2014, 2015, 2016
SOLIDINTVAL	2013	2014, 2015, 2016
SOLMAN	1994-1998, 1999, 2001, 2002, 2005, 2007, 2008, 2009, 2011	2014, 2015, 2016
SONRIBOM	2008, 2009, 2010, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
SOTERMUN	2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
TALLER	2002-2003-2004, 2005-2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
TIERRAESP	-	2016
TIERRAHOM	2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
TIERRASIN	2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016

TRABDIG	-	-
VALLE	-	2015, 2016
VERAPAZ	2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
VFERRER	2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013	2013-2014, 2014-2015, 2015-2016
VIDES	2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
VIDESUR	2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013	2014, 2015, 2016
VIHDA	-	2015
WORLD	-	-
XALEY	-	-

ANNEXE 4. CORPUS MEM : DESCRIPTION FORMELLE

CODE	PRODUCTION	NOMBRE PAGES	CATÉGORIE FORMELLE	CATÉGORIE PAR CONTENUS
ACCIONMAR		12	4	4
ACODEA		29	2	3
ACOEC		41	5	4
ACPP	INT	46	5	4
AFRICAVAN		21	2	4
AIDA		54	5	3
AIETI		46	5	4
AKSHY		37	5	4
ALBIHAR		39	5	4
ALIANXSOL		47	4	4
ALMACIGA		34	3	4
ALMENARA		26	4	2
AMANECER		41	2	4
AMBALA	EXT	68	5	4
AMIGOSINHA		24	4	3
AMIGOSOL		32	5	4
AMREF		24	5	4
AMYCOS	EXT	72	5	4
ANESVAD	EXT	20	5	4
APY		32	1	1
ASA		16	4	4
ASFES	INT	49	4	4
ATELIER		22	2	3
AYUDACC		4	6	4
AYUDEMOS		39	5	4
BALMS		21	5	4
BATA		34	2	3
BOSQUE		7	0	1
CERAI		86	3	4
CESAL	EXT	70	4	4
CIC		7	6	4
CIDEAL		28	1	3
CIM		7	0	3
CODEPRO		50	4	4
CODESPA	EXT	50	5	4
COMISDH	INT	40	2	4
CONCORDIA		16	5	4
CONEMUND		24	5	3
CONLEON		16	3	4
CONSTRUYE		17	4	4
COOPERA		29	4	3
COOPINT	EXT	32	5	4
COPADE		20	5	4
CUME	INT	25	5	3
DELWENDE	INT	40	5	4
DILAYA		23	5	3
DONBOSCO	INT	30	4	4
ECOGAIA		71	2	3
ECOSOL		23	1	3
EDIFICANDO		14	3	4

EDUCO		80	4	4
ENERFRON	EXT	24	5	4
ENTRECULT	INT	68	4	4
ESPERALE		48	5	4
FABRE	EXT	80	4	4
FAMILUNI		8	6	4
FARMAFRON		33	2	3
FARMAMUN	EXT	20	5	2
FASFI		20	5	2
FOAL		30	4	4
FUDEN		8	6	3
FUNDEBE		18	2	2
FUNDEO	INT	36	5	4
GEOLOMUN	INT	36	3	4
GLOBAL	EXT	49	5	4
HOLAGHA		24	5	4
HUAUQUI	INT	28	5	2
HUMADEMO		20	1	4
IBO		16	5	2
ICID		24	2	3
IDEAS		32	5	4
INCIDEM		26	3	4
INFANFRON		17	4	2
INSPIRACT		16	5	4
INTERED	EXT	28	5	4
ISCOD		31	1	1
ISFAST		24	4	4
ISFCAN		31	2	4
ITWILLBE		26	4	2
JOVENDES		34	4	4
JUANCIU		2	6	4
JUNTOS		40	5	4
JUSTALE		29	4	4
JUSTIALIM	EXT	47	5	4
KARIT		6	6	4
KELELE		33	5	4
KIRIRA		55	2	4
KORIMA		12	3	4
KUBUKA		32	5	4
MADRECOR	EXT	44	5	4
MADRESEL	INT	28	5	4
MANABI		29	3	4
MANOSUNI		30	5	4
MASVIDA		36	5	4
MEDICOSFRO	EXT	16	5	2
MEDICOSMU		181	3	4
MEDICUS	EXT	62	3	4
MENNI		2	6	4
MICROFIDES		10	2	4
MIRADAS		17	4	4
MISIONAM		16	3	4
MOZAMB		32	5	4
MPDL	EXT	48	4	4
MUJERESZC		44	4	2
MUNDO		11	4	4

MUSOL	EXT	58	5	4
NEPAL		43	5	4
NIÑIND		13	4	4
NUESTROS		44	5	4
NUEVOSCAM	(EXT)	10	4	4
NUTRIFRON		11	6	4
OAN		24	5	3
ONGAWA	EXT	20	4	4
OXFAM	EXT	20	5	4
PABLOHORST		78	4	4
PAZDESAR	INT	26	4	4
PAZDIGN	EXT	24	5	2
PETJADES		35	1	4
PROCLADE		67	4	4
PROFES		2	0	1
PROKARDE		28	2	4
PROMOSOC		24	4	4
PROYDE		181	2	2
PROYECSOL	INT	13	2	4
PSICOFRON		35	4	4
PUEBLOS		2	6	4
REACH	EXT	16	3	4
RECOVER	EXT	36	5	3
REGALOS		55	2	4
RELIGIOSOS		41	4	4
RESCATE		35	3	4
RINALDI		62	5	4
SAL		50	2	4
SAVECHILD		34	5	4
SED	INT	105	3	4
SEGUNMON		17	0	1
SEMG		12	2	3
SETEMAND		26	2	4
SETEMEUS		39	2	4
SETEMMAD		29	4	3
SINTIENDO		1	0	1
SODEPAZ		43	2	1
SOLIDINTAN	EXT	28	3	2
SOLIDINTVAL		16	3	4
SOLMAN		60	2	3
SONRIBOM		88	5	4
SOTERMUN		20	3	2
TALLER		7	6	4
TIERRAESP		40	2	3
TIERRAHOM		97	4	4
TIERRASIN		38	5	4
TRABDIG	EXT	20	5	4
VALLE		60	5	4
VERAPAZ	INT	36	3	2
VFERRER	INT	40	5	4
VIDES		30	5	4
VIDESUR		2	6	4
VIHDA		16	2	2
WORLD		20	5	4
XALEY		18	5	2

ANNEXE 5. CORPUS MEM-2 : DESCRIPTION FORMELLE

CODE	CATÉGORIE FORMELLE	PRODUCTION	CATÉGORIE PAR CONTENUS	Nombre de pages	Nombre de mots	Moyenne mots/page	Ratio types/ tokens	Pourcentage chiffres
AIDA-2	5		3	54	10.688	198	0.23	2%
AIETI-2	5		4	46	7.937	173	0.21	4%
ALIANXSOL-2	4		4	47	6.494	138	0.30	7%
ALMACIGA-2	3		4	34	5.997	176	0.23	9%
ALMENARA-2	4		2	26	2.954	114	0.29	4%
AMIGOSOL-2	5		4	32	2.538	79	0.35	3%
ANESVAD-2	5	EXT	4	20	5.146	257	0.29	5%
APY-2	1		1	32	11.437	357	0.19	3%
ASA-2	4		4	16	4.603	288	0.29	6%
ASFES-2	4	INT	4	49	22.434	458	0.17	3%
AYUDACC-2	6		4	4	2.404	601	0.43	23%
BATA-2	2		3	34	8.362	246	0.21	4%
CESAL-2	4	EXT	4	70	24.886	356	0.18	5%
CIDEAL-2	1		3	28	5.732	205	0.26	8%
CODESPA-2	5	EXT	4	50	14.544	291	0.22	5%
CONSTRUYE-2	4		4	17	2.158	127	0.36	5%
DILAYA-2	5		3	23	3.906	170	0.33	5%
ECOSOL-2	1		3	23	6.750	293	0.25	5%
EDIFICANDO-2	3		4	14	1.590	114	0.38	9%
EDUCO-2	4		4	80	12.331	154	0.21	5%
FARMAMUN-2	5	EXT	2	20	7.555	378	0.28	3%
FUDEN-2	6		3	8	1.940	243	0.30	2%
GLOBAL-2	5	EXT	4	49	13.717	280	0.22	8%
ICID-2	2		3	24	8.031	335	0.23	3%
INTERED-2	5	EXT	4	28	13.566	485	0.19	11%
ISCOD-2	1		1	31	6.836	221	0.20	6%
ISFCAN-2	2		4	31	4.852	157	0.28	6%
ITWILLBE-2	4		2	26	2.764	106	0.33	5%
JUSTALE-2	4		4	29	1.137	39	0.38	6%
JUSTIALIM-2	5	EXT	4	47	11.460	244	0.22	5%
KIRIRA-2	2		4	55	6.404	116	0.27	3%
MADRESEL-2	5	INT	4	28	3.052	109	0.30	3%
MANABI-2	3		4	29	4.229	146	0.26	3%
MEDICUS-2	3		4	62	22.772	367	0.19	9%
MICROFIDES-2	2		4	10	1.873	187	0.36	4%
MIRADAS-2	4		4	17	3.049	179	0.31	3%
MPDL-2	4	EXT	4	48	15.196	317	0.20	5%
MUSOL-2	5	EXT	4	58	20.015	345	0.16	5%
NUEVOSCAM-2	4	(EXT)	4	10	3.553	355	0.33	4%
ONGAWA-2	4	EXT	4	20	3.582	179	0,32	7%
OXFAM-2	5	EXT	4	20	6.479	324	0.32	7%
PAZDESAR-2	4	INT	4	26	3.574	137	0.32	3%

PROCLADE-2	4		4	67	18.377	274	0.19	3%
RESCATE-2	3		4	35	9.036	258	0.22	5%
SAVECHILD-2	5		4	34	6.387	188	0.26	4%
SETEMEUS-2	2		4	39	11.648	299	0.21	3%
SOLIDINTAN-2	3	EXT	2	28	6.273	224	0.29	6%
SOLMAN-2	2		3	60	7.957	133	0.26	7%
TRABDIG-2	5	EXT	4	20	4.430	222	0.29	4%
VERAPAZ-2	3	INT	2	36	11.379	316	0.23	6%

ANNEXE 6. TABLES DE CONTENUS

ACODEA

1 Información general
2 Resumen Ejecutivo 2017
3 Proyectos en ejecución
4 Área de selección e identificación de Agripoolers
5 Otras actividades

ACOEC

1. Quienes somos
2. Líneas de actuación
3. Misión, objetivos y visión
4. Organigrama.
5. Desplazamientos a terreno.
6. Convenios de colaboración firmados
7. Trabajando en red
8. Cooperación Internacional.
9. Acción Social.
10. Sensibilización.
11. Educación Para el Desarrollo
12. Presentación de proyectos.
13. Actividades realizadas.
14. Actividades realizadas en Redes.
15. Voluntariado.
16. Pertenencia a Redes.
17. Memoria económica.
18. Han confiado en nosotros

ACPP

Quiénes somos
Misión, Visión y Valores
Nuestra junta directiva
Haciendo balance
Proyectos de ACPP
Cooperación al Desarrollo
Ayuda de Emergencia
Intervención Social
Informe Económico
Informe de la auditoría
Origen y destino de los fondos
Cuenta de pérdidas y ganancias
Balance de situación
Instituciones Colaboradoras
Instituciones internacionales
Instituciones europeas
Instituciones estatales
Instituciones autonómicas
Instituciones provinciales
Instituciones locales
Otras instituciones y colaboradores
Nuestras contrapartes
Delegaciones de ACPP
Delegaciones en España
Delegaciones en el extranjero

AFRICAVAN

Presentación Asociación "África Avanza"
--Programa Médicos Solidarios para Cabo Verde (MSCV)
--Programa Cooperación Socio-Sanitaria para Jóvenes en Riesgo Exclusión Social (CSSJ)
Balance Año 2017: Medios personales
Balance Año 2017: Medios materiales
Balance Año 2017: Estados financieros
Resumen Actividades por Misión
MSCV 19. Febrero 2017.
MSCV 20. Marzo 2017.
MSCV 21. Abril 2017.
MSCV 22. Julio 2017.
MSCV 23. Agosto 2017.
MSCV 24. Septiembre 2017.
MSCV 25. Octubre 2017.
Contacto
AIDA 1 Quiénes somos
2 Misión, visión y valores
3 Organigrama
4 Cómo trabajamos
5 Proyectos en ejecución
6 Proyectos solidarios en España
7 Proyectos aprobados en 2017
8 Dónde estamos
9 Donantes
10 Redes de trabajo

AIETI

Presentación
¿Quiénes somos?
Nuestra historia
Fundación y régimen jurídico
Misión y visión
Junta directiva y unidad de coordinación
Sedes institucionales
Entidades colaboradoras y/o donantes
¿Cómo trabajamos?
Enfoques / ejes transversales
Ámbitos estratégicos
Acciones 2017 por ámbitos estratégicos 14
Gobernabilidad democrática y participación de una ciudadanía activa y política
Defensa de los derechos de las mujeres en especial el derecho a una vida libre de violencias
Redes, movimientos sociales y espacios organizativos
Investigación
Relación de proyectos 2017
Datos económicos 2016

AKSHY

1/ Carta
2/ Quiénes somos
2.1/ Nuestra Asociación
2.2/ Cómo nació Akshy
2.3/ Objetivos y valores
2.4/ Nuestro Equipo
3/ Dónde trabajamos
3.1/ Nuestros beneficiarios
3/ Cómo trabajamos y qué hacemos
3.1/ Cómo actuamos
3.2/ Programa Integral
4/ Logros 2017
5/ Origen y destino de los recursos
6/ Sensibilización y divulgación
7/ Agradecimientos
7.1/ Colaboran
ALBIHAR Carta del Presidente
Quienes somos
Misión, visión y valores
Equipo humano
¿Qué hacemos?
Eventos
Agradecimientos
Gestión transparente
Cuentas anuales
Donde puedes encontrarnos

ALIANXSOL

Carta del presidente
¿Quiénes somos?
Declaración de intenciones
Valores y creencias
Nosotr@s – 4 Áreas de trabajo – Países donde trabajamos
Línea 1
Fortalecer los procesos y espacios de la ciudadanía
Alianzas
Agenda 2030: los objetivos de desarrollo sostenible
Los derechos de las mujeres son derechos humanos
Línea 2
Promover marcos legales y políticos que permitan avanzar en la reducción de las desigualdades
Derechos de las mujres en amércia latina
Campaña Tierrra
Free Palestine
Línea 3
Promover iniciativas locales que impacten directamente en la reducción de las desigualdades y en el ejercicio y disfrute de los derechos humanos
Iniciativas económicas lideradas por mujeres
Desarrollo local en zonas rurales
Gestión sostenible de residuos
Derecho al agua en centro américa
Acción humanitaria
Voluntariado
Socios y donantes
Comercio justo
Transparencia
Las cuentas claras
¿Cómo participar?
Hazte soci@
Legado solidario
Hazte voluntari@
Ciber actívate
Financiación
Finaciación pública
Empresas
Contactos y delegaciones

ALMACIGA

Quiénes somos
Actividades
--Proyectos
--Cursos, seminarios y talleres
--Publicaciones
Con quiénes trabajamos
Almáciga en red
Cómo nos organizamos
Almáciga en cifras
Logros y avances

ALMENARA

Mensaje de la presidenta
Actividad en 2017
--Proyectos de Cooperación Internacional
Proyecto Becas de Atención Terapéutica a Discapacitados sin Recursos en España
Iniciativas de Educación Para el Desarrollo
Colaboraciones con Empresas
Cuentas Anuales 2017
Balance
Cuenta de Resultados
Origen y Destino de los Fondos
Informe de Auditoría 2017

AMANECER

Mensaje
¿Quiénes somos?
¿Qué hacemos en Cooperación Internacional al desarrollo?
¿Qué hacemos en Sensibilización y Educación para el desarrollo?
Las cuentas claras
Visitando nuestros proyectos
Contacta con nosotros

AMBALA

1. Carta de la presidenta
2. Ambala. Quiénes somos. Voluntarios en España
Organigrama. Misión, visión y valores
3. Nuestro proyecto: el Hospital de Ebomé en Camerún

3.1. Infraestructuras. Inversiones y mejoras
3.2. Plantilla del Hospital de Ebomé
Voluntarios en el terreno
3.3. Relaciones institucionales en camerún
3.4. Datos de actividad del hospital de ebomé

4. Información económica
5. Labores de sensibilización
6. Objetivos y proyectos para el 2018
7. Agradecimientos

AMIGOSINHA

Los amigos de Inharrime en breve
AIE: funcionamiento y organización
AIE en Inharrime
Revisión de proyectos 2017
Procesos administrativos
Comunicación
Iniciativas para 2018
Oportunidades y desafíos

AMIGOSOL

Presentación
Filosofía del trabajo y desarrollo del trabajo
Proyectos desarrollados en 2016
Actos y sensibilización
Informe económico

AMYCOS

Presentación
1. Somos
1.1. Líneas estratégicas
1.2. Por la calidad de nuestro trabajo
1.3. Utilidad pública
1.4. Premio Rafael Izquierdo
1.5. Sedes de la entidad
2. Hacemos
2.1. Cooperación al desarrollo
2.1.1. Proyectos finalizados
2.1.2. Proyectos en ejecución
2.1.3. Proyectos en formulación
2.1.4. Programa Educativo Escolar
2.2. Acción social
2.2.1. Fomento de la Interculturalidad
2.3. Educación para la Ciudadanía Global
2.3.1. Charlas, encuentros, actuaciones y acciones de calle
2.3.2. Proyecto *People's Corner*
2.3.3. Talleres educativos
2.3.4. Edición y difusión de materiales educativos
2.3.4.1. Fichas didácticas
2.3.4.2. Calendario escolar
2.3.4.3. Exposiciones
2.3.5. Impactos en prensa y redes sociales
3. Voluntariado
3.1. Voluntariado Internacional en el terreno
3.2. Voluntariado Europeo
3.3. Servizio Civile Italiano
3.5. Voluntariado en sede
4. Sumamos
4.1. Ámbito estatal: Red de Coordinadoras Autonómicas y Coordinadora de ONGD
4.2. Ámbito autonómico: Coordinadora ONGD de Castilla y León
4.3. Ámbito Local
4.3.1. Unidad Territorial de Burgos de la CONGDCyL
4.3.2. Grupo de Trabajo 'Burgos por el Comercio Justo'
4.3.3. Plataforma de Voluntariado
4.3.4. Colectivo 8 de marzo
5. Resultados
6. Cuentas
7. Agradecimientos

ANESVAD

Presentación
Quiénes Somos
--Nuestro Patronato
--Equipo Anesvad
Qué hacemos
--Nuestra Misión
Proyectos aprobados
Proyectos destacados
Organizaciones aliadas
Apoyo social
--El voluntariado
Premios Anesvad
Inversión Socialmente Responsable
Transparencia y buen gobierno
Redes de incidencia
Alianzas público privadas
Cuentas claras

ASFES

Agradecimientos
Características de ASF
Vivencias personal voluntario
Proyectos
--Cooperación internacional
--Talleres internacionales
--Cooperación local
--Educación para el desarrollo
----Eventos y actividades
Cuentas anuales

AYUDEMOS

Mensaje del presidente
¿Quiénes somos?
Accion exterior
--Área de defensa de los derechos humanos
--Área de salud
--Área de educación
--Área de seguridad alimentaria
--Área de desarrollo comunitario
Nuestro trabajo en España
--Educación para el Desarrollo
--Voluntariado
--Campañas de sensibilización e incidencia social.
--Acción social
Apoyos recibidos
--Nuestr@s colaborador@s
--Apoyo institucional
--Responsabilidad social de empresa
--Nuestro agradecimiento
Memoria económica
Información institucional

BALMS

Presentación
La fundación
Misión visión y valores
Fundadores
Nuestros proyectos
Sensibilización y Educación al Desarrollo
Eventos
Trabajo en red
Cuentas claras
Estrategia 2018/20
Dónde encontrarnos

BATA

1. ¿Quiénes somos?
2. Áreas de trabajo:
--Educación, Comunicación y Cultura para el Desarrollo
--Formación, Empleo e Inclusión Digital
--Cooperación Internacional al Desarrollo y Derechos Humanos
--Administración
3. Incidencia política y participación en redes y plataformas
4. Delegaciones

CERAI

Presentación de CERAI
Identidad de la organización: ¿Quiénes somos?
Visión, misión y valores que defiende CERAI
Breve historia de la entidad
Plan estratégico 2011-2017
Sedes y delegaciones
Organigrama
Relaciones institucionales
Entidades socias
Redes y organizaciones en las que participamos
Entidades colaboradoras
Relación de proyectos en ejecución durante 2017
Nivel estatal
Educación para el Desarrollo, dinamización local, acción social, formación y desarrollo rural y agrario
Nivel internacional
América del sur, américa central y el caribe
África subsahariana
Magreb
Asistencias técnicas
Asistencias técnicas realizadas en 2017
Reconocimientos obtenidos en 2017
Relación de actividades 2017
Enero 2017
Febrero 2017
Marzo 2017
Abril 2017
Mayo 2017
Junio 2017
Julio 2017
Agosto 2017
Octubre 2017
Noviembre 2017
Diciembre 2017
Nuevos proyectos que comienzan en 2018
Nivel estatal
Educación para el desarrollo, dinamización local, acción social, formación y desarrollo rural y agrario
Nivel internacional
América del sur, américa central y el caribe
África subsahariana
Área de magreb
Comunicación
Evolución de los medios online de cerai en 2017
Relaciones con los medios de comunicación y nuestras revistas socias
Datos económicos
Cuenta de resultados
Ingresos 2017
Gastos 2017
Resultado 2017
Balance

CESAL

Somos
Logros con rostro
Estamos
30 Aniversario
Hacemos con las personas
--Ecuador
--El Salvador
--Haití
--Honduras
--Perú
--R. Dominicana
--México

--Paraguay
--Mozambique
--Benín
--Uganda
--Líbano
--Siria
Acción Social
Sensibilización y Acción solidaria
Acción Local
Voluntariado
Transparencia
Colaboradores
Alianzas con resultado
En red
Publicaciones
Delegaciones
Proyectos en ejecución durante 2017

CIDEAL

1. Carta del director general
2. La Fundación CIDEAL
3. Singularidad de la Fundación CIDEAL
4. Misión, visión y valores
5. Organigrama
6. Convenios y proyectos de cooperación al desarrollo
--6.1 Convenios de cooperación al desarrollo
--6.2 Proyectos de cooperación al desarrollo
7. Formación y capacitación en cooperación al desarrollo
--7.1Cursos presenciales y on-line impartidos por la Fundación CIDEAL
--7.2 Jornadas, seminarios, conferencias y otras sesiones docentes impartidas por la Fundación CIDEAL
8. Asistencia técnica y contratos marco
9. Colaboraciones institucionales
10. Co-financiadores públicos y privados
11. Participación en redes, base social y transparencia
12. Inscripción en organismos oficiales
13. Sede y delegaciones

CODEPRO

Carta del presidente.
1. Presentación: Fines Estatutarios, valores de CODEPRO, organigrama
2. ¿Dónde encontrarnos?: Direcciones, teléfonos, redes sociales.
3. Zonas de actuación.
4. Proyectos Internacionales. (Perú)
5. Proyectos sociales locales. (Málaga).
6. Talleres realizados.
7. Actividades varias.
8. Ingresos y gastos 2017.
9. Previsiones para 2018.
10. Colaboracciones. Agradecimientos.

CODESPA

CODESPA en datos
Quiénes somos
Programas de desarrollo económico y social
Investigación, formación y educación para el desarrollo
CODESPApro
Programa Empresa y Desarrollo
Observatorio Empresarial contra la Pobreza
Nuestras cifras
Colaboradores
Índice de proyectos
Delegaciones
Necesitamos tu ayuda

COMISDH

Comisión de Derechos Humanos Hispano-Guatemalteca CDHHG
Historia
Junta Directiva
Nº de socios
Resumen Plan Estratégico
Organigrama
Sectores de intervención o línea de trabajo
Cooperación
Sensibilización
Emergencias
Países en los que se trabaja
Guatemala
El Salvador
Currículum de los proyectos de cooperación, emergencia y educación para el desarrollo desde el año 1996 hasta 2017
Actividades de sensibilización 2016 y 2017
Actividades jurídico-administrativas 2016
Estado contable 2016
Actividades jurídico-administrativas 2017
Estado contable 2017

CONEMUND

Misión, visión y valores
Organigrama
Dónde trabajamos
Proyectos de cooperación al desarrollo:
--Malí
--Níger
--Senegal
--Vietnam
Financiadores

CONSTRUYE

Quiénes somos
Dónde trabajamos
Cómo trabajamos
Qué hacemos
--Proyectos de desarrollo
--Turismo responsable
--Educación al desarrollo
--Actuaciones y eventos
Origen y destino de los recursos
Cómo colaborar

COPADE

Carta del Director
¿Quiénes somos?
Misión, Visión y Valores
Objetivos Desarrollo Sostenible
Redes a las que pertenecemos
Patronato y Trabajadores
¿Dónde trabajamos?
Copade en cifras
¿Qué hemos hecho en 2017?
Empoderamiento de la mujer
Seguridad alimentaria
Apertura hacia nuevos mercados
Medio ambiente
Responsabilidad Social Empresarial
Actividades de sensibilización
Nuestros socios.
Plataforma Madera Justa.
¿Qué es Madera Justa?
Sello de certificación Madera Justa
Actividades de la Plataforma
Informe económico.
Balance de situación grupo Copade
Cuenta de resultados grupo Copade
¿Cómo puedes colaborar?

DELWENDE

Carta de la presidenta
Nuestra identidad
Organigrama
Delegaciones Locales
Comunicación
Actividades
Nuestros Proyectos
Balance económico
Transparencia
Presupuesto 2018
Patrocinadores

DILAYA

Patronato
Carta de la Presidenta
Ubicación Geográfica
Socios Locales
Nuestros Proyectos:
--Logros en el Hogar La Misericordia
--Hogar La Misericordia - Colegio Bernadette
--Hogar La Misericordia - Salongo
--Escuela Santa Marta de Cibondobondo
--Hospital Materno Infantil Virgen de Guadalupe
--Bolingani - Fundación Barceló
Sensibilización
Eventos y Actividades
Amigos y Voluntarios
Entidades Colaboradoras

DONBOSCO

Saludo
Quiénes somos
Nuestros fines
Organigrama
Educación para el Desarrollo
Voluntariado
Cooperación Internacional
Campañas Solidarias
Balance económico
Agradecimientos

EDUCO

Aprender para avanzar
Quiénes somos
En qué áreas trabajamos
Dónde actuamos
2017 en cifras
Un 2017 para compartir
Nuestros proyectos
--África
--América
--Asia
--España
Redes y alianzas
Campañas e incidencia
Vosotros lo hacéis posible
Organismos y entidades
Rendimos cuentas
Códigos éticos y acreditaciones
Educo en el mundo

ENERFRON

Órganos de Gobierno y Gestión
Carta de Nuestras Presidentas
Quince Años de Lucha contra la Pobreza
Esf se Adapta al Cambio Global de la Cooperación al Desarrollo
Voluntariado
Amigos

Proyectos
Estudios
Datos Económicos
Esf en el Mundo

ENTRECULT

Editorial
Lo más destacado del año 2017
¿Nos conoces?
Transparencia en nuestra misión
Trabajando para la transformación social
Cooperación internacional para el desarrollo
Proyectos de cooperación internacional
Proyectos de ciudadanía
Agradecimientos

ESPERALE

Carta de la Presidenta
Patronato y organigrama
2017 en cifras
Países de actuación
Proyectos
--Educación: La garantía de un futuro mejor
--Salud: Un derecho fundamental de todos los seres humanos
--Inclusión social: Conseguir una vida digna para todos
--Etiopía: El autobús que traslada a mujeres y niños
Voluntariado
Eventos
Balances
Entidades que nos apoyan y redes a las que pertenecemos
Agradecimientos
Sistemas de evaluación y calidad

FABRE

Nuestro ADN
Equipo FABRE
Carta de la Presidenta
Historia de FABRE en el mundo
¿Qué hacemos en cooperación?
Guatemala
Cuba
Bolivia
Costa de Marfil
¿Cómo transformamos el mundo de mañana a través de la educación de hoy?
Educación para el Desarrollo en Navarra
Sensibilización en Navarra
Educación para el Desarrollo en Castilla y León
Sensibilización en Castilla y León
Sensibilización en Galicia
¿Cómo tratamos los problemas desde su raíz?
Familia
Voluntariado y acción social
Transparencia y rendición de cuentas
Balance
Ingresos y gastos
Auditoría
Nuestros socios
Patronato FABRE
Colabora con nosotros

FARMAMUN

Países de intervención
Resumen y desafíos
2017 en imágenes
Cooperación
Emergencias
Suministros
Educación
Finanzas
FOAL Carta del Presidente
Nuestra misión
Nuestra acción
2017, nuestros hitos
2017, en cifras
--Fomentamos la cooperación Sur - Sur
--¿Cómo apuesta FOAL por el cumplimiento de la Agenda 2030?
--Acción Educativa
--Inclusión Laboral
--Fortalecimiento del Movimiento Asociativo
Nuestro Voluntariado
Dónde Trabajamos
Nuestros aliados
Otros colaboradores y donantes
Transparencia

FUNDEBE

1. Carta del Presidente
2. Actividades y resultados
4. Balance económico del ejercicio 2017
5. Cómo podéis ayudar - AVISO
6. Agradecimientos
7. Quiénes somos
8. Datos de contacto

FUNDEO

Carta de la directora
Quiénes somos
Educación para el desarrollo y sensibilización
Colaboración con otras entidades
Sede central-Fundeo Madrid
Delegación de Andalucía
Delegación de Aragón
Delegación de Asturias

Delegación de Castilla y León
Delegación de Cataluña
Delegación de Navarra
Representación en Calahorra (La Rioja)
Representación en Canarias
Representación en Valencia
Voluntariado internacional
Cooperación al desarrollo
Proyectos
Testimonios del sur
--Burkina faso
--Uruguay
--México
Apadrinamientos
Información económica
Agradecimientos

GEOLOMUN

Introducción
Actividades
Actividades de divulgación y sensibilización
Actos institucionales
Publicaciones
Otras actividades
Proyectos
De cooperación al desarrollo
Proyectos terminados y empezados en el transcurso de 2017
--América Latina y Caribe
--Honduras, Ecuador y Haití
--África
--Senegal y Tanzania
Datos del ejercicio 2017
Principales fuentes de financiación
Estructura organizativa
Anexo -Listado de acrónimos

GLOBAL

Editorial
Misión y principios
Sectores de intervención
Proyectos 2017
Proyectos cofinanciados
Nuestros beneficiarios
Nuestros colaboradores
Empresas solidarias
Comunicación y sensibilización
Memoria económica
Directorio

HOLAGHA

¿Quiénes somos?
Misión
Visión
Valores
¿Por qué elegir HOLA GHANA?
Historia
¿Dónde actuamos?
Líneas de acción (proyectos) 2017
Financiamiento 2017

HUAUQUI

30º aniversario de la FMS
Manifiesto Federación de Mujeres Sucumbíos
Turismo Sostenible-CEIP Tomás Alvira y Puka Rumi
Proyectos
Voluntariado
Eduación para el desarrollo
Cuentas 2016-2017

IBO

1. Carta del Presidente
2. Contexto geográfico
3. Nuestros proyectos
4. Informe de resultados
5. Nuestras acciones mes a mes
6. Nuestros colaboradores
7. Cómo puedes apoyarnos

IDEAS

¿Qué es el comercio Justo?/ ¿Qué es Economía solidaria?
Por qué IDEAS es una cooperativa
¿Sabías qué IDEAS es una cooperativa de interés social y considerada una ONGD?
Nuestra misión / Nuestras líneas de actuación
Saludo del presidente
Cooperando con las comunidades campesinas
Comunicar, sensibilizar y formar para un comercio justo
IDEAS en red
Cooperación comercial con los grupos de productores de comercio justo y de la economía solidaria
A nuestros 20 años continuamos creciendo
Directorio
El equipo de trabajo

INCIDEM

Carta de la Presidenta
Nuestra Organización
Organigrama, socios y equipo
¿Qué hemos hecho?
Nuestras cuentas: balance 2017
Principales lineamientos 2018
Agradecimientos

INTERED

Carta de la directora
Quiénes somos
Nuestro trabajo en el mundo
Programas por línea de acción
Delegaciones
Red de Solidaridad
Nuestros proyectos hechos realidad
Información económica y rendición de cuentas
Agradecimientos
Dónde puedes encontrarnos

ISCOD

1. ISCOD en Centroamérica y Caribe.
--Nicaragua.
--República Dominicana.
2. ISCOD en la zona andina
--Colombia.
--Perú.
3. ISCOD en España.
--Asturias.
--Cantabria.
--Comunitat Valenciana.
--Extremadura.
--Illes Balears.
4. Proyectos por país, subvencionador e importe.
--Proyectos de Cooperación al Desarrollo.
--Proyectos de Educación para el Desarrollo.

ISFAST

Coordinación
Sur
Norte
Mocedá
Información económica
Quiénes somos y contacto
Agradecimientos

ISFCAN

Carta de presentación
Celebración del X aniversario de ISF Cantabria
Índice
1. Sensibilización y educación para el desarrollo
1.1. XII semana cántabra contra la pobreza .
1.2. Plan estratégico en materia de educación para el desarrollo
1.3. Educación para el desarrollo
1.4. Entrega de ordenadores a dos organizaciones con proyectos de cooperación
2. Trabajo en red y relaciones institucionales
2.1. Clausura de las gildas 2017
2.2. Coordinadora cántabra de ongd
2.3. Reuniones de la federación de isf
2.4. Firma de manifiestos y apoyo a plataformas
--2.4.1. Plataforma contra la fractura hidráulica
--2.4.2. Alianza cántabra contra la pobreza
--2.4.3. Portal del voluntariado del Ayuntamiento de Santander
--2.4.4. Lectura de la declaración universal de los ddhh en la uc
3. Proyectos de cooperación internacional
3.1. Katmandú, Nepal
3.2. Melong II, Camerún
3.3. Campos de refugiados saharauis, Argelia
4. Balance económico
4.1. Cuenta de pérdidas y ganancias de 2017
4.2. Presupuestos para el 2018
5. Agradecimientos
6. Junta directiva 2017 y datos de la asociación
6.1. Junta directiva 2017
6.2. Datos de la asociación
6.2.1. Datos registrales
6.2.2. Datos de contacto

ITWILLBE

Carta de la presidenta
El trabajo de ITWILLBE.ORG en 2017
Proyectos cooperación
--Derechos humanos
--Educación y formación
--Fortalecimiento org y comunitario
Emprendimiento social
--Naya nagar
--Ppa
Gestión de fondos y alianzas
--Distribución de ingresos en 2017
--Distribución de gastos en 2017
--Alianzas

JOVENDES

Misión, visión, valores y transparencia
Cooperación para el desarrollo
Voluntariado
Educación para el desarrollo
Comunicación y márketing
Donantes y colaboradores
Informe económico
Gracias

JUSTIALIM

Carta de la Junta Directiva
Contexto: Principales tendencias en 2017
Justicia Alimentaria en acción
Educar para transformar
Campañas
Incidencia política
Acciones de sensibilización
Voluntariado

Alianzas
--Alianzas en el Norte
--Alianzas en el Sur
Acción internacional
--Impulso de sistemas alimentarios locales
--Empoderamiento de las mujeres
--Defensa de las semillas nativas
--Apoyo a defensores y defensoras
Transparencia y rendición de cuentas

KELELE

Carta Co-fundadoras
Visión, misión y valores
Quiénes somos y quiénes nos ayudan
Resultados 2017
Descripción de los proyectos
Proyectos2018 / pequeñas iniciativas 2017
Memoria económica y balance y cuenta de resultados anual
Logos de colaboradores y agradecimientos.

KUBUKA

Introducción
¿Qué es kubuka?
¿Dónde actuamos?
Equipo
Proyectos
Emprendimiento
Educación
Inclusión social
España
Eventos propios
Colabora a tu manera
Charlas/ conferencias
Retos
Colegios
Cuentas anuales
Agradecimientos

MADRECOR

Carta del presidente
¿Quiénes somos?
Organigrama
Voluntariado
Educación para el desarrollo
Acción social
Reciclaje
Contextos
Ayuda humanitaria
Proyectos de desarrollo
Apadrinamientos
Financiera
Delegaciones
Y más...

MADRESELVA

Voluntariado
Cooperación para el Desarrollo
Apoyo a la Infancia
Educación para el Desarrollo
Transparencia
Cuentas
Colaboradores

MANOSUNI

Carta de la Presidenta
¿Quiénes somos?
¿Qué hacemos?
--Sensibilización
--Proyectos
¿Por qué lo hacemos?
Nuestras cuentas
Agradecimientos
Delegaciones (direcciones)

MASVIDA

Introducción
¿Quiénes somos y qué hacemos?
Objetivos y valores
Estructura y Recursos
Cooperación Internacional
Nicaragua
--Programa de Formación y Educación
--Educación básica
--Educación en valores
--Prevención de la ESCI
--Formación técnica
--Programa de Salud
--Programa de Nutrición
--Programa de Habitabilidad Básica
República Dominicana
--Programa de Educación
--Programa de Formación
--Programa de Salud
Educación para el Desarrollo
Acciones de sensibilización con la ciudadanía
Acción Social
Participación en Redes
Comunicación
Fuentes de financiación
Transparencia

MEDICOSFRON

Resumen del año
2017 en imágenes

Proyectos
Principales actividades
Recursos humanos
Finanzas
--Gastos e ingresos
--Equilibrios financieros
--Gastos por causa de intervención, naturaleza del coste y país
--Ingresos por financiador y apoyo social

MEDICUSMUN

Saludo del Presidente
40 Aniversario de medicusmundi La Rioja
50 Aniversario de medicusmundi Araba/ Alaba
Organización Interna
Nuestros valores
Nuestra Visión de Desarrollo
Misión y Fines
Organigrama
Personas en medicusmundi
Asociaciones medicusmundi
Premios y Reconocimientos 2017
Ayuda Humanitaria
medicusmundi en el Sur
América Latina
África
Asia
Alianzas, Redes y Espacios de Participación
Transformación Social y Construcción de Ciudadanía
Colaboraciones con Empresas
Datos económicos
Distribución, evolución y procedencia de los recursos
Cuenta de Resultados Ejercicio 2017
Resumen de las Cuentas Agrupadas 2017
Balance de Situación Agrupada a 31/12/2017
medicusmundi Internacional
Miembros de medicusmundi Internacional
Federación de Asociaciones medicusmundi España
Órganos de Gobierno de medicusmundi España

MISIONAM

Carta de la presidenta
Identidad
Finalidad
Organización
Seguimiento y transparencia
Valores
Proyectos
Actividades formativas
Animación y sensibilización
Memoria económica

MOZAMB

Carta del Patronato
Misión, objetivos y líneas estratégicas
Nuestro equipo en Mozambique
Resultados 2017
Raúl: Uno más en la familia gaiato
Educación
Salud
Agricultura y medio ambiente
Mujer
Inês Machava: Una infancia con futuro
Actividades en España
La Fundación digital
La Fundación, un esfuerzo compartido
Cuentas Anuales

MPDL

Carta de Presentación
Quiénes Somos
Nuestro Trabajo
Derechos Humanos
Derechos de las Mujeres
Migración y Refugio
Educación para la Paz
Sensibilización
Nuestras Cuentas
Quién nos apoya
Listado de Proyectos

MUJERESZC

Introducción
Cooperacion al desarrollo y acción humanitaria Educación y formación para la ciudadnia global y emancipadora
Investigación
Acción social
Transparencia
Sedes mzc

MUSOL

Carta de la dirección
Nuestro trabajo: Nuevos retos del desarrollo sostenible
Musol Excelente
Musol Desarrollo
--Nuestros proyectos en Bolivia
--Nuestros proyectos en Guatemala
--Nuestros proyectos en Senegal
--Nuestros proyectos en Europa
Musol Educa
Programas de voluntariado
Musol Tranform-acción social
Musol Consulting
Las actividades de nuestras delegaciones en España
Informe económico y auditorías
Equipo humano y sedes
Delegaciones, redes y premios
Agradecimientos

NUESTROS

Nuestros hogares
Equipo
Carta del Presidente
Carta del Director
La organización NPH
Hogares
Padrinos
Socios Colaboradores
Voluntarios
Campamentos solidarios
Españoles en NPH
Viajes Solidarios Haití
Actividades
Proyectos
Proyectos Salud
Proyectos Comunicación
Proyectos Educación
Proyectos Desarrollo Humano
Proyectos Desarrollo Sostenible
Proyectos Ayuda Humanitaria
Premios
Finanzas
Retos 2018
Colaboradores
Contacta

OAN

Proyectos en marcha
Actividad en Benín
Actividad en Valladolid
Actividad en Madrid
Balance 2017

OXFAM

Carta del director
Quiénes somos
Dónde trabajamos
Cómo trabajamos
Qué hemos hecho
Las personas que lo hacen posible
Nuestras finanzas

PABLOHORST

La Fundación Pablo Horstmann
Compromiso
Órganos de Gobierno: Patronato
Equipo
Proyectos de la Fundación Pablo Horstmann
Proyectos Sanitarios en Kenia y Etiopía
--Hospital Pediátrico Pablo Horstmann de Anidan - Lamu
----Formación de personal sanitario
----Otros proyectos sanitarios
--Campañas de subespecialidades
--Planes de emergencia y hambruna
--Programa de salud maternal e infantil CMCHIP
Proyectos sanitarios, educativos y sociales en Kenia y Etiopía
--Escuelitas preescolares - Turkana
----Formación de profesores
----Unidad de Renutrición de Lokitaung
--Proyecto integral sanitario, educativo y social - Meki
----Clínica Let Children Have Health
----Formación de personal sanitario
----Orfanato Let Children Have Home
----Programa OVC
----Guardería Let Children Have Care
Proyectos educativos y sociales en España
Programa de acompañamiento de niños ingresados - Madrid
Educación para el desarrollo en colegios e institutos – Madrid
Comprometidos con la Fundación Pablo Horstmann
Agradecimiento a todos los voluntarios
--Voluntariado en Kenia y Etiopía
--Voluntariado para personal sanitario o profesores sobre el terreno
--Voluntariado universitario para dar apoyo sobre el terreno
--Voluntariado en España
--Voluntariado para dar apoyo en la sede de Madrid
--Voluntariado para el acompañamiento de niños ingresados
Agradecimiento a todas las personas solidarias
--Donantes
--Eventos
--Iniciativas especiales
Agradecimiento a todas las empresas e instituciones solidarias
Financiación de la fundación pablo horstmann
Origen y distribución de los recursos 2007-2017
Evolución 2007-2017
Balance y cuenta de resultados
Anexo: nuestro reto para el 2018
Unidad de Cuidados Maternales Belén Jordana

PAZDESAR

Créditos
Carta del director
¿Quiénes somos?
Nuestro equipo
Nuestra misión institucional
Principios corporativos
¿Dónde trabajamos?
Nuestro trabajo en 2017
Igualdad de género - construcción de paz - No violencia
Seguridad y soberanía alimentaria - Cambio climático y resiliencia
Educación para el desarrollo - Sensibilización
Cuentas claras

¿Quiénes nos financian?
Retos a futuro
¿Dónde puedes encontrarnos?
Contáctanos
Fotografías

PAZDIGN

Presentación
¿Qué hacemos?
Cooperación
OMAL
Revista Pueblos
Solidaridad en red - ¿Dónde?
--Euskadi
--Madrid
--Extremadura
--Andalucía
--Castilla-La Mancha
--Asturies
--Catalunya
--Comunitat Valenciana
--Colombia
--El Salvador
--Guatemala
--Nicaragua
--Palestina
--Senegal
Proyectos en marcha
Balances y cuentas

PROCLADE

1.- Saludo del presidente
2.- ¿Quiénes somos?
3.- Voluntarízate
4.- Sensibilización y educación para el Desarrollo
5.- Tenemos un plan con Haití
6.- Proyectos de Cooperación: América Latina
7.- Proyectos de Cooperación: África
8.- Proyectos de Cooperación: Asia
9.- Proyectos de Sensibilización y Educación para el Desarrollo
10.- Proyectos ejecutados hasta 2017
11.- Apadrinamientos
12.- Cuentas Claras
13.- Trabajo en red
14.- Entidades con las que ha trabajado PROCLADE
15.- Plan Estratégico 2017-2022
Cada ayuda es importante

PROYECSOL

Carta del Presidente
Alianza Internacional PROYECTO SOLIDARIO
Misión, Visión y Valores
Acciones realizadas
Transparencia, Buen Gobierno y Calidad
Redes Sociales
Información Económica
Datos generales
Agenda destacados

PSICOFRON

¿Quienes somos?
Acción Humanitaria
Cooperación Internacional
Migraciones
Dinamización Comunitaria
Apoyo en crisis
Sensibilización
Redes
Entidades colaboradoras
Entidades financiadoras
Estructura organizativa
Proyectos realizados en los últimos 5 años
Datos económicos

REACH

Sumario y contactos
Editorial
Viviendo el año escolar en Nicaragua
Viviendo el año escolar en Paraguay
Nuestra huella en el 2017
Actividades de Reach en 2017
Como funciona Reach Internacional España
Subvenciones 2017

RECOVER

Carta del patronato
Nuestra misión, visión y valores
10º aniversario
Hospitales para África

REGALOS

Carta de la presidenta
Quiénes somos
Identidad, estructura y organización
Órgano de representación y delegaciones
Colaboradores
Proyectos y actividades
Proyecto 'cumpliendo sueños' en Senegal
--I fase: reconstrucción del colegio de Medina Demba Billo
--II fase: taller de formación de pintura
Campaña luz en tus ojos
Suministro de materiales de primera necesidad
Promoción y recogida de fondos y material
Financiación
Logros personales

Somos entidad de utilidad pública
Delegación de Sevilla
Viaje a Ecuador
Voluntariado junior
7. Conclusiones y proyección de futuro (previsiones)
8. Agradecimientos

RELIGIOSOS

Saludos
Sobre la Fundación FRS
Nosotros FRS
Nuestros proyectos
Mapa por Objetivos de Desarrollo Sostenible
Nuestro trabajo
Informe económico
Colaboramas
Donantes

RESCATE

Datos de ONG Rescate
Índice
Presentación
Quienes somos
Historia
Transparencia
Dónde intervenimos
Atención directa
Protección Internacional
Reagrupación Familiar
Apoyo a las familias refugiadas e inmigrantes
Befriending: Integración con personas voluntarias
Ayudas económicas
Participación en Grupos de trabajo y Foros
Cuadros de proyectos
Cuadro de beneficiarios/as por proyecto
Cooperación Internacional
África
--Etiopía
--Región del Sahel (Mali, Níger y Mauritania)
--República Democrática del Congo
Oriente Medio
--Líbano
--Siria
--Jordania
--Territorios Ocupados de Palestina
Proyectos activos en 2017
Datos económicos
Agradecimientos
¡Hazte socio/a!

RINALDI

Identidad
Palabras del Presidente
Quiénes somos
Dónde trabajamos
Área de Cooperación Sur
Subárea de Cooperación al Desarrollo
--Nicaragua
--El Salvador
--Bolivia, Perú, Guatemala
--Perú
Subárea de Emergencias y Asistencial
Emergencia olvidada
Área de Educación al Desarrollo, sensibilización y redes
Apoyo a organizaciones aliadas (Ipes, Congd, Fiare, Reas, Setem, Medicus Mundi)
Otras actividades y eventos
Voluntariado internacional
Viaje a Nicaragua
Difusión
Formación
Incidencia
Otras actividades y colaboraciones
El 2017 en cifras
Agradecimientos

SED

Saludo del presidente
SED en pocas palabras
Proyectos de Cooperación al Desarrollo
--África
--América Latina
--Asia
Educación para el Desarrollo (EpD)
--Qué es la EpD para SED
--Campaña 2017-2018
--Familia Solidaria
--Mini Guardianes de los derechos
--Proyectos financiados
Incidencia social y política
Voluntariado
--Voluntariado internacional
--Voluntariado de larga duración
--Voluntariado nacional
Actividades
25 aniversario
'Los tambores hablan'
Impacto en medios de comunicación
Informe económico
Agradecimientos
Créditos

SEMG

Quienes Somos
Junta Directiva
Proyectos de la Fundación SEMG Solidaria
--Cooperación al Desarrollo
----Nicaragua
--Ayuda Humanitaria y de Emergencia
----Campamentos de Personas Refugiadas del Sahara
--Educación para el Desarrollo
----Formación
----Sensibilización
Contacto

SETEMMAD

Sobre Setem
En 2017 apostamos por...
El Equipo Humano
Comunicación
Comercio Justo
Campos de Solidaridad
Comités
Castilla-La Mancha
Federación
Y además...

SODEPAZ

Introducción
Cooperación al Desarrollo
Desarrollo Tecnológico
Comercio Justo y Economía Solidaria
Viajes Turismo Solidario
Sedes Sociales
Área de Saberes
Sensibilización

SOLIDINTAN

Editorial
Cooperación y acción humanitaria
--Área andina
--Centroamérica
--África
EPCG: Ciudadanía Intercultural
EPCG: Andalucía Resiliente
Inmigración
Movilización
Voluntariado y prácticas
Informe económico

SOLIDINTVAL

Saluda al presidente
Presentación
Estructura
Sectores de Trabajo
Proyectos
Otras actividades
Datos económicos

SOLMAN

Identificación
Organización
Solman y los objetivos de desarrollo del milenio (2016-2030)
Solman con transparencia
Los 3 ejes de Solman: desarrollo
--Destinatarios
--Proyectos de desarrollo 2015 – 2016
--Centroamérica
--África
--Cooperantes
--Visitas de las contrapartes
--Viajes de seguimiento
Los 3 ejes de Solman: sensibilización
--Agenda de actividades de sensibilización
--Exposiciones
--Ciclo de cine solidario
--Cine de verano
--Mercadillo solidario
--Cena solidaria
--Calendario solidario
--Padel solidario
Los 3 ejes de solman: educación
--Programa de becas
--Clases de apoyo escolar para alumnos con dificultades económicas
Otras colaboraciones
--Calatrava cultural
--Campaña pobreza cero
Comunicación en Solman
--Página web y redes sociales
--Boletín
--Presencia en los medios de comunicación
Casi 25 años demostrando que se puede hacer un mundo mejor
Grado de cumplimiento efectivo de los fines estatutarios

SONRIBOM

Carta de Jaume Sanllorente, fundador y director general de Sonrisas de Bombay
Qué es Sonrisas de Bombay
Misión, Visión, Valores y Principios de actuación
Dónde trabajamos
Áreas de acción
Educación
--Educación preescolar
--Educación superior
--Girl Child Education
--Life Skills Empowerment
Salud
--HOPE: oncología pediátrica
--Salud comunitaria
--Salud materno infantil
--Enfermedades infecciosas
Desarrollo socioeconómico
--Proyecto de Desarrollo socioeconómico
--Incidencia Jump2Justice
Sensibilización y educación para el desarrollo
--"Play it safe": proyecto de investigación
Cómo trabajamos: evaluación y monitorización
El equipo
Evolución de soci@s colaborador@s y donantes
Espacio voluntariado
GAS para luchar contra la pobreza: grupos voluntarios de trabajo
Packs solidarios: "Regala Sonrisas"

Eventos que marcan la diferencia
Alianzas estratégicas
Cifras y transparencia
Nuestros colaboradores

TIERRAESP

Nuestro génesis
¿Quiénes somos?
Nuestros objetivos
Nuestros principios
¿Cuál es nuestra misión?
¿Cuál es nuestra visión?
¿De qué educación hablamos?
¿Qué hacemos?
Actividades para fomentar la solidaridad
--III Feria Solidaria Intercentros
Nuestra presencia en el extranjero
Honduras
El Salvador
Anexo fotográfico
Honduras
El Salvador
III Feria Solidaria Intercentros
Anexo audiovisual

TIERRAHOM

Cronología
Carta
Organigrama y Trabajo en Red
Proyectos de Cooperación
Educación para el Desarrollo
Viaje hacia la Vida
Eventos, Convenios y Reconocimientos
--Eventos
--Convenios
--Reconocimientos
Comunicación
Voluntariado y Socios
Resumen económico
Agradecimientos

TIERRASIN

Presentación "Haremos la negra utopía"
Qué somos y qué hacemos
--Misión, visión y valores
--Líneas estratégicas
--Cómo lo materializamos
Cómo nos organizamos
--Junta directiva
--Asamblea
--Delegaciones
--Equipo técnico, grupos de trabajo y voluntarios
Actividades del 2017
--Cooperación internacional
--Sensibilización y Educación para el Desarrollo
Agradecimientos
Balance económico

TRABDIG

Presentación
Quiénes somos
Qué hacemos
Dónde estamos
Cómo entendemos los Talleres Microempresas Sociales (TMS)
Apoyo a proyectos 2017
Sensibilización y Comercio Justo
Cómo nos financiamos
Cómo distribuimos los recursos

VALLE

Carta de la Presidenta
Quiénes somos
--Misión y Visión
--Equipo humano
--Trabajo en red: Plataformas y Socios locales
Qué hacemos: Nuestras áreas de intervención
--Cooperación al Desarrollo
--Proyectos Educativos de Juventud y Mujer
--Promoción del Voluntariado
Eventos y acciones solidarias
Gestión transparente
--Origen y aplicación de fondos
--Informe de auditoría
--Financiadores y colaboradores
Colabora con nosotros
Dónde puedes encontrarnos
Agradecimientos

VERAPAZ

Carta del Presidente
Federación
Acción Verapaz Centro
Acción Verapaz Navarra
Acción Verapaz Euskadi
Acción Verapaz R. Dominicana
Grandes colaboradores

VFERRER

Cartas de Anna Ferrer y Jordi Folgado
Misión, visión y valores
Actualidad India
Actualidad Andhra Pradesh
Contexto
Programa de desarrollo integral

Comprometidos con la FVF
Los fondos de la FVF
Datos económicos

VIDES

¿Quiénes somos?
Cooperación Internacional
Campos de trabajo internacionales
Formación de voluntarios
Herencias y legados solidarios
Educación para el desarrollo y sensibilización
Actividades por delegaciones
Memoria económica

VIHDA

PROYECTOS:
--Eliminación virtual de la transmisión madre hijo del VIH. Registro electrónico de datos en el Condado de Muranga a través de internet. Día Mundial del SIDA.
--Atención a pacientes con enfermedades cutáneas en Maragua.
--La colaboración con Cirugía Solidaria, Fundación Diagrama y el Condado de Muranga: Misión quirúrgica en el hospital de Maragua
--Proyectos de abastecimiento de aguas. Fuente de agua potable en la escuela de minusválidos de Kambiti. Bombas para los pozos de Kiburuti y Mugundu-ini.
--Proyecto de ayuda directa a niños en situación vulnerable. Becas de estudio.
Voluntario del Año: César García Domingo. Desarrollo y transferencia del Plan Director de Siakago
Resumen financiero 2017: Ingresos y gastos.
Agradecimientos

XALEY

Carta del presidente
Una comunidad de líderes
Ejes de acción
--Educación
--Protección a la infancia y a la adolescencia
--Educación en salud
--Empleabilidad
--MAEJT (Movimiento Africano de Niños y Jóvenes Trabajadores)
Plan de Renovación Educativa
Nuestros compromisos
--Universidad
--Voluntariado
--Sector cooperativo
--Cooperando 2.0
Empresas colaboradoras
Resumen económico

ANNEXE 7. INDEX FILTRÉ

a
acá
ahí
al
algo
algún
algunas
alguno
algunos
allí
allá
ambos
ambas
ante
antes
aquel
aquél
aquella
aquélla
aquellos
aquéllos
aquellas
aquéllas
aquí
así
aun
aún
aunque
bastante
cada
casi
como
cómo
con
conmigo
contigo
contra
cual
cuál
cuales
cuáles
cualquier
cualquiera
cuan
cuán
cuando
cuándo
cuanto
cuánto
cuyo
cuya
cuyos
cuyas
de
del
demás
desde
demasiada
demasiadas
demasiado
demasiados
dentro
desde
dicho
dicha
dichos
dichas
donde
dónde
durante
e
el
él
ella
ellas
ello
ellos
en
encima
entonces
entre
esa
ésa
esas
ésas
ese
ése
eso
esos
ésos
esta
ésta
estas
éstas
este
éste
esto
estos
éstos
etc
hacia
además
incluso
jamás
la
las
le
les
lo
los
más
me
mediante
menos
mi
mis
muy
más
mí
mía
mías
mientras
mío
míos
misma
mismas
mismo
mismos
mucha
muchas
mucho
muchos
muchísima
muchísimas
muchísimo
muchísimos
muy
ni
ningún
ninguna
ninguno
ningunas
ningunos
no
nos
nosotras
nosotros
nuestra
nuestras
nuestro
nuestros
nunca
o
ó
os
otra
otras
otro
otros
para
pero
poca
pocas
poco
pocos
por
porque
por qué
pues
que
qué
quien
quién
quienes
quiénes
qué
quienquiera
quienesquiera
quizá
quizás
se
según
sí
siempre
sin
sino
si no
so
sobre
solo
sólo
sr
sra
sres
srta
sta
su
sus
suya
suyas
suyo
suyos
tal
tales
también
tampoco
tan
tanta
tantas
tanto
tantos
te
ti
toda
todas
todo
todos
tras
través
tu
tú
tus
tuya
tuyas
tuyo
tuyos
un
una
unas
uno
unos
usted
ustedes
vosotras
vosotros
vuestra
vuestras
vuestro
vuestros
y
ya
yo

ANNEXE 8. CORPUS PRES : LISTE DE TERMES (RÉSULTATS ANTCONC)

https://drive.google.com/file/d/1a8Ke_XL0-7X5wzlRQ8LcNONFBpD5fphR/view?usp=sharing

ANNEXE 9. CORPUS PRES : LISTE DE TERMES AVEC INDEX FILTRÉ (RÉSULTATS ANTCONC)

https://drive.google.com/file/d/1Cc1turzCJP-pjt05TDx8v67xV48mLgsp/view?usp=sharing

ANNEXE 10. CORPUS PRES : LISTE LEMMATISÉE DE TERMES (RÉSULTATS ANTCONC)

https://drive.google.com/file/d/1SDvrZYa6dVSakRTa1-L0G4MJMaBetnaY/view?usp=sharing

ANNEXE 11 : CORPUS PRES : SEGMENTS RÉPÉTÉS (RÉSULTATS ANTCONC)

https://drive.google.com/file/d/1ovox_zWAJsw8_A9ydsnEho0hZijHCWE9/view?usp=sharing

ANNEXE 12. CORPUS MEM-2 : LISTE DE TERMES (RÉSULTATS ANTCONC)

https://drive.google.com/file/d/1SqNjZsEmWJr5oDGyk1BN45CQvccaMAgo/view?usp=sharing

ANNEXE 13. CORPUS MEM-2 : LISTE DE TERMES AVEC INDEX FILTRÉ (RÉSULTATS ANTCONC)

https://drive.google.com/file/d/1_smpsq7zXKAfu7GbUyXVB2EEx9sqYzrQ/view?usp=sharing

ANNEXE 14. CORPUS MEM-2 : LISTE LEMMATISÉE DE TERMES (RÉSULTATS ANTCONC)

https://drive.google.com/file/d/1oGev7Amfhnz3hlvhflxU-lucMJh62Vqz/view?usp=sharing

ANNEXE 15. CORPUS MEM-2 : LISTE DE MOTS-CLÉS (RÉSULTATS ANTCONC)

https://drive.google.com/file/d/1IWkctIoB5mwQbSqsIzTtlrQ1txtVNgQq/view?usp=sharing

ANNEXE 16. CORPUS MEM-2 : SEGMENTS RÉPÉTÉS (RÉSULTATS ANTCONC)

https://drive.google.com/file/d/17SX6JKsyiTE5KA-Ge7LiIlaK9etrdYmP/view?usp=sharing

ANNEXE 17. CORPUS PRES : CORRESPONDANCE TERMES-CHAMPS SÉMANTIQUES

CHAMPS SÉMANTIQUES	TERMES ASSOCIÉS
ACTIONS	
Actions (termes génériques et types d'activité)	actividad - realizar - trabajo - trabajar - acción - llevar a cabo - desarrollar - ámbito - elaborar - labor - proceso - actuación - área - intervención - poner en marcha - sector - eventos - iniciativa - llevar a cabo - campo - desempeñar - diseñar - ejes - ejecutar - embarcarse - emprender - empresa - implementación - implementar - intervención - poner en práctica - tareas - proyecto - programas - campos de trabajo - dinámicas - mesas redondas - seminario - talleres
Modalités d'action	cooperación - sensibilización - educación - igualdad - derecho - género - empoderamiento - formación - justicia - agua - comercio justo - desarrollo - Educación para el Desarrollo - bienestar - saneamiento - incidencia - investigación - abastecimiento - accesibilidad - acción humanitaria - ayuda de emergencia - empleo - equidad - libertades civiles - prosperidad - salud - sanidad
Transformation et effets	resultados - impacto - logros - avances - efecto - éxito - victoria – cambio - evolución - innovación - aumento - crecimiento - mejora - transformación - generar - contribuir - conseguir - ampliar - llegar - impulsar – beneficiarse - crecer - hacer realidad - mejorar - alentar - aminorar - asentar - consolidarse - constituirse en - construir - crear - dignificar – estimular - favorecer - fortalecer - frenar - impactar - incrementar - innovar - llevar a lograr - originar - posibilitar - proporcionar - reforzar - solucionar – superar - transformar - construcción - promoción - fomento - fortalecimiento - impulso - reconstrucción - refuerzo
Principes, motivations	compromiso - esfuerzo - solidaridad - cumplimiento - esperanza - solidario - alegría - armonía - conciencia ciudadana - confianza - corazón - deber ético - empeño - estándares de conducta - ilusiones - obligación - optimistas - orgullo - orgullosos - preocupación - sueños
Ressources et moyens d'action	colaborar - recursos - red - lucha - apoyar - atender - participación participar - sumarse - apostar por - donaciones - donativos - enviar - movilización - organizarse - respuesta - acompañar - acuerdo - afrontar alianzas - alinearse - aportaciones - aunar - ayudar - batallas - colaboraciones - comprar - comprometerse - consensuar - consolar - contar con - contestación - controlar - coordinación - demandas - encarar - enfrentarse - explorar - garantizar - herramienta - invitar - lazos - luchar por - metodología - movilizarse - propuestas - resistencia - resistir - sinergias - sumar - transversal
RAPPORT	
Rapport (document)	memoria - publicar - recoger - descargarse - documento - presentar - incluir - compartir - consultar - encontrar - informe - resumir - editar imagen - leer - números - pdf - pinchar - recopilar - archivo - cifras - contener - contraportada - ejemplos - enlace - online - apartado - boletines bucear - capítulos - fotos - gráficos - letras - páginas - palabras - portada - testimonios
Temporalité	año - anual - anualmente - ejercicio - último - anterior - tiempo - agenda - comenzar - momento - pasado - primer - siguiente - acabar - comienzo - etapa - veces - actual - ahora - empezar - fase - futuro - iniciar - meses - periodicidad - período - próximo - reciente - recorrido - siglo - temporada - transcurrir - transcurso
Information connaissance	conocer - transparencia - datos - explicar - dar a conocer - mostrar -autoanálisis - certificar - conocimientos - definir - demostrar - descubrir - rendición de cuentas - comprobar - constatación - dejar al descubierto - dejar ver - describir - descripción - detallar - difusión - disponible - divulgación - documentación - enterarse - evaluaciones - exponer - hacer público - informar - informados - notar - observar - poner a disposición - públicamente - recopilación - redactar - rendir cuentas - resumen - resumir - saber
COLLECTIFS	
Groupes humains	personas - socios - mujeres - voluntarios - ciudadanía - voluntariado -

	beneficiarios - colaboradores - destinatarios - grupos - niñas - sociedad - donantes - familia - amigos - comprador - comunidades - equipo - infancia - juventud - profesorado - Norte - Sur - activistas - alumnado - alumnos - colectivos - gente - hombres - población – población inmigrante - jóvenes - migrantes - niños - pensionistas - pobres - profesores - protagonistas - refugiadas - ricos - seguidores - simpatizantes - trabajadores
Institutions	instituciones - empresas - gobierno - ONU - Estado - ministerio - protectorado - administraciones - agencias - corporaciones - entidades - escuelas - organismos
Lieux	mundo países - planeta - África - América Latina - Unión Europea - Comunidades Autónomas - continentes - lugar - selva - territorios - zona
SITUATION D'ORIGINE	
Situation d'origine	situación - contextos - acontecimientos - entorno - realidades
Problèmes	desigualdad - imponer - cambio climático - pobreza - acusados - agredir - armamentista - armas de fuego - atacar - azotar - carencias - carrera armamentística - conflictos - corrupto - crisis - cuestionada - debilitar – degradarse - depredadoras - desafíos - desahuciar - dificultades - dudas - enemigo - engrandecer - escalada - escándalo - evasión - exclusión - expolio - extrema derecha - grandes fortunas - golpe de Estado - golpear - gritos - guerras - hambre - hegemónicas - imponer - impunidad - incertidumbre - inequidad - injusticia - lacra - limitaciones - presupuestarias - machista - miedos - políticas migratorias - multinacionales - neoliberales - olvidados - oprimir - paraísos - patriarcales - penalizar - pensiones - pesimismo - pobres - problemas - recortar - recortes - sombras - soportar - sufrir - tensar la cuerda - vulnerabilidad - vulnerable
ONG	organización - fundación - ONG - asociación - delegaciones – presidente - cargo - institución - asamblea - comisiones - declarada - departamento - depositar - director - equipo - federación - organigrama - patronato - reconocida
GESTION DES FONDS	cuentas - balance - gestión - fondos - auditar - auditoría - destino - presupuestos - destinar - donaciones - donativo - euros - financiar - controles - coste - cuotas - gasto - gestionar - importe - ingresos - origen - procedencia - recaudar - subvenciones
ÉNONCIATION	creer - suponer - desear - destacar - principal - esperar - agradecimiento - buscar - clave - necesario - prioritario - reflejar - reflexión - considerar - dar las gracias - encantar - entender - insistir - gustar - ojalá - pensar - pretender - reafirmarse - sentirse - ser consciente - significar - valorar

ANNEXE 18. CORPUS MEM-2 : CORRESPONDANCE TERMES-CHAMPS SÉMANTIQUES

CHAMP SÉMANTIQUE	TERMES
Actions	
Domaines d'action	derecho - educación - salud - formación - género - violencia - agua - sensibilización - pobreza - paz - capacidad - seguridad
Modalités d'action	proyecto - actividad - acción - programa - campaña - taller
Motivations, objectifs et effets	apoyo - participación - servicio - mejora - acceso - atención - promoción - construcción - colaboración - fortalecimiento - cambio - solidaridad - ayuda
Situations ciblées	
Groupes humains (destinataires)	mujer - persona - comunidad - niño - población -niña - familia - grupo - beneficiarios - jóvenes - indígena - sociedad - refugiado
Territoires	país - zona - ciudad - región
Contexte	proceso - situación - condición
Identité de l'ONG	
Statut juridique, organisation interne	organización - fundación - asociación - entidad - ONG (et variantes) - departamento
Autres organismes	escuela - ayuntamiento - municipio - empresa - gobierno - universidad - colegio
Réseau	red - socio - voluntariado - financiador
Temporalité	
año - día	
Gestion des fonds	
fondo - gestión - ingreso	